

LE
COMITÉ DE SURETÉ GÉNÉRALE
DE LA
CONVENTION NATIONALE

THÈSE PRINCIPALE
PRÉSENTÉE A LA FACULTÉ DES LETTRES DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

PAR
Georges BELLONI
DIPLOMÉ D'HISTOIRE ET DE GÉOGRAPHIE
LICENCIÉ EN DROIT

PARIS
LIBRAIRIE LOUIS ARNETTE
2, RUE CASIMIR-DELAVIGNE, 2

1924



Digitized by the Internet Archive
in 2026

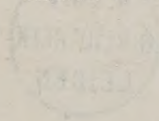
LE
COMITÉ DE SURETÉ GÉNÉRALE
DE LA
CONVENTION NATIONALE

THÈSE PRINCIPALE
PRÉSENTÉE A LA FACULTÉ DES LETTRES DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

PAR

Georges BELLONI

DIPLOMÉ D'HISTOIRE ET DE GÉOGRAPHIE
LICENCIÉ EN DROIT



PARIS
LIBRAIRIE LOUIS ARNETTE
2, RUE CASIMIR-DELAVIGNE, 2

1924

A MON MAITRE

MONSIEUR LE PROFESSEUR AULARD

*En témoignage de mon affectueuse
reconnaissance.*



PREFACE

Lorsque j'ai entrepris de retracer tout au long la carrière du Comité de sûreté générale, je ne soupçonnais pas toute la complexité de ma tâche. Le décret du 2 octobre 1792, qui instituait cet organisme du gouvernement révolutionnaire, ne donne qu'une faible idée du rôle qu'il joua jusqu'en brumaire an IV. Ce n'est qu'à mesure qu'on en pénètre plus avant, à travers d'innombrables documents d'archives, la pensée et la vie, qu'on découvre que son œuvre est considérable. Pour la bien comprendre et l'apprécier à sa juste valeur, il y a deux faits qu'il importe de ne pas perdre de vue, à savoir : 1^o sa subordination, avant le 9 thermidor, au Comité de salut public ; 2^o les circonstances de guerre étrangère et de guerre civile qui caractérisent la période révolutionnaire.

L'histoire du Comité de sûreté générale est reliée très étroitement à celle du Comité de salut public. On sait, en effet, que la Convention en vint, sans toutefois se dépouiller de son pouvoir législatif, à gouverner par ces deux Comités, qu'après le 9 thermidor on appela, dans l'usage, Comités de gouvernement. Ils constituaient une dictature de défense nationale. Ainsi, à cause des circonstances extrêmement graves que traversait la France, le principe de la séparation des pouvoirs se trouvait violé. C'est à quoi fait allusion Fréron le 21 floréal an III : « C'est un paradoxe, dit-il, avec lequel on a de la peine à se familiariser que celui de la puissance législative et du pouvoir exécutif réunis et concentrés dans les mêmes mains. Vous vous rappelez sans doute que la déno-

mination de Comité de gouvernement n'a été prononcée l'année dernière dans cette enceinte, qu'avec une sorte de timidité (1). On tirait le voile sur cette innovation, lors même que les droits des citoyens étaient violés ; on la regardait comme un scandale nécessaire dont il fallait taire soigneusement le nom. C'était un des mystères de la religion révolutionnaire, une espèce d'énigme que chacun devinait ; mais dont aucun ne disait le mot ; un secret qui frappait les yeux de tout le monde ; mais le nom n'échappait à personne. Lorsque, par hasard, il arrivait que quelque membre de cette assemblée prononçait le mot terrible, sa franchise était regardée comme un acte de courage et sa bonne foi comme une hardiesse prodigieuse, tant la conscience du législateur avait besoin de se tromper elle-même pour admettre une doctrine si extraordinaire.

« La confusion des pouvoirs, impudemment réduite en théorie, est un système désastreux par ses effets autant que ridicule par ses principes, qu'aucune circonstance ne peut légitimer, et que la tyrannie d'une faction a pu seule vous faire adopter.

« Je suis loin cependant de vouloir dissimuler la gravité des circonstances où nous nous sommes trouvés, et qu'a pu justifier la facilité avec laquelle nous avons souscrit à un système présenté, au milieu des dangers, comme le seul moyen de salut.

« Pendant plus de dix-huit mois, les anciens comités de gouvernement ne disputaient que de zèle à chercher et à multiplier les victimes ; ils marchaient de concert vers le même but. La jalousie du commandement prépara le déclin de cette double puissance, et enfanta l'immortelle journée du 9 thermidor (2) ».

(1) Il fait, sans doute, allusion à la séance du 2 août 1793.

(2) Voir *Moniteur*, réimp., t. XXIV, p. 430 et suiv. C'est une réponse au projet de loi de la commission des onze.

Il y a, dans les paroles de cet ardent thermidorien, une part de vérité que je me suis appliqué à développer. J'ai considéré la participation du Comité de sûreté générale à la dictature ; j'ai découvert que cette participation était subordonnée. C'est le Comité de salut public qui était le centre du gouvernement, le centre de la dictature. Ce n'est qu'à ce comité que faisait allusion Hérault-Séchelles, quand, le 2 août 1793, il repoussait l'idée lancée la veille, avec éloquence, de l'ériger en Comité de gouvernement. Aussi n'appliquerai-je cette appellation au Comité de sûreté générale dans la période dite *terroriste*, que pour me conformer à une sorte d'usage. Ces deux comités, après avoir été censés, par un hommage de forme au dogme de la séparation des pouvoirs, n'avoir qu'une mission d'inspection immédiate, revêtirent une puissance de plus en plus grande. Le Comité de sûreté générale apparaît, à partir du 25 mars 1793, comme la « forteresse de la Montagne (1) », et, après le règlement qu'il se donna le 20 germinal an II, comme un véritable ministère. Mais son autorité, qui ne s'applique alors qu'à une partie seulement de la police, n'est rien auprès de l'omnipotence du Comité de salut public, consacrée successivement par les décrets du 10 octobre 1793, du 23 ventôse an II, du 12 germinal, et surtout par le grand décret du 14 frimaire an II. C'est ce dernier qui a la pensée du gouvernement, c'est lui qui donne le ton ; c'est Danton, puis Robespierre. J'ai dit l'ambition de Robespierre, et comment sa politique personnelle et oppressive en fit le « tyran » dont le Comité de sûreté générale médita la mort.

J'ai insisté sur cette politique qui s'exerçait par des mesures policières de contrainte. « Elles réalisèrent, dit M. Schmidt, l'extermination de tout ce qui porte le nom de droit dans le temps même où on prétendait que la justice était à l'ordre du jour », et il ajoute :

(1) Voir AULARD, *Histoire politique de la Révolution*, p. 327 et suiv.

« Jamais l'Etat français n'a plus été un état policier — je prends policier au sens le plus répugnant du mot — que le jour où la liberté civile et personnelle eût été, à bon droit d'ailleurs, proclamée la condition première d'un état politique raisonnable ... (1) ».

La multiplicité des arrestations auxquelles j'ai fait allusion confirme de telles affirmations et suffit à caractériser la période dite *terroriste*. La ruine de ce « système général de contrainte » fut le premier résultat de l'événement du 9 thermidor (2), et le nombre des mises en liberté qui furent accordées dans la suite, suffit à caractériser la période dite *thermidorienne*. Ces détentions et ces élargissements, quel contraste ! Voilà précisément le trait, fort tranché, par où le Comité de la deuxième période se sépare du Comité de la première période, en particulier le Comité de l'an III. Voilà le trait dont s'éclaire toute cette étude. Pour le montrer, je me suis appuyé sur des faits, sur des chiffres, plus éloquents que tout commentaire. On est édifié dès qu'on ouvre les registres des mises en liberté. Tant d'élargissements sont évidemment l'expression d'une politique nouvelle, politique fondée avant tout sur la soumission aux lois, et sur la Déclaration des droits de l'homme.

Mais, si différents qu'ils aient été pratiquement et au point de vue du Droit, ces deux Comités avaient pourtant le même idéal, l'idéal républicain ; ils brûlaient du même amour de la République, du même amour de la patrie. On ne peut pas dire que le Comité de la période *terroriste* était dénué de tout sentiment de justice ; je l'ai montré par maintes citations. Il faut considérer qu'il avait une sorte de consigne à observer et qu'il n'était, somme toute, que l'exécuteur des lois terroristes. Il faut bien voir surtout qu'il avait à faire face à des difficultés inouïes qu'il est difficile de se représenter aujour-

(1) *Paris pendant la Révolution*, t. II, p. 255.

(2) *Ibid.*, p. 260.

d'hui. Danton avait dit le 2 août 1793 : « La Convention distinguera toujours l'innocent du coupable... » Mais Lacroix, le même jour, parlant du Comité de Salut public, avait déclaré : « Qu'il se nomme Comité de gouvernement ou Comité de salut public, qu'importe ? pourvu qu'il sauve la République (1). C'était bien là l'idée dominante, l'idée suprême, qui devait déterminer des mesures de sûreté générales, un développement démesuré des pouvoirs de la police et rendre impossible, momentanément, l'exercice de la justice.

Je me suis efforcé de décrire, non seulement l'Hôtel de Brionne et ses bureaux, mais la physionomie de Paris et de la France révolutionnaire ; j'ai tâché de concevoir cette atmosphère agitée, chargée de passions et d'énergies rivales, où s'exerçait l'action délicate du Comité. Et, afin de mieux saisir encore le sens et l'immense portée de sa mission, je l'ai considéré dans ses multiples ramifications, j'ai étudié tous ses mouvements et son influence au dehors, j'ai pris soin de préciser ses rapports avec les différents organes révolutionnaires, chargés plus ou moins de la police, en particulier avec les comités révolutionnaires, les représentants en mission, les agents-nationaux, les administrateurs de districts, les procureurs-syndics, les sociétés populaires et les municipalités.

Il me paraît opportun de fixer, au seuil de cette étude, les principaux caractères de l'activité générale du Comité. Il commande, sans trêve, ses subordonnés au nom de la « République », au nom « du peuple » (2), d'une voix ferme et puissante (dont le ton s'adoucit après le 9 thermidor), en phrases incisives et cinglantes, propres à les frapper et à leur inspirer une haine implacable contre tous les « ennemis intérieurs de la Révolution ».

Les « ennemis intérieurs de la Révolution » voilà son ob-

(1) Voir *Moniteur* réimp., t. XVII, séance du 2 août 1793.

(2) Expressions fréquentes dans la correspondance.

jectif ; les « enchaîner » l'essentiel de sa mission. Le Comité gravera ce devoir dans le cerveau de ses auxiliaires et du peuple. Mais « il ne suffit pas, dit-il, de remplir ce devoir honorable et pénible, il faut montrer aux ennemis du peuple, à ceux qui le calomnient sans cesse, que les mesures de sûreté générale ont été exécutées avec autant de sagesse que de fermeté ; que la vigueur en a toujours été dirigée par la prudence ; qu'aucune passion particulière ne les a déterminées, et qu'en exerçant contre nos ennemis intérieurs, le terrible droit de la guerre, qu'ils nous ont forcés de substituer aux douces maximes de la justice distributive, nous savons nous respecter et respecter les principes (1) ».

Ceci est clair et résume tout son programme ; c'est bien là sa pensée fondamentale qu'il s'appliquera tout au long de sa carrière, mais sans y réussir toujours, à faire entendre à ses auxiliaires. Il n'y a pas à s'étonner qu'il y ait eu des violences, puisque sans elles, évidemment, les ennemis intérieurs n'eussent point cédé. Le Comité posait d'ailleurs en principe, que « pour ramener les factieux à l'obéissance » il importe « de faire promptement un grand exemple » (2) ; qu'« il suffit de déployer l'appareil imposant de la force (3) ». Les chefs, les meneurs, sont punis de mort ; les autres, mis « hors d'état de nuire ». Il ne voit pas d'autre moyen pour triompher. C'était le principe fondamental du gouvernement révolutionnaire dont Robespierre dit le 5 nivôse an II, après en avoir expliqué la théorie, qu'il « doit aux bons citoyens toute la protection nationale » et qu'« il ne doit aux ennemis du peuple que la mort ... (4) ».

(1) Circulaire aux administrateurs de districts du 17 nivôse an II, *Moniteur*, réimp., t. XIX, p. 147.

(2) Lettre du 12 avril 1793 (Arch. d'Ille et Vilaine, L. 293).

(3) Lettre aux représentants du peuple près les armées et dans les départements et aux administrations de départements, du 4 prairial an III (Arch. de la Haute-Saône, 69L⁶).

(4) Discours prononcé à la Convention, au lendemain de la prise de Toulon.

Mais, en de pareilles circonstances, il est bien rare que les agents de la police, poussés par un zèle excessif, grisés par leurs fonctions, ne frappent parfois sans discernement et ne commettent des actes arbitraires. Au reste, il semble bien que le Comité ait préféré, dans les moments de crise extrême, avant le 9 thermidor, l'excès de zèle générateur d'injustices, au relâchement, à l'indiscipline, à la mollesse.

Selon lui, les fonctions de la police « doivent s'exercer avec la rapidité de l'éclair » (1). Cela, il le dit et redit de mille façons à ses subordonnés qu'il instruit sans répit, tient responsables et menace de sanctions sévères. Nulle de ses instructions qui ne révèle des exigences impérieuses de subordination, de travail, d'ordre et de méthode, d'énergie agissante, de zèle, de soumission à la hiérarchie administrative, de discipline et de justice.

Le Comité se tient en contact permanent avec les autorités constituées et les fonctionnaires publics, les invite à correspondre activement avec ses bureaux, à en solliciter des éclaircissements, et à « référer de leurs opérations journalières aux représentants du peuple à portée desquels ils se trouveront (2) ». Ils doivent lui rendre compte de la plupart des actes dont ils prennent l'initiative, des plus minces procédures, de l'exécution de tous ses arrêts et des causes de leur inexécution (3). Il est visible que le Comité désirait les tenir tous dans sa main. Il ne fera qu'appliquer la formule de Robespierre : « Il faut une volonté une ; il faut qu'elle soit républicaine ou royaliste. Pour qu'elle soit républicaine, il faut des ministres républicains, des papiers républicains, des députés républicains, un gouvernement républicain » (4) ; on pourrait ajouter : des fonctionnaires républicains.

(1) Lettre du 13 frimaire an III, à la Commission de police (Arch. nat. A. F. II* 277).

(2) Arch. de la Haute-Saône 69L⁶⁻⁷ p. n° 1887.

(3) C'est le secrétaire général qui était chargé de la surveillance de l'exécution.

(4) *Papiers inédits trouvés chez Robespierre*, t. II, p. 15.

On distinguait principalement les fonctions administratives, judiciaires et municipales et c'est sur elles que le Comité exerça surtout sa surveillance et en éloigna particulièrement les parents des émigrés (1).

Selon le décret du 14 frimaire an II (art. XVIII) les deux Comités de gouvernement étaient tenus de « dénoncer à la Convention les agents nationaux et tout autre fonctionnaire public chargé personnellement de la surveillance ou de l'application des lois, pour les faire punir ... (2) ».

Le Comité fit de nombreux rapports à la Convention qui aboutirent souvent à la destitution et à l'arrestation d'autorités et de fonctionnaires : maires, procureurs de la commune, procureurs-syndics, administrateurs, juges, etc. Leurs arrêts étaient annulés et les inculpés devaient paraître à la barre de la Convention pour exposer leur conduite. On en voit qui furent poursuivis à cause de leur « conduite révolutionnaire », étant « suspects d'incivisme (3) » ; à cause de « forfaiture (4) » ; ayant été les « instigateurs de troubles et rassemblements » (5) ; ayant fait subir des « vexations » à des patriotes (6) ; à cause de « prévarications » (7) etc., etc.

Il arrivait que des députations entières protestaient contre certaines « nominations déplacées » ; alors le Comité priait le représentant en mission près le département intéressé de

(1) Conformément, par exemple, à la loi du 5^e jour complémentaire an III. Il y eut des hésitations touchant le sens du terme *fonction publique* ; il fournit des éclaircissements : par exemple, n'est pas réputé fonctionnaire public un prêtre exerçant son ministère, « puisque la République a déclaré ne reconnaître ni palais ni aucun culte particulier » (Lettre du 13 brumaire an IV, Arch. nat., A F IIⁿ 301).

(2) Voir aussi décrets du 23 ventôse et du 27 germinal an II.

(3) Voir par exemple *Procès-verbal* du 18 septembre 1793, p. 56. Le Comité eut souvent à examiner la conduite des autorités au 10 août, au 31 mai, et au 9 thermidor.

(4) *Aux représentants composant le Comité de sûreté générale*, Bibl. nat. L. b. $\frac{41}{757}$.

(5) Voir par exemple *Procès-verbal* du 12 août 1793, p. 304.

(6) *Procès-verbal* du 18 sept. 1793, p. 56.

(7) *Procès-verbal* du 12 ventôse an II p. 405.

« revenir à un choix qu'un républicain pût avouer (1) ». L'épuration avait lieu d'ordinaire à l'Assemblée du peuple tenue dans le Temple de la Raison. La foule parfois était immense, les gens des campagnes voisines accouraient. On vit le peuple applaudir au choix du représentant. L'agent-national de Vesoul note dans son compte-décadaire du 10 nivôse an III : «... Des hommes amis du peuple et qui ont sa confiance ont remplacé les apôtres de l'oppression... Les nouveaux élus ont été épurés avant d'entrer en fonctions ; leur nomination a été ratifiée par le peuple ; son vœu a été libre ; la terreur était loin de lui ; c'est le cœur qui a parlé (2) ». Les fonctionnaires des communes frontières et populeuses des ports et des côtes attirèrent particulièrement l'attention du Comité. Il craignait que « le bon public » ne s'alarmât d'un mauvais choix, il craignait également le retour des émigrés. Aussi désigna-t-il spécialement les procureurs-syndics des départements pour surveiller les fonctionnaires publics : « Stimulez leur zèle, dit-il, et leur activité dans les recherches qu'ils ont à faire ; qu'ils sentent bien l'importance de l'objet qui leur est recommandé ; que des affections particulières ne leur fassent point oublier les grands intérêts de la patrie » (3).

Bien que les sociétés populaires aient été la véritable « pépinière » des fonctionnaires républicains, il y eut de nombreuses défections, parce que certains d'entre eux n'étaient pas, selon le Comité, éloignés de toute influence locale, condition nécessaire pour « avoir des fonctionnaires austères et inflexibles (4) ».

Mais si le Comité, considérant qu'une autorité supérieure agissant sans faiblesses et au-dessous des agents disciplinés

(1) Lettre du 4 pluviôse an III à Bailly, à Strasbourg (Arch. nat. A F II* 300).

(2) Arch. de la Haute-Saône 72 L⁶.

(3) Circulaire du 12 messidor an III (Arch. nat. A F II* 301).

(4) Circulaire du Comité de salut public du 16 pluviôse an II.

et responsables (1), sont deux ressorts tout puissants d'un gouvernement, fut amené à prendre des mesures répressives rigoureuses, il ne laissa jamais de stimuler le zèle des autorités et fonctionnaires par la douceur et l'émulation, en vantant leur vigilance, leurs bons services, leur « conduite civique », en faisant décréter à la Convention qu'ils « ont bien mérité de la patrie (2) ».

Il va sans dire que l'attitude du Comité à l'égard des fonctionnaires, varia suivant les événements : ainsi, après les journées des 31 mai et 2 juin 1793, son mot d'ordre fut : « sus aux fédéralités ! » ; après la « glorieuse époque du 9 thermidor », il fit traquer sans trêve tous ceux qu'il soupçonnait de quelque « attachement perfide au jacobinisme et aux principes de la Terreur (3) ». Et puis, il se fit rendre compte de tous les « abus d'autorité » que, peut-être sous la Terreur, il eût laissés impunis ; ils furent poursuivis devant les Tribunaux criminels des départements (4). Nul juge n'eut le pouvoir de prolonger inutilement une procédure ni de servir « quelque passion particulière (5) » ; nul agent « d'apposer son veto sur des arrêtés d'une autorité supérieure ». Tous durent faire preuve d'obéissance, de célérité, et se « ranger dans la hiérarchie des pouvoirs (6) ». Le Comité de sûreté générale s'empressa toujours de concourir avec le Comité de

(1) Le comité veut, dans chaque service, une seule tête responsable, car « plus la responsabilité est divisée, dit-il, moins elle pèse » et cela « au détriment de la chose publique » (Arrêté du 18 messidor an III, Arch. nat. A F 11 * 287).

(2) Voir par exemple, *Procès-verbal* du 16 août 1793, p. 27.

(3) Lettre du 13 fructidor an III (Arch. nat. A F. 11 * 301).

(4) Lettres du 1^{er} frimaire an III au Comité révolutionnaire du 2^e arrondissement ; du 8 frimaire, au comité révolutionnaire de Tarascon, (Arch. nat. A F 11 * 300)

(5) Lettre du 20 vendémiaire an IV à l'accusateur public de Châlons. (Arch. nat. A F 11 * 301)

(6) Lettre du 10 brumaire an III à l'agent national de Condom. (Arch. nat. A. F 11 * 301)

salut public pour découvrir et punir « les fonctionnaires indignes de soutenir la liberté et la justice (1) ».

L'autorité du Comité de sûreté générale restera fondée sur des principes fermes. La Convention avait fort bien senti qu'il existe, surtout en temps de guerre, une relation étroite entre la politique intérieure et la politique extérieure. Le Comité ne perdit jamais cela de vue ; il était l'instrument de la politique intérieure en même temps que le véritable pivot de la politique générale : son activité eut toujours un double objet : la victoire de la République à l'intérieur et la victoire de la République à l'extérieur, celle-ci dérivant de celle-là. La plupart de ses proclamations et de ses instructions à ses auxiliaires expriment cette connexité et leur posent comme but extrême cette double victoire. « Tandis que nos guerriers, dit-il, commandent à la victoire de se fixer sur leurs drapeaux et ordonnent aux rois coalisés de reconnaître l'indépendance de la République française, les sentinelles républicaines doivent imposer aux ennemis intérieurs l'obligation de respecter les lois qui assurent le bonheur social ; car cette surveillance active, sauvegarde des Républiques, devient un devoir plus rigoureux pour ceux que la loi et le gouvernement ont placés pour saisir et faire punir les ennemis du peuple (2) ».

Ainsi s'explique son redoublement de vigilance après la trahison de Dumouriez, et l'énergie qu'il mit constamment à déjouer les intrigues, à briser les insurrections, à disperser les rassemblements, à châtier les traîtres, à surveiller les étrangers, à punir ceux que nous appellerions aujourd'hui les défaitistes, qui semaient de fausses nouvelles en même temps que « l'esprit de révolte ». On peut dire que nos succès militaires que couronnèrent les glorieux traités de Bâle, résul-

(1) Lettre au Comité de salut public du 8 fructidor an III (Arch. nat. A F II* 301).

(2) Circulaire du 5 germinal an III aux administrateurs et agents nationaux (Bibl. nat. L. e. $\frac{37}{3}$).

tèrent non seulement de l'héroïsme de nos soldats, mais aussi de la vigoureuse politique intérieure du Comité de sûreté générale.

Et puis, non content d'affermir la France républicaine, il désirait ardemment qu'elle parût forte aux yeux de l'étranger. Dans les premiers jours de pluviôse an III, des bruits alarmants circulaient dans Paris, bruits venus d'Outre-Manche, qui pouvaient provoquer des mouvements de révolte. Indigné, il dit : « Est-ce donc au moment où l'Europe étonnée admire les succès des phalanges invincibles de la République, est-ce donc au moment où le ministère anglais ose accuser la France de manquer de gouvernement, que les ennemis de l'intérieur ou le zèle indiscret de quelques citoyens parviendraient à légitimer cette imputation perfide.

« Le complot de nous armer les uns contre les autres existe déjà ; on nous accuse d'être des provocateurs de guerre civile ! Déjà le cri infâme de pillage s'est fait entendre à la suite de vos rassemblements. La malveillance et les scélérats sont prêts à vous imputer tous les crimes qu'ils méditent de commettre à la faveur des troubles.

« Réfléchissez, citoyens, et rentrez dans l'ordre : épargnez au Comité des actes de sévérité que la résistance aux lois et l'outrage fait aux principes rendraient nécessaires. Elles ont indiqué la forme des réclamations que vous avez à faire à la Convention nationale. Adressez-vous à elle avec confiance. Elle a juré de maintenir la justice et son serment ne sera pas vain (1) ».

Le Comité va même jusqu'à considérer que les relations des savants étrangers avec les employés de la Bibliothèque nationale commandent impérieusement « de n'y placer que des patriotes prononcés qui ne laissent plus de doute dans l'esprit des étrangers sur le véritable esprit national (2) ».

(1) Proclamation du 14 pluviôse an III (Arch. nat. A F II* 277).

(2) Arrêté du 16 août 1794 (Arch. nat. A F II* 286). Lavicomterie,

Ce n'était point là paroles vaines, pur verbiage ; car comme disait Sylla : « on ne sauve pas la cité avec des mots ! ». Les Conventionnels qui parlaient ainsi, ardemment patriotes, étaient mus par un enthousiasme sincère, qui multipliait les effets de leur volonté de fer, ennemie des lenteurs, essentiellement réalisatrice. Elle devait être fertile, parce qu'ayant le sens clair des réalités, des dangers, des difficultés et des risques, ils la dirigèrent invariablement vers le même objet : « assurer le triomphe de la justice, de la liberté, de l'égalité et de la République une et indivisible (1) ».

Laignelot et Chabot ont été nommés commissaires pour présenter au Ministre de l'Intérieur des savants capables de remplir les places de la Bibliothèque nationale.

(1) Lettre au représentant du peuple Bordas, du 12 pluviôse an III (Arch. nat. A F II* 300).

MÉTHODE ET BIBLIOGRAPHIE

On conçoit aisément, par ce qui précède, que j'aie suivi, en général, l'ordre chronologique. J'ai envisagé les faits relativement à l'événement du 9 thermidor, et, selon qu'ils lui sont antérieurs ou postérieurs, j'en ai tiré les caractéristiques si opposées que l'on sait. J'ai aussi regardé comme une date importante, le 17 septembre 1793. Ce jour-là, en effet, fut votée la *loi des suspects*, qui inaugurerait le régime de la Terreur. Jusqu'alors, on n'en était, pour parler comme M. Mortimer-Ternaux, qu'à la « théorie » et l'intérêt réside moins dans l'activité du Comité, qui est obscure, que dans le choix de ses membres, dans leur communauté de sentiments ou leurs divergences de vues avec les maîtres du jour, dans l'opposition des partis (1). Les documents sont rares qui se rapportent à cette première période, où le Comité instable, trop souvent renouvelé, sans unité d'action, hésite, tâtonne, semble chercher sa voie. C'est précisément le 17 septembre qu'il jette les premières bases de son organisation intérieure.

J'ai examiné attentivement les modifications successives de cette organisation ; il m'a paru essentiel de décrire le perfectionnement technique auquel tâcha d'atteindre le Comité. Les règlements qu'il se donna me semblent être comme l'ossature de cette étude. Comparés chronologiquement, dans le détail, article par article, ils présentent des différences sensibles, qui tiennent aux vicissitudes même de la puissance

(1) Voir MORTIMER-TERNAUX, *Histoire de la Terreur*, t. VIII, p. 412.

et de l'esprit du Comité. Chaque règlement offre, à mon sens, un intérêt primordial. Chaque article contient, condensée, une conception ou plutôt une volonté, et, par conséquent, est capable de nous révéler une partie de l'activité du Comité, une parcelle de son autorité et aussi sa tactique, sa méthode, la forme et le fond de la procédure. De là, l'impossibilité où, après une longue réflexion, je me suis trouvé de résumer ces documents. C'eût été les mutiler, et, puisque leur importance est fondamentale et qu'il s'agit d'une étude avant tout technique, il m'a paru logique d'en placer le texte *in-extenso* au cœur même de mon développement.

C'est pour les raisons que je viens de donner, que j'ai étudié, dans le détail, la procédure alors en vigueur. Elle nous met en rapport avec l'objet même de la mission du Comité, elle nous place en présence de l'exécution des actes de police et de justice ; mais ses modalités n'ayant pas subi, théoriquement du moins, après thermidor, de modifications très sensibles, je n'ai pas recouru strictement à l'ordre chronologique.

J'ai redit les mêmes choses chaque fois que je le croyais utile pour la clarté de mes explications ; les répétitions sont entièrement volontaires. J'ai à dessein fait quelques digressions ; mais presque toujours elles ont pour effet de mettre en relief les caractères généraux du gouvernement révolutionnaire et d'éclairer, en quelque sorte, le champ d'activité du Comité de sûreté générale.

Il était conforme à ma méthode de citer toutes les sources et de faire usage de nombreuses citations, de chiffres, de statistiques. Comment, par exemple, eussé-je réussi à mettre en lumière l'esprit de justice du Comité de la période *thermidorienne*, sans recourir au témoignage précis de chiffres qui, en pareil cas, sont précieux, parce qu'ils revêtent une valeur de preuve ? Je n'ai pas pensé qu'il valût mieux, à seule fin d'abrégier le cours de mon développement, généraliser sur

des faits trop disparates et insuffisamment probants, que de citer, un à un ces faits qui, vus isolément, offrent une signification capable d'éclaircir tel événement ou même tel coin obscur de la psychologie du Comité. Quoique j'aie puisé aux sources les moins suspectes, on comprendra que je n'aie pas fait grand état des renseignements psychologiques que j'y ai trouvés. Il y a toujours trop de fantaisie dans ces renseignements. Ayant à traiter une matière encore inexplorée, je n'ai voulu me placer que sur un terrain solide ; j'ai eu à cœur d'appliquer la méthode scientifique dont je suis redevable à mes maîtres de la Sorbonne.

Je me suis réjoui, tout d'abord, de la nécessité où je me trouvais de travailler presque exclusivement sur des textes authentiques, estimant avec la Bruyère que « c'est le chemin le plus court, le plus sûr et le plus agréable pour tout genre d'érudition ». Malheureusement, j'ai eu souvent à déplorer l'état où se trouvaient les sources.

On peut s'assurer, par un coup d'œil jeté sur l'inventaire des Archives Nationales, que les pièces concernant le Comité de sûreté générale se trouvent en grande partie dans les séries AF II* et F⁷. Pour ce qui est des registres de la première série, M. J. Guillaume, dans ses *Etudes révolutionnaires*, en a indiqué, d'après leur contenu, la suite chronologique.

Mais voici ce qu'il dit relativement à la deuxième série : « Combien de ces milliers de registres appartiennent au Comité de sûreté générale, et quels sont-ils ? C'est ce que l'inventaire sur fiches, très laconique, qu'on a bien voulu me laisser consulter, ne permet de discerner clairement. Pour faire ce triage, en examinant les registres eux-mêmes, il faudrait un travail de plusieurs mois. J'ai dû me borner à faire venir quelques registres, une vingtaine, parmi ceux que les fiches semblaient désigner avec le plus de certitude comme provenant du Comité de sûreté générale ».

Dans son livre intitulé : *Les sources de l'histoire religieuse de la Révolution*. M. Léon Legrand, conservateur adjoint aux Archives Nationales, se plaint également du désordre de la série F⁷.

Il va sans dire que ces sources ainsi mutilées, ainsi incomplètes, ainsi dispersées, rendent extrêmement difficiles les recherches, mais surtout le travail de synthèse et la composition.

J'ai trouvé dans l'ouvrage de M. Caron intitulé : *Manuel pratique pour l'étude de la Révolution française*, d'utiles indications pour mes recherches. Il dit à propos de la série F⁷ :

« Sur cette volumineuse sous-série si connue des historiens, *l'Etat sommaire* ne donne que des indications insuffisantes. En attendant la publication d'un inventaire sommaire qui rendrait bien des services, on consultera l'article de Ch. Schmidt, *Une source de l'histoire contemporaine aux Archives nationales. Le fonds de la Police générale dans la Revue de l'histoire moderne et contemporaine* (§ 16), 1902-1903, t. IV, p. 313-327 ainsi que le tableau qui y est joint ; plusieurs parties de ce tableau (les séries départementales) sont largement développées dans *les Sources de l'histoire de France depuis 1789 aux Archives nationales* ; du même auteur (p^s 166-206). Nous nous bornerons ici à donner, dans les limites de notre cadre, quelques renseignements essentiels.

« La sous-série F⁷ s'ouvre par près de 2500 registres, dont il n'existe pas d'inventaire d'ensemble. Dans son livre sur *les sections de Paris*, (§ 11), Mellé a dressé un inventaire des registres F⁷* 2471 à 2526, qui proviennent des sections de Paris, (assemblées générales et surtout comités révolutionnaires). Tout le reste n'est connu qu'en gros et fort mal...

« Sous les cotes F⁷ 4386 à 4806 est conservé le fonds du Comité de sûreté générale. Ce fonds présente une importance capitale pour l'étude du gouvernement révolutionnaire. Il se compose de trois parties : 1^o une partie générale cotée F⁷ 4386 à 4550^b, et contenant des dossiers sur une foule de matières importantes : procès de Louis XVI, papiers saisis chez les députés et administrateurs mis en état d'arrestation, Comité diplomatique, correspondance

du Comité ; lettres interceptées, troubles dans les départements, prisons de Paris, 9 thermidor, réaction thermidorienne, dossiers relatifs aux représentants emprisonnés, affaires de Vendée, etc. ; 2^o de F⁷ 4551 à F⁷ 4575, une série départementale : arrestations, détentions, mises en liberté (voir Schmidt, *op. cit.*, p. 179) ; 3^o de F⁷ 4576 à F⁷ 4575^{es}, une série alphabétique, mine très riche de renseignements biographiques sur le personnel du gouvernement révolutionnaire, spécialement le personnel révolutionnaire parisien, de 1792 à l'an IV, et sur les individus poursuivis, arrêtés et emprisonnés à Paris, pour délits politiques pendant la même période ; ces cartons si importants manquent encore de répertoire. »

Je ne citerai pas tous les registres et tous les cartons des Archives nationales que j'ai dépouillés. Voici seulement les cotes de ceux qui m'ont été le plus utiles :

Série AF II* : n^{os} : 224, 259, 260, 261, 262, 263, 264, 265, 266, 267, 268, 269, 270, 271, 272, 273, 274, 275, 276, 277, 278, 279, 280, 281, 282, 283, 284, 285, 286, 287, 288, 289, 290, 291, 292, 293, 294, 295, 296, 297, 298, 299, 300, 301.

Série F⁷ : n^{os} : 4390, 4403, 4406, 4407, 4411, 4412, 4428, 4445-550, 4604, 4690, 4691, 4807.

Série F⁷* : n^{os} 2, 18, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2210, 2471, 4807.

J'ai consulté également la série D xxix bis qui contient quelques délibérations du Comité des recherches de la Constituante.

Les archives de la Côte-d'Or (notamment les cartons cotés L IV a 47 i 1 et L IV a 47 i 2) ; de la Haute-Saône (notamment les cartons cotés 54 L², 56 L¹, 57 L², 57 L³⁰, 61 L⁴, 69 L⁵⁻⁸⁻⁷, 72 L⁵⁻⁶⁻⁷ et de l'Ille-et-Vilaine (notamment les cartons cotés L 382-392, L 293), m'ont procuré quelques précieux éclaircissements ; en particulier celles de la Haute-Saône, où j'ai découvert un registre complet de ces rapports décennaires que M. Legrand regrette de n'avoir point trouvés dans la

série F⁷. Mais, dans ces trois départements (moins cependant à Vesoul qu'à Dijon et qu'à Rennes) j'ai déploré la pauvreté et la dispersion des sources de mon sujet.

Bien entendu, je ne me suis pas servi seulement de documents manuscrits ; j'ai lu tous les ouvrages qui se rapportaient directement ou indirectement à mon sujet. Ayant à parler d'un régime de violences, j'ai été amené, par l'étude des faits, à m'éloigner des vues de Taine et de Mortimer-Ternaux et à me rapprocher de celles de M. Aulard (1).

Les ouvrages qui m'ont le plus guidé, sont : *l'Histoire politique de la Révolution française* de M. Aulard ; le *Dictionnaire des Conventionnels* de Kuscinski et les *Etudes révolutionnaires* de M. J. Guillaume. J'ai tenté d'achever l'étude commencée par M. J. Guillaume sur le personnel du Comité. J'y ai ajouté, en adoptant son excellente méthode, quelques précisions, sans pouvoir arriver, à cause de la dispersion des sources, à un résultat complet.

J'accorde une place spéciale au *Procès-verbal* de la Convention, à celui des Archives nationales que, grâce à une table chronologique, j'ai pu dépouiller tout au long. Je puis dire que ce sont les documents d'archives et les données du *Procès-verbal* qui constituent le fondement de mon travail.

L'Almanach national et *l'Histoire parlementaire de la Révolution* de Buchez et Roux, m'ont aussi beaucoup aidé. J'ai très peu recouru aux *Archives parlementaires*.

Quant au reste de la bibliographie, le voici, divisé en plusieurs catégories :

1^o Journaux : *Le Moniteur*, réimpression ; *Le Journal des Débats et des Décrets*, *Le Point du jour*, *le Journal de Perlet*.

2^o Collections, répertoires, catalogues et revues : Collection Duvergier, Collection Rondonneau, Tuetey, *l' Répertoire*

(1) Voir ci dessous : 5^{eme} partie ch. I et conclusion.

général des sources manuscrites de l'histoire de Paris ; TOURNEUX, *Bibliographie de l'histoire de Paris* ; DALLOZ, *Répertoire de jurisprudence* ; CHARAVAY, *Catalogue d'une importante collection de documents autographes* ; Revue : *La Révolution* ; 3^o Mémoires : ALEXIS DUMESNIL, *Mémoires de Sénar* ; *Mémoires de Thibaudeau*, *Mémoires de Mallet du Pan* ; BERRYER, *Souvenirs* ; BAUDOT, *Notes historiques*.

4^o Ouvrages divers :

AULARD : *Etudes et leçons*, t. I, III, IV, V, Paris, 1893-1907, in-18.

AULARD : *Paris pendant la réaction thermidorienne*, t. I, Paris, 1898, in-8.

AULARD : *Le culte de la Raison et le culte de l'Etre suprême*, (1793-1794), Paris, 1892, in-18.

AULARD : *La société des Jacobins*, Paris, 1889-1897, in-8.

AULARD : *L'éloquence parlementaire pendant la Révolution française. Les orateurs de la Législative et de la Convention*, Paris, 1885-1886, 2 vol. in-8.

AULARD : *Recueil des actes du comité de salut public*, t. I-26, Paris, 1889, in-8.

LOUIS BLANC : *Histoire de la Révolution française*, t. VI, VII, VIII, IX, X, XI, Paris, 1847-1862, in-8.

D^r CABANÈS, *Légendes et curiosités de l'histoire*. Paris, 1923, in-8.

P. CARON, *Paris pendant la Terreur*, Paris, 1910, in-8.

Ch. L. CHASSIN, *La Préparation de la guerre de Vendée*, t. I, II, III, Paris, 1892, in 8.

Ch. L. CHASSIN, *La Vendée patriote*, t. I. II, III, Paris, 1893, 1894, in-8.

Ch. L. CHASSIN : *Les pacifications de l'Ouest*, t. I, II, Paris, 1896, in-8.

J. CLARETIE : *Les derniers Montagnards*, Paris, 1867, in-8.

VICTOR HALLAYS-DABOT : *Histoire de la censure théâtrale en France*, Paris, 1862, in-8.

E. FLEURY : *Saint-Just et la Terreur*, Paris, 1851, 2 vol. in-8.

Ed. et J. DE GONCOURT : *La société française pendant la Révolution*, Paris, 1879, in-8.

GREUTE : *Le culte catholique à Paris de la Terreur au Concordat*, Paris, 1903, in 8.

E. HAMEL : *Histoire de Robespierre*, Paris, 1865-1867, 3 vol. in-8.

E. HAMEL : *Thermidor, d'après les sources générales et les documents authentiques*, Paris, 1891, in-16.

D'HÉRICAULT : *La Révolution de Thermidor*, Paris, 1876, in-8.

JAURÈS : *Histoire socialiste*, t. IV, Paris, s. d. grand in-8.

LAFERRIÈRE : *Essai sur l'histoire du droit français*, Paris, 1859, in-8.

E. LAIRTULLIER : *Les femmes célèbres de 1789 à 1795*, Paris, 1840. in-8.

A. LIEBY : *La presse révolutionnaire et la censure théâtrale sous la Terreur. Révolution française*, t. XLV, 306, 447, 502; t. XLVI, 13, 97, in-8.

A. LODS : *Un conventionnel en mission, Bernard (de Saintes)* Paris 1888, in-8.

MARRAST et DUPONT : *Fastes de la Révolution*. Paris, 1836, in-8.

A. MATHIEZ : *Les divisions dans les comités de gouvernements à la veille du 9 thermidor, d'après quelques documents inédits*, Paris, 1915, in-8.

A. MATHIEZ : *La corruption parlementaire sous la Terreur*, Paris, 1912, in-8.

A. MATHIEZ : *Contribution à l'histoire religieuse de la Révolution française*, Paris, 1907, in-16.

A. MATHIEZ : *La politique de Robespierre et le 9 thermidor expliqués par Buonarroti*, Le Puy, 1910, in-8.

E. MELLÉ : *Les sections de Paris pendant la Révolution française*, Paris, 1898, in-8.

MICHELET : *Histoire de la Révolution française*, Paris, 1898, in-8.

MORTIMER-TERNAUX : *Histoire de la Terreur*, t. I-VIII, Paris, 1862-1881, in-8.

A. R. C. DE SAINT-ALBIN : *Documents relatifs à la Révolution française*, Paris, 1873, in-8.

A. SCHMIDT : *Tableaux de la Révolution française*, t. II, Leipzig, 1869, in-8.

A. SCHMIDT : *Paris pendant la Révolution*, Paris, 1893, in-8.

LUDOVIC SCIOUT : *Histoire de la constitution civile du clergé*, Paris, 1887, in-12.

ALMA SÖDERHJLM : *Le régime de la presse pendant la Révolution*, Helsingfors, 1900, in-8.

SOREL : *L'Europe et la Révolution*, t. III et IV, Paris, 1891-1892, in 8.

TAINE : *Les origines de la France contemporaine*, t. II et III, Paris 1892, 1894, in-8.

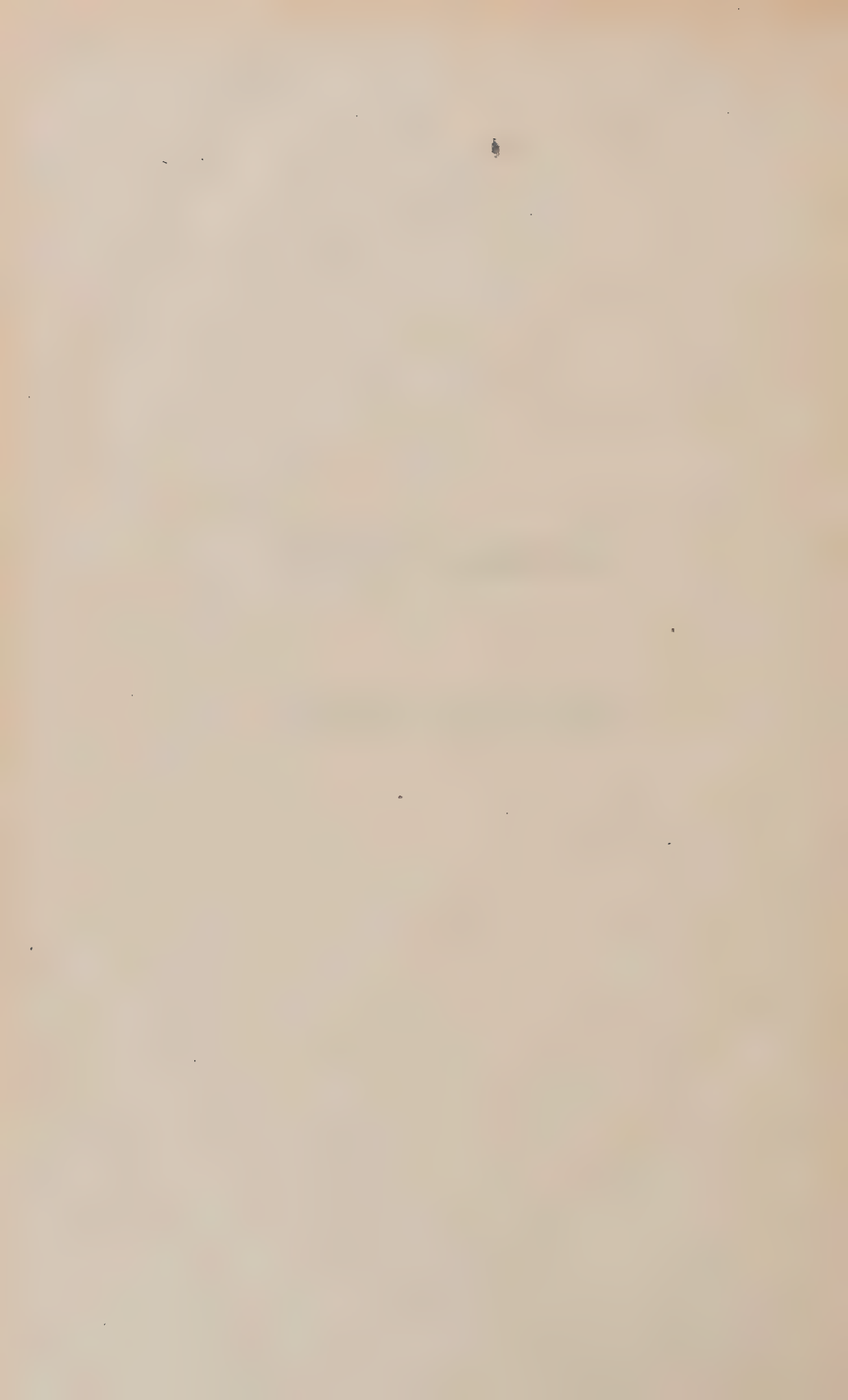
WALLON : *Histoire du Tribunal révolutionnaire de Paris*, t. I à VI, Paris, 1881, 1882, in 8.

J'ai consulté en outre, à la Bibliothèque nationale, un grand nombre de recueils, d'ouvrages et d'opuscules, appartenant aux séries Lb ⁴⁰, Lb ⁴¹, Le ³⁷ et Le ³⁸. On en trouvera le titre et la cote au bas des pages.

Avant d'entrer en matière, il m'est agréable d'adresser à mon éditeur et ami Louis Arnette mes vifs remerciements pour le désintéressement et la haute conscience qu'il a témoignés dans l'exécution de mon travail.

PREMIÈRE PARTIE

LES ORIGINES DU COMITÉ



CHAPITRE PREMIER

LE COMITÉ DES RECHERCHES DE L'ASSEMBLÉE CONSTITUANTE

I. Le Comité jusqu'au 21 juin 1791 : la confusion des pouvoirs ; le décret du 28 juillet 1789 ; le Comité du 30 juillet ; renouvellements mensuels ; ses principaux auxiliaires ; renouvellements par moitié ; le Comité est plus parlementaire que policier. — II. Le 21 juin 1791 : Accroissement de ses pouvoirs. Les Comités réunis Zèle de la municipalité de Paris et de la « Société des Amis de la Constitution ». Après le retour du roi. Après la promulgation de la Constitution : suppression des Comités réunis.

Les fonctions exercées par les Comités de salut public et de sûreté générale leur ont valu le nom de *Comités de gouvernement*. Ces Comités, composés de représentants de la nation, ressemblaient à nos ministères actuels. Ils ont participé à la fois au pouvoir législatif et au pouvoir exécutif.

Ce cumul était contraire au principe de la séparation des pouvoirs, qui était si cher aux hommes de 89 et qui était consacré par la Constitution de 1791.

Comment les Assemblées de la Révolution se décidèrent-elles à agir contre leurs opinions et à violer la loi ?

La Constituante créa un comité des recherches et la Législative, un comité de surveillance ; l'étude de ces deux organismes expliquera comment la Convention nationale fut amenée à confondre dans le Comité de sûreté générale les trois pouvoirs (1).

I. — L'Assemblée Constituante s'immisça progressivement dans les questions de police générale. Les circonstances étaient favorables. Depuis la prise de la Bastille, les troubles causés par les contre-révolutionnaires et par les « Jacqueries » devenaient l'unique objet des séances de l'Assemblée. Le 17 juillet, à la fin de la séance, le maire de Poissy rend compte de plusieurs crimes commis par des brigands à Poissy et à Saint-Germain et supplie l'Assemblée de réprimer ces désordres. Un membre observe que le pouvoir législatif est incompétent et qu'il existe un pouvoir exécutif et des tribunaux chargés de maintenir le repos et la tranquillité publics (2). Paris est agité depuis le 13 juillet et devient le théâtre de scènes tragiques. Lally-Tolendal veut rassurer et calmer le peuple au moyen d'une proclamation. Une députation, envoyée par un district de Paris, vient demander à l'Assemblée de « créer un tribunal spécial pour juger les personnes arrêtées sur le soupçon du crime de lèse-nation ».

Les représentants siégeant à la droite, comme le comte de Virieu, combattent énergiquement cette pétition. En dépit de l'opposition, la majorité de l'Assemblée adopta le soir même, le texte définitif de la proclamation dont voici un passage : « L'Assemblée déclare que la poursuite des crimes de lèse-nation appartient aux représentants de la nation (3) ». C'est la négation du principe de la séparation des pouvoirs. L'Assemblée prend en même temps l'engagement de former

(1) Voir AULARD, *Recueil des actes du Comité de salut public*, (la préface).

(2) *Point du jour*, t. I., p. 291.

(3) *Procès-verbal* du 23 juillet 1789, p. 20.

un Comité chargé de surveiller la police générale. Elle rencontre des adversaires intransigeants : les partisans de la séparation des pouvoirs, et les membres de la droite qui redoutaient des poursuites contre les conspirateurs. « Dès que les trois pouvoirs sont entre les mains d'un seul, disait le comte de Virieu, le despotisme existe ; s'il est entre les mains d'un tyran, la patrie peut le combattre ; mais s'il est dans la main même de la patrie, alors elle se déchire elle-même ; aucune force ne peut la rappeler à l'ordre (1) ». Le 28 juillet 1789, l'Assemblée décida de créer un Comité de rapports, chargé de l'examen des mémoires, plaintes et requêtes. Ce résultat était évidemment incertain. Aussi le projet de du Port fut-il immédiatement adopté. Le procès-verbal du 28 juillet 1789 porte que le Comité d'informations serait composé de douze membres pris indifféremment dans toute l'Assemblée, sans distinction d'ordre, ainsi que ceux du clergé et de la noblesse en ont témoigné plus particulièrement le désir ; qu'en conséquence le choix se ferait dans la forme observée pour les secrétaires et que les membres du Comité seraient aussi renouvelés ou réélus tous les mois. Ce comité s'appela officiellement Comité des recherches de l'Assemblée nationale (2) et vécut sous ce titre aussi longtemps que l'Assemblée. Ainsi l'Assemblée parle et agit en souveraine ; c'est que la situation est nouvelle. La nation vient de bousculer l'ancien régime ; l'Assemblée n'est plus bloquée par des mercenaires, elle est protégée par la France debout et en armes. Le Comité des Recherches est comme une ébauche anticipée du Comité de sûreté générale de la Convention nationale.

(1) *Moniteur*, t. I, pp. 222-230.

(2) L'*Almanach national* (Bibl. nat. O. 474 p. 146) dit : « Pour ses différents travaux, l'Assemblée a nommé plusieurs comités (Place Vendôme, n° 4). Parmi ceux qui existent actuellement : Comité des Recherches composé de 12 membres, il change tous les mois ».

Le Comité des recherches fut composé le 30 juillet 1789, avec une majorité de représentants de la gauche. Reubell et Pétion, députés de l'extrême gauche, sont nommés ainsi que le comte de Virieu, ce fameux adversaire du projet d'Adrien du Port. Le renouvellement du 3 septembre 1789 produisit des membres moins dévoués à la Révolution que les premiers. Au renouvellement du 14 octobre 1789, la majorité de l'Assemblée déclara les élections irrégulières, demanda des comptes aux membres réélus et les remplaça le 20 octobre par des membres de la gauche, parmi lesquels Buzot et Pétion. Les renouvellements se firent à peu près tous les mois. Il n'existe pas de listes complètes des membres de ce comité (1) ; on sait cependant qu'à la fin de 1789, le Comité fut composé de membres appartenant à la gauche. Remarquons les noms de l'abbé Grégoire, président du Comité en mars et avril 1791, et de Voidel, président en juin et juillet 1791.

Le Comité des recherches de l'Assemblée avait pour auxiliaire actif le Comité des recherches de la Municipalité de Paris, créé le 22 octobre 1789, à la suite de l'assassinat du boulanger François. A la même époque, cet exemple fut suivi par un grand nombre de municipalités ; plus tard, il se forma aussi des comités de recherches ou de surveillance au sein des sociétés des « Amis de la Constitution ». Il va sans dire que les orateurs de la droite dirigèrent leurs attaques contre le Comité de l'Assemblée et son principal auxiliaire. L'un d'eux, d'Espréménil, déclare que les Comités ont ordonné plus de détentions que le despotisme et conclut en vain à ce que les Comités de recherches soient supprimés.

Le nombre des membres du Comité varia : de douze qu'il

(1) La collection Rondonneau aux Archives nationales ne contient que deux listes imprimées des membres de ce Comité. Les procès-verbaux des séances n'indiquent pas toujours les noms des membres nouveaux ; les mêmes lacunes existent pour ce qui regarde le Comité de sûreté générale de la Convention.

était au début, il s'éleva à quinze, puis à trente. Pendant l'année 1791, il retomba à douze. Sur la proposition de son président, l'abbé Grégoire, l'Assemblée ordonna que les renouvellements seraient effectués par moitié de mois en mois. Dans la séance du 25 octobre 1790, il fut question d'établir une Haute-Cour nationale pour juger les crimes de lèse-nation. Les ennemis de la Constitution, dont l'abbé Maury fut le porte-parole, crurent trouver là une occasion pour flétrir la réputation des Comités de recherches « ces institutions odieuses qui révoltent les bons citoyens et qui ne sont utiles à aucun ». Le marquis de Foucault, l'avocat des prêtres réfractaires, s'associa au vœu de l'abbé Maury.

Le Comité fut pris à partie par ses adversaires obstinés ; mais l'Assemblée, tout en se montrant prête à empêcher les abus de pouvoir, entendit maintenir son Comité. On a l'impression que l'Assemblée, jadis timide, a acquis une puissance souveraine.

Le Comité des recherches, par le soin qu'il mit à se renfermer dans ses attributions, mérita la confiance de l'Assemblée. L'analyse de sa correspondance permet de définir son œuvre. Il resta l'intermédiaire entre l'Assemblée qui s'était réservé le droit de juger les crimes de lèse-nation et les administrateurs chargés de constater les crimes et d'en poursuivre les auteurs. On trouve aux Archives des minutes de procès-verbaux d'arrestations, des copies de procédures, des rapports d'autorités constituées, des dénonciations émanant de citoyens ou de sociétés des « Amis de la Constitution », etc. On rencontre des lettres anonymes et obscures, par conséquent suspectes ; les « on m'a dit » y sont fréquents. Elles trahissaient sans doute quelques haines entre citoyens.

Jusqu'au 21 juin 1791, le Comité s'est montré plus parlementaire que policier. Son rôle essentiel consistait à faire à l'Assemblée des rapports sur les conspirations et les troubles

intérieurs (1). Il entretenait des espions : les « renseignements Marat » relatifs au journal de « l'Ami du peuple » proviennent du service d'informations salarié. Le Comité examinait en outre les requêtes des prisonniers politiques ; mais il n'avait pas le droit d'absoudre. Il montra beaucoup de prudence, multiplia ses enquêtes et ses interrogatoires ; il ordonna des mises en liberté.

II. — Le 21 juin 1791 marque une ère nouvelle dans l'histoire du Comité. En l'absence du roi, l'Assemblée prit en mains le pouvoir exécutif. Elle se déclara en permanence, elle envoya des représentants en mission, elle donna des ordres aux ministres et autorisa le Directoire du département de Paris à s'installer dans un bureau de la salle des séances ; bref, elle gouverna par elle-même.

Les puissances étrangères et les contre-révolutionnaires devenant menaçants, l'Assemblée agrandit les pouvoirs de son Comité diplomatique, puis ceux des Comités des recherches et des rapports. Elle réunit ces deux derniers en un seul. A dater de ce jour, les deux comités sont toujours réunis et exercent ensemble des pouvoirs qui annoncent ceux de sûreté générale. Dès le soir du 21 juin, les présidents de ces comités écrivent au président de l'Assemblée « qu'ils ont concerté les mesures les plus étendues et les plus efficaces pour assurer, surtout pendant la nuit, le calme et la tranquillité de Paris, la sûreté des citoyens et de leurs propriétés ».

Les Comités sont plus que des bureaux d'informations et de rapports sur les troubles intérieurs : ils font des arrestations et exercent une réelle autorité sur les ministres de la justice et de l'intérieur.

(1) Sa mission était « de recevoir les dépositions et dénonciations sur les trames, complots et conspirations, avec le droit d'interroger et d'arrêter au besoin les personnes dénoncées... » Mellié (*Les sections de Paris pendant la Révolution française*, p. 179).

Les directoires de départements et de districts saisissent les lettres adressées à des personnes suspectes, arrêtent les voyageurs qui n'ont pas de passeports en règle ; les municipalités perquisitionnent et ces autorités correspondent activement avec les Comités réunis. Cette correspondance traduit les craintes des patriotes. Le 23 août 1791, la Municipalité de Limoges écrit : « Ce n'est point une fausse alarme, Paris peut l'ignorer et ce serait un très grand mal. Nos aristocrates et prêtres réfractaires montrent la plus grande audace et comptent sur le succès des contre-révolutionnaires. Les bons citoyens craignent des événements fâcheux et sont dans la plus grande perplexité ». La municipalité de Paris est l'auxiliaire le plus actif des Comités réunis. A côté des autorités constituées se trouvent la « Société des Amis de la Constitution » séante aux Jacobins de Paris et les nombreuses sociétés des départements qui lui sont affiliées. Ces organisations correspondent presque journellement avec le Comité des recherches, depuis la fuite du roi. En 1793, elles deviendront des instruments de gouvernement sous la direction du Comité de salut public. Enfin les commissaires de l'Assemblée correspondent directement avec les Comités réunis sur les questions de police comme plus tard les représentants en mission le feront avec le Comité de sûreté générale.

Les pouvoirs extraordinaires conférés aux deux comités réunis le 21 juin 1791, subsistèrent jusqu'au mois de septembre de la même année. En effet, le retour du roi n'avait pas rassuré l'Assemblée ; elle avait chargé ses comités de lui faire un rapport « sur les événements relatifs à l'évasion du roi et de la famille royale ». Chaque jour, les comités recevaient des avis anonymes sur des projets d'enlèvement de la famille royale (1).

(1) Le 1^{er} août 1791, une personne d'un hôpital rapporte une conversation tenue à la sacristie par le prêtre réfractaire Mavy et recueillie

Les royalistes et les républicains étaient devenus les adversaires irréconciliables des constitutionnels depuis les massacres du Champ de Mars. L'Assemblée prit des précautions et promulgua la Constitution. Dès lors les inquiétudes cessèrent ; il sembla qu'il n'y eût plus lieu de conserver les comités réunis et ils furent supprimés (1).

par l'enfant de chœur : « Le curé aurait dit que s'il s'était trouvé, il aurait agi de façon à les délivrer et les faire passer et proposé les moyens de la maison du duc d'Orléans en pratiquant un souterrain qui conduirait à la rivière, qu'un bateau couvert les recevrait. » (Arch. nat. D XXIX bis, 32, lettre n° 350).

(1) Voici les considérants de l'arrêté par lequel le Conseil général de Paris supprimait le Comité des recherches de la municipalité : « Le Conseil général de la Commune, considérant que la Révolution est terminée, que le règne de la loi est établi et que la surveillance et l'action ne doivent plus résider que où la Constitution les a placées, arrête ce qui suit... » *Moniteur*, t. X., p. 93.

CHAPITRE II

LE COMITÉ DE SURVEILLANCE DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

I. Jusqu'au décret du 25 novembre 1791. Composition du premier Comité. — II. Le rôle du Comité avant et après le 10 août 1792. Le procès des « septembriseurs ».

Jusqu'à la fin du mois de novembre 1791, l'Assemblée législative n'eut pas de Comité des recherches. A l'exemple de la Constituante, la nouvelle Assemblée se réservait la connaissance des crimes de lèse-nation dont le jugement devait être attribué à une Haute-Cour nationale. Mais l'organisation de ce tribunal suprême n'avait pas été achevée par l'assemblée constituante. Or, les prêtres réfractaires troublaient l'intérieur du royaume et les émigrés se réfugiaient, armés, dans les domaines des princes ecclésiastiques du Rhin. Le 11 novembre 1791, une lettre du conseil général de la commune de Caen fait le récit de rassemblements suspects de prêtres insermentés. Le lendemain, Basire dénonce Varnier, receveur général des finances comme un fonctionnaire qui incite ses employés à émigrer. Couthon obtient de l'Assemblée le décret d'accusation contre Varnier ; Genonné obtient que Varnier sera jugé par la Haute-Cour (1). Ce tribunal fut organisé dans le courant de novembre ; il était composé de grands juges nommés par l'Assemblée, de deux grands procureurs pris parmi les représentants

(1) *Moniteur*, t. X, pp. 365-367.

et de hauts jurés élus par les départements. Cette institution fait songer au Tribunal révolutionnaire.

Les membres de la gauche n'avaient plus confiance dans le roi ni dans ses ministres ; aussi tentèrent-ils souvent de décider l'Assemblée à intervenir dans la police générale. Mais elle discuta longtemps avant de prendre des mesures. Ces lenteurs mécontentèrent les membres de la gauche qui réussirent à faire rétablir l'ancien Comité des recherches sous le nom de Comité de surveillance, le 25 novembre 1791. Cette restauration avait coûté de vifs débats relatifs aux agissements des émigrés. Le 24 novembre, l'Assemblée décréta d'accusation un personnage coupable d'avoir entretenu une correspondance avec Calonne ; le 25, on apprit que des émigrés avaient insulté des Français sur la frontière et n'avaient pas été poursuivis par la police de l'Electeur de Trèves. Basire prit la parole ; des discussions s'élevant au sujet de l'appellation attribuée au Comité, il dit : « Le mot de Comité des recherches n'a rien d'odieux que pour les ennemis de la Révolution » (1). L'Assemblée décrète définitivement « qu'il sera formé un Comité de surveillance lequel sera composé de 12 membres et sera renouvelé par moitié tous les trois mois ». Guadet demande ensuite qu'il soit procédé à la nomination de ce comité sur-le-champ ; cette motion est adoptée et l'Assemblée se retire à midi dans ses bureaux. Les membres élus furent : Grangeneuve, Isnard, Merlin (de Thionville), Basire, Fauchet, Goupilleau, Lacrosette, Chabot, Quinette, Le Cointre (de Versailles), Jagot, Chaufton, et comme suppléants : Daverhoult, Montaut, Antonelle, Bernard. (de Saintes), Rühl, Thuriot (2). C'étaient moitié des « brissotins », moitié

(1) *Archives parlementaires*, t. XXXV, p. 361, *Moniteur*, t. X, p. 466.

(2) Plusieurs de ces membres feront partie du Comité de sûreté générale. Le Goupilleau dont le nom est cité, est Philippe Charles Aimé Goupilleau (dit Goupilleau de Montaigu).

des « montagnards ». Les indications des procès-verbaux et des listes imprimées conservées en assez grand nombre dans la collection Rondonneau montrent que le Comité de surveillance de la Législative fut toujours composé en grande majorité de l'extrême gauche et que les membres nommés au début furent fréquemment réélus.

L'étude des attributions et du fonctionnement du Comité de surveillance est rendue difficile par la disparition de presque tous ses papiers. Dans tous les cas, voici son rôle (1) :

« L'Assemblée, dès qu'elle a connaissance d'un crime de lèse-nation, le renvoie au comité de surveillance qui présente un rapport à la suite duquel l'Assemblée porte contre les coupables un décret d'accusation et charge le pouvoir exécutif de les faire arrêter et traduire devant la Haute-Cour nationale siégeant à Orléans. » Le Comité de surveillance se bornera à faire des rapports jusqu'au 10 août 1792. La Révolution du 10 août aura pour effet d'augmenter le nombre de ses membres et d'étendre ses pouvoirs. Le 15 août, il compte 31 membres. Il est autorisé « à prendre des précautions, à donner les ordres que les circonstances lui paraîtront exiger et même à faire arrêter les personnes dont il croira qu'il importe à la patrie d'examiner la conduite (2) ». Le 12 août, l'Assemblée adopte partiellement le projet de Gensonné qui augmentait le pouvoir des municipalités en matière de police (3).

(1) Voir A. Métin, *Revue de l'histoire de la Révolution française*, t. XXVIII, p. 340-363.

(2) *Procès-verbal*, t. XII, p. 12. M. Mortimer-Ternaux dit que, par son Comité de surveillance, l'Assemblée législative « établit un vaste système d'espionnage dans toutes les parties du royaume et jusque dans le palais même de l'infortuné Louis XVI ». Puis, commentant le discours de l'évêque constitutionnel Fauchet (séance du 18 mai 1792) : « C'était, on le voit, la délation, la persécution et l'intolérance organisées sur la plus vaste échelle ». *Histoire de la Terreur*, t. I, p. 39.

(3) Le 15 juillet, on demande un prompt rapport sur la police de sûreté générale. Le 11 août, la police de sûreté générale est confiée aux municipalités, v. *Procès-verbal* du 11 août, p. 122.

La Convention conserva le Comité et les membres en même temps. Elle laissa en fonction tous ceux qui furent réélus comme représentants de la nation.

Le maintien du *statu quo* indique que le Comité de sûreté générale de la Convention nationale est plus que la suite directe du Comité de surveillance de l'Assemblée législative. Il a conservé les attributions dont le comité de surveillance a été investi après le 10 août ; seulement il les possède en droit et en fait (1).

(1) Avant que d'entrer en matière, il me paraît utile de parler sommairement des « septembriseurs », qui comparurent, par la suite, devant le Comité de sûreté générale. Ce sont entre autres : 1° Pierre Jacques Duplain, qui, dénoncé et incarcéré comme septembriseur, adressa, le 2 fructidor an III, un mémoire justificatif au Comité de sûreté générale. Le 16 vendémiaire an IV, celui-ci rendit un arrêté qui mettait en liberté Duplain « prétendu signataire d'une circulaire dont l'original n'existe pas » ; Arch. nat., dossier Duplain, F⁷ 4694.

2° Pierre Jacques Cally, arrêté le 1^{er} octobre 1793 et incarcéré aux Madelonnettes sur l'ordre du comité de surveillance de la section de Bondy. Mais celui-ci « n'ayant rien découvert de suspect » dans les papiers de Cally, renvoya l'accusé devant le Comité de sûreté générale, « s'en remettant à sa sagesse au sujet de la décision à intervenir ». Les choses en restèrent là jusque vers le milieu de l'an III, c'est-à-dire jusqu'au moment où, par suite du réveil de l'opinion publique, des poursuites furent exercées contre les signataires de la célèbre circulaire du 3 septembre 1792. Cally fut écroué, le 29 thermidor an III, dans la maison des Quatre-Nations, en exécution d'un arrêté du Comité de sûreté générale du 24 thermidor qui le visait ainsi que son collègue Déforgues, et n'en sortit qu'à la fin de brumaire an IV, Arch. nat., AFR¹ 287² fol. 31.

3° Dussort. Sa mission fut délicate lors des journées de septembre : « comme agent de Panis et de Sergent, il fut chargé de recevoir et de centraliser à la Ville le dépôt de tous les objets trouvés sur les victimes des prisons ». Il fut accusé de dilapidations, d'avoir brisé des scellés, violé des dépôts d'effets. Mais le Comité de sûreté générale, par un arrêté du 20 septembre 1793, reconnut « le patriotisme excellent de Dussort » et ordonna la levée des scellés apposés chez lui. En prairial an II, de nouvelles dénonciations ayant été lancées contre Dussort, le Comité chargea, le 20 fructidor an III, la section des Amis de la Patrie de procéder à une enquête. D'après les renseignements fort curieux recueillis par le comité civil de cette section, Dussort se serait enrichi des dépouilles des massacres. En réponse à ces dénonciations, il adressa aux représentants du peuple, une long mémoire intitulé : *Justifications de l'innocence opprimée*.

4° Etienne Pierre Leclerc. Sa probité fut mise en doute : on l'accusa de s'être approprié une montre provenant des dépouilles recueillies dans les prisons lors des massacres de septembre 1792. Il protesta et put

prouver la restitution au Conseil général de la Commune de la montre d'or qu'il possédait. Néanmoins, il resta sous le coup de cette accusation. Le Comité de salut public le fit écrouer à la Force dans la nuit du 13 au 14 messidor an II ; sa détention fut courte : un arrêté du Comité de sûreté générale du 9 thermidor ordonna sa mise en liberté. Mais à la suite de nouvelles dénonciations, il fut de nouveau arrêté et écroué à la Bourbe. C'est de cette maison d'arrêt qu'il envoya le 30 prairial, un mémoire au Comité de sûreté générale en réponse aux accusations dirigées contre lui.

5° *L'enfant* : Arrêté comme septembriseur le 7 prairial an III, adressa lui aussi un mémoire justificatif au Comité de sûreté générale. « Je suis détenu, dit-il, comme prévenu de ces crimes atroces qui souilleront à jamais les pages de la Révolution ». Par arrêté du 20 thermidor le Comité de sûreté générale ordonna que le citoyen L'enfant serait mis en liberté provisoire sous la surveillance des autorités constituées de la section des Droits de l'Homme.

6° *Déforgues*. Arrêté une première fois, par mesure de sûreté générale, dans la nuit du 13 au 14 germinal an II, il adressa ses réclamations au Conseil exécutif provisoire et au Comité de salut public dans un mémoire du 21 germinal où il se proclama l'un des plus zélés défenseurs de la liberté. Ses réclamations furent accueillies puisque le 3 fructidor le Comité de sûreté générale rapporta le mandat d'arrêt lancé contre lui. Mais on sait qu'il fut de nouveau arrêté en exécution de la décision du 24 thermidor an III (Dossier Déforgues, Arch. nat. F⁷ 4665).

Le 13 prairial an III le Comité de sûreté générale demande au Comité de législation la « liste des signataires de la trop mémorable circulaire de septembre 1792 », afin que la Commission de police administrative puisse faire arrêter ces individus (Arch. nat. AFII* 301).

Ce ne furent que des personnages de second plan du Comité de police et de surveillance de la Commune de Paris. Quant aux personnages qui jouèrent un rôle prépondérant dans ce Comité, tels *Panis* et *Sergent*, on sait peu de chose. (Voir TUETÉY, *Répertoire général des sources manuscrites de l'Histoire de Paris pendant la Révolution*, préface. Voir également ARMAND MARRAST et DUPONT : *Fastes de la Révolution française*, *Revue chronologique* p. 388).

DEUXIÈME PARTIE

COMPOSITION. ORGANISATION INTÉRIEURE ET FONCTIONNEMENT DU COMITÉ

CHAPITRE PREMIER

LE COMITÉ JUSQU'AU 17 SEPTEMBRE 1793

I. Considérations générales. — **II.** Comité provisoire. — **III.** Décret du 2 octobre 1792 : importance de la mission du Comité de sûreté générale. — **IV.** Scrutin du 17 octobre : victoire montagnarde. — **V.** Décrets du 25 octobre et du 22 décembre. Scrutin du 9 janvier 1793 : victoire girondine. — **VI.** Assassinat de Lepeletier Saint-Fargeau. Le Comité réduit à douze membres. Scrutin du 21 janvier : victoire montagnarde. — **VII.** Discours de Buzot du 28 janvier. Adjonction de six membres au Comité, le 25 mars. Avertissements à la Gironde. Adjonction de six suppléants, le 9 avril. — **VIII.** La commission des Douze. Journées du 31 mai et du 2 juin. Scrutin du 16 juin. — **IX.** Adjonction de six membres, le 13 août. Dénonciations de Drouet et de Maure à la séance du 9 sept. Le Comité réduit à neuf membres. Scrutin du 10 septembre. — **X.** Décret du 13 septembre. Scrutin du 14 septembre : douze membres. — **XI.** Organisation intérieure du Comité : arrêté du 17 septembre. — **XII.** Travaux du Comité. Comptabilité. — **XIII.** Loi des suspects : détentions arbitraires. Délibération du conseil général de la Commune de Paris. — **XIV.** Les intentions du Comité. Proclamation aux sociétés populaires.

A l'exemple de l'Assemblée constituante et de la Législative, la Convention nationale institua des comités per-

manents chargés d'élaborer ses décisions (1). Elle en nommait les membres sur des listes où chaque député s'était inscrit selon ses aptitudes. Le décret du 2 octobre 1792, qui fixait le mode des opérations en vue de l'établissement des divers comités, dit : « Il sera placé une boîte aux deux entrées principales de la salle ; chaque député y déposera un billet contenant son nom et la désignation du Comité auquel il se croira propre, en observant de mettre autant de billets qu'il désignera de comités.

« Les boîtes seront ouvertes dès demain, jusqu'à vendredi, 5 de ce mois, à midi. La liste des candidats sera imprimée et distribuée samedi matin.

« Il sera procédé à la nomination de chaque comité d'après l'ordre dans lequel ils seront classés sur une liste imprimée qui sera distribuée demain avant la séance. »

Les Comités furent, en principe, avant le 9 thermidor, renouvelés par moitié à des périodes variables. Leur nombre aussi varia : on en compte 21 en l'an II (2), à savoir : 1. Comité des Archives. 2. Comité de salut public. 3. Comité de sûreté générale. 4. Comité des Décrets et procès-verbaux réunis. 5. Commission des dépêches. 6. Commission centrale. 7. Comité de l'examen des marchés, de l'habillement et subsistances militaires. 8. Comité des assignats et des monnaies. 9. Comité de correspondance. 10. Comité des pétitions. 11. Comité de la guerre. 12. Comité des finances, divisé en deux sections, de l'ordinaire et extraordinaire des finances, des contributions directes et indirectes. 13. Comité de législation. 14. Comité des inspecteurs de salle. 15. Comité d'instruction publique.

(1) Rapprocher ceci du discours prononcé par Daumou, au nom de la Commission des onze, le 15 floréal, an III : « ...En dépouillant nos autres comités de presque toutes leurs attributions administratives, dit-il, vous les rappelez à leur destination première, *c'est-à-dire à la préparation de nos décrets...* » (*Moniteur*, réimp., t. XXIV, p. 390 et suiv.).

(2) *Almanach national de l'an II*, p. 105.

16. Comité des secours publics. 17. Comité de division (Il s'occupait de tous les objets relatifs à la division de la République en départements, districts, cantons, communes ; au placement et à la nomination des diverses administrations et des juges). 18. Comité de liquidation et examen des comptes, 19. Comité d'aliénation et domaines. 20. Comité d'agriculture, commerce, ponts et chaussées, navigation intérieure. 21. Comité de la marine et des colonies.

L'article premier du règlement du 28 septembre, à l'usage des séances de la Convention porte que « personne ne pourra être membres de deux comités » (1). Il vise évidemment le cumul des attributions qui peut être préjudiciable à l'économie d'un service comme d'un gouvernement. La Convention allait empêcher que les efforts du personnel de ses comités ne fussent trop dispersés et par suite inefficaces ; en d'autres termes, elle voulait que chacun de ses auxiliaires ne s'appliquât plus désormais qu'à un seul objet : finances, police, instruction publique, etc., ce qui assurerait à tous une forte unité et un fonctionnement régulier.

Le 12 germinal an II, le Conseil exécutif provisoire fut supprimé et remplacé par douze commissions exécutives « rattachées au Comité de salut public, sous l'autorité de la Convention nationale » (2). Elles furent, en réalité, autant de bureaux de Comité de salut public (3) ; en voici la liste : Commission des administrations civiles, police et tribunaux ; Commission de l'instruction publique ; Commission de l'agriculture et des arts ; Commission du commerce et des approvisionnements ; Commission des travaux publics ; Commission des secours publics ; Commission des transports, postes et messageries ; Commission des revenus nationaux ; Com-

(1) Instructions sur l'établissement des comités de la Convention, conforme au rapport de Gossuin, Bibl. Nat., Le 38/6.

(2) D'après le discours de Carnot.

(3) Voir à ce sujet, mon article dans la *Révolution française* de juin 1924.

mission de l'organisation et des mouvements des armées de terre ; Commission de la marine et des colonies ; Commission des armes et poudres ; Commission des relations extérieures.

La Convention créa aussi des commissions temporaires, pour un objet spécial, par exemple, la Commission des Douze dont nous parlerons bientôt ; la Commission de police administrative, créée par le décret du 14 fructidor an II ; la Commission militaire établie au lendemain des journées de prairial, etc.

« Lorsqu'il y aura quelques commissions particulières à nommer, disait l'article 2 du règlement du 28 septembre, elles le seront par l'Assemblée directement et jamais par les Comités. » Ceci semble être un avertissement. La Convention en limitant ainsi les attributions de ses comités, affirmait et garantissait sa souveraineté (1). Les historiens ont montré de quelle manière, soit ouvertement, soit par des empiètements indirects, elle en vint à cumuler l'exercice du pouvoir législatif et du pouvoir exécutif. Dans les premiers mois ce cumul révolutionnaire consista surtout dans le fait que la Convention donna directement des ordres au Conseil exécutif provisoire. Elle n'organisa d'abord aucune participation directe de ses membres au pouvoir exécutif, si ce n'est en ce qui

(1) On lit dans le *Journal de Perlet* du 13 octobre 1792 (séance du 12 octobre) : « Les Comités sont organisés, l'attribution de chacun est déterminée d'une manière précise. Le premier avantage que présente cette décision et ce classement de travaux, est, sans doute, l'économie du temps. Un membre a cru qu'en faisant connaître cette organisation aux communes de la République, la Convention faciliterait encore la marche de ses opérations. Chaque citoyen lui épargnerait ainsi la lecture de ses mémoires, lettres, adresses et pétitions qu'il enverrait directement au Comité qui doit en connaître. Cet avantage semblait balancé par la crainte d'investir les comités d'un trop grand pouvoir, de livrer à leur arbitraire l'expédition des affaires et d'exposer à l'oubli ou à des lenteurs des objets de la plus haute importance. »

L'art. XI du décret du 14 fructidor an II porte que les membres de la Commission de police seront nommés par la Convention sur la présentation des Comités de salut public, de sûreté générale et de législation.

concerne la police. Elle nomma à cet effet le Comité de sûreté générale.

Nous retiendrons l'article 2 du règlement des séances ; il est capital en raison de la distance qu'il établissait entre la Convention et les comités, de la hiérarchie qu'il consacrait. Nous aurons encore l'occasion d'entendre l'Assemblée exprimer sa souveraineté, Berryer, dans ses *Souvenirs* se plaît à la comparer à Pénélope : « Jamais, dit-il, elle ne put consentir à se dessaisir de l'action gouvernementale ». Nous verrons si le Comité de sûreté générale ne médita jamais le dessein de sortir des limites qui lui furent assignées.

Ces quelques considérations intéressent directement ou indirectement le Comité de sûreté générale ; on verra par la suite qu'il eut des rapports avec les divers comités et commissions qui ont été énumérés ; en particulier, avec les Comités de salut public et de Législation, la Commission des administrations civiles, polices et tribunaux et la Commission de police administrative.

II. — Le 21 septembre 1792, dans sa séance du soir, la Convention décida que les divers comités et commissions existant pendant l'Assemblée législative, seraient provisoirement conservés. Voici la liste des membres de l'Assemblée législative réélus à la Convention nationale qui, en qualité de membres de l'ancien comité de surveillance, constituèrent provisoirement le comité maintenu sous ce nom :

Bernard, Goupilleau, Grangeneuve, Basire, Chabot, Merlin, Montaut, Fauchet, Ruamps, Thuriot, Vardon, Robin, Rovère, Musset, Launay, attaché à la Commission des 21, Bordas, Niou, attaché au Comité de la Marine, Leyris, Ingrand, Michaud, Ducos, attaché à la Commission de correspondance, Jay, Laguire.

Ce comité provisoire fonctionna. M. Chassin cite dans : *La préparation de la guerre de Vendée*, t. IV, page 176, un

arrêté du 5 octobre 1792, concernant la dénonciation du complot de la Rouërie par Latouche-Cheftel, qui porte les signatures suivantes : Claude Fauchet, Goupilleau vice-président, L.M. Musset, Ingrand, Bordas, Delaunay (d'Angers) et Thuriot. D'autre part, je publie dans ce chapitre : 1^o un inventaire daté du 6 octobre et portant les signatures de huit des membres ci-dessus (1) ; 2^o une déclaration de ce Comité touchant le sieur de Poix, datée du 9 octobre, et revêtue également de huit signatures (2).

III. — Le Comité de sûreté générale et de surveillance de la Convention fut créé par le décret du 2 octobre 1792. *L'Almanach national de France* dit à ce sujet :

« Ce comité est établi par le décret du 2 octobre dernier qui l'a composé de trente membres, nombre considérable, mais qui suffit à peine aux opérations multipliées et au travail assidu que leurs fonctions exigent.

Ces trente membres tels qu'ils sont choisis, sont presque tous de l'Assemblée législative, réélus à la Convention nationale.

On peut dire que ce Comité n'a d'autres fonctions que de veiller à la sûreté générale de l'Etat ; et, pour cet objet, sa correspondance peut embrasser tous les lieux et tous les citoyens de la République.

Dans cette surveillance qui n'excepte rien de tout ce qui est relatif à la sûreté générale, quatre objets peuvent être particulièrement distingués.

Ce comité est chargé :

1^o De surveiller, à Paris, les ennemis de la chose publique et de les interroger lorsqu'ils sont arrêtés, pour découvrir les complots, leurs auteurs, leurs chefs et leurs agents.

2^o De rechercher et de poursuivre partout les fabricateurs de faux-assignats.

3^o De faire arrêter ceux qui lui sont dénoncés comme agents

(1) J'ai trouvé ce document dans : E. Gossuin, *Instructions sur l'établissement des Comités de la Convention*, Bibl. nat. Le 38 /6.

(2) Voir ci-dessous, p. 57, 59.

des cours étrangères et tous ceux qui troublent, de quelque manière que ce soit, l'ordre public.

4^o Et enfin de surveiller également ceux qui se trouvent compris dans la liste civile (1), c'est-à-dire dans la liste des hommes vendus au ci-devant roi.

Par un autre décret du même jour, 2 octobre dernier, la Convention nationale a attribué à ce comité une nouvelle fonction, en l'autorisant à se faire rendre compte des arrestations relatives à la révolution, qui ont eu lieu dans toute l'étendue de la République depuis le 10 août, à prendre connaissance de leurs motifs, à se faire représenter la correspondance des personnes arrêtées et généralement toutes les pièces tendantes ou à leur justification, ou à donner des preuves des délits dont elles sont accusées, pour en faire le rapport à la Convention nationale, et pour être par elle prise telle détermination qu'elle jugera convenable.

Ce rapport du Comité sur ce dernier objet doit être imprimé et envoyé aux 84 départements. »

Le Comité de sûreté générale, en raison de l'étendue de ses attributions, appartenait au groupe des « comités relatifs au régime général de la République ». Il était inévitable que les deux partis, girondin et montagnard, se disputassent la possession d'un Comité armé d'un pouvoir si redoutable.

Mortimer-Ternaux dans son *Histoire de la Terreur*, compare le Comité de sûreté générale au Comité de salut public qui, par le rôle prépondérant qu'il joua, fut de bonne heure étudié par les historiens. On sait qu'il devint « le véritable pouvoir exécutif de la République ». Louis Blanc dit qu'il « donnait la vie partout » à la pensée de Paris : dans l'administration, par le choix des agents ; dans les armées, par les représentants en mission ; dans chaque partie de la République, par les comités révolutionnaires..... ». Mais du Comité de

(1) Le 30 thermidor an III, le commissaire de police de la section des Tuileries fut chargé par le Comité de sûreté générale, de se « transporter sans délai dans le local de la liquidation de la ci devant liste civile, pour lever les scellés apposés sur les effets de feu Hoquet, son liquidateur. » (Arch. nat., F⁷* 2207).

sûreté générale on sait bien peu de chose : Mortimer-Ternaux en parle comme d'un « simple agent d'exécution ». Louis Blanc dit qu'il « s'occupait d'épier la désobéissance (1) ». De telles définitions conviennent si l'on se borne à considérer le Comité dans ses commencements. Il n'avait alors ni organisation intérieure, ni discipline, il lui fallait ouvrir des bureaux, élaborer des règlements, se mettre au courant de ses « opérations multipliées » ; ce qui ne se fait pas en un jour. Mais ses premières hésitations, ses tâtonnements, vinrent surtout de ce que, dans ce temps-là, tout semblait provisoire, tout changeait selon l'opportunité ; on bâtissait sans plan, sans méthode, quitte à démolir ensuite puis à reconstruire. « Il y eut un moment, dit M. Aulard, où ce provisoire s'annonça comme devant durer aussi longtemps que la guerre : c'est quand fut porté le décret du 10 octobre 1793. Il y eut un moment où il s'organisa : c'est quand fut établie une sorte de constitution révolutionnaire provisoire par le grand décret du 14 frimaire an II (4 décembre 1793) ». Mais remarquons que le Comité était déjà organisé avant cette date, puisque dès le 17 septembre, il apparaît divisé en trois grandes sections. Il adaptera dans la suite, des règlements nouveaux à des circonstances nouvelles ; on peut dire qu'il fondera son organisation et son autorité sur des méthodes rationnelles et sur une forte discipline. Le « simple agent d'exécution deviendra un « Comité de gouvernement ».

IV. — La nomination des trente membres et de quinze suppléants eut lieu le 17 octobre ; en voici la liste :

Membres : Fauchet, Basire, Gorsas, Goupilleau (de Montaigu), Grégoire, Lecointe-Puyraveau, Gossuin, Maribon-Montaut, Rovère, Delaunay aîné (d'Angers), Ruamps, Ruamps, Chénier, Kervélégan, Couppé, Bréard, Ingrand,

(1) *Histoire de la Révolution française*, t. IX, p. 242.

Saladin, Musset, Bordas, Alquier, Brival, Hérault, Duquesnoy, Leyris, Audouin, Laurens (de Marseille), Niou, Chabot, Lavicomterie, Salle.

Suppléants : Manuel, Vardon, Grangeneuve, Cavaignac, Cochon, Duprat, Paganel, Moyse Bayle, Pons (de Verdun), Thuriot, Azema, Bernard (de Saintes), Tallien, Bonnier, Drouet.

La liste des suppléants comprenait les candidats qui avaient obtenu le plus de voix après les candidats élus.

Neuf des membres élus n'acceptèrent pas leur nomination et optèrent pour d'autres comités, ce sont : Gorsas, Grégoire, Gossuin, Chénier, Bréard, Saladin, Alquier, Niou et Salle. Les neuf suppléants qui prirent leur place sont : Manuel, Vardon, Grangeneuve, Cavaignac, Duprat, Bernard (de Saintes) Tallien, Bonnier et Drouet.

Le Comité se trouva donc définitivement composé de la manière suivante :

Hérault, président, rue Basse du Rempart, n° 14.

Basire, vice-président, rue Saint-Honoré, n° 235.

Delaunay (d'Angers), secrétaire, rue Sainte-Barbe, n° 11.

Musset, secrétaire, rue Saint-Roch, n° 165.

Fauchet, rue Chabanois, n° 46.

Goupilleau (de Montaigu), rue de Richelieu, n° 5.

Lecointe-Puyraveau, quai de Voltaire, n° 2.

Maribon-Montaut (Louis), rue et Hôtel Mirabeau.

Rovère, Hôtel de Rouen, rue Saint-Benoît.

Ruamps, rue des Petits-Augustins, n° 12.

Kervélégan, rue des Saints-Pères, n°.

Couppé, Hôtel de Suède, rue du Bouloi.

Ingrand, rue du Four, faubourg Saint-Germain.

Bordas, cour du Manège, n° 571.

Brival, rue des Moulins, n° 32.

Leyris, rue Neuve-Saint-Roch, n° 60.

Audouin, rue du Petit-Bourbon Saint-Germain.

Laurens (de Marseille), rue de Chartres, Hôtel de Nantes.

Chabot, rue Saint-Honoré, en face de celle de la Sourdière, n° 82.

Lavicomterie, rue du Chantres, n° 64.
Manuel, rue Serpente, n° 17.
Vardon, Hôtel Sillery, quai Conti.
Grangeneuve, rue Saint-Thomas du Louvre, n° 18.
Cavaignac, rue de Chartres, Hôtel de Nantes.
Duprat, rue de Richelieu, Hôtel de la Paix.
Bernard (de Saintes), rue du Manège, n° 571.
Tallien, rue de la Perle, n° 17.
Bonnier, place des Victoires nationales, n° 6.
Drouet, rue et Hôtel Taranne.
Duquesnoy, rue des Moineaux, n° 40. (1).

La majorité de ce premier comité appartenait aux montagnards, représentés entre autres par Hérault, Basire, Chabot, Maribon-Montaut, Rovère, Ruamps, Ingrand, Bordas, Brival, Duquesnoy, Leyris, Audoin, Lavicomterie, Cavaignac, Bernard (de Saintes), Tallien, Drouet, tandis que les Girondins ne comptaient que six ou sept des leurs, Fauchet, Kervélégan, Couppé (des Côtes-du-Nord) Manuel, Grangeneuve, Duprat.

V. — Le 25 octobre, la Convention décréta que le renouvellement par moitié des comités aurait lieu dans deux mois du jour de leur formation.

Le 22 décembre, elle décréta que cette opération allait être faite et que dans trois jours tous les comités auraient à dresser, par la voix du tirage au sort, la liste de leurs membres sortants et de leurs membres restants. Ce délai ne fut point observé, puisque le 28 décembre, comme le constate le procès-verbal de la Convention, les dites listes n'avaient pas encore

(1) *Extraits des registres des arrêtés du Comité de sûreté générale*, Bibl. nat., Le 37/3.

Les noms de tous ces nouveaux élus, sauf celui de Laurens, figurent au bas des mandats d'arrêt émanés du Comité dans la période qui s'étend du 20 octobre 1792 au 9 janvier 1793. Les arrêtés sont revêtus généralement de six à huit signatures, quelquefois de trois ou quatre seulement.

été distribuées. Je n'ai pu découvrir un exemplaire de ces listes et les noms des quinze sortants du Comité de sûreté générale ne sont indiqués nulle part.

Mais on peut en connaître huit, qui furent réélus titulaires ou élus suppléants le 9 janvier 1793 ; ce sont : Bordas et Grangeneuve, réélus membres titulaires ; Fauchet, Lecointe-Puyraveau, Delaunay aîné, Kervélégan, Ingrand et Audouin, élus suppléants. Puisqu'ils furent réélus ou élus, c'est qu'ils étaient sortis du Comité. Il reste donc sept sortants dont les noms sont inconnus. D'autre part, on peut arriver à savoir les noms d'une partie des quinze membres restants, en relevant sur le registre des mandats d'arrêt, entre le 10 et le 22 janvier, les signatures laissées par eux. Par cette méthode excellente, qui fut celle de M. Guillaume, je n'ai trouvé, comme lui, que sept noms : Maribon-Montaut, Duquesnoy, Leyris, Chabot, Vardon, Cavaignac, et Bernard (de Saintes).

Ainsi, sur trente membres anciens, nous connaissons huit sortants (réélus membres ou élus suppléants) et sept restants, soit quinze noms, la moitié de l'ancien Comité. Des quinze membres qui forment l'autre moitié, nous ne savons lesquels sont sortis ni lesquels sont restés.

Le 9 janvier, les noms de quinze suppléants nouveaux furent proclamés. Donc ceux du 17 octobre qui, le 9 janvier, ne devinrent pas titulaires, doivent être considérés comme ayant perdu la qualité de suppléant à partir du 9 janvier. Ils sont six : Cochon, Paganel, Moyse Bayle, Pons (de Verdun) Thuriot, et Azema.

Le vote pour l'élection des quinze nouveaux membres qui devaient remplacer les sortants et pour celle des quinze suppléants, eut lieu dans les premiers jours de janvier 1793. Le 3 janvier, « plusieurs membres représentent qu'il est important d'accélérer le renouvellement des comités qui n'est pas même encore commencé ». Barbaroux soutient « que dans

la plupart des mandats d'arrêt décernés par le Comité de sûreté générale, « il n'y a jamais eu de délibérations régulières de prises » ; que ce Comité ne tient aucun registre, « de manière qu'on peut lui prouver que des citoyens ont été arrêtés deux ou trois mois sans pouvoir être entendus, et qu'en général, si on examinait les papiers de ce Comité, on serait étonné du désordre qui y règne. Plusieurs, ajoute-t-il, ont été soustraits et notamment les mandats d'amener et d'arrêt signés par Marat l'ami du peuple ». — Marat : « Je demande la parole, c'est indigne. » — Tallien : « Marat n'a jamais été dans le Comité de sûreté générale. » — Barbaroux : « Je voulais faire sentir la nécessité du renouvellement entier de ce comité. »

Le 7 janvier, la Convention avait rendu un décret que le procès-verbal donne en ces termes : « La Convention nationale décrète que le nombre des membres du Comité de sûreté générale sera doublé, qu'il ne pourra donner de mandats d'arrêt que d'après une délibération prise à la majorité des deux tiers des voix, et que ces délibérations ne pourront être prises qu'autant que les membres seront réunis au nombre de dix-huit ». Voici résumé l'incident rapporté par le *Moniteur*, qui précipita le vote de ce décret : Un frère de Rivarol avait été arrêté pour des délits imputés à son frère aîné, Carra demande sa mise en liberté. Buzot dénonce qu'un jeune Anglais, M. Blacksbood, arrêté comme agent des émigrés, n'avait recouvré sa liberté que sous la caution de ses amis. « Vous sentez, dit l'orateur, combien il importe de ne pas laisser entamer chez les nations étrangères, l'honneur de la République. Je demande que le Comité de surveillance soit doublé et qu'il ne puisse arrêter personne qu'en vertu d'une délibération prise aux deux tiers des voix ». Tallien dit que Blacksbood est réellement un agent des émigrés et que « si le Comité ne l'a pas fait arrêter, c'est par respect pour la nation anglaise ». C'est là-dessus et après une brève inter-

vention de Manuel, que la Convention rendit le décret.

Mais comment interpréter ce décret qui dit que « le Comité de sûreté générale sera doublé » ? « S'il fallait prendre les choses à la lettre, objecte justement M. Guillaume, le Comité aurait donc été composé à l'avenir de soixante membres ». Ce doublement ainsi entendu n'eut pas lieu, puisque le 9 janvier on ne proclama les noms que de quinze membres nouveaux, « élus pour remplacer les membres sortis » et de quinze suppléants. Notons que le *Moniteur* du 9 janvier ne dit pas que la proposition de Buzot relative au doublement ait été votée ; pourtant elle a dû l'être, puisque le procès-verbal l'indique expressément (1).

Comment résoudre cette difficulté ? « Peut-être, observe M. Guillaume, y avait-il eu précédemment un autre décret qu'on ne nous a pas fait connaître, et qui ordonnait que le nombre des membres du Comité de sûreté générale serait réduit de moitié ; s'il en était ainsi, le décret ordonnant le doublement n'aurait pas porté le nombre des membres de trente à soixante, il n'aurait fait que le ramener à trente en rapportant le décret précédent. »

A en croire le *Journal des Débats* (n° 126 p. 304) Basire aurait dit quelques jours plus tard, le 21 janvier : « le Comité actuel composé de quarante membres est un comité nul ». Mais il ne peut y avoir là qu'une erreur de journaliste, le chiffre de quarante ne correspond à rien.

Les Girondins n'avaient pas ménagé l'ancien Comité qui comptait un grand nombre de Montagnards. On se souvient de l'intervention de Barbaroux, du 3 janvier. Il ne fut pas donné suite à sa suggestion, mais comme ses amis disposaient alors de la majorité, ils réussirent, lors de la nomination des quinze nouveaux membres et des quinze suppléants, à faire

(1) Le chiffre de 60 reparait dans le *procès-verbal* du 21 janvier, voir ci-dessous, p. 33.

passer une liste formée presque exclusivement de leurs partisans.

Voilà donc le nouveau Comité composé de quinze membres restants de l'ancien, dont sept nous sont connus, et des quinze membres proclamés le 9 janvier. Les noms des huit autres restants se trouvent, comme il a été dit, parmi les noms des quinze membres de l'ancien Comité comprenant huit restants et sept sortants indéterminés.

Les sept sortants connus, les quinze membres de l'ancien Comité parmi lesquels se trouvent les huit autres restants non déterminés, les quinze élus du 9 janvier et les quinze suppléants proclamés le même jour, vont composer le tableau que voici :

7 membres restants connus : Maribon-Montaut, Duquesnoy, Leyris, Chabot, Vardon, Cavaignac, Bernard (de Saintes).

8 membres restants dont les noms se trouvent (confondus avec ceux de 7 sortants) parmi les 15 noms ci-après : Hérault, Basire, Musset, Goupilleau (de Montaigu), Rovère, Ruamps, Couppé, Brival, Laurens (de Marseille), Lavicomterie, Manuel, Duprat, Tallien, Bonnier, Drouet.

15 membres du 9 janvier : Chambon (de la Corrèze), Lauze-Deperret, Grangeneuve, sortant réélu, Palasne-Champeaux, Jary, Lemaréchal, Gomaire, Dupont, Ruault, Rebecquy, Gorsas élu (non acceptant) du 17 octobre, Zangiacomi, Bordas, sortant réélu, Estadens, Jouenne-Lonchamp.

15 suppléants du 9 janvier : Birotteau, Génissieu, Fauchet, titulaire sortant, Audouin, titulaire sortant, Delaunay aîné, titulaire sortant, Bertrand, Michaud, Villers, Durand-Maillane, Blutel, Kervélégan, titulaire sortant, Delahaye, Ingrand, titulaire sortant, Dartigoeyte, Lecointe-Puyraveau, titulaire sortant.

Au registre des mandats d'arrêt, entre les 10 et 21 janvier 1793, on trouve les signatures de vingt-et-un membres de ce Comité, savoir : les sept membres restants connus, tous

les membres élus le 9 janvier, sauf deux, Grangeneuve et Palasne-Champeaux, et un suppléant devenu titulaire, Birotteau, qui avait remplacé un élu non acceptant, très probablement Palasne-Champeaux. Le Président est Dupont, les Secrétaires sont Vardon et Gorsas.

VI. — Cette victoire girondine avait causé une vive irritation dans le parti montagnard. On lit dans le *Moniteur* : « On entend une voix, celle de Marat ; c'est une conspiration... Reconnaissez-vous enfin les intrigues de la faction ! C'est Roland qui a fait la liste ». Une autre voix : « A peine y trouve-t-on deux patriotes, etc. ». Marat dans son journal, dénonça ces résultats comme « un complot révolutionnaire tramé par la clique Roland ».

Les Montagnards attaquèrent le nouveau Comité avec le même acharnement qu'avaient mis les Girondins à dénoncer l'ancien. Quelques jours après le renouvellement, un membre de la première Assemblée Constituante et de la Convention, ancien grand seigneur devenu l'un des plus intimes amis de Robespierre, Lepeletier Saint Fargeau, fut assassiné au Palais-Royal, chez le restaurateur Février, par un ex-garde du corps Paris, lequel avait voulu venger la mort de son roi. Cette nouvelle causa une émotion universelle.

Le lendemain de l'assassinat, Bantable demanda que le Comité fût renouvelé immédiatement ; Legendre appuya la proposition et déclara que le Comité, composé comme il l'était, n'avait plus la confiance du peuple. Goupilleau (de Montaigu), Robespierre, Fabre d'Eglantine parlèrent dans le même sens (1). Robespierre prononça l'éloge de Lepeletier

(1) Le *Procès-verbal* du 21 janvier dit : « Un membre demande que le Comité de Sûreté générale soit à l'instant renouvelé ; il observe que cette institution a été de la plus grande utilité à la liberté de l'Assemblée constituante ; qu'on en a senti les avantages sous l'Assemblée législative ; mais que l'organisation qui lui a été donnée dans la Convention s'oppose à tout le bien qu'on doit en attendre ; qu'un tel Comité

dont il demanda le transfert au Panthéon. Après un rapport du ministre de la justice, la Convention décréta qu'elle assisterait aux funérailles de Lepeletier assassiné pour avoir voté la mort du tyran et que les honneurs du Panthéon seraient décernés à l'illustre victime (1). Mais en même temps, sous l'impression du tragique événement de la veille et sur la proposition de Fabre d'Eglantine, l'Assemblée décidait le renouvellement du Comité de sûreté générale et le réduisait à douze membres. Puis, adoptant la proposition de Robespierre, elle supprimait le fameux « bureau de formation d'esprit public » institué par Roland et ordonnait que ce ministre rendrait compte de sa gestion. C'était un premier coup porté aux Girondins, coup d'autant plus terrible que dans la séance du soir la Montagne entraînait en masse dans le Comité de sûreté générale renouvelé.

L'élection eut lieu dans la séance du 21 janvier au soir, par un appel nominal qui constata la présence de 294 votants. Cette fois les douze membres titulaires élus furent douze montagnards :

Basire (2) élu du 17 octobre ; Lamarque ; Chabot, membre sortant ; Ruamps, élu du 17 octobre ; Maribon-Montaut, membre sortant ; Tallien, élu du 17 octobre ; Legendre (de Paris) ; Bernard (de Saintes), membre sortant ; Rovère, élu du 17 octobre ; Ingrand, suppléant sortant ; Jean de Bry, Duhem (3).

composé de 60 membres, *contraint à ne décerner de mandats d'amener* que sous la signature de 18 membres toujours difficiles à réunir, ne peut remplir son objet; que cependant les émigrés rentrent chaque jour à Paris, que les ennemis de la liberté, les royalistes, les contre-révolutionnaires y affluent. Pourquoi il demande que la Convention nationale décrète que le Comité de surveillance sera à l'instant renouvelé, qu'il sera composé de 12 membres seulement, nommés à haute voix ».

(1) *Moniteur*, réimp. du 25 janvier 1793.

(2) Basire propose qu'il soit décrété que quiconque aura caché l'assassin Pâris ou favorisé sa fuite, sera puni de mort. Robespierre s'élève avec véhémence contre cette proposition « au nom des principes de l'éternelle justice ».

(3) Dans son *Histoire de la Terreur*, t. VI, p. 10, Mortimer-Ter-

Trois suppléants seulement sur six se trouvèrent appartenir au parti girondin :

Alba-Lasource ; Grangeneuve, membre sortant ; Quinette ; Drouet, membre sortant ; Bréard ; Kervélégan, suppléant sortant,

De la sorte se trouvèrent éliminés, outre les membres sortants du 17 octobre qui n'étaient pas réélus, tous les élus du 9 janvier, titulaires et suppléants, excepté Grangeneuve, titulaire devenu suppléant, Kervélégan, resté suppléant et Ingrand, suppléant devenu titulaire.

Tous les membres élus le 21 janvier, à l'exception de Jean de Bry, ont laissé des signatures au registre des mandats d'arrêt. M. J. Guillaume dit que « sans doute » Jean de Bry n'avait pas accepté sa nomination (1). M. Mortimer-Ternaux est affirmatif : « Jean de Bry, dit-il, n'ayant pas accepté, Lasource, qui se trouvait à la tête de la liste formée à la hâte par la Gironde, fut appelé au Comité en qualité de premier suppléant ».

La signature de Lasource, devenu titulaire, figure dès le 24 janvier, sur des mandats d'arrêt. Bernard (de Saintes) est

naux dit : « Le règlement de l'Assemblée ne déterminait pas le minimum de voix nécessaires pour la formation des Comités. Les Montagnards profitèrent de cette lacune pour faire valider un scrutin auquel n'avait participé qu'un peu plus du tiers des membres de la Convention et où dix des élus sur douze n'avaient pu réunir la moitié plus une des voix émises. Voici en effet, d'après le procès-verbal officiel, le nombre de voix obtenues par chacun des membres du nouveau Comité de sûreté générale.

Basire : 174 ; Lamarque 150 ; Chabot : 146 ; Legendre : 146 ; Bernard (de Saintes) : 142 ; Rovère : 138 ; Ruamps : 130 ; Maribon-Montaut : 126 ; Tallien : 124 ; Ingrand : 119 ; Jean de Bry : 108 ; Duhem : 106.

(1) Jean de Bry était, sans doute, malade, car le 7 avril, élu membre du Comité de salut public, il écrit à la Convention « que l'état actuel de sa santé ne lui permettant ni de veiller, ni de se livrer à la moindre application, sans cracher le sang, cette seule considération l'empêche de se rendre au témoignage de confiance que lui a donné la Convention ». D'autre part, le procès-verbal du 4 avril porte que Jean de Bry vient d'être choisi avec cinq autres membres pour composer le Comité de l'analyse.

président ; Basire, vice-président, Rovère et Ingrand sont secrétaires. Lamarque remplace Bernard comme président à partir du 10 mars.

L'assassinat de Lepeletier avait eu cela de funeste qu'il commença à ôter du cœur des républicains l'indulgence et la pitié. Le jour même où Louis XVI montait à l'échafaud, Barère appuyait la motion d'ordonner des visites domiciliaires, puis il proposait à l'Assemblée de décréter la peine de six années de fer contre tous les citoyens qui, recélant des émigrés dans leurs maisons, n'en feraient pas la déclaration aux municipalités et aux sections dans le plus bref délai. Bréard alla jusqu'à demander que la Convention exerçât elle-même la police, afin d'assurer la sécurité de ses membres. Alors Robespierre repoussa avec véhémence la motion de Bréard, disant « qu'il ne fallait pas que cet attentat fût une occasion de violer les principes ». Il appuyait la proposition de Barère à condition que la loi n'atteignît pas les citoyens qui, sans le savoir, auraient donné asile à des émigrés. Enfin, s'adressant à Basire : « Quoi ! au moment où vous allez effacer de votre code pénal la peine de mort, vous la décréteriez pour un cas particulier ! Les principes de l'éternelle justice s'y opposent ». Selon Robespierre, il appartenait aux autorités constituées de déjouer les complots de la malveillance, et il n'y avait pas de raison pour porter atteinte à la hiérarchie des pouvoirs. Comme il montre une sage prudence dans son discours, comme il se tient entre les deux extrêmes !

VII. — Les Girondins tentèrent, au bout de quelques jours, de se débarrasser de ce Comité montagnard. Le 28 janvier, Buzot demanda le rapport du décret qui avait ordonné la formation du nouveau Comité et proposa que l'ancien fût rappelé à ses fonctions : « Il n'est pas étonnant que les prisons se trouvent remplies d'un si grand nombre de citoyens, il

part de votre Comité de surveillance une infinité de mandats d'arrêt (1)..... Quand Robespierre est ici, il ose sermonner l'Assemblée, il parle pendant deux heures sans être interrompu (2)..... On parle d'union et tous les citoyens se regardent avec défiance. Personne n'ose ouvrir son cœur ; chacun craint que sur un mot il ne soit envoyé à l'Abbaye (*On murmure*). Je dis que chacun craint d'être envoyé à l'Abbaye, où les souvenirs terribles du 2 septembre l'attendent ». (*Il s'élève de violents murmures*). Mais l'Assemblée passe à l'ordre du jour.

Le 25 mars 1793, le Comité de sûreté générale fut encore fortifié par l'adjonction de six membres : Osselin, Alquier, Maure, Camus, Garnier (de Saintes) et Lecointe-Puyraveau. Garnier (de l'Aube) s'était montré fort intrigant : « J'ai, dit-il, des éclaircissements à donner au Comité de sûreté générale, sur un commencement de conspiration ourdie à Paris et d'où dépend la sûreté de cette ville. Mais le Comité n'est pas en nombre, par suite du départ de plusieurs de ses membres, qui ont accepté des missions. Je demande qu'on s'occupe à l'instant de le renouveler ». La proposition semblant naturelle, la Convention confia à son bureau le soin de désigner les six membres qui manquaient. « Du reste, ajouta Ingrand, qui craignait d'impressionner trop vivement l'Assemblée, Garnier a parlé d'une grande conspiration. Il n'y a rien d'alarmant ; ce n'est qu'une simple mesure de police à prendre ».

Ces paroles avertirent la Gironde qu'un piège était tendu à sa bonne foi, elle demanda le rapport du décret qui venait d'être rendu, afin d'avoir le temps de préparer sa liste ; mais il était trop tard, on opposa la question préalable et quelques instants après, le président Jean de Bry proclama les noms des nouveaux élus.

(1) Buzot faisait allusion aux visites domiciliaires et aux arrestations qui avaient eu lieu dans la soirée et la nuit précédente au Palais-Royal.

(2) Ces paroles marquent l'influence exercée par Robespierre, elles expriment aussi une jalousie amère.

L'envoi de Maribon-Montaut et de Ruamps aux armées de la Moselle et du Rhin, rendit bientôt nécessaires de nouvelles nominations. On se trouvait à cette triste époque de la trahison de Dumouriez (1). Les premiers échecs de ce général, qui passait pour être l'homme des Girondins, avaient causé les 9 et 10 mars 1793 un mouvement populaire dans Paris. C'était comme le prélude des événements du 31 mai et du 2 juin. L'irritation était vive et l'inquiétude générale ; la Convention siégeait en permanence, nuit et jour, depuis le 3 avril ; les rumeurs les plus contradictoires circulaient d'un bout à l'autre de Paris. Le Comité de sûreté générale se montrait actif en présence de ces troubles ; il rédige une proclamation, qui est lue le 4 avril, à la Convention. Dans la même séance, un membre du même Comité annonce « que de bons citoyens ont déjà pris, depuis plus de trente heures, des mesures pour arrêter le traître Dumouriez ». On lit dans le *Moniteur*, à la date du 5 avril : « Paris est tranquille malgré les circonstances et les efforts qu'on paraît faire pour l'agiter. Les Comités de sûreté générale et de défense générale ont décerné des mandats d'arrêt contre Espagnac et Malus, ci-devant ordonnateurs dans l'armée de Dumouriez ; Hébert, ci-devant secrétaire d'Adrien Dupont... ; Beneron, officier-général dans l'armée de Dumouriez ; Boisgelin, ci-devant-maître de la garde-robe de Louis XVI ; Montjoie, aide de camp de Dumouriez..., et quelques autres. Les scellés ont été aussi mis sur les papiers de l'ex-ministre Roland (2) ».

(1) On trouve dans Charavay, *Catalogue d'une importante collection de documents autographes*, n° 92, 1^{er} avril : Trahison de Dumouriez, 5 pièces : 1° Arrêté du Comité de sûreté générale, sign. Ingrand, Alquier, Maribon-Montaut ; 5 avril, 1 p. in fol. cachet. (Le citoyen Joseph Thuring de Rhis sera envoyé à l'Abbaye et gardé au secret, « comme prévenu d'être l'espion de Dumouriez et son complice ».

J'ai trouvé également une correspondance fort intéressante de Dumouriez avec le ministre de la Guerre Pache et le ministre des Affaires étrangères, Le Brun (Arch. nat. F 7 4691).

(2) Roland avait dû donner sa démission de ministre de l'Intérieur le 22 janvier, la Convention ayant supprimé son « bureau de la formation

Dans la séance du 9 avril au matin, Doulcet annonce que, au premier bruit d'une descente des Anglais sur les côtes du Calvados, les communes de ce département se sont réunies au chef-lieu et ont juré de mourir en défendant la République. Aussitôt Carrier, qui n'avait point encore acquis sa sanglante réputation, propose de remplacer les deux membres absents et d'adjoindre au Comité quatre suppléants, afin de lui permettre de mieux répondre aux exigences du moment. Il propose Brival, Cavaignac, Lanot, Leyris et Maure. La Convention les nomme et l'envoie lui-même siéger au Comité (1).

Un décret du 30 avril envoya Garnier (de Saintes) à l'armée des côtes de La Rochelle ; un autre du 10 mai envoya Leconte-Puyraveau à cette même armée, et Cavaignac à l'armée des côtes de Brest. Il faut noter que la signature de Lasource

de l'esprit public » qu'il avait organisé pour soutenir sa politique anti-parisienne.

(1) Mais comment expliquer que Maure, qui était du Comité depuis le 25 mars, figure sur cette dernière liste ? L'opinion de M. Guillaume est « qu'il y a probablement une faute d'impression ». Je le pense aussi : mais sur lequel des procès-verbaux ? En d'autres termes, Maure fut-il élu le 25 mars ou le 9 avril ? Or, sur le registre des mandats d'arrêt figure, dès le 25 mars, la signature de Maure, ce qui donne lieu à le considérer élu ce 25 mars. Oui, mais un nom que ne mentionne pas le *Procès-verbal* de la Convention, celui de Meaulle, se trouve à la page du 28 mars au registre des mandats d'arrêt. D'autre part, j'ai trouvé aux Archives nationales (F⁷ 4700) ; un mandat d'arrêt daté du 1^{er} avril et signé de Meaulle. Cela incline à croire que c'est Meaulle qui fut l'élu du 25 mars et non Maure. En sorte que la présence de Maure dans la liste renforcée du 9 avril aurait plein sens et c'est le procès-verbal du 25 mars qui serait erroné. Remarquons encore que le *Moniteur* du 25 mars dit Meaulle. Mortimer-Ternaux, qui s'est inspiré du *Moniteur*, dit Meaulle. Le *Point du Jour* dit aussi Meaulle ; mais comme il altère l'orthographe des noms de plusieurs membres, (par exemple de Lanot, de Cavaignac, le 9 avril), il est imprudent de s'en servir. Par contre, les *Archives parlementaires*, disent Maure ; M. Kuscinski, de même ; mais selon lui, Meaulle ne serait entré au Comité que le 16 juin.

« Carrier, note M. Guillaume, ne paraît pas avoir siégé au Comité ; on ne trouve pas de signatures dans les registres ; par contre, celles de Leyris, de Cavaignac, y apparaissent le 9 avril, celles de Brival et de Lanot, le 10. Un autre nom, celui d'un suppléant du 22 janvier, Drouet, paraît aussi depuis le 6 avril ; c'est sans doute son nom qu'il faut substituer à celui de Maure dans le décret du 9 avril. » Ce qui a été dit plus haut, contredit ceci.

ne figure plus au registre dès le commencement d'avril. Avait-il démissionné ? C'est fort probable, car le 7 avril, il était candidat au Comité de salut public (1).

VIII. — En mai, les Girondins voulurent engager une lutte décisive contre les autorités de Paris. Ils étaient gênés par le Comité de sûreté générale ; mais ils espérèrent trouver, à la faveur des événements, quelque moyen de détrôner les Montagnards. Des bruits alarmants couraient : un coup d'État départemental se préparait contre Paris et la Montagne.

La Commune se décida à nommer illégalement un commandant général provisoire de la garde nationale, le général Boulanger. Cet acte révolutionnaire exaspéra la Gironde qui proposa qu'on cassât la Commune.

La guerre civile était imminente. Le Comité de salut public intervint. Barère désavoua la Commune. La motion girondine fut rejetée et une commission spéciale fut nommée, la commission des Douze, qui supplanta momentanément le Comité de Sûreté générale (2). Cette commission, composée d'ardents

(1) Le procès-verbal du 7 avril marque que Lasource fut un des 9 candidats qui obtinrent le plus de voix après les élus. On demanda qu'ils fussent reconnus pour suppléants. Cette proposition, mise aux voix, fut rejetée, « sur le fondement que le Convention n'a point décrété qu'il y aurait des suppléants pour le Comité de salut public ».

(2) Mortimer-Ternaux écrit dans son *Histoire de la Terreur*, t. VII, p. 244 : « Le décret que Barère fit adopter était une véritable menace, mais n'avait pas de sanction véritable ; il semblait créer une puissance formidable, mais ne lui donnait aucun moyen de se faire obéir. » Voici ce décret : « La Convention nationale décrète qu'il sera formé dans son sein une commission extraordinaire. Cette commission sera composée de douze membres ; elle sera chargée d'examiner tous les arrêtés pris depuis un mois par le Conseil général de la Commune et les sections de Paris, de prendre connaissance de tous les complots tramés contre la liberté et dans l'intérieur de la République. Elle entendra les ministres de l'Intérieur et des Affaires étrangères, les Comités de sûreté générale et de salut public, sur les faits venus à leur connaissance, relatifs aux conspirations qui ont menacé la représentation nationale, et prendra toutes les mesures nécessaires pour se procurer les preuves de ces conspirations et pour s'assurer des personnes des prévenus.

« Les membres nommés à cette commission seront tenus d'opter,

Girondins, eut les mêmes pouvoirs que le Comité. C'était une menace pour les Jacobins, qui en comprirent tout de suite la portée. « Leur club en frémit, dit Louis Blanc, les meneurs subalternes qui, tels que Varlet, se réunissaient à l'Évêché, commencèrent à agiter des motions furieuses, et le feu prit aux sections (1) ». Le 24 mai, elle dénonça les « crimes » de la Commune et son « complot contre la Convention » (2), elle fit voter le renforcement de la garde de l'Assemblée, obtint l'arrestation d'Hébert et de deux officiers municipaux. Le Comité de salut public obtint la mise en liberté d'Hébert, le 27 mai, et même la suppression de la Commission des Douze. Mais la Convention hésitante rapporta ce dernier décret.

La guerre civile éclate. Les Girondins de Lyon donnent le signal de l'insurrection. Le coup d'État des Montagnards parisiens succède au coup d'État des Girondins lyonnais. Le 31 mai, au matin, Paris est aux mains des insurgés. Au bruit du tocsin, la Convention se réunit. La suppression de la commission des Douze est demandée. Vergniaud réclame une enquête préalable au sujet du canon d'alarme qui vient

dans vingt-quatre heures, s'ils sont membres d'un Comité, et seront remplacés par leurs suppléants dans le cas où ils n'accepteraient pas. »

Ceci inspire à Mortimer-Ternaux la remarque suivante : « ... D'ordinaire, les décrets qui ordonnaient la création de commissions nouvelles ne contenaient pas de dispositions semblables à celles de ce dernier paragraphe. Cette innovation est une preuve de l'importance que l'Assemblée attachait à la création de la commission des Douze, puisqu'elle voulait que les membres qui en feraient partie abandonnassent toute autre mission pour consacrer leur temps à l'œuvre de sûreté publique qui allait être entreprise, hélas ! trop tardivement. » Était-ce bien une innovation ? J'ai expliqué précédemment l'article premier du règlement du 28 septembre 1792, à l'usage des séances de la Convention, lequel dit que « personne ne pourra être membre de deux comités ». Le 9 septembre 1793, la Convention décréta que tout membre du Comité de sûreté générale qui pourra être envoyé en commission, soit sur le champ remplacé. C'était, cette fois, ce semble, attacher de l'importance au Comité de sûreté générale.

(1) *Histoire de la Révolution française*, t. VIII, p. 362.

(2) Voir AULARD, *Histoire politique de la Révolution* p. 389.

de tonner. Sur sa proposition, l'Assemblée loue l'attitude des sections de Paris. Mais bientôt une députation de toutes les sections et de toutes les autorités constituées vient réclamer à la barre la « cassation » des Douze et l'arrestation de vingt-deux députés girondins. La politique girondine est décidément compromise. Le Comité de salut public est de l'avis des pétitionnaires sur la Commission des Douze, mais ne veut point céder au sujet des députés dénoncés. Cependant les pétitionnaires avaient envahi la salle et siégeaient avec les députés. Vergniaud déclare qu'il n'est pas libre ; il sort, mais on ne le suit pas. Quand il rentre, Robespierre est à la tribune et parle contre la politique du Comité. « Concluez donc ! » lui crie Vergniaud. « Oui, répond Robespierre, je vais conclure, et contre vous ! ». Et il demande l'arrestation des vingt-deux. La Convention s'y refuse, mais vote la suppression de la Commission des Douze (1).

La Convention sortit intacte de la journée du 31 mai 1793 ; elle n'avait subi, disaient les Parisiens, qu'une pression morale.

Quant au Comité de salut public, il restait fort inquiet. Allait-il pouvoir, sans force militaire, par sa seule autorité morale, déjà ébranlée, empêcher le coup de force « supplémentaire » que demandait et préparait la Commune qui se déclarait dupée ? De la journée du 2 juin, on le sait, la Convention sortit mutilée ; le Comité de salut public, amoindri ; La Commune, victorieuse (2).

(1) Le soir du 30 mai était beaucoup plus animé que la matinée. Dans la Convention, Bourdon (de l'Oise) dénonce « l'infâme commission des Douze ». Lanjuinais la défend et dénonce, de sa part, l'Assemblée de l'Évêché : le « Conseil exécutif, ajoute-t-il, est instruit de toutes ces manœuvres et se tait ». Une députation des 27 sections de Paris annonce « résistance à l'oppression » et demande la cassation de tous les décrets rendus sur la proposition de la commission des Douze, le décret d'accusation contre tous ses membres, et leur tradition aux jurés révolutionnaires des 86 départements » A. SCHMIDT, *Tableaux de la Révolution française*, t. I, p. 356.

(2) Voir AULARD, *Histoire politique de la Révolution*, p. 426 et suiv.

Mortimer-Ternaux dit qu'au lendemain du triomphe de la Montagne, « le Comité de sûreté générale avait perdu une partie de son importance, et que beaucoup de ses membres préférèrent, au labeur quotidien des bureaux, les honneurs plus éclatants des missions. Ce qui paraît certain, c'est qu'à partir de l'élection montagnarde du 21 janvier, le Comité, fortifié encore le 25 mars par l'adjonction de six membres, et par une nouvelle adjonction de six membres le 9 avril, resta comme la forteresse de la Montagne ».

Le même historien ajoute : « Il fallut donc le renouveler ; on commença par le réduire à neuf membres ». Cela ne prouve pas que le Comité ait été moins puissant, car comme dira plus tard Fréron : « La force du pouvoir exécutif est en raison inverse du nombre des membres qui le composent.... (1) ».

D'autre part, est-il exact de dire que le Comité fut réduit à neuf membres ?

Au lendemain des journées de juin, il était composé des seize membres suivants :

Basire, Chabot, Tallien, Legendre (de Paris), Bernard (de Saintes) absent, Rovère, Ingrand, Osselin, Alquier, Maure, Meaulle, Drouet, Leyris, Brival, Lanot, Pinet (2).

Le 3 juin, la Convention décréta que « tous les Comités seraient renouvelés et mis au complet, à l'exception du Comité de salut public ». Les noms des nouveaux membres du Comité de sûreté générale furent proclamés le 16 juin ; ils étaient au nombre de neuf, « ce qui fait voir que le Comité, composé de douze membres seulement le 21 janvier, était censé depuis l'adjonction du 25 mars, devoir compter dix-huit membres (3) ».

Voici le texte du *Procès-verbal* du 16 juin 1793 :

« On fait lecture du résultat du scrutin pour les membres

(1) Voir *Moniteur*, réimp. (séance du 21 floréal an III).

(2) Ce nom figure sur les registres à partir du 12 mai ; le *Procès-verbal* de la Convention n'a pas mentionné sa nomination.

(3) Voir J. GUILLAUME, *Études révolutionnaires*,

composant le Comité de sûreté générale ; il est composé ainsi qu'il suit :

« Citoyens Dumont (de la Somme), Legendre (de Paris), Méaulle, Amar, Bassal, Guffroy, Laignelot, Lavicomterie, Pinet aîné ; Suppléants : citoyens Bernard (de Saintes), Rouzet, Pons (de Verdun), Peyre, Jean de Bry, Cavaignac, Vardon, Lacrampe, Delaunay l'aîné (1) ».

Mais « cette façon de parler, remarque M. Guillaume, pourrait, si l'on n'était pas averti, faire croire que les neuf représentants dont les noms suivent, composaient à eux seuls, le Comité, tandis qu'ils n'en formaient que la moitié renouvelée »

Il est donc inexact de dire que le Comité avait été réduit à neuf membres.

Les noms des membres restants de l'ancien Comité et ceux des membres sortants, ne sont indiqués nulle part ; mais on arrive à les déterminer au moyen des signatures du registre des mandats d'arrêt. Sur ce registre, en effet, entre le 17 et le 30 juin, se trouvent les noms d'Ingrand, Rovère, Brival, Drouet, Chabot, Lanot, Basire, Maure et Alquier ; ce sont donc là les neuf membres restants. Comme le Comité ne comptait au moment de la désignation des sortants, que seize membres, il y eut sept membres sortants, savoir : Tallien, Legendre (de Paris), Bernard (de Saintes) absent, Meaulle, Leyris, Pinet et Osselin.

(1 Cette liste, dit Mortimer-Ternaux, renfermait beaucoup de noms obscurs. Les choix avaient été si peu raisonnés, qu'un des élus était un des signataires de la protestation collective du 6 juin 1793, contre les événements du 31 mai. Peyre croyait, il est vrai, que la pièce, par lui signée, avait été détruite ; mais il se constituait volontairement prisonnier, quand il apprit l'arrestation de ses collègues, à la suite du rapport d'Amar.

« Le procès verbal de l'élection, confirme par le petit nombre de votants, la justesse de nos observations. Il attribue à Dumont (de la Somme), 113 voix ; Legendre : 113 ; Meaulle : 113 ; Amar : 109 ; Bassal : 102 ; Guffroy : 96 ; Laignelot : 95 ; Lavicomterie : 85 ; Pinet : 43 ; Bernard (de Saintes) : 40 ; Rouzet : 31 ; Pons (de Verdun) : 31 ; Peyre : 30 ; Jean de Bry : 27 ; Cavaignac : 26 ; Vardon : 26 ; Lacrampe : 24 ; Delaunay aîné : 22.

Les autres membres qui avaient fait partie du Comité pendant un temps indéterminé, entre le 21 janvier et le 16 juin, étaient sortis antérieurement, par démission ou autrement ; ce sont : Lamarque, prisonnier des Autrichiens ; Ruamps ; Maribon-Montaut ; Duhem, en mission ; Lasource, probablement démissionnaire, puis décrété d'arrestation le 2 juin ; Camus, prisonnier des Autrichiens ; Carrier, démissionnaire ; Garnier (de Saintes), et Lecointe-Puyraveau, en mission (1).

Le Comité, au 16 juin, se trouva donc ainsi composé :

Membres restants : Basire (2), Chabot, Rovère, Ingrand, Alquier, Maure, Drouet, Brival, Lanot.

Membres du 16 juin : Dumont (André) ; Legendre, sortant réélu ; Meaulle, sortant réélu ; Amar, Bassal, (3) Guffroy, Laignelot, Lavicomterie, élu du 17 octobre ; Pinet, sortant réélu.

Suppléants : Bernard (de Saintes), ancien titulaire, absent ; Rouzet ; Pons (de Verdun), élu du 17 octobre ; Peyre ; Jean de Bry, élu du 17 octobre ; Lacrampe, De Launay aîné (d'Angers) élu du 17 octobre ; Cavaignac (4), ancien titulaire, absent Vardon, élu du 17 octobre.

Depuis cette époque jusqu'au 13 août, la composition du Comité est stable. Entre le 17 et le 30 juin, les signatures des dix-huit membres figurent sur le registre des mandats d'arrêt. En juillet, ne paraissent plus celles de Rovère, Bassal et Brival, tous partis en mission ; mais il en paraît une nouvelle : celle d'Osselin. Ni le *Procès-verbal*, ni les journaux ne nous disent quand et pourquoi Osselin est rentré au Comité.

(1) Voir J. GUILLAUME, *Etudes révolutionnaires*.

(2) Basire et Rovère furent envoyés en mission dans les Bouches-du-Rhône par décret du 24 juin. Basire revint en juillet.

(3) Bassal fut envoyé en mission dans le Jura et les départements limitrophes par décret du 18 juin, et Brival, à Tulle, par décret du 22 juin.

(4) Cavaignac et Bernard (de Saintes), se trouvaient en mission ; on avait donc voté indifféremment pour les absents et pour les présents, probablement parce que les absents auraient pu rentrer d'un jour à l'autre.

Le 10 août 1793, le Comité comptait seize membres présents, savoir :

Basire, Chabot, Ingrand, Alquier, Maure, Drouet, Lanot, Dumont (André), Legendre (de Paris), Amar, Guffroy, Laignelot, Lavicomterie, Pinet, Julien (de Toulouse), Osselin.

IX. — Le 13 août, Roux-Fazillac observa que le Comité de sûreté générale devait être composé de dix-huit membres, que plusieurs étaient absents et que ceux qui restaient ne pouvaient suffire au travail (1). Il demanda en conséquence l'adjonction à ce comité de six nouveaux membres, parce que « dans ce moment où les ennemis du bien public levaient la tête avec plus d'insolence que jamais, il fallait que la Convention redoublât de surveillance (2) ». Bréard proposa que le Comité de sûreté générale présentât lui-même une liste de six noms et que la Convention confirmât ses choix. En conséquence, dans la même séance, dit le *Procès-verbal*, « un

(1) Puisqu'il y avait seize membres présents, il est évident que ces paroles annonçaient une manœuvre politique.

(2) La Constitution avait été proclamée le 10 août 1793 et, conformément à l'article 8 du décret du 27 juin, la Convention aurait dû se séparer. Mais nos défaites militaires rendaient cette séparation impossible et si elle ne s'opérait pas, la déception pouvait être très grande dans le pays et entraîner la guerre civile. Le 11 août, au soir, aux Jacobins, Robespierre traça un tableau très sombre de la situation de la République et il demanda que la Convention ne se séparât pas tant que les circonstances seraient critiques. Les délégués des assemblées primaires qui assistaient à la séance et représentaient l'opinion des départements, adoptèrent avec enthousiasme cette proposition et le lendemain, ils se rendirent en corps à la Convention et lui proposèrent diverses mesures ultra-révolutionnaires qui impliquaient l'ajournement de la Constitution. Le 28 août, Barère déclara à la Convention « que le modérantisme, profitant du relâchement de la police de sûreté, atténuait l'esprit public et provoque sourdement la contre-révolution ; que la simple exécution des lois constitutionnelles serait impuissante au milieu des conspirations qui nous environnent ». La Convention chargea le Comité de salut public de lui présenter ses vues à cet égard, mais le Comité ne se pressa pas. Ce n'est que quand la défaite de l'insurrection lyonnaise fut certaine, qu'il fit décréter (10 octobre 1793) « que le gouvernement provisoire de la France est révolutionnaire jusqu'à la paix ». Et ainsi fut définitivement ajournée la Constitution de 1793.

membre lit la liste des six candidats pour le Comité de sûreté générale, présentée par ce Comité en vertu du décret de ce matin ; la Convention approuve cette liste ».

Les six membres ainsi nommés le 13 août sont :

Dartigoeyte, suppléant du 9 janvier ; Michaud (du Doubs), suppléant du 9 janvier ; Bernard (de Saintes), élu pour la troisième fois, Jay (de Sainte-Foy), Dupuy (de Rhône-et-Loire); Bayle (Moyse), suppléant du 17 octobre.

Ainsi cette élection ne complétait pas le Comité, mais l'accroissait ; il va compter vingt-deux membres. Mais « rien n'use comme l'exercice du pouvoir, dit Mortimer-Ternaux, et la corruption, en temps de révolution, est un dissolvant plus énergique encore. Le Comité de sûreté générale, que ses fonctions mettaient en rapport direct avec les personnes, ne tarda pas à en faire l'expérience et à en fournir la preuve. Les abus s'étaient multipliés à l'infini et les dénonciations se produisirent publiquement ».

Le 8 septembre, aux Jacobins, Maure attaque le Comité. Il reprochait à tous ses membres de « céder trop fréquemment à un genre particulier de séduction, l'abondance des dîners, qu'ils ne savaient pas refuser ». Robespierre, qui assistait à la séance, s'empessa d'observer qu'il ne suffit pas de montrer le mal, mais qu'il faut encore indiquer le remède, et il ajouta : « Maure fait partie du Comité ; c'est à lui qu'il appartient d'en réclamer la dissolution ».

Effectivement, à la séance de la Convention du lendemain, Drouet et Maure proposèrent de renouveler entièrement le Comité et de le réduire à neuf membres. Et leur proposition fut décrétée.

Le *Journal des débats et des décrets* a publié le compte-rendu, détaillé que voici :

« Sur la proposition de Chabot, au nom du Comité de sûreté générale, la Convention nationale décrète :

1^o Que dans le jour, les scellés qui ont été mis sur les papiers et effets des banquiers, agents de change, négociants et gens d'affaires, seront levés ; que les commissaires des sections feront aussi, dans le jour, l'inventaire des papiers qui se trouveront sur les scellés ;

2^o Que ceux qui ont été mis en état d'arrestation dans des maisons d'arrêt seront mis à la garde de deux bons citoyens, à leurs frais, jusqu'à ce que leur conduite ait été jugée intacte.

Drouet représente à la Convention que, dans les circonstances où l'on se trouve, elle doit porter un œil attentif sur ses comités, qui préparent ses décrets et peuvent influencer sur leur sagesse. Plusieurs sont dans l'inaction, dit-il, soit à cause de leur désorganisation, soit à cause de la moralité de leurs membres. De ce nombre est le Comité de sûreté générale. Il demande qu'il soit réorganisé, et que de dix-huit membres qui le composent (1), il soit réduit à neuf.

J'appuie cette motion, dit Maure ; le Comité de sûreté générale est trop vieux ; il est sans cesse environné de corruption : il faut l'en défendre. Il faut en faire sortir ceux qui, depuis si longtemps, servent si bien la chose publique, afin qu'ils demeurent sans tache. Je demande qu'il soit entièrement renouvelé (2).

Julien trouve toutes ces observations raisonnables et demande aussi le renouvellement ; mais il observe que ce ne sont point ceux qui constamment ont la main à la charrue qui viennent à l'Assemblée dénoncer leurs collègues.

L'Assemblée décrète que le Comité de sûreté générale sera renouvelé, qu'il ne sera plus composé que de neuf membres et que, lorsque l'un d'eux sera envoyé en commission, elle le remplacera sur-le-champ. »

Il faut noter que dans la seconde quinzaine d'août, six membres avaient été envoyés en mission ; à savoir : Legendre, dans la Seine-Inférieure, le 15 août ; Alquier et Bernard (de Saintes), dans le Jura et les départements limitrophes, le 17 août (Alquier reviendra en septembre) ; Ingrand, dans l'Indre et la Creuse ; Pinet, dans la Gironde et la Dordogne ; Dartigoeyte, dans le Gers et les Landes, le 23 août.

(1) Il faut interpréter : « qui le composent en droit ».

(2) Le *Moniteur* dit simplement que la proposition de Drouet fut appuyée par Maure.

Ainsi le Comité, qui était composé de vingt-deux membres le 13 août, n'en comptait déjà plus que seize le 23 août. Et voici que le 9 septembre, quatre jours après la séance mémorable où la Convention venait de « mettre la terreur à l'ordre du jour », il est réduit à neuf membres.

L'élection du nouveau Comité n'eut lieu que le 10 septembre. Le 11, un secrétaire proclama les noms des nouveaux élus. Voici quelle fut la composition du Comité régénéré :

Titulaires : Panis, Lavicomterie, sortant réélu ; Guffroy, sortant réélu ; Chabot, sortant réélu ; Alquier, sortant réélu ; Lejeune (de l'Indre) ; Basire, sortant réélu ; Garnier (de Saintes) réélu après quatre mois ; Julien (de Toulouse), sortant réélu.

Suppléants : Bayle (Moyse) titulaire sortant ; Le Bon, Drouet, titulaire sortant ; Le Bas ; Gaston (1).

X. — Le résultat du scrutin causa une vive irritation parmi les montagnards qui avaient tant désiré l'épuration du Comité. Ceux qu'on avait voulu éliminer avaient réussi, grâce à d'habiles intrigues, à se faire réélire. Trois membres nouveaux seulement, Panis, Lejeune et Garnier (de Saintes) avaient été nommés et les autres candidats patriotes, Moyse Bayle, Drouet, Le Bon, Le Bas, Gaston, étaient restés en minorité.

Mais le triomphe des intrigants allait être éphémère. Trois jours après leur réélection, le Comité subissait un nouveau renouvellement.

« Ce brusque changement, dit Mortimer-Ternaux, était

(1) Mortimer-Ternaux dit à ce sujet : « Cette élection est la dernière où la Convention ait usé de son droit de nomination directe et mérite, à ce titre, d'être signalée. Les votants, du reste, ne sont pas plus nombreux qu'aux scrutins précédents, et c'est toujours la même minorité qui domine l'Assemblée. Les suffrages s'étaient répartis ainsi qu'il suit :

Panis : 108 voix ; Lavicomterie : 102 ; Guffroy : 92 ; Chabot : 86 ; Alquier : 83 ; Lejeune : 82 ; Basire : 80 ; Garnier : 68 ; Julien : 66 ; Bayle : 63 ; Le Bon : 56 ; Drouet : 54 ; Le Bas : 53 ; Gaston : 52.

dû à des causes diverses. Le moment approchait où les Girondins allaient être décrétés d'accusation. Le rôle du Comité de sûreté générale, à qui incombait le soin de présenter le rapport, empruntait à cette circonstance une importance exceptionnelle et Robespierre, déjà maître du Comité de salut public, désirait étendre au Comité de sûreté générale son influence prépondérante. De son côté, Danton, en lutte contre cette extension de pouvoir, depuis le commencement d'août, cherchait à écraser ses adversaires sous le poids d'une responsabilité infinie ».

Le 13 septembre, raconte le *Journal des Débats et des décrets*, Danton, à l'occasion de la présentation, par la section des Arcis, de 550 volontaires prêts à partir, dénonça le Comité de l'examen des marchés, comme entravant la marche des opérations militaires et paralysant tout, et demanda qu'il fût destitué. Il ajouta :

« La Convention a formé un Comité de salut public, dont je présume bien ; je pense de même du Comité de sûreté générale, il faut que toute la confiance repose sur eux : elle doit leur donner l'initiative de la Révolution... Je demande la rénovation du Comité des marchés, et qu'il soit décrété que le Comité de salut public présentera la liste des membres qui doivent composer tous les Comités, qui doivent être également renouvelés, où l'on trouve encore des hommes qui ne sont rien moins que patriotes (1). Rien ne doit être fait dans la République que par des mains patriotiques. Je ne serai d'aucun comité ; mais je serai l'éperon de tous ».

Les propositions de Danton furent adoptées au milieu des applaudissements, et le Comité de salut public se trouva

(1) Voici ce qu'on lit dans le *Moniteur* : « Je réclame donc la destitution des membres de l'ancien Comité des marchés, et je demande que le Comité de salut public présente la liste de ceux qui composeront le nouveau, ainsi que tous les autres comités, dans lesquels il se trouve encore des membres dont les opinions touchent au moins au fédéralisme ».

investi, sans l'avoir demandé, du droit de présenter à la Convention la liste des candidats aux divers comités.

Il est évident que ce décret visait surtout le Comité de sûreté générale ; mais il est étonnant que ce soit Danton qui l'ait proposé sous sa forme définitive, attendu qu'il venait de déclarer que ce Comité avait sa confiance. Le *Procès-verbal* nous éclaire : on y voit que la proposition de Danton ne s'appliquait qu'au Comité de l'examen des marchés et que ce fut « un autre membre » qui la généralisa.

« En chargeant le Comité de salut public de présenter les candidats pour tous les autres comités, dit M. Guillaume, les auteurs de la proposition avaient frappé au cœur la coterie dénoncée par Drouet et Maure, qui s'était crue un moment assez forte pour se perpétuer au pouvoir ».

Le maître de poste de Sainte-Menehould et l'épicier d'Auxerre s'étaient révélés patriotes honnêtes et clairvoyants. Ceux à qui ils avaient fait allusion, c'étaient Chabot et Basire, c'étaient aussi Julien (de Toulouse) et Osselin, entourés de personnages louches et corrompus, de banquiers autrichiens, de financiers de la Compagnie des Indes. Ces accusations de vénalité, qui couraient sur plusieurs des membres du Comité de sûreté générale, produisirent, en éclatant plus tard, un immense scandale (1). Une épuration immédiate du Comité s'imposait.

Le 14 septembre, « un membre demande, par motion d'ordre que le Comité de salut public présente, séance tenante, la liste des membres qui doivent composer le Comité de sûreté

(1) Chabot et Basire, accusés d'agiotage et de falsification des décrets relatifs à la Compagnie des Indes, furent arrêtés en novembre 1793, et condamnés à mort par le Tribunal révolutionnaire le 5 avril 1794. Julien (de Toulouse), poursuivi avec eux, échappa au même sort par la fuite.

Osselin fut condamné à la déportation le 14 frimaire (4 décembre 1793), pour avoir « abusé de son double caractère de député et de membre

générale. Cette proposition est décrétée (1) ». Et dans la même séance, alors que la Convention était encore sous l'impression des graves révélations de la veille, la liste proposée par le Comité de salut public fut adoptée sans discussion.

Cette fois le Comité se composait de douze membres et il n'y avait plus de suppléants. Voici les noms des élus :

Vadier, Panis, sortant réélu ; Le Bas, suppléant du 10 septembre ; Boucher Saint-Sauveur ; David ; Guffroy, sortant réélu ; Lavicomterie, sortant réélu ; Amar, réélu après 4 jours, Ruhl, Le Bon, suppléant du 10 septembre ; Voulland, Moyse Bayle, suppléant du 10 septembre (2).

Ce qui caractérise cette liste, c'est l'absence des noms de Chabot, de Basire et de Julien (de Toulouse) qui ont été éliminés. Ont disparu aussi les noms d'Alquier, de Lejeune, de Garnier (de Saintes), de Drouet et de Gaston ; mais c'est simplement parce que ces représentants étaient partis ou allaient partir en mission : Drouet, à l'armée du Nord (décret du 9 septembre) ; Gaston, à l'armée des Pyrénées-Orientales (11 septembre) ; Garnier (de Saintes) dans la Manche (17 septembre) ; Lejeune dans l'Aisne (26 septembre) ; Alquier, à Rouen (11 octobre).

Il faut remarquer que les noms de Vadier, de Boucher Saint-Sauveur, de David, de Rühl et de Voulland paraissent pour la première fois.

XI. — La constitution du Comité est quasi définitive. Il est sorti des hésitations qui ont caractérisé ses commencements et ses transformations successives. « Façonné à l'image du Comité de salut public, dit Mortimer-Ternaux, il va

du Comité de sûreté générale, en faisant extraire de prison des émigrés ». Voir MATHIEZ, *La corruption parlementaire sous la Terreur*.

(1) *Procès-verbal* du 14 septembre 1793.

(2) Cette liste avait été arrêtée dans la séance du Comité de salut public du 13 septembre, par Billaud-Varenne, Carnot, Collot-d'Herbois, Prieur, Robespierre et Thuriot.

marcher du même pas que lui et, comme son modèle, il n'éprouvera plus, jusqu'au 9 thermidor, que des changements sans importance ».

Aussi voulut-il se donner une organisation sérieuse. Trois jours après son élection, le Comité du 14 septembre adopta l'arrêté que voici (1) :

Séance du 17^e jour du mois de septembre.

« A 2 heures après-midi, en exécution du règlement adopté à l'unanimité le ... (2) les membres se sont attachés aux diverses sections de la manière suivante :

Les citoyens Amar, Panis, Boucher-Saint Sauveur, David et Lavicomterie sont les 5 membres attachés à la 1^{re} section des interrogatoires.

Les citoyens Voulland, Le Bon, Le Bas, Vadier composent la section des rapports.

Lesquels conformément au règlement, se distribueront entre eux les travaux relatifs à chacune des sections du Comité.

Après quoi il a été procédé à la formation des bureaux qui doivent être attachés à chaque section du Comité.

On a agité la question de savoir si l'on conserverait les commis attachés jusqu'à présent au Comité ; plusieurs opinions ont pensé qu'il était de la saine politique de faire un renouvellement total, mais un parti mitoyen a prévalu et il a été arrêté que, par des considérations politiques, le Comité déclarerait au citoyen Soulet, en ce moment commissaire du conseil exécutif depuis un mois, au citoyen Magnon, secrétaire de Rovère depuis plusieurs mois, au citoyen Paquin aussi commissaire du Conseil exécutif depuis un mois environ, au citoyen Lalande, qui depuis un mois a déclaré au Comité qu'il allait partir pour l'armée comme chirurgien ou médecin, de même qu'aux citoyens Perrier et Azur, qu'il ne continuerait pas à les employer dans ses bureaux. En conséquence, les membres de la section deuxième sont autorisés à appeler des patriotes reconnus et pères de famille autant que possible, pour remplir les places de secrétaires-commis.

(1) Arch. nat., AF II*, 286.

(2) Ce règlement n'a pas été transcrit au registre et je ne le connais pas, mais le présent arrêté en reproduit nécessairement la substance.

Et à l'instant les membres de cette section du Comité qui avaient été prévenus, ont présenté une liste d'après les renseignements et les indications qui leur avaient été donnés, laquelle liste sera enregistrée après examen.

Examen fait de ladite liste, et après une discussion réfléchie, les membres de la section de correspondance ont proposé de diviser les secrétaires-commis de la manière suivante :

1^o A la section des interrogatoires, mandats d'amener et d'arrêt, passe-ports, sont attachés les citoyens Pigeaud, Villiers, Fenaux, Pasté, Morel et Chomey, Dumolart.

2^o A la section de correspondance et envois, Bas, Blanchard, Braty et Séguin, Gras, Le Marchand, Vimeux, La Cour, Brienne.

3^o A la section des rapports, les citoyens Varnier et Gobert.

Le Comité, après avoir arrêté que les commis seront attachés aux divers travaux de chaque section suivant l'avis des membres de chaque section, sans qu'aucun d'eux puisse s'immiscer dans les fonctions distribuées à chacun des autres, à moins de réquisition précise, a décidé en outre que l'exacte surveillance et la politique sévère exigeaient encore que le citoyen Bas soit remercié par les mêmes motifs que les autres.

Plusieurs membres ont observé que les garçons de bureau dans le Comité de Sûreté générale doivent être des gens actifs, prudents, sévères et patriotes, qui, étant dépositaires de tous les papiers qui assurent la tranquillité publique, ne sauraient être choisis avec trop de soin.

Considérant que le nommé Cavalier est trop faible, que sa femme ne convient pas, que le nommé La Barde est trop vieux et son neveu ou filleul est trop jeune pour qu'on puisse leur confier le poids d'une aussi forte responsabilité, le Comité arrête ce qui suit :

Les garçons de bureau seront remerciés, sauf à les recommander au Comité des inspecteurs de la salle pour être placés dans des Comités où il n'y aura pas une aussi grande responsabilité ; les trois garçons de bureau remettront leur médaille entre les mains du président (1).

Il sera nommé et choisi trois hommes de confiance pour faire

(1) Le Comité continua donc à avoir un président, tandis que celui de Salut public n'en avait pas. Les registres d'arrêtés n'apprennent pas par qui cette fonction fut exercée de septembre 1793 au 9 thermidor.

les fonctions de concierge ou garçons de bureau, lesquels seront chargés de délivrer les billets d'entrée à ceux qui auront besoin de parler aux membres du comité successivement (*sic*).

Et à l'instant, d'après la proposition qui a été faite de plusieurs sujets, le Comité a arrêté que Jean Miscet demeurant au Louvre, et Pierre Carbilliet sont admis comme concierges du Comité de Sûreté générale à l'effet de veiller sous leur responsabilité sur le dépôt sacré dont la garde leur est confiée en l'absence des membres du Comité, à charge par eux de prêter serment es mains du président, d'être fidèles gardiens des papiers du Comité, de n'y laisser approcher personne en l'absence des employés ou des membres du Comité, de maintenir l'unité et l'indivisibilité de la République et de mourir en la défendant.

Le Comité ayant autorisé la section de correspondance à faire l'état des commis et garçons de bureau, pour le paiement des émoluments qui leur sont dus, il arrête que ces états seront présentés au Comité des inspecteurs de la salle dans la forme jointe au présent arrêté et qui sera transcrite à la suite.

Signé : Boucher, Vadier, Guffroy, J. Le Bon, Voulland, Le Bas, David».

Voilà donc jetées les bases d'une organisation intérieure que nous verrons bientôt s'étendre, se préciser, se fortifier. Les travaux sont répartis entre trois sections ; les bureaux sont épurés ; le Comité s'entoure d'hommes nouveaux, de « patriotes reconnus », de citoyens aux « principes purs (1) ». On sent qu'il veut respirer et travailler dans une atmosphère renouvelée, une atmosphère républicaine. C'est un fait nouveau qui prouve que le Comité prend conscience de l'importance de sa mission. On ne sait rien de l'organisation qui avait fonctionné jusqu'à ce moment. Mais comme l'arrêté du 17 septembre sera abrogé dès le mois suivant, il y a tout lieu de croire que antérieurement le Comité n'avait nul plan de travail. Je n'ai trouvé aux Archives que quelques papiers

(1) Le Comité se sert souvent de ces expressions. (Voir, par exemple lettre du 6 floréal an II, Arch. nat., F⁷* 2202).

intéressants qui se rapportent à cette période obscure (1) ; il n'y a pas de bibliographie à ce sujet.

XII. — Le 12 octobre 1792, la Convention décrète « que la nomenclature des travaux des divers comités sera imprimée et distribuée aux membres de la Convention et envoyée dans les départements ». Quels étaient, en détail, ces travaux ? Comment fonctionnaient les divers services ? Là-dessus, nous avons peu de renseignements précis.

Dans les premières semaines, l'Assemblée avait déposé au Comité de sûreté générale une partie de la correspondance des émigrés, saisie par le général Kellermann lors de la reprise de Verdun et de Longwy. Ces lettres existent peut-être (2). Les commissaires chargés de l'examen de ces diverses pièces écrivaient le 17 novembre 1792 (3) : « Nous certifions l'authenticité et la fidélité des extraits composant la correspondance originale des émigrés dont les originaux sont déposés aux Archives de la Convention nationale. Signé : J.H. Musset, Hérault, Anacharsis Clootz, Grégoire ». Ce certificat établit l'authenticité du Comité de sûreté générale.

On sait que le Comité ne travaillait pas isolément. Un de ses membres faisait partie de la Commission centrale. Elle devait présenter chaque jour un tableau du travail de l'Assemblée. Brival, du Comité de sûreté générale, a été nommé commissaire à la Commission Centrale. « C'est pour former ce tableau que la Commission centrale, composée d'un membre de chaque Comité, correspond ainsi avec tous les Comités qui

(1) Arch. nat. F⁷ 4406. La présence de ces papiers, dans ce carton, atteste que la série est en désordre.

(2) Dans Arch. nat. F⁷, 4390, on trouve une liasse intitulée : « Copie des lettres imprimées rendues par l'imprimeur, n° 44 aa. Ces correspondances de l'année 1792 se terminent ainsi : « Ce certifié conforme à l'original par nous commissaires du Comité de surveillance » et sont signées de Vardon, Ingrand, Michaud, Bordas, Alquier.

(3) *Moniteur*, réimp. t. XIV, p. 798.

doivent lui fournir la série des rapports prêts à être mis à l'ordre du jour (1) ». Telles étaient les fonctions de la Commission Centrale sous l'Assemblée législative ; elles étaient maintenues tacitement par le décret du 2 octobre. Par conséquent, le Comité de sûreté générale a dû laisser à ce sujet une correspondance et des rapports qu'il serait intéressant de découvrir.

Il eut également des rapports avec le Comité de défense générale, qui tint sa première séance le 3 janvier 1793. Ils se réunissaient pour prendre des décisions importantes : ainsi, le 1^{er} avril 1793, de concert avec « plusieurs membres de la Convention », ils délibèrent l'arrestation du citoyen Egalité, adjudant-général de l'armée du Nord. Et le même jour, ce mandat d'arrêt est adressé au général Biron (2). Le *Procès verbal* de la Convention dit souvent : « Renvoyé aux Comités de Défense et de Sûreté générale », ce qui semble vouloir dire que les deux Comités délibéraient souvent ensemble.

Le 6 octobre 1792, la Convention fit procéder à l'inventaire des objets d'argenterie, de l'or et de l'argent monnayé, en sa possession, ayant appartenu à des émigrés, à des détenus, ou provenant de dons. Un dépôt d'argenterie a été fait au Comité de sûreté générale (3) ; d'autres furent effectués à la Monnaie et au Garde-meuble. En l'an II, un local du Comité sera affecté spécialement aux dépôts de cette nature,

(1) *Almanach national*, an II, ou Bibl., nat. Le 38/6 : *Instructions sur l'établissement des Comités de la Convention nationale*, conformes au rapport fait par E. Gossuin.

(2) Arch. nat. F⁷ 4700. — Après la trahison de Dumouriez, le Comité de défense générale proposa lui-même (4 avril), par l'organe d'Isnard, son remplacement par une « Commission d'exécution » et tint sa dernière séance le 5 avril 1793. (M. Aulard a publié les procès-verbaux des deux Comités de défense générale dans le *Recueil des actes du Comité de salut public*, t. I à III).

(3) Bibl. nat., Le 38/6. Ont signé l'inventaire : Vardon, Leyris, Michaud, Rovère, C. Musset, Ingrand, Louis Maribon-Montaut, Basire. C'est une nouvelle preuve du fonctionnement du Comité provisoire dont il est question au début de ce chapitre.

fort intéressants par leur origine, leur variété, leur originalité. Il y avait, entre autres objets, de la vaisselle royale soustraite, le 10 août, au pillage des Tuileries, un diamant trouvé par un enfant, un coffre de bois de chêne, une pendule, une paire de pantoufles (1) etc. Le Comité avait désigné les commissaires des sections pour inventorier chez les émigrés ; mais cette mesure ne visait que les émigrés « par acte authentique » ; les autres pouvaient, devant le Comité, se justifier ; on en vit qui, cette formalité remplie, échangèrent des sommes considérables contre des assignats.

Le 19 septembre 1793, sur la proposition de Voulland, la Convention décréta que toute espèce d'argenterie ouvragée, qui serait portée à la Monnaie, serait massolée et brisée en présence de deux commissaires du Comité de sûreté générale, qui en dresseraient procès-verbal (2) ».

Le Comité devint, dans ses commencements, le dépositaire officiel de pièces d'archives précieuses.

Le 19 juillet 1793, la Convention décrète que la commission des vingt-quatre (établie par décret du 1^{er} octobre 1792) chargée des papiers relatifs à des successions, est supprimée et que les papiers seront transportés au Comité de sûreté générale.

Par le décret du 23 juillet, le Comité est chargé de retirer de la Commission des Douze, « chargée du dépouillement des papiers de l'armoire de fer », les numéros 428 et 429, compris dans l'inventaire des pièces numérotées par Roland, lors de la remise qu'il en fit à la Convention.

(1) Arch. nat. F⁷ 4390.

(2) *Procès-verbal* du 19 septembre 1793. Dans la suite, le Comité reçut des commissaires généraux des Monnaies, d'autres états des vaiselles d'or, d'argent et bijoux provenant des « maisons dites royales », des églises, etc. (Voir Arch. nat. F⁷ 4390, *Procès-verbal* des 31 août et 28 septembre 1792). Quant aux diamants, pierres précieuses et certains bijoux ayant appartenu au frère aîné de Louis Capet et à son épouse, ils furent vendus, après saisie et estimation du Comité, au profit de la République. (Voir *Procès-verbal* du 24 avril 1793).

Le Comité des domaines est également autorisé à retirer de la dite Commission plusieurs pièces importantes.

« Le Comité de sûreté générale, dit l'article 3 du décret, prendra les précautions qu'il jugera convenables à la vue des n^o 428 et 429 et celui des domaines fera les recherches nécessaires pour assurer aux créanciers de la liste civile ou à la nation, la rentrée de ce qui peut être dû pour le prêt ou les acquisitions du ci-devant roi ».

Et l'article 4 dit que « les pièces et inventaires communiqués au ci-devant roi, ainsi que les pièces trouvées dans l'armoire de fer, avec cellés remises à la Commission au mois de novembre dernier, et les inventaires, seront déposés aux Archives, ainsi que le procès-verbal de cette Commission ».

Toutes les autres pièces, remises à la Commission lors de la rédaction de l'acte d'accusation contre le ci-devant roi, devaient être déposées au Comité de sûreté générale (1).

Les papiers de Dumouriez avaient été également apportés au Comité (2). Maure, l'un de ses membres, fut chargé de les dépouiller ; du moins, il le dit, le 14 avril, lors du vote sur la mise en accusation de Marat (3).

Deux des pièces que j'ai trouvées aux Archives nationales prouvent que le Comité avait un bureau de comptabilité. Vardon était trésorier (4) ; nous savons qu'il avait été nommé membre suppléant du Comité le 17 octobre 1792, puis membre titulaire. La Trésorerie nationale distribuait au Comité les fonds dont il avait besoin. Le trésorier les touchait en vertu d'arrêtés du Comité.

(1) Voir *Procès-verbal* du 23 juillet 1793.

(2) Voir plus haut, p. 38.

(3) Voir KUSCINSKI, *Dictionnaire des Conventionnels*.

(4) Vardon était encore trésorier le 15 décembre 1792. J. B. Cavaignac occupait cet emploi en mai 1793. (D'après un état de dépenses trouvé dans Arch. nat. F⁷ 4406). Il avait été nommé membre titulaire du Comité en avril.

Vardon sera de nouveau trésorier en septembre 1793 ; mais, à cette date, il n'était pas membre titulaire du Comité.

Ces fonds étaient votés par la Convention. Le 11 novembre 1792, un membre propose « qu'à l'exemple de l'Assemblée législative » elle mette sur-le-champ, à la disposition du Comité de sûreté générale, la somme de 20.000 livres. La proposition est adoptée. Ces crédits devaient servir à « indemniser les personnes des frais de route, déplacements ou perte de temps à essayer pour venir faire des rapports jugés par le Comité pouvoir intéresser la chose publique (1) ». Responsable, il était tenu de donner connaissance de ses dépenses au Comité de l'examen des Comptes. Un état détaillé, sorte de budget sommaire, était dressé périodiquement (probablement tous les mois) et adressé à la Trésorerie avec toutes les pièces justificatives. Examinons, par exemple, l'état du mois de novembre. Il est intitulé :

« Compte que rend Vardon au Comité de sûreté générale des fonds qui lui ont été confiés et dont il a disposé en vertu d'arrêtés du Comité » (2).

On distingue deux catégories de recettes : d'une part, celles provenant de la Trésorerie ; d'autre part, celles provenant de ventes, de dons (3), etc.

Le détail des dépenses figure sous celui des recettes, et l'état se termine par la formule : « Certifié conforme aux pièces justificatives. Le 27 novembre 1792. Signé : Vardon. Vu et certifié conforme, le 29 novembre l'an 1^{er} de la République française. Signé Kervélégan ».

L'on trouve aussi des feuilles de vérification de la caisse ; sur l'une d'elles on lit : « Le 1^{er} mars 1793, la Caisse ayant été vérifiée, s'est trouvée exacte et juste ».

(1) *Procès-verbal* du 11 novembre 1792.

(2) Arch. nat. F⁷ 4406.

(3) Voici ce qu'on lit pour chacune d'elles :

1^o 3000 l. que j'ai touchées de la Trésorerie nationale, par ordre du Comité, acompte des 20.000 décrétées le 11 novembre dernier.

2^o 1200 l. provenant de la vente du mémoire de Madame La Motte. 40 l. 10 provenant d'un pain de sucre, chocolat et bougies envoyés de Longwic et pris aux Prussiens, vendus par ordre du Comité. »

La comptabilité du Comité prendra promptement de l'extension en raison de l'accroissement rapide de sa puissance. Elle constituera un service très important qui nécessitera une réglementation sévère.

XIII. — Dans la mémorable séance du 5 septembre 1793, la Convention avait adopté avec enthousiasme le système de la Terreur, ou plutôt le moyen de gouvernement qu'on désigne d'ordinaire sous ce nom (1). Drouet, patriote sincère, mais exalté, avait dit : « Avertissez les suspects ; que si par impossible, la liberté était menacée, vous les massacriez impitoyablement ; déclarez que les hommes suspects répondront sur leurs têtes des malheurs de l'Etat !... »

Des lois terribles furent votées successivement, qui firent du Comité de sûreté générale un des rouages essentiels du gouvernement révolutionnaire. On sait que ce gouvernement s'organisa lentement, pièce à pièce, au gré des circonstances. A son début, la Révolution s'était montrée débonnaire ; ses colères naquirent de la perfidie de ses ennemis. Sa marche vers le régime de terreur fut progressive. Ainsi s'explique l'autorité croissante des organes du gouvernement révolutionnaire, en particulier celle du Comité de sûreté générale.

Le 6 septembre, sur le rapport de Garnier (de Saintes) parlant au nom du Comité de sûreté générale, l'Assemblée décréta d'arrestation les étrangers, à l'exception des artistes, des ouvriers et de ceux qui fourniraient des preuves de leur attachement à la République. Quelques jours plus tard, le 17 septembre, elle établissait le véritable code de la Terreur, la loi fameuse connue sous le nom de « loi des suspects ». L'on ne peut s'empêcher de remarquer que c'est l'éminent jurisconsulte Merlin, qui fut le rapporteur de cette loi : il était

(1) Il n'y eut, en effet, rien de *systématique* dans la création du gouvernement révolutionnaire. Voir à ce sujet : AULARD, *Histoire politique de la Révolution française*, p. 357 et suiv.

dans cette triste occasion l'organe du Comité de législation (1). Cette loi fut adoptée sans discussion. En voici l'article 2 qui est bien suggestif :

« Sont réputés gens suspects : 1^o ceux qui, soit par leur conduite, soit par leurs relations, soit par leurs propos ou leurs écrits, se sont montrés partisans de la tyrannie ou du fédéralisme et ennemis de la liberté ; 2^o ceux qui ne pourront pas justifier de la manière prescrite par le décret du 21 mars dernier (2), de leurs moyens d'exister et de l'acquit de leurs devoirs civiques ; 3^o ceux à qui il a été refusé des certificats de civisme ; 4^o les fonctionnaires suspendus ou destitués de leurs fonctions par la Convention nationale ou par ses commissaires et non réintégrés, notamment ceux qui ont été ou doivent être destitués en vertu du décret du 14 août dernier ; 5^o ceux des ci-devant nobles, ensemble les maris, femmes, pères et mères, fils ou filles, frères ou sœurs et agents d'émigrés qui n'ont pas constamment manifesté leur attachement à la Révolution ; 6^o ceux qui ont émigré dans l'intervalle du 1^{er} juillet 1789, à la publication du décret du 30 mars-8 avril 1792, quoiqu'ils soient rentrés en France dans le délai fixé par ce décret ou précédemment ».

Les comités de surveillance (3) étaient chargés de dresser dans leurs arrondissements respectifs, la liste des gens suspects et de décerner contre eux des mandats d'arrêt. Ils reçurent sans retard ce décret du 17 septembre. On lit par exemple : « Du 20 septembre. L'administration de police fait au comité (de la section des Tuileries) l'envoi de la loi du 17 septembre (4) ».

(1) Rapport du 17 septembre 1793 (*Choix des Rapports*, t. XIII, p. 33).

(2) Ce décret ordonnait l'établissement dans chaque commune, d'un comité chargé de recevoir les déclarations des étrangers qui y résidaient ou qui pouvaient y arriver. Article 13 de ce décret : « Tout étranger saisi dans une émeute, ou qui serait convaincu de l'avoir provoquée ou entretenue, par voie d'argent ou de conseil, sera puni de mort. » (Voir *Moniteur*, réimp., 23 mars 1793).

(3) Etablis par le décret du 21 mars 1793.

(4) Arch. nat. F⁷ 2471.

Le texte même du décret donne une idée exacte de l'extension des pouvoirs du Comité de sûreté générale.

« Art. 4. Les membres du Comité ne pourront ordonner l'arrestation d'aucun individu, sans être au nombre de sept, et qu'à la majorité absolue des voix.

« Art. 5. Les individus arrêtés comme suspects seront d'abord conduits dans les maisons d'arrêt du lieu de leur détention ; à défaut de maison d'arrêt, ils seront gardés à vue dans leurs demeures respectives.

« Art. 6. Dans la huitaine suivante, ils seront transférés dans les bâtiments nationaux, que les administrateurs de départements seront tenus, aussitôt après la réception du présent décret, de désigner et faire préparer à cet effet.

« Art. 7. Les détenus pourront faire transporter dans ces bâtiments les meubles qui leur seront d'une absolue nécessité ; ils y resteront gardés jusqu'à la paix.

« Art. 8. Les frais de garde seront à la charge des détenus et seront répartis entre eux également : cette garde sera confiée de préférence aux pères de famille et aux parents de citoyens qui sont ou marcheront aux frontières. Le salaire en est fixé pour chaque homme de garde à la valeur d'une journée et demie de travail.

« Art. 9. Les comités de surveillance enverront sans délai au Comité de sûreté générale de la Convention nationale l'état des personnes qu'ils auront fait arrêter, avec les motifs de leur arrestation et les papiers qu'ils auront saisis sur elles.

« Art. 10. Les tribunaux civils et criminels pourront, s'il y a lieu, faire retenir en état d'arrestation comme gens suspects et envoyer dans les maisons de détention ci-dessous énoncées, les prévenus de délits à l'égard desquels il serait déclaré n'y avoir pas lieu à accusation, ou qui seraient acquittés des accusations portées contre eux ».

Ce décret visait expressément les « écrits ». Dès lors, une censure sévère allait réduire au silence les journalistes gi-

rondins. La politique montagnarde eut seule la liberté de s'exprimer, du 30 mai au 9 thermidor. La liberté de la parole fut aussi limitée, puis anéantie (1). Je parle plus loin, d'une manière plus détaillée, de la surveillance exercée sur la presse par le Comité de sûreté générale (2).

Il est manifeste que les Comités révolutionnaires appliquèrent avec beaucoup de zèle ce décret qui, par son imprécision, les incitait à commettre des actes arbitraires. Ils adressèrent au Comité de sûreté générale les listes des personnes mises en arrestation ainsi que les « motifs » et les papiers saisis. Voici un extrait de l'une d'elles :

« Liste des personnes mises en arrestation par le Comité de surveillance de (Saulx) dans la maison de réclusion du district de Luxeuil, département de la Haute-Saône :

Antoine Luc, prêtre ci-devant dominicain, (ne pouvant vivre que de sa pension, n'en ayant plus, il est au pouvoir de ses parents de le faire vivre).

François Dunand, prêtre, (n'ayant ni bien ni parents qui soient dans le cas de le faire vivre, et plus de pension).

Joseph Michel, ci-devant bénédictin, (plus de pension, pouvant vivre de l'aide de ses parents riches).

Jean Claude Giroz, ci-devant lazarisiste, (ayant simplement son patrimoine pour vivre).

Anne Michel, (n'ayant du bien que pour vivre médiocrement). etc., etc.

Fait à la chambre du comité de surveillance et attesté par tous les membres dudit comité de la commune de Saulx, le 29 octobre 1793, l'an II de la République (3).

A Dijon, il existait des listes imprimées de personnes suspectes qui étaient divisées en trois classes : 1^o les personnes

(1) Voir AULARD, *Histoire politique de la Révolution française*, p. 359 et suiv.

(2) Voir p. 229-240.

(3) Arch. de la Haute-Saône, 69 L⁵.

en état d'arrestation ; 2^o les personnes « consignées chez elles » ; 3^o les « prêtres à déporter (1) ».

Si l'on examine les motifs des arrestations qui furent exécutées par les comités révolutionnaires immédiatement après la promulgation du décret du 17 septembre, on remarque qu'ils sont extrêmement vagues, parfois même inexistants.

On lit, par exemple, sur les tableaux du comité révolutionnaire de Châtillon-sur-Seine (Côte d'Or).

« Les nommés Belouet, ex-curé ; Mariglico, ex-curé, Cardeno, ex-curé, ont été arrêtés par des commissaires du département au mois d'octobre 1793 (vieux style). Le Comité (révolutionnaire) n'a pu se procurer de renseignements *positifs* sur leur compte, et ignore s'il en existe aux comités supprimés de leurs communes ».

Ces détentions non motivées durèrent longtemps, car les tableaux ne furent rédigés qu'en vertu d'une lettre du représentant du peuple Calès, datée du 4 brumaire an III.

On lit encore : « ... Chamont, ci-devant juge du Tribunal, a son père émigré et n'a pas constamment manifesté son attachement à la Révolution », et plus loin, sur le tableau envoyé au représentant Bernard (de Saintes) : « Chamon a cabalé lors des élections de 1792, a présidé les jeunes citoyens dans des assemblées pour entraver le recrutement de la force armée (2)... ».

On verra dans la suite que le Comité de sûreté générale déplorait les actes arbitraires, qu'il en châtiât les auteurs, qu'il prêchait sans cesse, aux autorités chargées de la police, la prudence, la légalité, l'humanité. Le 18 thermidor an II, il sera chargé par la Convention de « faire mettre en liberté » tous les citoyens détenus comme suspects pour des motifs

(1) Arch. de la Côte-d'Or L iv a 47 i 1.

(2) *Ibid.*

non désignés par la loi du 17 septembre. C'était avouer qu'il y avait eu jusque là des illégalités.

Est-ce à dire qu'avant la loi des suspects, il y ait eu peu d'arrestations, point d'arbitraire ? Non. On lit au *Moniteur* du 13 septembre 1793, sous le titre *République française* :

« On continue les arrestations nocturnes des gens suspects ».

Le 4 août 1793, un jeune homme de quinze ans, nommé Fournier, avait été arrêté « comme suspect » ; le 13 thermidor an III, il était encore en prison (1).

Le 21 juin 1793, l'assemblée générale de la section du Mail avait rédigé une affiche de protestation contre les détentions arbitraires « causées par la loi contre les personnes suspectes ». Cette loi « donnait une latitude trop dangereuse à l'erreur et la méchanceté ». L'assemblée s'engageait « solidairement à réclamer la liberté de ceux de ses citoyens qui seraient arrêtés, par tous les moyens en son pouvoir ». C'est sans doute à la loi du 2 juin 1793 (2) qu'elle faisait allusion, et elle ajoutait : « Si la justice rigoureuse exige qu'aucun coupable ne puisse échapper au glaive de la Loi, elle exige encore plus impérieusement qu'aucun innocent ne soit injustement opprimé (3) ».

Mais la loi du 17 septembre était autrement dangereuse que les lois précédentes. Elle fut comme le prélude d'un ensemble de mesures de plus en plus rigoureuses. Elle « changea tous les édifices en prison, dit un historien, et remplit toutes

(1) Arch. nat., F7*2207 (Voir lettre du Comité de sûreté générale du 13 thermidor an III).

(2) La loi du 2 juin 1793 était relative à la « surveillance des personnes suspectes d'aristocratie ou d'incivisme ». Dans chaque canton, il devait être établi, sous le nom de « comité de sûreté, une « commission composée de 5 membres au moins et 7 au plus ». J'ai trouvé, à ce sujet, la délibération du conseil général de la Côte-d'Or datée du 19 septembre 1793. L'art. 3 dit que la commission « aura le droit d'arrêter provisoirement les dites personnes » (Arch. de la Côte-d'Or, Liv^a 4714).

(3) Bibl. nat. Lb 40 / 1943 : *Section du Mail. Sur les arrestations arbitraires.*

les prisons de victimes dévouées à la mort (1) ». On s'en convainc à la lecture du document que voici, document capital dans sa brièveté (2) :

Commune de Paris

Le 20^e jour du 1^{er} mois de l'an II de la République française.
Extrait du registre des délibérations du Conseil général.

Caractères qui doivent distinguer les hommes suspects, et à qui on doit refuser le certificat de civisme.

1^o Ceux qui, dans les assemblées du peuple, arrêtent son énergie par des discours astucieux, des cris turbulents et des menaces.

2^o Ceux qui, plus prudents, parlent mystérieusement des malheurs de la République, s'apitoyent sur le sort du peuple, et sont toujours prêts à répandre de mauvaises nouvelles avec une douleur affectée.

3^o Ceux qui ont changé de conduite et de langage selon les événements ; qui, muets sur les crimes des royalistes et des fédéralistes, déclament avec emphase contre les fautes légères des patriotes et affectent, pour paraître républicains, une austérité, une sévérité étudiées, et qui cèdent aussitôt qu'il s'agit d'un modéré ou d'un aristocrate.

4^o Ceux qui plaignent les fermiers et les marchands avides contre lesquels la loi est obligée de prendre des mesures .

5^o Ceux qui ayant toujours le mot de Liberté, République et Patrie sur les lèvres, fréquentent les ci-devant nobles, les prêtres contre-révolutionnaires, les aristocrates, les feuillants, les modérés, et s'intéressent à leur sort.

6^o Ceux qui n'ont pris aucune part active dans tout ce qui intéresse la révolution et qui, pour s'en disculper, font valoir le paiement de leurs contributions, leurs dons patriotiques, leur service de la garde-nationale par remplacement ou autrement, etc.

7^o Ceux qui ont reçu avec indifférence la constitution républicaine et ont fait part de fausses craintes sur son établissement et sa durée.

(1) SCHOELL, *Esquisse d'une histoire de ce qui s'est passé en Europe, depuis 1789 jusqu'à 1815* (phrase rapportée par la comtesse de Girardin).

(2) Bibl. nat. Lb 40/224.

8° Ceux qui n'ayant rien fait contre la liberté, n'ont aussi rien fait pour elle.

9° Ceux qui ne fréquentent pas leur section et donnent pour excuse qu'ils ne savent pas parler, ou que leurs affaires les en empêchent.

10° Ceux qui parlent avec mépris des autorités constituées, des signes de la loi, des sociétés populaires, des défenseurs de la liberté.

11° Ceux qui ont signé des pétitions contre-révolutionnaires, ou fréquenté des sociétés et clubs anti-civiques.

12° Les partisans de La Fayette et les assassins qui se sont transportés au Champ-de-Mars.

Le Conseil général, après avoir entendu la lecture des caractères qui distinguent les gens suspects, en approuve la rédaction, et considérant qu'il est du plus grand intérêt pour la République d'établir sur des bases fixes les motifs de rejet ou d'adoption pour les places,

Arrête l'impression, l'envoi aux quarante-huit sections et aux sociétés populaires des caractères distinctifs des gens suspects.

Signé : Lubin, vice-président, Dorat-Cubières, secrétaire, greffier-adjoint.

Pour copie conforme : Coulombeau, secrétaire-greffier. »

De ces douze cas de suspicion, le plus étrange est évidemment le huitième. On ne s'étonne plus, après cela, qu'il y ait eu tant d'abus et d'injustices. Mais il n'est pas étonnant non plus que, devant les efforts de la contre-révolution, le Comité de sûreté générale ait tenu bandés constamment tous ses ressorts, tendu sa volonté dans toutes les directions, exercé une énergique surveillance sur tous les services de l'État, puni les relâchements et les actes d'indiscipline.

XIV. — Si indéfinie que soit l'œuvre du Comité de sûreté générale dans ses commencements, on peut la supposer conforme aux sentiments exprimés par les membres de ce Comité dans les premiers jours d'octobre 1792.

Le 9 de ce mois, il dévoile au public d'excellentes intentions. L'affaire du ci-devant prince de Poix est en cours. Le sieur

de Poix a été arrêté par le Comité de surveillance de la Législative, puis conduit à l'Abbaye. Ses papiers ont été enfermés dans un carton rouge déposé à la Mairie. « C'est un fait constant ; mais un qui ne l'est pas moins est la disparition et du carton et de la personne du sieur de Poix ». Le public doit savoir. Le 27 août 1792, le certificat d'arrestation du sieur de Poix est publié. Mais le Comité de sûreté générale de la Convention écrit le 9 octobre (1) : « Il serait à souhaiter que les membres qui composaient le Comité de surveillance de la Commune voulussent bien faire connaître quelle a été la suite et le résultat de leurs opérations ultérieures à cet égard. Le Comité de sûreté générale, qui alors n'était connu que sous la dénomination du Comité de surveillance, a cru, vu la similitude de qualification qui existait entre les deux comités, devoir faire connaître au public que celui de la Commune est seul responsable de la disparition des papiers et de la personne du sieur de Poix. »

On devine que les nouveaux élus tenaient à entrer en fonctions les mains nettes. Ils semblaient vouloir s'intituler citoyens sans peur et sans reproche. Ils parurent pleins d'enthousiasme et de bonne volonté, animés d'un civisme ardent et décidés à travailler pour la « liberté républicaine », pour le salut de la patrie.

Avant de se mettre au travail, le Comité adresse aux sociétés populaires le vibrant appel que voici :

« Le Comité de sûreté générale et de surveillance de la Convention nationale aux sociétés populaires (2).

Frères et Amis,

Vingt-cinq millions d'hommes ne sont plus sacrifiés à une seule famille ; les destinées de la France s'accomplissent, le génie de

(1) Cette pièce extraite de Le 38/6 (Bibl. nat.), porte les signatures suivantes : Vardon, Basire, Claude Fauchet, Rovère, Ingrand, Michaud, Musset. Elles prouvent de nouveau que le Comité provisoire fonctionna.

(2) Bibliothèque nationale Lb 41/2318.

la liberté républicaine s'est élevé au milieu de nous, et plane sur l'Univers.

A qui devons-nous surtout de si grands bienfaits ? à vous, sociétés populaires, réunions d'hommes libres, vigilantes sentinelles du peuple. Dévouées au salut de vos frères, inaccessibles à la corruption, ne répondant à de méprisables calomnies que par des actes de bienfaisance et d'humanité, bravant avec le même courage les armes des despotes et les pièges de leurs esclaves ; ralliées enfin autour de l'égalité, longtemps avant qu'elle eût parmi nous un autel, les sociétés populaires pendant le règne de la Constitution ont soutenu seules les droits de l'homme, la souveraineté de la nation, et jeté le fondement de la République.

Le Comité de sûreté générale et de surveillance que la Convention nationale vient de former, veut commencer ses travaux en partageant les vôtres, et en vous conjurant de vous unir à lui pour soutenir plus que jamais votre ouvrage.

Nous vous demandons de correspondre exactement avec nous, comme avec vos plus fidèles coopérateurs.

Du milieu des décombres du trône, du fond de cette corruption sur laquelle il était assis, des insectes venimeux et de plus d'une espèce, osent mouvoir leurs têtes hideuses. Si l'espoir des bons citoyens s'augmente avec la gloire de la République, d'un autre côté tout ce qui est vil sur la terre, tout ce qu'il y a d'hommes intéressés à la haine de la liberté, tous les conspirateurs abattus, redoublent de fureur. Les convulsions de leur trépas ne sont plus, il est vrai, aussi dangereuses, mais elles peuvent reculer l'époque de notre bonheur. Au dehors, des ennemis voisins et des princes vaincus, combinent ensemble leurs trames homicides, observent en silence nos diverses limites et les rongent pour ainsi dire dans leur désespoir, affaiblissant autant qu'il est en eux l'amour de la patrie par le contact impur du despotisme et s'efforçant de refroidir et de glacer les extrémités de l'Empire, pour se ménager une issue jusqu'au centre de la liberté même ; au dedans, la lutte des passions, l'ambition, l'intrigue, la scélératesse, se joignent aux émissaires des lâches émigrés, aux agents secrets de Brunswick dont nous avons vu s'évanouir la réputation trop longtemps usurpée, sèment autour de nous les troubles et les alarmes, multiplient les contrefactions destructives du crédit public et dans les combinaisons d'une politique ténébreuse, sacrifiant à de petits intérêts les grands principes de l'unité républicaine, voudraient

isoler les départements, et par là, renouveler sans cesse ce foyer de division, seule mais éternelle ressource de nos ennemis domestiques et étrangers.

Redoublez donc, citoyens, de précautions et de zèle. A de grands artifices opposons une plus grande sagesse. Scrutateurs infatigables de tous les mouvements qui vous environnent, faites-nous connaître les dispositions des hommes et la marche des choses ; mettez-vous à portée de présenter bientôt aux mandataires de la République un tableau fidèle de la situation politique de la France, et si comme nous, vous vous défiez d'un patriotisme qui ne date que du 10 août, n'oubliez pas aussi que plus l'esprit d'aristocratie emprunte les formes et le langage du civisme, plus votre surveillance doit être austère et inexorable.

Salut, frères et amis ! Par la vigilance et par la concorde, arrivons au règne des lois et que notre patrie soit l'exemple du monde.

Signé : Hérault, président, C. Basire, vice-président : J. Delaunay-d'Angers ; J. M. Musset, secrétaires ; Duprat, Bordas, Brival ; F. Chabot, Cavaignac, Vardon, Lecointe-Puyraveau.

La coopération sera fructueuse. En 1793, la force des sociétés populaires était si grande que le gouvernement au moment même où il s'y appuyait, en avait peur... « Au demeurant et tout bien considéré, dit M. Aulard, ce sont les sociétés jacobines qui maintinrent l'unité et sauvèrent la patrie (1) ».

Le 16 pluviôse an II, le Comité de salut public adressera aussi aux sociétés populaires une enthousiaste proclamation qui rappelle celle du Comité de sûreté générale (2). Il dit : « Sentinelles vigilantes, tenant en quelque sorte l'avant-poste de l'opinion, elles ont sonné l'alarme dans tous les dangers et sur tous les traitres. C'est dans leur sanctuaire que les patriotes ont été chercher et aiguïser des armes victorieuses. Vous serez nos plus puissants auxiliaires. »

Ainsi les deux comités s'efforçaient d'exalter l'enthousiasme.

(1) AULARD, *Histoire politique de la Révolution française*, p. 350.

(2) Bibl. nat. Lb 4⁴¹/2.

siasme républicain ; il faut l'exalter, disait Robespierre, « par tous les moyens possibles » (1).

En ces temps nouveaux et troublés, la voix des deux comités de gouvernement pouvait bien émouvoir le cœur des patriotes. On sait d'ailleurs que les sociétés populaires, jadis bourgeoises, devinrent le foyer ardent de la démocratie.

(1) *Papiers inédits trouvés chez Robespierre*, t. II, p. 16. (Bibl. nat. Lb 41/38.

CHAPITRE II

LE COMITÉ EN L'AN II

I. Scrutin du 13 octobre. Le Comité de l'an II. Règlement de brumaire. Activité intense du Comité. Décret du 14 frimaire an II. — II. Règlement du 20 germinal an II. Personnel des bureaux. Composition du Comité le 9 thermidor. — III. Décret du 11 thermidor. Scrutin du 14 thermidor : treize membres. — IV. Décret du 7 fructidor. Scrutin du 15 fructidor : seize membres ; leur répartition. Arrêté du 18 fructidor. — V. La section de police du Comité.

I. — Le 13 octobre (22 du premier mois de l'an II), quatre membres furent adjoints aux élus du 14 septembre ; ce sont : Dubarran, Laloy, Jagot et Louis (du Bas-Rhin) (1).

En brumaire, Le Bon (2), Boucher Saint-Sauveur (3) et

(1) Le Comité prévoyait, sans doute, que des vides allaient se produire dans son sein. Dès le 16 septembre, un des membres du nouveau Comité, Rühl, avait été envoyé en mission. En vertu d'un décret du 9, il aurait dû être remplacé sur-le-champ ; il ne le fut pas. Peut-être ce décret était-il considéré comme rapporté ensuite d'un nouveau décret voté le 14. Le 26 du premier mois, Le Bas fut envoyé avec Saint-Just à l'armée du Rhin ; il revint au milieu de frimaire pour repartir aussitôt jusqu'au milieu de nivôse ; le 8 brumaire, Joseph Le Bon fut envoyé dans le Pas-de-Calais où il devait rester neuf mois.

(2) « A ce moment, Bernard (de Saintes), en mission dans la Côte-d'Or, après avoir destitué les membres du Conseil général de la commune de Beaune, ordonna leur arrestation ; les inculpés accoururent à Paris et trouvèrent un défenseur en Joseph Le Bon, qui les connaissait et qui obtint du Comité de sûreté générale un arrêté de sursis à leur incarcération ». (Voir *Dictionnaire des Conventionnels*).

(3) Boucher paraît avoir donné sa démission en octobre, car on ne trouve plus sa signature au bas des arrêtés à partir de brumaire. Il ne resta donc que peu de temps au Comité ; il fit placarder sur les murs

Laloy cessèrent de faire partie du Comité et Elie Lacoste (1) y entra. Alors se trouva définitivement constitué le Comité de l'an II, celui qui, maintenu sans changement jusqu'au 9 thermidor, partagea l'autorité avec le Comité de salut public. Il faut noter seulement que, sur ces quatorze membres, deux démissionnèrent successivement : Panis, vers le milieu de nivôse et Guffroy dans la seconde moitié de ventôse (2).

Nous entrons donc dans une phase nouvelle, nettement caractérisée par la stabilité du personnel composant le Comité. Il s'organise et son activité devient de plus en plus intense, son autorité s'accroît ; il met partout de la discipline et il abolit tout ce qui pourrait retarder, fausser, entraver la police.

Mais, pour bien comprendre ce que fut le Comité de sûreté générale, il faudra le comparer avec le Comité de salut public, qui était au-dessus de lui (3) et les autorités constituées qui étaient au-dessous de lui, afin d'en reconnaître le véritable rôle et la juste influence.

Jusqu'ici, le Comité de salut public et le Comité de sûreté générale étaient l'un et l'autre divisés en sections (4). Mais

de Paris les motifs de sa démission. (Voir Bibl. nat. Lb⁴¹/3356 : *Boucher-Saint-Sauveur à ses concitoyens*).

(1) La nomination d'Elie Lacoste, à la fin de brumaire, ne figure pas au *Procès-verbal* ; on trouve la signature de ce membre, pour la première fois, au bas d'un arrêté, le 2 frimaire.

(2) Guffroy fut exclu de la société des Jacobins le 11 ventôse, parce que son journal *le Rougyff* propagait des principes contre-révolutionnaires ; la société invita le Comité de sûreté générale à prendre des mesures de rigueur contre Guffroy. Le Comité n'agit pas ; mais Guffroy donna sa démission. (Voir AULARD, *Société des Jacobins*, t. V, p. 669 et suiv.

(3) J'entends surtout qu'il avait plus d'attributions que le Comité de sûreté générale, puisqu'à partir du décret du 23 ventôse an II, il n'y eut guère qu'une partie où le Comité de salut public n'exerçât pas seul l'autorité gouvernementale : ce fut la police. Là, il y eut partage d'attribution avec le Comité de sûreté générale (voilà pourquoi, d'ailleurs, on appella ces deux comités, les *Comités de gouvernement*). C'est pourquoi aussi, il me semble impossible de parler de l'un sans parler de l'autre.

Voir un peu plus loin, l'arrêté du 24 nivôse an II, que le Comité de salut public adressa au Comité de sûreté générale.

(4) D'autres Comités étaient également divisés en sections : par

dans le courant de brumaire, cette ressemblance cesse : le Comité de sûreté générale adopte un règlement qui substitue à l'organisation du 17 septembre, une autre organisation fondée sur une méthode de travail différente.

Au lieu de distribuer ses membres en trois sections chargées l'une des interrogations, arrestations et passeports, la seconde de la correspondance, la troisième des rapports, le Comité divise la France, pour l'exercice de sa surveillance en quatre circonscriptions territoriales appelées régions. Ce règlement nouveau a été transcrit dans le même registre que le précédent ; il n'est pas daté, mais les noms des membres qui y figurent indiquent qu'il a été rédigé après la nomination de *Barbeau-Dubarran*, *Laloy*, *Jagot* et *Louis* (du Bas-Rhin) après le départ de *Le Bon* et avant l'entrée d'*Elie Lacoste*. En voici le texte :

Règlement du Comité de sûreté générale
de la Convention nationale (1)

ARTICLE 1^{er}. — La surveillance de la République est distribuée en 4 parties : chacune d'elles sous la direction de trois membres au moins, se nommera région. Le département de Paris formera seul l'une de ces régions ; les trois autres seront formées ainsi qu'il suit :

exemple, le Comité des pétitions et de la correspondance. Il comprend les trois sections suivantes : 1^o des pétitions, 2^o des renvois et des dons patriotiques, 3^o de la correspondance. L'article 4 du règlement d'organisation de la troisième section — la plus importante —, porte : « Le Comité s'assemblera les mercredi et samedi de chaque semaine, à sept heures du soir, pour entendre la lecture des rapports qui devront être portés le lendemain à la tribune de la Convention nationale ; arrêter les renvois au divers Comités ». Et l'article 7 : « Lorsqu'il y aura quelques rapports particuliers sur des pétitions ou objets dont l'attribution à quelques Comités ne sera pas motivée ou déterminée, les sections en référeront au Comité qui nommera un rapporteur » (Arch. nat. AFII* 18).

(1) Arch. nat. AF II* 286.

1^{re} région

- | | |
|-------------------------------------|-------------------------------------|
| 1. Le département du Pas de Calais. | 16. Le département de la Hte-Marne. |
| 2. Celui du Nord. | 17. Celui de l'Aube. |
| 3. Celui de l'Aisne. | 18. Celui de la Marne. |
| 4. Celui de la Seine et Marne. | 19. Celui de la Meurthe. |
| 5. Celui de Seine-et-Oise. | 20. Celui de la Côte-d'Or. |
| 6. Celui d'Eure-et-Loir. | 21. Celui de la Haute-Saône. |
| 7. Celui de l'Eure. | 22. Celui du Haut-Rhin. |
| 8. Celui de la Seine Inférieure. | 23. Celui du Mont-Terrible. |
| 9. Celui de la Somme. | 24. Celui du Doubs. |
| 10. Celui de l'Oise. | 25. Celui de l'Ain. |
| 11. Celui des Ardennes. | 26. Celui du Mont Blanc. |
| 12. Celui de la Meuse. | 27. Celui de l'Isère. |
| 13. Celui de la Moselle. | 28. Celui de Rhône-et-Loire. |
| 14. Celui du Bas-Rhin. | 29. Celui de Saône-et-Loire. |
| 15. Celui des Vosges. | 30. Celui du Jura. |

2^{me} région

- | | |
|------------------------------------|-----------------------------------|
| 1. Le département de Haute Loire. | 16. Le département de l'Aude. |
| 2. Celui de l'Ardèche. | 17. Celui du Tarn. |
| 3. Celui de la Drôme. | 18. Celui du Lot. |
| 4. Celui des Hautes-Alpes. | 19. Celui de l'Aveyron. |
| 5. Celui des Basses-Alpes. | 20. Celui de la Gironde. |
| 6. Celui du Var. | 21. Celui de la Dordogne. |
| 7. Celui des Bouches-du-Rhône. | 22. Celui du Lot-et-Garonne. |
| 8. Celui du Gard. | 23. Celui de la Haute-Garonne. |
| 9. Celui des Alpes-Maritimes. | 24. Celui de l'Ariège. |
| 10. Celui de la Corse. | 25. Celui des Hautes-Pyrénées. |
| 11. Celui de la Corrèze. | 26. Celui des Basses-Pyrénées. |
| 12. Celui du Cantal. | 27. Celui des Landes. |
| 13. Celui de la Lozère. | 28. Celui du Gers. |
| 14. Celui de l'Hérault. | 29. Celui de la Loire-Inférieure. |
| 15. Celui des Pyrénées-Orientales. | 30. Celui du Vaucluse. |

3^e région

- | | |
|--------------------------------------|---------------------------------|
| 1. Le département de Maine-et-Loire. | 14. Celui du Morbihan. |
| 2. Celui d'Indre-et-Loire. | 15. Celui du Finistère. |
| 3. Celui de la Vienne. | 16. Celui des Côtes-du-Nord. |
| 4. Celui de la Haute-Vienne. | 17. Celui de l'Ille-et-Vilaine. |
| 5. Celui de la Charente-Inférieure. | 18. Celui du Loir-et-Cher. |
| 6. Celui de la Charente. | 19. Celui du Loiret. |
| 7. Celui de la Vendée. | 20. Celui de l'Yonne. |
| 8. Celui des Deux-Sèvres. | 21. Celui de la Nièvre. |
| 9. Celui de la Manche. | 22. Celui de l'Allier. |
| 10. Celui du Calvados. | 23. Celui du Puy-de-Dôme. |
| 11. Celui de l'Orne. | 24. Celui de la Creuse. |
| 12. Celui de la Sarthe. | 25. Celui de l'Indre. |
| 13. Celui de la Mayenne. | 26. Celui du Cher. |

ARTICLE 2. — Le Comité s'assemblera tous les jours à huit heures du soir. La séance finira à onze heures sauf à être prolongée si les circonstances l'exigent.

ARTICLE 3. — Chaque région est chargée de l'examen et de la poursuite de toutes les affaires qui appartiennent à son arrondissement, des correspondances, interrogations et rapports à faire soit au Comité, soit à la Convention, auxquels elles donneront lieu.

Elle est autorisée à décerner seulement dans les cas où tout retard compromettrait la chose publique les mandats d'amener ou d'arrêt lesquels devront être signés de deux membres au moins et à la charge d'en référer au Comité dans sa plus prochaine séance pour y être définitivement statué.

ARTICLE 4. — La majorité absolue des voix est nécessaire pour la délivrance des mandats d'amener ou d'arrêt délibérés au Comité général ; il en sera de même pour les mandats d'élargissement, lesquels néanmoins ne pourront être délivrés qu'à la pluralité de six voix (1).

(1) Le 28 nivôse an III, le Comité arrêtera qu'il ne sera délibéré qu'à huis clos sur les mises en liberté des détenus depuis le 9 thermidor (Arch. nat. AFII* 277).

ARTICLE 5. — Deux membres qui seront nommés chaque jour, seront chargés depuis midi jusqu'à 4 heures du soir de recevoir les demandes, mémoires ou instructions qui seront apportés au Comité. Ils prendront des notes ou extraits de chacune des pièces, les enverront au Bureau de distribution pour y être enregistrées et en feront un rapport sommaire au Comité dans la séance du jour pour y être délibéré.

ARTICLE 6. — Il sera formé un bureau composé de trois membres chargés d'ouvrir tous les paquets et lettres adressés au Comité, de faire la distribution des renvois de la Convention nationale et de ses Comités, celle des lettres et paquets qui les concernent et de surveiller les expéditions et les enregistrements. Ils auront la police sur les commis et autres employés ; ils constateront l'assiduité des membres à leurs fonctions.

ARTICLE 7. — Les lettres et papiers de chaque affaire seront numérotés à mesure qu'ils arriveront. Ils seront portés ensuite sur un registre avec leurs numéros, le nom de celui qu'ils concernent, l'objet, dont il est question et la région à laquelle ils sont envoyés.

Aucune lettre, aucune affaire ne seront distribuées qu'après cette précaution ; on tiendra en ordre le répertoire alphabétique contenant les noms des personnes, des administrations, et dont les affaires auront été portées au Comité avec le numéro qui y est relatif.

ARTICLE 8. — Il y aura un registre dans lequel on inscrira les noms des membres du Comité à chaque renouvellement, la région à laquelle ils sont attachés, les noms du président et des secrétaires, ceux des commis et leur traitement ; chaque jour on y constatera la présence des membres à leur poste.

ARTICLE 9. — Lorsque les affaires purement individuelles ou particulières et qui n'intéresseront pas par leur rapport la sûreté générale, seront terminées, les pièces qui y sont relatives seront rendues aux citoyens qu'elles concernent.

Noms des membres attachés aux diverses régions.

1 ^{re} région	2 ^{me} région	3 ^{me} région.
Vadier, Voulland,	Amar, Laloy,	Dubarran,
M. Bayle.	Jagot,	Louis, Le Bas.

Département de Paris.

Lavicomterie, Panis, David, Rühl.

A la suite de ce règlement se trouve l'arrêté suivant qui en est le complément : (1)

« Le Comité ne pouvant remplir ses obligations qu'en rendant (*sic*) ses agents et sa correspondance partout où la sûreté générale et la surveillance l'exigent, ce soin de surveiller et d'assurer la tranquillité publique embrassant l'ensemble de la République soit en masse, soit en particulier, et l'obligeant d'augmenter le nombre de ses bureaux et de ses employés en tout genre ; les dépenses d'un établissement aussi vaste qu'indispensable dans un gouvernement républicain, surtout dans le moment de crise et de convulsion qui agite l'empire, ne pouvant se borner à de modiques frais de bureaux ; il est donc nécessaire que les dépenses soient proportionnées à l'étendue du plan qu'il est obligé d'adopter pour être utile et qu'il puisse disposer de fonds plus considérables que ceux qui jusqu'ici ont été mis à sa disposition. En conséquence, le Comité arrête :

1) Qu'il sera demandé au Comité de Salut public de la Convention nationale la somme d'un million, dont 500.000 livres pour un terme rapproché et le reste lorsque les premiers fonds seront à moitié employés.

2) Qu'il aura un caissier qui tiendra un registre exact de l'entrée des fonds et de leurs dépenses, qui sera ordonnée par délibération du Comité, et payée sur des mandats signés au moins par deux membres.

3) Le Comité nomme pour caissier le citoyen... dont le civisme a probité et la capacité nécessaires pour cette place lui sont connus. Ses appointements sont fixés à la somme de ... par an.

4) Extrait du présent sera communiqué au Comité du Salut public ».

Signé : Vadier, Amar, Lavicomterie, David, Panis, Jagot, Dubarran, Guffroy et Louis (du Bas-Rhin).

A quelques pages de là, dans le même registre, se trouve cet autre arrêté relatif à la nomination du caissier :

Séance du 4 frimaire de l'an II de la République.

« Le Comité de sûreté générale conformément à son règlement qui porte qu'il y aura un caissier comptable lequel sera chargé

(1) Cet arrêté doit dater de vendémiaire, parce que celui du Comité de salut public, qui accorde les 500.000 livres dont il est question à l'article premier, est daté du 29 vendémiaire (Arch. nat. F⁷ 4407).

de payer sur les fonds à la disposition du Comité, tous les frais occasionnés ensuite de ses ordres et sur un bon signé par un de ses membres, arrête :

ARTICLE 1^{er}. — Que le citoyen Moyse Bayle, l'un de ses membres, sera déchargé de la caisse ainsi que du dépôt et de la tenue de la caisse du Comité.

ARTICLE 2. — Que le citoyen Pigeaud (1), l'un de ses secrétaires, sera chargé de la Caisse ainsi que du dépôt des effets provenant de diverses arrestations.

ARTICLE 3. — Qu'inventaire sera fait desdits effets contenus dans le Dépôt en présence de nos collègues Moyse Bayle et Guffroy et que ledit inventaire sera clos et signé par eux.

ARTICLE 4. — Que le citoyen Pigeaud recevra pour ses peines et soins et à titre de supplément à ses appointements ordinaires, la somme de quatre cents livres par an.

ARTICLE 5. — Qu'à la fin de chaque mois le citoyen Pigeaud présentera au Comité l'état de sa caisse. »

Signé : M. Bayle, Elie Lacoste, Guffroy, Louis (du Bas-Rhin) Panis, Vadier, Voulland.

Remarquons que l'article 2 de ce règlement ressemble à l'article 2 de l'arrêté du 16 juin 1793, qui dit que le Comité de salut public se réunira chaque jour à huit heures du soir, pour s'occuper des objets de salut public (2).

(1) Dans le manuscrit, on trouve souvent Pijean au lieu de Pigeaud.

(2) Voici entièrement cet arrêté :

Art. 1^{er}. Les diverses sections du Comité de salut public s'assembleront séparément, tous les matins, depuis 10 heures au plus tard jusqu'à 2 heures.

Art. 2. Chaque jour, à 2 heures précises, le Comité général se réunira pour délibérer sur les rapports de la section, il se réunira également à 8 heures du soir, pour s'occuper des objets de salut public.

Art. 3. Les arrêtés et projets de décrets ne seront discutés qu'en Comité général.

Art. 4. 6 membres peuvent arrêter les projets de décret, pour être présentés à la Convention nationale ; mais il faudra, conformément à la loi, les deux tiers des membres pour les arrêtés.

Art. 5. Le présent arrêté sera affiché dans chacune des salles où le Comité tient ses séances. » MORTIMER-TERNAUX, *Histoire de la Terreur*, t. VIII, p. 615. En fait, chaque membre était à peu près maître de son propre département, tout en ayant une certaine responsabilité personnelle. Le comité était, dans son ensemble, responsable des décisions relatives à la politique générale, prises en réunion générale.

Organisé, le Comité de sûreté générale travaille sérieusement, fiévreusement même. Ses membres considèrent que « tous leurs instants sont à la chose publique, et qu'ils doivent même, autant que possible, écarter d'eux le soupçon ».

Dès le 23 septembre an II, ils arrêtent « qu'ils ne recevront chez eux aucune visite de solliciteurs ou solliciteuses, et que, pour la plus prompte expédition des affaires, les citoyens sont invités à fournir leurs demandes et observations par écrit (1).

Les employés de bureau au service du Comité, fournissent un travail excessif : ils « veillent fréquemment des nuits entières, et chaque jour, sont exposés à faire des commissions qui deviennent pénibles ». Aussi, le 5 nivôse an II, le Comité réclame en leur faveur une gratification mensuelle de 25 livres (2).

Le 24 nivôse, le Comité de salut public écrit aux différents Comités de la Convention :

« Toutes les pièces seront enregistrées et analysées. Pour éviter une besogne inutile, les analyses émargées, seront jointes aux pièces que l'on *renverra* dans les bureaux compétents.

« Les chefs donneront, exactement et sous leur responsabilité, des reçus, conformément au décret du 14 frimaire.

« Les registres contiendront le renvoi et la date du renvoi,

« Vous voudrez bien, citoyens, vous conformer aux dispositions ci-dessus.

« L'importance du travail l'exige, l'ordre en dépend, le salut public le commande.

« Signé : Collot d'Herbois, Billaud-Varenne (3) ».

Le Comité de sûreté générale obéira parfaitement aux

(1) *Moniteur*, réimp. t. XVII, p. 729. Le Comité de salut public fit passer cet arrêté au Conseil général de la Commune de Paris.

(2) Arch. nat. AFII* 286.

(3) Bibl. nat. Lb 41/2.

ordres du Comité de salut public ; il adoptera une méthode de travail rationnelle, qui aura d'heureux résultats.

Il faut dire que ces deux Comités avaient reçu de la Convention une vigoureuse impulsion, le 14 frimaire an II. Ce jour-là avait été rendu un grand décret centralisateur, qui déclarait que « le centre unique de l'impulsion du gouvernement est la Convention nationale ». Quant aux agents auxquels la Convention confiait « l'inspection » des corps constitués et des fonctionnaires publics chargés de l'exécution des lois et de toutes les mesures de gouvernement, « c'étaient les deux Comités existants, qui, créés l'un depuis huit mois, l'autre depuis treize mois et demi déjà, avaient reçu d'elle le dépôt de l'autorité révolutionnaire » (1). Le Comité de salut public devait exercer l'inspection « pour les mesures de gouvernement et de salut public, conformément au décret du 19 vendémiaire (10 octobre) » ; le Comité de sûreté générale devait exercer l'inspection « pour tout ce qui est relatif aux personnes et à la sûreté générale et intérieure, conformément au décret du 17 septembre 1793 ».

Dans la séance des Jacobins du 16 ventôse an II, Collot d'Herbois rendra un hommage applaudi aux membres de l'un et l'autre Comités « qui remplissent, dit-il, leur mission avec énergie (2) ».

II. — Dans la seconde moitié de germinal an II, au moment de la suppression du Conseil exécutif provisoire, le Comité de sûreté générale adopte une nouvelle organisation. Les bases posées par le règlement de brumaire sont maintenues ; mais le travail s'étant considérablement accru, le personnel des employés est augmenté et de nouveaux bureaux sont créés. Voici le texte du nouveau règlement :

(1) Voir AULARD, *Histoire politique de la Révolution*, p. 355 et suiv.

(2) AULARD, *Société des Jacobins*, t. V. (Séance du 16 ventôse an II, 6 mars 1794).

Du 20 germinal an II (1).

Organisation intérieure des bureaux du Comité de sûreté générale de la Convention nationale.

ARTICLE 1^{er}. — Le travail du Comité est divisé ainsi qu'il suit : un bureau central ; — quatre régions ; — un bureau d'agence générale ; — un bureau de l'arriéré ; — un secrétariat général ; un bureau d'exécution ; une caisse et un bureau d'archives.

ARTICLE 2. — Chaque région sera surveillée par deux membres que le Comité nommera.

Composition du Bureau central

ARTICLE 3. — Le bureau central est composé de deux secrétaires principaux, cinq enregistreurs, cinq analyseurs, deux interprètes, deux expéditionnaires.

Ordre du travail de ce bureau

ARTICLE 4. — Il y aura cinq registres qui auront chacun leur répertoire.

ARTICLE 5. — Chaque registre sera destiné à l'enregistrement des pièces, dont la distribution sera faite dans chaque région et dans les bureaux d'agence générale et de l'arriéré.

ARTICLE 6. — Chacun de ces registres sera tenu dans la forme ci-annexée (2).

ARTICLE 7. — Il y aura en outre, un sixième registre avec son répertoire dans lequel seront inscrits sommairement les objets pour lesquels la Convention nationale aura ordonné de lui faire un rapport. Ce registre sera tenu par l'un des deux secrétaires.

ARTICLE 8. — Ces deux secrétaires seront chargés de la surveillance, de la distribution du travail et de l'envoi des pièces dans chaque région et dans les bureaux d'agence générale et de l'arriéré.

ARTICLE 9. — Aucune pièce ne sera distribuée qu'elle n'ait été numérotée, inventoriée et enregistrée ; l'état en sera dressé ; il sera porté avec lesdites pièces dans les bureaux auxquels elles

(1) Arch. nat. AF 11* 284.

(2) Cette forme n'accompagne pas la copie du règlement ; elle a été sans doute jointe à la minute.

appartiennent et il en sera donné récépissé par un des secrétaires auxquels elles seront remises.

Composition des 1^{re} 2^e et 3^e régions

Ces trois régions seront composées chacune : d'un secrétaire principal, deux secrétaires, trois analyseurs, deux enregistreurs et deux expéditionnaires.

Ordre du travail

Dès que les pièces relatives à une région y auront été renvoyées du bureau central, les secrétaires les compteront, en donneront décharge à celui qui les leur remettra et en feront sur-le-champ la distribution aussi également que faire se pourra, aux trois analyseurs. Ceux-ci feront un détail sommaire et raisonné des pièces de chaque affaire et les rappelleront par ordre de date.

Ces analyses seront remises aux enregistreurs qui les porteront sur leurs registres, conformément au modèle ci-annexé (1).

Ce préalable rempli, les pièces seront remises aux secrétaires qui prépareront le rapport dont chaque affaire sera susceptible, lequel passera ensuite sous les yeux du secrétaire principal qui, après s'être assuré de son exactitude, rédigera séparément les *projets d'arrêtés*.

Les affaires ainsi instruites seront remises dans les cartons, suivant l'ordre des numéros, pour n'être remises qu'aux membres du Comité qui les demanderont, sur leurs récépissés dont il sera fait mention à la marge du registre sur lequel les pièces auront été portées.

A l'égard de la correspondance, elle sera faite tant par le secrétaire principal que par les deux secrétaires et toutes les lettres seront portées par ordre de date sur un registre à ce destiné qui sera tenu par les expéditionnaires.

Les arrêtés du Comité qui interviendront sur chaque affaire seront portés sur un registre (2) à ce destiné qui sera tenu par les expéditionnaires et il en sera fait mention à la marge du registre sur lequel l'analyse des pièces aura été portée.

(1) Ce modèle n'est pas annexé.

(2) On trouve dans Le 37^a, Bibl. nat. des « *Extraits des registres des arrêtés du Comité de sûreté générale* ». Mais, je me suis servi, pour faire ce travail, des principaux registres qui sont aux Archives nationales.

Composition de la 4^e région

Cette région sera composée d'un secrétaire principal, trois secrétaires, quatre analyseurs, trois enregistreurs et trois expéditionnaires.

L'ordre du travail est le même que pour les autres régions.

Composition du Bureau d'Agence générale

Ce bureau sera composé : d'un secrétaire principal, un secrétaire, deux analyseurs, un enregistreur, et un expéditionnaire.

L'ordre du travail sera le même que celui des quatre régions. Il comprendra tout ce qui est relatif aux généraux, aux membres des Commissions remplaçant les ministères, aux députés inculpés ou accusés, aux ambassadeurs, aux envoyés et commissaires du gouvernement, aux étrangers, aux colonies, au tribunal révolutionnaire, aux postes et messageries (1).

Composition du Secrétariat général et du Bureau d'exécution

Ce bureau est composé : de deux secrétaires généraux, un enregistreur, deux expéditionnaires et deux huissiers.

Il y aura vingt citoyens attachés à ce bureau qui seront chargés d'exécuter les ordres du Comité. Ils seront dans une pièce voisine du secrétariat général établi près la salle où le Comité tient ses séances ; le timbre et le sceau (2) y seront déposés ; on y scellera tous les arrêtés et on y cachètera toutes les lettres et paquets du Comité.

(1) Ainsi, le 18 pluviôse an III, le Bureau d'Agence générale atteste qu'il existe cinq pièces relatives au citoyen Target ci-devant chef de brigade du 13^e régiment de chasseurs. (Arch. nat. F⁷ 4411).

(2) Un arrêté du 18 fructidor an II, porte : « Gravure de quatre sceaux pour le Comité de sûreté générale, sur le rapport des membres chargés de la correspondance. Ces sceaux portent dans l'empreinte circulaire ces mots : *Comité de sûreté générale*, et dans le centre, ceux d'*actes conservatoires*, et seront uniquement employés pour les scellés à apposer. Ils seront tenus sous clefs et il en sera donné reçu chaque fois qu'ils seront confiés aux agents ». (Arch. nat. AF 11* 284). Le 29 floréal an III, le Comité arrête que le sceau sera posé sur les articles « de sorte que l'empreinte porte immédiatement sur la pièce même » (Arch. nat. AF 11* 278).

Ordre du travail

Les deux secrétaires généraux ou l'un des deux seront toujours présents à leur bureau pendant la durée des séances du Comité.

Les mandats d'arrêts, d'amener et de mise en liberté seront portés sur un registre particulier à ce destiné conformément au modèle ci-annexé (1).

Observer qu'on portera dans une colonne particulière le nom des exécuteurs à qui les ordres seront confiés et la date du jour auquel ils leur auront été remis ; et dans une autre colonne, il sera fait mention du certificat qui constatera que les ordres ont été exécutés ou des motifs qui en auront empêché l'exécution.

Les lettres circulaires, arrêtés généraux, proclamations et ordres secrets du Comité, seront inscrits sur un registre (2) particulier qui sera exclusivement confié à la garde des deux secrétaires généraux ; ceux-ci sont chargés de faire porter au bureau central toutes les pièces et arrêtés qui leur seront envoyés du Comité pour y être enregistrés et de là être distribués dans les bureaux et régions que ces pièces et arrêtés concernent.

Les deux secrétaires généraux et le secrétaire principal de chaque bureau ou région pourront seuls entrer dans la salle des séances du Comité pour rendre compte aux membres des objets qui concernent chaque bureau.

L'huissier de service sera placé dans une pièce à côté du secrétariat général : il tiendra un registre dans lequel il inscrira les noms de ceux qui se présenteront pour communiquer immédiatement avec le Comité ; il en sera dressé une liste qu'il fera passer au secrétariat général de service.

Un commis de chaque bureau ou région se rendra à tour de rôle au secrétariat général, tous les jours à huit heures du soir, pour l'expédition des affaires ; le secrétaire principal en est seul excepté.

Il y aura un registre dans lequel seront inscrits les passeports qui seront délivrés aux citoyens envoyés au dehors pour l'exécution des ordres du Comité. La durée de ces passeports sera limitée autant que les circonstances le permettront et lorsqu'ils seront de

(1) Le modèle n'est pas annexé ; mais on peut consulter, par exemple, le registre de l'an II. (Arch. nat. F⁷. 4428)

(2) Ce registre est celui même d'où est extrait le présent arrêté.

retour ils déposeront leurs passeports, leurs commissions et les pièces qu'ils auront apportées entre les mains du secrétaire général, qui en fera faire mention dans le même registre et qui les fera passer au bureau central pour y être enregistrées et de là être distribuées dans les différentes régions ou bureaux que les pièces concernent.

Bureau de l'arriéré

La multiplicité des affaires ayant accumulé dans les bureaux une quantité immense de papiers dont il importe de prendre connaissance et de hâter l'expédition, il sera établi un bureau sous la dénomination de bureau de l'arriéré.

Il sera composé de : deux secrétaires principaux, deux secrétaires, six analyseurs et six enregistreurs dont les fonctions seront les mêmes que celles de ceux employés sous le même titre dans les autres bureaux ou régions. Ils prépareront le travail et classeront chaque affaire dans l'ordre qui lui convient, en telle sorte que celles qui n'ont pas été expédiées puissent être présentées très incessamment au Comité et sans nuire au travail que nécessite l'expédition des affaires nouvelles qui arriveront chaque jour.

Archiviste

Il y aura un archiviste et un secrétaire adjoint. Ils auront soin de tous les papiers ; ils remettront toutes les pièces relatives à chaque affaire suivant l'ordre des numéros et ils en tiendront une note séparée de manière que quand on lui (*sic*) demandera une ou plusieurs pièces, il puisse les avoir sur le champ sous la main. L'archiviste ne les remettra qu'aux membres du Comité sous leurs récépissés, dont il sera fait mention à la marge du registre tenu à cet effet et sur lequel les pièces auront été portées.

Directeur général

Il y aura un directeur général chargé de la surveillance de tous les bureaux. Il rendra compte au Comité, le quintidi de chaque décade, de l'activité ou de la négligence des citoyens qui y sont employés. Il vérifiera le travail qui y aura été fait, prendra soin qu'il ne s'y commette aucune omission et que l'assiduité et la régularité y soient observées par tous les agents employés dans les bureaux.

Il surveillera la fourniture des objets nécessaires à la manutention de tous les bureaux.

Organisation de la Caisse

Il y aura un caissier et un secrétaire adjoint au caissier.

Fonctions du Caissier. — Il tiendra registre en parties doubles des sommes qui entreront ou sortiront de sa caisse, de manière que par l'addition faite au bas de chaque page, on puisse voir ce qui reste en caisse d'un coup d'œil.

Les enregistrements de recettes et de dépenses se feront jour par jour et la date sera répétée à chaque article.

Un autre registre servira à l'enregistrement des effets précieux, matières métalliques, caisses et malles adressés au Comité. Ouverture et inventaire en seront faits en conformité du procès-verbal d'envoi devant un représentant du peuple.

Nul paiement ne se fera à la caisse sans un ordre signé du Comité et le caissier justifiera de l'emploi par la représentation de quittances des parties prenantes dont il fera état.

Il rendra ses comptes au Comité chaque mois.

Fonctions du secrétaire-adjoint au Caissier. — Il fera les paiements de détail, vérifiera tous les comptes, tiendra les registres, fera les états de paiement et généralement toutes les écritures concernant la caisse.

Ce document important se termine par un état qui récapitule les employés précédemment énumérés et indique le chiffre de leurs appointements (1).

Voici les principaux renseignements fournis par cet état :

Direction générale : 1 Directeur général, à 6.000 l.

Bureau Central : 2 secrétaires principaux à 4.600 ; 5 analyseurs, à 3.400 ; 5 enregistreurs, à 2.800 ; 2 expéditionnaires, à 2.800. Soit un total de 51.800 l.

Interprètes : 1 pour l'allemand, à 3.600 ; 1 pour l'anglais, à 3.400. Soit un total de 7.200 l.

(1) Arch. nat. AF II* 286.

Caisse : 1 caissier, à 4.600 ; 1 secrétaire-adjoint, à 2.800. soit un total de : 7.400 l.

Première région : 1 secrétaire principal à 4.600 ; 3 analyseurs, à 3.400 ; 2 secrétaires, à 4.000 ; 2 enregistreurs, à 2.800 ; 2 expéditionnaires, à 2.800. Soit un total de 34.000 l.

Deuxième et troisième région : même composition. Soit un total de 68.000 l.

Quatrième région : 1 secrétaire principal à 4.600 ; 3 secrétaires, à 4.000 ; 4 analyseurs, à 3.400 ; 3 enregistreurs à 2.800 ; 3 expéditionnaires, à 2.800. Soit un total de 47.000 l.

Bureau d'agence générale : 1 secrétaire principal, à 4.600 ; 1 secrétaire, à 4.000 ; 2 analyseurs, à 3.400 ; 1 enregistreur, à 2.800 ; 1 expéditionnaire, à 2.800. Soit un total de 21.000 l.

Secrétariat général : 2 secrétaires généraux, à 5.600 ; 1 enregistreur, à 2.800 ; 2 expéditionnaires, à 2.800 ; 2 huissiers, à 2.400. Soit un total de 24.400 l.

Arrière : 2 secrétaires principaux, à 4.600 ; 2 secrétaires, à 4.000 ; 6 analyseurs, à 3.400 ; 6 enregistreurs, à 2.800. Soit un total de 54.400 l.

Archives : 1 archiviste, à 4.000 ; 1 secrétaire-adjoint, à 3.000. Soit un total de 7.000 l.

Bureau d'exécution d'ordres : 2 principaux agents, à 3.000 ; 18 commis, à 2.400. Soit un total de 49.200 l.

Garçons de bureaux : 8 à 1.800. Soit un total de 14.400 l.
Soit un total général de 385.800 l.

Le Comité arrête, en outre « que lorsqu'ils seront envoyés en commissions hors du département de Paris, il leur sera payé dix livres par jour, non compris les frais de voiture ».

Cet état, daté du 18 germinal an II, porte les signatures des douze membres du Comité.

Il n'est pas nécessaire de commenter des documents aussi précis. Voici seulement les noms des principaux employés de bureaux du Comité.

Secrétariat général : Lauchet secrétaire-principal ; Filleul, secrétaire-principal.

Première région : Egasse (sorti le 8 prairial) secrétaire-principal ; Lhuillier et Pascal, secrétaires.

Deuxième région : Plateau, secrétaire-principal ; Marly et Fontaine, secrétaires.

Troisième région : Molande, secrétaire-principal ; Sauvage et Soilveaux, secrétaires.

Quatrième région : Vassel, secrétaire principal ; Fiquenet, Ribout et Lemer cier, secrétaires.

Bureau d'agence militaire : Seguin, secrétaire principal ; Potet aîné et Lorient, secrétaires (1).

Bureau de l'arrière : Mignot, Charles et Hondeyer, secrétaires principaux ; Smith et Crevant, secrétaires.

Archives : Chevières, archiviste ; Le Marchand, adjoint.

Caisse : Pijean, caissier général ; Chevet et Ducasau, secrétaires (2).

Bureau des interprètes : Schuppen et Dessous, secrétaires interprètes.

Bureau d'exécution : Martin, agent principal ; Toutinet et seize autres secrétaires-adjoints.

Directeur général : Bugniâtre (3).

Il y en eut d'autres ; par exemple, Jean Almain (4), l'un des chefs du bureau des interrogatoires.

Mais il importe moins de connaître en détail cette nomen-

(1) Renseignements extraits de l'état des appointements des employés, pendant le mois de floréal (conformément au règlement du 20 germinal, an II). Arch. nat. F⁷ 4604.

(2) L'arrêté du 20 germinal n'avait prévu qu'un secrétaire.

(3) Renseignement extrait d'un tableau, par ordre alphabétique, des secrétaires employés dans les bureaux du Comité. (Arch. nat. F⁷ 4403). Le 1^{er} messidor an III, Bugniâtre obtient un congé de deux décades. (Arch. nat. AF II* 278).

(4) Le nom de cet employé figure sur nombre de pièces où on lit : « Almain, chargé des interrogatoires »... (Arch. nat. F⁷* 2203, par exemple, ou Tuetey, *Répertoire général des sources manuscrites de l'Histoire de Paris*, t. V, n° 762).

clature que de suivre et de noter le développement de l'organisation elle-même avec toutes ses vicissitudes.

La création de bureaux nouveaux, en germinal, avait nécessité l'accroissement du personnel ; mais en floréal, les employés de quelques départements ne peuvent plus suffire, surchargés qu'ils sont par « l'abondance des papiers et de la correspondance qui affluent davantage ». Il faut, « pour accélérer l'expédition des affaires », augmenter le nombre de employés.

Le 8 floréal, le Comité charge deux de ses membres, Amar et Jagot, de faire « le plus promptement la recherche et l'examen des employés dont les bureaux ont besoin », de s'assurer de leur « civisme et de leur capacité ». Et il déclare que « l'installation desdits employés et leur inscription sur les tableaux des régions ou bureaux suffira pour leur admission (1).

Quant au Comité lui-même, sa composition de germinal jusqu'à thermidor resta sans changement. Et ceci coïncide précisément avec le désir incessant qu'il manifeste de perfectionner sa propre organisation. On comprend que, du temps qu'il était si instable, dans ses commencements, il n'ait pu s'installer solidement ; d'excellents règlements ne s'élaborent que dans l'ordre, le recueillement et par l'expérience.

L'arrestation de Le Bas, le 9 thermidor, et son suicide, réduisit à onze le nombre des membres du Comité. Dans la séance du 9 thermidor, des Comités de salut public et de sûreté générale sont portés comme présents du Comité de sûreté générale :

Vadier, Dubarran, Amar, Louis (du Bas-Rhin), Voulland, E. Lacoste, Moyse Bayle, David, Lavicomterie, Jagot et Rühl (2).

(1) Arch. nat. AF11* 275 ou F7* 2202.

(2) M. Guillaume remarque que c'est par une erreur de l'employé

III. — Le 11 thermidor, la Convention décréta que tous les comités seraient renouvelés par quart tous les mois, par appel nominal et que nul membre ne pourrait rentrer dans un comité qu'un mois après en être sorti. Ils étaient l'objet de précautions particulières pour qu'aucune influence personnelle durable ne puisse s'y établir.

Le 12, l'Assemblée décida de nommer le lendemain les membres qui devaient compléter les Comités de salut public et de sûreté générale.

On admit pour le nombre des membres composant ce dernier comité le chiffre de douze qui était à la fois celui des membres élus le 14 septembre lors de sa réorganisation et celui de sa composition réelle à la veille du 9 thermidor. Le quart à renouveler comprenait donc trois membres et la Convention décréta, le 13 thermidor, que trois membres nouveaux seraient nommés. Dans la même séance (1) elle décréta en outre que David, Jagot et Lavicomterie cesseraient de faire partie du Comité et seraient remplacés. Il y eut donc six membres à élire au lieu de trois. Il se produisit à ce moment un malentendu : David, Jagot et Lavicomterie éliminés ne pouvaient pas être considérés comme formant le quart sor-

qui tenait registre que les noms de David, Lavicomterie et Jagot figurent parmi ceux des membres présents, puisque ces trois députés se tinrent volontairement à l'écart le 9 thermidor.

(1) Cette séance fut tumultueuse. André Dumont appelle David le « complice de Catilina »... « David n'est pas le seul qui était vendu à Robespierre ; la cour de ce Cromwell n'est pas encore anéantie ; ses ministres, sur la figure desquels on lit le crime, seront bientôt démasqués ; je jure ici de les poursuivre jusqu'à la mort ; mais en ce moment, je me borne à demander que le traître David soit à l'instant chassé du Comité et qu'il soit procédé à son remplacement. »

Merlinot dit que Jagot s'était caché dans la nuit du 9 au 10 thermidor quoiqu'il fût du Comité de sûreté générale.

Goupilleau (de Fontenay) demande à David « si au moment où Robespierre descendit de la tribune, après avoir prononcé son discours, lui, David, n'alla pas l'embrasser en lui disant : « Si tu bois la ciguë, je la boirai après toi ! » David prétend n'avoir pas embrassé Robespierre, car « il repoussait tout le monde ». (Voir *Moniteur*, réimp. t. XXI, p. 367).

tant ; on ne réfléchit pas que la Convention ayant décidé d'élire trois nouveaux membres, comme si un quart du Comité était réellement sorti avant la sortie de David, Jagot et Lavicomterie et de remplacer en outre les trois membres éliminés, il eût fallu comme contre-partie à cette entrée de six nouveaux membres, faire sortir du Comité (où le suicide de Le Bas avait fait une place vide) encore deux membres, sinon il serait composé de quatorze membres au lieu de douze. L'élection eut lieu le 14 et c'est seulement après qu'elle fut faite, que l'on se rendit compte de l'erreur : le Comité de sûreté générale comptait quatorze membres. Mais l'un des élus, Jean de Bry, invita l'Assemblée à recevoir sa démission. La Convention l'accepta et décréta « que pour cette fois le Comité de sûreté générale restera composé de treize membres, qu'en conséquence, Jean de Bry ne sera pas remplacé (1) ».

Les treize membres du Comité tel qu'il fut constitué par le renouvellement du 14 thermidor sont :

Vadier, Amar, Rühl, Voulland, Legendre (de Paris) (2), Moyse Bayle, Barbeau-Dubarran, Louis (du Bas-Rhin), Elie Lacoste, Bernard (de Saintes) (3), Merlin (de Thionville) Goupilleau (de Fontenay), André Dumont (4).

IV. — Le décret du 7 fructidor an II (5) sur la nouvelle organisation des comités confirme, en ce qui concerne les Comités de salut public et de sûreté générale, le décret du 11 thermidor. Il élève à seize le nombre des membres du

(1) *Procès-verbal*, t. XLII, p. 288.

(2) Elu pour la troisième fois après 10 mois et 2 tiers.

(3) Elu pour la quatrième fois après 10 mois et 2 tiers.

(4) Reélu après 10 mois et 2 tiers.

(5) L'Assemblée avait nommé une commission spéciale pour étudier de nouveau la question de l'organisation des comités. Berlier, rapporteur, déposa le 26 thermidor, un projet qui, après une discussion de onze jours, fut adopté sans modification essentielle le 7 fructidor.

A la place des vingt et un Comités de la Convention existants, le décret du 7 fructidor établit seize comités.

Comité de sûreté générale et dispose en outre que nul ne pourrait être membre de deux comités en même temps (1) ; que le renouvellement par quart de ces deux comités se ferait le 15 de chaque mois par appel nominal et que les membres sortant de l'un de ces deux comités ne pourraient être élus membres de l'autre, ni réélus membres du même comité qu'un mois après leur sortie.

Le 15 fructidor, les membres formant le quart sortant désignés par le sort parmi les plus anciens, sont :

Elie Lacoste, Voulland, Vadier, Moyse Bayle.

Comme après la sortie de ces quatre membres, il n'en restait que neuf, il fallut pour compléter le nombre de seize, élire sept membres nouveaux et non quatre. Furent élus :

Collombel, Clauzel, Lesage-Senault, Bourdon (de l'Oise), Méaulle, Mathieu et Monmayou.

Le 16 fructidor, un ancien membre, Rühl, donna sa démission ; il fut remplacé par Levasseur (de la Meurthe). Les seize membres composant le Comité après les scrutins des 15 et 16 fructidor an II, sont donc :

3 anciens membres : Amar, Barbeau-Dubarran, Louis (du Bas-Rhin).

5 membres du 14 thermidor : Bernard (de Saintes), Merlin (de Thionville), Goupilleau (de Fontenay), André Dumont, Legendre (de Paris).

7 membres du 15 fructidor : Collombel, Clauzel, Lesage-Senault, Bourdon (de l'Oise), Méaulle, Mathieu, Monmayou.

1 membre du 16 fructidor : Levasseur (de la Meurthe).

Le 16 fructidor, le Comité de sûreté générale répartit comme il suit les divers départements entre ses membres qui doivent « examiner la cause des détenus » :

1^{re} région : Goupilleau (de Fontenay), Amar, André Dumont et Bernard (de Saintes).

(1) Rapprocher de l'article 1^{er} du règlement du 28 septembre 1792, à l'usage des séances de la Convention.

2^e région : Clauzel, Dubarran, Monmayou et Collombel.

3^e région : Lesage-Senault, Bourdon (de l'Oise) Legendre, et Merlin (de Thionville).

Pour la correspondance, les interrogatoires et audition des citoyens : Levasseur, Méaulle, Louis (du Bas-Rhin) et Mathieu (1).

Le 18 fructidor an II, le Comité de sûreté générale arrête que « toutes les pièces, registres et cartons de la police générale du Comité de salut public » seront apportés dans ses bureaux. Il s'agit sans doute, du fameux bureau de la police générale que, sur la fin de messidor, le Comité de salut public délibéra de réunir tout entier, « avec ses papiers et ses commis », au Comité de sûreté générale. Cette réunion avait été déterminée par les réclamations du Comité de sûreté générale qui, prenant conscience de sa puissance légale, devenait plus hardi, plus autoritaire et marquait sa volonté de ne souffrir aucune tutelle.

V. — Par le décret du 7 fructidor, il a, sans partage, la police générale de la République, et « il a particulièrement et immédiatement la police de Paris ». Celle-ci sera en effet l'objet de tous ses soins et d'une surveillance rigoureuse, parce qu'il savait, par expérience, que Paris est le berceau des révolutions et que là, plus que partout ailleurs, l'action des factions contre-révolutionnaires était redoutable. Voici l'arrêté très important par lequel il crée une section spéciale et permanente chargée de la police de Paris :

De la première des sans-culottides an II.

Le Comité de sûreté générale voulant organiser et rendre plus

(1) Arch. nat. AF II* 284. Arrêté signé par : Dumont, Amar, Bernard (de Saintes), Dubarran, (Louis du Bas Rhin), Méaulle, Monmayou, Bourdon (de l'Oise), Lesage-Senault, Legendre, Clauzel, Collombel et Levasseur.

active la police de Paris, suivant l'obligation qui lui en est imposée par la loi du 7^e et du 14 fructidor.

ARTICLE 1^{er}. — Il sera formé dans le Comité de sûreté générale une section de trois membres pour surveiller les parties d'administration ci-devant réunies entre les mains de la municipalité de Paris et aujourd'hui confiées tant aux diverses commissions nationales et exécutives (1) qu'à la commission de police instituée par la loi du 14 fructidor. (2)

ARTICLE 2. — Cette section connaîtra chaque jour de l'état de Paris, de la balance de ses ressources et de ses besoins, sur le rapport des inquiétudes qui peuvent en naître, soit qu'elles proviennent de la malveillance, soit qu'elles portent sur des causes légitimes et plausibles.

ARTICLE 3. — Elle tiendra un état exact du cours de l'opinion publique et de la situation des esprits, de manière à pouvoir provoquer des mesures de sûreté ou de législation, en cas d'altération ou d'attiédissement dans l'esprit public.

ARTICLE 4. — Elle correspondra pour remplir ces objets avec les comités révolutionnaires, les comités civils, les juges de paix, les officiers de paix, la commission de police (3), l'état major de la force armée, le département, les commissions nationales exécutives et les comités de la Convention nationale.

ARTICLE 5. — Elle ne pourra envoyer des circulaires qu'avec l'approbation de la majorité des membres du Comité de sûreté générale.

ARTICLE 6. — Elle lui rendra compte, chaque jour à 11 heures du soir, de la situation de Paris, tant sous l'aspect de l'esprit public, que de l'administration dans la partie qui intéresse la tranquillité.

ARTICLE 7. — Elle mettra sous les yeux du Comité le tableau journalier et les tableaux décadaires par résultat de ses opérations de détail.

(1) Voir plus haut, p. 21.

(2) Voir p. 508 et suiv

(3) Le 13 brumaire an III, par exemple, le Comité de sûreté générale invite la Commission de police administrative à envoyer deux de ses membres « pour conférer avec la section de police ». (Arch. nat. AF 11*300). Le 2 messidor, la même commission est priée de faire rechercher et conduire à la section de police, pour être interrogé, le citoyen Rassignier « ci-devant avocat général du Parlement de Toulouse, prévenu d'émigration. » (Arch. nat. AF 11* 301).

ARTICLE 8. — Elle tiendra registre de tous les arrêtés du Comité relativement à la police de Paris.

ARTICLE 9. — Tout ce qui est relatif à l'exécution de ces arrêtés tiendra le premier rang, dans le compte que rendra la section au Comité.

ARTICLE 10. — La section se mettra en état de rendre ce compte à toute heure et à toute réquisition, soit au Comité, soit à la Convention nationale.

ARTICLE 11. — Elle communiquera au Comité ses projets et ses vues d'opération générale, pour en être délibéré en assemblée générale du Comité.

ARTICLE 12. — Pour les mesures urgentes et en cas d'absence du Comité, elle le convoquera extraordinairement.

ARTICLE 13. — Dans les événements subits et imprévus, la section donnera des ordres à l'agent national près la commission de police.

ARTICLE 14. — Cette section sera permanente, un membre veillera les nuits, le service de nuit pour le Bureau sera fait par des commis, chargés de relever ceux employés le jour.

ARTICLE 15. — Elle présentera le tableau de ceux qui lui sont nécessaires, comme aussi elle tiendra à la disposition du Comité, le tableau de tous ses agents et observateurs.

ARTICLE 16. — Pour utiliser les observations et renseignements et en former une tradition utile à la surveillance et à la Sûreté, la section fera dresser sous ses yeux, un registre où ces renseignements seront déposés avec les rapprochements et observations que voudront y joindre les membres des comités qui succéderont dans ce travail.

ARTICLE 17. — Pour établir cette marche traditionnelle, combiner les avantages de l'expérience avec ceux du renouvellement, la section sera renouvelée chaque mois, dans un tiers de ses membres.

ARTICLE 18. — Il sera fait choix d'un local pour les travaux de la section de la police de Paris.

ARTICLE 19. — Lorsqu'elle sera nommée et installée, elle soumettra au Comité ses moyens ultérieurs d'organisation et d'action.

Signé : Mathieu, Barbeau-Dubarran, Collombel, Goupilleau (de Fontenay), Lesage-Senault, Bourdon (de L'Oise), Amar Louis (du Bas-Rhin) (1).

(1) Arch. nat. AF II* 276 ou Bibl. nat. Le ³⁷/3.

CHAPITRE III

LE COMITÉ EN L'AN III ET EN L'AN IV

I. Fonctionnement de la section de police : ses bureaux, ses membres. — **II.** Scrutin du 15 vendémiaire an III. Arrêté du 16 vendémiaire. Scrutin du 15 brumaire. Arrêté du 16 brumaire. — **III.** Décret du 8 frimaire. Scrutin du 15 frimaire. Arrêté du 16 frimaire. Scrutin du 15 nivôse. Scrutin du 15 pluviôse. Scrutin du 15 ventôse. Arrêté du 16 ventôse. Scrutin du 15 germinal ; arrêté du même jour. — **IV.** Décret du 15 floréal ; scrutin du même jour. Arrêté du 16 floréal. Scrutin du 15 prairial. Arrêté du 16 prairial. Scrutin du 15 messidor. Arrêté du 16 messidor. Scrutin du 15 thermidor. Arrêté du 16 thermidor. Scrutin du 15 fructidor. — **V.** Scrutin du 15 vendémiaire an IV. Décret du 30 vendémiaire. — **VI.** Organisation intérieure simplifiée, esprit d'économie. Epuration des bureaux. Plan d'organisation du 25 pluviôse an III. — **VII.** Règlement du 28 ventôse an III. — **VIII.** Le bureau de désarmement. Arrêté du 2 floréal an III. Arrêtés des 14, 17 et 30 prairial. La sûreté des républicains est compromise. Réarmements. — **IX.** La Commission des six. Arrêté du 19 vendémiaire an IV. Décrets des 3 et 4 brumaire an IV.

I. — Il est évident que, depuis un an, le Comité ayant reçu des pouvoirs de plus en plus redoutables, redouble d'activité et travaille sans cesse à étayer fortement son organisation intérieure. En l'an III, il dispose, en dehors de la « Maison de Brionne », de la ci-devant imprimerie nationale, où va fonctionner l'un de ses principaux services : la section de police.

Un corps de garde de douze hommes se tiendra auprès de

ladite section ; il y aura un factionnaire intérieurement et un autre factionnaire extérieurement « de manière à former une chaîne de surveillance le long des emplacements destinés au service du Comité de sûreté générale (1) ».

En vertu de l'article 19 de l'arrêté de la 1^{re} des sans-culottides an II, la section de police devait « soumettre au Comité ses moyens ultérieurs d'organisation et d'action ».

Le 11 vendémiaire an III les membres du Comité qui la composent, avisent leurs collègues que, pour la formation des bureaux dont ils sont chargés, ils ont besoin de plusieurs secrétaires qui travaillent dans les régions. Ils proposent au Comité de nommer les citoyens dont les noms suivent : Bonnet, Piquet, Damiens, analyseurs (du bureau de l'arriéré) ; Bidelet, enregistreur (du bureau de l'arriéré) ; Dubray, sous-chef supplémentaire à la deuxième région ; Béraud, enregistreur au bureau central ; Pitoy, expéditionnaire à la troisième région ; Polet jeune, analyseur au bureau d'agence ; Bazin, enregistreur au même bureau. Et ils observent que, « si malgré les précautions qu'ils prennent dans cette indication pour que le service des régions ne souffre pas, il arrivait que quelques parties se trouvent à découvert, le Directeur général y pourvoirait (2) ».

(1) Arch. nat. AFII* 276 (Arrêté du 18 brumaire an III). A la même époque, l'Hôtel de Brionne est l'objet d'une police fort sévère. Le 19 brumaire, le corps de garde est renforcé de 50 hommes, (Arch. nat. AFII* 276). Le 15 frimaire, le Comité réclame l'examen et la surveillance des souterrains environnant le Palais national (Arch. nat. AFII* 277). Le 28 floréal, « considérant que le service d'ordre près le Comité ne peut souffrir aucun retard », le Comité arrête que le Commandant de la gendarmerie des tribunaux et le Commandant de la garde nationale se concerteront pour assurer ce service. (Arch. nat. AFII* 278)

Le 26 nivôse an III, le Comité de sûreté générale invite le Comité militaire à faire délivrer cinq capotes au corps de garde. Il ajoute : « le temps étant très rigoureux, il est de la justice des deux Comités de leur procurer ce soulagement », (Arch. nat. AFII* 300). Voir chapitre suivant, p. 1 et suiv.

(2) Arch. nat. AFII* 276. .

La veille, le citoyen Potel avait été nommé sous-chef dans ladite section (1).

Le 27 brumaire an III, sur le rapport de la section de police, le Comité arrête ce qui suit :

« Art. 1^{er}. Les attributions actuelles des bureaux 3 et 4 seront réunies dans un seul bureau sous la dénomination de *bureau troisième*.

« Art. 2. Il sera formé sous la dénomination de quatrième bureau, une section destinée à recevoir les déclarations, dénonciations et à prendre interrogatoire des citoyens amenés.

« Art. 3. Ce bureau sera composé de trois citoyens travaillant immédiatement sous l'inspection des représentants du peuple et faisant chaque jour leur rapport.

« Art. 4. L'un d'eux sera chargé des archives de la police, tous trois pourront être chargés des travaux d'ensemble et de l'examen des mémoires importants.

« Les citoyens composant le quatrième bureau sont : Almain, commissaire de police, section de l'Indivisibilité ; Tridon et Girard, ex-secrétaires du Tribunal révolutionnaire.

« Art. 5. Ils ne seront que rapporteurs et ne pourront jamais statuer, la décision appartenant aux seuls représentants membres de la section.

« Art. 6. Ils ne prendront interrogatoire des citoyens amenés que dans l'absence des représentants ; dans le cas contraire, sur le renvoi qui leur sera fait et signé par un des représentants.

Signé : Mathieu, Garnier (de l'Aube), Reverchon, Reubell, Clauzel, Bourdon (de l'Oise), Levasseur (de la Meurthe), Lesage-Senault, Monmayou, Méaulle (2) ».

Le 8 frimaire an III, le Comité « ordonne et arrête que, dans chacun des bureaux qui composent la section de police,

(1). Un arrêté du 16 thermidor an III porte que le citoyen Houdoyer est secrétaire général de la section de police (Arch. nat. AFII* 279).

(2) Arch. nat. AFII* 277.

la réception des lettres et mémoires de quelque utilité ou importance publique ou privée, sera accusée dans le plus bref délai et la réponse définitive également promise pour le terme le plus rapproché.

En outre, il est recommandé aux chefs « de ne point laisser accumuler l'arriéré et de comparer sans cesse les tableaux des objets en instance avec celui des objets terminés, afin que le travail soit autant que possible toujours au pair (1) ».

En vertu de l'article 32 du règlement du 24 pluviôse an III, qui est reproduit plus loin, la section de police devait présenter au Comité le plan d'une nouvelle organisation de ses bureaux. J'ignore ce qui a été fait.

La section de police était renouvelée, par tiers, tous les mois. Je n'ai pas trouvé la liste des membres qui la composèrent pendant le mois de vendémiaire ; mais on peut, indirectement, la constituer. Le 16 brumaire, Levasseur est remplacé par Laignelot, ce qui prouve qu'il faisait partie de la section en vendémiaire. Le 17 vendémiaire, le Comité ayant arrêté qu'elle compterait dorénavant quatre membres, Merlin (de Thionville) est nommé pour la compléter ; mais dès le 16 brumaire, il est remplacé par Harmand (de la Meuse). Or, le 16 frimaire, il y eut deux membres sortants : Mathieu et Monmayou, qui, évidemment, étaient les deux plus anciens membres de la section, ceux qui, avec Levasseur et Merlin, (celui-ci, à partir du 17 vendémiaire), la composèrent pendant le mois de vendémiaire. Dans la suite, elle sera composée tantôt de quatre

(1) Arch. nat. F⁷* 2203. Ont signé : Mathieu, Monmayou, Laignelot. Le 9 vendémiaire an III, le Comité de sûreté générale avait pris l'arrêté suivant : « Il sera établi, sur-le-champ, dans les bureaux de cette section, un sceau avec presse, à l'instar de celui qui existe au secrétariat général, lequel portera une empreinte semblable, sauf la légende qui sera composée de ces mots : « *Comité de sûreté générale de la Convention*, qui formeront le cercle le plus excentrique et de ceux-ci : *Section de la police*, qui occuperont l'intérieur. La presse dont il s'agit sera placée dans une armoire fermant à clef. » (Arch. nat. AF¹¹* 276).

(2) Arch. nat. AF¹¹* 276.

membres, tantôt de trois, tantôt de six. Ces changements successifs apparaissent dans les tableaux d'organisation qui vont suivre.

II. — Le 2 vendémiaire an III, le Comité de sûreté générale nomme pour recevoir les interrogatoires et les déclarations : Bernard, Collombel et Merlin ; pour la correspondance avec les comités révolutionnaires et les représentants du peuple dans les départements, les citoyens Dubarran, André Dumont, et Clauzel (1).

Le 15 vendémiaire an III, le Comité est renouvelé. Les quatre membres sortants (2) sont les trois derniers des anciens membres : Amar, Barbeau-Dubarran et Louis (du Bas-Rhin), plus un membre du 14 thermidor désigné par le sort, Bernard (de Saintes). Ils sont remplacés par Laporte, Reubell, Reverchon et Bentabole.

Les seize membres du Comité sont donc, après le scrutin du 15 vendémiaire an III :

Merlin (de Thionville), Goupilleau (de Fontenay), Collombel, André Dumont, Legendre (de Paris), Clauzel, Lesage-Senault, Bourdon (de l'Oise), Méaulle, Mathieu, Monmayou, Levasseur (de la Sarthe), Laporte, Reubell, Reverchon, Bentabole.

Le 16 vendémiaire, Clauzel est nommé président et Collombel, vice-président. Reverchon, Reubell, Collombel et Méaulle sont nommés à la section de la correspondance (3).

Le 15 brumaire an III, les quatre sortants sont les quatre membres restants du 14 thermidor : Merlin (de Thionville), Goupilleau (de Fontenay), André Dumont et Legendre (de Paris). Les nouveaux élus sont : Laignelot (réélu après quatorze mois), Barras, Harmand (de la Meuse) et Garnier (de l'Aube) (4).

(1) Arch. nat. AFII* 276.

(2) Voir *Moniteur*, réimp. t. XXII, p. 172.

(3) Arch. nat. AFII* 276.

(4) *Moniteur*, réimp. t. XXII, p. 436. (Ce journal écrit Armand au lieu de Harmand).

Les seize membres du Comité sont donc :

Collombel, Clauzel, Lesage-Senault, Bourdon (de l'Oise), Méaulle, Mathieu, Monmayou, Levasseur (de la Meurthe), Laporte, Reubell, Reverchon, Bentabole, Laignelot, Barras, Harmand (de la Meuse), Garnier (de l'Aube).

Le 16 brumaire, le Comité procédant à son organisation,

1^o nomme pour son président, Reubell ; pour vice-président, Bentabole ; pour secrétaire, Bourdon (de l'Oise).

2^o Le Comité arrête que la section de police, composée de quatre membres, sera renouvelée par moitié tous les trois mois (1) et nomme pour remplacer les citoyens Levasseur et Merlin, les citoyens Laignelot et Harmand.

3^o Deux membres de la correspondance ayant été renouvelés, le Comité nomme à leur place les citoyens Reverchon et Levasseur.

4^o La division de Merlin est distribuée à Barras, celle de Dumont, à Laignelot, celle de Goupilleau à Garnier (de l'Aube), celle de Legendre, à Harmand.

5^o Les citoyens Garnier (de l'Aube) et Bentabole sont nommés commissaires pour faire les interrogatoires.

Signé : Mathieu, Bentabole, Barras, Garnier (de l'Aube), Laignelot, Reverchon, Monmayou (2) ».

Le 20 brumaire « au lendemain de l'agression dirigée contre la société des Jacobins (3) par les contre-révolutionnaires

(1) Ju qu'ici, elle était renouvelée par tiers tous les mois.

(2) Arch. nat. AFII* 276. Voir plus haut, p. 94. la répartition du 16 fructidor an II.

(3) Clauzel demande que le président du Comité de sûreté générale rende compte de ce qui s'est passé cette nuit dans la séance des quatre Comités de salut public, sûreté générale, législation et militaire réunis.

Reubell, qui présidait les quatre Comités réunis, la veille, dit qu'à huit heures, tous les membres du Comité de sûreté générale étaient à leur poste.

« Travestissant les faits, il les raconta à sa manière, souvent interrompu par les Montagnards et notamment par Thuriot. « Oui, je suis sur la brèche, dit-il, ma vie est à la patrie, je l'offre ; mais avant de la perdre, j'aurai le courage de dire la vérité. Où la tyrannie s'est-elle organisée, où a-t-elle eu ses suppôts, ses satellites ? c'est aux Jacobins.

avec la complicité des quatre comités de gouvernement (1) », Duroy demanda que le Comité de sûreté générale fût renouvelé séance tenante. Mais sa motion n'eut pas de suite.

III. — Le 8 frimaire, la Convention décréta qu'aucun membre des Comités de salut public et de sûreté générale ne pourrait être envoyé en mission qu'un mois après qu'il serait sorti du Comité dont il était membre.

Le 15 frimaire, les quatre sortants sont quatre des huit membres élus les 15 et 16 fructidor, désignés par le sort ; ce sont, d'après le *Procès-verbal* : Collombel, Levasseur (de la Meurthe), Clauzel et Lesage-Senault. Ils sont remplacés par Legendre (de Paris), élu une quatrième fois, après un mois, Goupilleau (de Montaigu) (2) réélu après 24 ou 25 mois environ (selon que sa sortie du Comité avait eu lieu en décembre 1792 ou le 21 janvier 1793) ; Boudin et Lomont.

Ainsi, après le scrutin du 15 frimaire an III, les seize membres du Comité sont :

Bourdon (de l'Oise), Méaulle, Mathieu, Monmayou, Laporte, Reubell, Reverchon, Bentabole, Laignelot, Barras, Harmand

Qui a couvert la France de deuils, porté le désespoir dans les familles, peuplé la République de bastilles, rendu le régime républicain si odieux qu'un esclave courbé sous le poids de ses fers eût refusé d'y vivre ? Les Jacobins. Qui regrette le régime affreux sous lequel nous avons vécu ? Les Jacobins. Si vous n'avez pas le courage de vous prononcer en ce moment, il n'y a plus de République, parce que vous aurez des Jacobins. » Et, aux applaudissements des réacteurs, il déposa le projet de décret sur la suspension des séances des Jacobins. Le club fut fermé.

(1) Ainsi étaient appelés, depuis l'organisation créée par le décret du 7 fructidor an II, les Comités de salut public, de sûreté générale militaire et de législation. On rencontre plus fréquemment l'expression : « les deux comités de gouvernement », laquelle désigne les Comités de salut public et de sûreté générale.

(2) Il rentrait d'une mission dans les départements des Bouches-du-Rhône, du Var, du Vaucluse et du Gard. Il fit partie de la commission chargée d'examiner la conduite des anciens membres des Comités. Lorsque le 24 messidor an III, le Comité de sûreté générale le proposa pour une nouvelle mission, il refusa, se plaignant des calomnies dont il était l'objet. » (Voir *Dictionnaire des Conventionnels*).

(de la Meuse), Garnier (de l'Aube), Legendre (de Paris), Goupilleau (de Montaigu), Boudin, Lomont.

Le 16 frimaire, le Comité « procédant à son organisation, arrête les nominations suivantes :

1^o Le citoyen Mathieu est président ; Barras, vice-président ; Bentabole, secrétaire.

2^o Les deux nouveaux membres pour la section de police qui remplacent les citoyens Mathieu et Monmayou, sont Reubell et Boudin.

3^o Les trois nouveaux membres de la section de correspondance sont Lomont, Mathieu et Goupilleau (de Montaigu).

4^o Les divisions des quatre membres sortants sont distribuées ainsi qu'il suit :

Celle de Clauzel, à Goupilleau ; celle de Collombel, à Lomont ; celle de Lesage-Senault, à Legendre ; celle de Laporte, à Boudin.

5^o Les commissaires aux interrogatoires sont Bentabole et Méaulle.

Signé Bentabole, Reverchon, Reubell, Lomont, Boudin, Legendre, Laignelot, Garnier (de l'Aube), Méaulle, Harmand, Mathieu, Barras, Monmayou, Bourdon (de l'Oise) (1).

Le 15 nivôse, les quatre sortants sont les quatre derniers élus du 15 fructidor : Bourdon (de l'Oise), Méaulle, Mathieu et Monmayou. Ils sont remplacés par Clauzel, réélu après un mois, Rovère, réélu après seize mois, Guffroy, réélu après dix mois, et Vardon, réélu après 24 ou 25 mois environ (selon que sa sortie du Comité avait eu lieu en décembre 1792 ou le 21 janvier 1793).

Après le scrutin du 15 nivôse an III, les seize membres du Comité sont donc :

Laporte, Reubell, Reverchon, Bentabole, Laignelot, Barras, Harmand (de la Meuse), Garnier (de l'Aube), Legendre (de

(1) Arch. nat. AFIIⁿ 277.

Paris), Goupilleau (de Montaigu), Boudin, Lomont, Clauzel, Rovère, Guffroy, Vardon.

Je n'ai pas trouvé le tableau d'organisation du 16 nivôse.

Le 15 pluviôse, les quatre sortants dont les noms ne sont indiqués nulle part ne peuvent être que les élus du 15 vendémiaire : Laporte (1), Reubell (2), Reverchon (3) et Bentaïble (4). Ils sont remplacés par Mathieu, réélu après un mois, Auguis, Perrin (des Vosges), et Bourdon (de l'Oise), réélu après un mois (5).

Après le scrutin du 15 pluviôse an III, les seize membres du Comité dont donc :

Laiguelot, Barras, Harmand (de la Meuse), Garnier (de l'Aube), Legendre (de Paris), Goupilleau (de Montaigu), Boudin, Lomont, Clauzel, Rovère, Guffroy, Vardon, Mathieu, Auguis, Perrin (des Vosges), Bourdon (de l'Oise).

(1) Laporte « entra au Comité de sûreté générale le 15 vendémiaire an III (6 octobre 1794) et en fit partie jusqu'au 15 pluviôse (3 février 1795). Il fit ensuite partie du Comité de salut public du 15 ventôse au 15 prairial (5 mars — 3 juin 1795) et monta souvent à la tribune », (*Dictionnaire des Conventionnels*).

(2) « Président de la Convention, le 17 frimaire an III (7 décembre 1794), il fut nommé membre du Comité de salut public, le 15 ventôse an III (5 mars 1795).

(3) « Du 15 vendémiaire an III, au 15 pluviôse, Reverchon fit partie du Comité de sûreté générale » (*Ibid*).

(4) « Nommé président de la Convention le 2 nivôse an III ». Comme membre du Comité de sûreté générale, « il eut sa part dans la fermeture du club des Jacobins, tout en paraissant se tenir à l'écart » (*Ibid*).

(5) « L'appel a donné lieu à quelques troubles, dit le *Moniteur* (t. XXIII, p. 383) ; on murmurait dans le haut de la salle, à mesure que dans une autre partie, on nommait les députés qu'on portait au Comité de sûreté générale. »

Legendre : « Il ne faut pas seulement renouveler quatre membres, mais le Comité de sûreté générale en entier, pour satisfaire ceux qui murmurent et à qui le Comité actuel déplaît, parce que, non seulement il fait peu dresser de guillotine, mais qu'il en a beaucoup fait abattre ; on voudrait guillotiner, guillotiner encore, et toujours guillotiner. Pour moi, je proteste que tant que je respirerai, je défendrai l'innocence et la justice et poursuivrai le crime et les hommes de sang (*de vifs applaudissements éclatent de toutes parts*) ». La nomination de Bourdon (de l'Oise) est particulièrement applaudie,

Je n'ai pas trouvé non plus le tableau d'organisation du 16 pluviôse.

Le 15 ventôse, les quatre sortants sont les élus du 15 brumaire : Laignelot, Barras, Harmand (de la Meuse) et Garnier (de l'Aube). En outre, deux autres membres se retirent sans que la raison en soit indiquée : Vardon, élu le 15 nivôse et Bourdon (de l'Oise), élu le 15 ventôse. D'après le *Procès-verbal*, ces six sortants furent remplacés par Calès, Gauthier (de l'Ain), Pémartin, Delecloy, Laignelot et Bodin (d'Indre-et-Loire).

Le *Moniteur*, remarque M. Guillaume, remplace les noms de Laignelot et Bodin, par ceux de Monmayou, réélu après deux mois et d'Ysabeau, et c'est lui qui a raison ; car, en outre que Laignelot, sorti du jour même, n'était pas immédiatement rééligible, on ne trouve pas dans les renouvellements ultérieurs, les noms de Laignelot et de Bodin (d'Indre-et-Loire) parmi ceux des sortants, tandis que ceux d'Ysabeau et de Monmayou y figurent le 15 messidor.

D'autre part, le tableau d'organisation du 16 ventôse, que je vais reproduire, confirmera la remarque de M. Guillaume.

Après le scrutin du 15 ventôse an III, les seize membres du Comité sont donc :

Legendre (de Paris), Goupilleau (de Montaigu), Boudin, Lomont, Clauzel, Rovère, Guffroy, Mathieu, Auguis, Perrin (des Vosges), Calès, Gauthier (de l'Ain), Pémartin, Delecloy, Monmayou, Ysabeau.

Le 16 ventôse, le Comité « procédant à son organisation », a nommé Mathieu, président, Perrin, vice-président, Auguis, secrétaire.

La section de police est composée des citoyens Rovère, Clauzel, Mathieu, Gauthier, Ysabeau et Calès.

Les membres chargés de la correspondance sont : Lomont, Perrin, Monmayou et Auguis.

Les membres chargés des différentes régions sont : Gou-

pilleau, Delecloy, Pémartin, Legendre, Boudin et Guffroy.

Les membres du Comité de sûreté générale : Signé : Mathieu, président, Auguis, secrétaire » (1).

Le 15 germinal, les quatre sortants sont les élus du 15 frimaire : Legendre (de Paris), Goupilleau (de Montaigu), Boudin et Lomont. Ils sont remplacés par Thibaudeau, Chénier, réélu après vingt-neuf mois et demi, Courtois et Sevestre.

Après le scrutin du 15 germinal an III, les seize membres du Comité sont donc :

Clauzel, Rovère, Guffroy, Mathieu, Auguis, Perrin (des Vosges), Calès, Gauthier (de l'Ain), Pémartin, Delecloy, Monmayou, Ysabeau, Thibaudeau, Chénier, Courtois, Sevestre.

Le 15 germinal, le Comité « procédant à son organisation, a nommé : Chénier, président ; Rovère, vice-président ; Thibaudeau, secrétaire.

Sont nommés à la section de police : Mathieu, Rovère, Ysabeau, Gauthier, Calès, Sevestre.

Signé : Thibaudeau, secrétaire ».

IV. — Le 14 floréal, Thibaudeau (3) ayant été nommé membre de la *Commission des Onze*, démissionna. Le lendemain, 15, l'Assemblée décréta que « les membres pour les Comités de salut public et de sûreté générale ne pourraient être pris dans la *Commission des onze* ».

Le 15 floréal, les sortants sont, outre Thibaudeau, démissionnaire de la veille, les trois élus restants du 15 nivôse : Clauzel, Rovère et Guffroy. Ils sont remplacés par Kervé-légan (134 voix), réélu après 28 mois (il était sorti fin dé-

(1) Arch. nat. AFII* 278. Remarquer que la section de police compte maintenant six membres.

(2) Arch. nat. AFII* 278.

(3) « Il combattit et fit rejeter l'institution du *Jury constitutionnaire* proposé par Sieyès. Le 15 fructidor an III (1^{er} septembre 1795), il entra au Comité de salut public, dont il fit partie jusqu'à la fin de la session. » (*Dictionnaire des Conventionnels*).

cembre 1792 (1), Guyomar (123 voix), Bergoeing (121) et Pierret (119).

Après le scrutin du 15 floréal an III, les seize membres du Comité sont donc :

Mathieu, Auguis, Perrin (des Vosges), Calès, Gauthier (de l'Ain), Pémartin, Delecloy, Monmayou, Ysabeau, Chénier, Courtois, Sevestre, Kervélégan, Guyomar, Bergoeing, Pierret.

Le 16 floréal, le Comité « procédant à son organisation, a nommé : Mathieu, président ; Auguis, vice-président ; Ysabeau, secrétaire.

La section de police est réduite à trois membres qui sont : Mathieu, Kervélégan, Gauthier.

Les membres qui sont chargés de tout ce qui a trait au désarmement et aux émigrés sont : Bergoeing, Calès, Perrin.

Les membres chargés de la correspondance sont : Chénier, Guyomar, Monmayou, Auguis.

Les membres chargés des régions sont : Pémartin, Delecloy, Ysabeau, Perrin (des Vosges), Sevestre, Pierret, Courtois.

Signé : Mathieu, président, Ysabeau, secrétaire (2) ».

Le 15 prairial, les quatre sortants, dont les noms ne sont indiqués nulle part, sont les trois élus restants du 15 pluviôse : Mathieu (3), Auguis et Perrin (des Vosges), plus un des six élus du 15 ventôse désigné par le sort, Delecloy (4). Ils sont remplacés par Genevois, Lomont, réélu après deux mois ;

(1) Si l'on ne tient pas compte des suppléances des 9 et 21 janvier 1793.

(2) Arch. nat. AFII*278.

(3) On lit dans le *Dictionnaire des Conventionnels* : « Le 17 fructidor an II, il entra au Comité de salut public et en fit partie jusqu'au 15 nivôse, puis du 15 pluviôse au 15 prairial an III. » Il y a sûrement une erreur d'impression : c'est au Comité de sûreté générale qu'il entra.

(4) « Membre du Comité de sûreté générale du 15 germinal au 15 prairial an III, il déposa au nom de ce Comité, un rapport le 28 floréal an III, portant que l'immeuble des Jacobins Saint-Honoré, où avait siégé la Société des amis de la Liberté et de l'Egalité, serait converti en marché public sous le nom de « Marché du 9 thermidor ». La Convention rendit un décret conforme à ces conclusions. » (*Ibid*).

Rovère, réélu après un mois et Legendre (de Paris), élu une cinquième fois après deux mois ; mais Legendre n'acceptant pas, Boudin, qui après lui, a obtenu le plus de voix, est proclamé à sa place et ainsi se trouve réélu après un mois.

Après le scrutin du 15 prairial an III, les seize membres du Comité sont donc :

Calès, Gauthier (de l'Ain), Ysabeau, Chénier, Courtois, Sevestre, Kervélégan, Guyomar, Pémartin, Monmayou, Bergoeing, Pierret, Genevois, Lomont, Rovère, Boudin.

Le 16 prairial, le Comité « procédant à son organisation, a nommé : Bergoeing, président ; Genevois, vice-président ; Pierret, secrétaire.

Les membres chargés de la correspondance sont : Chénier, Monmayou, Guyomar, Lomont.

La section de police est composée des représentants Gauthier, Kervélégan et Boudin.

Les membres spécialement chargés des réclamations relatives au désarmement et aux arrestations prononcées par les sections de Paris, en exécution de la loi du 1^{er} prairial, sont : Bergoeing, Calès, Genevois, Pierret.

Signé à l'original : Pierret, Calès, Boudin, Monmayou, Genevois (1) ».

Le 15 messidor, cinq membres furent nommés, c'est donc qu'il y eut cinq sortants. Ceux qui devaient sortir sont quatre des élus du 15 ventôse à désigner par le sort ; il y a donc eu un démissionnaire en plus des quatre qui devaient se retirer. Le *Procès-verbal* ne nomme que trois sortants : Monmayou, Ysabeau et Gauthier (de l'Ain). Les noms des deux autres ne se trouvent nulle part, mais ce sont certainement Calès et Pémartin, car les noms de ces deux membres ne figurent

(1) Arch. nat. AFII* 278. Remarquer que Delecloy ne figure pas sur ce tableau. On peut donc le considérer comme le quatrième des sortants du 15 prairial.

pas parmi ceux des sortants des mois suivants (1). Les cinq sortants sont remplacés par Delaunay (d'Angers) le jeune (163 voix), Perrin (154), réélu après un mois, Bailleul (125), Bailly (120), Mariette (112) (2).

Après le scrutin du 15 messidor an III, les seize membres du Comité sont donc :

Chénier, Courtois, Sevestre, Kervélégan, Guyomar, Bergoeing, Pierret, Genevois, Lomont, Rovère, Boudin, Delaunay le jeune, Perrin (des Vosges), Bailleul, Bailly, Mariette.

Le 16 messidor, le Comité « procédant à son organisation, a nommé : Gênévoix, président, Rovère, vice-président, Kervélégan, secrétaire.

Les membres chargés de la correspondance sont : Bailly, Bailleul, Lomont.

Les membres de la section de police, sont : Boudin, Mariette, Delaunay.

Les membres chargés de la section relative au désarmement et arrestations faites par les sections, sont : Bergoeing, Pierret, Kervélégan, Genevois.

Signé : Genevois, Kervélégan (3) ».

Le 15 thermidor, les quatre sortants sont les trois élus restants du 15 germinal : Chénier, Courtois et Sevestre, plus un élu du 15 prairial, Genevois, sorti évidemment par démission (4). Ils sont remplacés par Calès et Pémartin, tous deux réélus après un mois, Gauthier (de l'Ain), réélu après un mois et Ysabeau, réélu après un mois.

(1) Remarquer, d'autre part, que ces deux noms ne figurent pas sur le tableau d'organisation que je reproduis ensuite. Kuscinski dit : « Calès fut, à deux reprises, élu membre du Comité de sûreté générale, le 15 ventôse et le 15 thermidor. »

(2) Remarquer que le *Procès-verbal*, comme le 15 floréal, a indiqué le nombre des suffrages.

(3) Arch. nat. AF* 278.

(4) Kuscinski dit : « Membre du Comité de sûreté générale du 15 prairial au 15 thermidor an III, il présenta, au nom de ce Comité, un plan d'établissement d'une police extraordinaire pour instruire contre les individus accusés des faits révolutionnaires (28 messidor an III). »

Après le scrutin du 15 thermidor an III, les seize membres du Comité sont donc :

Kervélégan, Guyomar, Bergoeing, Pierret, Lomont, Rovère, Boudin, Delaunay le jeune, Perrin (des Vosges), Bailleul, Bailly, Mariette, Calès, Pémartin, Gauthier (de l'Ain), Ysabeau.

Le 16 thermidor, le Comité « procédant à son organisation a nommé : Rovère, président ; Mariette, vice-président ; Kervélégan, secrétaire.

Les membres chargés de la correspondance sont : Bailly, Bailleul, Lomont, Ysabeau.

Les membres de la section de police sont : Gauthier, Delaunay, Rovère, Boudin.

Les membres chargés de la section relative au désarmement et arrestations faites par les sections sont : Pémartin, Mariette, Perrin, Pierret.

Les membres chargés des régions sont : Calès, Guyomar, Bergoeing et Kervélégan.

Signé : Rovère, P. Guyomar, Ysabeau, Pémartin (1) ».

Le 15 fructidor, les sortants sont au nombre de cinq : les quatre élus du 15 floréal, Kervélégan, Guyomar, Bergoeing et Pierret, plus Perrin (des Vosges), qui, en dépit du décret du 8 frimaire an III, a été envoyé en mission (2). Ils sont remplacés par Quirot, Collombel (de la Meurthe), réélu après neuf mois, Hardy, Monmayou, réélu après deux mois et Barras, réélu après six mois.

Après le scrutin du 15 fructidor an III, les seize membres du Comité sont donc :

(1) Arch. nat. AFII*279. Le 29 messidor an III, « sur la proposition d'un membre », le Comité avait arrêté : « la section de police dépendante dudit Comité, sera composée de quatre membres au lieu de trois. Le représentant Rovère, membre du Comité, est élu, à la majorité des voix, quatrième membre ». (Arch. nat. AFII* 278).

(2) Kuscinski dit : « Il fut encore envoyé dans le Nord et le Pas-de-Calais, le 29 thermidor an III, sur la demande du Comité de sûreté générale, sans que l'objet de sa mission fut indiqué dans le décret. »

Lomont, Rovère, Boudin, Delaunay le jeune, Bailleul, Bailly, Mariette, Calès, Pémartin, Gauthier (de l'Ain), Ysabeau, Quirot, Collombel (de la Meurthe), Hardy, Monmayou, Barras.

Je n'ai point trouvé le tableau d'organisation du 16 fructidor.

V. — Le 15 vendémiaire an IV, les quatre sortants sont les trois élus restants du 15 prairial : Lomont, Rovère et Boudin, et l'un des élus du 15 messidor, désigné par le sort, Mariette. Ils sont remplacés par Guyomar, réélu après un mois, Bordas réélu après trente-deux mois et demi, Roberjot et Kervélégan, réélu après un mois.

Après le scrutin du 15 vendémiaire an IV, les seize membres du Comité sont donc :

Delaunay le jeune, Bailleul, Bailly, Calès, Pémartin, Gauthier (de l'Ain), Ysabeau, Quirot, Collombel (de la Meurthe), Hardy, Monmayou, Barras, Guyomar, Bordas, Roberjot, Kervélégan.

Telle sera la composition du Comité de sûreté générale jusqu'au 4 brumaire an IV.

A l'expiration de la session de la Convention, pour pourvoir à l'intérim du pouvoir exécutif, le Comité de sûreté générale, celui du salut public et une section de celui des finances, furent prorogés dans leurs pouvoirs par un décret du 30 vendémiaire an IV, dont voici précisément l'article 29 : « Depuis le 4 brumaire à midi, jusqu'au jour de l'installation du Directoire exécutif inclusivement, le Comité de sûreté générale exercera les fonctions administratives actuellement attribuées au Comité de législation, et le Comité de salut public, celles attribuées actuellement aux autres comités. Les trois membres du Comité des finances qui composent, avec les membres du Comité de salut public, la section dite des dépenses, conti-

nueront cette fonction jusqu'à l'installation du Directoire (1) ».

Mais la loi du 5 fructidor portait déjà :

« Art. 10. Les membres qui, à l'époque de la formation des deux Conseils, composeront les Comités de salut public et de sûreté générale, continueront provisoirement leurs fonctions jusqu'au jour de l'installation du Directoire.

Art. 11. A dater du jour de cette installation, les Comités ne pourront prendre ni signer aucun arrêté ; ils fourniront au Directoire les éclaircissements dont il aura besoin (2).

Le Directoire exécutif fut définitivement installé le 13 brumaire an IV. Il notifia son installation le jour même au « corps législatif » et le Comité de sûreté générale, conformément au précédent article 11, arrêta que « ses fonctions étant terminées, il ne prendra aucun arrêté, qu'il se bornera à donner au Directoire exécutif tous les éclaircissements et renseignements qu'il lui demandera (3) ».

VI. — Nous venons d'être éclairés par quelques tableaux généraux relatifs tant à l'organisation qu'à la composition du Comité de sûreté générale en l'an III.

Puisque c'est dans ce temps là qu'il fut le plus puissant, il est utile que nous connaissions en détail cette organisation, différente de celle de l'an II, plus précise, moins compliquée, plus méthodique, inspirée par des circonstances nouvelles.

C'est d'abord l'idée d'économie qui, au début de l'an III, décide le Comité à simplifier son organisation. Car jusqu'ici, les règlements visaient surtout à diviser l'administration en

(1) *Procès-verbal* de la Convention du 30 vendém. an IV, p. 232. On sait que c'est sur le rapport de la Commission des onze, que la Convention a décrété la nouvelle Constitution dont le titre I est : « *De la formation du nouveau corps législatif* » ; le titre II : « *De la présentation de l'acte constitutionnel aux assemblées primaires* » ; le titre III : « *De la mise en activité de la Constitution.* »

(2) *Procès-verbal* du 5 fructidor an III, p. 60.

(3) Arch. nat. AFn*279 (Arrêté du 14 brumaire an IV, signé par : Delaunay, Kervélégan, Guyomar, Bailly, Calès.

de nombreux services qui étaient devenus très onéreux.

Le 13 vendémiaire an III, le Comité supprime les agents d'exécution *à titre*. L'exécution de ses arrêtés appartient aux autorités constituées : comités révolutionnaires, agents nationaux et autres responsables (1).

A la fin de vendémiaire, il y eut de nouveaux départs d'employés ; car le 6 brumaire, le Comité prend l'arrêté suivant : « Les employés des bureaux des détenus et de la police générale seront tous gagés de leurs appointements du mois de vendémiaire en entier. Ceux desdits employés qui n'ont pas été conservés dans les régions cesseront d'être payés à partir du 1^{er} brumaire. Il sera remis par le citoyen Bugniâtre un état desdits employés supprimés énonciatif de leurs services, de leurs mœurs et capacités, de leur patriotisme et intelligence, afin de remplacer ceux qui pourront l'être suivant les circonstances » (2).

Le 30 brumaire, Bentabole et Garnier (de l'Aube) sont chargés de l'épuration de tous les bureaux du Comité (3).

Le 21 frimaire, le Comité charge Mathieu et Bentabole, deux de ses membres, de lui présenter dans le plus bref délai possible, un plan d'organisation de police générale et les autorise à employer pour ce travail « tels citoyens qu'ils jugeront à propos » (4).

Le 5 nivôse, un membre propose à la Convention d'autoriser le Comité de sûreté générale à se diviser en deux

(1) Arch. nat. AFII*276. Le secrétaire général du Comité est chargé de rédiger l'état des agents d'exécution, « en séparant, par un état particulier, ceux qui ont été renvoyés ou mis en arrestation depuis le 9 thermidor » ; de plus, de faire connaître au Comité l'état des sommes qui leur ont été fournies.

(2) Arch. nat. AFII*276.

(3) Arch. nat. AFII*277. Le 22 vendémiaire, le Comité avait déjà chargé Bentabole et Collombel de réorganiser les bureaux et d'en surveiller les employés « pour éviter qu'il ne s'y introduise ou ne s'y perpétue des abus » (Arch. nat. AFII*276).

(4) Arch. nat. AF*277.

sections pour s'occuper de la police générale de manière utile. Mais l'Assemblée passe à l'ordre du jour motivé « sur la faculté qu'ont les Comités de s'organiser » (1).

C'est seulement le 24 pluviôse an III, que le Comité de sûreté générale, « voulant répondre aux intentions de la Convention nationale, en réduisant à la plus stricte économie les dépenses énormes et frais nécessités par l'organisation actuelle de ses Bureaux », approuve le plan d'organisation suivant, qui lui a été présenté par l'un de ses membres pour avoir sa pleine exécution au premier ventôse prochain.

PLAN D'ORGANISATION POUR LES BUREAUX DU COMITÉ
DE SÛRETÉ GÉNÉRALE DE LA CONVENTION NATIONALE

Le travail du Comité est réparti en trois Bureaux : Le premier, pour le secrétariat ; le second, pour les affaires courantes ; le troisième, pour les archives.

Cette nouvelle division apportera de l'économie dans les finances et plus de précision et d'activité dans les opérations.

Secrétariat : Distribution du travail.

1^{re} Section. — Dépôt des lois rendues jusqu'à ce jour par les trois corps législatifs. Ouverture des lettres et des paquets.

Endossement de ces divers objets. Leur enregistrement sommaire. Leur transport dans le bureau des affaires courantes.

2^{me} Section. — Correspondance active avec les autorités constituées de la République. Envoi de la correspondance dans l'intérieur de Paris, dans les départements. Enregistrement (Registre des mises en liberté ; registre de la correspondance ; registre des arrêtés particuliers ; registre des arrêtés obligatoires ; registre des ordres de paiement). Transport des pièces des affaires terminées au bureau des Archives.

(1) *Procès-verbal* du 5 nivôse an III.

3^{me} Section. — Enregistrement des mandats d'arrêt. Délivrance des motifs d'arrestation.

Affaires courantes : Distribution du travail.

Réception des pièces émanées du secrétariat ; leur enregistrement sommaire ; leur classement par département et section de Paris ; leur dépouillement. Rapports et projets d'arrêtés. Classement particulier des objets dont la connaissance est renvoyée au Comité par la Convention nationale. Dépouillement rapports et projets d'arrêtés à ce sujet. Leur enregistrement sommaire. Envoi des objets terminés au bureau des Archives.

Archives : Distribution du travail :

Réception des pièces émanées au Bureau des affaires courantes et du Secrétariat. Leur enregistrement sommaire ; leur classement par département, district et section de Paris (1).

En conséquence dudit plan d'organisation, le Comité arrête :

1^o Les Bureaux du Comité sont réduits à trois : Le Secrétariat auquel est jointe la correspondance ; celui des affaires courantes ; celui des archives.

2^o L'ordre du service et du travail de ces trois bureaux aura lieu tel qu'il est expliqué dans le tableau.

3^o Il y aura un directeur général qui sera chargé de la surveillance du travail des trois bureaux ; sa police sera très active, et il sera responsable.

4^o Le titre de secrétaire général est supprimé, et il y sera substitué celui de chef de Bureau.

5^o Les représentants du peuple, composant le Comité, seront ainsi répartis. Six seront chargés de la police ; quatre seront attachés à la correspondance, et auront la surveillance sur le secrétariat ; six s'occuperont des affaires courantes. Les 86 départements et les sections de Paris seront divisés entre eux de manière que chacun ait un arrondissement, indépendant l'un de l'autre.

6^o Tous les mois, le tableau sera renouvelé en conseil général du Comité.

(1) Par exemple, le 3 ventôse an III, le Comité fait classer aux Archives les pièces « relatives à Duquesnoy, Leroux et autres oppresseurs. » (Arch. nat. AF II* 300).

7^o Aucun représentant ne pourra se charger, auprès des comités, du rapport d'une affaire qui ne se trouverait pas appartenir à son arrondissement (1).

8^o Aucun représentant du peuple, même ceux attachés au Comité ne pourront détourner de leurs fonctions, les commis employés dans les trois bureaux.

9^o Pourront cependant, les membres composant le Comité de sûreté générale, appeler auprès d'eux, dans les bureaux particuliers, tels commis dans lesquels ils pourraient avoir confiance, qui se trouveront employés auprès du Comité, lesquels seront tenus de rentrer respectivement dans les divisions auxquelles ils se trouvent attachés, lorsque les représentants quitteront le Comité, ou lorsqu'ils croiront n'avoir plus besoin de leurs secours.

10^o. Nul représentant attaché au Comité ne pourra sous aucun prétexte, introduire à l'avenir, dans les bureaux, aucun commis et garçon de bureau, sans un arrêté du Comité signé de neuf membres ; le Directeur général ne pourra les comprendre dans l'état des appointements de chaque mois, que lorsqu'ils lui auront justifié d'un arrêté dûment en forme.

11^o Tous les chefs, sous-chefs, commis et garçons de bureau ne pourront s'absenter pour remplir d'autres fonctions que celles qui leur sont désignées.

12^o Ils ne pourront coucher dans les bâtiments où le Comité tient ses séances : ceux attachés au secrétariat qui sont tenus de veiller alternativement auprès du Comité, sont seuls exceptés.

13^o Tous employés au Comité seront à leur poste à 9 heures du matin, et y resteront jusqu'à 3 heures et le soir, depuis 7 heures jusqu'à 10.

14^o Nul ne pourra s'absenter sans causes légitimes et sans une permission par écrit et signée de trois membres du Comité, et ce sur la demande du Directeur général, auquel elle sera présentée par le chef de chaque bureau avec son avis motivé.

15^o Le Directeur général sera chargé de tous les objets relatifs à la consommation du Comité, il en sera seul responsable, il aura sous ses ordres un garçon de bureau 16^e.

(1) Le 27 frimaire an III, le Comité avait arrêté qu'« aucun membre du Comité ne ferait de rapport pour aucune affaire qui serait de la division d'un autre membre » (Arch. nat. AFII* 277).

Il sera attaché auprès du Comité trois huissiers.

17° Les interprètes de différentes langues sont supprimés, sauf au comité à les employer momentanément lorsque les circonstances l'exigeront, et dans ce cas, il leur sera accordé une gratification (1).

Nombre des employés.

18° Au Secrétariat il y aura : un chef, un sous-chef, quatre enregistreurs, quatre commis ordinaires, un timbreur.

19° A la 2^{me} section composant la correspondance, il y sera attaché : un chef, un sous-chef, quatre analyseurs, trois enregistreurs, quatre commis ordinaires.

20° A la 3^{me} section, il y aura : un sous-chef sous les ordres du chef du Secrétariat ; deux analyseurs ; trois commis ordinaires.

21° Au bureau des affaires courantes, seront attachés : un chef, trois sous-chefs ; six analyseurs ; quatre enregistreurs ; douze commis ordinaires.

22° Aux archives sera pareillement attaché : un chef ; quatre expéditionnaires ; un adjoint.

Total : 64 employés.

23° Ils jouiront du traitement dont ils jouissaient par le passé vec l'augmentation accordée par la loi du 4 pluviôse.

24° Il y aura un garçon de bureau attaché auprès des représentants du peuple, membres du Comité, qui sera tenu d'entretenir et de veiller à la propreté de leurs bureaux particuliers, il ne pourra remplir d'autres fonctions, il aura un adjoint.

25° Trois seront attachés au Comité, se tiendront dans les vestibules attenants au lieu où le Comité tient ses séances.

26° Deux seront attachés au Secrétariat, à la Correspondance et aux Archives.

(1) Le 2 brumaire an III, le Comité de sûreté générale demande au représentant du peuple, Chardon-Rousseau, la remise d'un registre « afin que l'interprète du Comité puisse en faire la traduction et qu'une copie reste dans ses bureaux » (Arch. nat. AFII* 300).

Le 10 pluviôse an III, le Comité écrit à un comité révolutionnaire du Jura : « Le Comité, citoyens, a fait traduire la lettre que vous lui avez fait passer. » (Arch. nat. AFII* 300).

Le 17 prairial an III, le Comité envoie son interprète pour la langue allemande à la Commission militaire (Arch. nat. AFII* 278).

27° Deux seront pareillement attachés auprès du bureau des affaires courantes.

28° Leur traitement sera le même que par le passé.

29° Il est expressément enjoint à chaque garçon de bureau de se renfermer dans les fonctions qui lui sont attribuées.

30° Le Comité charge son Directeur général de procéder sur-le-champ à cette organisation ; en conséquence, il notifiera, le 28 du présent mois de pluviôse, à chaque chef, sous-chef, commis, garçon de bureau, ou autres, qui ne se trouveront pas compris dans le tableau d'organisation, que ses fonctions cessent au premier ventôse.

31° Aucun commis, garçon de bureau, ne présenteront à la signature aucun acte de mise en liberté, ou de comptabilité, sous peine d'être destitué ; les états de comptabilité deyront être présentés par le Directeur général qui en est seul responsable, et les mises en liberté ne devront être présentées au Comité que par le représentant du peuple (1).

32° La section de Police présentera incessamment au Comité, le plan d'une nouvelle organisation de ses bureaux.

33° Le présent arrêté et le tableau seront imprimés et affichés dans tous les bureaux du Comité, et distribués aux représentants du peuple, composant la Convention nationale. Fait et arrêté au Comité le 24 pluviôse l'an III de la République française une et indivisible.

Signé : *Lomont, Rovère, Vardon, Boudin, Mathieu, P. Barras, Perrin (des Vosges), Laignelot, Legendre, Bourdon (de l'Oise)* (2).

VII. — Le 25 pluviôse, le Comité arrête que les secrétaires, commis et garçons de bureaux qui se trouvent supprimés

(1) Le 26 floréal an III, le Comité « considérant qu'il peut résulter les plus graves inconvénients que ses arrêtés soient écrits d'une main étrangère à celle de ses membres, arrête qu'il ne pourra plus être présenté au Comité aucun acte à la signature, sans un rapport préalable et sans que l'arrêté proposé soit écrit de la main du rapporteur membre du Comité ; tous arrêtés écrits d'une main étrangère aux membres du Comité seront regardés comme nuls et surpris au Comité ». (Arch. nat. AFII*278).

(2) Arch. nat. AF II*277. On trouve, à la suite de ce règlement, un tableau des employés du Comité de sûreté générale. Cette nomenclature étant difficilement lisible, je n'ai pas cru devoir la reproduire.

par la nouvelle organisation et ceux qui ont donné leur démission dans le courant de pluviôse, jouiront de leur traitement pendant le mois de ventôse, quoiqu'ils ne remplissent plus aucune fonction à compter du 1^{er} ventôse (1).

Le 20 ventôse, il est arrêté que les garçons de bureau du Comité de sûreté générale recevront les mêmes appointements que ceux du Comité de salut public (2).

Enfin, le 28 ventôse, le Comité adopte le rapport et le projet d'organisation élaborés par le Directeur général Bugniâtre. En voici le texte :

Du 28 ventôse, an III

RAPPORT ET ARRÊTÉ SUR L'ORGANISATION
DES BUREAUX DU COMITÉ (3)

La réforme considérable opérée par l'arrêté du 24 pluviôse devait nécessairement apporter de grands changements dans la distribution et le mode de travail.

Pour y mettre plus d'ordre et d'ensemble, j'ai cru devoir désigner aux différents bureaux, nouvellement organisés, les opérations dont ils sont chargés et leur précise les règles qu'ils doivent suivre.

Je sou mets ces différents règlements à l'examen du Comité : s'ils obtiennent son approbation, ils en auront plus de force et les employés sentiront davantage la nécessité de remplir les obligations qu'ils leur imposent. Signé : Bugniâtre, directeur général.

Approuvé par les membres du Comité de sûreté générale. Signé : Monmayou, Perrin, Pé martin, Clauzel, Guffroy, Mathieu, Boudin, J. S. Rovère, Lomont, Calès, Ph. Ch. Ai. Goupilleau, Legendre, Auguis, Delecloy.

(1) Arch. nat. AFII* 277.

(2) Arch. nat. AFII* 278.

(3) Arch. nat. AFII* 278. Le 30 floréal an III, le citoyen Calès fut encore chargé de faire un rapport au Comité sur l'organisation des bureaux. (Arch. nat.-AFII*278).

1^{er} Bureau. Secrétariat. 1^{re} Section.

1^o Le chef et le sous chef s'arrangeront entre eux, de manière que l'un d'eux soit toujours à son poste, pendant la durée des séances du Comité. Ils pourront néanmoins, au besoin, se faire relever pour celle de la nuit, par le secrétaire analyste.

2^o Conformément aux articles 13 et 14 de l'arrêté du 24 pluviôse, tous les employés entreront chaque jour au Bureau à 9 heures du matin, ils y resteront jusqu'à 3 heures après-midi. Ils rentreront le soir à 7 heures jusqu'à 10, et ils ne pourront s'absenter sans excuse légitime et sans une permission par écrit signée de trois membres du Comité, et ce sur la demande du Directeur général auquel elle sera présentée par le chef avec son avis motivé.

3^o La moitié des expéditionnaires restera alternativement au Secrétariat pendant le surplus de la durée des séances du Comité et il sera loisible à ceux qui auront passé la nuit de se rendre deux heures plus tard à leur travail du matin.

4^o Tous les ordres, arrêtés et mandats émanés du Comité seront remis par les huissiers au chef des Bureaux (1) qui reste seul chargé de distribuer le travail et d'en surveiller l'expédition ; en cas d'absence du chef, cette distribution sera faite par le sous-chef.

5^o Les expéditionnaires rendront les pièces, arrêtés, copies, conformes à celui qui les aura distribuées et ne pourront, dans aucun cas, les remettre à nulle autre personne.

6^o Il ne sera timbré aucune pièce que lorsque la copie en aura été collationnée et signée.

7^o Les enregistreurs régleront leur travail sur celui du Comité de manière que leurs registres soient chaque jour remplis du travail de la veille, sans aucun arriéré : il en sera de même à l'égard des répertoires.

8^o Les copies des mandats d'arrêt, les motifs et les pièces à l'appui seront remis exactement à la 2^{me} section du Secrétariat pour, après y avoir été enregistrées, être distribuées aux sections du Bureau des affaires courantes que des pièces pourront concerner.

(1) Le 27 germinal an III, le Comité arrête qu'à l'avenir aucun projet d'arrêté ne sera rédigé et présenté que par les chefs des bureaux qui seront tenus de mettre en tête des projets le n^o du bureau auquel ils sont attachés. (Arch. nat. AFIN*278).

9^o Les copies de mises en liberté et les pièces dont elles seront accompagnées, se porteront directement aux Archives où elles seront classées d'après le mode qui y est établi (1).

10^o. Les arrêtés particuliers et les arrêtés obligatoires seront également remis aux Archives et placés dans des cartons particuliers avec un état sommaire qui en indiquera la date et l'objet.

11^o Le chef et le sous-chef tiendront exactement la main à l'exécution de ces différents articles, et en cas d'infraction, ils en rendront compte.

Arrêté par les représentants du peuple membres du Comité de sûreté générale. Signé : Gauthier, Perrin, Pémartin, Guffroy, Mathieu, Boudin, Clauzel, Auguis, Monmayou, Lomont, Rovère, Calès, Goupilleau, Legendre, Delecloy.

1^{er} Bureau, Secrétariat. 2^{me} Section.

1^o Tous les jours, à 10 heures du matin, les lettres et paquets seront levés et apportés au Bureau pour être procédé à leur ouverture en présence des deux ou au moins d'un des membres du Comité chargés de la correspondance.

2^o On commencera par distraire tout ce qui sera du ressort de la section de Police et on lui portera sur-le-champ.

3^o Lorsque les autres pièces auront été examinées et qu'on aura fait mettre de côté celles dont il sera pressant de s'occuper, on en fera l'analyse sur les tableaux à ce destiné, et chaque soir elles seront remises ainsi que ces tableaux aux membres attachés à la correspondance, afin que tous les jours le Comité soit instruit de ce qui se passe dans la République et qu'il puisse prendre des mesures de gouvernement et donner les ordres que les circonstances exigeront.

4^o Dès que les tableaux seront revenus au bureau, le chef fera rédiger la correspondance d'après les notes dont ils seront apos-

(1) Le 23 brumaire an III, le Comité de sûreté générale avait arrêté qu'il serait dressé un « état détaillé de toutes les pièces qui seraient dans le cas d'être rendues aux parties » et que le reçu de la partie réclamante « serait joint à la copie de la mise en liberté et autres pièces non rendues » (Bibl. nat. Le ³⁷/3).

Le 26 frimaire an III, le Comité avait arrêté que les copies de ses arrêtés et mises en liberté qui seraient certifiées conformes par l'un de ses secrétaires-généraux et revêtues du sceau du Comité, feraient pleine et entière foi (Bibl. nat. Lb ³⁷/3).

tillés et qu'il reportera à la marge des pièces qu'elles concerneront ; les lettres seront par lui présentées chaque soir à la signature et remises ensuite, à la 1^{re} section du Secrétariat chargée de les faire partir pour leur destination.

5° Ces lettres seront exactement transcrites par ordre de date, sur un registre, afin qu'on puisse y avoir recours au besoin ; il en sera usé de même à l'égard de celles écrites par les membres du Comité et dont les copies seront apportées de la 1^{re} section du Secrétariat. Le second sous-chef est chargé de cette opération.

6° Tous les tableaux de la correspondance seront remis dix par dix dans des cartons et ils serviront à dresser le compte que le Comité doit rendre tous les mois à la Convention nationale de la situation de la République.

7° Les lettres et paquets seront exactement cotés et paraphés par le premier sous-chef qui aura l'attention de bien spécifier le nombre des pièces dont chaque dossier sera composé.

8° Ces pièces seront ensuite distribuées aux analyseurs qui indiqueront sommairement sur un feuilleton l'objet de chacune d'elles, le nom de l'autorité qui les aura adressées, le département, le district d'où elles viendront, et la section du Bureau des affaires courantes, où elles devront passer.

9° Cette opération terminée, les pièces analysées seront portées tant sur les registres que sur les répertoires qui devront être remis avec le plus grand ordre et toujours au courant. Le chef en fera la vérification toutes les fois.

10° Pour que les employés ne soient pas interrompus dans leur travail par les recherches qui peuvent être demandées, le deuxième sous-chef prendra note de toutes les réclamations qui seront faites à cet égard. On choisira une heure, soit le matin, soit le soir, pour y faire droit, et on remettra les réclamants au lendemain pour leur donner satisfaction. Les représentants du peuple seront seuls exceptés de cette règle et on procédera sur-le-champ aux recherches qu'ils demanderont.

11° Il sera tenu par les deux sous-chefs un registre sur lequel on portera jour par jour les renvois faits aux différents Comités ; ces renvois ne seront portés que lorsqu'il aura été fait copie des pièces nécessaires à conserver.

12° Aucune pièce sommaire, soit à l'analyse, soit à l'enregistrement, ne pourra être remise à qui que ce soit, qu'elle n'ait passé

par la section du Bureau des affaires courantes à laquelle elle appartiendra.

13° Tous les mandats d'arrêt qui seront apportés de la 1^{re} section du Secrétariat, seront reçus, ainsi que les pièces y jointes, par le premier sous-chef, qui en donnera sa reconnaissance et les mettra ensuite au travail (1).

14° En exécution des articles 13 et 14 de l'arrêté du 24 pluviose les employés seront tenus de se rendre au Bureau à 9 heures du matin ; ils y resteront jusqu'à 3 heures de l'après-midi ; ils rentreront le soir à 7 heures jusqu'à 10, et ils ne pourront s'absenter sans cause légitime, et sans une permission par écrit et signée de trois membres du Comité, et ce sur la demande du Directeur général auquel elle sera présentée par le chef avec son avis motivé (2).

15° L'état d'appointements sera rédigé par le premier sous-chef qui y comprendra ceux des différents Bureaux, et il remettra cet état au Directeur général, le 28 de chaque mois, au plus tard, pour être présenté à la signature du Comité (3).

Ce même sous-chef sera également chargé de recevoir le montant des appointements et d'en faire ensuite la répartition à chaque Bureau.

16° Le chef tiendra exactement la main à l'exécution de ces différents articles, et en cas d'infraction, il en rendra compte. Arrêté par les membres du Comité de sûreté générale. Signé : Perrin, Pémartin, Boudin, Clauzel, Rovère, Lomont, Auguis, Legendre, Guffroy, Goupilleau, Monmayou, Mathieu, Dècleloy, Calès.

(1) Le 15 nivôse an III, le Comité avait arrêté qu'en l'absence des secrétaires généraux, le citoyen Bernos, sous-chef chargé de la partie des mandats d'arrêt, pourrait signer les expéditions. (Arch. nat. AF II*277).

(2) Le 6 prairial an III, le Comité arrête que « jusqu'à nouvel ordre, un employé de chaque bureau descendra alternativement tous les soirs, à huit heures précises, au secrétariat, pour procéder à l'expédition du travail extraordinaire de la nuit que les circonstances exigeront (Arch. nat. AFII*278). Et le 9 messidor an III, il arrête que les garçons de bureaux attachés aux régions et aux chambres des représentants, descendront au Secrétariat pour y faire le service d'ordonnance jusqu'à nouvel ordre, il en restera seulement un pour le service des bureaux (Arch. nat. AFII*278).

(3) Le 15 nivôse an III, le Comité arrête que les employés au Secrétariat à l'exception des secrétaires généraux et des enregistreurs, recevront désormais un traitement égal à celui des analyseurs des autres bureaux du Comité (Arch. nat. AFII*277).

2^{me} Bureau. Bureau des affaires courantes

Art. 1^{er}. Tous les matins, à l'ouverture du Bureau, chaque sous-chef prendra à la 2^e section de Secrétariat, toutes les pièces relatives à sa division, et, après les avoir exactement comptées, il en donnera son reçu sur les registres.

2^o Ces pièces seront aussitôt distribuées aux analyseurs qui en présenteront l'objet avec autant de clarté que de précision.

3^o Les analyses seront de suite portées tant sur les registres que sur les répertoires qui seront tenus avec ordre et vérifiés chaque soir par le sous-chef.

4^o Toutes les pièces devront être classées par département, par district, par section de Paris et par ordre alphabétique ; mais auparavant de les mettre dans les cartons, elles seront examinées avec soin par chaque sous-chef qui fera une note raisonnée de toutes celles dont il sera pressant et nécessaire de s'occuper. Cette note sera remise aux membres du Comité, chacun en ce qui le concerne, d'après la distribution faite entre eux du travail, afin qu'ils soient toujours au courant et à portée soit d'eux-mêmes, soit en référant au Comité de prendre les mesures et de donner les ordres convenables.

5^o Tous les objets dont la connaissance pourra être renvoyée au Comité par la Convention nationale seront mis à part ; on en préparera le plus promptement possible le rapport qui sera soumis au membre du Comité chargé du département ou de la section de Paris que ces objets concerneront.

6^o Il sera tenu dans chaque section du Bureau des affaires courantes un registre particulier sur lequel tous les renvois de la Convention nationale au Comité seront portés ainsi que les arrêtés auxquels ils pourront donner lieu.

7^o Dès qu'une affaire sera terminée, les pièces en seront portées au Bureau des Archives avec un état au pied duquel le chef de ce Bureau donnera son reçu.

8^o Dans les trois sections du Bureau des affaires courantes, il ne sera délivré aucune pièce que sur un ordre par écrit d'un des membres du Comité.

9^o Conformément aux articles 13 et 14 de l'arrêté du Comité du 24 pluviôse les employés seront à leur poste à 9 heures du matin et y resteront jusqu'à 3 heures, et le soir depuis 7 jusqu'à 10, et

ils ne pourront s'absenter sans cause légitime et sans une permission par écrit et signée de trois membres du Comité, et ce sur la demande du Directeur général, auquel elle sera présentée par le chef avec son avis motivé.

10° Le chef et le sous-chef veilleront à l'exécution de ces différents articles ; en cas d'infraction, ils en rendront compte.

Arrêté par les membres du Comité de sûreté générale. Signé : Perrin, Pémartin, Clauzel, Lomont, Rovère, Auguis, Legendre, Guffroy, Delecloy, Goupilleau, Monmayou, Mathieu, Calès.

3^{me} Bureau. Archives

1° Le chef de Bureau recevra toutes les pièces émanées soit de la 1^{re} section du Secrétariat, soit du Bureau des affaires courantes, et il en donnera décharge au pied des états qui seront joints.

2° Toutes ces pièces seront exactement classées par département, district, section de Paris, et par ordre alphabétique.

3° Le chef placera dans des cartons séparés les arrêtés particuliers et les arrêtés obligatoires (1) du Comité avec un état sommaire qui en indiquera la date et l'objet.

4° Il remettra aux citoyens mis en liberté toutes les pièces qui, aux termes des différents arrêtés du Comité, doivent leur être rendues et il s'en fera donner décharge au pied de l'état sommaire qui en sera dressé.

5° Conformément aux articles 13 et 14 de l'arrêté du 24 pluviose, les employés seront chaque jour à leur poste à 9 heures du matin et y resteront jusqu'à 3 heures de l'après-midi ; ils rentreront le soir à 7 heures jusqu'à 10, et ils ne pourront s'absenter sans cause légitime et sans une permission par écrit, et signée de trois membres du Comité, et ce sur la demande du Directeur général auquel elle sera présentée par le chef avec son avis motivé.

6° Le chef tiendra exactement la main à l'exécution de ces différents articles, et en cas d'infraction, il en rendra compte.

Arrêté par les membres du Comité de sûreté générale. Signé : Pémartin, Perrin, Clauzel, Boudin, Rovère, Lomont, Auguis,

(1) On trouve, Bibl. nat. Le 37/3 ; *Arrêts des Comités de la Convention nationale, obligatoires pour les autorités constituées*. Imprimé en vertu de l'art. XXXI du décret du 7 fructidor l'an II de la République française une et indivisible.

Legendre, Guffroy, Mathieu, Monmayou, Goupilleau, Delecloy, Calès.

Ce règlement, qui complète et précise celui du 24 pluviôse, paraît avoir été définitif (1). Elaborés lentement, au gré des circonstances, ils définissent nettement l'organisation du Comité de sûreté générale en l'an III ; il s'y trouve condensées les pensées directrices et les desseins du Comité ; l'on y découvre le sens de ses volontés et des vues intéressantes. Il importe de retenir en particulier, la phrase suivante : « *afin qu'il puisse prendre des mesures de gouvernement...* », laquelle prouve que le Comité était bien un *Comité de Gouvernement*.

Après le 28 ventôse, il y eut deux créations nouvelles que je vais étudier brièvement : le *Bureau de désarmement*, et la *Commission des six*.

VIII. — Par le décret du 21 germinal an III, le Comité de sûreté générale « est chargé de prendre toutes les mesures nécessaires pour faire désarmer sans délai les hommes connus dans leurs sections comme ayant participé aux horreurs commises sous la tyrannie qui a précédé le 9 thermidor ». Les représentants du peuple en mission sont chargés de prendre les mêmes mesures dans les départements soumis à leur surveillance (2).

(1) Je n'ose affirmer que ce règlement ait été définitif, car dans une lettre à la Commission de police du 10 thermidor, le Comité fait allusion à « deux décrets qui ordonnent la réduction du tiers des employés dans toutes les administrations » (Arch. nat. F7* 2207).

(2) *Procès-verbal* du 21 germinal an III, p. 133. Cela ne veut pas dire qu'antérieurement à ce décret il n'y ait jamais eu de désarmements. Il y en eut, car le 15 frimaire an III, le Comité de sûreté générale arrête :

1° Qu'il sera sursis par les comités révolutionnaires à toute remise des motifs de désarmement, sans préjudice de la remise des armes aux individus reconnus pour bons citoyens, laquelle aura lieu conformément aux lois.

2° Qu'il sera sursis à toute délivrance des motifs d'arrestation aux individus mis en liberté ». (Bibl. nat. Le 37/3 ou Arch. nat. AFII*301).

Le Comité de sûreté générale ouvre à cet effet un bureau de désarmement. Il arrête des listes de désarmement dont copie certifiée est envoyée aux comités révolutionnaires et aux comités civils des sections.

En vertu de l'arrêté du 2 floréal en III, tous les citoyens portés sur les dites listes étaient tenus de déposer, dans les vingt-quatre heures, au comité civil de leur section, sur l'avis qui leur serait donné qu'ils sont inscrits, « les fusils, pistolets, sabres, piques et autres armes en leur pouvoir ». Ils recevraient un récépissé « pour assurer la restitution lorsqu'elle serait ordonnée ». Les retardataires seraient dénoncés au Comité de sûreté générale. Il était expressément défendu de se procurer d'autres armes, sous quelque prétexte que ce fût, « jusqu'à ce qu'il en ait été autrement ordonné par la Convention ». Tout remplacement dans le service de la garde nationale était prohibé, les citoyens désarmés ne pouvaient être affectés à « aucun service » (1). Ils perdaient leurs droits civils et politiques (2).

Les comités révolutionnaires et civils soumettaient à l'approbation du Comité de sûreté générale leurs listes que, parfois, semble-t-il, ils avaient composées à la légère. Le Comité se montrait difficile ; il exigeait que les inscriptions fussent suffisamment motivées.

Ainsi, le 18 floréal an III, il écrit au comité du 2^e arrondissement : « Vous avez placé sur la liste des citoyens à désarmer, le citoyen Bonniéux, garde des estampes de la Bibliothèque nationale. Il a, pour obéir à la loi, porté ses armes. Pour décider sur sa réclamation, le Comité demande que vous lui fassiez part des faits précis qui pouvaient prouver que ce citoyen est un des hommes qui ont participé aux

(1) Arch. nat. AFin*278.

(2) Ceci est implicitement contenu dans la lettre du 7 fructidor an III au procureur de la commune de Joinville (Haute-Marne). Arch. Nat. AFin*301).

horreurs commises sous la tyrannie avant le 9 thermidor (1) ».

Le 25 prairial, trouvant défectueuses les listes de désarmement, le Comité invite les présidents des sections à lui communiquer les « états motivés des désarmements et arrestations, accompagnés de toutes les pièces qui pourraient se trouver à l'appui » (2).

Le 15 messidor, le Comité écrit au comité de la section du Pont-Neuf, qu'il n'a pas encore reçu les états motivés des désarmements et arrestations qui ont été effectués dans cette section (3).

Par contre, le 19 messidor, le Comité approuve « toutes les opérations de l'assemblée générale de la section des Quinze-Vingts, relatives au désarmement (4) ».

Souvent, le désarmement n'était que le prélude de l'arrestation. Selon un arrêté du 14 prairial, toutes les pièces et demandes touchant les détentions qui n'avaient été que la suite du désarmement, devaient être déposées au Comité de sûreté générale (5). Et le 17 prairial, les garçons de bureau eurent ordre de ne laisser entrer au bureau de désarmement, durant trois jours, que les personnes pourvues d'une autorisation d'un représentant du peuple (6).

Ces désarmements suscitèrent de nombreuses réclamations qui, d'après la loi, devaient être portées devant les autorités constituées de département (7).

L'insurrection de prairial avait inspiré à la Convention des mesures rigoureuses, mais qui pouvaient devenir « illusoires et même nuisibles à l'ordre public, si les désarmements et

(1) Arch. nat. F⁷ 4411.

(2) Arch. nat. AFII* 301.

(2) Arch. nat. AFII* 301.

(4) Arch. nat. AFII* 278.

(5) Arch. nat. AFII* 278.

(6) Arch. nat. AFII*278.

(7) Arch. nat. AFII* 301 (Voir lettre du 29 thermidor an III au Comité de législation).

les arrestations prononcées dans les assemblées générales des sections étaient révoquées sans de justes motifs ». Le Comité voulut s'assurer des faits allégués par les pétitionnaires; il vérifia les délibérations prises par les assemblées générales des sections (1) qui avaient dressé de nombreuses listes; le 30 prairial, il arrêta ce qui suit :

« Art. 1^{er}. Les pétitions présentées au Comité de sûreté générale par les individus désarmés ou arrêtés en exécution de la loi du 1^{er} prairial, seront communiquées au comité civil de la section des pétitionnaires.

« Art. 2. Le Comité civil examinera les faits et se concertera avec le comité de surveillance de son arrondissement pour recueillir les instructions et les renseignements dont le Comité de sûreté générale peut avoir besoin pour statuer sur les pétitions.

« Art. 3. Le Comité civil fera parvenir sans délai au Comité de sûreté générale, ses observations avec le mémoire du pétitionnaire; les observations du comité civil seront visées dans l'arrêté qui statuera sur la pétition.

« Art. 4. Le présent arrêté sera envoyé aux comités civils des sections, ainsi qu'aux comités de surveillance (2) ».

Le 17 messidor, le Comité réclame aux comités civils un état des personnes désarmées (3) en exécution de la loi du 1^{er} prairial, ainsi que les noms de celles qui ont pu être réarmées.

Le 11 fructidor, trente-six citoyens de Mâcon se plaignent de la non-exécution d'un arrêté du 27 thermidor ordonnant leur réarmement. Ils sont frappés du « peu de respect de la municipalité de Mâcon pour les actes de l'autorité première »; ils demandent que la sûreté des républicains soit assurée.

(1) Voir lettre adressée, le 15 prairial an III, aux présidents des 48 sections de Paris (Arch. nat. AFII* 301)

(2) Bibl. nat. Le 37/3.

(3) Arch. nat. AFII* 301.

Le 15 fructidor, le Comité écrit au procureur de la commune de Mâcon « qu'il ne peut concevoir les motifs de cette désobéissance répréhensible » ; il le charge expressément de faire exécuter le susdit arrêté, d'en rendre compte dans les vingt-quatre heures ainsi que des prétextes qui ont pu l'engager à en différer l'exécution (1) ».

Sans doute, dans ces temps troublés de passions et de haines individuelles violentes, la « sûreté des républicains » était compromise du fait de ces multiples désarmements. Ainsi en témoigne une lettre du citoyen Rolland, âgé de 73 ans, habitant Montmort (Jura), où il se plaint « de violences exercées dans son domicile et sur sa personne, violences telles que ses propriétés ont été livrées au pillage et que la fuite seule lui a conservé la vie ». Le 2^e jour complémentaire an III, le Comité invite le directoire du département du Jura à s'occuper le plus promptement possible de cette affaire (2).

D'autre part, durant l'hiver 1795-1796, il y eut beaucoup de loups ; la forêt de Rosny, dit-on, en était remplie. Or, on n'eût pu les pourchasser sans armes ; aussi le Comité de sûreté générale fit-il rendre les fusils aux chasseurs qui avaient été désarmés (3).

Le 16 fructidor, le Comité ordonne le réarmement de onze citoyens de la section de Brutus, « parce qu'ils ont presque tous besoin de leurs armes pour pourvoir à leur existence et à celle de leur famille ». Le 20 fructidor, est ordonné le réarmement de sept citoyens de la commune de Vienne ; le 3^e jour complémentaire an III, le réarmement de onze citoyens de la commune de Souterraine (Creuse) (4) etc., etc.

Les citoyens réarmés « rentraient dans l'intégrité de leurs

(1) Arch. nat. F 7 4411.

(2) Arch. nat. AF II* 301.

(3) Voir lettre du 10 pluviôse an III, à l'agent national près le district de Mantes (Arch. nat. AFII *300).

(4) Arch. nat. AF II* 279.

droits civils et politiques » et leurs noms étaient effacés de tout registre et de toute liste de désarmement (1) ; ils cessaient d'être sous la « surveillance extraordinaire » de leurs municipalités ; comme tous les autres citoyens armés, ils n'étaient plus soumis qu'à la surveillance générale et pouvaient se déplacer à leur aise, pour leurs affaires, dans l'intérieur de la République (2).

Remarquons que le 22 prairial an III, le Comité avait établi un nouveau bureau, le « Bureau contre les émigrés (3) ». Composé de trois employés, il n'était en réalité qu'une division du bureau de désarmement.

IX. — La *commission des six* fut nommée par le Comité de sûreté générale « pour examiner les réclamations et motifs d'arrestation des détenus par suite des événements des 12, 13 et 14 vendémiaire an IV. Comme son nom l'indique, elle était composée de six membres du Comité.

Le 17 vendémiaire, elle prévient les représentants du peuple « que, pour ne pas interrompre son travail, ils veuillent bien remettre leurs notes, recommandations ou renseignements au gendarme de garde, lequel les transmettra sur le-champ à la commission (4). Il semble qu'elle ait voulu travailler sinon dans le plus grand secret, du moins dans une parfaite tranquillité ; car la consigne était de ne laisser entrer dans le lieu de ses séances que ses propres membres, leurs secrétaires et un garçon de bureau (5). Cela s'explique : le Comité de sûreté générale allait bientôt disparaître, il fallait terminer les affaires en cours, le temps était précieux.

Le 19 vendémiaire, « considérant qu'il est indispensable de

(1) Arch. nat. AFII* 279.

(2) Arch. nat. AFII* 301 (Lettre au procureur de la commune de Joinville (Haute-Marne).

(3) Arch. nat. AFII*278.

(4) Arch. nat. AFII*279.

(5) Arch. nat. AFII*279.

mettre de l'ensemble et de la célérité dans les mesures à prendre contre les conspirateurs », le Comité arrête ce qui suit : (1)

« 1^o Il y aura deux commissions composées de trois membres chacune ; l'une s'occupera des individus arrêtés, distinguera ceux qui l'ont été par mesure de sûreté de ceux contre lesquels il y a des mandats d'arrêt ou d'inculpation grave dont la conduite paraîtra susceptible d'examen.

« 2^o L'autre sera chargée d'examiner les dénonciations, de rechercher les auteurs des insurrections, de rédiger les mandats d'arrêt et de surveiller leur exécution.

« Le Comité et la section de police leur feront passer tous les renseignements qui leur parviendront. Ces commissions ne prendront aucune mesure définitive sans en donner connaissance au Comité ».

Il y a tout lieu de croire que ces deux commissions ne constituaient qu'une transformation de la commission des six.

Celle-ci rendit de nombreux arrêtés de mise en liberté ; mais seulement « après avoir vérifié les motifs d'arrestation » des détenus.

Le 21 vendémiaire, elle invite la section de police du Comité de sûreté générale à lui transmettre incessamment tous les renseignements recueillis sur le citoyen Dambert (2).

Le 22 vendémiaire, elle avise la commission du mouvement des armées de terre, qu'elle a fait conduire dans la maison de sûreté de la rue des Orties, le citoyen Dubois qui est dans l'âge de la première réquisition (3).

Le 4 brumaire an IV, elle arrête que les citoyens détenus à l'occasion des événements de vendémiaire, qui n'ont pas été interrogés, seront amenés au Comité de sûreté générale (4).

(1) Arch. nat. AFII*279.

(2) Arch. nat. AFII* 301.

(3) Arch. nat. AFII* 301.

(4) Arch. nat. AFII* 279.

La commission des six disparut en même temps que le Comité de sûreté générale (1).

Le 3 brumaire an IV, la Convention avait décrété « que chacun de ses Comités ferait choix, dans le jour, de deux commissaires pris dans son sein, et parmi ceux réélus au Corps législatif, lesquels demeureraient chargés de la conservation des cartons, liasses, registres et papiers qui y étaient en dépôt, pour en faire la remise soit aux Archives nationales, soit au Directoire exécutif, aussitôt son installation ». En outre, ces commissaires étaient autorisés à faire les renvois aux Comités de gouvernement « des affaires courantes, dont les retards seraient préjudiciables aux intérêts de la République et des citoyens (2) ».

(1) Le 13 brumaire an IV, jour de l'installation définitive du Directoire exécutif, elle rendit encore plusieurs arrêtés, dont deux de levée de scellés (Arch. nat. AFII* 279).

(2) *Procès-verbal* du 3 brumaire an IV, p. 93, ou Arch. nat. AFII* 273

CHAPITRE IV

LES EMPLOYÉS DU COMITÉ

- I. Décret du 18 brumaire an II. Arrêté du 5 pluviôse an III.** Le Comité soutient les sans-culottes. — **II. Les « révélations de Sénar ».** Sénar, espion. Le citoyen Héron. Son important mémoire. L'opinion de Berryer, l'opinion de Couthon. La vérité sur Héron : ce que disent : Hamel, Michelet, Moyse Bayle, Robespierre. — **III. Le caissier Pijaud. L'affaire Pijaud-Héron. Décret du 22 vendémiaire an III. L'inventaire. Déclaration de Pijaud. Arrêté du 19 fructidor.** — **IV. Le comité encourage ses bons employés.**

I. — Je vais parler spécialement de la condition et de la tenue des employés du Comité de sûreté générale ; je montrerai surtout que si le Comité a mis de la discipline dans l'administration qu'il dirigeait, aussi bien il s'est efforcé de stimuler le zèle de ses serviteurs, de récompenser leurs mérites, de rendre hommage à leurs talents. Il était indispensable qu'il fût entouré de citoyens dévoués, au civisme ardent, en qui il pût mettre toute sa confiance. Mais en dépit de sa prudence, il se trouva plusieurs fois déçu, trompé, trahi.

D'après le décret du 18 brumaire an II, aucun citoyen ne pouvait être logé dans le Palais national qu'en vertu d'un arrêté pris par le Comité d'inspection de la Salle. C'est ainsi qu'y furent installés un commis et un garçon de bureau du Comité de sûreté générale ; mais ils ne purent y établir ni

femmes ni enfants. Le lieu des séances de ce Comité ne pouvait servir de logement à de tels employés (1) ; cependant, conformément à l'article VII du décret précédent, le 5 pluviôse an III, le Comité de sûreté générale arrête que seuls les employés attachés au secrétariat général, « qui sont obligés de passer la nuit alternativement », pourront coucher dans l'intérieur du local où il tient ses séances (2). Au cours des séances nocturnes, les membres du Comité et les secrétaires faisaient « collation ». Le comité civil de bienfaisance de la section des Tuileries était chargé de faire distribuer chaque jour, au restaurateur de l'hôtel de Brionne, « dix livres de pain pour l'usage du Comité (3) ».

Les secrétaires achetaient « au prix de la loi » à la Commission des approvisionnements, les étoffes nécessaires à la confection de leurs habits (4). Le Comité fournissait aux garçons de bureau un uniforme pareil à celui des autres garçons de bureau de la Convention (5) ; de même il habillait ses garçons de salle (6), ses palefreniers et ses cochers ; ceux-ci portaient une redingote (7) ; il y avait deux palefreniers vêtus de veste et culotte en drap bleu (8).

La Commission des approvisionnements était la principale pourvoyeuse du Comité de sûreté générale. Il avait d'ailleurs

(1) *Procès-verbal* du 18 brumaire an II, p. 85.

(2) Arch. nat. AFII* 277. Même disposition dans le règlement du 24 pluviôse an III.

(3) Arch. nat. AFII* 278. (Arrêté du 26 ventôse an III). A cette date-là le citoyen Peyron est restaurateur.

(4) Arch. nat. AFII* 279 (pièce du 5 vendémiaire an IV).

(5) Arch. nat. AFII* 276 (arrêtés du 11 brumaire an III et du 9 vendémiaire an IV).

(6) Arch. nat. AFII* 275 (pièce du 7 prairial an II).

(7) Arch. nat. AFII* 277 (arrêté du 15 frimaire an III). Parfois aussi un manteau. (Arch. nat. AFII* 276 (pièce du 4^e jour des Sans-culottes an II).

(8) Arch. nat. AFII* 279 (pièce du 7 fructidor an III). La Commission des subsistances faisait délivrer, chaque jour, un boisseau d'avoine pour la nourriture des chevaux. (Arch. nat. AFII* 279, pièce du 3 fructidor an III).

installé dans la Maison de Brionne, un « magasin de fournitures », tenu par un garde-magasin, et où l'on trouvait les objets les plus usuels, tels que : plumes, papier, bougie, brosses, plumeaux (1), etc.

Quand au début de l'an III, il fallut réduire le nombre des employés, le Comité qui témoignait certains égards aux sans-culottes, ne voulut conserver que des personnes « utiles » et qui n'étaient point dans l'aisance. Ainsi le 12 ventôse an III, il remercie le citoyen Mourache « amateur de musique, peu propre aux fonctions de commis » et le citoyen Decornat « qui s'est absenté depuis longtemps du Comité et qui a d'ailleurs de l'aisance (2) ». Le même jour, il est arrêté qu'aucun des commis-secrétaires, chefs et sous-chefs de bureaux du Comité ne pourra être remplacé lors de démission ou de destitution, jusqu'à ce que le nombre desdits secrétaires soit réduit à trente (3).

Le 13 brumaire an IV, sa tâche achevée, le Comité considère qu'il est juste que les secrétaires employés dans ses bureaux au moment où ils cesseront leurs fonctions, soient payés de la dernière quinzaine de leurs appointements. Il arrête, en conséquence, que le caissier du Comité, section de la police, fera l'avance d'une somme de 31.015 livres (4).

II. — Il existe une rapsodie publiée en 1825 sous le titre : *Révélation* puisées dans les cartons des Comités de salut public et de sûreté générale, ou *Mémoires de Sénart* (5). Soit dit en passant que ce titre est bien choisi pour influencer l'esprit du lecteur. On voit dans ce livre que Sénar (et non Sénart)

(1) Arch. nat. AFII* 278 (pièce du 6 germinal an III).

(2) Arch. nat. AFII* 277.

(3) Arch. nat. AFII* 277. Remarquons que, par arrêté du 15 nivôse an III, les citoyens Grimber, Boudet, Morizet et Bernard fils, tous employés au secrétariat, qui avaient dû quitter leurs fonctions, furent incessamment remplacés.

(4) Arch. nat. AFII* 279.

(5) Bibl. nat. Lb 41/36.

était secrétaire rédacteur du Comité de sûreté générale. Les historiens, notamment M. Hamel (1), ont montré qu'il fut un des agents les plus odieux de la Terreur, un espion du Comité (2). Il mourut à moitié fou en 1796 dans les prisons de Tours. Il avait connu à Paris M. d'Ossonville « autre coquin » (3) par suite des relations que celui-ci entretenait avec le Comité de sûreté générale. Sénar, en mourant, légua ses *Mémoires*, à M. d'Ossonville et chargea sa mère de les lui envoyer. Bien que ces *Mémoires* aient été évidemment « arrangés », j'y ferai parfois allusion.

L'un des agents les plus actifs du Comité de sûreté générale, fut le citoyen Héron. En mars 1794, Bourdon (de l'Oise) obtint de l'Assemblée un décret d'arrestation contre cet agent, dont le véritable crime, aux yeux des Dantonistes, était d'avoir présidé à l'arrestation de Fabre d'Eglantine. Héron avait déjà été attaqué avec violence par un faux républicain, le député Pressavin, devenu après Thermidor un des plus ardents réactionnaires. On lit dans le projet de rapport de Robespierre sur la faction Fabre d'Eglantine : « Pressavin veut immoler Héron, patriote connu qui est défendu par Vadier (4) ».

J'ai sous les yeux l'important mémoire que le citoyen Héron, incarcéré depuis le 15 thermidor, adressa à la Convention nationale et au peuple français (5). Il dit : « Je

(1) *Histoire de Robespierre*, 3 vol.

(2) Dans son avertissement, l'éditeur dit que Sénar occupait, dans l'enceinte des Tuileries, un appartement voisin des Comités.

(3) M. Hamel exagère-t-il ? Il existe dans AF^{II}* 286, Arch. nat. un arrêté signé : Alquier, Amar, Laignelot, Basire, Dupuis fils, où il est question du zèle et de l'intelligence montrés par d'Ossonville, dans l'accomplissement des nombreuses missions importantes qui lui furent confiées.

(4) Voir HAMEL, *Histoire de Robespierre*, t. III, p. 437.

(5) Arch. nat. F⁷ 4403. Le citoyen Baptiste, « attaché à lui depuis six ans, a été décrété d'arrestation en même temps que lui, sur la fausse allégation qu'il avait fait des arrestations arbitraires de six mille, dix mille patriotes, en parcourant les départements »,

viens plaider devant toi, devant tes mandataires, la cause de l'humanité, la cause d'un patriote persécuté et captif... Est-il contre-révolutionnaire celui qui concourut à la révolution en stimulant, préparant tous les avènements favorables au peuple et à la liberté ; qui, toujours servant et agissant dans les circonstances révolutionnaires, fut l'un des hommes du 14 juillet 1789, des 5 et 6 octobre suivants, l'un des sans-culottes nommés brigands du 20 juin 1792, et qui s'acquitta honorablement de la glorieuse journée du 10 août ? Est-il révolutionnaire celui qui a signé et fait imprimer à ses frais un résumé des crimes de La Fayette pour dissiper le prestige qui environnait ce traître ? Est-il révolutionnaire celui qui fut le bon et sincère ami de Marat ; qui, lors du décret d'accusation arraché contre ce martyr de la liberté par la faction toute puissante des hommes d'État Brissot, Barbaroux et consorts, le conservera chez lui jusqu'à la veille de son jugement ?... »

Essayons d'éclairer davantage la physionomie de ce secrétaire qui crie son innocence.

Berryer dit que ce fut l'un des agents « les plus furibonds » du Comité de sûreté générale ; qu'il aida puissamment celui-ci à poursuivre, puis à mettre en état d'arrestation les banquiers et les riches négociants de la place Vendôme, qui furent « parqués » pour la plupart dans la maison de santé de Belhomme, faubourg Saint-Antoine (1).

(1) *Souvenirs*, t. I, p. 167. La clientèle de Berryer comptait des gens de la haute banque. « Il n'y avait pas, par exemple, sur la place Vendôme, de maison particulière dans laquelle je ne comptais pour clients les propriétaires ou les locataires principaux ». Les arrestations auxquelles il fait allusion se produisirent après la promulgation de la loi du 4 décembre 1793.

« Ce Héron, dit Berryer, était un ancien négociant de Marseille qui avait fait faillite, et qui, pendant plusieurs années, avait vécu dans les Etats de l'Amérique du Sud » ; il en était revenu dans les premiers mois de la Révolution, porteur d'une prétendue *livrance* du gouvernement espagnol sur la Havane, dont la valeur nominale dépassait 150.000 francs. Il avait colporté cette livrance dans tout Paris et en

« Le Comité de sûreté générale, disait Couthon, nous a déclaré que la République devait à Héron d'avoir découvert et atteint les plus grands conspirateurs et notamment ceux que leur fortune rendait plus dangereux, comme banquiers et autres (1) ».

Héron est-il bien le bandit que nous a dépeint la réaction, portant toujours un couteau de chasse avec un ceinturon blanc et des espingoles portatives dans des poches de côté ? Certains historiens ne le pensent pas (2). Héron ? C'était plutôt, semble-t-il, un agent de police faisant du zèle, trop de zèle. En ce temps là, en effet, il y eut beaucoup d'agents trop zélés ; d'agents qui étaient comme grisés par leurs fonctions ; il y en eut partout, à Paris comme dans les départements, dans le Comité de sûreté générale aussi bien que dans les comités révolutionnaires ; il semble aussi qu'un civisme démesuré et quasi maladif les ait incités à commettre des abus. Souvent le Comité de sûreté générale disait à ses subordonnés : « ne vous montrez point plus sévères que ne l'exigent les lois ; n'excédez point vos pouvoirs ; la désobéissance est répréhensible (3) ». Aussi on peut se demander si le zèle et le civisme exagérés de certains agents exaltés ne doivent pas expliquer beaucoup d'excès de la Terreur.

Sénar a laissé de son collègue Héron un portrait fantaisiste. Héron à coup sûr n'était pas « le bouledogue de Robespierre » ; il y a apparence, au contraire, que Robespierre n'eut jamais aucun rapport avec Héron. Michelet l'affirme, bien qu'après avoir dit tout le contraire (4). Mais Héron lui-même s'explique

avait demandé l'escompte à plusieurs maisons de banque ». Mais la plupart refusèrent. Héron avait gardé rancune à toutes, et la Terreur venue « il s'était hâté de faire incarcérer les refusants ».

(1) Voir *Moniteur* (séances des 29 et 30 ventôse an II).

(2) Voir notamment HAMEL, *Histoire de Robespierre*, t. III, p. 438.

(3) Je résume la pensée du Comité de sûreté générale. J'ai multiplié, à dessein, au cours de cette étude, des citations qui traduisent cette pensée.

(4) Michelet appelle Héron « l'agent secret de Robespierre » (t. VII

là-dessus dans le mémoire qu'il adressa à la Convention : « Il est, dit-il, d'autant moins possible que le citoyen Héron ait été la créature de Robespierre, comme il en a été qualifié, que, quoique ce dernier ait coopéré à sa défense en qualité d'organe du Comité de salut public, il n'avait pas moins dit, longtemps auparavant et depuis, son opinion sur son air de despotisme et sur son orgueilleuse misanthropie. Il ne lui a d'ailleurs parlé que deux ou trois fois dans sa vie, seulement en passant, ne lui a jamais écrit et n'en a jamais reçu de lettres ».

Ce qu'il faut remarquer, c'est que cet agent avait la confiance du Comité. Plusieurs membres de ce Comité présentent Héron comme un vrai patriote, qui a découvert plusieurs grandes conspirations. Moyse Bayle voit en lui un « héros du 10 août ». Robespierre dit que les faits allégués contre cet agent sont démentis. Le décret d'arrestation l'obsède. Si les Comités, dit-il, avaient promis au peuple, au nom de la Convention, de frapper tous les conspirateurs, ils ne souffriraient pas que le glaive de la tyrannie effleurât un seul patriote.

Le 24 floréal an III, le Comité de sûreté générale invite la Commission chargée de la vérification des papiers de Robespierre, à lui faire parvenir « tous les papiers concernant le nommé Héron, qui ont été trouvés parmi ceux de Robespierre ou des autres conspirateurs (1) ».

III. — Examinons maintenant l'affaire Pijaud. Les deux affaires sont entre elles si connexes qu'il est impossible d'examiner l'une sans toucher à l'autre et qu'elles s'éclairent réciproquement.

Nous savons que, par le règlement de brumaire an II,

p. 175). Puis, un peu plus loin, il dit que Robespierre « ne vit jamais Héron ».

(1) Arch. nat. F 7 46 11 ou AF II* 301.

Pijeaud avait été nommé caissier du Comité, et qu'à la fin de chaque mois, il devait présenter l'état de sa caisse (1). Or, après thermidor, Pijeaud, accusé de « malversations », fut mis en état d'arrestation.

Le 13 vendémiaire an III, il fut décrété qu'il serait procédé à l'inventaire des effets déposés dans le bureau de Pijeaud et dans celui d'Héron. Le 15 vendémiaire, les représentants du peuple membres de l'ancien Comité de sûreté générale, Vadier, Voulland, M. Bayle, Louis (du Bas-Rhin), Rühl, Amar, Jagot, Lavicomterie, E. Lacoste et Dubarran sont invités à assister audit inventaire (2).

Puis, le 22 vendémiaire, la Convention sur la demande de son Comité de sûreté générale (3) rendit le décret suivant :

« Art. 1^{er}. Il sera nommé sur la présentation du bureau, trois commissaires, pris dans le sein de la Convention, pour surveiller, en présence des membres de l'ancien Comité de sûreté générale, la levée des scellés et l'inventaire des effets qui sont dans les bureaux, tant à l'appartement d'Héron qu'à celui de Pijeaud, caissier, et de ce qui se trouvera dans la caisse générale des dépenses.

« Art. 2. Ces effets et ceux qu'on trouvera sur les citoyens qui pourront être mis en arrestation, en vertu des mandats d'arrêt du même Comité, seront déposés à la Trésorerie nationale, jusqu'à ce qu'il ait été statué sur le sort des détenus qui en étaient munis.

« Art. 3. Lesdits commissaires surveilleront aussi la reddition des comptes de l'ancien Comité »,

(1) Voir plus haut, p. 80.

(2) Arch. nat. AFu* 276.

(3) Merlin de Thionville dit : « Tout le monde connaît les dilapidations commises par Héron, ci-devant agent du Comité de sûreté générale; les scellés ont été apposés sur ses papiers et dans son domicile. Ils l'ont été aussi sur les papiers et sur la caisse du Comité de sûreté générale. Ce Comité ne croit pas devoir laver ces scellés et il vous propose de nommer trois membres dans votre sein qui seront chargés de cette opération ainsi que de l'inventaire qui doit en être la suite. »

C'est le 4 brumaire que fut commencé l'inventaire (1). C'est un travail curieux, fort détaillé et qui contient des indications utiles. Un procès-verbal était dressé par les commissaires, à la fin de chaque journée.

Pijeaud fit d'importantes déclarations à la Commission. Il essaya de dépeindre le désordre extrême qui régnait dans les bureaux du Comité lorsqu'il y fut nommé caissier. Il dit que des objets nombreux et divers furent, à ce moment-là, « descendus précipitamment et avec confusion dans les bureaux de la caisse » ; qu'il fut contraint d'habiter une pièce particulière au premier étage (2), « pièce précédemment occupée par Moïse Bayle » ; que la livraison des armoires, « malgré les instances des citoyens Amar et Jagot », se fit avec une extrême lenteur ; que jusqu'à l'époque où il put descendre dans le bureau pour l'occuper, il a tenu registre de tous les dépôts à lui faits.

Il exposa ensuite que, lors de la nomination au Comité de Bourdon (de l'Oise), celui-ci désirant occuper la pièce du premier en question, il fallut opérer un nouveau déménagement (3) et cela « toujours précipitamment et confusément » ; il fit remarquer « l'exiguité des pièces », « la multitude des effets sans désignation », les inconvénients d'une célérité excessive (4) etc. Il insista sur le fait qu'étant « seul pour tout

(1) *Premier Cahier d'Inventaire de la Caisse et Dépôt du Comité de sûreté générale.* (Arch. nat. F⁷ 4403). Dans ces cahiers se trouvent de nombreuses liasses et chemises numérotées. Chaque cahier est coté et paraphé par l'un des membres de la Commission : le troisième, par exemple, a été paraphé par Lindet.

(2) C'est sans doute à cette pièce que fait allusion Héron dans son mémoire, quand il dit : « Une petite chambre, au premier étage, au-dessus de l'entre-sol, sur la droite, en entrant au Comité de sûreté générale et faisant partie du local de ce Comité, fut nécessaire pour travailler à divers rapports... Des transports de papiers furent opérés dans cette chambre « qui n'était point particulière au citoyen Héron ».

(3) De même, Héron fait sans doute allusion à ce déménagement quand il dit : « Le Comité décide de transporter en masse dans un autre lieu du Comité tous les effets et papiers qui y étaient. Pijeaud se chargea de ce transport. »

(4) Certes la célérité que le Comité recommandait sans cesse à ses agents, pouvait avoir de graves conséquences.

faire », pour donner suite aux « réclamations nombreuses des personnes mises en liberté » (réclamations des objets à elles appartenant), sa responsabilité était par trop lourde.

Le citoyen Héron, voulant se sauver, se déchargea sur son collègue Pijaud. Cela saute aux yeux dans le long mémoire qu'il rédigea. La plupart de ses allégations tendent à prouver qu'il n'y eut nulle solidarité entre les actes de Pijaud et les siens. « Il est donc bien évident, conclut-il, que le citoyen Héron ne peut être responsable des actions et malversations oui ou non existantes du citoyen Pijaud ».

Le 9 frimaire an III, l'inventaire n'était pas encore terminé. Le procès-verbal journalier porte : « Et vu qu'il est cinq heures sonnées, nous avons renvoyé pour la continuation de nos opérations à demain dix frimaire, présent mois, dix heures du matin, où les citoyens représentants du peuple, membres de l'ancien Comité de sûreté générale, sont invités de s'y trouver, et avons réapposé les scellés sur la porte d'entrée de l'appartement ci-dessus désigné, sous l'empreinte du cachet du citoyen Barrost, l'un de nous, et avons laissé lesdits scellés à la garde des citoyens Turet et Février, gendarmes près les Tribunaux, qui s'en sont chargés et ont signé avec nous et ledit citoyen Héron, approuvé la rature de vingt-neuf mots comme nuls ».

A maintes reprises, l'accusateur public qui instruisait cette affaire, formula le désir d'entendre le citoyen Pijaud ; mais le Comité de sûreté générale transmit toutes ses lettres à la commission d'inventaire (1).

Le 7 prairial an III, les pièces (en 27 numéros) concernant Héron furent remises par le citoyen Monvoisin, secrétaire de la dite Commission d'inventaire, à l'accusateur public près le Tribunal révolutionnaire ; et le 3 messidor suivant, le

(1) Arch. nat. AFII* 276 ou AFII* 300 (Par exemple, lettre du 15 brumaire an III, à l'accusateur public).

Comité de sûreté générale les réclama à la Commission des administrations civiles, police et tribunaux (1).

Le 19 fructidor, le Comité arrêta que les scellés apposés sur l'appartement de Pijaud seraient levés en présence de son fondé de pouvoir et du citoyen Bourguignon qui les avait apposés ; qu'il serait procédé immédiatement à la vérification des effets se trouvant sous scellés, et que les objets reconnus suspects seraient apportés au Comité de sûreté générale (2).

Jusqu'ici, « pour faciliter la reddition de ses comptes », Pijaud avait été détenu dans la maison d'arrêt de la rue des Orties. Or, le 26 fructidor an III, le Comité chargea la Commission administrative de police de faire transférer ce condamné dans la maison d'arrêt de Bicêtre (3). On peut donc présumer qu'à cette date-là seulement fut terminé l'examen de la comptabilité importante de l'ancien Comité de sûreté générale.

Après tout ce qui vient d'être dit, il est encore délicat de se prononcer sur la culpabilité des citoyens Héron et Pijaud, parce que certaines influences politiques paraissent avoir été déterminantes, notamment celle de Bourdon (de l'Oise), à l'égard du citoyen Héron ; et que, d'autre part, les déclarations des inculpés sont par trop apologétiques.

IV. — S'il est exact que le Comité ait parfois été trahi par ses propres agents (4), il n'est pas douteux qu'il fut en-

(1) Arch. nat. AFII* 301.

(2) Arch. nat. AFII* 279.

(3) Arch. nat. AFII* 301. Pijaud avait été condamné en même temps que « plusieurs membres du comité révolutionnaire de la section du Bonnet-Rouge ». En fructidor an III, le caissier du Comité de sûreté générale était le citoyen Martin (Voir arrêté du 29 fructidor, Arch. nat. AFII* 287).

(4) Dans la séance du 6 thermidor an II, Dumas fait allusion à « quatre scélérats » qui avaient trouvé le moyen d'obtenir des emplois auprès du Comité. (*Moniteur* du 6 thermidor an II, t. XXI, p. 286). Par arrêté du 29 vendémiaire an III, le Comité fit traduire un des anciens agents, nommé Briquet, au Tribunal révolutionnaire (Arch. nat. AFII* 301).

touré de serviteurs zélés et tout dévoués, d'excellents patriotes. Et cela s'explique : ils ont excité leur zèle, en s'intéressant à leur existence, en récompensant leur assiduité, en exaltant leur mérite. En voici des preuves :

Le 8 brumaire an III, « vu le modique traitement de 2.400 livres accordé aux citoyens Chevrillon et Gaillot, huissiers, leur assiduité à remplir leurs fonctions qui les tiennent dans une activité continuelle, et qui a lieu tous les jours bien avant dans la nuit », le Comité de sûreté générale arrête que leur traitement sera porté à 3.000 livres et qu'il leur sera accordé en outre, à titre d'indemnité, savoir : à Chevrillon, pour un an 600 livres, et à Gaillot, pour 9 mois, 400 livres (1).

Le 22 floréal an III, le Comité écrit au représentant du peuple Boisset (2) : « Nous t'envoyons, cher collègue, un bon citoyen, qui a du zèle et qui nous a rendu plus d'une fois des services à Paris ; sa voix ne t'est pas inconnue : plus d'une fois, il a paru à la barre et y a fait entendre, avec avantage, l'organe des faubourgs. Ce citoyen est Gouchon qui, après avoir servi la Révolution à la chute de la Bastille, à la chute du trône, a également servi la République à la chute des Jacobins qu'il a concouru à renverser ; il est de Lyon, il y a des parents et nous a témoigné le désir d'y aller et même de concourir sous tes ordres, suivant ses moyens, au rétablissement de l'ordre dans cette commune. Comme nous avons été habituellement satisfaits de sa bonne conduite ici, qu'il s'est constamment montré depuis sa liberté qu'il doit au 9 thermidor, le partisan zélé des lois amies et protectrices de la liberté publique, nous avons cru devoir obtempérer à

(1) Arch. nat. AFII* 276. Les autres Comités de la Convention récompensaient également leurs employés zélés. Ainsi, le 28 février 1793, le Comité des pétitions, en raison de « l'importance des occupations des commis, du zèle et de l'assiduité qu'ils montrent », porte leur traitement de 1.500 livres à 1.800. (Arch. nat. AFII* 18).

(2) Il avait été envoyé en mission pour la quatrième fois, dans l'Ain, l'Isère et le Rhône en germinal an III (avril 1795).

sa demande, persuadé qu'il suivrait avec exactitude tes directions et les ordres que tu lui donnerais, en l'associant, si tu le juges convenable, au nombre de tes secrétaires.

« Nous lui avons remis une somme pour ses dépenses et son voyage, nous t'engageons à pourvoir à son indemnité lorsqu'il manquera de fonds.

« Gauchon nous a paru un bon républicain, ami des lois, de l'ordre, propre à jeter dans la classe des ouvriers des maximes de sagesse et de tranquillité ; nous désirons qu'il justifie auprès de toi notre espoir et notre confiance (1) ».

Le 21 thermidor an III, le Comité arrête que ses deux cochers seront dispensés de monter la garde, en raison de leurs pénibles occupations (2) ; la même faveur fut accordée le 17 vendémiaire an 4, aux secrétaires du Comité qui, depuis quelque temps, travaillaient nuit et jour (3).

Le 23 fructidor an III, le Comité « ayant égard au zèle » des chefs de bureaux, secrétaires, analyseurs attachés au secrétariat, des huissiers et agents « obligés de passer les nuits à leurs bureaux », leur accorde une indemnité de 8.394 livres 14 sols (4).

Les citoyens Chenet, Bugniâtre, Chevrillon, Gaillot, Gobert, Raoul, Lesueur, Bourguignon semblent avoir été des employés d'élite.

En pluviôse an III, Chenet fut nommé au Comité des secours militaires de l'Arsenal. Il fut vivement regretté. « Il était tellement nécessaire, dit le Comité de sûreté générale, que depuis qu'il est sorti, les affaires restent en stagnation (5) ».

Au début de fructidor an III, Bugniâtre, Directeur général appelé à d'autres fonctions, dut démissionner. En acceptant sa démission, le 16 fructidor, le Comité lui remet une « lettre

(1) Arch. nat. AFII* 301.

(2) Arch. nat. AFII* 279.

(3) Arch. nat. AFII* 279.

(4) Arch. nat. AFII*279.

(5) Arch. nat. F7* 2203.

de satisfaction ». « Il voit à regret, dit-il, s'éloigner de ses bureaux un citoyen qui n'a cessé de donner des preuves de son zèle et de son civisme, c'est une justice qu'il se plaît à vous rendre (1) ».

Le 25 vendémiaire an IV, le Comité de sûreté générale déclare que Chevrillon et Gaillot, ses huissiers depuis deux ans, se sont conduits avec tout le zèle, l'exactitude, la probité et l'intelligence qu'on avait le droit d'en attendre. En conséquence, il les recommande aux soins des autorités qui seront chargées de l'organisation des différentes parties de la législation (2).

Le 6 brumaire an IV, il atteste que le citoyen Gobert, employé dans les bureaux du secrétariat en qualité d'expéditionnaire-analysé, s'est toujours acquitté de ses devoirs avec assiduité, civisme, intelligence et probité, et qu'aux époques des 9 thermidor, 12 germinal, 1^{er} 2, 3 et 4 prairial, 12, 13, et 14 vendémiaire, il est resté constamment à son poste (3).

Le même jour, le Comité fait l'éloge du secrétaire Lesueur et de l'expéditionnaire Pierre Nicolas Raoul.

De même, le 11 brumaire an IV, il dit que Bourguignon, son secrétaire général, « s'est rendu digne de la confiance et de l'estime de tous ceux qui ont composé le Comité, par son assiduité au travail, sa probité intacte, son patriotisme pur et éclairé et son respect ainsi que son attachement à la représentation nationale ». Considérant, en outre, que la suppression prochaine du Comité prive ledit citoyen Bourguignon, père de quatre enfants, du seul moyen d'existence qui lui reste, le Comité arrête que le Directoire exécutif sera invité à procurer à Bourguignon, un emploi conforme à ses talents et aux services qu'il a rendus à la patrie (4).

(1) Arch. nat. AFII* 279. — (2) Arch. nat. AFII* 279.

(3) Arch. nat. AFII* 279. — (4) Arch. nat. AFII* 279.

TROISIÈME PARTIE

ACTIVITÉ DU COMITÉ EN GÉNÉRAL

CHAPITRE PREMIER

LES LOCAUX DU COMITÉ

I. L'Hôtel de Brionne et la maison de l'Imprimerie Nationale : le corps de garde, le « violon », le « citoyen-traiteur », la maison Mique. — **II. Prodigieuse activité. Les solliciteurs, Arrêté du 3 brumaire an II. Cartes d'entrée. Arrêté du 28 vendémiaire an III. Consignes sévères. Nécessité de la discipline.**

I. — Le 26 vendémiaire an III, le Comité de sûreté générale écrit au Comité des inspecteurs du Palais national : « ... Pour faire la police dans Paris, il faut s'assurer que l'on fait la police dans le lieu que l'on habite ; sans cela, point de sécurité générale, point de travail rempli. Notre devoir est notre objet et l'impossibilité de le faire, le motif de notre impatience (1) ».

Que se passait-il donc et d'où lui venait tant d'impatience ? Voici :

Quoique confortablement installé dans l'Hôtel de Brionne (2) sur la petite place du Carrousel, il s'y trouvait trop à l'étroit, depuis que le décret du 7 fructidor avait accru ses attributions ; il se plaignait aussi d'avoir « des cohabitateurs étrangers à son travail ». Le 29 fructidor, il avait insisté auprès de la

(1) Arch. nat. AFII*300.

(2) Mortimer-Ternaux dit : « *Hôtel de Brienne* » Mais l'*Almanach national* de l'an II, p. 105, porte : « *Maison de Brionne* » ; M. d'Héricault, dans *La Révolution de Thermidor*, dit : « l'*Hôtel de Brionne* » J'ai trouvé plusieurs pièces qui portent : « *Maison de Brionne* ».

Convention pour qu'elle ordonnât au citoyen Baudoin, son imprimeur, « de rendre libre l'appartement qu'il occupait et ses dépendances, pour être employés au service des bureaux du Comité (1) ». L'Assemblée lui ayant donné satisfaction, il avait envoyé, le 6 vendémiaire, le secrétaire Lauchet pour « surveiller et presser l'évacuation de la maison occupée par l'imprimerie nationale et autres logements adjacents (2) ». Il voulait y installer précisément les bureaux de la section de la police générale, et cela était urgent.

Or, le 26 vendémiaire, l'évacuation n'était pas encore achevée. « Le déménagement, dit-il, se traîne avec lenteur et l'emménagement ne se fait pas ». Voilà pourquoi il était mécontent.

Néanmoins, dès le 10 vendémiaire, il avait fait placer des sentinelles devant la porte d'entrée de la maison de l'imprimeur, et elles avaient reçu la consigne suivante :

1° Exiger la carte de sûreté des personnes qui demandent à entrer.

2° A défaut de carte, l'exhibition d'un passeport.

3° Les femmes ne sont point comprises dans la première de ces formalités.

4° Ne point laisser sortir avec des paquets, sans ordre.

5° Les députés entrent avec leur carte (3).

Le Comité de sûreté générale était isolé des autres services de la Convention.

La salle des séances de l'Assemblée, qui avait été inaugurée en 1671, par la *Psyché* de Molière, et où Voltaire avait été couronné en 1780, cette salle était placée entre le pavillon de Marsan, dit de la Liberté, et le pavillon central de l'Unité (4).

(1) Arch. nat. AFII* 276.

(2) *Ibid.*

(3) Bibl. nat. Le 27/3.

(4) MORTIMER-TERNAUX, *Histoire de la Terreur*, t. VII, p. 533. Le 2 novembre 1792, la Convention nationale arrête que « le château entier des Tuileries et ceux des bâtiments accessoires qui seront néces-

Le Comité de salut public, lui, siégeait au rez-de-chaussée du pavillon de Flore, dit de l'Égalité, le plus rapproché des quais.

Quant aux autres comités, ils siégeaient dans les autres dépendances de ce vaste et magnifique palais des Tuileries.

Il paraît que, lors de la révolution de thermidor, les membres des Comités de salut public et de sûreté générale, surchargés de travail, pâlis par les veilles que leur imposait leur besogne journalière, vivaient du moins au sein du luxe et de l'abondance. Partout, c'étaient tapis des Gobelins, marbres, glaces, bronzes dorés, meubles de prix empruntés aux Magasins nationaux. Des buffets bien garnis, des dessertes chargées de bouteilles, assuraient aux membres des Comités que, sans sortir du Palais, ils trouveraient à satisfaire leur appétit (1).

Le luxe ni même « l'abondance » n'ont disparu des lieux où, de nos jours, délibèrent les représentants de la souveraineté nationale. Et n'est-ce point là une excellente tradition qu'ils travaillent dans de fastueux palais, où l'art rayonne de toute part ?

La garde de l'Hôtel de Brionne était confiée à un corps de garde qui fonctionnait en permanence. Le service était assuré chaque jour par un officier ou commandant du poste, qui avait sous ses ordres des gendarmes. L'ensemble constituait « la garde ». Les officiers étaient choisis dans les compagnies des sections de Paris.

Un local situé dans l'enceinte de l'Hôtel, était destiné aux emprisonnements provisoires : c'était le « violon du Comité Central » ; la durée des détentions y était de quelques jours, parfois de quelques heures. Les citoyens mis au violon allaient

saires, sont à la disposition de la Convention, pour le lieu de ses séances, les archives de la République, les Comités et l'imprimerie ». Mais ce ne fut que le 10 mai 1793 que la Convention quitta la salle du Manège pour la salle de spectacle du château des Tuileries.

(1) D'HÉRICULT, *La Révolution de Thermidor*, p. 63-71,

être interrogés par le Comité ; outre ceux qui avaient été saisis par le corps de garde lui-même, on y trouvait des détenus des maisons d'arrêt de Paris. Fleury Dumontier « l'un des voleurs du Garde-Meuble » (1), a séjourné au violon ; de même, le citoyen Lacombe, « prévenu de s'être assis le 1^{er} prairial, lors de l'évasion des factieux, sur la table près le fauteuil du président » (2) ; de même, Antoine Theillard, « neveu du député Pressavin » (3) ; de même, le citoyen Hocquet, « commissaire liquidateur provisoire de la liste civile », qui s'y est suicidé (4). Le Comité ordonnait leur mise en liberté immédiate ou leur transfert dans les grandes prisons, comme la Conciergerie. C'était, on le devine, un va-et-vient de gens nouveaux et ainsi s'explique le petit nombre de repas servis aux détenus dans une journée. Un restaurateur, dit « citoyen-traiteur » désigné par le Comité, était chargé de pourvoir à la nourriture des détenus ; en floréal an II, il se nomme Peyron (5) ; en brumaire an III, Rose (6) ; en nivôse an III, Chauvin (rue des Boucheries-Honoré) (7) ; le 30 messidor an III, c'est de nouveau Peyron (8). La garde assistait aux repas. A chaque relève, le commandant relevé dressait un état ou mémoire nominatif des détenus (9) où figurait le nombre des ordinaires. Cette pièce

(1) TUETÉY, *Répertoire général des sources manuscrites de l'histoire de Paris*, t. V, n° 772.

(2) Arch. nat. AFII* 301. (Lettre du 18 prairial an III aux représentants du peuple Vernier, Bourdon (de l'Oise), André Dumont et Boissy d'Anglas).

(3) Arch. nat. AFII* 286 (séance du 14 sept. an II).

(4) Arch. nat. F7 * 4390.

(5) Le 30 messidor an III, le citoyen Peyron devra fournir 285 bouteilles de vin, pour rafraîchir les citoyens de garde auprès du Comité. (Arch. nat. AFII* 278).

(6) Arch. nat. AFII* 283.

(7) Arch. nat. AFII* 300.

(8) Arch. nat. AF II* 278.

(9) Ces mémoires étaient grossièrement rédigés ; ils sont remplis de fautes d'orthographe ; ils ne portent aucun numéro d'enregistrement ; seuls, les états mensuels, fournis par le restaurateur, étaient enregistrés par le Comité.

justificative de comptabilité permettait au Comité de payer le restaurateur (1).

Exceptionnellement, le 30 germinal, le commandant Robert écrit dans son rapport : « Le citoyen Planel a déclaré qu'il rembourserait ce qui lui a été fourni sur un billet de quatre cents livres qui est entre les mains du Comité, ne voulant pas constituer la nation en dépense ».

Le 26 germinal, le Commandant Potez dresse l'état suivant : « Du 25 au 26 germinal : 14 ordinaires.

« Mayence, Le Coq, Planelle, Blandin, Denis Perrot, Antoine, Belge, Hébert, Boucher, Leroux, pâtissier (on leur a fourni à dîner et à souper, ce qui fait quatorze ordinaires, et avec le souper des deux derniers : seize. Ces deux derniers arrivés après dîner, on leur a fourni à souper ; après quoi, ils ont été transférés à la Conciergerie).

« Je certifie ce que dessus véritable.

« Ce 26 germinal, l'an II de la République.

Potez, lieutenant de la 7^e Compagnie des Gravilliers ».

Voici, à ce sujet, quelques chiffres intéressants (2).

Le 1^{er} germinal an II, il y eut 18 ordinaires (commandant du poste Bachelay) ; le 2, 16 (c^t Couture) ; le 3, 9 (c^t Bachelay) ; le 4, 10 (c^t Favrin) ; le 5, 10 (c^t Ruffier) ; le 6, 14 (c^t Cambernon) ; le 7, 12 (c^t Dauprat) ; le 9, 15 (c^t Odille) ; le 10, 16 (c^t Folloppe) ; le 11, 12 (c^t Beaucher, sous-lieutenant de la 11^e compagnie de la section du Temple) ; le 12, 16 (c^t Tixier) ; le 13, 12 (c^t Coquard) ; le 14, 12 (c^t Rollet) ; le 17, 16 ; le 18, 16 ; le 19, 16 (c^t Sibire, lieutenant (3)) ; le 20, 17 (c^t Barois) ; le 21, 12 ; le 22, 12 ; le 25, 14 (c^t Chamoins, lieutenant) ; le 26, 16 (c^t Potez) ; le 27, 14 (... capitaine) ; le 28, 17 (c^t La Treille, sous-lieutenant, section des Invalides,

(1) Le 22 août 1793, le Comité écrit : « Le restaurateur devra fournir le nécessaire pour deux personnes qui sont au violon de la Maison Brionne : potage, pied de mouton, vin, pain ; signé : Pinet aîné ».

(2) Arch. nat. F⁷ 4406.

(3) Le commandant du poste était souvent un lieutenant.

7^e Cl^e) ; le 29, 15 (c^t. Roch, lieutenant, section du Mont-Blanc) ; le 30,... (c^t. Robert).

A la fin de chaque mois, le citoyen-traiteur adressait au Comité un « état récapitulatif des ordinaires ». Un ordinaire valant 30 sols, le montant de la dépense pour le mois de germinal an II s'élevait à 613 l. 10 s. Jagot et Amar, membres du Comité ont signé le « bon à payer » ; le caissier Pijaud a vérifié et, le 9 floréal, Peyron a signé l'acquit (1).

La section de la police nouvellement installée dans la ci-devant maison de l'imprimeur Baudoin, avait également ouvert un violon, nommé « violon de la police ». A la fin de prairial an III, c'était le portier de la section de police qui, tous les matins, devait « vérifier le nombre des détenus au violon du Comité central (2) ». Les détenus à l'un et à l'autre violon étaient traités « de la même manière ». Le 18 prairial, « considérant les changements fréquents qui arrivent dans le nombre des détenus aux violons », le Comité de sûreté générale arrête « qu'il sera fourni, chaque jour, par le citoyen Briam, boulanger, rue de Valois, la quantité de douze livres de pain, indépendamment de celle qu'il fournit habituellement pour les dits détenus (3) ».

En brumaire an III, le « violon du Comité central » fut supprimé et remplacé par une maison de sûreté, la maison Mique, rue des Orties, près le Louvre. Dans sa lettre du 13 brumaire aux administrateurs de police (4), le Comité dit : « Cette maison de sûreté est en état, il ne s'agit plus, pour y transférer les prisonniers qui sont actuellement au violon, que de nommer un concierge. Vous voudrez bien, dans les vingt-quatre heures, nous indiquer quelques citoyens parmi

(1) On trouve, Arch. nat. AF II* 283 : « Arrêtés portant paiement de sommes sur la Trésorerie nationale. » Plusieurs de ces arrêtés concernent des dépenses faites par Peyron.

(2) Arch. nat. AF II* 278.

(3) Arch. nat. AF II* 278.

(4) Arch. nat. AF II* 300.

lesquels le Comité choisira. Il faut qu'il sache lire et écrire, qu'il ait de la douceur et de l'humanité et qu'il soit dans les principes du plus pur patriotisme ».

Trois-jours après, le ci-devant violon devint un bureau « accessible au public », où furent déposés les « motifs d'arrestation (1) ».

Quant à la maison Mique, elle fut meublée par l'agence des Domaines ; le 18 brumaire, le Comité arrêta qu'elle devrait fournir les objets ci-après détaillés, nécessaires au corps de garde : « des bancs, douze chaises de paille (2), huit chandeliers, huit paires de mouchettes, une pelle à feu, des pinettes, un réverbère dans l'intérieur de la maison, un réverbère sous le guichet, un autre dans l'escalier, un dans la cour, deux balais de crin, deux balais de bouleau, six à huit torchons pour nettoyer les flambeaux, quatre lits de sangle, huit matelas, huit traversins, une pelle de bois, un panier aux ordures, un seau, un soufflet, deux feux complets, un plumeau, un bureau avec des tablettes pour le concierge ».

Celui-ci réclama, en outre, divers objets « d'une nécessité absolue », tels que : réverbères, huile, bois, papier, encre, plumes, compas, qui lui furent fournis par arrêté du 26 brumaire (3).

II. — L'analyse des lois et règlements qui se rapportent au Comité de sûreté générale révèle qu'il déployait une prodigieuse activité. Il l'avoue d'ailleurs, souvent ; il pousse tous ses subordonnés à travailler en se soumettant aux lois ; il leur dit que les heures sont précieuses. Comme nous voilà loin du temps où cette activité était hésitante à cause de

(1) Arch. nat. AFII* 276. (art. 2 de l'arrêté du 16 brumaire an III).

(2) Sur 36 chaises demandées, 24 seulement avaient été livrées. (Arch. nat. AFII* 276).

(3) Arch. nat. AFII* 277. Le Comité recommande à son Directeur général « de mettre toute l'économie dans les fournitures à faire et d'en rendre compte au Comité ».

l'absence d'organisation intérieure ; et, à mesure qu'on s'éloigne de ce temps-là, elle devient plus intense, plus méthodique, plus disciplinée. C'est le signe qu'il existe une relation constante entre, d'une part, l'activité et l'autorité d'une institution et, d'autre part, son organisation intérieure et le degré de stabilité du personnel qui doit la diriger.

On comprend aisément que, jaloux de la puissance redoutable qu'il avait reçue, ce Comité se soit passionné pour une mission infiniment délicate et périlleuse ; qu'il ait multiplié et coordonné ses efforts pour faire régner l'ordre et la discipline partout ; on comprend que lui, qui prêchait sans cesse l'obéissance aux lois, ait voulu être obéi et qu'enfin il ait mis tout son ardent civisme au service de l'Etat, de la République naissante dont il avait hâte d'assurer le triomphe.

Voyons-le à l'ouvrage et tâchons de dégager les principaux caractères de son activité. Il fonctionne quelque peu à l'écart des autres Comités, place du Carrousel ; il semble que cette solitude ait été faite exprès pour y méditer ; il désire d'ailleurs et recherche le silence propice à la réflexion. A la vérité, ce n'était guère réalisable, car les multiples services de la police attiraient nécessairement d'innombrables visiteurs ; néanmoins, en dépit des nécessités, le Comité rendit la Maison de Brionne de moins en moins accessible au public. Il prit maintes décisions pour réglementer l'entrée de son propre personnel, des députés, des membres, des diverses autorités constituées, et du public proprement dit.

Dans les commencements, les avenues du Comité de sûreté générale étaient « garnies, jour et nuit, de solliciteurs et solliciteuses aristocrates », qui venaient faire « perdre un temps précieux aux commis », les énervaient et « perpétuaient le désordre (1) ». On comprend que la comtesse de Girardin ait écrit : « Je passai quelquefois, avant d'être admise, trois

(1) Arch. nat. AFII* 286. (Voir arrêté du 3 brumaire an II).

ou quatre heures consécutives sur l'escalier du Comité de sûreté générale. Dans quels termes, grand Dieu, s'exhalait journellement la mauvaise humeur de tels ou tels députés ! (1)» On conçoit que le 3 brumaire an II, le Comité ait donné aux factionnaires du poste la consigne expresse de ne laisser entrer aucun de ces solliciteurs. A partir de ce jour, ceux-ci durent déposer leurs pétitions et mémoires, dans une boîte établie à cet effet, à la porte cochère de l'Hôtel de Brionne, et deux membres du Comité furent chargés de recueillir trois fois le jour, ces mémoires (2).

Des cartes spéciales furent délivrées aux membres et aux secrétaires ; les garçons de bureaux, eux, se reconnaissaient à leur médaille. Mais il arrivait parfois que des personnes, munies de fausses cartes, réussissaient à s'introduire dans les différents bureaux ; les garçons de salle furent autorisés, le cas échéant, à se saisir de ces fausses cartes et à conduire les fraudeurs au poste (3). Les représentants du peuple pouvaient, en montrant leur carte, entrer au Comité, accompagnés (4). Les secrétaires n'avaient point ce droit-là : ils ne pouvaient « sous aucun prétexte prêter leur carte, ni introduire personne dans les bureaux ». Seuls, les garçons de salle étaient autorisés à y conduire les personnes qui viendraient légalement faire des réclamations (5).

Le 28 vendémiaire an III, le Comité arrêta que les jours pairs seraient employés à recevoir les représentants du peuple, les députations et les autres citoyens, et que les jours impairs seraient employés aux séances du Comité pour les objets généraux de la République (6). Seuls, les représentants

(1) *Les prisons en 1793*, p. 177.

(2) Arch. nat. AFII* 286.

(3) Arch. nat. AFII* 276, (arrêté du 7 fructidor an II).

La carte n'était pas exigée pour entrer par la petite porte qui s'ouvrait « du côté de la cour de la Convention » (Arch. nat. AFII* 275, arrêté du 11 prairial an II).

(4) Arch. nat. AFII* 277, (arrêté du 24 frimaire an III).

(5) Arch. nat. AFII* 277 (arrêté du 24 frimaire an III).

(6) Arch. nat. AFII* 276 ou Bibl. nat. Le 37/3.

du peuple et les personnes convoquées par le Comité, pouvaient entrer dans la pièce qui précédait la salle des séances ; celle-ci, les jours de séance, n'était accessible à personne, excepté « dans les circonstances pressantes » et seulement, semble-t-il, à la séance du soir (1).

Il y eut, sans doute, des infractions aux arrêtés du Comité, car la consigne et les sanctions devinrent de plus en plus rigoureuses : le 10 pluviôse an III, l'entrée des bureaux du secrétariat est interdite « à qui que ce soit » (2) ; le 4 ventôse, le Comité arrête que tout commis qui aurait introduit des étrangers dans la salle des séances ou qui aurait prêté sa carte, serait « sur-le champ destitué et remplacé sans espoir d'être jamais réintégré » (3) ; le 24 germinal, le Comité décide qu'il ne sera donné communication « à qui que ce puisse être » des pièces déposées dans les bureaux, qu'en vertu d'une permission expresse ou en présence de l'un des membres du Comité (4) ; le 18 floréal, les sentinelles reçoivent l'ordre de ne laisser puiser de l'eau à la citerne située dans l'intérieur de la cour, qu'au porteur d'eau du Comité et aux employés porteurs de la médaille (5) ; le 16 thermidor, le Comité arrête que nul ne sera reçu dans la salle des délibérations les jours impairs (6) ; le 29 fructidor, le commandant du poste est chargé de veiller à ce que, pendant la nuit, aucun homme du poste autre que le factionnaire ne puisse pénétrer dans le secrétariat de la salle des séances, et à ce que le factionnaire du grand escalier ne laisse monter que les représentants du peuple et les employés du Comité. Quant aux personnes qui auraient des recherches à faire, soit aux Archives, soit dans

(1) Arch. nat. AFII* 277, (arrêtés des 10 et 13 pluviôse an III).

(2) Arch. nat. AFII* 277.

(3) Arch. nat. AFII* 277.

(4) Arch. nat. AFII* 278. Néanmoins, les motifs d'arrestation furent délivrés comme par le passé.

(5) Arch. nat. AFII* 278.

(6) Arch. nat. AFII* 279.

les autres bureaux, elles ne pourraient y pénétrer qu'accompagnées d'un garçon de bureau muni de sa médaille (1).

Plusieurs autorités constituées qui étaient sans cesse en rapport avec le Comité et que gênaient, sans doute, toutes ces consignes, exposèrent qu'il serait à propos qu'elles eussent des cartes d'entrée. Le 18 messidor an II, le Comité donna des ordres pour qu'on en délivrât aux administrateurs du département de Paris (2). Le 8 messidor an III, il adressa à chacun des comités de surveillance et à chacun des comités civils des sections de Paris, un « laissez-passer » (3).

Il est évident que tant de discipline ne tendait qu'à isoler le Comité, qu'à assurer la tranquillité et la sécurité des lieux qu'il occupait. Et s'il s'isolait, n'était-ce point pour travailler utilement ? n'était-ce que pour méditer des crimes, comme le dit Sénar ? Pourquoi, *a priori*, ne croirait-on point le Comité quand il dit qu'il désire « consacrer une partie de son temps aux affaires générales de la République », et que, pour cette raison, il ferme au public la salle de ses séances (4) ?

(1) Arch. nat. AFII* 279.

(2) Arch. nat. F7* 2205.

(3) Arch. nat. AFII* 278.

(4) Arch. nat. AFII* 279⁵, (arrêté du 16 thermidor an III).

CHAPITRE II

LA CORRESPONDANCE DU COMITÉ

7. Arrêté du 20 ventôse an III. Réglementation de cette correspondance. Registres. La Poste aux lettres. Le secret des lettres est « inviolable ». Courriers extraordinaires. Les maîtres de poste. — II. Variété de la correspondance. Quelques calculs. Répartition des travaux par départements et sections. — III. Importance des conversations.

I. — Le 20 ventôse an III, le Comité décide que toutes ses séances commenceront par la lecture de la correspondance et finiront par tout ce qui a trait à la police de Paris (1). Celle-ci fera l'objet d'un chapitre spécial : intimement liée à la vie parisienne, elle en reflètera quelques traits fort curieux.

Quant à la correspondance, si abondante et si variée, on en trouvera des traces tout au long de ce travail. Elle est infiniment intéressante et instructive. Je crois même que pour bien comprendre la vie du Comité, il faut la dépouiller, cette correspondance, chacun pour soi, aux Archives nationales, en silence, parce que dans une étude comme celle-ci, forcément restreinte, l'on n'en peut étaler toute la substance. L'on y voit se dérouler, au jour le jour, les événements de la période révolutionnaire la plus troublée, mais aussi s'exercer les volontés d'hommes pleins d'enthousiasme, qui avaient pour devoir de sauver à tout prix la République ; l'on y sent combien lourde était leur tâche ; l'on discerne l'esprit qui les

(1) Arch. nat. AFII* 278.

animait, le souffle patriotique qui les poussait à l'action, l'implacable énergie qui, trop souvent, leur glaçait le cœur ; l'on y découvre leurs véritables desseins, leurs tendances, leurs passions, et, pour tout dire, la vérité.

Le Comité, pour ne pas être inondé de paperasses inutiles et embarrassantes, adresse, dès le 22 germinal an II, une instruction aux comités de surveillance, sur les tableaux de détenus qu'ils doivent fournir. On y lit : « Vous réduirez, en général, le modèle du tableau au format in-4 : par là, vous économiserez les matières, les paroles, le temps. Ce sont des faits, des indications précises et non des observations diffuses que le Comité vous demande. Soyez laconiques et concis ; supprimez les détails étrangers, les panégyriques, les apologies ; mais dites ce qu'il importe à la République de savoir (1) ».

Des ordres analogues sont envoyés, après l'organisation du 20 germinal an II, aux administrateurs et aux agents-nationaux. Dans une instruction du 21 floréal, le Comité leur dit : (2) «... Toutes les fois que vous serez dans le cas de lui écrire, vous mettrez à la marge et en gros caractères, le nom

(1) Arch. nat. F⁷ 4445-4550.

(2) Arch. de la Haute Saône, 60 L II*, folio 4, ou : 69 L 6^v. On trouve plusieurs exemplaires de cette instruction ; entre autres, celui adressé à Jussey, celui adressé à Luxeuil.

Rapprocher ces instructions de celle ci adressée en nivôse an III par le Comité de salut public aux représentants du peuple en mission : « La précision, l'ordre, la rapidité dans les opérations, tels sont citoyens, les éléments, telles sont les qualités essentielles du gouvernement révolutionnaire.

« Tout doit prendre le mouvement et la vie ; tout doit s'animer, marcher dans un ensemble que l'ordre seul peut assurer et maintenir.

« Chaque objet particulier doit être traité séparément et par une lettre particulière.

« Souvent il arrive de parler dans une même dépêche de matières parfaitement étrangères les unes aux autres ; il en résulte dans les bureaux une confusion entravante, une perte de temps considérable. En adoptant la mesure proposée, le travail est simplifié, le classement des objets plus aisé, les renseignements plus faciles à recueillir au besoin, l'expédition plus prompte, plus active. » (Bibl. nat. Lb 41/2).

de votre département, celui du district, et au-dessous, la région. Vous aurez également l'attention d'écrire autant de lettres que vous aurez d'objets particuliers à traiter, d'attacher toutes les pièces qui seront relatives à chacun d'eux, et d'en spécifier le nombre, en les paraphant par première et dernière.

« Les municipalités et les comités de surveillance de votre arrondissement, devant nécessairement suivre le même mode de correspondance, vous leur ferez passer sans délai les instructions convenables à cet égard ; vous recommanderez en même temps à celles de ces communes qui ont changé de noms, d'ajouter toujours celui qu'elles ont quitté au nouveau qu'elles ont adopté ».

Le 16 vendémiaire an III, le Comité arrête qu'il sera tenu des registres sur lesquels seront inscrites les copies des lettres émanées de la section de la correspondance générale de la République (1).

Le 27 brumaire an III, il arrête ce qui suit : « Il sera incessamment ouvert au secrétariat, un registre sur lequel on inscrira jour par jour, la note de toutes les lettres qui émaneront du Comité. Ces lettres seront en même temps portées par ordre de numéros, sur deux états certifiés par l'un des secrétaires généraux. L'un de ces états sera remis à la grande poste avec les lettres et l'autre, au pied duquel l'agence des postes mettra son reçu, sera déposé au secrétariat. Il sera délivré à l'administration des postes une expédition en forme du présent arrêté auquel elle sera tenue de se conformer pour ce qui la concerne (2) ».

Il y avait, au service du Comité, des gendarmes à cheval chargés de porter à travers Paris ses avertissements, ses ordres et sa correspondance. En frimaire an III, ils étaient

(1) Arch. nat. AFII* 300 ou AFII* 276. On trouvera, dans le chapitre précédent, quelques tableaux du personnel de cette section, en l'an III.

(2) Arch. nat. AFII* 277 ou F⁷* 18.

quatre qui relevaient du commandant de la force armée parisienne ; ils devaient se tenir à la disposition des secrétaires généraux (1).

Le Comité de sûreté générale surveilla sévèrement le service de la poste aux lettres. Il arrivait souvent que lettres et paquets étaient interceptés, ouverts, et qu'ainsi « le secret des lettres était violé ». Or, le Comité considérait ce secret comme « *inviolable* ». Il dit cela, avec autorité, au directeur de la poste de Pau (le 3 brumaire an III) (2), aux représentants Treilhard et Bordas, en mission dans le Bec d'Ambès (le 10 pluviôse an III) (3) ; au directeur de la poste de Dreux (le 19 pluviôse an III) (4). C'étaient, en général, les membres des comités révolutionnaires qui, sous prétexte qu'elles leur paraissaient suspectes, ouvraient en dehors des destinataires, certaines correspondances. Le Comité de sûreté générale ne leur en donna point le droit ; car, selon lui, c'était une « violation des lois » (5), qu'il s'efforça de réprimer. Ce fut l'un des heureux effets de sa politique d'ordre d'après thermidor. Pourtant il fallait bien, par mesure de sûreté générale, qu'on ouvrit parfois quelques lettres suspectes ; mais cela devait se faire conformément à l'arrêté du 19 thermidor an II (6), c'est-à-dire en présence de la personne intéressée, et en son absence, de son fondé de pouvoir ou d'un juge de paix ou officier municipal. Mention était faite sur un registre *ad hoc*, des correspondances suspectes qui restaient déposées au

(1) Voir arrêtés du 6 floréal an II (Arch. nat. F⁷* 2202), du 23 thermidor an II (AFII* 276), des 13 et 14 frimaire an III (AFII* 277).

(2) Arch. nat. AFII* 300.

(3) Arch. nat. AFII* 300.

(4) Arch. nat. AFII* 300 ou F⁷ 4411.

(5) Arch. nat. F⁷ 2208 (Lettre du Comité du 19 ventôse an III, aux agents-nationaux). Voir procès-verbal du 29 ventôse an III (Arch. de Dijon LIV a 47 i 4).

(6) (Bibl. nat. Lb 43/3990).

L'agent-national du district de Strasbourg fit imprimer « dans les deux langues » le dit arrêté qui fut adressé à toutes les municipalités et comités de surveillance du district.

comité de surveillance ; les autres étaient refermées et scellées du sceau de ce comité, puis rapportées au bureau de poste pour être remises à leurs destinataires.

Malgré cet arrêté, malgré les exhortations incessantes du Comité de sûreté générale aux fonctionnaires des postes qu'il voulait zélés, scrupuleux et diligents (1), il y eut des abus, des injustices qui justifient certaines mesures répressives, tel le décret d'arrestation du citoyen Arteaux, directeur de la poste de Toulouse (2).

Pour les affaires extrêmement urgentes, le Comité de sûreté générale avait recours à des courriers extraordinaires, nommés encore « courriers du gouvernement ».

Ces jours-là, il requérait « tous maîtres de poste de fournir sans aucun retard ni délai quelconque, sous quelque prétexte que ce puisse être, à peine d'en répondre, des chevaux au courrier extraordinaire ». C'est ainsi que le 2 frimaire an III, Lauchet, secrétaire général du Comité, alla à Nantes et en revint chargé des pièces originales de l'affaire Carrier (3) ; que le 5 brumaire suivant, Jacques Matrat porta au commandant de la place de Toulouse, le décret d'arrestation du directeur de la poste, Arteaux (4). Les mandats d'arrêt, les ordres de transferts de prisonniers étaient assez souvent transmis par courriers extraordinaires (5).

Il y avait un arrêté qui défendait expressément aux maîtres

(1) Voir, par exemple, lettre du 3 brumaire an III au directeur de la poste de Pau (Arch. nat. AFII* 300).

(2) Voir lettres du Comité de sûreté générale, des 4 et 5 brumaire an III, (Arch. nat. AFII* 300).

(3) Arch. nat. AFII* 277.

(4) Arch. nat. AFII* 300. Entre autres courriers du gouvernement, on trouve Edme Philippe Jarry. (Arch. nat. AFII* 301 ; lettre du 1^{er} prairial an III).

(5) Voir par exemple, lettre du 20 prairial an III, à l'agent-national du district du Havre (Arch. nat. AFII* 301) ; lettre du 20 floréal an III au représentant du peuple Laporte. (Arch. nat. F⁷ 4411). Le 24 messidor an II, le Comité de sûreté générale prie celui de salut public de mettre à sa disposition un courrier extraordinaire (Arch. nat. AFII* 275).

de postes de donner des chevaux sans ordres exprès soit du Comité de salut public, soit du Comité de sûreté générale ; mais le 26 fructidor an III, il fut rapporté par le Comité de sûreté générale (1). Celui-lui dut sévir contre certains maîtres de postes qui, non seulement se montraient indisciplinés, mais se permettaient de molester les voyageurs et de les mettre à contribution (2). Le 23 floréal an III, il pria le Comité des transports, postes et messageries, de prendre des mesures « pour réprimer l'insolence et la rapacité » de ces gens-là, qui devaient rendre parfois bien désagréables les voyages par diligence.

II. — Veut-on avoir une idée de la variété de la correspondance du Comité ? Il suffit, pour cela, de feuilleter l'un de ses nombreux registres qui étaient pour la plupart soigneusement tenus. Ouvrons, par exemple, le *Répertoire de la correspondance et arrêtés particuliers* du 4 thermidor an II (3). On trouve, entre autres destinataires : des comités civils des sections de Paris, des comités révolutionnaires, des gardiens de scellés, des employés aux bureaux de la guerre, l'administration civile de police et tribunaux, des agents nationaux, des habitants des communes, des représentants du peuple, l'agence des domaines nationaux, l'agence des subsistances, d'anciens juges du Tribunal révolutionnaire, l'accusateur public.

Ouvrons maintenant le *Registre d'envoi des lettres émanées du Comité de sûreté générale* (commencé le 2 frimaire an III) (4) et faisons quelques calculs. Nous trouvons ceci : le 2 frimaire le Comité envoya 28 lettres, dont 26 à des agents-nationaux, 1 à un représentant en mission, et 1 à un juge de tribunal de district ; le 23 frimaire, il envoya 24 lettres, dont 23 à des

(1) Arch. nat. AFII* 279.

(2) Arch. nat. AFII* 301.

(3) Arch. nat. AFII* 281.

(4) Arch. nat. F⁷ *18.

agents-nationaux, et 1 à un officier municipal ; le 6 nivôse, il envoya 41 lettres, dont 27 à des agents-nationaux, 5 à des comités de surveillance, 4 à des représentants en mission, 1 à un maire, 2 à des municipalités, 1 à des administrateurs de département, et 1 à une citoyenne ; le 28 nivôse, 14 lettres furent envoyées, dont 12 à des agents-nationaux, 1 à une citoyenne, et 1 à l'accusateur d'un tribunal criminel de département ; le 1^{er} pluviôse, 25 lettres furent envoyées, dont 19 à des agents-nationaux, 1 à un citoyen, 3 à des comités révolutionnaires, et 2 à des représentants en mission ; le 20 pluviôse, 23 lettres furent envoyées, dont 18 à des agents-nationaux, 2 à des représentants du peuple et 3 à des citoyens ; le 23 ventôse, il y eut un envoi de 23 lettres, dont 21 à des agents-nationaux, 1 à un maire, et 1 à un représentant du peuple ; le 3 germinal, il y eut un envoi de 12 lettres, dont 3 à des agents-nationaux, 2 à des représentants du peuple, 1 à un officier municipal, 5 à des citoyens et citoyennes et 1 au Directeur de la Poste aux lettres ; le 3 floréal, le Comité envoya 19 lettres, dont 4 à des représentants en mission, 1 à un citoyen et 14 à des agents-nationaux.

Le Comité de sûreté générale a laissé de nombreuses séries de bordereaux portant la nomenclature des autorités et des citoyens avec lesquels il était en rapport (1). On peut faire la somme des pièces concernant une seule autorité, pour un temps donné ; faire le même calcul pour un autre temps donné, et ainsi établir des comparaisons curieuses. Par exemple, du 3 au 29 floréal an II, 109 pièces furent enregistrées dont :

(1) Chaque bordereau est ainsi libellé :

« Correspondance du Comité.

« Bordereau des pièces remises le..., l'an..., de la République française par le Secrétariat général au Bureau des Archives ». Au-dessous figurent les renseignements qui occupent les cinq colonnes suivantes :

1^o Noms des autorités ou citoyens que les pièces concernent ; 2^o Nombre de pièces ; 3^o N^o d'enregistrement du Bureau central ; 4^o Régions où les pièces sont classées ; 5^o Observations. (Arch. nat. F⁷ 4411).

71 relatives à des citoyens parmi lesquels on remarque des députés,

8 relatives à des agents nationaux près les districts,

6 relatives au Comité de salut public,

5 relatives à l'accusateur public près le Tribunal révolutionnaire,

4 relatives au Comité militaire (1),

4 relatives à la police (cette désignation est vague),

3 relatives à des municipalités,

1 relative au Tribunal révolutionnaire,

1 relative à une section de Paris,

1 relative à un département,

1 relative à un agent des subsistances

On pourrait calculer d'une façon plus précise, le nombre des lettres qui arrivaient, chaque jour, au Comité de sûreté générale en consultant les registres de correspondance d'une autorité destinataire, par exemple ceux du Comité de salut public. Ainsi, j'ai trouvé que sur 236 lettres enregistrées par le Comité de salut public, durant le mois de thermidor an II, 21 étaient adressées au Comité de sûreté générale ; 35 sur 210 enregistrées lui furent adressées durant le mois de fructidor ; 7, entre le 1^{er} et le 14 brumaire an III ; 24, pendant le mois de vendémiaire an IV . D'après ces quelques chiffres, on pourrait dire que le Comité de salut public envoyait, en moyenne, 25 lettres chaque mois, au Comité de sûreté générale. Quant aux chiffres précédents, ils font ressortir, par exemple, que la correspondance entre le Comité de sûreté générale et les agents-nationaux a été particulièrement intense ;

(1) Le Comité de surveillance de la Législative avait eu déjà d'importantes relations avec le Comité militaire. L'Assemblée avait adjoint, à un moment donné, le Comité militaire au Comité de surveillance. Cette adjonction s'expliquait par la nature particulière des délits sur lesquels le Comité de surveillance était chargé de prendre des informations et qui étaient très souvent des enrôlements pour l'armée des émigrés ou des rixes dans les villes entre les patriotes et les soldats de ligne excités par les officiers.

mais ces chiffres sont insuffisants pour justifier des comparaisons et ne nous permettent point de généraliser.

Ce qu'on peut dire, c'est que le Comité, en raison de l'importance de ses attributions, correspondait avec la plupart des corps constitués de la République. Il avait des rapports avec la Convention nationale, les autres Comités, les Commissions exécutives, la Trésorerie nationale, les comités de surveillance, les municipalités, les districts, les départements, etc. Aussi la Maison de Brionne devint-elle un immense dépôt de renseignements, un centre d'activité où arrivait et d'où partait, chaque jour, une correspondance intense. De là vint la nécessité d'une répartition méthodique des travaux, non seulement entre les secrétaires des bureaux, mais entre les membres du Comité eux-mêmes. L'état ci-après représente précisément cette répartition :

« Travail individuel des membres du Comité de sûreté générale disposé par ordre alphabétique des départements, des sections de Paris et extramuros (1). »

1^o *Départements :*

Ain : Amar ; Ardennes : Bernard (de Saintes) ; Aisne : André Dumont ; Aube : Goupilleau (de Fontenay) ; Alpes-maritimes, Ardèche, Ariège, Aude, Aveyron : Clauzel ; Allier : Lesage-Senault.

Bas-Rhin : Amar ; Bec d'Ambès, Basses-Alpes : Clauzel ; Basses-Pyrénées, Bouches-du-Rhône : Dubarran.

Côte d'or : Bernard (de Saintes) ; Cantal, Corrèze, Corse : Dubarran ; Calvados, Charente, Charente-Inférieure, Cher, Côtes-du-Nord, Creuse : Lesage-Senault.

Doubs : Bernard (de Saintes) ; Dordogne, Drôme : Dubarran ; Deux-Sèvres : Bourdon (de l'Oise).

Eure, Eure-et-Loir : Goupilleau (de Fontenay).

(1) Arch. nat. F⁷ 4403. Cet état date sûrement de fructidor an II, car les noms qu'il porte sont ceux des membres qui composèrent le Comité après les scrutins des 15 et 16 fructidor.

Finistère : Bourdon (de l'Oise).

Gard, Gers : Monmayou.

Haut-Rhin : Amar ; Haute-Saône : Bernard (de Saintes) ;

Haute-Marne : Goupilleau (de Fontenay) ; Haute-Garonne,

Haute-Loire, Hautes-Pyrénées, Hautes-Alpes, Hérault :

Monmayou ; Haute-Vienne : Bourdon (de l'Oise).

Jemmapes : André Dumont ; Jura : Bernard (de Saintes) ;

Isère : Goupilleau (de Fontenay) ; Indre-et-Loire, Indre,

Ille-et-Vilaine : Bourdon (de l'Oise).

Loire : Bernard (de Saintes) ; Loire-Inférieure : Legendre ;

Landes, Lot, Lot-et-Garonne, Lozère : Collombel ; Loir-et-Cher

et Loiret : Legendre.

Meuse, Mont-Blanc : Amar ; Mont-Terrible : Bernard (de

Saintes) ; Moselle : André Dumont ; Marne, Meurthe : Cou-

pilleau (de Fontenay) ; Maine-et-Loire, Manche, Mayenne,

Morbihan : Legendre.

Nord : André Dumont ; Nièvre : Merlin (de Thionville).

Oise : André Dumont ; Orne : Merlin (de Thionville) ;

Pas-de-Calais : André Dumont ; Pyrénées orientales : Col-

lombel ; Puy-de-Dôme : Merlin (de Thionville).

Rhône : Amar.

Seine-et-Marne : Amar ; Seine-et-Loire : Bernard (de Saintes) ;

Seine-Inférieure, Seine-et-Oise : André Dumont ; Somme :

Goupilleau (de Fontenay) ; Sarthe : Merlin (de Thionville).

Tarn : Collombel.

Var, Vaucluse : Collombel ; Vendée, Vienne : Merlin (de

Thionville) ; Vosges : Amar.

Yonne : Merlin (de Thionville).

2^e Sections de Paris (leurs noms suivis des chefs-lieux des douze arrondissements).

Arcis, L'Homme armé : André Dumont ; Arsenal, Fidélité :

Monmayou ; Amis de la Patrie, Lombards : Lesage-Senault.

Brutus, Brutus : Amar ; Beaurepaire, Marat : Clauzel ;

Bon Conseil, Bonne-Nouvelle : Collombel ; Bonne-nouvelle,

Bondy, Bonne-Nouvelle : Collombel ; Bonnet-Rouge, Fontaine-de-Grenelle : Legendre.

Charlier, Marat (1) : Clauzel ; Contrat-Social, Brutus : Amar ; Cité, Fidélité : Monmayou ; Champs-Élysées, Tuileries : Bourdon (de l'Oise).²

Droits-de-l'Homme, l'Homme armé : André Dumont.

Faubourg Montmartre, Lepelletier : Goupilleau (de Fontenay) ; Fidélité et Fraternité, Fidélité : Monmayou ; Faubourg du Nord, Bonne-Nouvelle : Collombel ; Fontaine de Grenelle, Fontaine de Grenelle : Legendre ; Finistère, Panthéon Français : Merlin (de Thionville).

Guillaume Tell, Brutus : Amar ; Gardes-Françaises, Halles aux Bleds : Bernard (de Saintes) ; Gravilliers, Lombards : Lesage-Senault.

Halle-aux-Bleds, Halle-aux-Bleds : Bernard (de Saintes).

Indivisibilité, Quinze-Vingts : Dubarran ; Invalides, Fontaine-de-Grenelle : Legendre.

L'Homme armé, L'Homme armé : André Dumont ; Lepelletier : Goupilleau (de Fontenay).

Muséum et Marchés, Halle-aux-Bleds : Bernard (de Saintes) ; Montagne et Mont-Blanc, Lepelletier : Goupilleau (de Fontenay) ; Marat, Marat : Clauzel ; Montreuil, Quinze-Vingts : Dubarran.

Observatoire, Panthéon français : Merlin (de Thionville).

Poissonnière, Brutus : Amar ; Popincourt, Quinze-Vingts : Dubarran ; Piques, Piques : Bourdon (de l'Oise) ; Panthéon français, Panthéon français : Merlin (de Thionville).

Quinze-Vingts, Quinze-Vingts : Dubarran.

Réunion, L'Homme armé : André Dumont ; Révolutionnaire (2), Marat : Clauzel ; République, Tuileries : Bourdon (de l'Oise).

(1) Ces deux sections devinrent les sections du Théâtre-français, et des Thermes. (Arch. nat. AFu* 287, arrêté du Comité de sûreté générale, sans date).

(2) La section Révolutionnaire devint la section du Pont-Neuf. (Arch. nat. AFu* 287, arrêté sans date).

Sans-Culottes, Panthéon français : Merlin (de Thionville).
Temple, Lombards : Lesage-Senault ; Tuileries, Tuileries :
Bourdon (de l'Oise).

Unité, Fontaine de Grenelle : Legendre.

3^o *Extramuros*.

Districts de Franciade et de l'Égalité : Louis (du Bas-Rhin),
Levasseur (de la Meurthe), Mathieu, Méaulle.

Police générale : Monmayou, Mathieu, Levasseur (de la
Meurthe).

III. — Ce qui s'impose le plus à la réflexion, c'est que le Comité se plait à créer des rapprochements de plus en plus étroits entre les diverses autorités, ses subordonnées ou non, et lui-même, autorité centrale de police ; c'est que les exigences de la discipline n'excluent nullement le contact de l'auxiliaire avec le maître. D'où vient cela ? Essentiellement de ce que le Comité veut que la police soit une, qu'elle repose uniquement sur les lois, et que l'uniformité des mesures contribue à unifier le pays. S'il eût travaillé isolément, on peut présumer que son autorité, qui s'étendit sur la France entière, eût été considérablement diminuée. Sans doute, elle eût été efficace à Paris, mais, peut-être, inopérante dans les départements. Logiquement, il fallait qu'il entrât le plus possible en rapport, directement ou indirectement, avec les départements, les districts, les municipalités, avec tous les fonctionnaires, avec le peuple lui-même ; il fallait que ses auxiliaires qui, selon sa propre expression, devaient « seconder ses vues », fussent instruits de leurs devoirs, par lui-même ; il fallait qu'il leur inculquât des idées républicaines, puisque faire triompher la République, c'était son but.

Il s'y efforça et c'est là l'une des causes de sa formidable influence ; cela ressort de toute sa correspondance, à la fois abondante, claire et incisive ; celle de l'an III, notamment, porte la marque de son autorité et de son énergie ; de son

amour de l'ordre et de son habileté à diriger ; celle de ses subordonnés reflète surtout le zèle, l'obéissance, la soumission aux lois ; l'une et l'autre expriment un patriotisme éclairé.

Mais, pour réaliser ses desseins, le Comité eut recours à d'autres moyens que la correspondance ordinaire. Je ne parlerai pas de ses agents secrets, de ses espions dont le rôle est trop peu connu ; mais j'insiste dès maintenant sur l'importance qu'il attachait aux conversations avec les diverses autorités et avec les accusés. Exemple : Dans ses instructions aux représentants du peuple en mission, le Comité leur recommandait de lui écrire souvent (1) ; mais, quand il y avait une affaire de quelque gravité, ils étaient invités à venir l'en instruire de vive voix (2). Et de même les agents nationaux (3) et les comités révolutionnaires (4). Il semble, non que le Comité ait marqué quelque défiance à l'égard de ses auxiliaires, mais qu'il préférât parfois à leur correspondance, des explications verbales, détaillées et claires.

Il tirait des éclaircissements directement des conversations, notamment pour tout ce qui touchait la police de Paris. Tour à tour, il convoque pour conférer avec eux, les administrateurs de police (5), l'accusateur public (6), les membres des comités révolutionnaires, les officiers (7), de simples citoyens (8). Il convoquait aussi les députations : ainsi le

(1) Voir p. 330-332.

(2) Voir, par exemple, lettre du 14 nivôse an III à Mallarmé en mission dans le Gers (Arch. nat. AFII* 300).

(3) Le 13 floréal an II, par exemple, il convoqua l'agent-national du district de Melun. (Arch. nat. AFII* 275).

(4) Par exemple, le 15 vendémiaire an III, le Comité de sûreté générale convoqua au lieu de ses séances les présidents de 12 comités révolutionnaires (Arch. nat. AFII* 276).

(5) Par exemple, le 4 floréal an II (Arch. nat. AFII* 275).

(6) Par exemple, le 11 floréal an III (Arch. nat. F⁷ 4411).

(7) Par exemple, le 13 prairial an III, il convoque le citoyen Bazard, commandant du bataillon de la section du Contrat social (Arch. nat. AFII* 301).

(8) Le 6 nivôse an II, il autorise le citoyen Amar, l'un de ses membres à faire venir chez lui, tous les citoyens qui pourront lui donner des renseignements et déclarations sur une conspiration. (Arch. nat. AFII* 289).

17 thermidor an II, il pria la députation de l'Aube de se réunir dans le lieu de ses séances ; le 11 messidor an III, il invita celle de la Haute-Saône à « passer au Comité à 9 heures du soir pour lui donner des renseignements sur une affaire importante (2) ». Le 16 thermidor an III, le Comité arrêta qu'à l'avenir, il ne serait « rien délibéré ni même discuté en présence des députations quelles qu'elles soient, et qu'après la réponse de son président, les députations se retireraient dans la salle voisine pour attendre la décision (3) ». J'ignore ce qui inspira au Comité cette décision, où il fait paraître son autorité ; mais il n'en continua pas moins à se renseigner auprès des députés : le 20 fructidor an III, il écrit encore à Legot et à Bouret : « Citoyens collègues, nous vous invitons à venir duodi, à neuf heures du soir, au lieu des séances du Comité, pour des renseignements que vous pouvez nous donner (4) ». Disons d'ailleurs que le Comité de sûreté générale tenait en haute estime la représentation nationale, qu'il n'admettait point qu'elle fût méconnue ni outragée (5).

Les conversations que tinrent dans l'intérieur des prisons certains membres du Comité, avec les détenus eux-mêmes, eurent d'heureuses conséquences, elles déterminèrent d'innombrables arrêtés d'élargissement (6). Le Comité répondit maintes fois par des mises en liberté aux mémoires justificatifs et aux lettres des prisonniers ; mais souvent avec de longs retards, tandis que les visites des prisons étaient immé-

(1) Arch. nat. AFII* 276.

(2) Arch. nat. AFII* 301. Le 22 floréal, la députation entière de la Haute-Saône était venue au Comité réclamer la liberté de plusieurs citoyens. (Arch. nat. F⁷ 4411).

(3) Arch. nat. AFII* 279.

(4) Arch. nat. AFII* 301.

(5) C'est sur son rapport que, le 24 germinal an II, la Convention décréta que le citoyen Marino serait tr duit au Tribunal révolutionnaire. Le 24 vendémiaire an IV, le Comité invite Perrin (des Vosges) en mission dans le Doubs, à prendre des mesures « pour faire respecter la représentation nationale ». (Arch. nat. AFII* 301).

(6) Voir visites dans les prisons, p. 463 et suiv.

diatement suivies de la délivrance de nombreux détenus.

A travers ceci, on discerne une nouvelle raison de l'importance donnée par le Comité à la conversation, au rapport verbal ; je veux dire son amour de l'ordre, de la méthode, deux qualités qu'il cultiva sans cesse, par calcul, parce qu'il en résultait pratiquement la promptitude de l'exécution qu'il tenait pour capitale en matière de police. Sans doute la surabondance de correspondance était de nature à entraver ses mouvements et à retarder la procédure. A cause de cela, il y eut des affaires qui eussent pu être réglées sur-le-champ, qui traînèrent des mois, des années même ; on vit ainsi des innocents, arrêtés comme suspects par mesure de sûreté générale, n'être délivrés que tardivement. Ce que le Comité écrit le 5 messidor an III aux procureurs syndics des départements semble confirmer ce que je viens de dire : « Des actes de simple administration, dit-il, des décisions sur des intérêts purement individuels, multiplient les travaux manuels des administrateurs et ne présentent au Comité de gouvernement qu'une masse d'écritures insignifiantes. La forme analytique offre de grands avantages, en ce qu'elle instruit avec plus de rapidité et plus d'intérêt ; ainsi chaque matière doit faire un article particulier auquel l'administration donne plus ou moins de développement suivant sa correspondance décadraire avec les autorités sulbaternes (1)... »

(1) Arch. nat. AFII* 301.

CHAPITRE III

LA COMPTABILITÉ

I. Chiffres de recettes et comparaisons — II. Chiffres de dépenses. Variété des dépenses. Conclusion.

I. — Lorsqu'on examine la comptabilité du Comité de sûreté générale, on s'étonne de ne la point trouver aussi considérable qu'on l'avait conçue ; elle semble n'être pas en harmonie avec le rôle important qu'il eut à jouer ; on n'y voit pas de grands mouvements de numéraire comme ceux, par exemple, qui caractérisent la comptabilité des commissions exécutives, quoique l'administration de la police générale ait été fort onéreuse. La raison de ceci me paraît résider dans le fait suivant : les crédits destinés à la police étaient répartis entre trois administrations : la Commission des administrations civiles, police et tribunaux, la Commission de police administrative de Paris, et le Comité de sûreté générale. Quelques exemples vont nous éclairer :

La Convention décrète que la Trésorerie nationale ouvrira à la Commission des administrations civiles un crédit de 1.500.000 livres, le 30 germinal an II ; de 1 million, le 24 messidor, de 1 million le 26 thermidor ; de 1 million, le 21 fructidor ; de 1 million, le 8 vendémiaire an III ; de 1.500.000 livres le 11 brumaire ; de 1.500.000 livres, le 9 frimaire ; de 7 millions le 19 nivôse ; de 20 millions, le 11 pluviôse ; de 10 millions, le 12 ventôse ; de 5 millions, le 9 floréal ; de 5 millions, le

17 prairial ; de 15 millions, le 14 messidor ; de 25 millions, le 26 fructidor ; de 50 millions, le 28 vendémiaire an IV (1).

Quant au Comité de sûreté générale, tandis que le 11 pluviôse an III par exemple, la Commission des administrations civiles recevait 20 millions, il ne recevait que 500.000 livres. D'autres crédits lui furent ouverts, mais qui sont loin d'égaliser ceux qui viennent d'être énumérés. Ainsi, le 21 juin 1793, 20.000 livres lui sont votées « pour subvenir aux dépenses secrètes (2) », laquelle somme devait être payée par la Trésorerie nationale, sur les mandats du Comité acquittés par son trésorier ; le 2 août, il obtient de nouveau 20.000 livres ; le 29 vendémiaire an II, 500.000 livres sont mis à sa disposition par arrêté du Comité de salut public ; le 17 prairial an III, la Convention décrète que sur les assignats fabriqués en vertu des décrets du 18 nivôse, la Trésorerie ouvrira un crédit de 500.000 livres au Comité de sûreté générale ; le 26 fructidor suivant, il obtient un million ; le 30 fructidor, encore un million ; le 28 vendémiaire an IV, 2 millions, etc.

Quant à la Commission de police administrative, c'est en vertu d'arrêtés du Comité de sûreté générale qu'elle recevait des crédits. Ainsi le 28 brumaire an III, le Comité arrête qu'il sera payé par la Trésorerie Nationale à la Commission de police administrative « pour les frais et déboursés » de ses inspecteurs la somme de 3295 livres, 10 sols (3) ; un autre arrêté du 20 messidor an III lui accorde une somme de 36.492 livres, 1 sol, 8 deniers (4).

(1) Voir, dans la *Revue de la Révolution*, de juin 1924 mon article sur les Commissions exécutives.

(2) *Le Procès-verbal* du 24 avril porte : « Un membre propose que des fonds soient mis à la disposition du Comité de sûreté générale, afin qu'il puisse exercer à Paris et dans toutes les parties de la République, la surveillance qui lui est confiée, (proposition renvoyée au Comité des finances). Entre le 24 avril et le 21 juin, je ne sais quels crédits ont été ouverts.

(3) Arch. nat. AFII* 283.

(4) Arch. nat. AFII* 287.

Les crédits étaient accordés au Comité de sûreté générale sur la proposition du Comité des Finances, sauf dans les premiers temps, où il suffisait d'un arrêté de Comité de salut public ; en témoigne l'arrêté suivant :

Extrait du registre des arrêtés du Comité de salut public de la Convention nationale (1).

Arrêté du Comité de salut public qui met à la disposition de celui de sûreté générale 500.000 livres pour subvenir à ses dépenses.

Du 29^e jour du premier mois de l'an II de la République française une et indivisible.

Le Comité de salut public, sur la demande formée par le Comité de sûreté générale, en vertu d'une délibération par lui prise le 28 du mois courant, arrête qu'il sera mis par la Trésorerie nationale à la disposition du Comité de sûreté générale de la Convention nationale, la somme de cinq cent mille livres payables de cinquante en cinquante mille livres à prendre sur les cinquante millions mis par la Convention à la disposition du Comité de salut public pour subvenir aux dépenses nécessitées pour la surveillance des contre-révolutionnaires et pour tous les objets de sûreté générale qui lui sont confiés.

Le Comité de sûreté générale communiquera confidentiellement au Comité de salut public le bordereau de l'emploi des sommes à fur et mesure qu'elles seront dépensées.

Signé au registre : B. Barère, Hérault, Collot d'Herbois, Robespierre, Billaud-Varenne et C. A. Prieur (2).

Pour extrait : Carnot, Billaud-Varenne, C. A. Prieur, Robespierre, Hérault.

Le Comité de sûreté générale avait d'ailleurs consigné ces modalités dans l'arrêté qui complète son règlement de brumaire an II.

Voici quelques versements qui furent faits au Comité par la Trésorerie nationale : le 25 vendémiaire an II, la somme de 1.000 livres, restante de celle de 20.000, allouée par le décret du 21 juin ; le même jour, la somme de 3.465 livres, 14 sols,

(1) Arch. nat. F⁷ 4407, pièce n° 1677 A S. D.

(2) L'original de cette pièce se trouve dans AFII 22.

restante de celle de 20.000 allouée par le décret du 2 août ; le 2 brumaire, 50.000 livres, à compter sur celle de 500.000 livres allouée le 29 vendémiaire, par mandat du Comité de salut public ; de même le 5 brumaire, le 5 pluviôse et le 18 ventôse ; mais, dans l'intervalle, le 5 nivôse, la Trésorerie versa 20.000 l. au Comité en vertu d'un autre mandat du Comité de salut public daté du 12 septembre 1793 (1). Le 12 fructidor an II, les commissaires de la Trésorerie écrivent au Comité de sûreté générale : « En exécution du décret du 7 du courant, nous avons fait établir le compte de vos dépenses sur le crédit de 500.000 livres qui vous a été accordé par le Comité de salut public le 29 vendémiaire. Nous le joignons à la présente, nous avons pensé que le dernier paiement de 50.000 livres, *ayant été fait le 29 thermidor*, ne pouvait être imputé sur le nouveau fonds de 300.000 livres dont la Convention nationale vous a crédité (2) ». Ce qui prouve que le Comité mit dix mois pour absorber 500.000 livres. Et plus, puisque nous venons de voir qu'il toucha un autre crédit de 20.000 livres le 5 nivôse. Ce serait déjà considérable que le Comité de sûreté générale eût dépensé en moyenne 50.000 livres par mois ; mais c'est insignifiant au prix des millions engloutis par les commissions exécutives, qui ont essuyé, il est vrai, bien des reproches.

II. — On peut d'ailleurs, ce qui est un moyen de contrôle, avoir une idée des dépenses journalières du Comité de sûreté générale.

On lit par exemple, dans le registre intitulé : *Arrêts portant paiement des sommes sur la Trésorerie nationale* (3) :

3 brumaire (an III) arrête qu'il sera payé à chacun des citoyens Hubert et Couturier, gendarmes nationaux, qui ont été chargés de

(1) On trouve tous ces détails dans Arch. nat. AFII* 286.

(2) Arch. nat. F⁷ 4407.

(3) Arch. nat. AFII* 283. Les arrêts portent un nombre variable de signatures : tantôt 9, tantôt 7, tantôt 6, ou 4 ou 3.

la voiture et des effets d'un citoyen pendant 9 jours et 9 nuits, la somme de 54 livres pour chacun...

3 brumaire, vu l'état des déboursés fait par le comité révolutionnaire du X^e arrondissement..., 639 livres, 15 sols seront remboursés au dit comité sur les fonds mis à la disposition du Comité (1).

4 brumaire, il sera remboursé 10 livres au citoyen Desplanches, gendarme national, pour frais faits à l'occasion du transfèrement du nommé Millet détenu au Luxembourg.

10 brumaire, la Trésorerie payera au citoyen Rose (2) la somme de 399 livres, 15 sous, pour vins et fournitures.

11 brumaire, arrête que la somme de 4200 livres saisie sur le citoyen Richard lors de son arrestation, lui sera restituée par la Trésorerie nationale.

13 brumaire, la Trésorerie payera à deux membres du comité révolutionnaire du II^e arrondissement la somme de 18 livres qu'ils ont avancée pour le service du Comité de sûreté générale.

17 brumaire, il sera payé pour les dépenses secrètes de la section de police, la somme de 5000 livres sur l'acquit du secrétaire général de ladite section (3).

17 brumaire, au citoyen Bonnard, employé par le Comité, à titre de remboursement d'avances par lui faites et pour indemnité la somme de 1332 livres, 6 sous.

5 frimaire, 10.830 livres, 14 sous provenant des deniers trouvés chez le citoyen Grimaud et de la vente de ses meubles, après son arrestation.

5 frimaire, arrête qu'il sera payé... la somme de 1265 livres au citoyen Peyron, traiteur, pour subsistances par lui fournies aux détenus, au corps de garde du Comité et autres fournitures (4).

6 frimaire..., 1000 livres à 3 gendarmes pour compléter leurs

(1) On voit que le Comité de sûreté générale subvenait aux dépenses des comités révolutionnaires.

(2) C'est le restaurateur du Comité.

(3) Le 24 nivôse suivant, la section de police dont le rôle était important, toucha 24.000 livres et le 2 floréal, 30.000 pour « les dépenses secrètes du gouvernement ».

(4) Le 8 nivôse, Peyron reçut 170 livres, 10 sous; le 8 ventôse : 2038, l. 16 sous; le 15 ventôse : 887 livres; le 15 germinal : 3238 livres; le 29 messidor : 2107 livres, 10 sous.

frais de route et voyage, dans la mission qu'ils ont à remplir de conduire à Paris les prévenus de conspiration du département des Bouches-du-Rhône.

15 frimaire, il sera payé au citoyen Bernard, employé, section de la police, la somme de 813 livres, 3 sous, pour remboursement d'avances par lui faites dans différentes missions qui lui ont été confiées.

23 nivôse, la Trésorerie payera au citoyen Hardy (représentant du peuple de la Seine-Inférieure), la somme de 6000 livres pour lui servir d'indemnité de pertes qu'il a faites sur la maison qu'il tenait à bail à Rouen et celle qu'il occupait en la commune de Paris, plus 5425 livres provenant de la vente de son mobilier (1)...

30 nivôse, il sera payé la somme de 6060 livres au citoyen Be-temps, pour frais de conduite de 28 particuliers de Marseille à Paris, envoyés par la représentant du peuple Auguis.

1^{er} floréal, le Comité arrête que le caissier remettra à l'instant au général Lapalière, la somme de 15.000 livres pour les frais de conduite des représentants du peuple Ruamps, Montaut et Levasseur (de la Sarthe) à la citadelle de Besançon.

8 floréal, 1500 livres au citoyen Devaux, maréchal-des-logis, grenadier de la Convention, qui a été chargé de la conduite de Billaud-Varenne, Barère et Collot d'Herbois (3) (à payer sur fonds mis à la disposition du Comité pour dépenses secrètes).

J'arrêterai là cette série de citations, lesquelles, tout en nous instruisant des mouvements et de la variété de la comptabilité, font ressortir les formes les plus diverses de l'activité

(1) Conformément au décret du 20 nivôse an III.

Le 6 pluviôse le Comité de sûreté générale arrête le remboursement au représentant Cazeneuve de la somme de 1300 livres « pour le loyer de l'appartement et du lit qu'il a occupé pendant 13 mois qu'a duré sa détention.

(2) Décreté d'arrestation le 16 germinal an III (5 avril 1795) sur le rapport de Gouly (de l'Ile de France) qui ne pouvait lui pardonner de s'être prononcé pour l'abolition de l'esclavage, il fut conduit, avec Ruamps et Montaut, à la citadelle de Besançon où il subit une rigoureuse détention.

(3) Voir p. 425.

du Comité de sûreté générale. J'ai calculé le total des dépenses réalisées entre le 3 brumaire et le 16 pluviôse an III ; il s'élève à 87.207 livres, 3 sols, ce qui fait environ 25.000 livres par mois, mais non compris le montant des appointements des employés. Or, nous savons qu'en germinal en II, celui-ci s'élevait annuellement à 385.000 livres (1), soit mensuellement à 32.150 livres. Donc les dépenses se montaient mensuellement à 57.150 livres (bien entendu approximativement).

Voilà donc vérifiée et contrôlée la somme d'environ 50.000 l. (*recettes*) qui tout à l'heure avait été fixée. Ainsi le Comité de sûreté générale n'encourt pas le reproche d'avoir gaspillé l'argent du Trésor, reproche qui touche la plupart des commissions exécutives. Je ne dis pas que la Commission des administrations civiles, police et tribunaux ait dilapidé les millions qu'elle a touchés, je ne le présume même point, étant donné qu'un service comme celui de la police générale devait être fort dispendieux. La correspondance active qu'elle eut avec le Comité la montre collaborant avec lui, occupée notamment à la surveillance des prisons et maisons d'arrêt et soumise à sa discipline. Les agents du Comité étaient disciplinés et responsables : le caissier était tenu de lui faire un rapport à la fin de chaque mois ; on sait ce qu'il advint à Pijaud (2) ; on se souvient de son mémoire justificatif, où il se plaint d'avoir trop de responsabilité. Sans responsabilité et sans discipline, comment les finances du Comité eussent-elles été administrées ? Ils s'intéressait directement aux opérations ; lui-même comptait. Quand, par exemple, le 10 nivôse an III, il prie la Trésorerie nationale de lui rendre compte, dans le jour, de la somme encore disponible sur le crédit ouvert pour les dépenses de la police générale, c'était sans doute, pour équilibrer ces dépenses avec ces disponibilités (3).

(1) Voir règlement du 20 germinal an II, p. 83.

(2) Voir plus haut l'affaire Pijaud-Héron, p. 139-146.

(3) Arch. nat. AFir* 277.

CHAPITRE IV

LES PASSEPORTS

I. Registres ; délivrance et visas. Réglementation. — II. Durée des passeports. Loi du 3^e jour des sans-culottides an II. Surveillance des étrangers. Arrêté du 30 messidor an III. Décret du 5 thermidor an III. Arrêté du 5^e jour complémentaire an III. — III. Les cartes de sûreté.

I. — Le règlement du 20 germinal an II porte que le Comité aura un registre sur lequel seront inscrits les passeports qui seront délivrés aux citoyens envoyés au dehors pour l'exécution des ordres du Comité. Or, les ordres émanés du Comité ont été innombrables ; par conséquent il va sans dire que le service des passeports eut quelque importance (1). On en trouve les registres aux Archives Nationales. Voici un extrait du premier feuillet d'un des registres de l'an II (2).

Passeports et demandes de séjour à Paris.

N^o 1. Registre des passeports donnés au Comité de sûreté générale de la Convention nationale, commencé le 14^e jour du mois de brumaire, l'an deuxième.

La citoyenne Legendre. — Séance du 4 nivôse l'an II. « Le Comité de sûreté générale de la Convention nationale requiert les autorités constituées, les officiers civils et militaires, les dépositaires

(1) Remarquer que le Comité de salut public délivrait aussi des passeports. Dans Arch. nat. AFII* 234, on trouve le registre des passeports délivrés par ce comité depuis le 2 prairial an II jusqu'au 13 brumaire an IV.

(2) Arch. nat. F⁷ 4412.

sitaires de la force armée et tous les bons citoyens de laisser passer librement la citoyenne Geneviève Decourt, épouse du citoyen Legendre, député du département de Paris, allant à Verneuil, département de l'Eure, pour rejoindre son mari et lui prêter aide et assistance si le cas l'exige.

« Signalement de ladite citoyenne Legendre, âgée de 29 ans : 4 pieds 10 pouces, figure ovale, nez aquilin, yeux bruns, sourcils et cheveux bruns, bouche moyenne, un signe à la joue gauche. Signé : Vadier, Jagot, Louis (du Bas-Rhin), Dubarran et Guffroy ».

La dernière inscription est du 29 germinal. Le 1^{er} floréal un nouveau registre fut ouvert (1) ; le libellé ordinaire est celui-ci : « Les autorités civiles et militaires laisseront librement passer et prêteront au besoin, secours et assistance au citoyen..... (profession)....., allant à..... (Signalement). Certains passeports portent la formule : Bon pour..... jours. Le nombre des signatures varie entre deux et six.

On voit que les passeports étaient délivrés d'ordinaire à des citoyens chargés de missions, à des représentants du peuple « chargés de surveillance » aux membres des comités révolutionnaires, aux secrétaires du Comité, à des maires, des administrateurs de département, aux commissaires « porteurs d'ordres du Comité ». Les passeports périmés étaient réunis et classés dans des chemises spéciales, par ordre alphabétique. Ainsi la chemise C contient le passeport délivré à Chéret, secrétaire du Comité de sûreté générale, « chargé d'une mission importante » pour Limoges. Il est daté du 18 germinal an II et porte les signatures suivantes : Amar, Dubarran, Louis (du Bas-Rhin) Vadier, Lavicomterie, Vouland.

Il est aisé, à l'aide des registres, de calculer pour un temps

(1) Arch. nat. AFii* 282. On y trouve : 1^o les dates de délivrance des passeports, 2^o les noms des citoyens ; 3^o les copies des passeports, 4^o les dates de rapport des passeports et pièces. La dernière inscription est datée du 14 brumaire an III.

donné, le nombre des passeports accordés par le Comité. Il y en eut 60 en floréal an II ; 41, en prairial ; 59, en messidor ; 37 en thermidor ; il n'y en eut que 20 en floréal an III ; 44, en messidor an III et 119 entre le 1^{er} et le 14 brumaire an IV. Soit approximativement 2 par jour. Quant au Comité de salut public, il en délivra 572, depuis le 2 prairial an II, jusqu'au 13 brumaire an IV (1).

En cours de route les passeports étaient visés successivement par les diverses autorités. On lit sur celui de Chéret : « Vu à Orléans, le 20 germinal ; vu à la maison commune de Limoges, le 23 germinal ; vu au comité de surveillance, le 23 germinal ; vu à Argenton, le 27 germinal ; vu à la maison commune d'Orléans le 29 germinal ; vu au comité de surveillance d'Orléans le 29 germinal ».

Le 12 thermidor an II, le Comité autorisa les administrateurs provisoires du département de la police régénérée à réviser les passeports et, dans les cas douteux ou embarrassants, à « prendre l'avis ou l'opinion des comités de surveillance révolutionnaires ». Le même jour les administrateurs lancèrent aux comités révolutionnaires des 48 sections de Paris la circulaire suivante :

« Citoyens, nous vous prévenons que d'après notre institution (2) et les pouvoirs qui nous sont délégués par les Comités de salut public et de sûreté générale, les visas et accords de passeports nous sont délégués ; que c'est d'après nos visas que nous proconcerons, comme devant nous concerter ensemble sur cet objet, en observant que le visa soit signé de quatre membres au moins.

(1) Voir registre, Arch. nat. AFII* 234.

(2) Le département de police régénérée avait été établi par arrêté des Comités de salut public et de sûreté générale, le 9 thermidor an II. Le même jour, ces deux Comités avaient arrêté que les membres composant l'ancienne administration de police seraient sur-le-champ en arrestation et au secret. (Voir AULARD, *Paris pendant la Réaction Thermidorienne*, préface).

« En conséquence, nous vous invitons, citoyens, de prévenir les secrétaires et présidents des assemblées générales de vos sections respectives qu'ils aient à vous remettre les passeports que l'assemblée générale aurait accordés ou pourrait accorder à l'avenir au lieu de les envoyer à la Commune comme cela se pratiquait précédemment. Nous comptons sur votre sévère examen au visa que votre patriotisme vous décidera d'accorder en consultant toujours dans votre sagesse les intérêts de la République, en maintenant le cours du commerce et la surveillance des voyageurs.

« Nous ne viserons non plus les passeports des voyageurs qui arriveront à Paris pour en repartir que d'après votre visa.

Signé : A. Martineau, Gérôme, Freté, Le Camus, Albert, Ballay, Hivert, Barisson, Thiboust (1).

Mais le 5 fructidor, les administrateurs se plaignent au Comité de sûreté générale « de la difformité de la délivrance des passeports ». Ils prétendent que leur visa et renouvellement par les 48 sections de Paris, entravent le commerce, gênent les voyageurs et excitent leurs plaintes, d'autant plus que les assemblées générales qui accordent la plupart des passeports ne peuvent plus avoir lieu que les jours de décades, « ce qui fait dix jours d'intervalle ». Ils demandent en conséquence, un mode qui soit plus uniforme et plus expéditif. La question était délicate. La Convention décréta diverses mesures plus ou moins sévères suivant les circonstances. La loi du 27 germinal an II, qui excluait de Paris un grand nombre de citoyens, fut extrêmement gênante. On trouve aux Archives nationales maintes lettres de recommandations accompagnant des demandes de permis de séjour à Paris, « en exception » de la dite loi. Le 1^{er} brumaire an III, l'agent-national de la commune de Versailles fut chargé par la municipalité d'exposer au Comité de sûreté générale les inconvé-

(1) N'ont pas signé cet arrêté : Trial et Loys (d'Arles).

nients de cette loi. « Un grand nombre de citoyens, dit-il, ont besoin d'aller à Paris ; plusieurs entre autres ont quitté Paris précipitamment (1), se sont logés en chambres garnies à loyer et voudraient posséder leurs meubles ; d'autres ont des affaires à régler autrement que par procuration ». Or, la municipalité se soumettant à la loi refusait d'accorder toute permission. Aussi l'agent national demande qu'elle ait le droit de délivrer des permis de séjour seulement dans les cas pressants. J'ignore la réponse du Comité de sûreté générale ; c'est lui d'ailleurs qui, en vertu de l'article 4 d'un autre décret du 4 vendémiaire an III, était « autorisé à donner des permissions pour rester à Paris, à ceux qui y viendraient pour des causes d'une utilité ou justice reconnues ». Mais sept mois plus tard, le 4 floréal, il fit décréter qu'à l'avenir les dites permissions seraient délivrées par la Commission administrative de police qui serait tenue de lui adresser des états décadaires.

Une lettre de l'agent-national du 5 frimaire an III (2), atteste que les lois relatives aux passeports n'étaient pas rigoureusement observées ; l'état des passeports délivrés

(1) En effet, le 3^e jour des sans-culottides an II, le sévère décret que voici avait été rendu : « Art. 1^{er}. Les citoyens qui ne résidaient pas à Paris avant le 1^{er} messidor et qui se trouvent actuellement en cette commune, *seront tenus d'en sortir* dans le jour qui suivra la publication du présent décret, de s'en éloigner de dix lieues au moins dans les deux jours suivants, de se retirer dans leurs domiciles et d'y justifier de leur retour devant leurs municipalités, dans le délai de deux décades pour ceux qui sont à cent lieues de distance de Paris et au-dessous et de quatre décades pour ceux qui sont à de plus grandes distances. Art. 2. Les Comités civils des sections de Paris sont autorisés à s'adjoindre, pour 24 heures, d'anciens membres, au nombre de seize par section, pour délivrer les passeports des citoyens compris dans l'art. précédent. Art. 3. Ils tiendront, à compter de ce jour, registre de tous les passeports qu'ils délivreront ou viseront à l'avenir et ils en enverront chaque jour un extrait au Comité de sûreté générale. » Viennent ensuite un certain nombre d'exceptions aux dispositions de l'art 1^{er}.

Le 8 vendémiaire an III, le Comité de sûreté générale arrêta « que trois signatures suffiraient pour les permissions de rester à Paris en cas de cause légitime », (Arch. nat. AFII* 276).

(2) Arch. nat. F⁷ 4412.

par 22 sections de Paris dans les premiers jours de frimaire porte que 458 passeports ont été accordés et que 1.285 ont été visés. L'agent-national propose un premier visa provisoire aux Barrières de Paris (1), qui établirait la date précise de l'arrivée des voyageurs et obligerait ceux qui se ne trouvent pas dans les cas d'exception, à se présenter aussitôt aux comités des sections. Le Comité de sûreté générale que la désobéissance aux lois irritait, dut sévir. Le 26 vendémiaire an III, il avait fait arrêter le citoyen Muteau, homme de loi, non muni d'un passeport en règle (2) ; le 1^{er} frimaire suivant, il avait fait annuler par la Convention le passeport de Julien (de Toulouse) (3), commissaire de la Convention à la papeterie de Courtalin. Le 17 pluviôse, informé que des malveillants se rendent à Paris « pour trouver un asile contre l'opinion qui les accuse » il arrête que tout individu, pour obtenir une permission de séjour à Paris, sera tenu de se présenter avec un bon citoyen qui attestera son amour pour les lois et la tranquillité publique (4).

Mais ces mesures ne suffirent point, puisque le 22 floréal il adressa aux administrateurs de département et aux agents nationaux des districts la circulaire suivante (5) : « Si des émigrés, si des individus bannis de la République ont osé, depuis quelque temps, reparaitre sur son territoire ; le Comité de sûreté générale est porté à croire que l'exécution des lois sur les passeports a été négligée.

(1) La municipalité de Paris exerçait une surveillance rigoureuse aux barrières de la ville ; des forces suffisantes y visaient les passeports et arrêtaient les déserteurs et les suspects. (*Procès-verbal* du 1^{er} avril 1793).

(2) Arch. nat. AFII* 300 (Lettre au comité révolutionnaire de Liesieux).

(3) Le même décret ordonnait à toutes les autorités et à tous les citoyens de se saisir de sa personne ; mais Julien put se sauver « grâce à un nommé Jordin, écuyer du tyran, et resta introuvable ». (*Dictionnaire des Conventionnels*).

(4) Arch. nat. AFII* 277. Cet arrêté fut inséré dans le *Bulletin des arrêtés obligatoires du Comité*.

(5) Arch. de la Haute-Saône, 69 L⁶.

« Cette négligence a pu et peut encore occasionner de grands malheurs. Hâtez-vous, autorités constituées, hâtez-vous de les prévenir. Déjà des prisonniers de guerre ont quitté le lieu de la destination, le Comité les recommande à vos recherches. C'est à vous, fonctionnaires publics, qui êtes sur les côtes, dans les ports, aux frontières, c'est à vous que nous nous adressons plus particulièrement. N'admettez de passeports que ceux qui sont délivrés par les autorités constituées, conformément aux lois : visitez avec le plus grand soin, ceux des voyageurs et surtout des voyageurs qui arrivent de l'étranger ; vérifiez les signalements.

« Protégez la circulation des bons citoyens ; empêchez celle des malveillants.

« Scrutez, autant que vous le pourrez, mais toujours avec *prudence et avec égard*, les intentions des citoyens qui s'annoncent pour avoir abandonné les drapeaux de la tyrannie ; surveillez-les de près tout en leur faisant goûter les charmes de la liberté.

« Que les émigrés, que ces ennemis impardonnables du gouvernement républicain, ne vous échappent pas plus la nuit que le jour ; saisissez-les au passage ; livrez-les aussitôt aux tribunaux : que ces monstres y trouvent la peine due à leurs projets sanguinaires.

« Et vous, administrations de département, assurez, par une surveillance active et soutenue, l'heureux résultat de l'invitation que le Comité fait au nom des Français restés fidèles à la Patrie. La Convention nationale, en vous donnant sa confiance, n'a eu en vue que le bonheur du peuple et le triomphe de la République (1) ».

Cette circulaire eut de bons résultats, elle fut un stimulant ; ainsi en prairial, Mulot, procureur syndic du district de Luxeuil en recommande la stricte application aux officiers municipaux

(1) Ont signé : Sevestre, Monmayou, Kervélégan, Pémartin, Delecloy, Ysabeau, Pierret, P. Guyomar, Courtois, Calès, Mathieu, Bergoeing.

« L'exécution des lois sur les passeports, écrit-il, tient de trop près au salut de la Patrie pour qu'elle soit négligée... il faut donc remplir ses devoirs (1) ».

II. — La durée des passeports était subordonnée aux circonstances. A leur retour, les porteurs d'ordre du Comité déposaient leurs passeports au Secrétariat général et mention en était faite sur le registre des passeports.

La loi du 3^e jour des sans culottides an II, obligeait les comités civils des sections de Paris à tenir également un registre de passeports et à en fournir chaque jour un extrait au Comité de sûreté générale (2). De plus, celui-ci recevait régulièrement de la Commission administrative de police la liste des personnes ayant pris « la diligence ou le courrier de la malle (3) ».

Les passeports des étrangers étaient l'objet d'un contrôle très sérieux. Un étranger débarquait-il sur le sol français ? Aussitôt le Comité de sûreté générale en informait l'ambassadeur de la puissance étrangère et ajoutait la formule suivante : « Nous vous invitons à nous dire si vous pouvez les reconnaître et les avouer ». Ainsi le 30 thermidor an III, il écrivit au ministre plénipotentiaire des États-Unis d'Amérique et à l'ambassadeur de Suède à Paris (4). Un étranger, quel qu'il soit, qui était autorisé à séjourner en France, devait se soumettre aux lois françaises sur les passeports ; en té-

(1) Archives de la Haute-Saône 69 L⁵. J'ai trouvé des états de passeports dans les archives de la Côte-d'Or (liasse L IV a 47i 2).

(2) Sur chaque extrait figuraient : 1^o le désignation des passeports délivrés ; 2^o les visas dont ils avaient été l'objet (Voir Arch. nat. F⁷ 4412).

(3) On trouve, par exemple, l'état nominatif des personnes parties de Paris le octodi de la dernière décade de fructidor an III (Arch. nat. F⁷ 4412).

On voit que les motifs de voyage sont généralement des affaires de commerce ou de famille.

(4) Arch. nat. F⁷* 2207.

moigne le passeport suivant, qui fut délivré le 4 janvier 1793 par notre ministre des affaires étrangères, à la princesse de Poniatowska (1) :

République française,

Au nom de la nation,

A tous Officiers civils et militaires chargés de maintenir l'ordre public dans les différents départements de la France et de faire respecter le nom français chez l'étranger : laissez-passer librement Madame la princesse de Poniatowska, polonaise, actuellement à la Haye et venant en France. Sans donner ni souffrir qu'il soit donné aucun empêchement, le présent passeport valable pour...

Donné à Paris, le 4 janvier 1793, l'an II de la République.

Le Ministre des Affaires étrangères.

LE BRUN.

Quant aux passeports pour sortir de France, ils étaient pour la plupart délivrés par le Comité de salut public (2).

Il y avait sur chacune de nos frontières un bureau de surveillance, dont les agents correspondaient avec le Comité de sûreté générale (3).

La Convention nationale, voulant assurer la tranquillité publique, avait voté des lois extrêmement sévères contre

(1) Arch. nat. F⁷ 4690 (Plaquette f à 2 pièce 194). J'ai trouvé une liste des passeports délivrés par M. Chauvelin (ambassadeur de la République française en Angleterre) depuis le 10 août 1792. (Arch. nat. F⁷ 4412, pièce C.f. 3 n° 25).

(2) Quelquefois par le département. (Voir réponse du Comité de sûreté générale du 4 thermidor an III, à un comité de surveillance, Arch. nat. F⁷* 2207.

(3) Le 16 floréal an III, le Comité de sûreté générale informe celui de salut public que le procureur-général syndic du département du Mont-Terrible a requis l'arrestation provisoire de trois étrangers « munis d'un passeport informe ».

Le 23 floréal an III, le Comité adresse à l'accusateur public près le tribunal criminel du département du Haut-Rhin le dossier du citoyen Babenbourg qui a été trouvé muni d'un faux passeport : (Arch. nat. F⁷ 4411).

les étrangers ; entre autres, celle du 23 messidor an III ; mais elle n'entendit point, par cela, nuire aux « établissements et manufactures fondées au nom de la République ». Le 23 messidor le Comité d'agriculture et des arts rendit un arrêté en faveur des ouvriers et artistes étrangers, et, le 30 messidor, le Comité de sûreté générale arrêta que seraient exceptés des dispositions de la loi précitée les étrangers employés dans les manufactures et les établissements nationaux (1).

Les événements de germinal et de prairial an III déterminèrent des mesures sévères ; le 4 prairial, le Comité de sûreté générale écrivit aux comités civils des sections de Paris « ... Des hommes justement suspects se présentent aux comités pour obtenir des passeports ; nous pensons que la prudence exige d'examiner avec attention à qui on les délivrera ; jamais il ne fut plus instant de surveiller les ennemis de l'ordre et des lois : du courage, citoyens, et la République triomphera. Nous vous autorisons momentanément à suspendre les passeports de ceux qui ont été compris dans les listes de désar-

(1) Arch. nat. AFII* 287. Le lendemain, le Comité rendit l'arrêté suivant :

Art. 1^{er}. Les ouvriers et les artistes qui sont employés dans les manufactures françaises avant le 1^{er} janvier 1792, mais qui ne peuvent en rapporter la preuve, faute d'avoir constaté leur résidence dans les différents ateliers qu'ils ont parcourus, pourront néanmoins rester en France sous la responsabilité personnelle des chefs des ateliers où ils travaillent et qui seront tenus de remettre aux autorités du lieu l'état nominatif et certifié par eux des ouvriers, et de déclarer depuis quel temps ils les emploient.

Art. 2. Les conseils généraux des communes pourront accorder aux ouvriers artistes étrangers, une autorisation provisoire, en leur faisant déclarer les arts qu'ils professent et dans quelles manufactures ils se proposent de se rendre, lesquelles explications ils inséreront dans leurs passeports, et leur prescriront la route qu'ils doivent tenir pour arriver à leur destination.

Art. 3. Les conseils généraux des communes tiendront un registre particulier de ces passeports dont ils enverront, chaque mois, l'extrait au Comité de sûreté générale. Les représentants du peuple, membres du Comité de sûreté générale : Gauthier, Delaunay, Ysabeau, Calès, Guyomar, Kervélégan, Perrin, Rovère, Lomont, Mariette. (Arch. nat. AFII* 287).

mement (1), comme aussi nous vous invitons à ne pas en refuser à ceux que des affaires publiques et même des intérêts particuliers forcent à s'éloigner de Paris (2) ».

Les comités des sections exécutèrent avec empressement les ordres du Comité de sûreté générale ; car le 5 prairial il félicita vivement le comité du 3^e arrondissement (3).

Mais les citoyens désarmés qui se virent refuser des passeports, protestèrent vivement. Le Comité de sûreté générale, qui voulait « faciliter le commerce par tous les moyens possibles » prit le 17 messidor an III l'arrêté suivant : « Les comités civils des sections sont autorisés à délivrer aux citoyens désarmés les passeports qu'ils réclament pour vaquer à leurs affaires ou pour les voyages qu'exige leur genre de commerce ; le Comité s'en rapporte à la prudence des comités civils sur ceux auxquels l'intérêt public peut exiger de refuser un passeport, en apportant néanmoins la plus grande attention aux motifs des passeports demandés (4) ».

Le 5 thermidor suivant, le Comité fit décréter à la Convention que les négociants, manufacturiers et marchands, qui viendraient des départements ou d'ailleurs à Paris, seraient tenus de se présenter dans les vingt-quatre heures de leur arrivée au comité civil de la section où ils auraient pris un logement, pour obtenir un permis de séjour (5).

Le 5^e jour complémentaire an III, le Comité rapporta son arrêté du 4 prairial et autorisa les comités civils à délivrer des passeports sans qu'il fût besoin d'exiger des requérants la justification de leur conduite durant les quatre premiers jours de prairial (6).

(1) Voir plus haut p. 128.

(2) Arch. nat. AFII* 301.

(3) Arch. et. AFII* 301. Il arrêta même qu'il en serait rendu compte à la Convention.

(4) Bibl. Le 37/3 ou Arch. nat. AFII* 278. Cet arrêté fut déclaré obligatoire pour toutes les communes de la République.

(5) Ce décret complète la loi du 3^e jour complémentaire an II.

(6) Arch. nat. AFII* 287.

III. — En temps ordinaire, pour demeurer ou pour séjourner à Paris, il fallait être en possession d'une *carte de sûreté*. Elle différait du passeport, elle était même indispensable pour l'obtenir (1). Les cartes de sûreté étaient distribuées par les comités civils des sections sous la surveillance de la Commission des administrations civiles, police et tribunaux (2). Eux seuls, en vertu du décret du 27 nivôse an III, furent chargés du renouvellement de toutes les cartes et durent envoyer au Comité de sûreté générale les noms des citoyens arrêtés pour n'en point avoir (3). Ce même décret (art. 4) établissait deux espèces de cartes : les unes pour les citoyens domiciliés à Paris âgés d'au moins quatorze ans ; les autres, pour les « externes, » qui y séjourneraient. Chacune d'elles, à son revers, était revêtue du signalement de l'intéressé. Le décret du 19 pluviôse an III obligeait tout citoyen qui viendrait faire une déclaration de décès au commissaire de police, à déposer la carte de sûreté du défunt pour être remise de suite au comité civil de sa section. Le 25 pluviôse, la Convention, sur le rapport du Comité de sûreté générale, rapporta l'article 4 du décret du 27 nivôse et le remplaça par celui-ci :

« A l'avenir, il y aura trois espèces de cartes de sûreté, mais de couleurs différentes : l'une blanche, pour les citoyens domiciliés à Paris qui ont atteint l'âge de 21 ans et au-dessus ; l'autre rouge, pour les citoyens domiciliés à Paris ayant au moins 14 ans ; et la troisième bleue, pour les externes qui sont obligés ou autorisés d'y séjourner. L'une et l'autre de ces trois cartes contiendront d'un côté le numéro, le folio de

(1) Art. 8 du décret du 27 nivôse an III.

(2) Le 29 floréal an II, la distribution était à peine commencée dans plusieurs sections de Paris. (Arch. nat. F⁷ * 2205, lettre du Comité à la Commission).

(3) La Convention, par son décret du 22 frimaire an III, avait chargé le Comité de sûreté générale de lui présenter un mode uniforme de renouvellement des cartes.

l'enregistrement, l'indication de la commune de Paris, les prénoms, noms, lieux de naissance, de district, de département, l'âge, la taille, la demeure, l'époque de la résidence à Paris, le nom de la section et le numéro de la compagnie ; et, de l'autre côté, le signalement et la signature de ceux à qui elles sont délivrées (1) ».

(1) On trouve dans Archives nat. F⁷ 4807, des états de cartes de sûreté délivrées par les comités des sections. On y remarque toutes les indications précitées.

CHAPITRE V

RAPPORTS AVEC LES AUTRES COMITÉS DE LA CONVENTION

I Rapports en général. — II. Rapports avec le Comité de salut public. Empiètements du Comité de salut public. La politique personnelle de Robespierre : le bureau de police générale. Conséquences. La conspiration contre Robespierre. Journée du 9 thermidor.

I. — Il existait une étroite connexité entre l'activité du Comité de sûreté générale et celle des autres Comités et Commissions de la Convention (1). Les Comités de sûreté générale, de salut public et de législation, nommés encore après thermidor, les trois comités de gouvernement, se réunissaient souvent sur la convocation du premier, le soir, soit à l'Hôtel de Brionne, soit au Pavillon de Flore. On traitait dans ces réunions dont les plus importantes étaient provoquées par la Convention, des « affaires conséquentes », « intéressant la chose publique », telles l'exécution d'une loi importante (2), la discussion d'un projet de loi (3) ; la nomination d'une com-

(1) Voir mon article sur les Commissions exécutives dans *La Révolution* de juin 1924.

(2) Par exemple, la loi du 14 fructidor an II (Lettre du Comité des finances du 23 brumaire an III, Arch. nat. AFII* 300), et la loi du 22 vendémiaire an III relative aux Nantais traduits au Tribunal révolutionnaire. (*Procès-verbal* du 29 vendémiaire).

(3) Par exemple le projet de la loi sur « la police intérieure de chaque commune de la République ». Voir convocation du 1^{er} jour complémentaire an III. (Arch. nat. AFII* 301).

mission, ou bien des mesures urgentes à prendre « pour comprimer la malveillance (2) ». Ainsi, le décret du 4 frimaire an III, ordonne aux deux Comités de salut public et de sûreté générale, de se réunir « pour faire cesser les désordres dans les ateliers d'armes de Paris ». En temps d'insurrection, le Comité de sûreté générale s'adjoignit toujours le Comité militaire, et en d'autres occasions, le Comité des finances, le Comité des secours publics, le Comité d'instruction publique, le Comité des Inspecteurs du Palais national, le Comité des Postes et Messageries, etc.

L'initiative du Comité de sûreté générale dans les circonstances graves pouvait être fructueuse ; car, en s'inspirant de l'avis et des suggestions de ses collègues des autres Comités, qui, chacun à son tour, pouvaient envisager la même question, il ne risquait plus d'agir à la légère. Mais si la discussion la plus courtoise offrait des avantages, elle ne laissait pas d'avoir de sérieux inconvénients. Dans le rapport qu'il fit le 15 floréal an III, au nom de la Commission des onze, Daunou se révèle avec véhémence, l'ennemi des réunions fréquentes des divers comités, des discussions nocturnes « que prolonge à l'excès l'affluence des délibérants et que le concours de beaucoup de passions peut quelquefois rendre orageuses ». « Là, dit-il, s'épuisent toutes les forces physiques et morales ; là se perd en interminables débats un temps durant lequel le gouvernement devrait agir en secret, et le législateur méditer loin du tumulte. Là souvent, des projets de loi ont été dictés par l'enthousiasme ou arrêtés par la lassitude, et l'on est venu les présenter ensuite, dangereusement accrédités par le nombre et le nom de leurs auteurs, et revêtus de cette autorité imposante, qu'une Convention républicaine ne doit accorder

(1) Par exemple le 3 *La Commission des 21*.

(2) Notamment contre les émigrés, qui, en messidor an III, cherchèrent à rentrer, « pour provoquer la contre-révolution ». (Convocations du 3 thermidor, Arch. nat. AFin* 301).

à l'avance à rien de ce qu'on lui propose. La France n'a point oublié que c'est au nom de ses comités réunis que l'on a fait adopter à l'Assemblée constituante, le décret qui a le plus terni sa gloire et le plus compromis la liberté nationale. Au jour où vous abolirez l'usage de ces réunions, vous aurez imprimé une direction plus sûre à vos travaux et le peuple retirera de meilleurs fruits des veilles de ses représentants (1). »

A partir du 21 floréal suivant, les réunions des Comités ne se firent plus « que par quatre commissaires envoyés au Comité de salut public » par chacun des Comités qui durent délibérer avec lui, à l'exception du Comité de sûreté générale qui se réunit « en entier dans tous les cas » (2).

C'est en vertu de ce décret que s'ouvrirent plusieurs réunions importantes des Comités ; entre autres, celle du 29 floréal, qui fixait au 1^{er} prairial l'ouverture de la *Bourse* (3) placée au Louvre ; celle du 24 thermidor, sur les sociétés populaires et les assemblées de sections (4) ; etc.

On sait qu'à la fin de sa session (5), la Convention adjoignit pour un temps très court quatre membres du Comité de législation au Comité de sûreté générale. Il n'apparait antérieurement aucune opposition, aucun heurt entre les deux Comités ; chacun se renfermait strictement dans ses attributions respectives (6) ; une correspondance active et variée (7) montre celui-ci exact à renvoyer à celui-là tous les objets qui le concernent, à le renseigner, à lui poser des questions en vue, le plus souvent, d'obtenir des éclaircissements sur l'inter-

(1) *Moniteur*, réimp., t. XXIV, p. 390 et suiv. Le Comité de sûreté générale correspondit activement avec la Commission des II ; le 17 thermidor an III, par exemple, il lui soumet un « mémoire sur le nombre des tribunaux de police correctionnelle ». (Arch. nat. F⁷* 2207).

(2) Voir décret du 21 floréal, art. IV.

(3) Arch. nat. AF II* 278.

(4) Convocation du 23 thermidor (Arch. nat. AF II* 301).

(5) Voir plus haut, p. 113.

(6) Voir par exemple, lettre du 25 pluviôse an III (Arch. nat. AF II* 300).

(7) Voir Arch. nat. AF II* 300, AF II* 301, F⁷ 4411.

prétation des lois. Ainsi, le 25 floréal an II, il écrit au Comité de législation à propos de la loi du 6 vendémiaire sur les étrangers : « ... Nous croyons devoir vous soumettre la difficulté pour, par vous, la résoudre ou la faire résoudre par la Convention... (1) » ; d'autres fois, il le met en garde contre des abus (2) ; bref, ils eurent toujours des rapports fort corrects, et leurs efforts coordonnés tendaient à s'éclairer mutuellement en sorte que les lois « reçussent leur exécution (3) ».

II. — C'est avec le Comité de salut public que le Comité de sûreté générale eut les rapports les plus étroits ; ce sont ceux-là qu'il importe surtout de déterminer.

Avant thermidor, ces deux Comités ont leurs mouvements mêlés, ou plutôt, il est impossible de découvrir un rythme au deuxième, dont les mouvements sont comme voilés par la lumière trop crue que projette l'autre érigé en dictature. L'action du Comité de sûreté générale n'apparaît point isolée, ni directement issue d'un plan personnel, original, distinct de tout autre. Elle est considérable, mais elle s'exerce à l'image de celle du Comité de salut public ; on ne peut examiner l'une sans l'autre ; elles se reflètent mutuellement ; l'un suit le sillage de l'autre et ils vont si bien ensemble qu'on les désignera sous le nom de Comités de Gouvernement.

C'est ce qui fait dire à Taine : « le Comité de salut public a deux mains : l'une, la droite, qui saisit les gens au collet et à l'improviste, est le Comité de sûreté générale, composé de montagnards outrés, Panis, Vadier, Le Bas, Guffroy, Amar, Le Bon, Rühl, Lavicomterie, tous présentés, c'est-à-dire nommés par lui, ses affidés et ses subalternes. Ils sont ses lieutenants de police et viennent une fois par semaine tra-

(1) Arch. nat. F7 * 2205. Voir aussi lettre du 2^e jour complémentaire an III (Arch. nat. AFII* 304) au Comité de législation.

(2) Par exemple, le 5 nivôse an III (Arch. nat. AFII* 300).

(3) Lettre du 19 pluviôse an III (Arch. nat. F7 4411).

vailler avec lui, comme jadis les Sartine, les Lenoir avec le contrôleur général... L'autre main..., c'est le Tribunal révolutionnaire... »

Ainsi la police, qui, légalement aurait dû constituer un département autonome, s'exerçait servilement, dans une ambiance dictatoriale, dont elle empruntait le ton implacable et terroriste. Mais cette subordination de fait du Comité de sûreté générale, illégale, devait entraîner des heurts, des défiances, des jalousies, des inimitiés, des haines, un espionnage réciproque, des rivalités sourdes et finalement la chute de Robespierre, la ruine de la « tyrannie ». Je laisserai de côté le détail des faits pour n'envisager que les principaux événements capables de fixer les vicissitudes de ces rivalités.

Penser qu'elles ne dérivèrent pas, dans une certaine mesure, des tendances et de la politique absolutiste de Robespierre, ce serait une vue fausse, car il était inévitable que celui-ci, en instituant la « tyrannie », s'attirât des ennemis.

On a vu que le Comité de défense générale correspondait activement avec le Comité de sûreté générale ; mais il n'y a pas apparence que l'un ait jamais cherché à supplanter l'autre.

Au contraire, le premier Comité de salut public, dirigé par Danton, apparut déjà à la France et à l'Europe comme le véritable pouvoir exécutif de la République française ; il est certain qu'il voulut se subordonner le conseil exécutif provisoire ; il est certain que Danton tenta de faire des ministres ses premiers commis, tentative prématurée (1) il est vrai, mais qui est l'indice d'un vif désir de gouvernement dictatorial. Jusqu'au 9 thermidor, les attributions du Comité de sûreté générale restent intactes, tandis que celles du Comité de salut public s'accroissent sans cesse, jusqu'à l'omnipotence, jusqu'à l'autorité absolue. Retraçons brièvement cette progression.

(1) Séance du 1^{er} août. Voir *Recueil des actes*, t. IV, p. 569, 570.

Dès le 28 juillet 1793, il obtient le droit « de décerner des mandats d'amener et d'arrêt contre les personnes suspectes ou prévenues et de faire apposer les scellés (1) ». Le 2 août, la Convention lui accorde cinquante millions de fonds ; dès lors il s'efforça d'affirmer sa force, de la rendre plus effective, en subventionnant des journaux et des sociétés populaires, en payant des services secrets, des commissaires, des courriers. Le décret du 10 octobre 1793, qui établit en principe le gouvernement révolutionnaire, le décret du 14 frimaire an II, véritable constitution politique provisoire de la période dite terroriste, et le décret du 23 ventôse an II, à partir duquel le gouvernement du Comité paraît réellement dictatorial, voilà trois décrets bien connus qui consacrent successivement la suprématie de fait qu'avait prise le Comité de salut public, qui ne font que réglementer la prépondérance qu'il s'était donnée lui-même. Sans l'existence du Comité de sûreté générale, il eût exercé seul l'autorité gouvernementale. Il partage avec celui-ci les attributions de la police ; c'est la police qui, précisément, leur offre des occasions de se réunir, de se concerter, de *gouverner* ensemble.

S'agit-il d'une mesure très grave ? Ils la prennent en commun. Ainsi l'ordre d'arrestation de Danton, Camille Desmoulins, Delacroix et Philippeaux est signé des deux Comités réunis. Il arrive même que le Comité de sûreté générale prenne seul l'initiative d'actes qui sont de véritables mesures de gouvernement : c'est ainsi qu'il fait décréter le renvoi de 41 députés devant le Tribunal révolutionnaire et l'arrestation de 65 autres députés (rapport d'Amar, 3 octobre 1793). Dans plusieurs circonstances importantes, c'est un membre du Comité de sûreté générale qui est nommé rapporteur des deux Comités réunis : dans l'affaire Chabot, Fabre d'Eglantine et autres (rapport d'Amar du 26 ventôse) ;

(1) *Procès-verbal*, t. XVII, p. 334.

dans l'affaire de la conjuration du baron de Batz (rapport d'Elie Lacoste, 26 prairial) ; dans l'affaire de Catherine Théot (rapport de Vadier, 27 prairial).

Ce sont bien, en effet, deux comités de gouvernement ; mais l'un réunit dans ses mains toutes les attributions moins une, ce qui le place bien au-dessus de l'autre. « Il est clair, dit un auteur anonyme, que dans les Comités les membres n'avaient pas le même degré d'influence, qui est toujours en raison des talents, du caractère et de la réputation. Les deux Comités étaient, il est vrai, dans le principe, des institutions différentes ; mais ces deux établissements s'étaient bien écartés de leur première vocation et s'étaient peu à peu confondus ensemble. Le Comité de salut public avait pris sur celui de sûreté générale un empire par lequel ce dernier n'était que l'instrument de l'autre. Ceci est incontestable. La ligne de démarcation était donc entièrement effacée (1) ».

Courtois dira aussi dans son rapport du 16 nivôse an III (rapport suspect d'ailleurs), que Robespierre avait formé le dessein « de concentrer tous les pouvoirs dans son Comité de salut public et d'amener peu à peu la chute du Comité de sûreté générale sur les droits duquel les usurpateurs de l'autre empiétaient tous les jours ».

Je n'accueillerais pas sans réserve des déclarations aussi tranchantes, si les faits mêmes ne prouvaient que le Comité de salut public, ou plus exactement Robespierre, eût aimé à diriger seul la police, à absorber le Comité de sûreté générale et qu'il y réussit effectivement pendant un temps en s'annexant le fameux bureau de police générale.

M. Schmidt peint le dictateur dans son bureau « soignant le salut public ». « On sait, dit-il, que l'idée de l'établissement du bureau de police générale fut conçue par Robespierre. Ce

(1) *Coup d'œil sur le gouvernement pendant la tyrannie décémvirale*, Bibl. nat. Lb 42/16, p. 36.

bureau de police formant une section du Comité de salut public, fut dirigé presque entièrement par Robespierre lui-même et provoqua, en rivalisant avec le Comité de sûreté générale, une foule de conflits entre les deux Comités et les inimitiés d'où sortirent enfin les événements du 9 thermidor (1). Nous ne nous occuperons pas en détail de l'étude de la police exercée par Robespierre ou de l'espionnage affreux de ses agents (?) Héron, Guérin, Rousseville, Laboureaux et autres, dont nous ont parlé suffisamment Sénar et Courtois (rapport fait au nom de la Commission chargée de l'examen des papiers trouvés chez Robespierre et ses complices en nivôse an III). Nous ne nous occuperons pas non plus à expliquer le caractère politique et moral de Robespierre, de ce personnage bizarre auquel ses contemporains ont donné, en même temps, les surnoms contradictoires de « monstre » et « d'incorruptible », la littérature en a déjà tracé une foule assez prodigieuse de portraits, parmi lesquels nous regardons celui que Garat nous a laissé. Notre tâche ne consiste qu'à donner, au moyen de nos actes inédits, une idée de la triste assiduité de Robespierre, et de sa manière d'expédier les affaires qui inondaient son bureau de police générale. Une seule dénonciation compromettait souvent avec succès, au nom du salut public, le salut de plusieurs centaines de personnes. »

Retracer, ainsi que fait sagement M. Schmidt, à l'aide d'exemples saisissants, la « triste assiduité » de Robespierre, n'est-ce pas rejeter sur Robespierre la responsabilité d'un grand nombre de crimes ; n'est-ce pas du même coup alléger celle dont on a coutume d'accabler le Comité de sûreté générale ?

(1) Voir *Révélations ou Mémoires de Sénar*, p. 149 et suiv.

La section de la police générale ne fut pas organisée pour la surveillance d'une commission, mais pour l'exécution des mesures dont le Comité de salut public avait été chargé par le décret des 26 et 27 germinal sur la police générale. Saint Just, rapporteur de ce décret, eut d'abord la direction de cette section ; lorsqu'il partit pour l'armée du Nord (10 floréal), Robespierre lui succéda jusqu'au 12 messidor ; et Couthon remplaça Robespierre durant sa demi-retraite.

rale ; n'est-ce pas stigmatiser la dictature ? C'est aussi révéler les progrès de « l'ambition insensée de Robespierre, qui, se voyant l'idole du peuple, avait fini par rêver le pouvoir suprême. Il s'était persuadé que le meilleur moyen d'y arriver était de mettre de sa propre autorité un terme aux égorgements judiciaires ; il avait entrepris d'en faire retomber tout l'odieux sur les deux Comités de salut public et de sûreté générale, comme seuls directeurs, à son insu, des actes du Tribunal révolutionnaire, entreprise digne d'un tel jongleur ; car depuis son échec, il avait été bien constaté que la liste des têtes à sacrifier jour par jour, lui était présentée tous les soirs et qu'elle était arrêtée par lui (1) ».

En admettant que de telles paroles recèlent quelque exagération, il reste certain que l'ambition personnelle de Robespierre, que sa politique dictatoriale qui se traduisait dans cette usurpation des attributions du Comité de sûreté générale, et quotidiennement, dans des actes de police d'une extrême rigueur, devait inévitablement éveiller des méfiances et porter ombrage à ce Comité. Comment concevoir que celui-ci ait accepté, sans mot dire, de se voir dépouiller de son autorité. S'il ne paraît avoir point protesté tout de suite, c'est, sans doute, que Robespierre était trop puissant.

Il avait en effet réussi à supplanter la Convention. La plupart des décrets présentés par le Comité de salut public en floréal, prairial, messidor et thermidor an II, furent acceptés sans discussion et à l'unanimité. L'Assemblée tremblait devant le dictateur après avoir fait elle-même trembler l'Europe, et, au moment où le gouvernement révolutionnaire était à son apogée, en ventôse et en germinal an II, il s'efforçait de réduire au silence les adversaires de sa politique personnelle ; il empiétait sur l'autorité du Comité de sûreté générale. Vadier

(1) BERRVER, *Souvenirs*, t. I, p. 221.

le lui reprochera (1). C'était une illégalité. Il n'est pas clair, contrairement à ce qu'avance Buonarroti, que « par la nature de leurs fonctions », le Comité de sûreté générale « était subordonné » au Comité de salut public. Celui-ci était chargé, il est vrai, de la pensée du gouvernement. On conçoit, à la rigueur, « qu'il devait y avoir des cas où le Comité de salut public pouvait seul juger des obstacles qu'il rencontrait dans l'exécution de ses vues (2) » ; mais on ne peut approuver l'acte arbitraire de se substituer au Comité de sûreté générale qui tenait son pouvoir de la Convention. Le décret du 2 octobre 1792 n'établissait nulle subordination. Rien ne peut justifier l'attitude de Robespierre.

Une certaine crainte hantait l'Hôtel de Brionne. Lavicomterie racontait lui-même que le dictateur avait un tel empire sur lui qu'il hésitait à se rendre aux assemblées des Comités de sûreté générale et de salut public, dans la crainte de se trouver avec lui, et qu'ainsi, subjugué par le rapport de Saint-Just dans l'affaire de Danton, il signa sa proscription (3). C'est par crainte de Robespierre que Rovère, qui avait été rappelé de mission par le Comité de salut public le 25 novembre 1793, vit casser par Maignet, sans protester, la plupart des arrêtés qu'il avait pris dans les Bouches-du-Rhône et le Vaucluse (4). Bourdon (de l'Oise) lui-même n'osait pas encore attaquer ouvertement le Comité de salut public (5).

Il semble, d'ailleurs, que Robespierre, sentant grandir sa puissance et sa popularité, ait formé le dessein de s'aliéner toute sympathie du Comité. Il froisse son amour-propre, l'humilie, essaye manifestement de le dominer. Ainsi le Comité

(1) MATHIEZ, *La politique de Robespierre et le 9 thermidor expliqués par Buonarroti*, p. 25, et suiv.

(2) *Ibid.*

(3) *Dictionnaire des Conventionnels*.

(4) *Ibid.* Aussi, le 9 thermidor, se joint-il aux ennemis de Robespierre.

(5) C'est ce qu'exprime l'arrêté que prirent les Cordeliers le 22 nivôse an II, pour annoncer à Bourdon qu'il a totalement perdu leur confiance.

se voit dessaisi du rapport contre les Dantonistes et du rapport sur la réorganisation du Tribunal révolutionnaire. Relégué ainsi au second plan, ayant perdu ses prérogatives, il nourrissait une haine violente contre Robespierre. Et en agissant de la sorte, celui-ci s'isolait.

« Mais ostensiblement, dit Berryer, rien n'avait transpiré de son abominable direction. Robespierre s'était persuadé qu'il gagnerait beaucoup de terrain en faisant cesser les hurlements des abattoirs. Il en était venu, dans ses discours, à prêcher la morale et la philanthropie. Il allait être un libérateur généreux qui viendrait rendre au monde la sécurité que tous avaient perdue ». Son éloquence, mystique et grave, avait du charme. Il marchait au souverain pouvoir (1). Le 20 prairial fut célébrée la fête de l'Etre suprême.

Ce fut l'occasion d'une revanche pour le Comité : la question religieuse devint le prétexte d'une lutte à mort. Tandis que, fastueusement, se célébrait la fête de l'Etre suprême, Vadier composait un vaste rapport qu'il lut à la Convention le 27 prairial. Il y dénonçait la prétendue conspiration « fanatique » de Catherine Théot, une vieille folle mystique, une pauvre illuminée, sans doute inoffensive, qui, dans son humble logis de la rue Contrescarpe, prédisait à ses frères malheureux la fin de leurs misères, la venue du Messie qui régénérerait toute la terre. En réalité, le Comité essayait, en grossissant le procès de cette femme, de compromettre Robespierre. « L'affaire Catherine Théot, dit M. Mathiez, n'avait pas seulement pour but de jeter le ridicule sur l'idée religieuse, d'empêcher l'apaisement que Robespierre avait cru réaliser par la fête de l'Etre suprême, elle était un coup oblique dirigée, contre la personne même du nouveau « pontife » (2).

(1) Voir AULARD, *Les grands orateurs de la Révolution*.

(2) MATHIEZ, *Les divisions dans les Comités de gouvernement à la veille du 9 thermidor*. Pour les détails de l'affaire Catherine Théot, voir du même auteur : *Contribution à l'histoire religieuse de la Révolution*.

Pour plus d'exactitude, disons que les premiers dissentiments graves commencèrent à se manifester dans les Comités après le célèbre décret du 18 floréal, par lequel Robespierre avait fait reconnaître solennellement l'existence de Dieu et de l'immortalité de l'âme.

Mais il va sans dire que le motif de la conspiration anti-robespierriste n'était pas tout religieux. L'affaire Théot, si mesquine, ne saurait l'expliquer. Il y a une raison simple, naturelle et solide dans l'humiliation infligée au Comité de sûreté générale, dans le spectacle d'une dictature politico-religieuse qui lui était funeste (1). Centre légal de la police, jaloux de l'autorité qu'il avait reçue du décret du 2 octobre 1792, la haine qu'il tenait cachée et contractée, à l'égard du « tyran », devait fatalement éclater un jour. Robespierre devenait l'adversaire, dont il fallait surveiller l'allure, épier les gestes, et suivre les oscillations de la popularité. Il est compréhensible que le Comité ait frappé de biais et tramé dans l'ombre, tant que cette popularité était inattaquable, sa conspiration. Rien d'aussi naturel qu'il ait cherché à recouvrer sa puissance légale : c'était sa première volonté. En renversant la dictature, il en affirmait une deuxième : celle de briser tout ordre politique contraire aux principes de la Révolution et à la République. Il ne visait, ce semble, à rien de plus. Et son dessein, en agissant de la sorte, n'était nullement de s'emparer de la dictature. Aucun de ses membres n'eût été capable d'une telle réalisation. Ce comité ne comptait point d'hommes d'un talent comparable à celui d'un Robespierre, d'un Carnot ou d'un Saint-Just. Vadier, par exemple, « était, paraît-il, fort enclin à élever des conflits, très jaloux de l'autorité » ; mais il était « plus porté à aigrir les esprits qu'à les concilier (2) » ; il n'eût pas réussi. Au contraire, considérons Saint-Just au

(1) Voir la politique religieuse du Comité p. 267 et suiv.

(2) MATHIEZ, *La politique de Robespierre et le 9 thermidor, expliquées par Buonarroti*, p. 25 et suiv.

Comité de salut public : « Il pénètre dans ce Comité, dit un historien, et le Comité inaugure son régime de sang ; et ce Comité s'empare de la dictature la plus violente, la plus tyrannique, la plus oppressive, la moins discutée, la moins contestable. Qui sait le Comité de sûreté générale et ses hommes ? C'est que là l'histoire et la brutalité des faits ne démontreront pas la présence d'un homme vraiment fort. Le Comité de sûreté générale peut perdre un de ses membres, plusieurs de ses membres, les voir tous renouveler ou partiellement ou en masse ; il n'en a pas plus d'action, ou moins d'action. Saint-Just quitte un jour le Comité de salut public et le Comité de salut public est vaincu ! Ici l'homme fut tout. Tant valut l'homme, tant valut le Comité (1). »

Qui donc dirigeait, au Comité de sûreté générale la conspiration ? A la vérité, elle couvait et se tramait dans tous les cœurs énervés et brûlants de se venger. Vadier, Amar et Bourdon (de l'Oise) se firent remarquer par la violence de leur opposition. Le premier était foncièrement anticléric ; le second gardait rancune à Robespierre de lui avoir reproché, sans ménagements, au sujet de l'affaire Chabot, d'avoir négligé le côté politique de l'affaire ; le troisième était un ennemi personnel de Robespierre. Tous étaient las du dictateur et de la dictature. « Sauf un très petit nombre (Couthon, Saint-Just, Le Bas), les collègues de Robespierre, dans les deux Comités de gouvernement voyaient en lui un dictateur, un tyran (2) » que, jusqu'ici, « à cause de sa popularité, ils n'avaient osé attaquer ; mais que, de concert, sournoisement et sourdement, ils s'efforçaient d'abattre.

La peur que leur inspira le vote de la loi du 22 prairial releva leur courage. Cette loi qui avait été rédigée par Robespierre avec Couthon et Saint-Just, les autres l'avaient subie. Billaud-

(1) E. FLEURY, *Saint-Just et la Terreur*, t. I, p. 285.

(2) AULARD, *Histoire politique*, p. 494.

Varenne et Collot d'Herbois, effrayés de la primauté de Robespierre, s'associèrent à la conspiration qui s'ourdissait au Comité de sûreté générale. A partir de ce moment-là, Robespierre à qui la loi précédente ne permettait pas de frapper les coups prompts et décisifs qu'il méditait (1), se sentit entouré d'un réseau d'hostilité. Isolé, aigri, il cessa, dès le commencement de messidor — et même avant — (2) de paraître au Comité de salut public, ou du moins, il cessa d'y prendre sa part d'action et de responsabilité. C'est ce que Hamel, dans sa savante mais passionnée apologie de Robespierre, s'obstine à nier. Jaurès à raison de s'en étonner (3). Cette demi-retraite permit aux conjurés de se concerter.

Sur la fin de messidor, on l'a vu, le Comité de sûreté générale s'appropriä les papiers du bureau de police générale. Un combat à mort s'était engagé, le 27 prairial, entre Robespierre et Bourdon. Celui-ci avait été traité de scélérat, et, loin de se rétracter, Robespierre avait insinué qu'il était dans le cas de l'arrestation. Bourdon était espionné par les agents particuliers de Robespierre, notamment par Guérin, dont le rapport du 13 messidor porte : « Il a suivi Bourdon (de l'Oise) avant hier et hier et il rend compte, heure par heure, de tout ce que ce député a fait pendant ces deux jours (4) ». Ainsi traqué, Bourdon avait confié à Berryer : «.... Il veut me faire périr afin de pouvoir plus facilement dominer la Convention et s'emparer du pouvoir absolu. Je veux déjouer ses ambitieux desseins en l'immolant lui-même de ma propre main. »

(1) La Convention, en effet, décréta que seule elle pourrait faire procéder à l'arrestation de ses membres.

(2) On lit dans : *Coup d'œil sur le gouvernement pendant la tyrannie décemvirale* : « Robespierre n'avait pris aucune part aux arrêtés du Comité depuis le 23 prairial. »

(3) *Histoire socialiste*, t. IV, p. 1620.

(4) Rap. aut. 1. p, 1/2 in. fol. (Cette pièce fait partie des papiers de Robespierre et porte une note de Courtois qui ne l'a pas insérée dans son rapport) CHARAVAY, *Catalogue d'une importante collection de documents autographes et historiques sur la Révolution française*, n° 249.

Mais la journée du 9 thermidor ne résulta pas de l'action isolée de Bourdon. On sait que Robespierre s'est perdu en attaquant dans la séance du 8, les deux Comités de gouvernement, qu'il souleva contre lui les membres les plus énergiques, parmi lesquels Billaud-Varenne, Vadier, Amar, Tallien Charlier, Elie Lacoste, Fréron, Bourdon (de l'Oise). Les historiens ont raconté ce dénouement fatal.

Ce que j'ai voulu montrer surtout, c'est que la crise du 9 thermidor dérivait moins de rivalités individuelles que de la politique personnelle de Robespierre ; c'est la répercussion de cette politique d'arbitraire dans le Comité de sûreté générale, qu'elle poussa, en le frustrant de ses droits légaux, à méditer la mort du « tyran ».

CHAPITRE VI

ATTITUDE DU COMITÉ APRÈS LE 9 THERMIDOR

I. Enquête générale sur la « conspiration robespierriste »
Nombreuses condamnations. Décret du 14 frimaire an III.
Haine outrée des thermidoriens. Rapport Courtois. — **II.**
La politique du Comité en l'an III. Discours de Barère du
14 thermidor. Décret du 7 fructidor an II. La puissance du
Comité est à son apogée. Les trois Comités de gouvernement.
Persistance de la confusion des pouvoirs. Discours de Fréron
et décret du 21 floréal an III. Collaboration courtoise avec
le Comité de salut public. Unité de la police. — **III.** Préé-
minence de la Convention. Le Comité enseigne la soumission
aux lois. Ses rapports avec l'Assemblée.

I. — « Les premiers jours qui suivirent le 9 thermidor, dit Thibaudeau, tous les cœurs s'ouvrirent aux plus douces espérances (1)... » En effet, les agents nationaux dépeignaient cet enthousiasme dans les comptes qu'ils envoyaient au Comité. Celui de Vesoul lui écrit le 10 thermidor : « Sur-le-champ, nous avons fait une adresse à la Convention nationale pour la féliciter... L'effigie du traître Robespierre a été brûlée hier soir sur la place de la République aux acclamations du peuple (2) ».

Le 18 thermidor, les Comités de salut public et de sûreté générale réunis donnèrent pleins pouvoirs aux citoyens Voul-land et Laloy chargés d'enquêter dans les diverses maisons

(1) *Mémoires.*

(2) Arch, de la Haute-Saône, 72L^o.

d'arrêt parisiennes sur la conspiration de Robespierre (1). La police enquêta par tout le territoire, perquisitionna dans les domiciles suspects, exécuta de multiples arrestations. A Toulouse, par exemple, toute une famille fut arrêtée pour avoir écrit : « Notre seul espoir est en Robespierre ! (2) ». Les comités révolutionnaires et les comités civils de Paris durent fournir au Comité des éclaircissements « sur la conspiration de la municipalité conspiratrice et de Robespierre (3) ». Laporte fut désigné, le 22 vendémiaire, pour rédiger un rapport. Amar qui avait contribué puissamment à la chute de Robespierre, dut lui remettre après vérification, toutes les pièces et renseignements nécessaires (4).

Une commission avait été nommée, chargée de l'apposition, de la levée des scellés et de l'examen des papiers des conspirateurs. Elle entretenait des rapports constants avec le Comité, notamment avec Harmand qui le représentait (5) ; et, d'autre part, avec la Commission de police administrative. C'est à ce représentant qu'incomba le soin d'interroger les citoyens détenus, entre autres, Duplay, ex-juré au Tribunal révolutionnaire. Quelques jours plus tôt, la Convention avait décrété que tous ceux des jurés de l'ancien Tribunal, tous les agents envoyés dans les départements avant le 9 thermidor et tous ceux qui seraient prévenus d'avoir pris part à la conspiration de Robespierre, devraient être traduits au Tribunal révolutionnaire.

Dans sa séance du 19 frimaire, le Comité entendit la lecture de cette mesure rigoureuse ; il déclara qu'elle recevrait une prompte exécution et que, à cet effet, les agents-nationaux devraient lui faire parvenir, préalablement à toute traduction

(1) Arch. nat. AFII* 276.

(2) Lettre du Comité de surveillance de Toulouse, 28 thermidor. *Révolution française*, t. 44, p. 184.

(3) Arrêté du 16 vendémiaire an III. Arch. nat. AFII* 276.

(4) Lettre du 5 frimaire. Arch. nat. AFII* 300.

(5) Arrêté du 18 frimaire. Arch. nat. AFII* 277.

à Paris d'un prévenu, les pièces et renseignements à charge qu'ils posséderaient (1).

Mais le 14 frimaire an III, la Convention avait également chargé le Comité de faire mettre en liberté ceux des citoyens détenus depuis le 9 thermidor, contre lesquels il n'y aurait pas d'accusation qui pût motiver la traduction au Tribunal révolutionnaire (2).

Le Comité s'empressa d'appliquer cette deuxième mesure (3). Pourtant, si remarquable qu'ait été son zèle à cet égard, il ne peut échapper au reproche d'avoir accablé de trop de haine les agents prétendus « complices de la tyrannie ». Cette expression indéterminée, devait mener à des excès. Tous les citoyens ayant servi sous Robespierre, n'avaient pas été nécessairement de connivence avec lui ; la plupart avaient été seulement ses instruments ; un grand nombre étaient innocents et injustement regardés comme « des restes épars de l'exécrable famille ». Le Comité eût pu épurer les administrations sans recourir à tant de rigueurs. Peut-être ressentait-il cette impression quand, le 30 brumaire an III, il écrivait au Comité des secours : « Plusieurs canonniers des Droits de l'Homme ont pris part à la conspiration du 9 thermidor et mis en état d'arrestation ; mais depuis, les femmes de ces canonniers sont tombées dans la misère, elles ont vendu leurs effets pour elles et leurs enfants. Le Comité invite le Comité des secours à accueillir favorablement la pétition de ces femmes (4) ».

De même les anciens membres des Comités furent l'objet d'accusations exagérées, haineuses, vengeresses, de la part des thermidoriens du Comité. Leur réponse à la Commission des 21 (5) en témoigne. Le ton du Comité suffit pour ôter toute

(1) *Ibid.*

(2) *Procès-verbal*, p. 388.

(3) Voir chapitre des mises en liberté.

(4) Arch. nat. AF 11* 300.

(5) On sait que Saladin, cet ancien montagnard devenu réacteur, en

équivoque. Legendre, en particulier, se signala par son acharnement : « Je poursuivrai, dit-il, le crime et les hommes de sang » et encore : « Il est des hommes à qui tout sentiment de grandeur est inconnu, si ce n'est celle du crime. Ces hommes sont ceux qui ont amené la guillotine au milieu de la Convention. Eh bien ! attelons-les à la guillotine : qu'ils la retirent d'ici et fermons la porte (1) ». Ce serait s'abuser soi-même, que de considérer seulement les crimes de la dictature ; il importe, si on l'examine, d'avoir présentes à l'esprit les circonstances difficiles qui lui ont permis de s'édifier, qui certes n'excusent pas ses excès, mais qui l'éclairent et permettent de la mieux comprendre.

Le 16 nivôse an III (5 janvier 1795), Courtois lut à la Convention son célèbre rapport sur les papiers de Robespierre. « Il avait mis six mois pour le fabriquer, falsifiant les pièces, dénaturant le sens des plus simples phrases et n'insérant que les pièces favorables aux thermidoriens (2) ». Tout le monde s'accorde ainsi à le blâmer (3). Par une singulière décision, il

fut le rapporteur. Aigri et vindicatif, dans son fameux rapport déposé en ventôse an III et discuté en germinal, il se vengea longuement de son arrestation *Dictionnaire des Conventionnels*.

(1) *Ibid.*

(2) *Dictionnaire des Conventionnels*.

(3) « Son rapport, dit Baudot dans ses *Notes historiques*, est plein d'un fatras historique, mythologique et de mauvais goût, ce qui pis est, il abonde en déceptions, en mensonges et en calomnies... » On lit dans *l'Histoire parlementaire de la Révolution française* (t. XXXVI, p. 211) « ... C'est une déclamation de rhétorique, plus fausse encore dans la forme que dans le fond... » A. R. E. de Saint Albin, dans ses *Documents relatifs à la Révolution française*, dit : « Le député Courtois, chargé d'inventorier les papiers de Robespierre, avait eu de bonnes raisons pour réclamer cette commission : ayant eu le malheur, comme bien d'autres, d'écrire fort obséquieusement à Robespierre dans le temps de sa grande puissance, il avait commencé par reprendre et brûler ses lettres... Courtois commit surtout la faute de négliger les points les plus essentiels ; d'omettre les faits généraux dont la réunion seule aurait présenté un ensemble qui peignit l'époque. C'en était une vraiment extraordinaire même dans ses plus tristes récits, que celle qui avait précédé le 9 thermidor... Courtois qui n'avait pas assez de portée pour concevoir son travail sur ce grand rapport, n'a guère exposé que des individualités, se référant à la personne de Robespierre et sans pénétrer sa politique. »

fit encore partie de la Commission chargée de l'examen de la conduite des anciens membres des Comités ; et le 16 germinal, il entra au Comité de sûreté générale (1).

Le 26 floréal, la Commission ayant achevé son travail, il fut décrété que tous ses papiers seraient déposés dans les Archives du Comité (2).

II. — Au lendemain du 9 thermidor, l'autorité, en général, s'était relâchée, les rouages ne jouaient plus régulièrement et menaçaient de s'arrêter ; il n'y avait plus d'harmonie dans le corps social ; c'est ce qu'exprime Thibaudeau quand il dit : « En renversant la tyrannie, on fut près de tomber dans l'anarchie ». Mais à l'ivresse de la délivrance bientôt vint se mêler le souci de la reconstruction, de l'ordre, de la justice, de la paix, de l'autorité.

Cette période de transition, caractérisée par des propos et des actes excessifs, s'étend, pour le Comité, jusqu'à la fin de l'an II. Il aura désormais une existence propre, des mouvements harmonieux, une volonté libre. Voyons-le donc à l'œuvre en l'an III surtout.

Son activité brille en traits si clairs qu'il n'est plus nécessaire de recourir à celle du Comité de salut public pour la comprendre. Tous ses gestes attestent qu'il a des vues personnelles, originales, nettement définies, en d'autres termes, une politique. Politique intérieure essentiellement, dont il ressentira l'influence sur la politique étrangère du gouvernement ; qu'il affirmera sans cesse et sans réticence et appliquera jusqu'au bout, en dépit des assauts des adversaires de la Ré-

(1) Le 21 ventôse, le Comité se fit envoyer trois exemplaires du rapport. Peut-être était-ce pour contrôler le travail de Courtois qui, accablé d'objections et de menaces, consentit à restituer quelques-uns des documents originaux qu'il s'était indûment appropriés.

(2) *Procès-verbal*, p. 109. En réalité, le 12 thermidor suivant, il restait encore quelques cartons à inventorier et quelques états à porter sur le registre général, » Arch. nat. AF II*279.

volution, avec une sagesse et une fermeté qui l'élèvent bien au-dessus du Comité contemporain de la dictature. Politique de justice, de tolérance, d'union sacrée, fondée sur la Déclaration des droits de l'homme, en quoi elle se différencie parfaitement de la politique dictatoriale s'appuyant sur la force. Elle repose, certes, sur l'autorité ; mais une autorité légale, rationnelle, mesurée, calculée en sorte qu'elle assure le règne des lois et le triomphe de la République. Le Comité ne souffre pas que l'on s'écarte des principes sacrés qu'il a posés, ni à plus forte raison qu'on s'y oppose ; aussi conserve-t-il le ton dictatorial convenant en toute circonstance à son rôle délicat. Il sait se subordonner étroitement ses agents tout en les encourageant discrètement. Libre de ses actes, puissant, organisé, servi par une réelle habileté, une volonté ferme, une discipline de fer, il n'a pas l'ambition du pouvoir personnel ; il veut la paix intérieure ; il veut la République, qui n'existe pas en fait ; il ne veut rien de plus. Tel est le but suprême de sa politique.

Barère avait dit dans son discours du 14 messidor : « Le Comité de sûreté générale que Saint-Just et Robespierre avaient dépouillé, sous prétexte de faire un bureau de police générale, était presque anéanti, ou du moins paralysé ; contrarié dans une partie de ses mesures, il a manqué d'être renversé : il faut aujourd'hui lui rendre et lui assurer tout son domaine ; ses attributions sont clairement déterminées dans le bien qu'il a fait, dans la sûreté qu'il a donnée à la République, dans la punition de l'aristocratie qu'il a fait arrêter au milieu des complots ; mais elles sont positivement tracées dans la loi du 14 frimaire, loi que Robespierre avait atténuée par des décrets postérieurs et qu'il faut révoquer nécessairement (1) ». Mais l'orateur, dans son projet, s'efforçait de laisser la prépondérance au Comité de salut public. La

(1) *Moniteur*, réimp, t. XXI, p. 371.

Convention qui voulait ôter à ce Comité son omnipotence, vota l'ajournement.

C'est le grand décret du 7 fructidor an II qui va servir de charte à la période dite thermidorienne ; c'est lui qui va rendre vie, pour ainsi dire, au Comité de sûreté générale, en opérant une sorte de renversement des puissances. Non seulement il lui restitue son autorité primitive, mais l'accroît au détriment du Comité de salut public. Il a sans partage la police générale de la République, le droit de décerner des mandats d'amener ou d'arrêt, le droit de mettre en liberté les personnes incarcérées, la disposition de 300.000 livres de fonds secrets. « Il a particulièrement et immédiatement la police de Paris. Il requiert la force armée pour l'exécution de ses arrêtés ». Il reçoit plus tard (24 ventôse an III) le droit de nommer les commissaires de police dans toute la République.

Quant à l'exercice du pouvoir exécutif, qu'il se partageait jusqu'alors avec le Comité de salut public, il est distribué entre seize Comités (1). Mais il est évident que, étant donné l'état de subordination où il était réduit avant thermidor, cette réforme devint surtout préjudiciable au Comité de salut public. Celui-ci perd en outre ses fonctions de ministre de l'intérieur, qui sont attribuées au Comité de législation. Ce dernier, qui reçoit en même temps les attributions d'un ministre de la justice, a, selon les termes du décret, « la surveillance des administrations civiles et des tribunaux », et le décret du 14 ventôse an III l'autorise à « nommer les officiers

(1) En réalité, entre les treize premiers, les trois derniers ne s'occupant que de l'activité intérieure de la Convention.

Chaque Comité prend, pour sa partie, des arrêtés exécutoires. « Les Commissions exécutives rendent compte aux Comités et leur donnent tous les renseignements relatifs aux objets qu'ils surveillent. » « Les Comités ont une autorité immédiate, chacun dans leur ressort, sur les corps administratifs et judiciaires, pour l'exécution de leurs arrêtés. La correspondance de ces corps avec ces Comités « doit être faite avec l'exactitude prescrite par la loi du 14 frimaire, dont l'exécution est maintenue dans toutes les dispositions qui ne sont pas contraires au présent décret ». Les Comités peuvent destituer les fonctionnaires.

municipaux, les administrateurs, les membres des tribunaux ». Nouveauté notable qui, en privant partiellement de son ancienne autorité le Comité de salut public, réduit la distance qui le séparait, avant thermidor, du Comité de sûreté générale. Œuvre à la fois de nivellement et de morcellement excessif.

Il y aura en fait désormais, trois Comités de gouvernement(1): le Comité de salut public, le Comité de sûreté générale et le Comité de législation, qui collaboreront étroitement. Fréron, le 21 floréal, remarquera cette persistance de la confusion des pouvoirs, système, dit-il, « qu'aucune circonstance ne peut légitimer et que la tyrannie d'une faction a pu seule faire adopter ».

Il rappellera les abus d'autorité des anciens Comités de gouvernement. Il voyait dans l'état de choses qu'il dénonçait, le pouvoir de l'habitude et il ajoutait : « Les principes, une fois pliés, perdraient-ils pour toujours leur ressort et suffirait-il de les avoir méconnus pour les méconnaître encore ? (2) ».

Mais il méconnaissait les « effets anarchiques » du décret du 7 fructidor. Au contraire, le 7 floréal, Thibaudeau s'était empressé de les dénoncer ; les comités nouvellement institués, lui apparaissaient comme autant de gouvernements. Il avait proposé de confier tout le pouvoir exécutif au Comité de salut public jusqu'à la mise en activité de la constitution. Le 15 floréal, Dauncou, au nom de la Commission des onze, avait apporté des conclusions analogues à celles-ci, excepté qu'il adjoignait, pour l'exercice du gouvernement, le Comité de sûreté générale au Comité de salut public (3).

Or, le 21 floréal, précisément à la suite du discours de Fréron, la Convention se rallia à une proposition de Cambacérès, qui restituait au Comité de salut public une partie de son ancienne suprématie. Dans toutes les circonstances

(1) Expression fréquente dans la correspondance de l'an III.

(2) *Moniteur*, réimp. Séance du 21 Floréal an III.

(3) *Ibid.*, t. XXIV, p. 390 et suiv.

graves, en effet, il présiderait la réunion des Comités réunis auxquels la Convention renverrait l'examen des mesures à prendre.

Ce changement ne troubla nullement les rapports entre le Comité de salut public et celui de sûreté générale. Celui-ci dont la puissance était restée intacte et n'ayant plus sujet de craindre, depuis le décret du 11 thermidor (1), le retour d'une dictature, n'eut plus souci de disputer à l'autre sa supériorité.

On les vit collaborer activement et avec courtoisie soit par correspondance (2), soit au cours de réunions. Chacun avait pris nettement conscience des devoirs de sa charge. Dès le 17 fructidor an II, le Comité de sûreté générale avait arrêté que les tableaux des détenus ainsi que les pièces justificatives déposées à la Commission des détenus du Comité de salut public seraient rapportés dans ses différentes régions (3). Le décret du 7 fructidor lui a rendu l'entrain, l'énergie et l'enthousiasme des premiers jours. Il puisera dans sa force renouvelée une vive émulation, un stimulant pour lui-même et pour ses auxiliaires qui l'imiteront par un labeur soutenu, raisonné, un zèle remarquable. Il apparaît plus que jamais jaloux de ses prérogatives, à la hauteur de sa mission, inspiré par l'amour du peuple, du bien public et des lois. Sa collaboration est basée sur ces sentiments, sur le souci de ne pas outrepasser ses pouvoirs. Le 16 brumaire an III, il écrit au Comité de salut public : « Comme la surveillance des généraux vous est spécialement déléguée, nous ne voulons prendre de mesures qu'avec vous ... (4) ». Mais il s'empresse de lui transmettre tous les renseignements qu'il peut se pro-

(1) Le Comité de salut public comme d'ailleurs le Comité de sûreté générale, avait été l'objet de précautions particulières. Voir plus haut, p. 92.

(2) Voir par exemple, Arch. nat. AFII* 301.

(3) Arch. nat. AF II*276.

(4) Arch. nat. AFII* 300. Voir aussi lettres du 14 et 17 thermidor an III aux procureurs syndics des Côtes-du-Nord et de Loir-et-Cher. F⁷ * 2210.

curer sur les « manœuvres répréhensibles » relevées aux armées et capables de « compromettre la liberté » (1) ; il « engage » quelquefois le Comité à répondre dans tel ou tel sens ; lui soumet des suggestions utiles, se montre insinuant, persuasif, notamment au sujet des subsistances. Il est sensible à la misère des campagnes ; elle « excite sa sollicitude » (2) ; il voudrait y remédier, il insiste, bien que cette question soit hors de sa compétence, auprès du Comité de salut public, pour le déterminer à agir promptement. Il veut arriver, par une activité inouïe, au plein épanouissement de sa puissance,

Il réalisera l'unité de la police. En cela, il ressemble aux Commissions exécutives en qui se retrouvent réellement la « continuité et l'unité gouvernementales » (3) dans toute la période thermidorienne. Il entretient d'ailleurs avec ces douze Commissions des rapports nombreux, en particulier avec celle des administrations civiles, police et tribunaux. Le décret du 7 fructidor a supprimé leur subordination au Comité de salut public ; chacune d'elles doit « rendre compte », « donner des renseignements » au Comité correspondant ; la plupart reçoivent des fonds considérables ; peu à peu elles prennent figure de ministres sans devenir totalement indépendantes. Elles représentent mieux que les Comités qui changeaient sans cesse, la tradition gouvernementale. Peu à peu aussi disparaît entre les opérations des Comités et des Commissions, « cette concordance, cette cohésion qui seules auraient pu assurer l'unité, non dans le gouvernement, mais du moins dans chaque partie du gouvernement ». Cela cependant ne peut s'appliquer au Comité de sûreté générale ni à la Commission des administrations civiles, police et tribunaux entre lesquels régna l'accord le plus étroit.

(1) Lettres du 7 nivôse. Arch. nat. AF II* 300 : du 17 et 29 floréal. F^o 4411.

(2) Lettre du 5 nivôse an III, *ibid* AF II* 300.

(3) AULARD, *Histoire politique*, p. 510 et suiv.

III. — Cependant la Convention demeurait un centre commun, un centre d'unité. Elle ne fut plus, comme avant thermidor, gouvernée ni tremblante ; mais elle gouverna elle même « par des majorités successives (1) ».

Eh bien, c'est un fait que le Comité de sûreté générale contribua pour une grande part, à lui rendre son prestige, ses caractères essentiels, sa vraie figure.

S'il est exact que ce Comité, avant thermidor, dominé par la dictature, excité et entraîné par elle, ait exercé lui-même une autorité dictatoriale, comme l'a assuré Fréron, et comme elle, commis des excès, il n'apparaît nullement qu'il ait eu des vues intéressées. La puissance qu'il subissait, qui le froissait, le diminuait, le reléguait dans l'ombre, le laissa sans prestige.

A la mort du « tyran », l'oppression ayant cessé, devenu libre de ses mouvements, et tout puissant, il put maudire à son aise et couvrir d'opprobre Robespierre et les robespierristes. Mais il réfléchit que leur « tyrannie » ayant été si funeste, il ne suffisait point de la flétrir, d'en blâmer et d'en châtier les auteurs ; il jugea nécessaire de la faire haïr et d'exalter, pour créer un contraste avec le passé et faire aimer le présent, les principes d'un régime nouveau fondé sur le respect des lois et la prééminence de la Convention. Ses maximes de justice et de sagesse prodiguées à ses auxiliaires ne seront plus vaines ; mais suivies d'actes de justice qui prouvent assez qu'il eut à cœur d'exceller dans l'exercice de sa mission.

Il tenait de la Convention son pouvoir ; de cette Assemblée « chargée par le peuple de le conduire à la liberté et au bonheur ». Constamment associées dans son esprit, les deux idées ci-incluses qu'il aimait à poser en principes, l'induisirent nécessairement à n'agir que conformément aux lois, à bannir tout acte arbitraire, et à servir le peuple. Il arrivait à des

(1) Voir AULARD, *Histoire politique*, p. 513 et suiv.

conclusions identiques en partant du fait que la Convention avait arrêté la Terreur : « Elle a su, disait-il, à l'aide du peuple, briser le prétendu colosse de la tyrannie ; elle saura également étouffer les vains efforts des malveillants en tel nombre et sous tels masques qu'ils se présentent.... Elle seule doit être le centre de réunion de toutes les volontés... (1).

De là également l'énergie efficace qu'il mit à discipliner les administrations et, par elles, le peuple ; à accoutumer chacune d'elles à se soumettre aux décisions de l'autorité supérieure : « Gardez-vous, leur dira-t-il, de porter atteinte à la loi. Elle paraîtra sévère à ceux qui regrettent ou qui feignent de regretter d'en être l'objet ; mais elle n'est que juste aux yeux des véritables républicains ; aux yeux surtout de celui qui est chargé de l'honorable devoir de défendre l'intégrité de la République et qui veut franchement le bonheur du pays (2) ». Et comment douterait-on de sa sincérité, puis qu'il ira jusqu'à donner des directives analogues à ses collègues du Comité de législation. Ainsi il leur dit le 29 thermidor : « Vous ne voulez pas sans doute que nous soyons les premiers à franchir la hiérarchie des pouvoirs établis par la loi ; cet exemple ne peut partir ni de votre Comité ni du nôtre (3) ». Le Comité de salut public lui inspirait-il alors quelque défiance ? Il serait imprudent de le supposer. Bornons-nous à souligner l'évident souci du Comité de sûreté générale de respecter la hiérarchie, d'honorer l'autorité suprême, issue de la volonté populaire. Maintes fois, il déclarera que la Convention nationale est « seule compétente pour prendre une mesure générale de sûreté (4) » ; et, quand il s'agira de réprimer les abus, les dilapidations, le

(1) Lettre aux représentants dans le Puy-de Dôme et dans le Cantal, 22 vendémiaire an III. Arch. nat. AFII* 300.

(2) Aux administrateurs et agents-nationaux des districts et des communes, 5 germinal an III. Arch. nat. AFII* 300.

(3) Arch. nat. AFII* 301.

(4) Arch. nat. AFII* 301, lettre du 16 messidor an III.

Comité dira encore « C'est à la Convention à statuer sur le mode (1)... » Il s'en tiendra, en somme, à l'application stricte de l'article 11 du décret du 14 frimaire, en ne faisant rien de « contraire au sens littéral de la loi ».

On le verra naturellement se plaire à exciter le zèle de toutes les autorités, élues ou non ; de la nation elle-même. Cela, en vue de réaliser le maximum de labeur ; pour être en mesure de satisfaire aux exigences de la Convention ; pour qu'elle « honore de son approbation » ce noble labeur, approbation « flatteuse » qu'il recherchera et obtiendra presque toujours ; en définitive, pour fortifier l'État.

On sait, d'autre part, que l'Assemblée prévoyante avait voté le 11 thermidor des mesures préventives contre toute tentative de dictature, et le 9 fructidor, comme pour compléter l'article 11 précité, elle décrète qu'aucune commission, administration ou autorité constituée, n'a le droit ni « d'interpréter les lois, ni d'intervertir l'ordre dans lequel elles doivent être mises à exécution ». L'Assemblée sauvegardait ainsi son autorité.

Elle gouvernait et voulait, pour « fonder un gouvernement sage et stable », « s'environner de la plus grande masse de lumières (2) ». C'était l'avis de son Comité de sûreté générale qui travaillait avec vigilance dans le même dessein, stimulant les initiatives, invitant toutes les volontés nationales à se concerter et à s'orienter toutes dans un sens unique, afin de réaliser l'unité gouvernementale et nationale ; cette « union parfaite » qu'il rêvait et qu'il jugeait si nécessaire « à la prospérité de l'État » (3).

Il communiquait quasi tous les jours avec elle ; un décret l'enjoignait de rendre compte à l'Assemblée, chaque décade,

(1) Circulaire du 12 frimaire an III. Arch. nat. AFII* 300.

(2) Au représentant Guillerot, en mission, 15 messidor an III, Arch. nat. AFII* 301.

(3) A l'agent-national de Nîmes, 6 nivôse an III. AFII* 300.

des noms des émigrés. Ses rapports sont importants et innombrables ; une inscription sommaire de leurs objets en était faite sur un registre spécial (1).

C'est lui qui devait, de concert avec la force armée parisienne, protéger le palais de la Convention et la représentation nationale. Il s'en acquitta avec beaucoup d'assiduité et de dignité ; l'ardeur qu'il mit, par exemple, à poursuivre les assassins de Féraud tué le 1^{er} prairial an III, en témoigne : « Prenez-ma vie, s'était écrié Féraud, mais respectez la Convention ! ». Ce cri, qui exprimait parfaitement le désir du Comité, y fit écho. En temps normal, la police avait mission de maintenir l'ordre et le silence dans les tribunes et d'en éloigner les malveillants. Le Comité respectait la Convention comme le sanctuaire des lois.

J'ai cependant découvert un cas — un seul — où l'application « trop stricte » de la loi sur le gouvernement révolutionnaire, parut au Comité capable d'« entraver la marche du gouvernement ». C'est celui-ci :

Légalement, un fonctionnaire ne pouvait, « à peine de forfaiture » instrumenter que dans son arrondissement.

Or, il est des circonstances, pensait le Comité, où il convient de confier certaines mesures « à un autre fonctionnaire » que celui de l'arrondissement.

D'où il conclut, le 17 thermidor an III, « qu'en le chargeant de prendre toutes les mesures de sûreté générale, la Convention lui a nécessairement délégué tous les moyens qui peuvent lui en assurer le succès et qu'il a, par conséquent, le droit de faire cesser un mouvement aussi funeste pour ses opérations... (2) ».

Doit-on voir dans cette interprétation une dérogation aux lois du 14 frimaire et du 9 fructidor ? Non, ce semble, puisque

(1) Voir plus haut, règlement de germinal.

(2) Arrêté Arch. nat. AF II* 287. •

le Comité avait en vue l'intérêt de la justice et que sa déduction peut fort bien s'accorder avec le sens très large de la loi du 7 fructidor an II.

On peut donc dire, en résumé, qu'il ne s'arrogea aucun pouvoir illégal après thermidor. Il eut une autorité absolue et exclusive en matière de police, mais il resta dans ses bornes, il n'empiéta sur personne. S'il proposa à la Convention des mesures d'ordre et des sanctions, il ne réforma ni n'abrogea de sa seule autorité les décisions de l'Assemblée. On peut dire qu'il se conforma jusqu'au bout à la grande charte du 7 fructidor. L'exécution des lois lui parut être la condition essentielle du triomphe de la République (1).

(1) Lettre aux procureurs-syndics des départements, 12 messidor an III. Arch. nat. AFII* 301.

CHAPITRE VII

LA CENSURE, MOYEN DE GOUVERNEMENT

I. La liberté de la parole et la liberté de la presse avant le 9 thermidor. — II. Après le 9 thermidor. Censure contre les feuilles royalistes. Affaire Lefortier. Décret du 21 thermidor an III. Le Comité favorise la presse républicaine.

I. — Afin de révéler de façon plus exacte et plus vivante l'activité du Comité et ses vues, il convient d'exposer brièvement les principales vicissitudes de la liberté de la parole et de la liberté de la presse avant et après thermidor.

Ces deux libertés, quand il entra en fonctions, étaient déjà limitées, mais faiblement. Trois mois plus tard, cette limitation apparaît plus étroite : il faisait saisir les feuilles contre-révolutionnaires, aristocratiques et royalistes ; leurs rédacteurs étaient arrêtés, bien que n'étant souvent que les « instruments » de « mains invisibles ». C'est ainsi qu'il fit envoyer à l'Abbaye, en janvier 1793, les journalistes Gauthier (1) et Lafage : l'un, ancien rédacteur du *Journal de la Cour et de la Ville* (2) ; l'autre, rédacteur de *l'Avertisseur* (3).

Le 29 mars, Lamarque au nom du Comité, dénonce les brochures qui depuis la mort de Louis XVI sont distribuées

(1) Surnommé le petit Gauthier.

(2) Avant le 10 août « et c'est par ce journal qu'il répandait dans le public, autant qu'il était en lui, l'esprit corrupteur de la cour ». (*Moniteur*, réimp. du 11 janvier 1793).

(3) Journal par affiches, « consacré à l'annonce de brochures aristocratiques » *Ibid.*

à profusion et demandent la mise en liberté de la famille royale, le rétablissement de la monarchie et le rappel des prêtres. Il dit que « lundi dernier (25 mars), il a été saisi chez le libraire Webert, jusqu'à trente ouvrages au moins de cette nature, tous sous des titres distincts, mais ayant le même but, et dont les exemplaires étaient en très grand nombre ». Il rappelle à la Convention qu'elle a désarmé les citoyens suspects et il ajoute : « Il n'est pas d'armes aussi dangereuses que les perfides écrits que votre Comité vous dénonce. Hâtez-vous donc de les briser dans les mains de vos ennemis, et effrayez par une loi sévère, ceux qui désormais auraient la criminelle audace d'en composer ou d'en distribuer de nouvelles ».

Sur de tels renseignements la Convention décrète la peine de mort contre « quiconque sera convaincu d'avoir composé ou imprimé des écrits qui proposent le rétablissement de la royauté en France ou la dissolution de la Convention nationale (1) ».

Le 4 octobre, l'Assemblée charge le Comité de prendre des mesures contre les auteurs et rédacteurs des deux feuilles intitulées : *l'Auditeur national* et le *Journal du Soir* (2), lesquelles, dans un dessein malveillant, avaient annoncé l'arrestation de Vadier et de Bo.

Le 30 vendémiaire an II, le Comité obtient de la Convention un décret d'arrestation contre le député Dulaure, auteur « d'un journal contre-révolutionnaire intitulé : *le Thermomètre* (3) ».

(1) *Procès-verbal*, p. 348. Le libraire Webert qui tenait boutique au Palais-Royal n° 203, a été guillotiné le 1^{er} prairial an II (20 mai 1794).

(2) Par FEUILLANT. *Ibid.*, p. 72.

(3) Arch. nat. AFII* 286. Dulaure avait été oublié dans le rapport d'Amar du 3 octobre sur les députés à mettre en arrestation ou en accusation. Après le 2 juin, il avait soutenu, dans son journal, la cause des députés proscrits ; mais il en avait interrompu la publication le 25 août.

Le 14 nivôse an II, un décret d'arrestation est rendu contre le nommé Ducrey-Duménil, rédacteur d'un écrit périodique intitulé : *Affiches, Annonces et Avis divers, ou Journal général de France* (1).

De nouveau, en ventôse, une instruction est ouverte contre un libraire nommé Froullé, en vue de découvrir les auteurs et distributeurs d'un libelle intitulé : *Tableau comparatif des cinq appels nominaux*, et de les faire traduire devant le Tribunal révolutionnaire (2).

On le voit, les journaux ne sont pas libres, la répression des délits de presse est de plus en plus rigoureuse ; le théâtre est également l'objet d'une censure sévère. *Paméla* a été considérée « comme une pièce criminelle » ; aussi les directeurs de théâtre vont d'eux-mêmes solliciter l'examen des pièces auprès des administrateurs de la police. C'est la terreur ; c'est l'expression du « règne absolu de Robespierre (3) » ; c'est partout l'oppression.

Pourtant « au milieu du dévergondage religieux, moral et politique, auquel le théâtre est en proie au mois de janvier 1794, on est surpris de trouver certains scrupules chez les administrateurs de la police. Il est vrai que le culte de la déesse Raison vient d'être aboli, et que la Convention ainsi que la Commune ont reconnu la liberté religieuse : il est vrai que le Comité de sûreté générale avait mandé les directeurs de spectacles et, dans un entretien amical et fraternel, les avait invité à faire de leur théâtre une école de mœurs et de décence (4) ».

La liberté de contradiction cessa d'exister à partir de l'exécution de Danton (germinal an II), sous la contrainte de Ro-

(1) *Procès-verbal*, p. 256.

(2) *Ibid.*, 16 ventôse, p. 56.

(3) Voir VICTOR-HALLAYS-DABOT : *Histoire de la censure théâtrale en France*, p. 183 et suiv. ED. et J. de GONCOURT : *La société française pendant la Révolution*, p. 292 et suiv. ; A. LIEBY *La presse révolutionnaire et la censure théâtrale sous la Terreur*. (*La Révolution*, t. XLV, p. 306).

(4) *Ibid.* Comparer avec les décrets du 2 août sur les représentations des théâtres de Paris, la loi du 1^{er} septembre sur la propriété littéraire.

bespierre qui alors étala à loisir une « rhétorique d'apparat » « comme lettré et comme prédicateur » (1). D'autre part, le Comité de salut public subventionna des journaux et employa les fonds secrets dont il disposait « à des tentatives d'influence sur l'opinion publique (2) ».

Les lois terroristes, piliers de la dictature robespierriste, abolirent toute liberté, la liberté de la parole, liberté de la presse, liberté de conscience, liberté du vote même. La France entière tremblait, et l'Assemblée elle-même, devant Robespierre et les deux Comités de gouvernement.

II. — On a coutume de dire que la victoire, en ruinant le régime de la Terreur, ramena la liberté de la presse et que, pendant les premiers mois qui suivirent le 9 thermidor, « il n'y eut aucune puissance qui essayât d'y porter la moindre atteinte (3) ». Il y a là quelque exagération. Il est exact que, auprès de ce qui existait sous la Terreur, le progrès est remarquable ; mais la presse n'a jamais été tout à fait libre. La vérité, c'est que le Comité de sûreté générale, quoique épris de justice et de liberté, veillait. Ayant dessein de faire triompher la République qui était loin d'être réalisée, il ne pouvait logiquement se désintéresser de la presse contre-révolutionnaire et antirépublicaine ; il était trop l'ennemi des rassemblements et des violences pour laisser sans restrictions à des ennemis irréductibles, une liberté aussi utile. Sa censure s'exerça surtout sur la presse ultra-royaliste ; voici ce qu'il écrivit le 18 thermidor an II à l'agence générale des postes et messageries :

« Nous vous prévenons que d'après des arrêtés que nous

(1) Voir AULARD, *Les grands orateurs de la Révolution*.

(2) 100.000 livres avaient été votées par la Convention dans cette vue, le 4 pluviôse an II, Voir AULARD, *Etudes et Leçons*, t. I, p. 235 et suiv.

(3) Voir par exemple ALMA SÖDERHJELM, *Le régime de la presse pendant la Révolution*, livre III, p. 9.

avons pris, les scellés ont été apposés sur les presses de la *Quotidienne*, de la *Gazette universelle*, de la *Correspondance politique* et du *Courrier universel* ou *l'Echo de Paris*, dont les principes étaient trop royalistes et contre-révolutionnaires, pour que nous puissions les laisser professer plus longtemps sans nous exposer au reproche d'être indifférents sur la direction que prend l'esprit public. Comme il serait possible malgré cette apposition de scellés, que les auteurs coupables de ces feuilles abominables trouvassent le moyen, à l'aide d'autres presses, d'en continuer l'impression et l'envoi dans les départements, nous vous invitons à faire arrêter et nous renvoyer celles de ces feuilles qui seraient apportées à votre administration. Nous comptons assez sur votre zèle et sur votre civisme pour être convaincus à l'avenir que vous nous secondez de tous vos moyens... (1) ».

Il est donc bien vrai que le Comité considérait comme un devoir de sa mission de s'intéresser sérieusement au développement de l'esprit public. Mais en s'obstinant dans son désir illusoire de voir s'épanouir une pensée nationale exclusivement républicaine, il lui devenait impossible de ne point restreindre non seulement la liberté de la presse, mais toute liberté. C'est ainsi, par exemple, que la liberté des cultes sera toute relative.

L'idée du Comité apparut sans détour, au cours du grand débat sur la presse qui s'ouvrit le 9 fructidor. Au remarquable discours de Fréron, partisan d'une liberté illimitée, Delbret, Moyse Bayle, Goupilleau et Amar objectent qu'il est nécessaire d'établir des garanties. Amar se montre le plus effrayé de tous, des abus qui résulteraient de cette liberté. Il ne peut pas comprendre qu'on insiste en faveur de la liberté illimitée de la presse « les conséquences, dit-il, en seraient que les royalistes publieraient leurs idées contre-révolutionnaires, que des hommes purs, des hommes intègres pourraient être

(1) Arch. nat. F⁷. 2205.

attaqués, calomniés sur des actions privées comme sur des actes politiques, ce qui pourrait avoir des conséquences graves par l'impunité que cette liberté indéfinie semblerait consacrer. »

Le lendemain, Voulland et Vadier écrivent à sept rédacteurs de journaux relativement à un « injurieux récit » rapporté dans différentes feuilles (1).

Il est certain que dans la plupart des cas, le Comité faisait surtout preuve de vigilance, non de violence ; on ne relève pas de graves sanctions ; il prit surtout des mesures préventives en vue d'intimider les royalistes. Ainsi, lorsque le 29 fructidor, une colporteuse, qui avait crié un petit pamphlet intitulé les *Jacobins démasqués*, fut traduite par devant lui, non seulement il refusa de s'occuper d'aucune façon de la dénonciation, mais il donna encore un « bon » à la colporteuse pour l'indemniser de sa journée perdue et garda arrêté l'individu qui l'avait dénoncée. Plusieurs journaux, tels que le *Courrier républicain* et la *Gazette française*, applaudirent à ce témoignage des sentiments éclairés du Comité (2). C'étaient d'ailleurs des colporteurs qui lui apportaient les feuilles périodiques, et, pour les récompenser, il leur distribuait des étrennes (3).

En l'an III, sa sévérité est excitée par divers mouvements contre-révolutionnaires et sa censure va s'exercer aussi bien sur la presse parisienne que sur la presse départementale.

Le 1^{er} brumaire il défend que l'on envoie « aucun journal » sans son autorisation, dans les départements (4).

Le 11 frimaire, il déclare que tous les fonctionnaires publics chargés des mesures de sûreté, ont le devoir de rechercher et de faire punir tous ceux qui, « soit par leurs paroles, soit par leurs écrits » pourraient provoquer des assassinats (5).

(1) Arch. nat. AFII* 276.

(2) AULARD, *Paris pendant la réaction thermidorienne*, t. I, p. 98.

(3) Arrêté du 14 vendémiaire an III, Arch. nat. AFII* 276.

(4) Arrêté. Arch. nat. AFII* 276.

(5) Lettre à l'agent-national du district de la Souterraine (Creuse). Arch. nat. AFII* 301.

Dans les premiers jours de nivôse, Fréron attire son attention sur une petite publication intitulée : *Etrennes aux amateurs du bon vieux temps*, qui prêchait franchement le royalisme et qui fut l'objet, le 11 nivôse, à la Convention d'une discussion courte et passionnée (1).

Le 6 nivôse, il prie l'agent-national du district de Mirande (Gers) de lui nommer le rédacteur d'un article intitulé : *Esprit public* paru dans le n° 120 du *Jour* (2).

Le 10 nivôse, un décret d'arrestation est rendu contre le citoyen Delacroix, ancien professeur de droit public, auteur d'un ouvrage royaliste intitulé : *Le spectateur français pendant le gouvernement révolutionnaire* (3).

Le 20 nivôse, le Comité demande aux administrateurs de districts si les sociétés populaires exercent le « droit salulaire de censure » (4).

Cette expression traduit clairement sa pensée. C'est à la censure qu'il a recours bien plus qu'à la violence, pour entraver la propagande contre-révolutionnaire et ainsi conjurer les mouvements séditieux.

Le 10 pluviôse, Babeuf est violemment dénoncé par Tallien à la Convention pour le n° 29 de son *Tribun du peuple* et le 20 pluviôse, il est incarcéré par ordre du Comité qui en fait rapport à la Convention le même jour. Mais il réussit, étant prisonnier, à publier encore son journal qui tendait « à amener la guerre civile, l'aviilissement et la dissolution de la Convention nationale » ; ce qui détermine le Comité à lancer contre l'imprimeur le 14 ventôse un mandat d'arrêt (5).

(1) BUCHEZ et ROUX, *Histoire parlementaire*, t. XXXVI, p. 204.

(2) Arch. nat. AFII* 300. C'est sans doute, un journal local.

(3) *Procès-verbal*, p. 158.

(4) Circulaire, Arch. Vesoul, 61 L⁵.

(5) Le n° 29 de *Tribun du peuple* renfermait une analyse des séances de la Convention du 1^{er} au 29 nivôse et une critique très sévère des mesures prises par l'Assemblée au sujet des émigrés, des étrangers et des lois sur le maximum. Le journal de Babeuf avait subi à cette époque un changement notable ; il avait rompu avec le parti réactionnaire,

Cependant le Comité eut l'habileté de ne pas limiter outre mesure la liberté de la presse. C'est ainsi qu'il écrit le 10 pluviôse aux représentants Treilhard et Bordas en mission dans le Bec d'Ambès : « Nous sommes instruits que, dans la commune de Bordeaux, la liberté de la presse y est gênée au point que les journaux n'y parviennent point ; on assure même que le secret des lettres y est violé. La conduite du directeur de la poste aux lettres de cette commune est violemment suspectée. Nous vous recommandons, citoyens collègues, de prendre les mesures les plus convenables pour arrêter et détruire de pareils abus (1) ».

Il lui était bien difficile à la vérité de concilier son amour de la liberté avec son aversion pour les ennemis de la République. Il s'y efforça pourtant ; mais ses décisions trahissent ses craintes, ses hésitations, sa prudence.

Il ne s'oppose pas à ce qu'on récite, au théâtre, des *impromptus*, « ne voulant point déroger aux principes sacrés de la liberté de penser et d'écrire » ; seulement il arrête, le 24 pluviôse an III, en prévision de troubles, que l'auteur responsable de ces écrits en vers ou en prose « sera tenu de les lire lui-même sur le théâtre ou d'être présent à côté de l'auteur qui les lira ou les chantera (2) ». Il n'hésitait d'ailleurs pas, à l'issue d'une représentation, à questionner le directeur du théâtre (3).

Le 13 frimaire, il arrête que les directeurs des spectacles de Paris remettront le répertoire des pièces de théâtre vingt-quatre heures avant l'affiche, à la Commission de l'Instruction Publique (4).

dont il ne cessait de calomnier les chefs et avait commencé à attaquer de plus en plus le régime existant, exposant des idées réformatrices sur le « système des égaux » et « le bonheur commun ».

(1) Arch. nat. AFII* 300.

(2) *Ibid*, AFII* 277.

(3) Par exemple, le 26 floréal an III. Arch. nat. F⁷/4411.

(4) Arch. nat. AFII* 277.

Le *Moniteur* était l'objet d'une surveillance minutieuse, ses rédacteurs étaient quelquefois convoqués à l'Hôtel de Brionne pour fournir des éclaircissements (1).

Les agents et inspecteurs de la Commission de police administrative renseignaient avec beaucoup de zèle le Comité. Il lui écrit le 23 ventôse : « ... Vous ferez disparaître de partout les deux affiches ou pamphlets placardés sur les murs et que vous nous avez dénoncés. Le matin, à l'aube du jour, cette mesure peut être utilement et sagement exécutée si le patriotisme des citoyens laisse encore quelque chose à faire aux autorités constituées. Le Comité espère que vous ne négligerez aucune recherche pour atteindre les auteurs de ces productions soufflées par l'esprit de sédition (2). »

Une affaire qui causa une grande rumeur et qui montrait à la fois l'audace des royalistes et la haine dont ils étaient l'objet, fut l'arrestation de Lefortier, à la fin de germinal. Dans son journal *La Correspondance politique de Paris et des départements*, celui-ci avait accablé de sarcasmes les membres du Comité, surtout Chénier, et tourné sa plume contre le gouvernement. Un jour il s'avisait de réimprimer un article paru dans un journal de l'étranger et où la mort de Louis XVI était mentionnée en termes sympathiques et émus. Les Comités de la Convention se mirent aussitôt en mouvement et Lefortier fut arrêté dans la nuit. Il eut beau demander à être traduit devant le Tribunal révolutionnaire pour avoir l'occasion de se défendre, on lui refusa cette faveur, et il fut gardé en prison pendant plusieurs semaines. Fréron vit dans cette violence un grave attentat à la liberté de la presse, lui qui la désirait protégée par un « triple rempart ». Ayant protesté dans son journal, il fut lui-même accusé à son tour devant les Comités d'avoir voulu « soutenir les royalistes ».

(1) Par exemple le 24 pluviôse. *Ibid.*

(2) Arch. nat. F⁷ * 2208.

Cela ne l'empêcha point de reprocher à ses collègues leur silence et, de nouveau, il les engagea à s'unir pour défendre les intérêts de la liberté de la presse.

Mais le Comité de sûreté générale restait hostile à ce point de vue trop absolu, et, en attendant qu'une loi fût votée contre les auteurs de « coupables écrits », il ordonnait des arrestations. Ainsi on lit dans le *Courrier républicain* du 8 thermidor an III : « On a fait, ces jours derniers, arrêter beaucoup de personnes pour raison de leurs opinions politiques et surtout des journalistes ; il paraît que le gouvernement a reconnu combien ces mesures arbitraires sont en opposition avec les principes qu'on manifeste publiquement. »

Le 21 thermidor, le procureur-général syndic de la Haute-Garonne est chargé de faire arrêter l'auteur et l'imprimeur d'un écrit probablement fanatique intitulé : *Adresse des commissaires des huit paroisses de Toulouse* (1)...

Le même jour, le Comité rallie enfin à son opinion la Convention qui le charge d'élaborer de concert avec les Comités de salut public et de législation, une loi répressive contre les journalistes calomnieurs. Les vues du Comité sont clairement évoquées par son rapporteur Sevestre dans les termes suivants « Votre Comité de sûreté générale ne se présente point ici pour être le modérateur de la liberté de la presse ; mais plus elle lui paraît sacrée, plus il doit prendre de précautions pour qu'elle ne devienne pas sacrilège et ne nuise pas à la liberté publique. Il sait qu'il est de droit naturel de se servir de sa plume comme de sa langue ; mais il sait aussi que dans une société bien organisée, ce doit être à ses risques, périls et fortunes ; sans cela, sans cette responsabilité, qui pourrait prétendre que la faculté d'agir n'est pas une conséquence de la faculté de penser ? Et alors l'assassin ne peut-il pas frapper au hasard ? Si rien n'arrête sa langue, qui peut retenir son bras ? »

(1) Arch. nat. AF II* 301.

Certes, la pensée ne peut être réprimée ; mais l'assassinat prémédité qui en est la suite, doit l'être, et la calomnie, cette arme des méchants et des lâches, est aussi funeste que le fer et le poison entre les mains des scélérats ». Ensuite le rapporteur dénonce la « perfidie » des journaux royalistes et tous les journalistes « dévoués à l'Angleterre, aux émigrés, aux factions anti-républicaines (1) ». Le décret que la Convention avait réclamé, ne fut pas élaboré ; mais le fait que nulle voix ne s'était élevée dans l'Assemblée contre une telle proposition, reste significatif et prouve que le Comité était alors écouté et influent et que les journalistes qu'il ne quittait pas des yeux, retenaient l'attention générale. Il conserva les mêmes vues invariablement jusqu'au bout de sa carrière. Dans les derniers mois de l'an III, il fera surveiller de fort près les crieurs de journaux qui annonçaient souvent « avec affection » de fausses nouvelles capables d'alarmer le peuple (2).

Quelques jours après la publication de la constitution, le 3 vendémiaire an IV, plusieurs membres de la Convention réclamèrent de nouveau des mesures de rigueur contre les journalistes : « Je demande, dit Goupilleau (de Fontenay), qu'on élève une barrière insurmontable entre la liberté de la presse et les provocations au crime, je demande que le Comité de sûreté générale surveille ces journalistes ». Ses paroles furent fort applaudies. Le 13 vendémiaire fut pour les journalistes un jour funeste. Ils furent poursuivis par le Comité qui, le 16 vendémiaire, fit apposer les scellés sur les presses des feuilles intitulées : *Courrier républicain* ; *Nouvelles politiques étrangères* ; *Messenger du soir* ; *Gazette française* ; *Gazette universelle quotidienne* ; *Courrier universel ou l'Echo des départements* ; *Correspondance politique* ; *Bulletin répu-*

(1) *Moniteur*, réimp. t. XXV, p. 436.

(2) Par exemple lettres à la commission de police du 30 messidor et du 5 fructidor. Arch. nat. F⁷* 2207.

blicain ; *Portefeuille politique* et *Courrier universel* (1).

Le 9 brumaire, il arrête que la *Marseillaise* et le *Chant du Départ* seront chaque jour exécutés par l'orchestre de chacun des théâtres parisiens (2) et le 12, le chant du *Serment civique*, hymne républicain, est autorisé (3).

Il apparaît clairement que le Comité, après thermidor, s'inspirait à l'égard des libertés de la presse et de la parole, et d'une manière générale, de l'intérêt de la République.

(1) Arch. nat. AF 11*279. C'est Hardy qu'avait dénoncé le *Messenger* ainsi que l'*Observatoire* (de Rouen).

(2) *Ibid.*

(3) *Ibid.*

QUATRIÈME PARTIE

ACTIVITÉ DU COMITÉ CONTRE LES ENNEMIS INTÉRIEURS

CHAPITRE PREMIER

LES ÉMIGRÉS

I. Avant le 9 thermidor. Lasource proteste contre l'injustice de la loi. Décret du 28 mars 1793. — II. Après le 9 thermidor. Le bureau « contre les émigrés ». Loi du 22 nivôse an III.

Quels étaient les ennemis du Comité de sûreté générale ?

Le décret du 2 octobre 1792 qui l'institua, les réunit tous sous la dénomination générale d'« ennemis de la chose publique ». Ils sont visés, dans la suite, par divers décrets, arrêtés, instructions ou proclamations, plus ou moins terroristes avant thermidor, antiterroristes après, quoique fermes, qui déterminent les obligations de la police et de la justice (1).

Je ne parlerai pas des ennemis politiques du Comité nés des événements politiques qui, tour à tour, élevèrent au pouvoir Girondins et Montagnards qui représentaient les deux principaux partis de l'époque révolutionnaire (2).

Il s'agit, pour ainsi dire, de ses ennemis communs, de ceux dont les noms restèrent gravés invariablement, en dépit des

(1) Carnot définira, à sa façon, les ennemis du peuple, dans son rapport du 12 germinal an II (*Moniteur*, réimp. t. XX, p. 114). Laferrière, évoquant les mesures prises avant thermidor, dit : « Quant aux personnes, les ennemis de la Révolution avaient été mis hors la loi ; de nouvelles catégories furent inventées par le décret sur les étrangers, par la loi des suspects, par celle sur les conspirations, sur l'éloignement des nobles et la police générale » (décrets des 6 sept, 17 sept, 1793 ; 27 germinal an II). *Essai sur l'Histoire du droit français*, t. II, p. 274 et suiv.

(2) Voir, plus haut, chapitre sur le personnel.

circonstances, à quelque moment de sa carrière que ce fût, dans l'âme des Conventionnels qui le composaient.

C'étaient, en premier lieu, les ennemis de la Révolution et de la République : émigrés, royalistes, prêtres réfractaires, levés dès le premier jour, solidaires, attentifs, vigilants, prompts et habiles à profiter des haines et des dissensions politiques qui risquaient d'anémier, puis de rompre l'équilibre gouvernemental, à seule fin d'entraver l'évolution des idées nouvelles, de reconquérir leurs privilèges, de restaurer l'ancien régime.

J'examinerai, en second lieu, les ennemis qui avaient surgi à la faveur de la Révolution, des troubles, de la fièvre contagieuse des événements, des passions déchaînées qui, agitant la masse ignorante tantôt préoccupée d'amasser, tantôt prodigue, aiguisaient ses désirs, ses cupidités, ranimaient les rancunes individuelles, incitaient à la débauche, au brigandage, au crime. Les citoyens vertueux se trouvaient gênés, énervés, souvent frustrés, et l'intérêt général, compromis par ces gens qui, au lieu de servir la chose publique, de remplir avec amour leurs devoirs, d'obéir aux lois de défense nationale, de hâter par leur labeur opiniâtre, à l'arrière, la victoire des combattants de l'avant, ne travaillaient que dans leur intérêt personnel, ne vivaient que d'expédients, d'opérations clandestines ou bien dans l'inactivité, sans enthousiasme civique, ni patriotique, semblables à d'innombrables sangsues collées au corps social. Citons : les dilapidateurs de la fortune publique et privée, les accapareurs, les agioteurs, (fabricateurs de faux assignats), les espions, les déserteurs, les *défaitistes*, etc.

La garde nationale, selon le vœu du Comité, devait « toujours être prête à seconder les autorités constituées » chargées de veiller à la sûreté publique.

I. — Les émigrés formaient à l'extérieur un grand parti en armes allié aux ennemis de la France, donc dangereux

pour la patrie. De là, cette célèbre législation d'avant thermidor, chaque jour plus cruelle, plus terroriste, plus exorbitante, source de beaucoup d'excès et de crimes. On peut dire que toutes les mesures touchant les émigrés et leurs complices, furent votées au jour le jour, sous l'empire des circonstances et nullement par fanatisme politique. Cependant l'ensemble de ces mesures est fort coordonné : « commandées tumultuairement dans les colères d'une assemblée, dit Sorel, elles semblent avoir été combinées dans l'application minutieuse d'un prétoire de procureurs. Elles sont incohérentes dans les motifs qui les provoquent ; elles s'enchainent dans les conséquences qu'elles portent (1)... »

Elles contribuèrent à sauver l'indépendance nationale. C'était la vue essentielle du législateur ; c'était aussi, en dépit de leurs divisions, le suprême dessein des deux Comités de gouvernement.

-C'est parce qu'il avait conscience des difficultés infinies qui s'offraient à la République haïe des émigrés et de leurs complices, que le Comité de sûreté générale mit un zèle inouï à les poursuivre et à les châtier. Il ne pouvait souffrir qu'ils correspondissent avec les royalistes de France qui s'efforçaient d'y susciter la guerre civile, ni surtout que des Français prêtassent à l'étranger une coopération armée contre leur propre patrie. Et c'est pourquoi, sans doute, le Comité se plut à amplifier en un style souvent métaphorique et déclamatoire, le ton terrible de la loi, même après thermidor, dans sa correspondance édifiante avec ses subordonnés.

Dès le 4 octobre 1792, la Convention lui remit le « livre d'ordre de l'armée des émigrés », duquel il dut délivrer un extrait aux diverses administrations (2).

Qu'était-ce donc qu'un émigré ?

(1) *L'Europe et la Révolution française*, t. III, p. 184.

(2) *Procès-verbal* du 4 octobre, p. 173.

C'était le Français, homme ou femme, âgé de plus de quatorze ans, qui, ayant quitté la France depuis le 1^{er} juillet 1789, n'y était pas rentré dans le délai fixé par le décret du 30 mars 1792, sanctionné le 8 avril suivant, et ce délai avait expiré le 9 mai 1792 ; — ou le Français qui depuis s'était absenté de France sans autorisation légale (et cette autorisation n'était guère accordée qu'aux commerçants et aux industriels) (1).

En février 1793, Lasource du Comité de sûreté générale, vient exposer à la Convention que l'on a amené au Comité une jeune fille prévenue de délit d'émigration.

« Nous l'avons interrogée, dit-il, et elle nous a répondu avec la candeur et la franchise de l'enfance, que son père et son frère étaient dans l'armée de Condé, qu'elle-même avait quitté la France en 1790, lorsqu'elle n'avait que 13 ans, et qu'elle avait été ramenée en France à 16 ans par un ami de sa famille auquel elle avait été confiée. Après avoir recueilli cet interrogatoire, nous avons frémi, car la loi condamne cette enfant à avoir la tête tranchée ! Vous avez prononcé la peine de mort contre tout émigré qui rentrerait, et vous n'avez excepté de cette peine que les enfants ayant moins de 14 ans. Voici le fait d'un côté, la loi de l'autre. La loi est injuste, elle ne peut subsister. Elle applique la même peine à l'enfant faible et timide et au conspirateur audacieux... Frappez les émigrés, je ne le défends pas ; mais respectez l'enfance, elle est sacrée comme la vertu. Je demande que l'on déclare d'une manière formelle que les lois sur l'émigration ne s'appliquent pas aux garçons âgés de moins de 18 ans et aux filles de moins de 21 ans.

Mais Robespierre intervient pour combattre la proposition de Lasource qu'il trouve absurde.

L'Assemblée se rallie à l'opinion de Robespierre et, croyant faire preuve d'humanité, elle décrète que toute jeune fille

(1) Voir AULARD, *Histoire politique*, p. 361 et suiv. ; MORTIMER-TERNAUX, *Histoire de la Terreur*, t. VI., p. 285 et suiv.

agée de plus de 14 ans qui rentrerait en France sera déportée et, si elle y rentre une seconde fois, punie de mort.

Donc, le Comité de sûreté générale « frémit », déclare « injuste » la loi, réclame plus de justice..., et c'est Robespierre qui l'emporte ! N'est-ce point une nouvelle preuve de ce qui a été déjà dit, que le Comité de sûreté générale n'était, avant thermidor, que l'instrument du Comité de salut public ?

Il y eut de nouvelles motions contre les émigrés. Duhem demanda qu'on les mit hors la loi ; Garnier (de Saintes), que tout citoyen fût autorisé à leur courir sus ; Charlier, qu'une fois leur exécution reconnue, ils fussent exécutés dans les 24 heures. C'est cette dernière rédaction qui prévalut et qui vint enrichir d'un nouvel article le Code draconien bien connu, qui fut promulgué le 28 mars (1). Osselin, qui en avait été le rapporteur peu zélé, en fut l'une des premières victimes : s'étant épris d'une émigrée, Charlotte, Félicie de Luppé, femme Charny, il la fit sortir de prison, ainsi qu'un émigré qui trouva asile chez son frère, curé à Saint-Aubin, près de Versailles. La section Mutius-Scevola ayant découvert le refuge de cette femme, se transporta chez elle et y trouva Osselin et un émigré (22 brumaire-12 novembre 1793). Aussitôt arrêté, il fut traduit devant le Tribunal révolutionnaire et condamné à la déportation le 14 frimaire (4 décembre 1793) pour avoir « abusé de son double caractère de député et de membre du Comité de sûreté générale, en faisant extraire de prison des émigrés ».

II. — Même après thermidor, ai-je dit, le Comité de sûreté générale ne montra nulle indulgence envers les émigrés, « ces tigres, disait-il, qui n'ont quitté le territoire français que

(1) Voir *Journal des Débats et Décrets*, n° 179 et DALLOZ : *Répertoire de Jurisprudence*, V^e Emigrés. La discussion de la loi sur les émigrés commença en réalité, en décembre 1792. Voir aussi LAFERRIÈRE, *Essai sur l'histoire du Droit français*, t. II., p. 271 et suiv.

pour armer les tyrans contre la liberté et qui n'y rentrent aujourd'hui que pour secouer les brandons de la guerre civile (1) ». Effectivement, un décret ayant fait cesser les proscriptions et les poursuites pour cause de fédéralisme, les émigrés de 1793 rentrèrent en masse, et, avec eux, illégalement, beaucoup d'autres, qui ne résistaient pas à l'envie de se joindre aux bandes royalistes armées pour terroriser, par vengeance, les patriotes. Certains mêmes, à leur retour, maltrahaient les acquéreurs de leurs biens, déchiraient sous les yeux des autorités constituées, les affiches des biens confisqués à vendre (2). Cela excita la colère du Comité qui redoubla de surveillance, surtout du côté de la frontière suisse : il mit des observateurs en pays étrangers, fit vérifier minutieusement les correspondances arrivant en France, ainsi que les passeports, et le 22 prairial an III, il ouvrit un bureau spécial « contre les émigrés » (3).

Contre eux et leurs complices, il tourna tous ses subordonnés à qui il dit : « Point de grâce aux véritables émigrés : le sol de la liberté s'indignerait de les porter davantage : il faut que le glaive de la loi les frappe impitoyablement (4) ».

(1) Lettre à l'agent national du district de La Tour-du-Pin, 6 floréal an III, Arch. nat. F⁷ * 2209.

(2) Lettre du 5 brumaire an III à l'agent national d'Aix (Arch. nat. AFII* 300).

(3) Arch. nat. AFII* 278.

(4) Circulaire aux procureurs syndics du 12 messidor an III, Arch. nat. AFII* 301.

Il demande aux administrateurs de districts, dans une circulaire du 20 nivôse an III : « Avez-vous des individus qui aient entretenu des correspondances avec les émigrés, prêtres réfractaires ou autres personnes habitant les pays avec lesquels la République est en guerre ? »

« Les lettres parvenaient-elles directement ou par intermédiaires, et dans les correspondances interceptées, existe-t-il des preuves ou au moins des indices qui puissent faire saisir le fil de la trame par laquelle on a voulu perdre la liberté publique ? »

«... Adressez au Comité de sûreté générale tout ce que vous pouvez recueillir de matériel sur ces deux objets qui peuvent prouver quels sont les ennemis intérieurs qui tendaient les mains aux émigrés, prêtres réfractaires, et aux armées coalisées ». (Arch. de la Haute-Saône, 61 L⁵).

Agents-nationaux, comités révolutionnaires, procureurs-syndics, accusateurs publics, lui adressèrent soit des tableaux de prévenus d'émigration, d'émigrés jugés et en jugement ; soit des comptes-décadaires qui l'instruisaient en détail des mouvements et des manœuvres des émigrés. Beaucoup, à la faveur de la loi du 22 nivôse (1), essayaient de rentrer, quoiqu'ils n'eussent jamais vécu du travail de leurs mains, soit aux ateliers, soit aux fabriques, soit aux manufactures, soit à la terre ; et en même temps qu'eux beaucoup d'étrangers, qui, quand ils réussissaient, se déguisaient en mendiants, se répandaient dans les campagnes, mettaient les fermiers à contribution, volaient les subsistances (2). Le Comité se montra particulièrement sévère à l'égard des débarqués d'Angleterre.

Il exigea l'application stricte de la loi du 22 nivôse. « Elle ne rappelle, dit-il, au sein de la République, que ceux qui ne peuvent pas vouloir la trahir ». Or, certaines autorités laissaient se commettre ou favorisaient des abus : Saladin, par exemple, en mission dans le Jura, ne fréquentait que les parents d'émigrés et les assurait de la rentrée prochaine de leurs enfants (3). Plusieurs étant de retour, le Comité chargea expressément les administrateurs « de leur donner l'ordre de sortir du territoire de la République dans deux fois 24 heures (4). »

Légalement, tout émigré du sol français qui y rentrait, devait être puni de mort : le Comité discernant dans ce texte catégorique, une lacune, écrivit, dans un esprit de justice ; à Jeanbon Saint-André en mission à Toulon : « La loi ne doit atteindre que ceux qui, vraiment, y rentreraient furtivement ;

(1) On sait qu'elle est relative à la rentrée en France des ouvriers et laboureurs non ex-nobles ou prêtres, sortis du territoire de la République depuis le 1^{er} mai 1793.

(2) Lettre du 17 floréal an III Arch. nat. F⁷ 4411.

(3) Voir *Dictionnaire des Conventionnels*.

(4) Lettre du 12 fructidor an III, Arch. nat. AF11* 301.

mais ceux que des circonstances forcées y ont ramenés sont dans un cas que la loi n'a pas prévu ; ta sagesse et tes vertus républicaines doivent te dicter le parti que tu as à prendre (1) ».

Ceci nous éclaire sur l'esprit du Comité, après thermidor voici quant aux émigrés, le fond de sa pensée identique à celle du législateur : «... La Convention nationale se plaît à pardonner aux citoyens égarés ; mais ni la Convention ni le peuple ne pardonneront jamais aux traitres qui, non contents d'avoir refusé à la patrie les services qu'elle avait droit d'attendre de tous ses enfants, ont osé mendier des forces étrangères pour la déchirer... ».

(1) Lettre du 3 pluviôse an III. (Arch. nat. AFII* 300).

CHAPITRE II

LES ROYALISTES

I. Avant le 9 thermidor. — II. Après le 9 thermidor. Législation et justice implacables. Circulaires du 20 prairial et du 20 messidor an III. Insurrection de vendémiaire an IV. Politique républicaine du Comité.

I. — Il y avait, parmi les émigrés, des royalistes de toutes nuances et des fédéralistes, ceux-ci, on le sait, bénéficièrent, après thermidor, de l'indulgence du Comité (1) ; non pas les autres qui, hostiles aux principes nouveaux, travaillaient âprement au rétablissement de l'autocratie.

Dans le temps où le Comité entra en fonctions, les royalistes, bien que la République eût été acceptée par la France, n'avaient pas tous émigré ; seulement tous, constitutionnels et absolutistes, se sentaient abattus par la grande victoire de Valmy. Ils se turent, se cachèrent, n'ayant plus d'argument capable de discréditer cette république naissante qui repoussait l'envahisseur. Ce fut ainsi de septembre 1792 à mars 1793. Mais, après nos défaites et la trahison de Dumouriez, le royalisme « jeta le masque, tint la République en échec dans l'Ouest, à Lyon, à Toulon, fit de la propagande çà et là dans d'autres régions, mais en se mêlant à des mouvements d'autre nature, religieux ou anti-parisiens, et sans faire de progrès sérieux dans la masse de la population. Puis quand la République

(1) Avant thermidor, certains de ses membres, tel Dartigoëyte s'étaient montrés d'une sévérité inflexible envers eux.

eut une seconde fois repoussé l'invasion, le royalisme se cacha de nouveau et s'éclipsa presque entièrement jusqu'au 9 thermidor » (1).

Si l'on ajoute à ces remarques nécessaires que l'acceptation de la constitution du 24 juin 1793 et l'exécution de la levée en masse furent deux faits extrêmement préjudiciables au royalisme et qui accélérèrent le mouvement ascendant de l'opinion républicaine, on comprend mieux les alternatives de l'activité de la police centrale, avant thermidor, à l'égard du royalisme.

S'il est aisé de distinguer des degrés dans la vigilance et la vigueur des policiers, on ne discerne dans l'esprit du législateur ni des juges nulle indulgence. Ils apparaissent irréductibles, ayant à résister à des ennemis irréconciliables. Du commencement au terme de sa carrière, le Comité dont on peut dire avec Buonarroti que tous les membres aspiraient à un gouvernement républicain, s'efforcera de terroriser les royalistes et d'animer contre eux, incessamment et furieusement, la haine et le zèle de ses subordonnés. C'est ainsi que Rühl écrira de Châlons, le 7 octobre 1793 : « J'ai prêché la haine des tyrans » et, pour prêcher d'exemple, il avait brisé la Sainte-Ampoule sur le piédestal de Louis « le Fainéant, quinzième de ce nom (2) ».

Durant les périodes d'accalmie, les royalistes ne restaient pas inactifs : ils travaillaient sourdement dans l'ombre. C'est dans leurs retraites que le Comité les atteignit : c'est là que pénétraient ses agents secrets et, à Paris, les fameux « observateurs » du Ministère de l'Intérieur et plus tard, de la Commission de police. Il est certain que c'est lorsque le royalisme était le moins redoutable, que le Comité, réduit à juger, à défaut de preuves matérielles (cris séditieux, violences, etc.),

(1) AULARD, *Histoire politique*, p. 386.

(2) AULARD, *Recueil des Actes*, t. VII, p. 310.

sur de vagues présomptions ou des calomnies, laissa se commettre et commit lui-même des excès, des erreurs, des injustices, fit périr des patriotes républicains.

Jusqu'à thermidor, c'est moins le royalisme parisien que le royalisme de la province qui s'infiltrait jusque dans l'armée (1) que les Comités de gouvernement combattirent ; car il est avéré que le Paris d'alors était ardemment républicain et que le peuple n'eût point toléré une manifestation en faveur du roi. Certes les notes de la police décèlent bien à de certaines périodes quelque tiédeur à l'endroit de la République ; mais non pas des manifestations royalistes. Toutefois, il ne faut point s'exagérer l'action et l'influence du royalisme en province, étant donné que la police centrale, en dépit de son instabilité notoire, épiait sans répit, et que la justice était impitoyable. Les comptes décadaires, par exemple, contiennent maintes attestations de républicanisme sincère et la certitude de l'exécution, par la police locale, des mesures coercitives rendues par l'autorité centrale. C'est ainsi qu'écrivit au Comité le 30 germinal an II, l'agent national de Vesoul : « L'esprit public dans ce district, notamment dans la commune de Vesoul, est entièrement dévoué au gouvernement républicain, à la Convention nationale, aux Comités de salut public et de sûreté générale », et le 30 floréal : « Les commissions populaires doivent être en activité maintenant ; il serait à

(1) En septembre 1793, « quelques officiers, sous-officiers et grenadiers du 68^e régiment osèrent proclamer Louis XVII dans les rues de Maubeuge » Les représentants Drouet et Bar les firent mettre en arrestation (AULARD, Recueil des actes, t. VI, p. 593).

Les représentants Lequino et Lejeune écrivent le 28 août qu'un détachement de la garnison de Valenciennes, passant à Soissons, lors de la fête du 10 août, se moqua de cette fête et « ne rougit pas de crier et de répandre que le duc York était le seul homme qui pût rendre la France heureuse et qu'il fallait le porter au trône ». On trouva de l'argent anglais dans la poche de ces soldats (*Ibid*, p. 151).

Il y eut des manifestations royalistes aux armées, jusqu'en frimaire an II. Mais l'acceptation de la constitution républicaine y fut célébrée ; « ces quelques cris de « vive le roi ! » dit M. AULARD, furent étouffés par

désirer qu'elles jugeassent promptement les bandes royalistes que les maisons de (illisible) contiennent encore (1) ».

II. — Il n'en fut pas de même après thermidor. Les thermidoriens de droite, tels Barras, Tallien, Fréron, qui, sans être alors royalistes, s'étaient mis en tête de la *jeunesse dorée* et des *muscadins* pour annihiler l'influence des anciens terroristes, se trouvèrent bientôt renforcés par la rentrée en scène des Girondins survivants : les Soixante-Quinze, c'est-à-dire ceux qui avaient signé des protestations contre les journées du 31 mai et du 2 juin, obtinrent leur rappel le 18 frimaire an III (8 décembre 1794) ; les autres, ceux qui avaient été mis hors la loi pour avoir suscité la guerre civile dans les départements, furent rappelés le 18 ventôse suivant (8 mars 1795) et le décret fut rapporté qui avait jadis établi une fête commémorative de la journée du 31 mai. Ce retour fut salué avec enthousiasme dans les départements : l'agent national de Vesoul écrit au Comité de sûreté générale, le 30 frimaire an III : « La rentrée à la Convention des 73 députés (2) détenus a causé de l'allégresse publique (3) ». C'était le commencement de la justice pour le peuple las qui aspirait tant à la justice. Sans doute se souvenait-il de la fameuse séance du 2 fructidor an II où les cris de *la justice ! la justice !* avaient retenti et obligé l'antirobespierriste Louchet à se rétracter. Son âme émue par ces promesses d'un renouveau, attendait anxieusement des jours meilleurs.

Eh bien ! il est remarquable que le Comité de sûreté générale se soit attaché de plein cœur, après thermidor, notamment en l'an III, à encourager le peuple, souvent même à soutenir

une immense acclamation républicaine, et à partir de frimaire, il ne se manifesta plus parmi les soldats, le moindre indice de royalisme. Les armées furent, jusqu'à l'Empire, un foyer de républicanisme ».

(1) Arch. de la Haute-Saône, 72 L⁶.

(2) C'est l'appellation vulgaire.

(3) Compte-décadaire. Arch. de la Haute-Saône, 72 L⁶.

sa cause auprès du Comité de salut public, à discuter en sa faveur, au risque d'outrepasser ses pouvoirs, des questions brûlantes et délicates, comme celles des subsistances et de sa sécurité matérielle. Qu'avait donc en vue le Comité, sinon de témoigner à ce peuple qui avait fait la Révolution, qui l'avait aimée d'abord, puis peut-être haïe dans sa terreur, sa sympathie, - sa communauté d'idées, d'espérances, de volontés républicaines et ainsi de le détacher du royalisme.

Or, plusieurs des Girondins rentrés, rejetant leur engagement d'oublier les maux qu'ils avaient soufferts et toute idée de vengeance, devinrent royalistes : il s'ensuivit une recrudescence générale de réaction, de désordres, d'activité de la police du Comité, mais non de cruauté : les autorités constituées furent tenues de n'appliquer que les lois, sans plus.

Les idées et les formes démocratiques étaient alors tournées en dérision, non seulement dans les salons où fréquentaient Mme Tallien, Mme de Staël, Mme Récamier, mais aussi parmi les masses, chez le peuple, dans la rue. Les révolutionnaires étaient attirés dans ces salons ainsi que dans quelques-uns de l'ancienne noblesse où, « après les avoir apprivoisés au persiflage, dit Thibaudeau, on les façonnait insensiblement au mépris des institutions ». Les agents de la police administrative tout dévoués au Comité, l'avertissaient, en des rapports circonstanciés, des dangers de cette opposition outrée, parfois sanglante et publique ; des désordres causés par la *jeunesse dorée des muscadins* et des *incroyables*, de cette *armée fréronienne* qui était alors à son apogée, puisqu'elle donnait en réalité « un corps et une direction au mouvement réactionnaire (1) ». Pourtant, l'on n'osait pas crier vive le roi ; l'on criait alors : « *A bas les Jacobins, à bas les anarchistes !* ». Ceux-ci étaient traqués partout, au théâtre, dans les cafés, dans les rues, par ces royalistes imberbes et ardents, qui les frappaient à coup de matraques.

(1) SCHMIDT, *Paris pendant la Révolution*, t. I, p. 184.

Le Comité, irrité, rispota par un ensemble de mesures coercitives rigoureuses : le 20 fructidor an II, les reproductions de personnages royaux sont sévèrement proscrites (1). Il interdit de crier « vive le roi », il fait arrêter les auteurs de ce « cri infâme » ainsi que ceux « qui ont la lâcheté d'y applaudir » (2). En nivôse an III, le bruit ayant couru que la gendarmerie de Paris avait proféré cet « horrible cri », le Comité redouble de sévérité : le 12 nivôse, il ordonne formellement aux autorités constituées « de s'opposer à tous rassemblements fanatiques ou royalistes et d'en faire arrêter tous orateurs et acteurs principaux ». Chose étrange, Barras, chef des thermidoriens, a signé cet arrêté (3). C'est que, ainsi que le remarque Baudot dans ses *Notes historiques*, « il ne fut point pour cela réacteur *actu*, quoiqu'il eût tous les moyens pour cela ». Il chercha à tenir la balance égale entre les républicains et les réacteurs.

La fête commémorative de la « délivrance du dernier tyran » était célébrée sans enthousiasme : l'agent-national de Paroy-en-Othe écrit au Comité le 15 pluviôse : « ... je vous dirai avec douleur qu'il n'y a eu que le citoyen Réau, premier officier municipal dans tous les membres du Conseil général de cette commune qui y ait assisté (4) ». Ces fêtes attisaient la haine des royalistes et leur fournissaient l'occasion et le prétexte de troubler l'ordre public. Ils le troublaient d'autres manières : en coupant par exemple les arbres de la liberté, délit extrêmement grave aux yeux du Comité et dont les auteurs devaient être livrés à « toute la sévérité des lois » (5).

Le 5 floréal, le Comité arrête que ses collègues Thibaudeau,

(1) Arch. nat. AF II* 276.

(2) *Ibid.* AF II* 300. Lettre du 30 brumaire an III, à la Commission de police administrative.

(3) Arch. nat. AF II* 277. Ont signé avec lui : Reverchon, Lomont, Monmayou, Bourdon (de l'Oise), Mathieu, Legendre, Reubell, Boudin.

(4) Arch. nat. F⁷ 4411.

(5) Arch. ant. AF II* 300, et F⁷ 4411 ; lettres du 24 pluviôse an III.

Chénier et Calès se concerteront pour faire un rapport et proposer des mesures pour ranimer l'esprit public, atterrer le royalisme et le terrorisme, et assurer le succès de la Révolution (1) ». Et de fait, les comptes décadaires que le Comité reçut alors accusent une certaine tiédeur dans l'opinion publique, non à l'endroit de la Révolution, mais plutôt de la République. On s'insurge contre les usages républicains : plus de tutoiement ; proscrire le bonnet rouge ! Et, quoique le port de la cocarde soit resté légalement obligatoire, les femmes surtout font effort pour le frapper de discrédit. Le 16 floréal, Guffroy au nom du Comité écrit à Mailhe en mission à Auxerre : « Je sais qu'à Sens, on a insulté des citoyens malades et qu'on a violé leur asile ; que l'on n'y parle plus de la cocarde nationale ; que, notamment, on se moque des femmes qui la portent : crois-moi, surveille le maire de cette commune et ne te laisse pas surprendre (2) ».

En ce temps-là, beaucoup de républicains demandaient encore la mise en vigueur de la constitution de 1793 ; mais la question sociale primait la question politique. La pénurie des subsistances faisait craindre la famine. La foule réclamait du pain, et c'est, en réalité, la faim qui explique les mouvements de germinal et de prairial (3). On sait que l'insurrection fut alors réprimée grâce à l'armée et aux royalistes, et suivie d'une terrible réaction. Les sections étant devenues tout à fait royalistes, leurs assemblées avaient attiré l'attention de l'autorité centrale : le 9 thermidor an II, la Convention avait défendu de les convoquer sans autorisation des Comités de gouvernement. Le 8 germinal an III, leurs séances furent fixées de 1 heure à 4 heures de l'après-midi, et un arrêté du Comité de sûreté générale les autorisa à se réunir quotidiennement pour le désarmement des sans-culottes, de 1 heure à

(1) *Ibid.* AFII* 278.

(2) *Ibid.* AFII* 301.

(3) SCHMIDT, *Paris pendant la Révolution*, t. II, p. 308 et suiv.

7 heures du soir. Cette autorisation fut retirée le 9 prairial.

Déjà le 4 prairial, il avait été défendu d'y admettre des femmes. Enfin, le 17 vendémiaire an IV, la Convention décréta que les assemblées de sections n'auraient plus lieu à l'avenir, et que ceux qui les convoqueraient, présideraient ou y rempliraient les fonctions de secrétaires, seraient poursuivis et punis.

Dans l'intervalle, le Comité s'était appliqué à développer le zèle des autorités constituées et à les épurer ; il leur dit dans une circulaire du 20 prairial : « Les emblèmes de l'esclavage ont depuis longtemps fait place aux emblèmes de la liberté ; les armoiries n'existent plus et cependant on voit encore des fleurs de lis dans les papiers fabriqués en France ; que cet usage soit enfin aboli ; que le papier consacré à la défense des Droits de l'Homme et de l'Égalité ne retrace plus aux yeux des républicains les images de la royauté » (1). Et dans une autre circulaire du 20 messidor suivant, il s'exprime ainsi : « La patrie, citoyens, reçoit en ce moment une constitution qui va mettre un terme aux dissensions de l'intérieur et y rétablir l'harmonie : ses ennemis le sentent et redoublent d'efforts » (2). Le 25 fructidor suivant, le Comité fait de nouveau suspendre la vente des « tableaux représentant les portraits des rois (3) ». A ce moment-là les sections essayaient précisément de reprendre leur ancien rôle ; elles préparaient l'insurrection de vendémiaire an IV, véritable complot contre la Convention tramé par les modérés et les royalistes, et brisé par Barras aidé de Napoléon Bonaparte. Mais le royalisme était à son déclin, et les partisans de Louis XVIII n'avaient même point manifesté. Ils intriguaient secrètement dans quelques régions. Le Comité veillait : le 22 vendémiaire

(1) Arch. nat. AFII* 301.

(2) Arch. de la Haute-Saône 69 L^e 2.

(3) Arch. nat. AF⁷* 2207. Lettre à la Commission des revenus nationaux.

an IV, il écrit à la municipalité de Bordeaux, en l'invitant à prendre des mesures : « Nous venons d'apprendre, citoyens, qu'il circule dans votre commune un manifeste du soi-disant Louis XVIII. Il a été adressé aux partisans de l'esclavage et leurs fidèles régents les sectaires non assermentés. Ce manifeste arrive à Bordeaux par la poste du 12 du courant, il est imprimé à Nantes et adressé par Charette (1)... » A Nancy des « jeunes gens à cadenettes se permettaient de faire une police royaliste dans les lieux publics, dans les spectacles et tenaient les propos les plus inciviques (2) », sans que les autorités constituées interviennent. Le Comité fit réprimer sévèrement ces « scènes scandaleuses » ; de même à Tours ou Sevestre reçut l'ordre formel, le 10 brumaire an IV, d'arrêter les chefs et les provocateurs royalistes (3).

Donc, après thermidor, le Comité s'efforce sans répit de faire rentrer, comme il dit, le royalisme dans la poussière ; il ne connaît point, pas plus que la Convention, l'indulgence pour les ennemis de la République. « Que l'anarchie expirante dit-il, rende par sa chute hommage à la toute-puissance des lois ! »

On aurait pourtant une vue superficielle à ne considérer que ce langage qui, bien qu'il ne varie point, tranche quelque peu sur les propres actes du Comité et de la police. Le Comité lui-même n'avait-il pas annoncé que sa police se soucierait moins de pourvoir les coupables que de découvrir les innocents ? Ne venons-nous pas de constater qu'en certaines occasions les autorités constituées ne sévissaient plus ? Qu'est-ce à dire sinon que, pour Paris du moins, le gouvernement s'était dupé lui-même en s'imaginant que la majorité voulait la République ou qu'on pourrait la gagner à ce régime. On entendait journellement dans toutes les classes de la

(1) *Ibid.*, AF II* 301.

(2) *Ibid.* ; lettre du 9 brumaire an IV.

(3) Arch. nat., AF II* 301.

société des propos comme celui-ci : « La République sera bientôt dans le néant ; elle est à l'agonie ». Dès le mois de mai 1795, on avait dû se faire à soi-même cet aveu : « Il n'est pas possible de saisir les personnes qui jurent contre le gouvernement, parce qu'il faudrait arrêter plus de la moitié des habitants de Paris (1) ».

(1) SCHMIT, *Paris pendant la Révolution*, t. I, p. 32 et suiv.

CHAPITRE III

LES CHOUANS

- I. Informations des comptes-décadaires. Efforts des autorités constituées. Décret d'amnistie du 12 brumaire an III. — II. Conséquences de la mort de Louis XVIII. Décrets du 14 thermidor an III et du 22 vendémiaire an IV.**

I. — Les royalistes dont le rêve était de renverser la République, trouvèrent dans les chouans des alliés pour favoriser leurs vues ; non que les paysans vendéens, bretons, angevins se fussent levés d'abord pour le roi ; mais pour leurs curés et contre le service militaire (1). Dans l'esprit du Comité et de sa police, un chouan était presque toujours un royaliste, fanatique religieux qui jetait l'anathème à ce culte décadairé qu'il voulait, selon les lois, à tout prix instituer ; un brigand qui jetait l'épouvante dans les campagnes, un rebelle aux lois qu'il fallait frapper implacablement. Et de fait, encadrés par des chefs, les chouans devinrent si redoutables qu'il fallut pour les tenir en échec, recourir non seulement aux forces de police ordinaires, mais à l'armée. Les deux Comités de gouvernement, en conséquence, durent maintes fois se concerter sur les mesures à prendre ; maintes fois le Comité de sûreté générale excita l'attention du Comité de salut public sur des questions pressantes de sécurité qui ne laissaient de l'inquiéter, par amour du bien public.

(1) Voir AULARD, *Histoire politique*, p. 375 et suiv. ; CHASSIN, *Les Pacifications de l'Ouest*.

C'est seulement après thermidor que se dessine nettement l'action du Comité vis-à-vis de la chouannerie (1) ; essayons donc de la définir à la lueur des événements de la période thermidorienne où, on le sait, les mouvements du Comité sont moins voilés qu'avant thermidor. Les manœuvres sanglantes des Chouans, quel contraste attristant avec cette devise, si chère au Comité : « Obéir aux lois est du devoir du citoyen ! »

C'est principalement des comptes-décadaires de ses agents qui interprétaient la réalité, que le Comité s'inspira pour proposer ou pour arrêter des mesures répressives. Voici entre autres, un compte-rendu qui offre bien un sens général : « les chouans pervertissent l'esprit public des habitants, les persuadent que sous le régime du roi ils seraient plus heureux ; en vain leur dit-on que le règne du roi amènerait les baillages, les corvées, la servitude... Ils préféreraient l'esprit républicain s'ils n'avaient point d'hôtes aussi importuns, aussi à craindre que ces brigands qui s'organisent, pillent, désarment les patriotes et font crier : « vive le roi ! » à tous ceux qu'ils rencontrent, chargés de numéraires ; ils accaparent les subsistances, et les villes et les campagnes même ne peuvent s'en procurer parce que le numéraire n'est commun que dans la

(1) M. CHASSIN qui a savamment étudié la question, résume l'activité du Comité à ce sujet jusqu'à thermidor : « Le Comité de sûreté générale reçoit de Danton la dénonciation de la conspiration de Bretagne et délivre les commissions des agents chargés de la faire avorter, Latouche-Cheftel, Laligant-Morillon, Burthe et Sicard, octobre 1792 : *La préparation de la Guerre de Vendée*, t. III, p. 176-177. « Renouvelle les pouvoirs de Latouche et Laligant, février 1793, p. 232.

« Leur en délivre de nouveaux, en mai, p. 245.

« Fait présenter par Basire le rapport « sur la conjuration de Bretagne, qui doit servir de préliminaire à l'histoire de la guerre de la Vendée », en octobre, p. 248 à 253.

« Dès le 23 mars, il a été informé de la gravité de l'insurrection catholique-royaliste par les délégués des administrations départementales de la Vendée et des Deux-Sèvres, p. 518 à 520.

« Sous le gouvernement révolutionnaire (le 7 nivôse an II), il pose 26 questions auxquelles les districts doivent répondre : *La Vendée patriote*, p. 136-140.

bourse des propriétaires de grains (1) ». Par la même voie, le Comité apprenait souvent que tels volontaires avaient déserté pour se joindre aux Chouans, « par défaut de subsistances, l'appât du numéraire que leur donnaient les embaucheurs et dans l'espoir d'être mieux nourris (2) ».

Les efforts coordonnés des agents-nationaux, des comités révolutionnaires, des administrateurs, des municipalités, des représentants en mission, des accusateurs publics, en un mot de toutes les autorités constituées, et conjugués avec ceux de l'armée, aboutirent à une pacification relative dont il importe de retracer les principales phases. On a l'impression que cette activité intense des autorités s'exerçait bien plus sous la discipline remarquable du Comité de sûreté générale que sur les ordres souvent tardifs du Comité de salut public. Celui-ci, il est vrai, était chargé du soin de l'armée, répondait aux demandes de renforts, ce qui n'était point de la compétence du Comité de sûreté générale qui, en attendant telle décision de ce genre, s'empressait d'écrire aux comités révolutionnaires : «... Jusque là, nous vous engageons à vous concerter avec les administrations et à user de tous les moyens qui sont en votre pouvoir pour protéger les citoyens et les soustraire à la fureur des brigands (3) ». Le Comité était d'ailleurs convaincu que souvent la peur exagérait les faits ; mais cela ne l'induisait point à montrer moins de célérité.

Il prit position de façon tenace contre les chefs chouans, notamment contre Cormatin, chef des Vendéens. Dès le 5 pluviôse an III, il instruit les représentants du peuple à Rennes des « faits très graves » à la charge de Cormatin et les prie de se renseigner et de prendre des mesures (4). Dans

(1) Arch. de l'Ille-et-Vilaine L 293.

(2) *Ibid.* Rühl du Comité de sûreté générale avait été envoyé en mission dans la Marne et la Haute-Marne le 16 septembre 1793 pour y faire exécuter la loi sur la levée en masse.

(3) Arch. nat. AFII* 300 ; lettre du 6 nivôse an III.

(4) *Ibid.*

le même temps, le Comité s'efforçait d'appliquer le décret d'amnistie du 12 brumaire an III ; les représentants en mission qu'il chargea de ce soin, reçurent des listes de détenus et des dossiers qui leur permirent de signer des élargissements. Au commencement de 1795, le général Hoche, qui commandait en Bretagne, et le général Canclaux qui commandait en Vendée, signèrent un traité de paix, celui-là avec Cormatin et les chefs bretons, celui-ci avec Charette, Sapinaud et Stofflet. Le 13 nivôse an III, les administrateurs de Port-Briec écrivent au Comité de sûreté générale : « Le général Hoche n'a pas fait attention qu'en interdisant aux autorités civiles par ses lettres des 23 nivôse et 4 de ce mois, toute espèce de visites domiciliaires et la faculté d'envoyer la force armée dans les campagnes et même à celle-ci le droit de s'opposer aux hostilités des brigands jusqu'à de nouveaux ordres de sa part, il laisse notre pays entièrement à la merci de nos ennemis (1) ». De fait, les rebelles profitaient de la suspension d'armes et de l'amnistie pour fortifier leur parti ; à la fin de pluviôse an III, maîtres des côtes maritimes, ils recevaient des secours de Jersey, et de Guernesey, et « beaucoup d'émigrés rassemblés dans ces îles, se disposaient à se jeter sur les côtes pour grossir l'armée des brigands (2) ». Les représentants en mission dans le Morbihan, les Côtes-du-Nord, la Loire-Inférieure, l'Indre-et-Loire, reçurent du Comité des instructions empreintes de fermeté et de prudence (3) ; les comités révolutionnaires durent, pour tout ce qui concernait les chouans, leur demander avis ou leur décision. Le Comité avoua d'ailleurs qu'il ne voulait, en rien, à cet égard, contrarier leurs vues.

En germinal an III, des conférences se tinrent à Rennes entre les représentants du peuple et les chefs chouans ; mais

(1) Arch. nat. F7 4411.

(2) *Ibid*, lettre du 24 pluviôse aux représentants du peuple près le département des Côtes-du-Nord.

(3) Voir *Ibid*, correspondance de pluviôse an III.

ces tentatives de conciliation furent vaines : le Comité de sûreté générale informe celui de Salut public le 22 germinal que les chouans recommencent leur pillage et se livrent aux plus grands excès et il réclame des mesures « pour garantir la vie et les propriétés des citoyens (1) ». Au milieu de floréal, courait la nouvelle de la pacification, bruits prématurés : le Comité recevait encore des attestations de brigandages (2),

II. — La pacification semblait faite quand Louis XVII mourut au Temple (20 prairial an III). Célèbre par sa maladresse est la proclamation que le Comte de Provence, réfugié à Vérone, répandit alors en France. Il débutait de la sorte : « Louis, par la grâce de Dieu, roi de France et de Navarre, à tous ses sujets, salut. » Les Chouans reprirent courage, les insurrections se rallumèrent au moment même où les représentants, sur l'ordre du Comité, faisaient publier les arrêtés de pacification. Le 23 prairial (11 juin 1795) le procureur général syndic du département de la Vendée écrit au Comité : «... des scélérats que l'on ne peut atteindre parce qu'ils se retirent dans les rassemblements qu'entretiennent encore sur différents points les chefs des rebelles, commettent des assassinats, enlèvent des bestiaux, des grains et des armes ; cependant l'agriculteur vendéen et tous ceux qui n'ont pas perdu l'habitude du travail, sont plus que fatigués de la guerre et paraissent bien déterminés à ne pas reprendre les armes.... Je vous prie, représentants, de communiquer cette lettre au Comité de salut public et de l'engager à faire passer dans cette contrée de nouvelles forces... (3) » Celui-ci, sur les nombreuses instances du Comité de sûreté générale, en

(1) Arch. nat. F⁷ 2208. Voir aussi lettres du 19 germinal et du 1^{er} floréal, au Comité de salut public.

(2) Par exemple de l'agent-national de Vire. Voir lettre de 16 floréal Arch. nat. F⁷ 2209.

(3) CHASSIN, *Les Pacifications de l'Ouest*, t. I, p. 402.

messidor, prit toutes les mesures convenables » (1) ; Hoche repoussa l'invasion, et les émigrés que les Anglais avaient débarqués à Quiberon, furent rejetés dans la mer ou capturés et fusillés (3 thermidor an III).

Le 14 thermidor an III, le Comité de sûreté générale propose et fait adopter à la Convention un décret pour traduire les chefs des chouans et leurs complices devant le tribunal militaire de l'armée de l'Intérieur. Les chefs étaient : Cormatin, Jarry, Gazet, Lamouraye, Solignac, Dufour, Boisgontier et Delahaye (2). Le Comité s'empessa de composer le dossier de Cormatin (3) avec l'aide notamment du général Hoche, de l'accusateur public près l'armée des Côtes de Brest, des représentants du peuple en mission Guerneur et Guezno.

Le 22 vendémiaire an IV, sur le rapport de son Comité, la Convention décréta qu'il serait formé dans le jour un Conseil militaire pour juger Cormatin (4).

(1) Lettre du Comité de sûreté générale du 29 messidor (Arch. d'Ille-et-Vilaine L 293).

(2) *Procès-verbal*, p. 184.

(3) Voir lettres du 25 et 29 thermidor an III, du 30 fructidor, du 1^{er} jour complémentaire an III, Arch. nat. AFII* 301.

(4) Voir lettres du Comité de sûreté générale au Comité de salut public du 29 vendémiaire an IV (Arch. nat. AFII* 301).

CHAPITRE IV

LA POLITIQUE RELIGIEUSE DU COMITÉ

I. La « déchristianisation » avant le 9 thermidor. Le Comité est impitoyable à l'égard des prêtres réfractaires. — II. La « déchristianisation » après le 9 thermidor. Loi du 3 ventôse an III, Le Comité devient tolérant.

I. — On ne peut pas dire que le Comité avant thermidor, ait eu une politique religieuse. A vrai dire, il fut l'instrument plus ou moins docile de celle du gouvernement. Politique bien connue, qui consista dans une opposition très nette, sous Robespierre, comme sous Danton, à toute tentative de destruction violente de la religion catholique. Politique qui visait essentiellement à maintenir, même en pleine tourmente, la liberté des cultes ; à éviter, en conséquence, tout affaiblissement de la défense nationale et aussi à ne point scandaliser l'Europe. Mais les deux Comités de gouvernement ne paraissent nullement avoir souhaité dans leur cœur, en croyants, le maintien de la religion catholique ; l'un et l'autre rêvaient plutôt de « ramener » comme ils disaient, « les citoyens à la raison » de substituer aux dogmes les lumières nouvelles des philosophes. Cette croyance profonde à la possibilité d'un changement radical dans les idées, hanta le Comité de sûreté générale et ne fit qu'accroître sa haine contre les prêtres réfractaires. Ceux-ci, qui étaient de connivence avec les royalistes et les chouans, l'irritaient si fort qu'il se soucia peu ou point, avant thermidor, de ménager leurs confrères

assermentés. Il n'est pas exagéré de dire que, dans la pratique, tous les prêtres lui inspirèrent de la défiance et furent sans trêve surveillés. Le terme de prêtre revêtait à ses yeux au temps de la Terreur, le sens imprécis d'ennemi de la Révolution, d'adversaire de l'évolution suivant les vues des philosophes ; il était synonyme à la fois de royaliste, de chouan, d'homme suspect, attaché à l'ancien régime.

C'est un fait que le Comité était composé d'une majorité de déchristianisateurs. Il comptait des anticléricaux irréductibles, tel Vadier ; des athées non moins irréductibles, tels Bourdon (de l'Oise) Lavicomterie, qui avaient dessein, non de satisfaire au désir du gouvernement, puisque, évidemment, en déchristianisant, ils s'y heurtaient ; mais à leur pensée intime, sincère, empreinte de quelque mysticisme et on le verra, illusoire dans ses résultats. On peut présumer que, dans le Comité, les déistes étaient plus nombreux que les athées, car le mouvement qu'il favorisa ouvertement fut un mouvement déiste dans son ensemble. Quand le 1^{er} nivôse an II, des citoyens et des citoyennes vinrent solliciter un décret défendant à tout individu d'inquiéter qui que ce soit pour l'exercice de son culte, Voulland, qui présidait, répondit que tout en acceptant « les dépouilles fastueuses d'un culte dominateur », la Convention était l'ennemie de l'athéisme, et qu'elle arrêterait les « insensés ou les perfides » qui attenteraient à la liberté religieuse ; puis il déclama contre « les flambeaux sanglants » du fanatisme et protesta que l'Assemblée empêcherait toute religion « impérieuse et exclusive ». Que voulait Voulland qui traitait les athées en chrétiens, sinon instituer une « religion impérieuse et exclusive », celle précisément que préparait à son profit, Maximilien (1). A cette

(1) Voir LUDOVIC SCIOUT, *Histoire de la Constitution civile du clergé*, p. 380. Il est curieux que, dans la discussion des Droits de l'Homme, Voulland, protestant, ait soutenu la nécessité d'une religion dominante et représenté la religion catholique comme fondée sur une morale trop pure pour ne pas tenir le premier rang.

époque-là, donc, il apparaît que les tendances du Comité s'apparentaient fort avec celle du futur dictateur. Ce qui incline à penser que le désaccord ne survint entre eux que le jour où Robespierre manifesta que sa ferveur pour ce déisme qui plaisait au Comité, lui était un moyen pour arriver au souverain pouvoir. Ce jour-là, le Comité vit en Robespierre un usurpateur et un hypocrite mettant son éloquence mystique au service de ses ambitions personnelles.

Je ne parlerai que par allusion du *Culte de la Raison et de l'Être suprême*, question dominante et délicate qui a été savamment traitée (1); il importe surtout de marquer l'hostilité grandissante du Comité à l'égard des prêtres insermentés, des rites, du culte catholique en général qui était l'occasion de « rassemblements fanatiques » et le zèle avec lequel il assura l'exécution de la législation religieuse extrêmement terroriste.

Quelques futurs membres du Comité, avant même qu'il fût institué, professaient un souverain mépris contre les prêtres réfractaires. Legendre avait demandé le 13 mai 1792. « qu'on les jetât tous à la mer »; mais, sans doute, faut-il voir là une boutade due à l'exaltation coutumière de ce boucher qui « n'était point méchant » (2). Le 21 mai de la même année, Thuriot avait réclamé la déportation de ces prêtres.

La haine du Comité éclate dans sa correspondance de 1793. « N'oubliez pas, écrit-il le 30 avril aux administrateurs d'Eure-et-Loir, que les troubles du département de la Vendée ont été suscités par les prêtres et qu'on en a arrêté un grand nombre de réfractaires ».

Un moine de Châteauneuf, entre autres, avait été arrêté qui « colportait des hosties et des huiles ». Le Comité le jugeant

(1) Voir AULARD, *Le Culte de la Raison et de l'Être suprême et Histoire politique*, p. 466 et suiv.

(2) *Dictionnaire des Conventionnels*.

« dangereux » avait ordonné de le « faire traduire au Tribunal extraordinaire » s'il « venait à la connaissance » des administrateurs « qu'il ait cherché à fanatiser les esprits » (1). Cet exemple à lui seul, traduit la rigueur inflexible du Comité ; mais aussi quelque prudence. Ce ne furent pas seulement Alquier, Ingrand, Brival, Rovère, Legendre et Lanot, les signataires de cet arrêté, qui s'insurgèrent contre le fanatisme religieux ; mais tout le Comité qui voyait dans ce fanatisme un véritable fléau à conjurer dans l'intérêt même de la Révolution et de la République. C'est le temps où ses membres acceptent volontiers des missions, et où précisément les représentants envoyés dans les départements favorisent, en dépit de la politique gouvernementale, le mouvement de « déchristianisation ».

Lanot, par exemple, qui dès le 23 août avait accepté une mission dans la Corrèze et la Haute-Vienne (2) reçut du Comité de salut public le 26 frimaire an II des instructions pour déjouer par la sagesse et la fermeté, les manœuvres contre-révolutionnaires : « Que chacun croie ce qu'il lui plaît, pourvu que ces erreurs ne troublent point l'ordre public ... » Le Comité lui disait, en outre, de faire savoir aux citoyens que la Convention n'avait point supprimé le traitement des prêtres et que c'était la nation et non les communes, qui continuait à en faire les frais. Lui-même écrivait à la Convention que des troubles avaient éclaté à Meymac, qu'on y criait : « Vive la religion ! Vivent les prêtres ! Vive Louis XVIII » qu'il s'y rendait avec de la force armée, accompagné d'une guillotine. Le rassemblement séditieux fut dispersé et dans ses lettres à la Convention de janvier 1794, Lanot dit : « Tout va bien contre les préjugés religieux ; la raison triomphe dans la Corrèze (3) ».

(1) Arch. nat. F⁷ * 4690.

(2) Il préférerait ainsi n'être pas réélu lors du renouvellement du Comité le 10 septembre.

(3) *Dictionnaire des Conventionnels*.

Le 27 octobre 1793, André Dumont fut blâmé par le Comité de salut public ; le 1^{er} frimaire an II, Robespierre qui était considéré alors comme le véritable chef du gouvernement, protesta solennellement, aux Jacobins, contre les violences des déchristianisateurs. Cela ne refroidit pas l'ardeur de certains représentants en missions anciens ou futurs membres du Comité de sûreté générale. C'est Ingrand qui se plaint de n'avoir pu, dans le district de Montmorillon, « obtenir la renonciation d'aucun prêtre à son état et à ses sottises religieuses (1) » ; c'est encore Lanot et Brival, représentants à Tulle, qui passent pour intolérants et que le Comité s'efforce d'éclairer (2) ; c'est Ruamps qui écrit de Saint-Malo à Billaud-Varenne : en pluviôse an II : « Les prêtres disent la messe tous les jours. J'engage Le Carpentier d'en faire enfermer une vingtaine comme suspects, et sans parler de religion. S'il n'adopte pas cette mesure, j'aurai peine à résister à la tentation et je la prendrai sur moi (3) ».

Mais il faut se garder de généraliser. Les membres du Comité de sûreté générale qui reçurent des missions, ne furent pas tous des déchristianisateurs à outrance. La conduite de Dartigoeyte, par exemple, qui fut presque sans cesse en mission, est digne d'attirer l'attention. Il commença par combattre opiniâtrément dans la séance du 1^{er} juillet 1793, le projet du Comité des finances tendant à supprimer une partie des vicaires généraux et à réduire le traitement des autres : « C'est, dit-il, fournir des armes aux malveillants pour égarer le peuple. Je demande la question préalable sur le projet du Comité des finances ». A la fin de 1793, il fut à Bordeaux et à Tarbes. Il fit emprisonner l'ex-député Sanadon, évêque des Basses-Pyrénées, comme « protecteur de Capet

(1) AULIARD, *Recueil des Actes*, t. IX, p. 284, lettre du 19 frimaire an II.

(2) *Ibid*, p. 441. Lettre du 26 frimaire.

(3) *Dictionnaire des Conventionnels*.

et adhèrent des Girondins ». « Notre allure austère, écrivait-il en annonçant cette arrestation et surtout la guillotine, ont plus fait de miracles révolutionnaires dans l'intérêt de la liberté que tous les prétendus saints n'en firent durant plusieurs siècles dans l'intérêt du sacerdoce et du royalisme au grand détriment du peuple ».

Voilà certes des paroles de déchristianisateur. C'est que, dans ce moment là, la Convention elle aussi, sans aller jusqu'à des actes de « déchristianisation », avait sensiblement évolué, si l'on peut dire, dans le sens « philosophique » ; à plusieurs reprises, elle avait pris une attitude « philosophique », notamment en décrétant le 2 octobre 1793, sur un rapport de Marie-Joseph Chénier, que les cendres de Descartes seraient transférées au Panthéon. Chénier, qui n'était pas encore membre du Comité de sûreté générale, avait dit : « Descartes n'eût-il fait que substituer des erreurs nouvelles à d'antiques erreurs, c'était déjà un grand bienfait public que d'accoutumer insensiblement les hommes à examiner, et non pas à croire ». Et le 15 brumaire an II, l'Assemblée avait applaudi et voté l'impression d'un discours où ce représentant lui proposait de substituer au catholicisme la religion de la patrie.

Chénier avait donné le ton à la province qui avait répondu par des actes ; il avait déchainé le mouvement anti-catholique, anti-chrétien surtout, qui devait gagner Paris et trouver sa consécration dans la fête qui fut célébrée le 20 brumaire, à Notre-Dame devenue le *Temple de la Raison*. Les sections érigèrent en temples de la Raison leurs églises paroissiales et ce nouveau culte fut répandu dans la province. Agents-nationaux et représentants du peuple s'efforcèrent d'y instituer le *decadi*. C'est surtout dans le Sud-Ouest et précisément sous les auspices de Dartigoeyte, que le mouvement religieux fut intense. Mais ce représentant adopta bientôt une attitude fort différente de celle qu'il avait eue jusqu'ici. Le 23 brumaire, il annonce que sa mission est terminée, que tout

à Auch est montagnard, qu'il va rentrer ; mais sa mission est prolongée. Eh bien, il déclare que la révolution sacerdotale a été poussée trop loin par de faux-patriotes, qu'il faut que le peuple apprenne de la bouche même des prêtres qu'il fut trompé et dupe ; qu'ainsi on arrivera d'une manière sûre au but ; que dans quelques endroits, on a violenté les consciences et que les clubs ont exigé une abjuration solennelle de chacun de leurs membres, sous peine d'exclusion ; que ce sont là d'imprudentes mesures. Le 23 nivôse an II, il refusa d'approuver un arrêté du district de l'Isle-Jourdan portant que tous les prêtres déprêtrisés ou non seraient mis en arrestation comme suspects et toutes les églises fermées. Il écrit à ce district une lettre rappelant la loi sur la liberté des cultes : « Il faut bien se garder d'opérer par la violence une révolution dans les idées... Vous ne pouvez donc pas enlever les prêtres comme prêtres, vous ne pouvez donc pas fermer les églises, ni user d'aucune violence sans contrevenir à la loi ... (1) ».

Les comités révolutionnaires, dans leurs tableaux, mais surtout les agents-nationaux, dans leurs comptes-décadaires, instruisaient le Comité des manœuvres du clergé réfractaire de l'activité de la police à cet égard, et, en général, de l'évolution de l'esprit public au point de vue religieux. Ainsi l'agent national de Vesoul écrit au Comité :

Le 19 prairial an II : « 1^o arrestation de l'ex-évêque de la Haute-Saône. Son arrestation n'a fait aucun bruit que chez les femmes. 2^o Fête décadair. La fête décadair d'aujourd'hui s'est faite avec solennité dans le temple de l'Éternel. Elle continuera sur ce ton. Ma correspondance avec les agents nationaux m'apprend que les fêtes décadaires se célèbrent dans les campagnes. Tout paraît disposé à prendre l'impression philosophique ».

Le 7 messidor an II : « L'arrestation de l'évêque a fait le

(1) *Dictionnaire des Conventionnels.*

plus grand bien ici ; le fanatisme est aux abois. Les curés arrivent en foule pour démissionner ».

Le 10 messidor : « Démission de prêtres. — L'esprit public fait chaque jour des progrès vers la philosophie. De 86 curés existant dans le district, 60 ont déjà abdiqué leur ministère d'imposture ; il en reste 26 qui ont pour la plupart donné leur démission à la municipalité ».

Le 20 messidor : « Démission de prêtres. — Depuis ma dernière correspondance décadaire, 20 curés ont encore abdiqué, de sorte qu'il n'en reste plus qu'une demi-douzaine dans tout le district (1) » (il en envoie le tableau au Comité).

Ce serait absurde que de généraliser sur ces quelques faits puisqu'il est sûr, au contraire, que « presque partout où ils furent privés du culte catholique, les paysans ne purent s'en consoler » (2) ; ils tenaient à leur culte, à leurs traditions ; des conflits s'élevèrent entre les croyants et les non-croyants ; ils avaient de la répugnance pour l'intolérance comme étant une chose de l'ancien régime. C'est ce que ne comprit pas dans son ensemble le Comité de sûreté générale d'avant thermidor ; de là vient qu'il frappa fréquemment d'innocents paysans accusés de fanatisme. C'est pourtant Maure, l'un des hommes les plus remarquables qu'il ait eus dans son sein, citoyen « juste, modéré, tolérant et conciliant » qui écrivait de Nemours le 13 germinal an II : « ... Le grand mot à l'ordre du jour est le mot de fanatique ; on applique ce caractère infâme à de malheureux paysans qui, n'ayant jamais connu que la misère dans ce monde, ont espéré un bonheur imaginaire qu'on leur a annoncé dans l'autre, et dont l'espérance les soutenait ; on confond ainsi le prêtre scélérat qui abuse avec le malheureux qui est abusé... » Le Comité de salut public, au contraire sentit qu'il était impossible de « déchristianiser »

(1) Arch. de la Haute-Saône, 72 L^e.

(2) Voir AULARD, *Histoire politique*, p. 483 et suiv.

ou plutôt de « décatholiciser » violemment la France, ils s'efforça au nom du salut de la patrie, de faire respecter le principe de la liberté de conscience. Ce n'est qu'après thermidor que le Comité de sûreté générale commença à voir clair et perdit ses illusions, sans renoncer à ses croyances.

II. — On vit alors des Conventionnels tels Cambacérès et Reubell, (1) proposer en faveur des prêtres des mesures d'humanité qui parurent louables même à des représentants comme Gaston pour qui les prêtres représentaient une « caste impure » responsable des troubles de la Vendée (2). C'est le signe d'un retour à la justice. En effet, le Comité, soucieux alors de rétablir l'ordre et la tranquillité dans le pays, évitera d'envelopper tous les prêtres dans des mesures de sûreté par trop générales ; il ne traitera plus également les réfractaires et les assermentés ; il établira, d'une façon générale, des distinctions entre les *meneurs* responsables des rassemblements et des séditions et les *menés* qui obtiendront son indulgence. Il exigera aussi que ses subalternes missent un frein au zèle exagéré qu'ils avaient déployé avant thermidor. Un souffle de justice et de tolérance soulagera les consciences. Sa correspondance affirme qu'il n'est plus seulement attentif à surveiller, comme par le passé, les prêtres réfractaires ; mais aussi à observer, sous son véritable jour, l'évolution des esprits, à examiner les résultats pratiques de ses théories « déchristianisatrices ».

En réalité il n'a pas changé de théories ; mais il ne les professe plus avec autant d'aveuglement : il essaie, il expérimente, il se renseigne habilement, il veut voir clair. Les difficultés seront édifiantes ; encore ne faut-il point exagérer : ce n'est guère qu'au milieu de l'an III qu'il commence à voir clair et consent à suivre une ligne nouvelle de conduite. Il

(1) Entré au Comité le 15 vendémiaire an III.

(2) *Moniteur*, réimp. séance du 14 brumaire an III.

n'apparaît pas que le décret du 18 septembre 1794 (2^e sans-culottide an II) qui établissait le principe de la séparation de l'Eglise et de l'Etat, lui ait inspiré quelque douceur. Tout après thermidor, on relève encore des violences, de l'arbitraire, indices d'une évolution très lente ou nulle de l'esprit public. De Vesoul par exemple, l'agent national lui écrit le 30 thermidor :

« Il est encore une mesure générale à prendre pour achever la destruction du fanatisme et empêcher sa résurrection : c'est de rassembler aux chefs-lieux des districts tous les ex-prêtres et curés démissionnaires : on purgerait ainsi les campagnes de ces imposteurs séditeux. J'ai fait amodier les anciens presbytères pour en chasser les apôtres de la superstition. Le représentant Lejeune a passé ici en allant à la Meurthe ; j'espère qu'il prendra des mesures telles que le fanatisme ne reparaitra jamais... »

Et le 30 fructidor :

« Il y a moins de nerf et d'ardeur qu'il y a quelque temps : les campagnes sont dans l'incertitude ; elles balancent entre le culte national et l'empire de leurs vieux préjugés ; il faudrait l'autorité d'un représentant présent, pour faire prononcer l'opinion en faveur du culte national ».

Et le 10 vendémiaire an III :

« L'esprit public ne fait point de progrès. Le peuple est ami de la Révolution, il lui fait des sacrifices sans nombre ; mais il serait à désirer que l'opinion publique fût plus active et surtout qu'elle fût plus fortement prononcée contre le fanatisme et les ci-devant prêtres ».

Et le 30 vendémiaire :

« On aime plus que jamais la Patrie ».

Et le 10 brumaire :

« Esprit public toujours ami de la Révolution (1) ».

(1) Arch. de la Haute-Saône 72 L^o.

Dans le même temps, les agents-nationaux des communes de la Côte d'or signalaient également dans leurs comptes, des rassemblements, des manifestations et des résistances significatives à sens anti-philosophique : l'agent de Gevrey-Chambertin écrit : « A la maison du citoyen Chapelard, plusieurs personnes se sont mises à chanter des litanies des saints à deux reprises ; même chant devant la porte de l'agent-national et un *Te deum* devant la maison commune. Les citoyens de Gevrey n'assistent point à la lecture des lois qui se fait au Temple de la Raison (1) ».

Le 1^{er} nivôse, l'agent de Marsannay-la-Côte note que le fanatisme règne à Chambolle et à Morey : « Le Christ, que l'arrêté du 22 messidor avait fait disparaître du temple vient d'être replacé dans son ancien lieu. Je n'ai aucun moyen à y opposer, je suis seul avec l'instituteur. »

Ce que le Comité ne tolérait pas surtout alors, c'était que des prêtres réfractaires célébrent « impunément des messes ». Ils devaient être considérés comme des « hommes pervers » et atteints « sur le champ même » (2). Il fallait poursuivre quiconque ferait des efforts « pour ressusciter le sacerdoce, sous prétexte de la liberté des cultes (3) » ; il fallait « couper le mal dans sa racine » et, pour cela « saisir et arrêter sans bruit » les prêtres perturbateurs (4).

Mais de toutes parts, des avis déconcertants lui arrivaient et le faisaient réfléchir ; le bruit courait en province que les églises de Paris étaient rouvertes (5) ; beaucoup de campagnes s'agitaient ; on se rassemblait « sous prétexte de pratiques

(1) Arch. de la Côte-d'Or, L IV^a 47i 3.

(2) Lettre du 17 frimaire aux administrateurs d'Ally, Arch. nat. AFII* 300.

(3) Lettre à des agents nationaux du 12 Frimaire. *Ibid.*

(4) Lettre du 26 brumaire an III, à plusieurs comités révolutionnaires et à Brival, en Indre-et-Loire. *Ibid.*

(5) Lettre du 15 frimaire aux administrateurs de Limoux. *Ibid.*

religieuses (1) ». C'était une chose certaine alors, qui n'échappait pas à la clairvoyance du Comité, que les campagnes, d'une manière générale, étaient « disposées aux impressions du fanatisme ». Aussi, s'il approuve les mesures qui sont prises « pour opposer une digue » à ce fanatisme, il a conscience que son entreprise est malaisée. Les tableaux de ses agents lui expriment clairement l'état d'âme populaire caractérisé un peu partout par la coexistence de ces deux sentiments profonds : l'attachement sincère du peuple à la Patrie et à la Révolution, et sa répugnance pour tout ce qui vise à le détacher de ses traditions.

Voilà bien les réflexions qui influèrent le plus sur le Comité et lui firent peu à peu changer de voie. Il continuera de s'opposer aux rassemblements fanatiques ; mais, au lieu de recourir à la violence, il engagera ses agents « à éclairer les hommes faibles et trompés, à ménager ceux qui pratiqueraient leurs cultes, ne troubleraient pas l'ordre public et à ne sévir que contre les séditeux et les perturbateurs (2) ». Il ne sera plus tyrannique ; il recommandera les « moyens légaux ». On sent fort bien qu'il n'y a plus dans l'esprit du gouvernement, débarrassé de la dictature, l'envie d'instituer une religion d'État ; mais le souci de réaliser « l'union la plus parfaite, indispensable au progrès de l'esprit public et à la prospérité de l'État (3) ». Il n'y a pas de doute, affirme le Comité, que les opinions religieuses sont libres ; mais elles ne peuvent être manifestées dans des rassemblements et les Comités ne doivent pas les tolérer (4).

Il est évident que le Comité est encore inspiré par des sentiments antireligieux, anti-catholiques ; mais, au lieu de les imposer par la force, il essaie de les insinuer par « des

(1) Lettre du 5 nivôse au maire d'Ecouen. *Ibid.*

(2) Lettre du 6 nivôse, à l'agent-national de Saint-Fargeau. *Ibid.*

(3) Lettre du 6 nivôse à l'agent national de Nîmes. *Ibid.*

(4) Lettre du 7 nivôse, au comité révolutionnaire de Riom. *Ibid.*

moyens de persuasion (1) ». Il lui tarde de voir disparaître la superstition ; les fanatiques sont, à ses yeux, des malades qu'il espère guérir par le raisonnement et non par « des moyens coercitifs (2) ». Il oppose à la morale religieuse une morale laïque et républicaine ; au fanatisme catholique, un véritable fanatisme philosophique. Mais son hostilité persistante contre les prêtres vient moins des choses qu'ils enseignent que de la disposition qu'ils manifestent à « souffler le poison du royalisme (3) », à soulever le peuple des campagnes aigri déjà par la pénurie des subsistances.

La question religieuse d'une part, et tout particulièrement « l'arrestation des prêtres patriotes », « l'excessive cherté des subsistances (4) » d'autre part, telles étaient alors les deux principales causes du mécontentement quasi général et, pour le Comité, les deux questions les plus brûlantes, les plus troublantes, source de discordes et de désordres dans tout le pays. Elles le captivaient vraiment et faisaient l'objet, dans ses services, d'une activité fiévreuse. Il en vint à regarder comme complices les administrations qui toléreraient des mouvements séditieux (5). Les bruits alarmants qui lui parvenaient sans cesse, l'énervaient, l'irritaient et l'inclinaient à moins d'indulgence.

Pourtant, de plus en plus, il prêchait la modération, sans toutefois renoncer à son vif désir de décatholiciser. Mais comment réussir sans violences ? Il se plaça au point de vue républicain. Alors tous ses efforts tendirent à « éclairer les citoyens faibles, à leur rappeler avec douceur et fermeté

(1) Lettre du 6 nivôse an III, au comité évolutionnaire de Vitry-sur-Marne, Arch. nat. AFII* 300.

(2) Lettre du 12 nivôse, à l'agent national du district d'Étain. *Ibid.*

(3) Lettre du 16 floréal, au représentant Mailhe à Auxerre. Arch. nat. AFII* 301.

(4) Lettre du 8 frimaire, aux représentants dans les Côtes-du-Nord. Arch. nat. AFII* 300.

(5) Lettre du 8 nivôse, à l'agent national de Laon. *Ibid.*

leurs devoirs de citoyen et de républicain (1) », à les instruire, à leur montrer que le clergé réfractaire, allié aux royalistes, symbolisait l'ancien régime. Le Comité avait mis sa confiance dans un « mouvement sublime du peuple contre la superstition (2) ». Il s'appliqua de son mieux à organiser les fêtes décadaires.

Cette institution lui paraissait capable, en instruisant les esprits, d'apaiser les consciences. Le 1^{er} nivôse, le réacteur Chénier, ennemi opiniâtre du catholicisme, défendit cette opinion, parla en faveur de ces fêtes, fêtes civiques, au cours desquelles on donnerait une instruction morale et on exécuterait des chants patriotiques. La Convention vota un article de ce projet (3). Mais antérieurement déjà le Comité avait exposé ses espoirs aux Comités de salut public et d'instruction publique, il avait même provoqué une réunion des trois Comités ; (4) et le 25 brumaire, confirmant sa pensée et sa confiance, il avait écrit au Comité d'instruction publique : « De tous les coins de la République, on appelle à grands cris l'organisation et la célébration des fêtes décadaires. Dans quelques districts, le peuple retombe dans l'ignorance et la superstition ; bientôt il oubliera ses droits et ses devoirs ; il

(1) Lettre du 7 nivôse, à l'agent-national du district de Gonesse. *Ibid.*

(2) Circulaire aux administrateurs de districts, du 20 nivôse. Arch. de la Haute-Saône, 61 L⁵.

(3) Grégoire opposa au projet antichrétien de Chénier un projet antiphilosophique, où il proposait, somme toute, une république chrétienne. On ne s'entendit pas, et ce débat philosophique avorta. C'est seulement le décret du 3 brumaire an IV sur l'organisation de l'instruction publique, qui instituera sept fêtes nationales.

Pourtant, le discours de Grégoire avait produit une grande impression : Voir : 8 pièces in-8 par AUDREIN ; Bibl. nat. Lb 41 / 1646 à 1653, *Opinion de Durand-Maillane sur les fêtes décadaires*, imprimé par ordre de la Convention nationale. Impr. nationale, nivôse an III, in-8. Bibl. nat. Le 38 / 1133 ; *Du fanatisme et des cultes*, par P. G. L. BAUDIN, représentant du peuple. Paris, Leclère, an III, in-8. Bibl. nat. Lb 41 / 1645.

(4) Lettres des 21 et 22 frimaire au Comité de salut public. Arch. nat. AFII* 300.

s'empoisonnerait à la source impure qu'a causé tous les malheurs du monde, si le flambeau de la raison et de la vérité ne lui était présenté par la Convention nationale. C'est à vous, citoyens collègues, à remplir cette tâche glorieuse. Que le peuple trouve promptement dans les fêtes décadaires, des moyens d'instruction, de joie, de félicité (1) ».

Tant de zèle lui venait des renseignements qu'il recevait de ses agents qui s'abusaient eux-mêmes. Ainsi celui de Vesoul lui avait écrit dans son compte du 20 frimaire : « ...Il est important d'organiser les fêtes décadaires d'une manière si intéressante qu'elles fassent oublier absolument les ci-devant dimanches. Les représentants du peuple Besson et Pelletier viennent de prendre sur cet objet un arrêté très sage pour le département du Doubs et du Jura. On attend ici le représentant Sevestre. Il serait à désirer qu'il prit aussi pour le département un arrêté relatif au culte. Les prêtres ont bien démissionné ; ils ne font plus de fonctions ; mais dans beaucoup de communes, on ouvre encore des temples les anciens dimanches, et le peuple va en foule y nourrir une superstition dégoûtante. Il faut ôter au fanatisme jusqu'à l'espoir, et ne souffrir de rassemblements dans les temples que les jours de décades pour la lecture des lois et des discours de morale (2) ».

En effet Sevestre prit « un arrêté pour prévenir les mauvais effets des manœuvres sourdes des ci-devant prêtres ». L'agent national en transmet un exemplaire au Comité de sûreté générale (3) ; il envoya lui-même une circulaire relative à

(1) Arch. nat. AFII* 300. Le 4^e jour des sans-culottides an II, la Convention avait décrété sur le rapport de ses trois comités : art. 1^{er} « Le Comité d'instruction publique est chargé de rédiger dans le cours de chaque décade, un cahier d'instructions dont l'objet sera de ranimer l'amour du travail, d'affermir les citoyens dans les principes de la morale, de l'attachement à leurs devoirs, de leur rappeler les grands événements de la Révolution et de leur présenter les avantages des sciences et des arts utiles. »

(2) Arch. de la Haute-Saône 72L^a.

(3) Je n'ai pu le découvrir.

l'épuration des autorités constituées qu'il crut de nature « à réformer entièrement l'esprit public ». Le 10 pluviôse, il écrivit au Comité : « ... Le représentant Sevestre retourne à la Convention : il a déterrorisé ce département ».

« Déterrorisé », peut-être ; on sait par exemple que Maure et Robespierre le jeune, avaient par la douceur, obtenu de bons résultats. Mais « décatholicisé », non. Innombrables étaient les obstacles que lui signalaient, tour à tour, les comités révolutionnaires, les agents-nationaux, les représentants en mission, les administrateurs de districts. Ici, c'étaient des officiers municipaux, qui « chantaient la messe (1) » ; là, le secrétaire greffier de la mairie, qui rassemblait « à son de caisse, les femmes du village, pour obliger la municipalité à leur ouvrir les portes de la ci-devant église (2) ». En nivôse, pluviôse et ventôse, une correspondance nombreuse et variée instruit le Comité de « l'inobservation des fêtes décadaires », du retour à « l'ancien culte », de la célébration des « ci-devant dimanches (3) », de la complicité d'officiers municipaux qui, souvent, s'étaient vu molestés. Les autorités avaient beau agir avec « douceur et persuasion », le Comité avait beau leur dire de « porter partout le flambeau de la raison et de la justice », le peuple n'en était que plus excité à réagir, à travailler les jours de décadi, malgré son amour pour la Révolution. La police faisait « enlever les croix et autres marques de superstition exposées au public (4) » et le peuple, en beaucoup d'endroits, au lieu de plier, redressait ces croix et marquait encore plus de répugnance « à fêter les jours de décades (5) » ;

(1) Lettre au Comité du district de Commune d'Armes, 11 pluviôse, (Arch. nat. F⁷ 4411).

(2) A Baulme-la-Roche (Côte-d'Or), le 14 pluviôse an III, Calès, en mission, ordonna à la municipalité de « casser la cloche » et destitua le secrétaire. Arch. de la Côte-d'Or. LIV^a 47 r 3.

(3) Lettre du 5 nivôse, à l'agent-national de Nogent, et lettre du 6 nivôse au Comité du district d'Yvetot. Arch. nat. AFII* 300. Voir Arch de la Côte-d'Or, LIV^a 47 i 3.

(4) *Ibid.*

(5) Lettre du 6 nivôse à l'agent national du district de Riom. *Ibid.*

il en venait même à demander le relèvement du trône et de l'autel, à enfoncer les portes des temples (1). Bref, tout accuse un mouvement de résurrection religieuse qui va devenir irrésistible (2).

Le Comité que cette « marche rétrograde » de l'esprit public désabusait, sans doute, devint moins sévère envers les prêtres. Ce qui l'irritait surtout, c'était la rentrée clandestine des prêtres émigrés ou déportés qui se plaisaient à « prêcher la restitution des domaines nationaux, à discréditer les assignats, à ne parler que de pape », à allumer « l'imagination des femmes », à faire « des prosélytes (3) » ; qui « employaient toutes sortes de moyens astucieux pour égarer le peuple (4) ».

Les non-assermentés, qui obtinrent leur liberté, restèrent sous la surveillance de leurs communes. Le Comité tint compte de leur âge et de leurs infirmités. « Mais, dit-il, si par principe d'humanité, nous avons cru devoir mettre un terme à la réclusion de ces prêtres, notre intention n'a jamais été de porter atteinte aux lois des 17 septembre 1793 et 29 vendémiaire suivant, en vertu desquelles il a pu être procédé au séquestre et à la vente même de leurs biens (5) ».

Le 3 ventôse an III, conformément à l'article 7 de la Déclaration des droits de l'Homme et à l'article 122 de la Constitution, la Convention décrète que « l'exercice d'aucun culte ne peut être troublé ». Cette mesure de justice, qui n'instituait pas une liberté sans entraves, fut accueillie à Paris, avec un

(1) Lettres de l'agent-national et de la municipalité de Limeraye, du 14 pluviôse et procès-verbaux de ladite municipalité. Arch. nat. F. 4411.

(2) C'est, d'ailleurs, l'époque où la Convention négocie avec l'Europe et veut éviter de paraître athée.

(3) Compte-décadaire du 10 ventôse, de l'agent-national de Vesoul. Arch. de la Haute-Saône, 72L⁶.

(4) Arch. de la Haute-Saône, 69L⁵.

(5) Circulaire du 4 germinal an III aux agents-nationaux de districts. Bibl. nat. Le 37/3. Voir lettres du 24 nivôse au représentant Tellier à Lyon, et du 24 frimaire à l'administration du district de Rochefort. Arch. nat. AFII* 300.

enthousiasme que traduisirent alors les rapports de police et les articles de journaux de toutes nuances (1). Cependant elle ne suffit pas pour conjurer tous les troubles, surtout en province, où elle fut suivie aussitôt de criants abus dont s'irrita fort le Comité. Le 30 ventôse, l'agent national de Vesoul lui écrit : « Depuis la liberté de l'exercice des cultes, l'ordre public a été troublé..., les partis se choquent, se battent même et la police est très insuffisante pour réprimer ces excès... Remède : « s'en mêler le moins possible : c'est le parti qu'a pris l'administration (2) ».

D'une manière générale, en germinal, la plupart des églises de campagnes sont rouvertes et il est impossible, disent les agents-nationaux, d'empêcher l'exercice du culte. L'influence royaliste est considérable. Le Comité reçoit en abondance, des notes comme celles-ci : « La division, les passions, les partis sont animés plus fortement que jamais. Dans deux mois, nous avons perdu sur cet article trois années de travaux et nous avons rétrogradé à 1791... (3) », ou bien : « On croyait que les Français étaient devenus philosophes, et les prêtres sont suivis, comme dans les temps passés, même par des citoyens qui, les premiers, criaient fort haut contre leur conduite (4) ».

Ce qui est le plus suggestif, c'est que les administrateurs se plaignent de n'avoir aucun moyen de répression en leur pouvoir ou des moyens insuffisants, et demandent au Comité « d'ordonner ». Mais le Comité se contente de leur donner des conseils de sagesse et de prudence ; son zèle s'est refroidi ; il semble avoir pris le parti de l'administration vésulienne, c'est-à-dire de « s'en mêler le moins possible ». Il dit seulement qu'il ne faut pas abuser de la « loi sage » sur la liberté des

(1) Les publications de M.M. A. Schmidt et Aulard, à ce sujet, sont riches en documents édifiants. Consulter également J. GRETE. *Le culte catholique à Paris, de la Terreur au Concordat*.

(2) Arch. de la Haute-Saône, 72L⁶.

(3) *Ibid*, compte-décadaire de germinal.

(4) Compte-décadaire du 20 floréal. Arch. d'Ille et-Vilaine, L 293.

cultes, pour prêcher la contre-révolution ; qu'il faut répandre l'instruction pour ramener les esprits égarés (1), et que les autorités doivent veiller à ce que les ministres de tous les cultes fournissent, selon la loi de 11 prairial, une « déclaration de soumission aux lois de la République ».

La loi déclarait les édifices religieux propriétés nationales. Le Comité, en conséquence, n'empêcha pas les particuliers de faire soumission « pour acquérir ou louer les ci-devant églises », en exceptant toutefois les églises qui seraient absolument nécessaires, soit pour la lecture des lois aux assemblées communales ou décadaires, soit pour tout autre établissement d'utilité publique (2). Le décret du 11 prairial avait rendu au culte, à Paris, douze églises. Le Comité s'opposa à ce qu'on enlevât des édifices religieux les « marbres ou autres objets intéressants (3) ». Le 17 fructidor seulement, il arrêta que les clefs de l'église Saint-Sulpice seraient remises entre les mains de Mathieu, « curé constitutionnel de l'église » pour le mettre à portée d'exercer les mêmes fonctions que par le passé (4).

Le 20 fructidor, la Convention décréta que les prêtres déportés et rentrés seraient bannis à perpétuité. Les Comités de gouvernement furent chargés de l'exécution de cette mesure rigoureuse. Le Comité de sûreté générale s'empressa dès le 25 fructidor, de donner des ordres à cet effet aux représentants en mission et aux procureurs-syndics des départements. « L'indulgence, dit-il, était au comble... Les lois rendues précédemment semblaient n'avoir pas de force (5). Depuis

(1) Lettre du 10 messidor an III procureur-syndic de la Creuse. Arch. nat. F⁷* 2210.

(2) Lettre du 7 prairial an III aux représentants en mission. Arch. nat. AF^{II}* 301.

(3) Lettre du 6 messidor à l'administration du département de Paris. Arch. nat. AF^{II}* 301.

(4) Arrêté rendu sur la demande de l'administrateur du département de Paris. Arch. nat. AF^{II}* 279.

(5) Voir lois du 17 septembre 1793, du 22 ventôse an II, du 21 prairial an III.

longtemps, l'humanité portait à fermer les yeux sur la présence des prêtres déportés et rentrés ; mais il a fallu toute l'audace de ces ennemis de la Révolution pour provoquer de nouveau contre eux des mesures de rigueur : ingrats ! ils ont conspiré contre la République et la République les vomit de son sein!...»

Ainsi, après avoir fait preuve d'indulgence, de nouveau, il devint inexorable, mais exclusivement envers cette catégorie de prêtres. Il aimait, sur la fin de l'an III à exprimer son amour de la liberté des cultes : « Elle n'est pas, disait-il, l'intolérance pour les autres ; encore moins l'invitation séditieuse à chasser de la société ceux qui ne la professent pas (1) ». Et craignant les égarements de ses subordonnés, il leur écrivait : « Activité, surveillance, énergie, sagesse, amour de la patrie, voilà des guides qui ne vous égarent jamais (2) ».

En résumé, la croyance des membres du Comité pour la plupart athées ou déistes, en un changement du fond et des formes en matière de religion, était restée intacte après thermidor. Séparée de l'État, l'Église ne cessa de lui apparaître comme la source d'un fanatisme funeste à la Révolution, et il ne désespéra jamais de faire échec aux catholiques. Seulement, à la tactique brutale, il substitua une méthode rationnelle, prudente, persuasive, à vrai dire expérimentale. Or, les tableaux de ses agents lui révélèrent, en définitive, moins de mouvements favorables à la philosophie que de mouvements d'hostilité et de révolte, qui témoignaient d'un attachement profond du peuple à ses traditions. Ressentant alors son impuissance à les déraciner, déçu par ses échecs, abusé par des agents eux-mêmes abusés, et inspiré par des idées d'ordre, de justice et d'union sociale, il invoqua avec le législateur les Droits de l'Homme, et tira de son expérimentation obstinée des leçons de tolérance.

(1) Lettre du 21 thermidor au procureur-syndic de la Haute-Garonne Arch. nat. AFII*301.

(2) Circulaire aux procureurs-syndics des départements, du 25 fructidor an III. Arch. nat. AFII* 301.

CHAPITRE V

LES PROFITEURS DE LA GUERRE

I. Les accapareurs. Visites domiciliaires. Loi du *maximum*. Sa suppression. — II. Les fabricants de faux assignats. — III. Les dilapidateurs de la fortune publique. Les fermiers généraux. — IV. Les déserteurs et les espions. La discipline dans l'armée.

I. — L'on ne peut que savoir gré au Comité de s'être montré agressif à l'égard de cette « tourbe » de gens sans morale, que nous avons comparés à des sangsues occupées à épuiser le corps social. Autant il fut courageusement hostile à toute régression en politique, autant il mit de zèle à se dresser contre toute atteinte à l'intérêt général, à l'intérêt du peuple. Assurément c'était le peuple qui souffrait le plus des manœuvres basses des agioteurs, des accapareurs, des « défaitistes », la plupart anti-républicains, qui n'avaient point le sens de la patrie ni du bien public. Assurément, avant thermidor, il n'apparaît pas que le Comité entraîné alors par la fatalité de la Terreur, ait placé l'intérêt général au-dessus de tout, qu'il ait servi avec passion le peuple puisque, au contraire, celui-ci fut parfois atteint dans son patriotisme, dans son amour de la Révolution par les révolutionnaires eux-mêmes. Mais après thermidor, la défense de l'intérêt national, l'amour de la patrie et de la République et l'amour de la justice, ce furent trois choses vivantes dans l'âme du Comité ; trois choses dont se disent choqués les ennemis de la Révolution

et qui sont d'autant plus remarquables que l'état général de la patrie était mauvais du fait de la guerre et du bouleversement incroyable inhérent à la Révolution.

A peine entré en activité, la question des subsistances lui apparut pressante et de graves conséquences. Des plaintes vives lui arrivaient. On annonçait notamment que des voitures de blé avaient été arrêtées à Sens et qu'il se faisait dans cette ville des « taxations arbitraires de comestibles ». Cela suscita le décret du 9 octobre 1792, en vertu duquel Fauchet et Rovère furent nommés commissaires dans l'Yonne « pour rappeler aux citoyens le respect dû à la loi sur la libre circulation des grains sur tout le territoire de la République (1). »

A mesure que s'aggravent les circonstances, la surveillance devient plus difficile.

On conçoit qu'en pleine tourmente de la Terreur, il n'était guère aisé d'atteindre les accapareurs, les « profiteurs de la guerre » comme nous les désignerions aujourd'hui. A prendre des mesures trop sévères, on risquait, dans l'impossibilité où la police se trouvait de pousser à fond des enquêtes et des poursuites à cause de la prédominance des passions, de l'insouciance ou de l'insoumission des subordonnés, — de blesser des consciences honnêtes et de laisser en paix les véritables coupables. C'est ce qui arriva : prenons un exemple : le système des déclarations volontaires qui avait été institué en octobre 1793, ayant paru insuffisant, on eut recours à la méthode plus sûre des visites domiciliaires. « Depuis longtemps, la foule insensée réclamait ces visites avec des cris de colère contre les accapareurs. C'est ainsi que l'exécrable vexation des visites domiciliaires pour les recherches des denrées, visites érigées en système par un gouvernement aussi insensé que la foule qui le poussait, s'appesantit sur quelques parties de ce malheureux pays : réunies à la masse confuse de toutes

(1) AULARD, *Recueil des actes du Comité du salut public*, t. I, p. 118.

les autres mesures policières de contrainte, elles réalisèrent l'extermination de tout ce qui porte le nom de droit dans le temps même où on prétendait que « la justice était à l'ordre du jour » (1).

Pourtant, « jusqu'à la fin, le chef de la Terreur s'épuisa à cette tâche impossible, s'inquiétant du morceau de pain, de la bouchée de viande, de la miette de sucre, du sou de chaque citoyen ! C'est ainsi que le régime de la Terreur arriva à son terme, entassant chaque jour rigueur sur rigueur et les voyant chaque jour éludées ; parlant avec emphase de la liberté et de la justice et comprimant, étranglant avec sa police tracassière et persécutrice, se glorifiant extérieurement d'un mal intérieur d'une incalculable profondeur (2) ».

C'était bien, en effet, sa police qui agissait dans ce temps-là où le Comité de sûreté générale n'était pas libre de tous ses mouvements et apparaît comme le comité du Comité de salut public, comme l'instrument de la dictature robespierre. Le grand responsable des visites domiciliaires, c'est Robespierre qui en était « l'âme » (3).

La loi du *maximum* n'eut pas l'efficacité qu'on en attendait : les agents de Robespierre rapportent eux-mêmes que le *maximum* était, en dépit des peines édictées, continuellement dépassé : on trafiquait de mille manières secrètement, à Paris ainsi que dans les départements ; la police note que la peine de mort n'effraie point les accapareurs « qui ne manquent point et qu'après tout il faut bien pour vivre acheter à n'importe quel prix... De tous côtés on évite Paris : on l'évite par horreur, par peur et par spéculation ; c'est une certitude de plus pour qu'une disette ait, à Paris aussi, raison du *maximum* (4) ».

(1) SCHMIDT, *Paris pendant la Révolution*, t. II, 255 ; voir aussi *Tableaux*, t. II, p. 202.

(2) *Ibid.*, voir aussi *Tableaux*, p. 116.

(3) C'est pourquoi nous n'y faisons qu'une courte allusion dans le chapitre : *Visites domiciliaires*.

(4) SCHMIDT, *Paris pendant la Révolution*, t. II, 209.

Le *maximum* fut supprimé le 3 nivôse an III. Il y eut une détente ; l'on s'illusionnait, car l'accaparement continua. Les plaintes sur la pénurie des subsistances affluèrent au Comité qui s'efforça de rassurer le peuple. Il avait mis lui-même sa confiance dans le fait que la suppression du maximum des marchandises et denrées nécessaires à la vie, allait rendre aux citoyens « le droit de les vendre le prix auquel l'abondance ou la rareté de ces denrées ou la concurrence pourrait les porter (1) ». Le Comité s'abusait ; les agents nationaux en l'instruisant l'en avertirent ; l'un d'eux dit : « Je crains que la cupidité du cultivateur sur la vente de grains ne nous annonce des troubles ; la vente libre dans les greniers réduira à la disette ce district. Les grains sont à douze et quinze sols la livre dans les ventes particulières et les ventes publiques ne sont point approvisionnées parce que l'égoïste craint l'œil du peuple (2) ».

Le Comité, de son côté, agit avec autorité ; mais sans recourir aux vexations exorbitantes exercées du temps de Robespierre. Il fait arrêter les agitateurs qui sèment « des craintes sur les subsistances (3) », et les acheteurs « à tous prix » de bétail et de denrées alimentaires (4) ; il surveille l'exécution des réquisitions qu'il ne veut point vexatoires (5), ainsi que l'approvisionnement des marchés, où souvent, à cause de « l'égoïsme » et de « l'intérêt personnel » de certains cultivateurs, manquent les denrées de première nécessité (6).

(1) Lettre au comité révolutionnaire de Vitry-s-Marne, du 6 nivôse. Arch. nat. AFII* 300.

(2) 1^{re} décade de pluviôse an III, district de Sancoins, Arch. nat. F⁷ 4411.

(3) Lettre à l'agent national du district d'Avignon, 5 nivôse an III. Arch. nat. AFII* 300.

(4) Au conseil général de Chabanais (Charente), 9 nivôse an III. *Ibid.*

(5) Au comité révolutionnaire d'Orange et aux administrateurs du Vaucluse. *Ibid.*

(6) Voir correspondance de nivôse an III. *Ibid.*

Il s'informe auprès des autorités constituées, notamment des administrateurs de districts ; il leur envoie un questionnaire le 20 nivôse an III où l'on lit :

« A t-il existé et existe-t-il des accaparements de blé, farine et autres objets de première nécessité que les ennemis intérieurs ont faits, soit dans les vues d'affamer le peuple et le dégoûter de la liberté, soit pour nourrir les armées contre-révolutionnaires que la scélératesse des conspirateurs voulait faire promener dans les départements ?

« Les propriétaires et les cultivateurs de votre district ont-ils changé l'ordre de la culture des terres ?

« Y a-t-il des obstacles qui s'opposent à la libre circulation des grains ? Sait-on d'un autre côté qu'on en ait faits pour approvisionner les armées des rebelles ou ennemies ?

« N'avez-vous pas des preuves ou tout au moins de fortes présomptions, que des gens de votre district achetaient dans les foires et marchés, ainsi que chez les différents particuliers, des bœufs et moutons pour ces différentes armées de brigands (1) ? »

En Bretagne, le général Hoche profitait de l'amnistie pour faire approvisionner les chefs lieux de district : « Le respect des propriétés et des personnes, dit-il, étant une chose sacrée, il ne sera fait aucune fouille, jusqu'à nouvel ordre, les circonstances seules détermineront nos démarches (2) ». C'était de bon augure. D'autre part, le Comité prodiguait ses encouragements aux départements et attendait beaucoup de « la liberté rendue au commerce ». Selon lui, la hausse des denrées ne pouvait être que momentanée ; elle devenait impossible avec la concurrence (3). Il continuait de se leurrer et se heurtait toujours à l'audace des accapareurs qui ma-

(1) Arch. de la Haute-Saône, 61 L^h.

(2) Au général Rey, 23 nivôse an III. Arch. nat. F⁷ 4411.

(3) Au comité du district de Gournay, 6 nivôse an III. Arch. nat. AFII* 300.

nœuvraient sourdement et rendaient vaines ses démarches en faveur du peuple. Démarches auprès du Comité de salut public et de la Commission des subsistances qui lui paraissaient de plus en plus opportunes, car la crise restait aiguë, le renchérissement allait croissant, les risques d'insurrection se multipliaient et il était nécessaire d'accorder des secours aux populations exaspérées. En germinal, dans l'Eure et Loir, les communes « pressées par le besoin, tiennent des assemblées » et menacent de s'insurger ; de même dans la Manche, la Haute-Vienne, le Cher et l'Allier (1). A Lisieux, on paye le pain 45 sols la livre (2).

Le 3 floréal an III, le Comité, par l'organe d'un de ses membres, fait un rapport à la Convention sur les ressources en subsistances et sur les moyens de les assurer (3).

Les représentants dans les départements, surtout après les événements de prairial, reçurent mission de s'intéresser spécialement aux subsistances. Le Comité se reposait sur eux « du soin de concilier avec la sûreté générale la protection due à la liberté du commerce (4) ». Il se réservait d'examiner les dossiers des accapareurs. Sa police, sur ses conseils, fit preuve de fermeté, mais aussi de beaucoup de prudence, particulièrement en l'an III où elle ne fut pas « tracassière et persécutrice » comme sous la dictature.

II. — Le 5 brumaire an II, la Convention décréta :

« Art. 1^{er}. Le Bureau de poursuite des fabricateurs et distributeurs de faux assignats, faisant partie de l'administration, de la vérification, annulation et brûlement des assignats,

(1) Voir Arch. nat. F7 * 2208.

(2) Au Comité de salut public, 1^{er} floréal an III, Arch. nat. F7* 2209.

(3) *Procès-verbal*, p. 44.

(4) Aux représentants en mission à Lyon, 28 fructidor an III, Arch. nat. AFII* 300.

sera sous la surveillance immédiate du Comité de sûreté générale.

« Art. 2. Le vérificateur général des assignats sera tenu de concerter avec le Comité de sûreté générale, toutes les mesures à prendre pour déjouer les complots des fabricateurs et distributeurs de faux assignats.

« Art. 3. La somme de cent mille livres décrétée le 23 avril dernier pour les frais de poursuite, sera mise à la disposition du vérificateur général qui n'en disposera que sur les ordres du Comité de sûreté générale... »

Ceci annonce que la lutte sera implacable, étant conduite par un comité implacable. De fait, les arrestations, dans les premiers mois de l'an II, furent innombrables ; citons seulement celle du citoyen Lamarche, ci-devant directeur de la fabrication des assignats, exécutée sur l'ordre du Comité le 29 vendémiaire an II (1).

Le premier frimaire, le Comité nomma Dubarran et Jagot, deux de ses membres « pour surveiller les opérations relatives à la vérification des assignats (2) ». Les mesures prises jusqu'à présent n'étaient pas définitives. Le 14 pluviôse, la Convention rapporta le décret précédent ; elle chargea le Comité des assignats et monnaies de la surveillance et l'autorisa à décerner des mandats d'arrêt. Cette mesure nouvelle ne réduisit nullement l'activité du Comité de sûreté générale ; elle la multiplia plutôt, car les deux Comités ayant alors des fonctions communes, se rapprochèrent, collaborèrent, dans l'intérêt même de la police générale. Le Comité de sûreté générale s'empressa dès lors de transmettre à l'autre tous les assignats faux ou présumés faux qu'il réussit à découvrir (3) ; les

(1) *Papiers inédits trouvés chez Robespierre*, Bibl. nat. Lb 41/38, t. II, 256.

(2) Arch. nat. AF 11* 286.

(3) Exemples : le 25 pluviôse, il lui fait un envoi de 21930 livres, un autre de 3500 livres ; un autre de 14 assignats de 10 livres. (Arch. nat. AF 11* 286) Voir aussi AF 11* 275.

agents-nationaux le renseignaient utilement et il examinait leurs dénonciations.

Il attira spécialement l'attention des comités de surveillance de la province sur les conducteurs de diligence et les voyageurs qui, souvent, se livraient à l'agiotage : ceux-ci portaient des « ceintures de cache » qui leur permettaient d'exporter « un numéraire considérable » ; ceux-là s'efforçaient de recueillir « tout l'or » sur leur passage (1).

Il attira également le regard des autorités constituées sur l'étranger notamment sur l'attitude du gouvernement anglais soucieux de liguer ses agents avec les ennemis de la République, de contrefaire nos assignats, d'en introduire de faux et de les employer au paiement de nos denrées... (2). Il provoqua le zèle des agents des districts frontières, particulièrement du côté de la Suisse, qui était le lieu d'exportation par excellence de notre numéraire (3). Cet exode de l'or français avait de graves conséquences, étant donné que dans certains lieux, à la fin de l'an II, par exemple d'Ostende jusqu'à Dunkerque, les assignats (à cause sans doute de leur dépréciation) n'ayant plus cours, on ne payait qu'en numéraire. C'est cette nécessité impérieuse que l'officier de paix Noël en mission dans le Pas-de-Calais et la Somme s'empressa de faire ressentir au Comité, et celui-ci répondit le 19 fructidor : « Nous écrivons à nos collègues du Comité de salut public pour vous procurer du numéraire sur les caisses du Pays, en attendant notre autorisation vous servira (4) ».

Après aussi bien qu'avant thermidor les fabricants de faux assignats pullulaient. Les prévenus décrétés d'accusation ainsi que ceux en mandat d'arrêt, étaient conduits à la Con-

(1) Lettre du Comité du 16 ventôse an II, Arch. de la Côte-d'Or, LIV^a 4711.

(2) Circulaire aux administrateurs de districts du 2 germinal an II, Arch. nat. AF II* 286.

(3) Par exemple, lettre du 2 messidor an II, AFII* 275.

(4) Arch. nat. F⁷ * 2205.

ciergerie. Il fallut souvent, pour atteindre les agioteurs déguisés, que les policiers recourussent à des stratagèmes (1), et ici encore, la loi rigoureuse atteignit parfois des innocents. Le Comité, après thermidor craignit de telles injustices et pour les éviter il dit à ses agents : « Les lois ont porté sur cet objet : il ne s'agit que d'en suivre l'exécution (2) ». Il exigea d'eux beaucoup de zèle et de célérité ; il fut obéi : le 29 messidor an III il put annoncer à la Convention l'arrestation en 10 jours de 400 agioteurs, « dans les quartiers les plus habités et aux applaudissements du peuple (3) ».

Il se concertait tour à tour, avec le Comité des assignats, le Comité de salut public, le Comité des finances, et le Comité de législation, pour arrêter des mesures nouvelles en vue « d'assurer la tranquillité de certains départements » de remédier à « l'avisement des assignats » et à « la hausse excessive des grains (4) ».

Ainsi il travaillait pour le bien public.

III. — Il le servit, dans le même ordre d'idées, d'autres manières, notamment en punissant les autorités coupables de dilapidations ; au long de ce livre, nous aurons plusieurs fois l'occasion de marquer sa sévérité envers les administrateurs des deniers publics, placés sous sa surveillance (5) ; voyons son attitude à l'égard des fermiers généraux. Elle est nette : dès le 19 octobre 1793, il croit utile « de commettre

(1) Voir par exemple, lettre du 28 thermidor an II. Arch. nat. AFII* 286.

(2) Lettre du 23 frimaire an III. AFII* 300. Le 20 nivôse, il posa la question suivante aux administrateurs de districts : « Avez-vous dans votre arrondissement des personnes qui aient voulu discréditer les assignats, gage de la fortune publique et atténuer nos ressources contre les tyrans ? »

(3) *Procès-verbal*, p. 184.

(4) Correspondance du 8 fructidor an III, Arch. nat. AFII* 301.

(5) En l'an III notamment : par exemple correspondance avec l'agent-national et le comité révolutionnaire de Chinon, en date du 25 pluviôse. (Arch. nat. AFII* 300, F⁷ 4411).

deux membres de l'Assemblée pour surveiller la révision des anciennes opérations de la ferme générale » ; Dupin et Jac sont nommés et le Comité examine minutieusement les renseignements qui lui parviennent ; il veut connaître les exactions dont se rendirent coupables les ci-devant fermiers ; le 4 frimaire an II, la Convention décrète qu'ils seront mis tous en état d'arrestation dans la même maison ; que leurs papiers y seront transférés et que les comptes devront être prêts dans un mois.

Le 21 frimaire, Montaut appuyant la motion de Cambon, dit : « Il faudra bien examiner si les fermiers généraux ont volé ou non ; mais pour cela je vous sou mets la proposition d'établir quelques bases générales. Il faudrait exiger que chaque fermier établisse positivement quelle était sa fortune au moment où il est entré dans la finance ; cela étant une fois établi, on verra que ces individus ont acquis des millions ; alors on statuera le gain légitime qu'ils auraient pu faire et je suis convaincu que ces mesures feront rentrer dans le trésor public au moins 400 millions (1) ». Et la Convention décrète que « les Comités de sûreté générale, de l'examen des comptes et des finances statueront définitivement sur la mise en liberté des citoyens comptables dont les comptes auront été rendus, pourvu qu'il n'existe point contre eux des causes de suspicion ou d'incivisme (2) ».

Le Comité fit exécuter avec soin, par les comités de surveillance, l'arrestation des ci-devant fermiers généraux, administrateurs et régisseurs généraux, « agents de l'ancienne administration dilapidatrice, qui, sous le règne du tyran, dit-il, se sont engraisés du sang et de la sueur du peuple (3) » ; le 16 floréal an II, il fit un rapport à la Convention qui tra-

(1) *Moniteur*, réimp. t. XVIII, p. 644.

(2) Voir *Procès-verbal*, p. 116.

(3) Arrêté du 28 frimaire an II (Arch. nat. AFII* 289).

duisit quelques-uns d'entre eux devant le Tribunal révolutionnaire (1).

IV. — Le Comité s'appliqua avec non moins de zèle, particulièrement après la Terreur, à relever le *moral* de la nation anémiée ; à démentir, à la tribune de la Convention, tel bruit tendancieux, telle fausse nouvelle décourageante répandue par la malveillance (2) ; à châtier les faux républicains, les faux patriotes « qui, par l'exagération extraordinaire de leurs principes, veulent en imposer au peuple, soit pour obtenir des places, soit pour l'égarer sur le compte des amis constants et imperturbables de la Révolution et faire triompher par des écarts la cause de la tyrannie (3) ».

Il lui fallut surtout affermir l'armée. Outre les déserteurs français auquel il a déjà été fait allusion, il y avait sur notre sol, des soldats sortis des rangs ennemis. Certaines régions où ils trouvaient asiles, se plaignaient de leur présence ; ainsi l'agent-national de Vesoul écrit au Comité le 20 brumaire an III : « Vesoul est le lieu de dépôt des déserteurs ennemis ; ils se comportent mal en général et sont très suspects aux patriotes. Il faudrait les employer d'une manière utile et sûre, par exemple dans les ports. Je n'ose plus en répartir aux communes, depuis que plusieurs ont déserté en emportant des effets volés aux citoyens chez lesquels ils travaillaient. Je crois instant de prendre une mesure générale sur ces déserteurs : c'est assurer la tranquillité publique (4) ».

Des espions à la solde de l'ennemi infestaient aussi notre sol ; la loi et la police furent impitoyables : le 1^{er} avril 1793,

(1) Voir *Procès-verbal* des 16 et 19 floréal. Le 28 floréal, le Comité informe celui des finances qu'il a reçu « de bons renseignements » sur l'ex-fermier général Legendre. Arch. nat. AF¹* 275.

(2) Exemple : Bailleul, le 25 messidor an III. *Procès-verbal*, 115.

(3) Circulaire du 20 nivôse an III aux administrateurs, Arch. Vesoul 61 L⁵.

(4) Arch. de la Haute-Saône, 72 L⁶.

par exemple, le Comité arrêta que le citoyen Thuring de Rhis serait envoyé à l'Abbaye et gardé au secret « comme prévenu d'être l'espion de Dumouriez et son complice (1) ». Le 16 juin 1793, la Convention avait décrété que tout Français ou tout étranger convaincu d'espionnage dans les places fortes et dans les armées, serait puni de mort, et qu'ils seraient jugés par une commission militaire suivant les formes établies pour les émigrés pris les armes à la main. C'est ainsi que le 30 thermidor an III, le Comité de sûreté générale fit décréter la tradition de Markette, prisonnier anglais prévenu d'espionnage, par devant le tribunal militaire de la 17^e division (2).

Il y eut même plusieurs commissaires des guerres qui tentèrent, « par toutes sortes de moyens, de désorganiser ou d'affaiblir les armées de la République (3) ».

Le Comité s'efforça constamment de conserver à l'armée toute sa force, soit qu'elle dût servir, avant thermidor, à soutenir et à protéger la dictature, soit qu'elle fût nécessaire, après thermidor, pour assurer le respect des lois et la sécurité nationale. Aussi le 13 vendémiaire an III, Richard pourra dire à la Convention : « Je ne connais rien de plus touchant que le tableau que présentent nos bataillons. Tout est confondu dans le sentiment de l'amour de la patrie (4) ».

L'armée semblait être au Comité le lieu par excellence où devait s'exercer le mieux la discipline, sa discipline, qu'il considérait comme le principe essentiel de son autorité et de toute autorité gouvernementale. Les faits d'indiscipline militaire étaient jugés par le Comité militaire ; il se concertait tantôt avec celui-ci, tantôt avec la Commission de l'organisation et du mouvement des armées de terre. Son mot d'ordre

(1) CHAVARAY, *Catalogue d'une importante collection de documents autographes*, p. 57.

(2) *Procès-verbal*, p. 201.

(3) Lettre du Comité de la guerre du 9 floréal an II. Arch. nat. AFII * 275.

(4) *Moniteur*, réimp., t. XXII, p. 153.

était : « Que la discipline nécessaire à la troupe ne fléchisse pas ! (1) ».

En résumé, le Comité de sûreté générale déploya une énergie égale contre les ennemis de la Révolution à toutes les époques de sa carrière. Seulement après thermidor, le régime de la justice légale succéda au régime de la Terreur. Tandis qu'en réalité, en 1793, « l'épée de Damoclès pendait sur toutes les têtes » (2), en 1795, les patriotes républicains furent protégés ; seuls les ennemis de la République : royalistes, chouans, prêtres réfractaires, terroristes, dilapidateurs, furent surveillés sans cesse. Le Comité les appelait des « buveurs de sang ». Il mettra un zèle inouï à les poursuivre et à les punir. En l'an III, il pourra répéter ce qu'il disait le 2 germinal an II aux administrateurs de districts : « La République française se présente à ses ennemis dans l'attitude la plus imposante, s'élève par sa propre énergie au degré de force, de lumière et de gloire auquel elle seule pouvait atteindre (3) ».

(1) Lettre du 30 messidor an III, au Comité militaire, Arch. nat. F⁷* 2.207.

(2) M^{me} de GIRARDIN, *Les prisons en 1793*.

(3) Arch. nat. AF II* 286.

CINQUIÈME PARTIE

LES AUXILIAIRES DU COMITÉ

CHAPITRE PREMIER

LES COMITÉS RÉVOLUTIONNAIRES

I. Décrets du 21 mars et du 17 septembre 1793. — II. Activité des comités sous la Terreur. Décret du 14 frimaire an II. — III. Activité des comités après le 9 thermidor. Décret du 7 fructidor an II. Responsabilité des comités.

I. — Les principaux agents, les auxiliaires les plus précieux du Comité furent incontestablement les comités de surveillance plus connus sous le nom de comités révolutionnaires, organes d'origine factice, de la vie communale.

La loi des suspects, en les substituant aux administrations municipales pour la poursuite des gens suspects, les récompensait de l'ardeur implacable qu'ils avaient déployée dans la lutte contre les étrangers, qui avait été l'objet essentiel de leur institution. C'était la situation extérieure qui, le 21 mars 1793 (1), avait suscité des mesures extraordinaires de sûreté

(1) Le 21 mars, Jean Debry au nom du Comité diplomatique, dépose un rapport sur les étrangers. Des mesures arbitraires avaient été prises contre les Français par l'Espagne, l'Angleterre, la Hollande, la Prusse, l'Autriche, l'empire germanique et le pape. Le ministre des affaires étrangères, Lebrun, invita l'Assemblée à user de représailles : elle adopta le projet de Jean de Bry. Aux termes de ce décret, dans chaque commune de la République et dans chaque section des grandes communes, il devait être formé un comité composé de 12 membres, dont ne pourrait faire partie aucun ecclésiastique qui eût ou non prêté le serment civique, aucun ci-devant noble, aucun ci-devant seigneur, aucun agent de ci-devant seigneur.

Ce décret fut exécuté avec célérité. A Dijon par exemple, les six sections de la ville avaient, le 20 mai, terminé leurs travaux ; le 28 mai,

générale : les comités étaient chargés, en effet, de recevoir les déclarations des étrangers en général, et surtout de s'assurer du civisme des étrangers nés dans les pays avec lesquels la République était en guerre.

Le Comité de sûreté générale observait et surveillait attentivement ce vaste développement de la police en France ; il va sans dire qu'il était prompt à le favoriser, puisque sa propre autorité devait s'en trouver affermie, son action, plus efficace. C'est d'ailleurs sous son impulsion que, dans la période qui s'étend d'avril à septembre 1793, surgirent souvent spontanément (1) dans plusieurs villes et départements, des comités dits de salut public ou de sûreté générale : certaines de ces créations se substituèrent aux comités de surveillance ; d'autres fonctionnèrent à côté d'eux ; il y en eut qui disparurent ; mais c'est un fait qu'elles avaient été reconnues par le Comité de sûreté générale qui les désirait composées de « patriotes purs et ardents (2) ». Il y eut aussi, à Paris surtout, certains comités qui s'attribuèrent des pouvoirs généraux de surveillance policière non seulement sur les étrangers, mais sur tous les citoyens.

Et voici que la loi du 17 septembre confère à tous les comités alors existants, des pouvoirs plus redoutables encore.

Il semble bien que le Comité ait à dessein laissé une grande latitude pour s'installer, à ces organismes déjà puissants dès leur naissance, afin que, ne se sentant pas esclaves, ils montrassent un entrain vraiment civique, vraiment patriotique,

le conseil général de la commune prit un arrêté conforme aux dispositions de la loi du 21 mars ; les noms des commissaires y figurent. (Arch. de la Côte d'Or, L IV ^a 47i 1). Voir MELLÉ, *Les sections de Paris*, p. 182 et suiv.

(1) Certains se formèrent spontanément, par exemple à Rennes et dans les districts de l'Ille-et-Vilaine. (Arch. d'Ille-et-Vilaine, L. M. 60-18). D'autres furent établis par arrêtés du Comité « comme mesure de sûreté générale ». Ainsi celui de Saint-Germain en Laye, le 11 septembre 1793 (Arch. nat. AFII* 286).

(2) Elles étaient également reconnues par le Ministre de l'Intérieur.

et qu'ils se sentissent entraînés moins par les ordres du pouvoir central que par le sentiment de leur devoir.

Une telle tactique, si elle offrait, au début, de réels avantages immédiats, pouvait dans la suite avoir de graves conséquences. D'abord elle ouvrait la porte à l'arbitraire, et puis le Comité, à se tenir distant de tant d'organismes actifs, risquait de s'attirer tôt ou tard des résistances ; il les inclinait indirectement, par trop d'indifférence ou de confiance, à l'indiscipline, à l'indépendance, à l'antagonisme, à la rébellion ; il préparait peut-être, à son insu, une multitude de petits dictateurs dans les villages, plus terribles au peuple, à cause de leur ignorance, de leur inexpérience et aussi du désir d'assouvir des rancunes personnelles, que l'autorité centrale elle-même ; autrement dit une France anarchique.

Effectivement, dans les commencements, il y eut quelques excès de pouvoirs, quelques indisciplines. Danton dira de ces comités, le 5 pluviôse an II, qu'en les créant, on a voulu « établir une espèce de dictature patriotique des citoyens les plus dévoués à la liberté sur ceux qui se sont rendus suspects... (1) ». Mais le Comité étendit bientôt son bras de fer centralisateur sur les différentes ramifications chargées de le seconder. Jamais, à vrai dire, il n'y eut de dictature du prolétariat. Il n'y avait que la dictature des Comités de gouvernement.

II. — A Paris, chaque section avait son Comité révolutionnaire. Les grandes villes suivirent cet exemple et bientôt le plus petit village en organisa au moins un (2), si bien que, au bout de quelques mois, la France se trouva couverte d'en-

(1) *Moniteur*, réimp. page 296.

(2) On rencontre de rares exceptions : ainsi le 16 germinal an II, la commune de Sennecey (Côte-d'Or) écrit : « Le nombre des citoyens qui composent notre commune est si petit que nous sommes dans l'impossibilité de nommer un comité de surveillance ; nous nous empressons d'être surveillants nous-mêmes, et de tâcher que les lois s'exécutent et que le bon ordre et la tranquillité règnent dans notre commune ». (Arch. de la Côte-d'Or, L IV^a 47 i 1).

viron 40.000 comités dont l'organisation et le fonctionnement coûtaient plus d'un demi-milliard. Chacun de ces milliers de comités de campagnes correspondait activement avec le comité du district, relié lui-même avec celui du chef-lieu de département qui était directement en rapport avec le Comité de sûreté générale, de sorte que les lois, instructions et arrêtés envoyés par le pouvoir central, arrivaient jusqu'aux endroits les plus éloignés de Paris. Inversement, on verra que, par la voie des agents-nationaux, les mouvements de l'activité rurale arriveront jusqu'à l'Hôtel de Brionne et au Pavillon de Flore.

C'est, à la vérité, de l'activité combinée des comités et de l'autorité centrale que dérive la force policière de la Convention ; ce sont les rapports continus qu'elle entraînait, qu'il importe de faire ressortir, pour ressentir d'abord l'opportunité et l'utilité d'un tel réseau policier adéquat à des circonstances exceptionnellement critiques, aux nécessités politiques et sociales nées de la Révolution et de la guerre, et puis son extraordinaire vitalité et les résultats, tantôt positifs, tantôt négatifs, de la coordination de ces innombrables énergies convergentes, disséminées à travers la France sous la discipline grandissante du Comité de sûreté générale.

Même avant thermidor, — alors que le Comité vivant dans l'ivresse de la dictature robespierriste, n'exigeait de ses comités qu'un zèle outré qui devenait tyrannique ; excusait les excès, bannissait les lenteurs et les faiblesses, il ne se désintéressait pas tout à fait de leur organisation intérieure, ni de leurs opérations. Mais l'essentiel pour lui était qu'ils servissent assidûment la cause de la Révolution.

« Notre but, leur disait-il est de prévenir toutes les difficultés, de lever les doutes, d'éclaircir votre marche, de la dégager d'obstacles, de lui imprimer la rapidité, élément nécessaire aux mesures révolutionnaires et de préciser vos opérations.

« La vérité, la justice impassible doivent y présider (1) ».

Nul coupable ne devait échapper à la « justice nationale ». Ceci proposé, les deux Comités de gouvernement tâchaient ensemble d'obtenir que les comités travaillassent sans relâche à vaincre les ennemis de la Révolution, qui, ouvertement ou dans l'ombre, tramaient contre elle des complots ; ils leur réclamaient, touchant les détenus, juste « ce qu'il importait à la République de savoir : des faits, des indications précises et non des observations diffuses » leurs revenus « afin d'établir le gage de la République », leurs charges de famille, le lieu de leur résidence, la nature de leurs liaisons, etc.

Mais, dans le tumulte de la Terreur, la « justice nationale », n'était-ce point la justice de la dictature ? On voyait souvent prévaloir l'injustice et se heurter de multiples haines individuelles pour le malheur de la paix publique. Le Comité entendait souvent sans réagir les échos des horreurs qui se commettaient dans le pays. Les thermidoriens lui reprocheront sa conduite avec véhémence et quelque exagération. Mais déjà en brumaire an II, Boucher Saint-Sauveur, un de ses membres, démissionna, en le mettant en garde contre l'ardeur abusive de certains comités, et les plaintes affluaient qui l'avertissaient des inconvénients résultant de son indifférence ou de son trop de confiance. Boucher dit, que « dans quelques sections, les « meneurs des comités » ont vu dans la loi du 17 septembre « un frein à leur despotisme ». Puisqu'elle chargeait le Comité de sûreté générale de se faire rendre compte des motifs des arrestations, elle réduisait donc en principe la puissance des comités révolutionnaires. Mais, en fait, certains « ont affecté de la méconnaître ». D'après Boucher,

(1) Arch. nat. F⁷ 4445-550, Instruction du 22 germinal an II. Remarquer que ces instructions, avant thermidor, étaient élaborées soit par le Comité de salut public seul, soit par les deux Comités de gouvernement qui se partageaient alors les attributions de la police. Ainsi celle-ci est signée de : Collot d'Herbois, Billaud-Varenne, Barère, Voulland, Carnot, St Just, Rühl, Amar, Lavicomterie, Robespierre,

le comité de la section des Tuileries notamment, s'est distingué et par les actes arbitraires qu'il a exercés, et par son mépris pour la représentation nationale ». Et ce représentant était indigné « de voir que les meneurs de ce comité s'embarassaient à persécuter les patriotes qui avaient eu le courage de les démasquer, plus indigné encore de voir qu'ils avaient des défenseurs dans le Comité de sûreté générale (1) ».

Mais il s'est bien gardé de généraliser et s'est plu à rendre aux comités qui se conduisirent « avec beaucoup de prudence et de circonspection... l'hommage qui leur est dû ». En effet, ce n'était point par la généralité que se trouvait gêné le Comité ; il en est peu, même au début, qui ne firent preuve, par exemple, d'une réelle soumission aux lois réglant leur composition ; ils respectaient scrupuleusement les cas « d'incompatibilité légale » : telle démission de commissaire est admise par le Comité, à cause du degré de parenté ; telle autre, pour éviter le cumul des fonctions ; telle autre encore, pour raison de santé. On vit même la pauvreté justifier de nombreuses démissions, ce qui ne laisse pas subsister l'idée d'une *dictature* du prolétariat, puisque la place de commissaire était plus facilement acceptée des bourgeois démocrates que des sans-culottes (2).

Il convenait néanmoins, dans son propre intérêt, que le Comité interdît les actes arbitraires, qu'il tempérât l'ardeur désordonnée de certains comités, de manière que tout en sauvegardant son autorité, il restituât à la loi son prestige. Mais cela ne fut pas réalisé d'un seul coup.

(1) *Boucher Saint-Sauveur à ses concitoyens*, Bibl. nat. Lb 41 /3356.

Dans la séance du 3 fructidor an II, (20 août 1794), il fut prouvé qu'au Comité de sûreté générale, il avait fait élargir un certain nombre de nobles et de prêtres réfractaires et Moyse Bayle déclara qu'au Comité il avait toujours soutenu les aristocrates. Cependant le 12 fructidor, Le Cointre en produisant sa dénonciation contre les anciens membres des comités, se servit de la démission de Boucher pour accabler ses collègues.

(2) On va voir plus loin que les commissaires ne recevront d'indemnité que « pour chaque jour de travail ».

Le 18 octobre, Le Cointre (de Versailles) avait soutenu à la tribune de la Convention, la même thèse que Boucher.

« Les prisons, les maisons d'arrêt regorgent, disait-il, de patriotes victimes des haines et des vengeances particulières, parce que la loi qui ordonne l'envoi au Comité de sûreté générale du procès-verbal d'arrestation des citoyens incarcérés n'est point exécutée ».

Il ajoutait : « Le zèle infatigable de votre Comité de sûreté générale est paralysé, faute de recevoir ces procès-verbaux importants ; pendant ce temps, les citoyens éplorés réclament inutilement justice. Votre Comité n'a point de pièces pour rejeter ou faire droit sur les réclamations. En vain, les citoyens s'adressent au comité de surveillance qui a ordonné l'arrestation, pour obtenir le procès-verbal d'incarcération ; il leur est refusé.

« Malgré l'attention qui a été portée dans le choix de ces comités de surveillance, quelques membres, le cœur rempli d'aristocratie, lorsqu'au dehors ils manifestent les sentiments du patriotisme le plus exalté, ne donnent même aucun motif de l'arrestation de malheureux pères de famille incarcérés sans que l'acte d'écrou indique le fait incriminé ».

Le Cointre appuie son exposé sur des exemples et propose à l'Assemblée d'ajouter à la loi du 17 septembre trois dispositions complémentaires, dans le but de prévenir le retour de pareils abus. Ces propositions sont adoptées sans discussion et la Convention décrète : « 1^o Les comités de surveillance sont tenus de délivrer, au moment de l'arrestation, à chaque citoyen incarcéré, copie du procès-verbal et des motifs pour lesquels il est arrêté ; 2^o les mêmes mentions seront inscrites sur les registres d'écrou ; 3^o dans le délai de trois jours, les procès-verbaux des arrestations déjà effectuées, avec la cause de ces mesures, seront tous transmis au Comité de sûreté générale (1) ».

(1) *Moniteur* du 20 octobre 1793.

Mais ces vues sages déplurent au Comité qui voulait conserver la pleine liberté de ses actes ; de plus, les comités de Paris protestèrent. Dans la séance du 24 octobre, Louis (du Bas-Rhin) vint, au nom du Comité protester contre le décret obtenu par l'éloquence indignée de Le Cointre, et proposer de rapporter les dispositions prescrivant aux comités révolutionnaires de donner les motifs écrits des arrestations opérées par leurs ordres. De leur côté, Le Cointre et Philippeaux défendirent énergiquement le décret voté quelques jours auparavant.

La Convention paraissait disposée à leur donner raison, quand Robespierre demande la parole à son tour, et observe qu'il faut sans doute faire respecter la liberté individuelle ; « mais, ajoute l'orateur, s'ensuit-il qu'il faille par des formes subtiles laisser périr la liberté publique ! Le décret qu'on vous a fait rendre a porté le découragement chez tous les citoyens généreux, qui avaient le courage de s'exposer à toutes les fureurs de l'aristocratie. Ces hommes simples et vertueux, qui ne connaissaient pas les subtilités de la chicane, voyant opposer à leurs travaux cette astuce contre-révolutionnaire, ont laissé ralentir leur zèle... Lorsque la notoriété publique accuse un citoyen de crimes dont il n'existe point de preuves écrites, mais dont la preuve est dans le cœur de tous les citoyens indignés, ne va-t-on pas rentrer dans l'ordre judiciaire avec le premier décret (1) ? N'anéantit-on pas totalement la sagesse des mesures révolutionnaires ?... L'humanité veut encore que les patriotes opprimés par l'erreur des mesures révolutionnaires, soient secourus et délivrés. Mais n'allez pas réduire au découragement les amis de la patrie... »

Puis, voilant habilement la hardiesse de ses desseins, Robespierre soutient le projet de suppression présenté par le Comité de sûreté générale et conclut en ces termes : « Soyez

(1) Voir *Bourdon de l'Oise à ses concitoyens*, Bibl. nat. Lb 41/1239.

doux, humains pour l'innocence et le patriotisme ; mais soyez inflexibles pour les ennemis de la patrie. Votre ancien décret vous présente tous les moyens nécessaires et raisonnables. J'en demande donc le maintien, et le rapport de celui qu'on vous a fait rendre ».

La Convention s'empessa d'annuler le décret que six jours auparavant elle avait adopté.

Robespierre ne visait au fond, qu'à affaiblir l'autorité de la Commune de Paris, en n'ôtant pas d'un seul coup leur force aux comités révolutionnaires, qui correspondaient directement avec le pouvoir central.

Le décret du 14 frimaire confia l'application des lois révolutionnaires « aux comités de surveillance ou révolutionnaires », concurremment avec les municipalités. Mais, pour éviter toute dictature locale ou personnelle, il fut décrété que les présidents et secrétaires seraient renouvelés tous les quinze jours. En outre, les abus contre la liberté individuelle dont les comités se rendaient coupables, déterminèrent enfin la Convention (17 frimaire) à leur imposer l'obligation de motiver leurs mandats d'arrêt. Ils durent aussi rendre compte tous les dix jours, au district et au Comité de sûreté générale.

Dans la pratique, après le 14 frimaire, ce furent plus souvent les représentants du peuple ou les Comités de salut public et de sûreté générale (1) qui en nommèrent les membres, que le peuple lui-même. Cela ne ralentit en rien leur zèle ; au contraire, ils redoublent d'activité sous l'impulsion des représentants ; ils définissent eux-mêmes leur rôle et répandent en des proclamations, leur pensée et leurs conceptions dans le pays ; ils rivalisent entre eux de rigueur et d'ardeur, se stimulent les uns les autres fraternellement. Le 4 ventôse an II, le comité de Dunc-Libre, écrit : « Premières sentinelles de la Patrie, les comités révolutionnaires, au moyen d'une infa-

(1) Voir décret du 7 fructidor an II.

tigable activité, acquièrent journellement une expérience qui, plus que toute autorité constituée, les met à même de déjouer les trames des ennemis de la chose publique. Convaincus que nos ennemis comptent moins sur leur courage que sur la trahison pour nous réduire, nous devons nous communiquer mutuellement nos découvertes et généraliser, s'il est possible, nos moyens de défense (1)... »

Jusqu'ici, à Paris notamment, les comités s'étaient vu attribuer des missions ou délégations onéreuses et « contraires » à leur institution ». Le 28 ventôse, le Comité les supprima (2). Ces restrictions successives, loin d'atténuer le civisme des comités, devaient seulement modérer leur ardeur, les discipliner, les inciter à n'accomplir que leur strict devoir.

Ils firent, sous l'exhortation des Comités de gouvernement, une guerre sans pitié aux contre-révolutionnaires, à tous les conspirateurs, à tous les perturbateurs de l'ordre public. Prêtres réfractaires, royalistes, agents des émigrés et de l'étranger, Girondins et fédéralistes, furent singulièrement entravés dans leurs tentatives contre la République ou contre la Montagne, par ces groupes dont le plus grand service qu'ils rendirent à la République est d'avoir empêché l'insurrection vendéenne de rejoindre l'invasion étrangère ; d'avoir brisé la sédition royaliste dont le dessein était de donner la main aux armées autrichiennes, anglaises et espagnoles.

A l'ordinaire, sur toute l'étendue de la République, jour et nuit, les communications étaient interceptées par les postes des comités qui vérifiaient les passeports, les certificats de civisme, les assignats (3) et au plus léger soupçon, jetaient

(1) Archives de la Côte-d'Or, L IV ^a 47 i 1.

(2) *Moniteur*, réimp. t. XX, p. 2. Les comités civils « concurremment avec les commissaires de police » en furent chargés.

(3) Dans sa circulaire du 4 ventôse, le comité de Dune-Libre écrit : « Nous avons adopté une mesure pénible, mais que la nécessité de sauver la chose publique rend indispensable.

« Aucun individu, aucun citoyen armé, n'entre dans la commune

en prison l'habitant ou le voyageur ; aubergistes et logeurs étaient l'objet de visites domiciliaires ; la force armée était mise à la disposition des comités (1). Quant aux détenus, depuis le 14 frimaire, ils étaient connus du Comité de sûreté générale, grâce aux tableaux périodiques (2) qui le renseignaient particulièrement sur les « mœurs politiques » de chaque détenu, et en l'éclairant, lui permettaient de ne point juger à la légère.

Cependant, dans certaines régions, « la plupart des comités de campagnes » étaient « faibles pour les coupables puissants, ou ne servaient que leurs passions particulières contre des innocents ». Le 10 floréal an II, l'agent national de Vesoul écrit au Comité dans son compte-décadaire : « Il faut les stimuler sans cesse pour les faire marcher ; ils ont trop de liens et d'attachements locaux opposés à la sévérité de leur pouvoir... » Et il préconise le projet de ne former de comités révolutionnaires « que dans les chefs-lieux de canton » ; un comité central de district ou de canton serait « plus libre, plus affranchi, plus indépendant de toutes les affections, de ces considérations particulières, qui rendent les fonctionnaires prévaricateurs ». Cela eût centralisé le gouvernement et l'eût rendu plus « actif, nerveux et rapide » ; cela eût été « accueilli de tous les hommes qui voient le salut de la patrie dans l'unité de gouvernement (3) ».

III. — Ces idées furent réalisées le 7 fructidor an II. Il y aura désormais « un comité révolutionnaire dans chaque district » et, de plus, « dans chaque commune qui, sans être

sans avoir été préalablement conduit au Comité de surveillance révolutionnaire et y avoir exhibé ses papiers et assignats » Arch. Côte-d'Or, LIV^a 47 il.

(1) Voir extraits des registres de délibérations du conseil général de la commune de Dijon (*Ibid*)

(2)) Voir, par exemple, le tableau du Comité de Roanne. *Papiers inédits trouvés chez Robespierre*, t. I. p. 235. Voir Arch. de la Côte d'Or, LIV^a 47 il.

(3) Arch. de la Haute-Saône 72L^e.

chef-lieu de district, contiendra une population de 8.000 individus et au-dessus. Chaque comité sera composé de douze membres et le Comité de sûreté générale sera chargé de la nouvelle formation de ces comités ainsi que du renouvellement périodique de la moitié des membres dans les départements où il n'y aura pas de représentants du peuple (1). Or, on verra plus loin qu'après thermidor, c'était le Comité qui inspirait directement les représentants en mission, de sorte que son influence ne fit que s'accroître sur les départements, d'autant plus que le décret du 7 fructidor le rendait plus puissant que jamais en matière de police, au détriment du Comité de salut public.

C'est précisément à ce moment-là, que se dessinent très visiblement les traits principaux de la vie intérieure des comités et de leur activité au dehors par rapport à l'autorité centrale de la police. Dès lors, le Comité gouvernant seul son département, s'en subordonne étroitement les agents et remplit en observant la loi, pleinement son rôle ; il règle à sa guise l'ordonnance et les mouvements de tous ces rouages, où il met plus de mesure, plus d'harmonie, plus d'unité. Moins nombreux, moins éloignés de lui, ils agissent avec plus de régularité, vont comme à la même allure, avec plus de discipline. Ainsi il va pouvoir réaliser en toute liberté ses vues personnelles d'organisation rationnelle et de centralisation administrative.

Il délibère, le 25 brumaire an III, que les secrétaires-commis des comités toucheront 2.400 livres d'appointements, les expéditionnaires, 1.800 livres et qu'ils seront payés par les soins de la Commission des administrations civiles, police et

(1) Les comités aidèrent à l'exécution de cette loi qui, en établissant un roulement, était utile à la fois à la police et à l'agriculture. (Voir. Arch. nat. F⁷ 4411). Les représentants s'efforcèrent de ne choisir que des « citoyens honorés de l'estime du peuple par leur civisme, leurs vertus et leurs talents ».

tribunaux. Trois registres contiendront les détails de leur activité : un registre d'ordre, sur lequel seront sommairement énoncés les procès-verbaux des opérations particulières ; un registre destiné à recevoir les déclarations des citoyens, et les renseignements divers transmis soit par les citoyens, soit par les autorités constituées ; un registre des délibérations (1).

Les membres des comités établis par la loi du 7 fructidor, ne toucheront une indemnité de cinq livres par jour « qu'en justifiant de leur travail soit par leur signature ou par la mention de leur présence au registre (2). »

Le Comité de sûreté générale pratiquait alors, de concert avec celui des finances, une politique d'économie. En modérant les dépenses des comités qui se plaignaient souvent, il parvint à réaliser l'équilibre de leurs budgets. Il prit surtout connaissance du « travail et des besoins » des douze comités de Paris, s'occupa en maints arrêtés réglementaires, de leurs « agents secondaires » qui étaient la cause de dépenses exagérées ; leurs locaux furent agrandis ; car chacun desdits comités, correspondant à quatre sections, eut « quatre fois plus d'ouvrage, de papiers, de mouvement et d'affaires que les anciens... (3) ».

Le 24 brumaire, il suggéra au Comité des finances, de ne point « laisser encombrer les dépenses de détail » ni « dépérir les moyens de vérification » ; mais, « pour accréditer par un ordre constant et régulier les opérations des comités révolutionnaires, en satisfaisant à leurs indispensables engagements, d'autoriser et d'obliger la Commission des

(1) Arch. nat. AF II* 277 ou Bibl. nat. Le 37/3.

(2) Conformément aux arrêtés du comité des finances du 14 frimaire et du 27 floréal an III. Les membres des anciens comités conservés provisoirement par la loi du 7 fructidor, ne devaient recevoir, jusqu'à l'époque de l'organisation, que 3 livres par jour. (Arch. de la Côte-d'Or, L IV^a 47 i 4).

(3) Lettre au Comité des finances du 24 brumaire an III. (Arch. nat. AF II* 300).

administrations civiles à solder par mois les dépenses des comités (1)... »

Le 5 frimaire, le Comité des finances arrêta que la Trésorerie ne payerait « que sur le pied de 3.000 livres par an », les frais de bureau de chaque comité. Cela parut insuffisant au Comité de sûreté générale : les Comités avaient des frais indispensables que, malgré « l'économie connue » qu'ils réalisaient, ils ne réussissaient point à couvrir : « Si ces dépenses varient extrêmement, dit-il, il n'est pas moins certain qu'elles existent ; qu'elles sont susceptibles de vérification, de liquidation, de paiement et nullement de délai et de retard ; il est des arrestations, des expéditions qui nécessitent des frais, des courses, des aliments pour les détenus, soit qu'ils le soient momentanément auprès desdits comités, soit qu'ils soient destinés à une détention d'une plus longue durée, dans d'autres maisons d'arrêt... » Et puis, n'admettant point que les commissaires en soient « de leurs propres deniers », il décida le 6 nivôse suivant, de prendre à sa charge l'excédent de leurs dépenses courantes (2). De nouveaux crédits leur furent ouverts dans la suite, et le « renchérissement général de toutes les denrées de première nécessité » détermina le Comité à accorder aux secrétaires greffiers et aux garçons de bureau, une indemnité égale à la moitié de leur traitement (3).

Depuis thermidor, la politique générale du Comité tendait à réparer les iniquités de la « tyrannie decemvirale » et à rétablir la justice et la tranquillité publique. Il parlait ainsi aux comités, qui, renouvelés et épurés en fructidor, s'empresèrent de suivre ses instructions ». La loi est une, disent-ils, et « l'égalité est notre boussole ». Ce fut une politique qui eut des résultats positifs : il reconnaît que les comités accom-

(1) *Ibid.* A Rennes, par exemple, le comité de surveillance dépensa 16.377 livres depuis le 1^{er} vendémiaire an III jusqu'au 1^{er} germinal.

(2) Lettre aux 12 comités de Paris, Arch. nat. F⁷ * 2203.

(3) Arrêté du 10 thermidor an III. (Arch. nat. AFII* 287).

plissent leurs fonctions « avec un zèle vraiment républicain (1), il approuve les mesures qu'ils prennent « pour empêcher que les malveillants ne soufflent le feu de la discorde et ne jettent la division parmi les citoyens (2) », mais il ne tolère nulle faiblesse, nulle insouciance, nul relâchement ; il incite les comités à « aller au-devant des dénonciations », au lieu de « rester autour d'une table, à attendre les dénonciateurs (3) ». Le 24 prairial an III, il fait décréter qu'aucune autorité constituée ne prendra le nom de révolutionnaire, et que celles qui portaient le nom de comités révolutionnaires s'appelleront désormais comités de surveillance. Le mot d'ordre après thermidor peut se traduire ainsi : « plus d'arrestations arbitraires, plus de zèle inutile, plus de longues procédures, de la justice » ! De fait, les comités écoutent les sollicitations et les plaintes des prisonniers, les prisons s'ouvrent...

Mais il ne faut pas perdre de vue que la mort de Robespierre avait été fatale à de nombreux comités révolutionnaires, comme aux anciens fonctionnaires et partisans du prétendu « tyran ». La réaction triompha dans les assemblées générales où l'on ne s'occupa, en nivôse, pluviôse et ventôse an III « que de rechercher et de blâmer les actes des comités révolutionnaires destitués en fructidor an II (4) ».

Certes, certains d'entre eux étaient coupables. Il existe d'abondants témoignages à leur charge. « Il en est que leur omnipotence corrompt jusqu'à l'improbité (5) ». Il en est qui firent procéder « violemment à la déchristianisation », firent fermer les églises, arrêtaient injustement des prêtres (6), cependant que d'autres, où des prêtres influents dominaient,

(1) Circulaire du 6 nivôse an III (F7* 2203).

(2) Lettre du 5 nivôse (Arch. nat. AFIⁿ* 300).

(3) Lettre du 3 pluviôse à l'agent-national de Nogent. (Arch. nat. AFIⁿ* 300)

(4) MELLÉ, *Les sections de Paris* p. 155.

(5) AULARD, *Histoire politique*, p. 354.

(6) AULARD, *Recueil des actes*, t. X, p. 323-324.

faisaient incarcérer hommes et femmes qui n'assistaient pas à la messe (1). On sait que quelques membres des comités révolutionnaires de Paris furent condamnés pour malversations ; mais ce sont leurs ennemis politiques qui les jugèrent à mort, sous la réaction thermidorienne. Pour prononcer sur des cas aussi divers, il faudrait posséder les pièces des procès. Ce ne sont pas seulement de telles lacunes qui doivent empêcher de porter des accusations sans réserves et de généraliser. Il y a d'autres raisons.

Il y a des faits d'abord qui prouvent que, même avant thermidor, si les comités incarcéraient souvent, par mesure de sûreté générale, des citoyens innocents, ils se souciaient ensuite de les rendre à la liberté, ils ne repoussaient pas toujours les réponses ni les sollicitations des accusés. Mais, chose étrange, ils se heurtaient parfois à l'indifférence de l'administration de la police et du Comité de sûreté générale(2). Cela établit donc la responsabilité de l'autorité centrale de la police. Là encore, on ne peut parler sans restrictions ; car il faut tenir compte de l'encombrement des affaires en cours, et puis du fait que certains comités réussirent à obtenir des mises en liberté non seulement du Comité de sûreté générale, mais, ce qui est plus suggestif, du Tribunal révolutionnaire : ainsi, le 4 pluviôse an II, le citoyen Boccage fut acquitté sur la demande du comité de la section de Guillaume Tell. L'acquittement fut même suivi d'une scène attendrissante : la section offrit à Boccage un banquet frugal où l'on but à la République et à la liberté (3).

(1) *Ibid.*, t. XI, p. 487.

(2) Ainsi pour la mise en liberté de Dulys dont la femme avait été chambrière de la Polignac, mais qui avait quitté « cette infâme cour-tisane » plus de huit ans avant la Révolution. C'est justement le comité de la section des Tuileries tant blâmé par Boucher Saint-Sauveur, qui réclamait cette mise en liberté. (Arch. nat. F⁷ 2471).

(3) Arch. nat. F⁷ 4604, Onze jours après l'arrestation, l'accusateur public ne possédant pas encore le dossier du détenu, le comité de la section de Guillaume Tell écrit aux administrateurs du département

Le Comité de salut public est responsable, dans une certaine mesure, des iniquités qui ternissent la mémoire des comités révolutionnaires. C'est lui, bien plus que le Comité de sûreté générale, avant thermidor, qui dictait à ces derniers leurs devoirs ; en des circulaires souvent déclamatoires. Pour leur expliquer par exemple le décret du 14 frimaire, il leur dit : « ... l'action qui part du sein de la Convention, vient aboutir à vous ; vous êtes comme les mains du corps politique dont elle est la tête et dont nous sommes les yeux ; c'est par vous que la volonté nationale frappe aussitôt qu'elle a décidé. Vous êtes les leviers qu'elle veut pour broyer les résistances. Vous êtes alors comme ces instruments redoutables et guerriers qui, placés en avant par le général, n'attendent, pour lancer la terreur et la mort, que la communication électrique de la flamme (1) ». L'enivrement de la toute puissance leur fit prendre au sérieux ces métaphores et oublier les sages recommandations dont elles étaient suivies.

de police que c'est « véritablement affligeant pour le détenu puisqu'il ne peut pas être interrogé » et il ajoute : « Des raisons très fortes d'équité et d'humanité nous obligent à vous demander si vous avez adressé à l'accusateur public les pièces. »

Voici la lettre si suggestive adressée par ce comité, le 7 pluviôse, à Boccage :

« Nous voulons te témoigner joyeusement la satisfaction que nous avons éprouvée en voyant ton innocence triompher de la méchanceté et de la calomnie ; nous voulons, le verre à la main, te faire oublier tes malheurs et te rappeler ces moments délicieux où le peuple, les magistrats, les jurés et les témoins t'ont comblé de caresses et ont si bien exprimé les sentiments d'humanité et de justice dont tout bon républicain est pénétré, surtout dans ces instants terribles où le glaive de la loi est suspendu par un fil sur la tête d'un accusé ; ne nous occupons plus de cette scène attendrissante que pour en graver le souvenir dans nos cœurs et réunissons-nous pour épancher nos âmes les unes dans les autres.

« Nous t'invitons donc, frère et ami, à un banquet frugal que l'amitié te destine pour demain octidi. Tu y trouveras de bons républicains et tous ensemble nous boirons à la liberté et à la République. Rends-toi le jour indiqué dans notre comité à deux heures et demie avec ta femme... elle a tant pleuré... Là nous te prendrons dans nos bras et nous te mènerons à table comme nous t'avons ramené chez toi le grand jour de ton glorieux jugement. »

(1) AULARD, *Histoire politique*, p. 353.

Il y a enfin l'attitude réservée que prit le Comité de sûreté générale après le 7 fructidor. Le renouvellement des comités ne pouvant être effectué d'un seul coup, les anciens virent leurs pouvoirs prorogés par écrit. Il y avait là, politiquement, de l'imprudence : de tels pouvoirs entre les mains de robespierristes, pouvaient être funestes surtout à Paris, au gouvernement thermidorien. Cela inquiéta le comité qui leur ôta ces pouvoirs par son arrêté du 28 brumaire an III (1).

Poursuivra-t-il dès lors, d'une haine aveugle tous les « agents de l'ancienne tyrannie » ? Non. Il semble bien que la justice ait suivi son cours régulièrement. Des commissions furent établies, sous sa surveillance, par les assemblées générales des sections « pour la compulsion des registres des anciens comités ». Les douze nouveaux qui avaient ces registres en dépôt, durent laisser travailler, sur place, les dites commissions. Le Comité qui s'y intéressait activement, — car il y avait là une question de justice — ouvrit à cet effet, le 8 prairial, un bureau spécial à la Commission de police administrative. Il avait permis également à tout particulier d'exercer un recours en justice contre les fonctionnaires des anciens comités, à condition qu'ils aient « des griefs fondés (2) ».

Les dénonciations affluèrent : tel fonctionnaire était accusé de « dilapidations », tel autre de « brigandage ». Le thermidorien Bentabole, qui avait eu sa part dans la journée du 9 thermidor, et qui devait entrer au Comité le 15 vendémiaire, attaqua les comités révolutionnaires et chercha à provoquer des dénonciations contre leurs membres. Mais le Comité se défia de tant de dénonciations. Il mit aussi en garde les représentants en mission et les nouveaux comités. Il y eut des arrestations ; certes, les « partisans de Robespierre » ne furent pas ménagés (3) ; mais le Comité affirme que la desti-

(1) Arch. nat. F7 * 2203 ou AFII* 277, ou Bibl. nat. Le 37/3.

(2) Arch. nat. AFII* 278, ou Bibl. nat. Le 37/3.

(3) Le 12 pluviôse, par exemple, Faure membre de l'ancien comité de la section de la Fraternité, est arrêté. (F7 * 2203).

tution ne suffisait pas à discréditer tous les membres ; parmi eux il y avait des patriotes. De sérieuses instructions furent ouvertes, dans les départements. Il pria les représentants de « défendre les patriotes opprimés » les « victimes de vengeances personnelles », de les rendre à la liberté (1).

D'ailleurs, il permit aux ex-membres d'examiner leurs propres comptes de gestion, pièces indispensables pour leur défense ; car « sans elles, dit-il, ces comptables ne pourraient se mettre en règle et ils ne doivent point être rendus à l'impuissance de le faire, alors qu'ils veulent établir la loyauté de leur administration ».

Il importe de préciser : sur ce point si délicat, le Comité n'entendait « rien préjuger ». Il conseillait à ceux qu devaient poursuivre les anciens membres, « un zèle réfléchi » ; leur recommandait « d'écarter avec soin toute personnalité, tout souvenir d'injures personnelles, tout ressentiment. Vous devez être, disait-il, suivant le vœu de la Convention, impassibles comme la loi, qui cherche plutôt à trouver les innocents qu'à punir les coupables ; distinguez l'erreur du crime, les trompés des trompeurs ; que le crédule villageois abusé ne soit point poursuivi comme son criminel suborneur (3) ».

Cette lettre est bien suggestive. Elle tend à prouver comme ce qui la précède, que le Comité, qui aurait pu frapper sans discernement tous les anciens comités de la Terreur, établit nettement en justicier, une distinction.

C'est donc que tous, à la vérité, n'avaient pas été dictateurs ni tyrans ; c'est donc qu'il serait injuste à la manière de certains historiens, de généraliser (4).

(1) Voir, par exemple, lettre à Genissien, du 22 frimaire et à Menuau du 25 frimaire. (Arch. nat. AF II* 300).

(2) Lettre du 26 thermidor an III (Arch. nat. F⁷ * 2207).

(3) Lettre du 22 frimaire an III au Comité d'Argentan. (Arch. nat. AF II* 300).

(4) H. Taine notamment.

On a le sentiment que les comités ont été les agents les plus actifs, les plus intrépides, les plus violents de la Terreur. Sans doute, la République leur doit beaucoup ; mais certains, par leurs excès, la dépopularisèrent aux yeux de la postérité, et discréditèrent l'idée républicaine elle-même.

CHAPITRE II

LES REPRÉSENTANTS EN MISSION

- I. Mode de nomination avant et après thermidor. Arrêté du 9 frimaire an III. Liste de missions inspirées par le Comité. — II. Instructions. — III. Organisation des autorités constituées. — IV. Activité des représentants. Ils ont la confiance du Comité. — V. L'esprit qui les anime.

I. — Les représentants du peuple en mission, appelés d'abord commissaires de la Convention, furent les principaux agents du pouvoir central dans le gouvernement révolutionnaire.

Les historiens ont expliqué comment ces nouveaux *missi dominici* devinrent, pour un temps, de véritables préfets ou comme dit Berryer, de « véritables proconsuls (1) ». Je me bornerai à déterminer le rôle éminent qu'ils jouèrent en tant qu'auxiliaires du Comité de sûreté générale ; je rendrai évident que ces agents, investis d'un double pouvoir d'exécution et de surveillance, et pleins d'un zèle remarquable, parvinrent, en dépit des insurrections fédéralistes, à entraîner les administrations locales élues dans le sens de la politique générale du gouvernement, et contribuèrent à corriger le vice anarchique de la constitution de 1791, excessivement décentralisatrice.

Près de la moitié des Conventionnels et notamment la

(1) Voir AULARD, *Histoire politique*, p. 342 et suiv.

plupart des membres des deux Comités de gouvernement, allèrent en mission.

Avant thermidor, alors que le Comité de sûreté générale n'était, en quelque sorte, que l'agent d'exécution du Comité de salut public, celui-ci, dont la prépondérance personnelle s'affirmait de jour en jour, se réservait le pouvoir de distribuer les missions, de les surveiller, de les diriger effectivement (1).

Après thermidor, ce ne fut plus le Comité de salut public qui envoya les représentants en mission : la Convention les nomma elle-même, et, généralement, sur le rapport de son Comité de sûreté générale. Mais c'est surtout après le décret du 7 fructidor qui accroissait ses attributions, que celui-ci fit des propositions. Le 9 frimaire an III, il arrêta qu'à compter de ce jour, toute nomination devrait être précédée d'une « délibération arrêtée et signée par neuf membres (2) ». Le 14 floréal, le Comité de salut public fut autorisé à donner dans les cas pressants, une mission particulière à un ou deux de ses membres. Enfin, le 4 messidor, la Convention décréta (art. 5) que les Comités de salut public et de sûreté générale présenteraient seuls désormais les représentants qui devraient être envoyés dans les départements. Les autres Comités se concerteraient avec eux pour les missions que des circonstances particulières pourraient rendre nécessaires.

En conséquence, je ne m'intéresserai qu'aux missions qui, durant cette deuxième période, furent inspirées par le Comité de sûreté générale. C'est lui que la Convention chargeait de donner aux représentants les instructions nécessaires. Sa

(1) Au début de l'année 1793, à l'époque du Comité de défense générale, la Convention envoyait des commissaires dans les départements, sur le rapport du Comité de sûreté générale. C'est ainsi que le 25 février, furent nommés « trois commissaires » pris dans le sein de l'Assemblée, qui durent se rendre dans le plus bref délai à Lyon, « à l'effet d'y rétablir l'ordre ».

(2) Arch. nat. AFII* 277.

correspondance à ce sujet est donc capable de nous révéler le véritable caractère de ces missions, leur portée pour tout ce qui touche à la police générale et à ses répercussions, ainsi que l'attitude des représentants qui se sont attirés tant de reproches.

Voici d'abord une liste — d'ailleurs incomplète —, composée d'après le *Procès-verbal* de la Convention, des missions ordonnées, en l'an III et en l'an IV, sur le rapport du Comité :

Le 18 vendémiaire, Génissieux est envoyé en mission dans l'Orne et la Sarthe, et Calès dans la Côte-d'or.

Le 29 brumaire, Espert et Cadroy, dans les Bouches-du-Rhône et le Var ; Bordas, dans le Bec d'Ambès, la Dordogne et la Charente.

Le 8 frimaire, Clédel, dans la Vienne, la Haute-Vienne et la Creuse ; Robin dans l'Yonne et la Seine-et-Marne, Tellier (1) ; dans le Rhône-et-Loire, l'Ain, la Saône-et-Loire et l'Isère.

Le 14 frimaire, Guillemardet, dans la Seine-et-Marne, l'Yonne et la Nièvre.

Le 19 frimaire, Jean de Bry, dans le Vaucluse, la Drôme et l'Ardèche.

Le 22 frimaire, Alquier, à Lyon ; Pierret, dans la Haute-Loire.

(1) *Le Procès-verbal* porte : Letellier. On lit dans le *Dictionnaire des Conventionnels* : « Le 8 frimaire an III (29 novembre 1794) ; il fut envoyé dans les départements du Rhône, de la Loire, de Saône-et-Loire et autres ; il y resta plusieurs mois, réussit à pourvoir Lyon de subsistances, et en pluviôse, apaisa les troubles qui avaient éclaté à Saint-Etienne. »

Le Procès-verbal ajoute : « Le susdit rapport du Comité de sûreté générale avait proposé la nomination du représentant du peuple Thuriot, pour aller avec le représentant Letellier, dans les dits départements... Une discussion s'est élevée à ce sujet ; plusieurs membres ont soutenu que Thuriot étant encore membre du Comité de salut public, ne devait ni ne pouvait être envoyé en mission. Sur ces débats, le décret qui suit a été rendu : « La Convention nationale décrète qu'à l'avenir aucun membre des Comités de salut public et de sûreté générale ne pourra être envoyé en mission qu'un mois après qu'il sera sorti du Comité dont il était membre. »

Le 25 frimaire, Florent-Guiot, dans le Pas-de-Calais, le Nord.

Le 7 nivôse, Drulhe, dans l'Oise ; Richaud, dans le Rhône-et-Loire « pour être adjoint au citoyen Tellier ».

Le 10 nivôse, Treilhard, dans le Bec d'Ambès et le Lot-et-Garonne « pour y coopérer avec le représentant du peuple Bordas ».

Le 14 nivôse, Girot-Pouzol, dans le Gard (1) ; Menuau, dans les Deux-Sèvres.

Le 26 nivôse, Collombel (de la Meurthe), dans la Haute-Garonne, le Tarn, le Gers « pour y remplacer le représentant du peuple Mallarmé » ; Albert, dans l'Aube et la Marne.

Le 2 pluviôse, Mailhe (de la Haute-Garonne), dans la Côte-d'or.

Le 12 pluviôse, Mazade-Percin, dans la Moselle et la Meurthe ; Bernier, dans l'Eure et l'Eure-et-Loir.

Le 14 pluviôse, Pépin, dans la Haute-Marne ; Izoard, dans les Hautes et Basses-Pyrénées.

Le 14 ventôse, Grenot, dans l'Ille-et-Vilaine ; Cherrier, dans la Haute-Vienne.

Le 30 ventôse, Pocholle, dans l'Indre-et-Loir.

Le 15 germinal, Bouret dans la Manche ; Casenave, dans la Seine-Inférieure ; Mailhe (actuellement en Côte-d'Or), dans l'Yonne.

Le 19 germinal, Saladin, dans le Jura, le Doubs et la Haute-Saône ; Delamarre, dans le Nord et le Pas-de-Calais ; André Dumont, dans l'Oise et la Seine-et-Oise (2).

Le 22 germinal, Guillerault, dans l'Allier.

Le 24 germinal, Richoud, dans le Haut et le Bas-Rhin,

(1) On trouve l'arrêté du Comité de sûreté générale à ce sujet dans : *Pièces inédites trouvées chez Robespierre*, Bibl. nat. Lb 41/38, p. 122.

(2) Le 20 germinal le Comité de sûreté générale obtient de la Convention que la mission du représentant André Dumont s'étendra sur les deux districts de Franciade et de Bourg-Egalité, faisant partie du département de Paris. (*Procès-verbal*).

et le Mont-Terrible ; Laurence, dans la Haute-Garonne, le Gers et le Tarn.

Le 26 germinal, Duval (1), dans le Loiret.

Le 28 germinal, Pénrières-Delzors, dans la Charente.

Le 5 floréal, Goupilleau (de Montaigu), dans le Vaucluse, la Drome, l'Ardèche, la Lozère et l'Aveyron (2).

Le 12 floréal, Isnard, dans les Bouches-du-Rhône.

Le 27 floréal, Poullain-Grandprey et d'Espinassy, dans le Rhône, l'Isère et l'Ain.

Le 17 messidor, Boursault, dans le Vaucluse ; Durand-Maillane, dans le Var ; Guérin, dans les Bouches-du-Rhône.

Le 29 messidor, Musset, dans l'Aveyron.

Le 27 thermidor, Cassanyès, dans le Mont-Blanc.

Le 28 thermidor, Fricot, dans le Haut et le Bas-Rhin.

Le 29 thermidor, Perrin (des Vosges), dans le Nord et le Pas-de-Calais.

Le 10 fructidor, Dentzel, dans la Manche.

Le 10 vendémiaire an IV, Perrin (des Vosges), dans le Doubs ; Girot-Pouzol, dans la Drôme et le Vaucluse.

Souvent, sur la proposition de son Comité de sûreté générale, la Convention décrétait l'extension des missions.

Ainsi le 5 thermidor an III, le Comité de sûreté générale fait adopter deux projets de décrets tendant à accorder aux représentants du peuple Casenave et Porcher, en mission dans la Seine-Inférieure et le Calvados « les pouvoirs attribués aux représentants du peuple auprès des armées » ; le 29 thermidor, la Convention décrète l'extension de la mission donnée au

(1) Il y eut trois représentants du nom de Duval. Il s'agit de Duval (Jean-Pierre) qui « remplit deux missions : la première, à partir du 26 germinal an III (15 avril 1795), dans le Loiret, pour les subsistances, et la seconde, le 28 fructidor an III (14 septembre 1795), dans l'Eure, avec instruction du Comité de sûreté générale : il s'agissait d'apaiser les troubles qui avaient éclaté à Nonancourt » (*Dictionnaire des Conventionnels*).

(2) L'arrêté du Comité de sûreté générale est du même jour. (Arch. nat. AFII* 278).

représentant Clauzel, aux départements de la Haute-Garonne et du Tarn (1).

D'autres fois, la Convention rappelait sur-le-champ, dans son sein, tel représentant de qui le Comité désirait des renseignements. Ainsi, le 27 vendémiaire an III, elle décrète le retour de Mallarmé en mission dans la Haute-Garonne et le Gers ; le 3 ventôse, Pelletier dont la mission était terminée depuis environ deux mois, est rappelé, « conformément aux lois qui fixent le temps des missions des représentants du peuple ». Le 17 germinal, Duport en mission dans la Seine-Inférieure, est rappelé « pour donner au Comité les renseignements dont il a besoin sur des objets d'intérêt public ». Le 17 prairial, la Convention décrète le rappel de Goupilleau (de Montaigu) ; le 20 vendémiaire an IV, le rappel de Guérin en mission à Marseille ; de Boursault, à Avignon ; d'Espinassy, à Lyon ; de Durand-Maillane, dans le Var ; de Gerente, dans le Vaucluse ; de Chazal, dans l'Ardèche ; de Ferroux, à Lyon et d'Isnard, dans le Var.

D'ordinaire, quand le terme de leur mission approchait, le Comité de sûreté générale les priait de ne pas revenir qu'ils n'aient conféré avec leurs successeurs sur les lieux mêmes (2).

II. — Ces représentants en mission étaient tenus de se conformer aux instructions du Comité de sûreté générale (3).

(1) On lit dans le *Dictionnaire des Conventionnels* : « Envoyé à l'armée des Pyrénées -orientales par décret du 4 messidor an III (22 juin 1795), il y arriva au moment où, à la suite de la nouvelle de la mort de Soubrany, la désertion prit des proportions formidables dans l'armée... La paix avec l'Espagne venant d'être conclue, Clauzel, quoique sans pouvoirs dans la Haute-Garonne, partit pour Toulouse, où la réaction royaliste devenait menaçante ; il y réinstalla les autorités républicaines et fit rouvrir le club des Jacobins de cette ville. » D'après le décret du 29 thermidor, Clauzel, contrairement à ce que dit Kuscinski aurait reçu des pouvoirs réguliers.

(2) Voir par exemple, lettre du 14 brumaire an III (Arch. nat. AFII * 300).

(3) « Et il se conformera aux instructions qui lui seront données par le Comité de sûreté générale » ou encore : « ... par les Comités de gou-

Ils l'instruisaient, à leur tour, par lettre, régulièrement, et celui-ci faisait lecture de leur correspondance, devant la Convention qui, en général, approuvait les mesures qu'ils avaient prises. Par exemple, dans sa séance du 16 pluviôse an III, l'Assemblée, après avoir entendu le rapport du Comité de sûreté générale, sur la situation de Marseille, « approuve les mesures des représentants du peuple et la conduite du commandant de la garnison ». De même, le 24 pluviôse, elle « approuve la conduite » des représentants Treilhard, Bordas et Blutel en mission à Bordeaux, et dès le lendemain, le Comité de sûreté générale en instruit les trois représentants. « Vous recevrez officiellement, dit-il, le décret qui s'en est suivi ; continuez, citoyens-collègues, à suivre les malveillants, à déjouer leurs complots ; nous connaissons votre zèle et votre activité à servir la chose publique (1) ».

C'est surtout pendant et après l'insurrection fédéraliste, que les administrations départementales et autres élues, furent rigoureusement subordonnées aux représentants en mission. La Convention déclara, le 17 juillet 1793, que les arrêtés des représentants étaient des « lois provisoires », et le 16 août suivant, sur le rapport de son Comité de sûreté générale, elle décréta que « les administrateurs qui suspendraient l'exécution des arrêtés des représentants du peuple seraient punis de dix années de fers (2) ».

Après la défaite du fédéralisme, les représentants en mission eurent pour principale tâche d'épurer les autorités constituées,

vernement », telles sont les formules qui terminaient les décrets de missions.

Le comité transmettait souvent aux représentants les lettres qu'il recevait des agents nationaux. Ainsi, le 19 pluviôse an III, il renvoie aux représentants près le département d'Ille-et-Vilaine, une lettre de l'agent national du district de Roche-Sauveur, où était exposée la « situation affligeante » de ce district. (Arch. nat. AFin* 300 ou F⁷ 4411).

(1) Arch. nat. AFin* 300 ou F⁷ 4411.

(2) On avait vu des administrateurs surseoir à l'exécution d'arrêtés de représentants du peuple : par exemple, le 18 juillet 1793, les administrateurs des Hautes-Pyrénées.

de les « régénérer ». D'abord ils n'eurent à épurer que les administrations suspectes ; puis le décret du 14 frimaire leur enjoignit d'épurer toutes les autorités civiles sans exception. Le Comité de sûreté générale leur traça leur tâche en des instructions fort intéressantes.

« Le point essentiel de ces instructions, dit-il, est la stricte exécution des lois, qui seules peuvent faire cesser l'anarchie »(1). Ici encore, obéir aux lois est sa devise ; il vise, par elles, à rétablir l'ordre, à discipliner les esprits et à pacifier le pays ; en conséquence il exhorte les représentants à réprimer les révoltes, à punir sévèrement les citoyens qui « refuseraient de se soumettre aux lois et provoqueraient les autres citoyens à la désobéissance et au renversement du gouvernement (2) ».

Examinons quelques-unes de ces instructions.

Le 15 messidor an III, le Comité écrit à Goupilleau (de Montaigu) : « La situation de quelques départements méridionaux exige des mesures pressantes et énergiques, pour comprimer les anarchistes de tous genres. Conformément au décret de la Convention qui envoya le représentant du peuple Goupilleau (de Montaigu) en mission dans le département du Vaucluse, le Comité lui donne les informations suivantes » que je résume :

Epurer toutes les autorités constituées, l'administration du Vaucluse, les districts d'Avignon, de Carpentras, d'Orange, « où se sont glissés des citoyens qui ont pris part à la rébellion de Toulon » ; organiser la garde nationale d'Avignon ; « en écarter tout ce qui est incivique » ; casser la force départementale indûment organisée par l'administration du département ; faire arrêter les égorgeurs ; protéger les patriotes ; surveiller avec la plus sévère attention les prêtres réfractaires ;

(1) Arch. nat. AFII* 301 (Lettre du 22 vendémiaire an IV au représentant Dentzel, en mission dans la Manche).

(3) Arch. nat. AFII* 301.

correspondre souvent avec le Comité de sûreté générale et le Comité de salut public (1) etc.

Dans une instruction du 23 messidor, le Comité de sûreté générale invite le représentant Guérin, envoyé en mission le 17 messidor, dans les Bouches-du-Rhône :

« 1^o A se rendre à Tarascon, pour y faire cesser les massacres, rechercher les auteurs et les livrer aux tribunaux pour y être jugés conformément à la loi du 4 messidor.

« 2^o Porter la surveillance sur le district d'Arles où l'on s'est borné à des incarcérations multipliées ; mettre en liberté les individus qui pourraient être victimes des haines et des passions qui ont longtemps agité cette commune et son district.

« 3^o Employer tous les moyens que la loi met en son pouvoir pour faire joindre les déserteurs qui infestent le département des Bouches-du-Rhône et les circonvoisins.

« 4^o Surveiller la rentrée des émigrés qui obtiennent, par une connivence perfide, des certificats de résidence par des hommes qui se sont dits opprimés à la suite du 31 mai, tandis qu'ils ont livré Toulon aux Anglais (2).

« 5^o Épurer les autorités constituées, en écarter les terroristes et les aristocrates, choisir des hommes probes, connus par leur attachement à la Révolution, depuis le commencement, hors de tout reproche de meurtre et de pillage, se conformer à la lettre-circulaire relative aux parents d'émigrés.

« 6^o Organiser la garde-nationale, conformément à la dernière loi relative à cet objet, apporter les mêmes précautions dans le choix des officiers.

(1) Arch. nat. AFII* 301.

(2) Le 20 vendémiaire an IV, un membre, au nom du Comité de sûreté générale, fit adopter le décret suivant : « Tous arrêtés des représentants du peuple en mission, contraires au décret du 20 fructidor contre les émigrés qui ont livré Toulon aux Anglais, et les prêtres réfractaires, ainsi que celui du 23 du même mois, sont déclarés nuls et regardés comme non-avenus ».

« 7^o Enfin, employer tous les moyens moraux pour rétablir l'harmonie entre tous les hommes qui n'ont à se reprocher que des erreurs politiques et qui sont innocents de toute action inhumaine (1) ».

Voici résumées les instructions qui furent envoyées le 2 fructidor an III, au représentant Fricot, en mission dans le Haut-Rhin, le Bas-Rhin et le Mont Terrible :

Surveiller les prêtres réfractaires, s'opposer à la rentrée des émigrés, surveiller l'introduction de faux assignats, faire exécuter strictement les lois sur les passeports (2), rassurer les bons citoyens en dissipant les faux-bruits, prendre les moyens les plus prompts pour faire rejoindre les jeunes gens qui ont abandonné leurs drapeaux, épurer les autorités constituées, surveiller l'agiotage et l'exportation des marchandises et autres objets prohibés par la loi, surveiller surtout les habitants de ces départements qui vont en pèlerinage, etc.

Citons, entre autres instructions, celles qui furent adressées le 16 vendémiaire an IV au représentant Girot-Pouzol, en mission dans l'Hérault, le Vaucluse et la Drome, et au représentant Delcher, en mission dans le Puy-de-Dôme et la Loire (3). Il n'est utile d'en citer ni d'en analyser d'autres : toutes, dans leurs grandes lignes, se ressemblent ; toutes, ce me semble, reflètent clairement la pensée du Comité de sûreté générale et le but qu'invariablement il poursuivait : « assurer l'ordre public et le maintien des lois (4) ».

III. — De toutes les fonctions qui avaient été confiées aux

(1) Arch. nat. AF II* 278. Ont signé : Rovère, Lomont, Genevois, Courtois, Bailleul, Kervélégan.

(2) Voir chapitre sur les passeports, p. 186-196.

(3) Arch. nat. AF II* 279.

(4) Cette expression revient constamment dans sa correspondance (Voir Arch. nat. F7 4411, AF II* 300, AF II* 301).

représentants en mission, la plus délicate, sans doute, était l'organisation des autorités constituées, puisque l'exécution des lois et la marche du gouvernement en dépendaient (1). Se fondant là-dessus, le Comité de sûreté générale, sans prétendre blesser le principe qui lui était si cher, que « les fautes sont personnelles » écarta momentanément des fonctions publiques, les parents des émigrés. Voici le raisonnement qu'il tint à ce sujet, le 7 prairial an III, à tous les représentants en mission : « Vous savez, comme nous, que les émigrés sont ingénieux à trouver des motifs d'espérance ; qu'il en est même d'assez hardis pour remettre un pied téméraire sur la terre de la Liberté. S'ils ne comptent pas trouver des protecteurs parmi les membres des autorités constituées ; s'ils ne comptaient point sur la nature elle-même qu'ils ont outragée, s'exposeraient-ils à la mort, eux, ces lâches qui n'ont pas su faire à leur patrie le sacrifice de vains titres, de chimériques honneurs ?

« Une autre réflexion, non moins importante, s'est présentée à notre sollicitude : Est il bien politique de mettre en place des citoyens qui ont été victimes de l'affreuse tyrannie abattue au 9 thermidor ? Nous l'avouons, citoyens collègues, avec la franchise républicaine : non, cela n'est pas politique... (2) ».

La bonne organisation des autorités départementales parut primordiale au Comité de sûreté générale ; car, disait-il, quand l'autorité supérieure est composée de patriotes fermes et vertueux, les autorités secondaires marchent dans la ligne des principes et s'empressent, à son exemple, de faire exécuter

(1) Circulaire aux représentants, datée du 7 prairial an III (Arch. nat. AFri* 301).

(2) Arch. nat. AFri* 301. Voir également sa lettre aux députations, du 8 messidor an III où il insiste sur les inconvénients qu'il y aurait à placer des parents d'émigrés dans les municipalités, « vu que ce sont elles qui donnent les certificats de résidence ». (Arch. nat. AFri* 301.

les lois (1) ». En messidor an III, l'épuration des autorités départementales n'était pas achevée partout (2).

L'organisation des comités révolutionnaires attira particulièrement l'attention du Comité de sûreté générale. La loi du 7 fructidor an II, qui en avait supprimé un grand nombre, chargeait les représentants en mission d'en organiser de nouveaux (3). Elle leur laissait une grande latitude pour opérer ces renouvellements ; le Comité n'opposa aucune restriction. Cependant, il trouva que ce serait « impolitique » de trop prolonger l'existence des pouvoirs entre les mains des mêmes individus ; que ce serait d'ailleurs frapper d'une espèce de proscription ceux qui auraient été éliminés. En conséquence, les représentants furent tenus de lui adresser un tableau indicatif des citoyens (4) « sur lesquels il pourrait fixer son choix » ; mais en fait, il ne faisait que confirmer les propositions qui lui étaient soumises. Les représentants devinrent, après thermidor, les véritables animateurs des comités révolutionnaires.

Cette organisation se fit lentement, plus lentement encore que celle des autorités départementales. Cela venait de ce que certains départements n'avaient pas de représentants (5) ; mais surtout de l'éloignement où ceux-ci se trouvaient de l'autorité centrale, et du manque de moyens rapides de communication (6). Ce serait une erreur que d'attribuer ces

(1) Lettre au représentant Guillerault en mission dans l'Allier (Arch. nat. AFin* 301).

(2) Par exemple, dans le département de l'Allier (*Ibid.*).

(3) Voir art. XXVIII de cette loi.

(4) Ils devaient fournir, en même temps, le tableau des membres en fonctions. Voir circulaire du 22 fructidor an II. (Arch. nat. AFin* 276).

(5) Voir, par exemple, lettre du comité révolutionnaire du district de Beaucaire, du 15 pluviôse III (Arch. nat. F⁷ 4411). En pareils cas, les propositions devaient être envoyées au Comité de sûreté générale par les agents nationaux ; mais dans la pratique, cette substitution ne se fit pas automatiquement.

(6) Voir *Histoire politique de la Révolution*, AULARD, p. 347. Le Comité de salut public « laissait souvent le représentant se débrouiller » comme il l'entendait, quitte à le blâmer s'il se débrouillait mal ». Il ne semble pas

lenteurs à la mauvaise volonté, à l'entêtement des représentants. Il est manifeste qu'ils eurent le « vif désir d'assurer, en exécutant les ordres du pouvoir central, cette unité d'administration si indispensable dans ces circonstances de défense nationale ».

Le 4 messidor an III, la Convention décréta que tous les représentants en mission, excepté ceux près les armées, seraient rappelés, et qu'ils devraient être de retour à Paris, pour le 1^{er} thermidor. Durant ce délai, les représentants durent achever l'épuration des autorités constituées. De plus, les Comités de gouvernement avaient décidé qu'au cas où, le délai expiré, quelques administrations aient encore eu besoin de réformes, d'en confier le soin aux députations (1). Le Comité de sûreté générale ne permit point qu'aucune mission fût prorogée. Le 15 messidor an III, il écrivit au représentant Guillerault en mission dans l'Allier : « Nous voudrions pouvoir obtempérer à la demande du conseil général de Moulins, qui réclame la continuation de ta mission ; mais tu sens toi-même combien il serait dangereux de faire rapporter le sage décret qu'a rendu la Convention nationale

que le Comité de sûreté générale ait jamais agi de la sorte. Il leur répondait vite et clairement, indiquait précisément, dans des instructions, ce qu'il y avait à faire, recourait, pour les affaires urgentes, à des courriers extraordinaires. Le 12 messidor an III, il écrit aux représentants Grente et Chazal, en mission dans l'Hérault et la Lozère : «... Nous seront très exacts à correspondre avec vous et à vous aider de tous nos moyens ». (Arch. nat. AFII* 301).

Les bureaux du Comité de salut public étaient « mal organisés » ; il n'avait « même pas une liste exacte des représentants en mission ». Il n'en était pas ainsi au Comité de sûreté générale, où l'ordre et la méthode régnaient. Il se tenait au courant des mutations des représentants. Le 23 brumaire an III, il se fait adresser six exemplaires de l'état des représentants en mission aux armées et dans les départements. (Arch. nat. AFII* 276). Le 24 pluviôse suivant, il demande aux représentants en mission dans le département de Saône-et-Loire, de lui envoyer un état détaillé des « commissaires du gouvernement » qui peuvent se trouver dans ce département, indiquant l'objet de leurs missions, leur conduite, etc. (Arch. nat. AFII* 300).

(1) Voir lettre du Comité de sûreté générale aux députations, du 8 messidor an III. (Arch. nat. AFII* 301).

pour rappeler dans son sein la grande majorité des représentants du peuple qui sont en mission. La Convention nationale veut s'environner de la plus grande masse de lumières pour fonder un gouvernement sage et stable ; elle veut essayer enfin de faire administrer par les autorités constituées, et non par des commissaires pris dans son sein. Elle est déterminée à n'envoyer dans les départements que lorsque cette mesure extraordinaire sera absolument indispensable (1) ».

Néanmoins, plusieurs représentants ne revinrent point à Paris, à la date fixée, tels Bruë, Guezno, Topsent, Guermeur. Ils furent rappelés dans le sein de la Convention par le décret extrêmement sévère du 15 thermidor an III (2).

IV. — Si l'on rapproche des instructions claires mais générales que l'on sait, les lettres que le Comité adressait, au jour le jour, aux représentants en mission, on trouve que les unes et les autres reflètent le même esprit, les mêmes desseins, la même discipline.

Les représentants instruisent le Comité des mesures qu'ils prennent, de l'état des pays qu'ils parcourent, des besoins

(1) Arch. nat. AFII* 301.

(2) Ce décret porte : « Art. 2. Aucun représentant du peuple dont la mission est finie ou qui est rappelé, ne peut plus exercer les pouvoirs

Art. 3. Les arrêtés qu'ils prendront après ce délai expiré, seront nuls et sans obligation pour les autorités constituées.

Art. 4. Tout représentant en congé, ou dont le temps de la mission est passé, et ceux qui ne sont pas compris dans l'exception du décret du 4 messidor dernier, sont tenus de se rendre dans la Convention pour la fin du mois s'ils sont éloignés à moins de 100 lieues, et ceux qui sont au-delà de 100 lieues, pour le 10 fructidor.

Art. 5. Les représentants du peuple qui ne se conformeraient pas au présent décret, seront censés avoir donné leur démission et il sera pourvu à leur remplacement.

(Rapprocher ce décret des décrets du 10 prairial an II et du 26 thermidor an II).

Rappelé au commencement de thermidor an III, Bruë écrivit le 13 de ce mois au Comité de salut public, demandant des fonds pour rentrer et ne rentra à Paris que le 21 fructidor. (*Dictionnaire des Conventionnels*).

des habitants, de la situation politique, de l'esprit public en général. Ils demandent des avis, réclament des pièces, des dossiers, des éclaircissements, des traductions en langue française de documents étrangers (1), etc.

En tant qu'agents d'exécution, les représentants reçoivent du Comité de sûreté générale, des mandats d'arrêt et des mandats de mises en liberté. Ainsi, le 27 pluviôse an III, deux mandats d'arrêt sont envoyés : l'un aux représentants en mission dans le Finistère ; l'autre, aux représentants en mission dans le Var (2). Quatre autres sont adressés le 12 messidor an III, aux représentants en mission dans la Lozère et l'Hérault (3). Par contre, une lettre de Calès en mission dans la Côte-d'or, datée du 1^{er} brumaire an III, accuse réception d'une « liste de citoyens mis en liberté par le Comité de sûreté générale » (4) ; le 16 frimaire, celui-ci envoie au représentant Génissieux (en mission dans l'Orne) un arrêté de mise en liberté (5) ; un autre, le 15 pluviôse suivant, au représentant Collombel (en mission dans la Haute-Garonne) (6). Les pétitions qu'il reçoit des départements, il les renvoie aux représentants en mission, avec prière d'y faire droit s'ils les trouvent « justes et fondées » (7). En général le Comité ne fait que confirmer les arrêtés d'élargissement pris par les représentants (8). Il met autant d'empressement à approuver

(1) Le 15 brumaire an III, par exemple, le Comité renvoie au représentant Michaud, huit lettres en langue hébraïque, « qui ne contiennent rien de suspect » (Arch. nat. AFII* 300).

(2) Arch. nat. F7 4411.

(3) Ces représentants sont : Olivier-Gérente et Chazal (Arch. nat. AFII* 301).

(4) Arch. de la Côte-d'Or, L IV^a 47 i 2.

(5) Arch. nat. AFII* 300.

(6) Arch. nat. AF II* 300.

(7) Par exemple, lettre du 13 brumaire an III (Arch. nat. AFII* 300) ; lettre du 25 floréal an III, au représentant Saladin (Arch. nat. F7 4411).
lettre du même jour au représentant Delamarre (Arch. nat. F7 4411).

(8) On trouve un grand nombre de ces arrêtés. Voir chapitre des mises en liberté, p. 373 et suiv.

de telles décisions qu'à applaudir « au zèle et à l'énergie » que les représentants déploient contre « les terroristes et les malveillants ».

Ainsi, le 7 brumaire an III, le Comité écrit aux représentants Charlier et Pocholle (en mission à Lyon) qui lui ont soumis plusieurs arrêtés de mises en liberté : « Continuez vos actes de justice, soyez assurés que, malgré quelques cris séditeux, la patrie acquiert des enfants égarés qui lui seront attachés pour jamais (1) ». Et le 5 nivôse an III « il applaudit à l'active surveillance et à la conduite ferme et prudente » du représentant Serres en mission dans l'Ardèche (2). De même, le 19 pluviôse, il félicite Florent-Guiot en mission dans la Somme, et l'invite « à surveiller sans cesse les terroristes; les agitateurs, les ennemis de la République (3) ».

Mais le Comité exige que les uns et les autres arrêtés soient fondés sur des « faits positifs » qu'il examine, pèse, avec une extrême prudence. Il ne trouve pas convenable de proposer à la Convention nationale certains décrets « dérogatoires aux lois générales (4) ». Il n'admet, sous aucun prétexte, que les représentants en mission diffèrent l'exécution de ses propres arrêtés, sinon « le gouvernement, dit-il, serait entravé (5) ». On sait que les représentants en mission purent faire arrêter et même traduire directement au Tribunal révolutionnaire et aux tribunaux criminels de département (6).

(1) Arch. nat. AFII* 300.

(2) Arch. nat. AFII* 300.

(3) Arch. nat. F⁷ 4411.

(4) Lettre du 7 frimaire an III, au représentant Pellissier, en mission dans la Dordogne et le Lot-et-Garonne (Arch. nat. AFII* 300).

(5) Arch. nat. AFII* 300 (Voir lettre du 10 frimaire an III à Mallarmé et Bouillerot-Demarsenne, en mission à Toulouse). Du 12 frimaire au 13 ventôse an III, ce représentant prit 83 arrêtés de mises en liberté. Aussi, l'administration de la Haute-Garonne adressa une demande à la Convention pour que sa mission fût prolongée (*Dictionnaire des Conventionnels*).

(6) Exemples : les 5 et 22 nivôse an III, à Dijon, sous la mission de Galès (Arch. de la Côte-d'Or L IV* 47 i 3).

Certains, sans doute, abusèrent de ces pouvoirs redoutables ; mais il semble que le Comité de sûreté générale ait voulu empêcher de tels abus. C'est dans ce but, sans doute, qu'il engage les représentants en mission à « recueillir les *preuves matérielles* des délits » et à les lui adresser afin qu'il prenne, lui même « les mesures convenables (1) ». Et qu'entend-il par « *preuves matérielles* » ? Des dénonciations « individuellement signées », des procès-verbaux, bref, des faits précis.

Pourtant, on peut dire qu'en général, le Comité mit toute sa confiance dans les représentants en mission. C'était bien naturel : eux, étant sur les lieux, pouvaient mieux que lui, s'assurer des faits, suivre les événements, découvrir et faire poursuivre les ennemis de la Révolution. C'eût été inhabile que de témoigner trop de défiance aux représentants en mission, cela eût paralysé leur initiative. Aussi, dès le 31 août an II, il écrit à Meyer qu'il a « pleine confiance dans ses lumières et ses bonnes intentions » (2). Collombel (de la Meurthe) et Jean de Bry furent deux des représentants qui lui inspirèrent le plus de confiance. Il vante leur activité (3), leur zèle, leur énergie. Le 29 pluviôse an III, il écrit à Jean de Bry, en mission dans la Drome, l'Ardèche et le Vaucluse : « ... Le Comité approuve d'avance ce tu que jugeras le plus convenable... ; il a trop de confiance dans ton zèle pour ne pas s'en rapporter entièrement à toi relativement à la marche à tenir vis-à-vis de ceux que tu as fait mettre en arrestation (4)... »

V. — « Ce serait se faire une idée fausse des représentants

(1) Voir par exemple, lettre du 5 nivôse an III, au représentant Serres en mission dans l'Ardèche, au sujet de l'arrestation du maire d'Orgon (Arch. nat. AFII* 300).

(2) Arch. nat. AFII* 286.

(3) Voir lettre du 15 pluviôse an III, relative à Collombel. (Arch. nat. AFII* 300.

(4) Arch. nat. F⁷ 4411 ou AF II* 300.

en mission et de leur rôle, dit M. Aulard, que de se les figurer même à l'époque où leurs pouvoirs furent le plus étendus, comme des « proconsuls » effrayés et effrayants, tyrannisés et tyrannisants, esclaves tremblants et cruels du Comité de salut public (1) ». Cette thèse se trouve confirmée par les affirmations qui vont suivre, et qui vont mettre en relief l'esprit de la Convention, l'esprit du Comité de sûreté générale et l'esprit des représentants eux-mêmes.

La Convention nationale désirait le retour de « la justice et de l'ordre » dans « tous les départements » (2). L'on comprend aisément que le Comité de sûreté générale, qui poursuivait ce même but, ait posé en principe l'obéissance aux lois. Non seulement il fit siennes les intentions de l'Assemblée, mais il en instruisit les représentants en mission ; elles constituèrent la substance de ses instructions. Il écrit à Gerente, le 7 messidor an III : « Tu les connais ses intentions, elles sont aussi les tiennes ».

Et, précisant sa pensée : « Le crime seul, dit-il, doit-être puni, les erreurs ou les faiblesses de ceux qui ont été entraînés dans le torrent révolutionnaire, sont dignes d'indulgence, lors surtout qu'avec un cœur et des intentions très franches, on s'aperçoit d'un retour sincère aux vrais principes (3) ». Sa pensée et ses desseins paraissent clairement dans une autre lettre adressée à Cadroy le 17 pluviôse an III, où il dit : « ... S'il y avait encore des citoyens divisés d'opinion, sous un rapport quelconque, c'est à toi de les éclairer tous, de tenir la balance égale au milieu d'eux ». Et il l'invite à « faire régner la paix et la concorde parmi les citoyens des différents partis (4) ». Il pousse, pour ainsi dire, à l'union sacrée, pour faire triompher la République.

(1) AULARD, *Histoire politique de la Révolution*, p. 345.

(2) Arch. nat. AF II* 301 (Lettre du 7 messidor an III, au représentant Gérente, en mission à Montpellier).

(3) Ont signé cette lettre : Pémartin, Ysabeau, Genevois, Lomont, Guyomar. (Arch. nat. AF II* 301).

(4) Arch. nat. AF II* 301).

Comment, après cela, pourrait-on soutenir que l'approche des représentants excitât la peur et la haine ? Puisque presque toujours le Comité de sûreté générale loua leur zèle et leur conduite, c'est qu'ils se soumirent à ses instructions, qu'ils marchèrent dans la voie qu'il leur traçait. On ne peut nier, certes, qu'il y ait eu quelques abus, mais avant thermidor et surtout avant le décret du 14 frimaire an II, qui interdit aux représentants de déléguer leurs pouvoirs (1). Jusque-là, en effet, ne pouvant suffire à tout, les représentants eurent des agents qui les suppléèrent, mais « qui s'érigèrent parfois en tyranneaux locaux ». Après thermidor, le moindre excès excita la colère du Comité de sûreté générale, et les représentants n'échappèrent point au regard de leurs collègues qui eurent moins sujet de les blâmer que de les approuver. « Le temps des mesures arbitraires est passé, leur disait le Comité ; il faut que la justice reprenne son cours (2) ». Il donnait l'exemple, il ne dit pas en vain. A la vérité, même avant thermidor, les abus furent rares : un Carrier, un Joseph Le Bon ont été des exceptions. Et puis leurs victimes furent vengées : Carrier, dont une commission de vingt-et-un membres fut chargée d'examiner la conduite, soutint dans les séances

(1) Dans son discours du 12 germinal an II, Carnot dit : « Le grand malheur, est que, le plus souvent, l'arrivée d'un représentant du peuple dans un point quelconque, au lieu de stimuler les fonctionnaires publics, semble les paralyser tout à coup : chacun se croit dispensé d'agir en présence d'une autorité qui peut décider de tout ; en conséquence, tout lui est renvoyé. On l'accable de questions insidieuses et de petites difficultés ; la malveillance l'entoure, la cupidité l'assiège, l'hypocrisie le circonvient, la calomnie le dénonce auprès de vous : et plusieurs de vos membres qui avaient mérité notre confiance, qui n'ont rien fait pour la perdre, reviennent étonnés de se trouver à leur arrivée entourés de précautions désavantageuses et obligés de se justifier sur des faits qui, analysés dans leurs motifs, ne sont souvent que des actes d'une juste fermeté et d'un très grand dévouement. (*Moniteur*, réimp. du 14 germinal an II).

(2) Le Comité se plaint des lenteurs d'une instruction qui a été confiée à des commissaires vérificateurs. Arch. nat. AFin* 301. Voir aussi lettre aux représentants en mission dans la Saône-et-Loire, 24 pluviôse. AFin* 300.

des 1^{er} 2 et 3 brumaire an III, qu'il n'avait fait qu'exécuter les ordres des Comités et que, s'il était coupable, tout le monde l'était. Décrété d'arrestation le 4 brumaire, il fut ensuite traduit devant le Tribunal révolutionnaire qui le condamna à mort. Le Bon fut, lui aussi, condamné à mort le 12 vendémiaire an IV.

Si les représentants, par ordre des Comités de gouvernement (1), effrayaient les ennemis de la Révolution, ils devaient « protection et confiance aux républicains (2) ». Aussi le peuple les aimait, les appelait, les saluait souvent comme des sauveurs ; et non seulement les ouvriers et les paysans, mais la bourgeoisie républicaine, « qui voyait dans ces ministres du pouvoir central des défenseurs contre les excès des comités révolutionnaires et des diverses tyrannies locales (3) ». On sait que Maure et Robespierre le jeune se firent bénir, celui-ci dans la Haute-Saône, celui-là dans l'Yonne, en élargissant de pauvres gens incarcérés pour cause de religion (4). Nombreuses sont les preuves de la joie que faisait naître leur arrivée. Le Comité de sûreté générale écrit le 5 nivôse an III à Guillemardet chargé de mission dans la Nièvre et la Seine-et-Marne : « ... La députation de la Nièvre nous assure que les vrais amis de l'ordre attendent ton arrivée avec la plus vive impatience, et que ton séjour à Cosne, ne fût-il que de vingt-quatre heures, ramènera le calme et la tranquillité dans cette commune (5) ». Dans son compte

(1) Cet effroi était regardé comme un moyen de défense nationale. Le Comité engageait les représentants à montrer de la « sévérité et de la rigueur contre les royalistes et les infâmes partisans de la Terreur ». (Lettre à Porcher, 11 nivôse. Arch. nat. AFII* 300).

(2) *Ibid.*

(3) AULARD, *Histoire politique*, p. 346.

(4) Enfloréal, Maure fit rouvrir les églises du district de Saint-Florentin. « À ce propos, il écrivit au Comité « J'ai pensé que ce n'était pas les moyens violents qu'on devait employer dans ce cas, mais un régime doux et paternel. » Voir *Dictionnaire des Conventionnels*.

(5) Arch. nat. AFII* 300.

décadaire du 20 nivôse an III, l'agent-national de Vesoul écrit au Comité : « Le représentant Sevestre, après avoir épuré les autorités constituées ici, est en tournée dans les autres districts... Ses travaux sont bénis du peuple qui aime sincèrement la liberté, l'ordre et la justice (1) ». Et en pluviôse, plusieurs citoyens et citoyennes de Luxeuil demandent à Robespierre le jeune leur élargissement : « Daigne, citoyen-représentant, disent-ils, croire que nous sommes de bons citoyens, nous te promettons de l'être toujours, vois nos motifs d'arrestation ; rends la justice que tu rends partout, notamment à Vesoul ». Le 24 pluviôse, il signa leur mise en liberté (2).

M. Aulard a montré que les représentants en mission ne furent point les esclaves tremblants du Comité de salut public ; qu'il n'obtenait pas d'eux « cette obéissance passive effrayée et uniforme qu'on s'imagine que Napoléon obtint de ses préfets. Collègues et égaux des membres du Comité dit-il, ils se résignèrent mal (au moins quelques-uns d'entre eux) au rôle d'agents subordonnés. Il leur arriva souvent de suspendre, pour des raisons locales, l'exécution des arrêtés du Comité. Les décrets des 5 et 14 frimaire leur interdirent ces désobéissances. Ils se montrèrent alors moins indociles, et cependant quelques-uns d'entre eux continuèrent à désobéir, en une affaire grave et d'intérêt général. Le Comité de salut public s'était formellement opposé à la « déchristianisation » : ils l'opérèrent quand même, entraînés par la

(1) Arch. de la Haute-Saône 72L⁶.

(2) Arch. de la Haute-Saône 69L⁵. « ... Considérant, dit-il, que tous ces citoyens n'ont été arrêtés que pour n'aller point à la messe constitutionnelle, cette opinion religieuse étant aujourd'hui, isolée de la Révolution, considérant l'urgence de rendre à l'agriculture des bras qui lui sont nécessaires, vu le vœu des citoyens de Luxeuil qui nous ont assuré qu'il n'y avait aucun danger de mettre lesdits citoyens en liberté, arrêtons que les citoyens et citoyennes nommés en la pétition ci-contre, seront mis en liberté ».

force du mouvement populaire contre les prêtres » (1).

De même il faut se garder de voir en eux des esclaves tremblants du Comité de sûreté générale. Ce sont à vrai dire, ses collaborateurs, que leur correspondance montre, pour la plupart, zélés, obéissants, dévoués, patriotes énergiques, soumis comme tout le monde à la discipline qu'il posait en principe et imposait ; appliqués à réparer les iniquités des diverses tyrannies « qui s'étaient formées çà et là, plus ou moins spontanément, à l'occasion et sous le prétexte de la défense nationale » ; appliqués enfin à répandre les idées républicaines. Nous savons qu'il ne leur était point permis de surseoir à l'exécution d'un arrêté du Comité de sûreté générale. Ils ne purent non plus excéder leurs pouvoirs qu'ils tenaient de la Convention, c'est-à-dire des lois, lesquelles au regard du Comité, étaient sacrées. Je vois peu de désobéissances ; le Comité de sûreté générale eut plus souvent sujet d'approuver leur conduite que de les blâmer. Tout bien considéré, sur ce point, il n'y a guère que cette forte discipline, en somme bienfaisante, qui distingue le Comité de sûreté générale du Comité de salut public.

En général, les mesures qui furent prises par les représentants en mission relativement aux subsistances et au fanatisme, furent approuvées par le Comité de sûreté générale. Il les excita à poursuivre avec vigueur tous les « dilapidateurs de la fortune publique (2) », et à réprimer le fanatisme (3). Il semble bien que s'ils opérèrent la « déchristianisation » malgré l'opposition du Comité de salut public, c'est qu'ils se sentaient appuyés par le Comité de sûreté générale (4).

(1) AULARD, *Histoire politique de la Révolution* p. 346.

(2) Lettre du 18 pluviôse an III au représentant Monestier à Bayonne (Arch. nat. AFII* 300).

(3) Voir par exemple, lettre du 10 nivôse an III à Guillemardet en mission dans la Seine-et-Marne, l'Yonne et la Nièvre (Arch. nat. AFII* 300).

(4) Voir la lettre du 5 nivôse an III à Calès en mission dans la Côte-d'Or (Arch. nat. AFII* 300) ; circulaire aux représentants du 7 prairial, an III (AFII* 301).

Toutefois, celui-ci fit preuve de quelque prudence. Aux représentants en mission dans les Côtes-du-Nord qui lui annonçaient des troubles religieux, le Comité de sûreté générale répondit le 8 frimaire an III : «...Vous connaissez l'esprit du pays et vous sentirez jusqu'à quel point il est possible d'attaquer les idées superstitieuses des habitants des campagnes (1) ». Quant aux fêtes décadaires, je ne vois pas que le Comité de sûreté générale en ait beaucoup parlé (2) aux représentants en mission ; par contre, elles feront un objet assez important de sa correspondance avec les agents-nationaux.

On peut dire, en résumé, que postérieurement au 9 thermidor, durant la période où, tout puissant, le Comité de sûreté générale fut le principal inspirateur des missions, les représentants qu'il désigna à la Convention, poursuivirent avec un civisme ardent, l'œuvre de centralisation réalisée par leurs prédécesseurs et qu'ils furent les serviteurs zélés du pouvoir central, sous l'impulsion du Comité qui les exhortait sans cesse « à comprimer les malveillants, à faire respecter la vertu et à chérir la République (3) ».

(1) Arch. nat. AF^{II}* 300.

(2) Je n'ai qu'une lettre qu'il adressa à Calès en mission dans la Côte-d'Or, le 5 nivôse an III, et où il le prévient que « très incessamment, il sera institué des fêtes décadaires qui distrairont et amuseront le peuple en l'intruisant de ses obligations envers la patrie et ses concitoyens ». (Arch. nat. AF^{II}* 300).

Par sa circulaire aux représentants, du 7 prairial an III, le Comité de sûreté générale permit aux particuliers de soumissionner en vue d'acquérir ou de louer des ci-devant églises. (Arch. nat. AF^{II}* 301).

(3) Lettre à Jean de Bry du 5 ventôse an III (Arch. nat. F⁷ 4411).

CHAPITRE III

LES AGENTS-NATIONAUX

I. Décret du 14 frimaire et du 7 fructidor an II. Leur double rôle. Comptes-décadaires.

Les représentants en mission, rappelés presque tous en messidor an II, ont été remplacés par les agents-nationaux (près les districts et près les communes) qu'ils avaient eux-mêmes installés avant leur retour. Le décret du 14 frimaire avait préparé l'établissement de ces agents du pouvoir central, agents permanents et à pouvoirs limités, qui, n'ayant point l'omnipotence des représentants en mission, devinrent de très précieux instruments de centralisation (1).

Les décrets du 14 frimaire et du 7 fructidor an II avaient tracé leurs attributions (2) ; celui-ci maintenait la centralisation telle que l'autre l'avait établie, c'est-à-dire que les autorités locales restaient étroitement subordonnées au pouvoir central, représenté désormais auprès d'elles par ces nouveaux agents d'exécution et de surveillance. Ce double

(1) Le discours de Carnot du 12 germinal an II marque que le Comité de salut public avait bien senti l'avantage qu'il y avait à effectuer cette substitution. (*Moniteur*, réimp. t. XX, p. 115, 116).

(2) Le décret du 14 frimaire (art. 8) obligeait les agents-nationaux à entretenir une surveillance très assidue avec les districts. Le décret du 7 fructidor porte que les agents-nationaux correspondront avec les comités révolutionnaires, leur adresseront tous indices et renseignements sur les faits tendant à troubler l'ordre public, leur dénonceront les individus déclarés suspects par la loi du 17 septembre, et, que, néanmoins ils pourront *s'adresser directement* au Comité de sûreté générale,

rôle apparaît clairement en matière de police : ils eurent des rapports constants avec le Comité de sûreté générale, qui attacha une grande importance à leur correspondance décadaire : le premier moyen, dit-il, d'exercer la police générale est de rattacher au Comité cette correspondance. Et voici en quels termes il en précise les caractères : « Les agents nationaux ne doivent, dans leurs comptes décadaires, ne lui laisser rien ignorer de ce qui concerne :

1^o l'exécution des lois et des mesures de sûreté, tant de la part des administrés que de celle des administrateurs de districts, des comités de surveillance et des municipalités auxquels elle est confiée.

2^o La moralité, la probité, l'assiduité et la capacité des membres de ces différentes autorités constituées et l'esprit dont ils sont animés.

3^o La tranquillité intérieure, les conspirations qui pourraient être tramées contre l'égalité et la liberté, sous quelque masque, dans quelque lieu et de quelque manière que ce soit.

4^o Les divisions entre les citoyens et les autorités constituées, entre les membres de ces autorités, les germes, les causes de ces divisions, les noms et qualités des diviseurs.

5^o L'esprit public, les journaux, les écrits sous le rapport de l'aristocratie, du fanatisme, de l'intrigue, de modérantisme, de l'agitation, du brigandage.

... Ils doivent veiller spécialement à ce qu'il ne s'introduise aucun assignat faux et à ce qu'il ne se fasse aucune exportation de numéraire ou de subsistances à l'étranger (1) ».

Il serait trop long de traiter chacune des six parties de ce plan ; bornons-nous à montrer les agents nationaux dans l'exécution des lois et des ordres du Comité de sûreté générale et dans leur rôle d'observateurs.

Ils recevaient du Comité, comme les représentants en

(1) *Moniteur*, réimp. t. XXII, p. 525.

mission, des mandats d'arrêt (1) et de mises en liberté (2), des ordres d'apposition ou de levée de scellés (3), des dénonciations (4), des pétitions, des règlements, des circulaires, des éclaircissements de toutes sortes. Ils visitaient les prisons, envoyaient des avis sur la sûreté publique aux communes. On a vu qu'en floréal an II, le Comité leur avait prescrit un ordre de travail rationnel qu'ils durent imposer aux comités de surveillance et aux municipalités (5). Il leur demandait des informations précises sitôt que lui arrivait le moindre indice de trouble, qu'il apprenait quelque fait d'indiscipline ou quelque illégalité. Il voulait que les lois fussent appliquées rigoureusement, et elles le furent (6) : quelqu'un tentait-il dans la rue, dans un cabaret ou ailleurs, de troubler l'ordre public par quelque parole contre-révolutionnaire, aussitôt le vigilant agent national le faisait surveiller par toutes les autorités constituées de sa commune ; était-il « défaitiste », faisait-il circuler de faux bruits ou des décrets supposés tendant à égarer le peuple, aussitôt il était arrêté (7), et le Comité instruit, s'enquérail de sa « moralité, de ses principes, de sa conduite » ; l'agent-national recevait un questionnaire à remplir destiné à guider les juges. Eloigné du lieu des délits, le Comité voulait être éclairé par les agents nationaux qui n'avaient pas les pouvoirs illimités de leurs prédécesseurs,

(1) Voir, par exemple : lettres du 28 frimaire et du 8 pluviôse an III (Arch. nat. AFII* 300).

(2) Voir : lettres du 30 vendémiaire, 14 nivôse, 11 pluviôse (Arch. nat. AFII* 300). On lit dans le compte décadaire de l'agent de Vesoul du 4 frimaire an III : « mise en liberté de 57 détenus de Vesoul » (Arch. de la Haute-Saône 72L⁶).

(3) « L'équité, leur dit-il, en prescrit la levée le plus tôt possible ». (Arch. nat. AFII* 300, lettre du 19 pluviôse an III).

(4) Par exemple, lettre du 9 pluviôse an III (Arch. nat. AFII* 300).

(5) Voir plus haut p. 166.

(6) En tête des lettres de l'agent-national du district de Port-Malo, on lit : « Obéir aux lois est le devoir des citoyens » (Arch. de Rennes L 299).

(7) Lettres du 22 brumaire, du 25 nivôse, du 2 pluviôse an III (Arch. nat. AFII* 300). Étaient punis notamment, ceux qui, par des « déclarations indiscrettes et exagérées » sur l'état des subsistances, excitaient le peuple à se révolter.

qui ne pouvaient rien faire sans lui en référer sur le champ (1). A ceux-ci, on s'en souvient, il écrivait volontiers : « Le Comité s'en remet entièrement à vous... » ; non aux autres : il leur dit bien qu'il compte sur « leur zèle et sur leur amour pour la chose publique (2) » ; mais il aime à leur faire sentir qu'ils sont avant tout des agents d'exécution, qu'il est là pour leur « tracer la marche à suivre ». « Tenez-vous pour avertis, leur dit-il, que nous vous rendons responsables de tous les événements funestes pour la tranquillité publique (3) ». Or, le Comité posera en principe qu'il ne faut prononcer que sur des « faits positifs » (4). D'où il s'ensuit qu'il se montrera difficile quant aux affirmations de ses inférieurs, qu'il les vérifiera les unes par les autres : celles des agents-nationaux, par celles des comités révolutionnaires et des administrateurs et inversement. Il ira même, en l'an III, jusqu'à suspecter la moralité des juges (5). Il s'ensuit également qu'il se fera relater en détails les circonstances de chaque fait : tantôt d'un vol, tantôt d'un assassinat, tantôt d'un simple rassemblement (6). Les agents nationaux et les administrateurs de districts devaient empêcher, sous leur responsabilité, tout rassemblement fanatique où royaliste, en faire arrêter les auteurs et instigateurs, les faire poursuivre devant les tri-

(1) Ainsi, le maire d'Ars ayant été accusé d'avoir tenu, dans un cabaret des propos révolutionnaires, le Comité écrivit le 2 pluviôse an III à l'agent-national, qu'il désirait « connaître plus particulièrement » les circonstances de cette affaire et qu'ensuite seulement il prendrait le parti qui lui paraîtrait le plus convenable. (Arch. nat. AFII* 300).

(2) Par exemple, lettre du 5 nivôse an III (*ibid.*, AFII* 300).

(3) Lettre du 10 brumaire an III (Arch. nat. AFII* 300). Voir lettre au Comité de législation du 27 vendémiaire an III : l'agent-national du district de Toulouse fut amené au Comité pour rendre compte de sa conduite (*ibid.*, AF II* 300).

(4) Voir chapitres suivants.

(5) Le 4 pluviôse an III, il écrit à l'agent-national du district de Metz, au sujet du citoyen Adam, ci-devant juge militaire nommé juré du Tribunal révolutionnaire... : « Enfin sa moralité est-elle telle que l'on puisse permettre qu'il assiste au Tribunal terrible où la justice seule doit siéger ? » (Arch. nat. AFII* 300).

(6) Lettres du 8 frimaire et du 8 nivôse an III (Arch. nat. AFII* 300).

bunaux de police correctionnelle et en instruire sur-le-champ le Comité (1). Le cas échéant, celui-ci se faisait adresser une « expédition en forme des dénonciations, informations et autres actes de procédure (2) ».

Il existe, pour la période postérieure au 9 thermidor, une abondante correspondance qui montre les agents-nationaux actifs, absorbés par leur tâche, s'attachant à faire respecter les lois, et n'usant que de l'autorité restreinte qu'ils avaient reçue (3). En agissant ainsi, ils remplissaient pleinement les vues du Comité et lui permettaient de « maintenir l'ordre et de contenir les séditieux » (4). Les principes qui lui étaient le plus chers et ses desseins, nous les connaissons déjà, mais à mesure qu'on analyse sa correspondance, ils apparaissent en traits plus clairs, plus saisissants. Que désirait-il donc et que disait-il le plus souvent aux agents-nationaux ?

Il désirait qu'ils protégeassent « les bons citoyens contre les scélérats ». « Continuez, leur disait-il, à veiller avec la sagesse la plus énergique et à empêcher les méchants de troubler la tranquillité publique : c'est avec le calme seul que l'on ramène l'abondance et le bonheur » (5). Mais il voulait que leur zèle fût « toujours guidé par la justice et par la douceur (6) ». Et puis, après thermidor, se plaçant au point de vue de la justice, évoquant les mesures extraordinaires et violentes exigées par des nécessités impérieuses, il leur fit en-

(1) Arrêté du 12 nivôse an III (Arch. nat. AFII* 277) ; lettres du 19 brumaire et du 22 brumaire an III (AFII* 300). Les auteurs de ces délits pouvaient être poursuivis aussi devant « la sûreté de police ».

(2) Par exemple, lettre du 25 frimaire an III (Arch. nat. AFII* 300).

(3) Il y eut quelques rares exceptions : ainsi le 11 pluviôse an III, les administrateurs du district d'Evreux ont suspendu provisoirement l'agent-national de Coudray, « pour ne s'être point opposé à des rassemblements fanatiques ». Le 25 pluviôse, le Comité demanda des éclaircissements à ce sujet au représentant en mission dans l'Eure (Arch. nat. F⁷ 4411 ou AFII* 300).

(4) Lettre du 19 brumaire an III (Arch. nat. AFII* 300).

(5) Lettre du 3 ventôse an III (Arch. nat. F⁷ 4411).

(6) Lettre du 6 nivôse an III (Arch. nat. AFII* 300).

tendre que, quand la tempête révolutionnaire eut été apaisée, le peuple français et ses représentants se montrèrent cléments et généreux (1). Il les engagea à poursuivre les dilapidateurs (2), parmi lesquels se trouvaient quelques administrateurs. Ce furent les agents nationaux qui durent leur rappeler leurs devoirs (3) ; ce furent eux également qui surveillèrent les réquisitions dans les campagnes ; parfois ils se virent obligés d'y envoyer de la force publique et de faire arrêter certains maires ou agents nationaux négligents (4).

Ils ne devaient tolérer nulle indifférence, nulle mollesse de la part des autorités constituées, quelles qu'elles soient : le 28 brumaire an III, le Comité écrit à l'agent-national du district d'Ormont (Vosges) : « ... Que fait donc le Comité de surveillance ? Que font les municipaux, les agents-nationaux des communes ? Rappelle tous ces fonctionnaires publics à l'ordre ; que l'on sache qu'il ne s'agit pas de rester dans la nonchalance et que la responsabilité est là... ; c'est à toi à redoubler de zèle et d'activité (5) ».

« La loi est la boussole, et la sagesse, la règle » telle est la devise que le Comité enseigna, après thermidor, aux agents-nationaux qui durent l'enseigner ; à leur tour, aux autorités

(1) Circulaire du 12 frimaire an III, (Arch. nat. AFII* 300). C'est ce que je me suis efforcé de démontrer dans les chapitres suivants, notamment dans le chapitre des mises en liberté. Le Comité fait évidemment allusion à la dictature de Robespierre ; or, on verra qu'après le 9 thermidor, les mises en liberté furent innombrables. En pluviôse an III, le Comité écrira à plusieurs agents nationaux : « La justice nationale commande de réparer, autant que possible, les torts et les crimes des agents de la dernière tyrannie ». (Arch. nat. F⁷ 4411, lettres des 20 et 21 pluviôse). Voir conclusion.

(2) Voir, par exemple, lettre du 13 pluviôse an III (Arch. nat. F⁷ 4411) : l'agent-national de Chinon tient à prendre des mesures contre les administrateurs du district, coupables de dilapidations.

(3) Voir lettre du Comité de salut public aux agents-nationaux du 18 germinal an II (Arch. de la Haute-Saône : 69 L⁶⁻⁷).

(4) L'agent national de Vesoul écrit au Comité dans son compte-décadaire du 20 brumaire an III : « ... Ces mesures sont moins employées pour étouffer des révoltes que pour faire réaliser des réquisitions. » (Arch. de la Haute-Saône 72L⁶).

(5) Arch. nat. AFII* 300.

constituées. Nulle d'entre elles n'eut le pouvoir d'enfreindre les lois (1) ; elles eurent, toutes, l'impérieux devoir d'en maintenir l'exécution, notamment de celles relatives « à l'établissement et à la célébration des fêtes décadaires ». « Qu'elles ne se lassent point, dit le Comité, d'employer les moyens légaux qui sont en leur pouvoir, qu'elles se rappellent que l'on a souvent attribué les maux de la Vendée à la négligence des administrateurs... (2) ».

Tels sont les idées et les principes essentiels qui ont inspiré le Comité, guidé les agents-nationaux et favorisé l'œuvre de centralisation commencée par les représentants en mission.

Sans regarder aux détails, disons qu'il y a deux décrets qui retinrent particulièrement l'attention des agents-nationaux des districts : celui du 7 fructidor an II, sur l'organisation des comités révolutionnaires et celui du 20 ventôse an III, leur prescrivant l'envoi, chaque décade, d'un état nominatif des détenus au Comité de sûreté générale.

Ce dernier décret qui tendait à éclairer le Comité, détermina d'heureuses décisions ; il est sans doute que les agents-nationaux, par le soin qu'ils mirent à rédiger leurs tableaux (3), à spécifier les motifs des arrestations, à dire la vérité, influèrent directement sur le sort de nombreux détenus : et il était bien naturel que, n'étant pas sur les lieux, le Comité qui ne voulait pas juger sans faits, tint compte des affir-

(1) Voir lettre du 3 brumaire an III à l'agent-national du district de Tulle (Arch. nat. AFII* 300) ; la comparer avec celle du 11 pluviôse an III émanée d'un comité de surveillance (Arch. nat. F⁷ 4414).

Ayant appris que l'administration du district de Saint-Girons avait mis en liberté 11 prêtres « sous le prétexte frivole du défaut de subsistances », le Comité écrit à l'agent-national le 10 brumaire an III : « Qui donc a pu suggérer à l'administration de franchir ainsi les bornes de ses pouvoirs et comment l'as-tu souffert ? » (Arch. nat. AFII* 300).

(2) Lettre du 22 brumaire an III (Arch. nat. AF II* 300).

(3) A l'agent-national du district de Valognes, en retard, le Comité écrit : « Le Comité vous invite à prévenir les moyens coercitifs qu'il serait forcé d'employer pour vous déterminer à plus d'exactitude dans vos fonctions » (Arch. nat. AFII* 300).

mations de ces agents, comme de celles des représentants en mission ou des comités révolutionnaires. Là où il y avait encore un représentant, celui-ci stimula les autorités : les tableaux faits en double, par le comité du district, affluèrent les uns, au Comité de sûreté générale, par l'intermédiaire de l'agent national ; les autres, au comité du chef-lieu de département (1).

Les agents de districts participèrent avec les représentants en mission et les administrateurs, à la nouvelle organisation des comités révolutionnaires décrétée le 7 fructidor ; le Comité faisait grand cas des listes de renouvellement qu'ils lui proposaient (2). Par ce décret (art. XXVII) le Comité

(1) Pour la Côte-d'Or, cela est évident : Calès en mission, adressa le 4 brumaire an III une lettre à tous les comités révolutionnaires provinciaux des districts qui expédièrent « par la voie de la poste, les motifs, pièces et renseignements concernant les détenus ». Exemple : le 8 brumaire an III, le comité révolutionnaire de Belle-Défense (saint-Jean-de-Losne) envoie à celui de Dijon, six tableaux, dont, dit-il, nous avons fait parvenir les doubles au Comité de sûreté générale, par l'intermédiaire de l'agent-national : ils « contiennent toutes les réponses aux différentes questions que le Comité avait cru devoir faire pour se mettre à même de juger les détenus. » Suivent des notes comme celles-ci : « vous verrez, citoyens, que ces particuliers n'ont été arrêtés que pour opinion religieuse : il n'existe contre eux aucun autre sujet de plainte » — « Nous croyons aussi devoir vous parler du nommé Thomas, ex-curé d'Yseure, détenu sans que nous ayons connaissance des motifs de son arrestation. Cet homme, par son grand âge, et plus encore par ses infirmités extraordinaires, a obtenu de l'administration du département, la permission de rester dans la maison d'arrêt de cette commune » etc., etc. (Arch. nat. de Côte-d'Or, LIV^a 4712). Remarquer que, bien avant le décret du 20 ventôse, les agents-nationaux, envoyaient des tableaux au Comité de sûreté générale. Au sujet de ces tableaux, voir Arch. nat. AFII* 300, F⁷ 4411 ; Arch. de la Haute-Saône : 69 L⁶⁻⁷ (notamment ceux qui se rapportent au district de Luxeuil). Le Comité écrivait généralement : « En cas que tous les détenus soient en liberté définitive, tu le déclareras en accusant réception de la présente... »

(2) Voir Arch. nat. F⁷ 4411 : par exemple, la liste envoyée le 29 nivôse an III par l'agent-national du district de Lons-le-Saulnier qui termine sa lettre ainsi : « Je vous prévien^s cependant que les membres sortants sont bons et peuvent rester sans danger jusqu'à ce que le représentant Bailly arrive dans ce département. » Voir, par exemple, la liste envoyée le 26 nivôse, par l'agent du district de Tanargue (*sic*) Ardèche et la réponse du Comité datée du 15 pluviôse (Arch. nat. AFII* 300).

de chaque district devenait dépositaire de toutes les « pièces renseignements et effets » provenant des comités supprimés ; les agents nationaux des communes s'occupèrent à faire exécuter ces dépôts ; en outre, ils durent entretenir une correspondance suivie avec les comités des districts. Elle a été, en vérité, très active : d'innombrables et diverses pièces d'archives le prouvent (1) ; en pratique, ces agents nationaux instruisaient tous les décadis ces comités qui, nous l'avons vu, avaient des rapports constants avec les agents des districts. En sorte que la tâche de ceux-ci se trouva singulièrement facilitée : il est sans doute que les comptes décadaires qu'ils durent adresser au Comité de sûreté générale, ils les composèrent par synthèse, à l'aide de ceux qu'ils reçurent ; et c'est ainsi qu'ils réussirent, par exemple, à exprimer l'esprit public. Et ils traduisaient d'autant plus exactement les oscillations de cet esprit public, qu'ils étaient contraints par le Comité de faire « de nombreuses tournées dans leur arrondissement ».

Un tel enchaînement dans le domaine de la police, c'est précisément l'expression d'une forte centralisation, puisque, en effet, il apparaît que la commune est rattachée au district qui, lui-même, est relié au chef-lieu de département et que l'ensemble marche harmonieusement sous la direction du Comité de sûreté générale.

Il arrive que le représentant du peuple que la loi charge du renouvellement juge à propos de ne rien décider, tel Monestier (de la Lozère) pour le district de Tartas (lettre de l'agent-national du 29 nivôse an III).

(1) J'ai trouvé à ce sujet, de fort curieux renseignements aux archives de Dijon : le Comité de cette ville reçut régulièrement la correspondance des agents des communes ; on voit que certains comités de surveillance des communes, qui n'avaient jamais pris de délibération, n'eurent point à remettre de pièces au comité de district ; exemple : celui de Couternon (agent-national Gagnerot, lettre du 29 brumaire an III). Le 15 vendémiaire, l'agent de la commune d'Ancey écrit : « j'aurai soin d'instruire le comité tous les décadis des faits qui tendraient à troubler l'ordre public et à entraver la marche de la Révolution ». (LIV 47 i 1-3).

Je ne traiterai pas en détail des comptes décadaires qui, à eux seuls, pourraient faire l'objet d'une vaste étude qui comprendrait autant de divisions qu'il y a de grandes régions en France ou même de départements. A vrai dire, on pourrait décrire une courbe de l'esprit public pour chaque district ou chaque bourgade au moyen de ces documents précis qui en retracent si curieusement au jour le jour toutes les vicissitudes et ainsi retrouver pour chaque pays ses traditions républicaines : telle phrase courte accusant la spontanéité, la sincérité, la hardiesse ; tel trait pris sur le vif, telle réflexion peignant, il semble, exactement les mouvements et les nuances de cette première évolution des idées républicaines en France-(1).

(1) On trouve mille faits fort intéressants dans le *Registre de correspondance* du citoyen Boizot, agent-national près le district de Vesoul, avec le Comité de sûreté générale. (1^{er} germinal an II - 26 fructidor an III). Arch de la Haute-Saône, 72 L^s.

CHAPITRE IV

LES ADMINISTRATEURS, LES PROCUREURS- SYNDICS, LES SOCIÉTÉS POPULAIRES, LES MUNICIPALITÉS

- I. Activité et grande responsabilité des administrateurs. —
II. Rôle des procureurs-syndics avant et après le décret du
27 germinal an III. — III. Autorité croissante des sociétés
populaires jusqu'au 9 thermidor. Autorité décroissante
après thermidor. — IV. Rapports étroits du Comité avec
la population rurale. Influence considérable des municipa-
lités.

I. — Dès le 17 nivôse an II, le Comité de sûreté générale écrit aux administrateurs de districts : «... nous avons senti, citoyens, que pour remplir nos vues, nous avons besoin de votre secours... » (1). Il eut recours à eux pour les exciter à vaincre les perturbateurs. Ils opéraient de concert avec les comités de surveillance, des perquisitions, des arrestations ; ils devaient repousser et faire poursuivre devant les tribunaux les « brigands » : assassins, pillards, voleurs, qui terrorisaient surtout les pays de l'Ouest ; faire arrêter tous les vagabonds suspects, « tous ceux qui cherchaient à tromper leur surveillance ou à couvrir quelque crime... (2) ». « Vous ne pouvez, dit le Comité, employer trop de moyens afin de connaître ce qu'ils sont, le lieu d'où ils viennent, ce qu'ils ont fait depuis

(1) *Moniteur*, réimp. t XIX, p. 147.

(2) Lettre du 1^{er} brumaire et du 7 nivôse an III, (Arch. nat. AFII*300).

la Révolution ; il se peut que ce soient des émigrés rentrés et tôt ou tard ils le décèleront dans la prison et par leur véritable langage ». Au surplus, la loi voulait qu'ils soient détenus jusqu'à ce qu'ils soient réclamés par quelque autorité légitime.

Tant de sévérité avait sa raison d'être si l'on considère qu'un grand nombre de gens élargis après le 9 thermidor, firent ensuite, par vengeance « tous leurs efforts pour opérer une réaction funeste ». On les reconnaissait aux « calomnies qu'ils répandaient contre la Convention nationale, contre les sociétés populaires, contre les anciens amis de la Révolution ; aux efforts qu'ils faisaient pour ressusciter les pratiques fanatiques sous prétexte de la liberté des cultes ; aux mouvements qu'ils tentaient d'exciter parmi le peuple ; aux inquiétudes qu'ils affectaient de donner sur les subsistances (1) ». Tous ces réactionnaires vindicatifs, pour la plupart royalistes, qui ne firent qu'irriter les besoins « sans se soucier de les satisfaire », furent serrés de près par la police du Comité, en particulier par les administrateurs de districts.

Dans la Bretagne conservatrice et farouchement fanatique, notamment dans le district de Port-Briec où les chouans étaient menaçants, même après le traité signé par Hoche — les administrateurs demandaient sans cesse au Comité des secours pour préserver leur pays contre l'invasion. Sans doute les faisait-on attendre, car le 13 pluviôse an III, ils résolurent de renouveler leurs réclamations « jusqu'à ce qu'ils aient obtenu satisfaction » (2).

Lorsqu'éclatèrent les insurrections de germinal et de prairial, le Comité jugea nécessaire que les administrateurs éclairassent tous les citoyens, parce qu'il voulait qu'ils

(1) Lettre du 12 frimaire an III. (Arch. nat. AFII* 300).

(2) Lettre du 13 pluviôse an III. (Arch. nat. F⁷ 4411) Remarquons que c'était là une question d'ordre militaire qui relevait du Comité de salut public.

fussent maintenus « dans l'amour de la liberté, de la justice et des lois, dans l'attachement à la République (1)... »

A la fin de la session, ils furent chargés par les deux Comités de gouvernement, de mettre en application l'article 37 de la loi du 20 vendémiaire an IV relative aux assemblées primaires qui devaient être convoquées le 10 brumaire, pour la nomination des juges de paix et de leurs assesseurs (2).

Terrible était la responsabilité qui pesait sur les administrateurs : ils étaient étroitement subordonnés aux deux Comités de sûreté générale et de salut public : en ventôse an II, celui-ci leur écrit : « Gardez-vous de chanceler, le peuple attend tout de votre énergie ; votre marche doit être assurée, rapide, révolutionnaire (3) ». Et le 5 germinal an III, celui-là, qui les appelle « sentinelles républicaines » leur dit : « administrateurs, gardez-vous de porter atteinte à la loi (4) ». Bref, comme les agents nationaux ils étaient responsables « des dangers auxquels la patrie ou les citoyens seraient exposés par leur imprévoyance, leur négligence ou leur incapacité ».

II. — Jusqu'au décret du 14 frimaire an II qui les abolit, les procureurs généraux syndics des départements et les procureurs syndics des districts n'étaient guère, en matière de police, que des agents d'exécution du Comité et des observateurs chargés de le renseigner sur la conduite politique et la moralité des particuliers. Ils reparurent en vertu du décret du 27 germinal an III (5) qui portait (art. IX) « Les

(1) Lettre du 2 prairial an III, Arch. nat. AFII* 301.

(2) Lettre du 8 brumaire an IV (Arch. nat. AFII* 301).

(3) Archive de la Haute-Saône, 60 L 10 * feuillet 115).

(4) Circulaire, Bibl. nat. Le³⁷/3. Ils n'avaient pas le droit de suspendre et d'incarcérer de leur autorité privée, une municipalité. (Bibl. nat. Lb 41/757).

(5) C'étaient les Girondins qui, rappelés à la Convention, avaient fait rendre ce décret qui restituait aux administrations de département (et aussi à celles de districts), « les fonctions qui leur étaient déléguées par les lois antérieures au 31 mai 1793 ». Cette loi de décentralisation antimontagnarde reçut une application effective,

directoires des départements, par le procureur général syndic, rendront compte chaque décade au Comité de sûreté générale des diligences qu'ils auront faites pour l'exécution des lois et notamment de celles relatives aux émigrés, aux prêtres réfractaires et au libre exercice des cultes ». Pratiquement, ces comptes décadaires n'étaient que la synthèse de ceux que devaient composer les procureurs de districts. Les voilà donc les uns et les autres reliés, tels les agents nationaux, au Comité à qui ils doivent fournir également des tableaux de détenus, accompagnés de « faits positifs » et des motifs des arrestations. Ils doivent en somme, l'instruire de « tout ce qui intéresse l'ordre public ». De telles obligations ne dispensaient point les procureurs généraux syndics de rendre compte de leurs opérations tous les dix jours aux Commissions exécutives et d'envoyer tous les mois au Comité de législation « l'analyse des délibérations et de la correspondance (1) ». C'est l'observation que leur fit, le 5 messidor an III, le Comité qui désirait qu'ils fissent preuve « d'exactitude et d'attachement à la République (2) ».

C'est particulièrement après l'insurrection de prairial qu'ils durent relever avec précision les noms des émigrés mis en arrestation et c'est l'article : *Esprit public* qui, dans leurs comptes décadaires, devait être traité avec le plus grand soin. Mais à la fin de prairial le Comité marque sa surprise de n'avoir encore point reçu tous les comptes décadaires ; le 28, il écrit au procureur général syndic du département des Côtes-du-Nord : « ... N'y a-t-il aucun prêtre réfractaire qui prêche le royalisme ; que font les autorités constituées : voilà ce que le Comité ignore, voilà ce qu'il vous enjoint de lui transmettre poste pour poste (3) ». La tâche des procureurs syndics était lourde dans les contrées troublées de l'Ouest et

(1) Circulaire du Comité du 5 messidor an III. (Arch. nat. AF^{II}* 301).

(2) Circulaire du 6 prairial an III. (Arch. nat. AF^{II}* 301).

(3) Arch. nat. F⁷* 2210.

c'est pourquoi le Comité tout en redoublant sa surveillance s'efforce d'exciter leur zèle pour poursuivre les « scélérats d'intelligence avec les chouans », pour déjouer en un mot tous les « complots liberticides » (1).

C'est peut-être sur les dispositions de la loi du 22 nivôse an III que le Comité attira le plus sévèrement l'attention des procureurs syndics. On avait abusé étrangement de cette loi relative à l'entrée en France des ouvriers et laboureurs, non ex-nobles ou prêtres, sortis du territoire de la République, depuis le 1^{er} mai 1793 ; des émigrés ex-nobles ou prêtres avaient réussi à surprendre des certificats de résidence. « C'est à vous, écrit le Comité le 12 messidor an III, à les faire repentir de leur audace, en les signalant, en les dénonçant, en les livrant aux tribunaux... Méditez l'esprit de la loi, attachez-vous à son texte et vous verrez qu'elle ne rappelle au sein de la République que ceux qui ne peuvent pas vouloir la trahir (2)... » En conséquence, les procureurs généraux syndics se firent adresser, sans délai, par les procureurs des districts, les tableaux des certificats de résidence délivrés par les administrations dont ceux-ci étaient membres. Les uns et les autres mirent un vif empressement à remplir les vues du Comité (3).

Généralement les délibérations et proclamations des directoires de départements et de districts arrivaient, par la

(1) Voir lettres du 29 messidor et 16 thermidor an III (Arch. d'Ille-et-Vilaine, L. 293). On trouve un compte décadaire (9 floréal-29 messidor an III) dans L 381.

(2) Circulaire. (Arch. nat. AFII* 301). Ceux qui rentraient devaient produire devant le directoire du district de leur dernière résidence, une attestation de huit témoins certifiées par le conseil général de la commune et par le comité de surveillance, constatant la profession qu'ils exerçaient avant leur sortie de France ainsi que l'époque de cette sortie. L'article 6 porte que ceux qui, dans les attestations auront certifié des faits faux, seront condamnés à la déportation perpétuelle avec confiscation de leurs biens.

(3) On trouve des tableaux de certificats de résidence dans : Arch. d'Ille-et-Vilaine L 293.

voie des procureurs syndics, au Comité qui les approuvait ou non : il disait aux plus zélés qu'ils avaient « bien mérité de la patrie » et l'on sait comme il punissait ceux qui avaient montré une conduite répréhensible.

III. — On se souvient qu'au moment de se mettre à l'ouvrage, le Comité qui sentait bien que sa tâche était lourde, se mit à louer en paroles ardentes, l'intégrité et le zèle des sociétés populaires qu'il conjurait de le soutenir. Il est vrai que sous la Législative et sous la Convention, elles étaient toutes dévouées à la police avec qui elles correspondaient quotidiennement. C'étaient les Amis de la Constitution alors bourgeois, aujourd'hui « démocrates, montagnards, sans-culottes, sectateurs ardents des idées d'égalité et d'unité ». On avait rarement vu de ces sociétés être girondines et le gouvernement travailla pour qu'il n'y restât pas un seul élément fédéraliste : de concert, les deux Comités de salut public et de sûreté générale s'y efforcèrent (1).

On sait que les circonstances amenèrent de bonne heure les sociétés populaires à sortir de leur rôle essentiel d'éducatrices du peuple, pour se mêler de l'administration, pour agir politiquement et qu'elles furent même associées aux épurations des autorités constituées ; mais laissons ceci et essayons de préciser le rôle qu'elles jouèrent en matière de police. Berryer dit qu'elles « eurent cela de funeste qu'elles devinrent permanentes, qu'elles se maintinrent dans un état habituel de délibérations hostiles contre les riches, les nobles, les prêtres, et tous ceux qui leur paraissaient dominer, parce qu'ils avaient la supériorité des talents (2) ». Cela n'est pas

(1) Le 9 novembre 1793, Robespierre déclara aux Jacobins « que dans une société populaire, il ne faut point de patriotes du 10 août, il en faut moins encore du 31 mai. » (AULARD, *Société des Jacobins*, t. V, p. 504). Par sa circulaire du 16 pluviôse an II, le Comité de salut public enjoint aux sociétés de s'épurer elles-mêmes et le décret du 27 germinal suivant en exclut les nobles et les étrangers.

(2) *Souvenirs*, t. I, p. 196.

prouvé. Certes elles dénoncèrent en grand nombre des suspects au Comité et purent bien, en appliquant des lois de sûreté générale, commettre des erreurs ; dans les procès, elles s'efforçaient toujours d'éclairer le Comité de leurs avis favorables ou défavorables sans partialité apparente. Ce qui marque leur importance, c'est que celui-ci les fit dépositaires de nombreuses pièces de procédure issues des autorités constituées, comme si ces sociétés eussent dû avoir une certaine suprématie. Mais ce qui nous touche le plus — et que Berryer ne dit pas, c'est l'ardeur sincère qu'elles mirent à servir la cause des patriotes détenus : ceux-ci trouvèrent en elles des avocats à la voix hardie et puissante, souvent pathétique, qui grossissaient leurs dossiers de pétitions et de mémoires, tableaux instructifs et véridiques dont s'inspirait le Comité pour prononcer (1). En vérité, les sociétés populaires furent un rouage régulateur de la police que les circonstances inclinaient parfois à des excès.

Mais leur autorité grandissante ne laissait pas d'inquiéter le gouvernement : il eut peur : il les frappa, fort habilement, à la tête : la société des Jacobins de Paris fut fermée au lendemain du 9 thermidor, puis rouverte le 11, et enfin définitivement interdite le 21 brumaire an III : ses clefs, sa correspondance et ses archives furent successivement déposées au Comité de sûreté générale (2). Le 5 fructidor suivant, la Convention fit fermer tous les autres clubs sans exception. Il va sans dire qu'à partir du 11 thermidor, tous les robespierristes furent éliminés ; le Comité de sûreté générale s'y appliqua ; pourtant s'il arrivait qu'une société épurée parût rivaliser

(1) Le 10 septembre 1793, une députation de la société populaire de Verneuil (Eure) admise à la barre de la Convention, dénonce la municipalité de cette ville « pour avoir fait arrêter de bons patriotes comme hommes suspects ». (*Moniteur*, réimp. du 12 septembre 1793).

(2) Arrêtés du Comité du 23 brumaire, du 19 frimaire et du 6 prairial an III. (Arch. nat. AF II* 276 et AF II* 278 et lettres des 9 et 10 prairial, AF II* 301. Voir A. AULARD *Etudes et Leçons*, t. VII, p. 85,

avec l'ancienne, le Comité que cela irritait, chargeait l'agent national du district « d'étouffer les germes de dissensions intestines ». Car à ce moment-là, où il atteignait en quelque sorte à son apogée, il rêvait « d'opérer une heureuse réunion » des citoyens, une façon d'union sacrée. « Le gouvernement, disait-il, ne souffrira, aucune vengeance, aucune réaction (1) ». Il se heurta à quelques sociétés rebelles comme celles de Lorient, Aurillac, Dijon (2), dont les principes avaient été désapprouvés par la Convention. Elles les exprimaient, les exaltaient en des adresses ou proclamations que d'ordinaire elles répandaient dans toute la France (3). Le Comité confia aux représentants en mission le soin de « surveiller et de réprimer les chefs des intrigues et des factions qui eussent voulu, par la terreur, la domination et l'imposture, détourner les citoyens des vrais principes et égarer le peuple et les sociétés ». Il se fit sévère ; le 21 nivôse an III, il fait maintenir en arrestation les nommés Avignon et Espinas « prévenus de motions incendiaires dans le sein même de la société populaire de Montpellier (4) ; le 4 messidor, il se tourne contre celle de Fontainebleau où des complots s'ourdissaient (5) ; le 21 thermidor, il ordonne la fermeture de celle de Valenciennes (6).

La Convention avait d'ailleurs voté des lois, — notamment celle du 25 vendémiaire an III, — qui établissaient la police des sociétés populaires : il n'y en eut que quelques-unes, comme celle de la rue Vertbois à Paris, qui s'y montrèrent réfractaires ;

(1) Lettre du 13 frimaire an III. Arch. nat. AF II* 300.

(2) Lettre du 26 vendémiaire an III (Arch. nat. AF II* 300).

(3) Elles en envoyaient à la Convention, aux Comités de gouvernement et aux comités de surveillance. On en trouve divers exemplaires dans : Arch. de la Côte-d'Or, L IV * 47 i 2. Il arrivait souvent que la Convention après lecture d'une adresse, chargeait son Comité de sûreté générale de faire un rapport ; exemple : le 20 floréal an III : la société populaire de Périgueux dénonce les « manœuvres des prêtres réfractaires » (*Procès-verbal*).

(4) Arch. nat. AF II* 300.

(5) Arch. nat. AF II* 301.

(6) Arch. nat. AF II* 301.

la plupart rompirent toute correspondance en nom collectif et toute autre liaison proscrite par la loi ; ainsi, entre autres, celle de Vesoul : on lit dans le compte décadaire du 10 brumaire : « elle a tenu dans cette circonstance une conduite digne d'éloges ; les autres du district qui ne sont que des sociétés de campagnes, font peu de bruit et à coup sûr ne violeront pas la loi (1) ». Il est vrai que le Comité après thermidor, proscrivait tout ce qui n'était pas licite ; en voici un exemple : un jour, il apprend que dans la commune de Formerie, on a fait battre la caisse pour annoncer aux citoyens que ceux qui ne se feront pas inscrire sur les registres de la société populaire seraient regardés comme suspects : alors le 25 pluviôse an III, étonné de cette « étrange et illégale défense » il prie l'agent-national de réprimer « cet écart que la loi réprouve » (2). Voilà un trait qui est bien propre à nous révéler l'esprit qui, après le 9 thermidor, animait le Comité. A coup sûr, avant le 9 thermidor, en pleine terreur, il n'eût point mis le holà, il eût accepté ce nouveau cas de suspicion comme une sorte de supplément à la loi des suspects, ou plus exactement, pressé qu'il était par les nécessités et les périls intérieurs et extérieurs, il eût laissé faire, quitte à réagir ultérieurement, sitôt que l'eussent permis les circonstances. D'autre part, s'il veut tenir aujourd'hui dans sa main les sociétés populaires, s'il s'insurge contre les mesures arbitraires, c'est aussi pour affirmer son autorité si puissante depuis le décret du 7 fructidor et sa volonté centralisatrice. Remarquons d'ailleurs que le pouvoir central ne réussit jamais tout à fait à se substituer à ces sociétés populaires : c'est qu'il n'en pouvait guère en nier le prestige ni les services qu'elles avaient rendus à la Révolution : leur œuvre avait été féconde ; il ne pouvait la réprouver, il ne pouvait en

(1) Arch. de la Haute-Saône, 72L^o.

(2) Arch. nat. AF II* 300.

bloc les désavouer. Comment les deux Comités de gouvernement qui s'étaient associés à elles dès le début, dans un seul enthousiasme, eussent-ils pu, après une si heureuse collaboration aux heures les plus périlleuses, les frapper sans discernement ? C'est là le sentiment qui inspire à Thibeaudeau (1) son discours du 25 vendémiaire an III : il rappelle le labeur de ces sociétés auxquelles tout Conventionnel s'était fait honneur d'avoir appartenu ; et il ne conçoit pas qu'on puisse enlever à des agrégations d'hommes libres le droit de communiquer entre elles.

Si après le 9 thermidor, le Comité de sûreté générale s'applique à restreindre leurs prétentions, on voit qu'il ne les admire pas moins ; il les considère encore comme « l'œil du magistrat et du législateur (2) ». Les sociétés, dit-il, n'ont dû tendre qu'à éclairer leurs concitoyens et leurs séances ne doivent être destinées qu'à développer les principes éternels de la justice, et il ajoute : « Alors on applaudit au zèle qui les anime et on bénit leurs travaux (3) ». D'ailleurs certains membres, tel Lesage-Senault, défendirent énergiquement les sociétés contre la réaction thermidorienne (4).

D'où leur venait donc tant de puissance ? Il est clair qu'elles reflétaient les aspirations de l'âme populaire qu'elles exaltaient et pouvaient amener plus aisément dans les voies nouvelles. On peut dire que leur puissance avait ses racines dans le peuple et que, par l'énergique activité qu'elles mirent à insinuer un civisme ardent et vivace jusque dans les masses, elles servirent efficacement non seulement la police mais la République (5).

(1) Il devint membre du Comité le 15 germinal an III.

(2) Circulaire aux administrateurs de districts du 20 nivôse an III (Arch. de la Haute-Saône, 61 L⁶)

(3) Lettre du 6 nivôse an III à la société de Puy (Drome) Arch., nat. AFII* 300.

(4) Voir *Dictionnaire des Conventionnels*.

(5) Voir AULARD, *Histoire politique*, pp. 349, 350, 515.

IV. — C'est un fait caractéristique en matière de police, que le Comité se tenait directement ou indirectement en contact avec l'activité des organismes révolutionnaires ruraux : comités et sociétés populaires. Car, s'il regardait comme fondamentale l'organisation des autorités départementales (1), il avait également prévu les précieux résultats qu'il ne pouvait manquer d'obtenir d'une vigoureuse impulsion donnée aux municipalités. Les communes avaient été les « créatrices de la France nouvelle (2) » et l'on sait qu'après que la sédition fédéraliste des assemblées départementales avait été vaincue, celles-ci s'étaient vues annihilées par le décret du 14 frimaire, tandis que celles-là étaient devenues le véritable centre de la vie politique et administrative. Il fallait donc compter avec les innombrables campagnes actives et, précisément à cause de leur activité croissante et puis des discordes intestines qui les divisaient, des dangers dont les terroristes les menaçaient, de l'éloignement où elles se trouvaient du pouvoir central, de l'ignorance du peuple, de la mobilité de ses opinions, il était absolument nécessaire qu'elles fussent sévèrement surveillées et maintenues dans l'*atmosphère révolutionnaire*.

Le Comité clairvoyant et habile, n'a jamais perdu de vue que d'exercer sa police en pur dictateur, sans le peuple, sans souci de son bon sens ni de son instinct qui l'avaient poussé à faire la Révolution, c'eût été violer l'idée démocratique; les principes mêmes de cette Révolution et s'aliéner de rudes auxiliaires. Les communes avaient contribué en effet et devaient continuer, même après thermidor (3), à répandre

(1) Voir plus haut, p. 333

(2) Voir AULARD, *Histoire politique de la Révolution*, p. 349 et 517.

(3) En effet, après thermidor, les sociétés populaires et les comités révolutionnaires disparurent peu à peu, tandis que les municipalités subsistèrent et continuèrent à jouer un rôle considérable, selon le décret du 14 frimaire an II ; rôle qui, cependant, fut amoindri par le rétablissement des assemblées départementales dans leurs anciennes attributions. En fait, la Révolution perdit le caractère municipal qu'elle avait

et à populariser les idées nouvelles, raison de plus pour qu'il s'y appuyât avec sûreté et confiance, qu'il s'enquit de leurs besoins, de leurs requêtes, de leurs querelles, de leurs craintes et de l'évolution des esprits, qu'il s'efforçât d'y créer une émulation persistante.

Le Comité ressentit pleinement toutes ces nécessités auxquelles il se conforma pour développer et fortifier sa police : tout conspire, sous ses ordres, et d'un bout à l'autre de sa carrière, à l'exécution des lois (1), au rétablissement de la tranquillité publique, à l'exaltation des énergies. Il entend qu'à, par persuasion, ses agents instruisent le peuple de ses devoirs et des vertus civiques ; mais nombreux sont les obstacles et quand la douceur est inefficace, il n'hésite point, même après thermidor, à recourir aux mesures coercitives, en faisant preuve toutefois de tolérance.

On conçoit aisément combien après le 9 thermidor, la situation du Comité au regard du peuple était délicate. Il n'y avait pas que les ennemis de la Révolution qui avaient souffert en prison... Il y avait des gens pareils à ce Dazincourt qui tour à tour, dans sa prison, riait des autres, et riait de lui même puis jovialement philosophait : « Qu'on retienne ici, disait-il, des empereurs, des rois, des tyrans, des ducs et des marquis, cela se conçoit ; mais que je me voie en leur compagnie, moi qui ne suis qu'un pauvre valet sans-culottes, oh ! certes, il y a de l'injustice ! (2) ».

Le Comité ne pouvait nier les abominations de la Terreur : il les reconnaît, il les flétrit ; il se plaint à déchaîner une haine profonde, sur tout le pays, contre les robespierristes ; à bannir tout souvenir de la « tyrannie decemvirale ». C'est une ère

revêtu depuis le 14 juillet 1789. On sait, d'ailleurs, que ce n'est qu'en se soumettant à la présidence de Paris, que la fédération des communes avait pu réaliser l'unification nationale.

(1) Oui, même avant thermidor, en pleine terreur ; mais des lois terroristes.

(2) *Tableau des prisons sous Robespierre.*

de clémence qui s'ouvre, manifestement douce pour les sans-culottes ; comme s'il eût voulu, par un retour de conscience, que le peuple démocrate n'eût pas l'idée d'avoir été dupé ou trahi ; mais au contraire, qu'il pût apprécier la distance qu'il s'était figurée entre la République et la Monarchie, qu'il eût conscience des difficultés qui s'offraient aux Conventionnels, lesquelles, sans justifier la terreur, peuvent l'expliquer ; qu'il gardât sa belle ardeur civique des premiers jours. -

On verra plus loin, combien il sera attentif en l'an III aux plaintes des campagnes sur les subsistances ; il prendra en considération les pétitions individuelles ou collectives des paysans qui, après thermidor, s'empressaient de réclamer leur liberté ou celle de leurs concitoyens ; au lendemain des insurrections de germinal et de prairial, comme pour donner un nouvel élan à la République enviée et menacée, il enverra aux autorités qui pouvaient influencer directement sur les masses, d'énergiques et émouvantes proclamations.

A mesure qu'on s'enfonce dans l'histoire du Comité de sûreté générale, on constate que de plus en plus sa politique tendit à relier la commune, cellule essentielle de la nation, à l'immense réseau si diversement composé de comités, de sociétés, d'agents et d'administrations disséminés à travers le pays de manière que le plus humble village n'échappât au regard de la police.

Le rôle réel des municipalités, moins connu, en général, que leur organisation, est, apparemment, de peu d'importance en matière de police puisque celle-ci appartenait spécialement aux comités révolutionnaires. En réalité le Comité en fit une source de renseignements pour les agents-nationaux des communes qui, à leur tour, on l'a vu, l'éclairaient par leurs comptes décadaires. Les officiers municipaux étaient tenus de lui transmettre les originaux des dénonciations, et de toutes les pièces : délibérations, procès-verbaux, signalements, interrogatoires, touchant certaines arrestations. Un voyageur

était-il surpris sans passeport ? La municipalité du lieu de l'infraction pouvait délibérer son arrestation jusqu'à ce qu'il ait reçu cette pièce. En pareil cas, le Comité exigeait la plus grande célérité, « afin de ne pas retenir quelquefois injustement ». Il est évident qu'il existait une connexité entre l'activité des municipalités et celle des comités. Il s'ensuivait que le Comité de sûreté générale recevait des renseignements, sur le même objet, de ces deux sources, ce qui lui permettait de prononcer plus sûrement.

Indirectement, les officiers municipaux étaient des policiers, du seul fait qu'ils étaient chargés de la délivrance des certificats de résidence et de civisme, pièces sans lesquelles on était déclaré suspect. A Paris on les obtenait des comités des sections (1). C'était là une tâche excessivement délicate : il s'agissait de discerner les ayant-droit ; les autres usaient de ruses qu'il fallait déjouer ; il y eut des surprises : il y eut aussi des injustices causées par trop de défiance : « Vers le mois de prairial an II, dit Berryer, ils furent impitoyablement exigés de tous les défenseurs officieux portant la parole dans les tribunaux... Il fallait de toute nécessité s'en munir ou renoncer à l'exercice de sa profession. Ce qu'il y avait de plus alarmant, c'est que, si la fatalité voulait que le certificat de civisme demandé ne fût pas accordé, c'en était fait de l'impétrant : il était classé à l'instant au nombre des suspects, arrêté, et bientôt traduit au Tribunal révolutionnaire, c'est-à-dire condamné à mort (2) ». Aussi Berryer se garda-t-il de courir la chance d'un refus aussi périlleux et renonça momentanément à plaider.

(1) Voir décret du 27 germinal an II : les municipalités étaient chargées du visa des *ordres de passe*.

Le décret du 14 fructidor an II sur l'administration de la commune de Paris porte que les certificats de résidence et de civisme « continueront d'être délivrés par les sections et visés tant par les comités révolutionnaires que par le département ». Voir décret du 22 nivôse an III. J'ai trouvé entre autres tableaux de certificats de résidence, ceux des districts de La Guerche, Fougères, Redon, Arch. d'Ille-et-Vilaine L 293).

(2) *Souvenirs*, t. I, p. 159 et suiv.

Mais le décret du 4^e jour des sans-culottides an II obligea les municipalités et les comités des sections à motiver leur refus et permit aux citoyens d'en appeler au directoire de leur district. Dès lors, le Comité reçut maintes pétitions que d'ordinaire il renvoyait au directoire.

Le Comité dont l'importance de telles attributions retenait l'attention, exigea impérieusement l'épuration des municipalités : « Il nous a paru, écrit-il, le 8 messidor an III (1) qu'il était imprudent, dans ce moment où les émigrés menacent de rentrer de toutes parts, que les pères, frères, oncles et neveux de ces ennemis de l'égalité occupent les places dans l'administration, surtout dans les municipalités, vu que ce sont elles qui donnent des certificats de résidence ». Il donna à ce sujet des instructions aux représentants en mission (2).

Dans ses commencements, le Comité fut désigné pour réviser les procès des municipalités qui avaient subi l'invasion ennemie et c'est sur son rapport que plusieurs d'entre elles furent réhabilitées par la Convention : ainsi celles de Verdun et de Longuyon (3).

Par contre le Comité n'hésitait point à faire casser par la Convention des arrêtés illégaux de municipalités, et à faire amener à la barre de l'Assemblée maires, officiers municipaux, et procureurs, pour rendre compte de leur conduite (4); celles qui étaient destituées étaient remplacées provisoirement par des commissions nommées par le district (5).

Durant la Terreur, il y eut sans doute des excès qui passèrent inaperçus ; mais après thermidor, on sait que le Comité

(1) Lettre aux députations (Arch. nat. AFII* 301).

(2) Par exemple, lettres des 16 et 18 messidor an III aux représentants en mission à Lyon. (Arch. nat. AFII* 301).

(3) Voir décrets des 9 février et 12 avril 1793.

(4) Voir par exemple, décret du 12 février 1793 relatif à l'emprisonnement « contraire aux droits sacrés de l'homme » du citoyen Royon.

(5) Voir, par exemple, décret 29 janvier 1793.

exigea impérieusement le respect des lois. Il devint comme le pôle régulateur vers lequel toutes les énergies des municipalités se portèrent. Il rêvait « l'harmonie des rouages révolutionnaires » ; il réalisa l'unité de la police et en même temps contribua à l'unification nationale.

SIXIÈME PARTIE

ARRESTATIONS ET MISES EN LIBERTÉ

CHAPITRE PREMIER

ATTITUDE DU COMITÉ PENDANT ET APRÈS LA TERREUR

- I. Séance du 5 septembre 1793. Les principales lois terroristes.
— II. Les commissions populaires. Responsabilité des deux
Comités de gouvernement. — III. Après le 9 thermidor.
Politique de justice. Quelques figures.

I. — On sait que le 5 septembre 1793, la Convention, pour satisfaire aux exigences des Parisiens qui redoutaient la famine et l'attribuaient aux ennemis du dedans et du dehors, plaça la terreur à l'ordre du jour ; autrement dit, adopta officiellement une politique nouvelle fondée sur la force.

Le Comité de sûreté générale, de par l'objet même de sa mission, devint l'élément essentiel, la cheville ouvrière de ce régime provisoire issu des nécessités les plus impérieuses. Son activité immense, mieux que celle d'aucun autre organe révolutionnaire, est donc capable de nous révéler les caractères de la Terreur, ses divers aspects, ses violences, ses vicissitudes, son rythme.

Nous ne perdrons pas de vue que, durant toute cette période qui s'étend jusqu'au 9 thermidor, il sera surtout *l'instrument* du Comité de salut public, où règnera en fait, la dictature.

Dès lors, des mots d'ordre terroristes partiront de ces deux Comités de gouvernement à destination de toutes les autorités de la police réparties, en un réseau aux mailles

serrées, sur tout le territoire. Il y aura des lois, des règlements, des instructions, des proclamations terroristes, et il y aura, par milliers, des arrêtés terroristes et des jugements terroristes. Il y avait eu, antérieurement, la loi du 21 mars 1793, qui était comme le prélude des véritables lois terroristes qui furent : la loi des suspects, la loi du 23 ventôse et la loi du 22 prairial.

Pourtant il est manifeste que le gouvernement qui n'agissait pas systématiquement, « essaya de faire prévaloir une politique humaine et juste (1) » ; ainsi le 8 ventôse, la Convention décrète que « les propriétés des patriotes sont inviolables et sacrées » et que le « Comité de sûreté générale est investi du pouvoir de mettre en liberté les patriotes détenus » (2) ; le 2 germinal (à l'occasion du « complot » hébertiste), la Convention mettra « la justice et la probité à l'ordre du jour » ; le 7 germinal, elle supprimera l'armée révolutionnaire de la Commune de Paris.

Mais l'élan avait été donné, les passions s'allumèrent de toutes parts, les haines individuelles s'éveillèrent, les violences se déchainèrent, et le mouvement commencé par les Parisiens, alla grandissant et s'étendit à toute la France ; la dictature s'organisa, devint sanguinaire, les subordonnés agirent sans discernement ni mesure ; l'exercice des libertés publiques fut suspendu ; la liberté individuelle fut violée, les propriétés furent violées. Une œuvre de mort commença et fut poursuivie jusqu'au 9 thermidor.

Pour bien comprendre ce qu'a été la Terreur, il importe de citer quelques articles des lois les plus terroristes :

(1) Voir AULARD, *Histoire politique*, p. 357 et suiv.

(2) Oudot dira dans son rapport sur le séquestre des biens des détenus, en brumaire an III : « Nous nous sommes d'abord demandé en vertu de quelle loi les administrateurs s'étaient cru autorisés à séquestrer les biens des détenus, nous n'en avons trouvé aucune qui le prescrivît. Bibl. nat. Lb 3^o/1008-53.

« Nous avons ensuite cherché à connaître pourquoi les juges suspendaient les jugements qui concernaient les détenus, nous n'avons pas vu non plus qu'ils pussent se fonder à cet égard sur aucun de vos décrets. »

Loi du 23 ventôse an II.

Sont déclarés traîtres à la patrie, et seront punis comme tels, ceux qui seront convaincus d'avoir, de quelque manière que ce soit, favorisé dans la République le plan de corruption des citoyens, la subversion des pouvoirs et de l'esprit public, d'avoir excité des inquiétudes à dessein d'empêcher l'arrivage des denrées à Paris, d'avoir donné asile aux émigrés ; ceux qui auront introduit des armes dans Paris dans le dessein d'assassiner le peuple et la liberté ; ceux qui auront tenté d'ébranler ou d'altérer la forme du gouvernement républicain.

La Convention nationale étant investie par le peuple français de l'autorité nationale, quiconque usurpe son pouvoir, quiconque attente à sa sûreté ou à sa dignité, directement ou indirectement, est ennemi du peuple et sera puni de mort.

La résistance au gouvernement révolutionnaire et républicain, dont la Convention nationale est le centre, est un attentat contre la liberté publique ; quiconque s'en est rendu coupable, quiconque tentera, par quelque acte que ce soit, de l'avilir, de la détruire ou de l'entraver, sera puni de mort.

Loi du 22 prairial an II :

Les ennemis du peuple sont ceux qui cherchent à anéantir la liberté publique soit par la force, soit par la ruse.

Sont réputés ennemis du peuple ceux qui auront provoqué le rétablissement de la royauté, ou cherché à avilir et à dissoudre la Convention nationale et le gouvernement révolutionnaire et républicain dont elle est le centre ;

Ceux qui auront trahi la république dans le commandement des places et des armées ou dans toute autre fonction militaire, entretenu des intelligences avec les ennemis de la République, travaillé à faire manquer les approvisionnements ou le service des armées ;

Ceux qui auront cherché à empêcher les approvisionnements de Paris, ou à causer la disette dans la République ;

Ceux qui auront secondé les projets des ennemis de la France, soit en favorisant la retraite et l'impunité des conspirateurs et de l'aristocratie, soit en persécutant et calomniant le patriotisme, soit en corrompant les mandataires du peuple, soit en abusant

des principes de la Révolution, des lois ou des mesures de gouvernement, par des applications fausses et perfides ;

Ceux qui auront trompé le peuple, ou les représentants du peuple, pour les induire à des démarches contraires aux intérêts de la liberté ;

Ceux qui auront cherché à inspirer le découragement pour favoriser les entreprises des tyrans ligués contre la République ;

Ceux qui auront répandu de fausses nouvelles pour diviser ou pour troubler le peuple ;

Ceux qui auront cherché à égarer l'opinion et à empêcher l'instruction du peuple, à dépraver les mœurs et à corrompre la conscience publique, et altérer l'énergie et la pureté des principes révolutionnaires et républicains, ou à en arrêter les progrès, soit par des écrits contre-révolutionnaires ou insidieux, soit par toute autre machination ;

Les fournisseurs de mauvaise foi qui compromettent le salut de la République et les dilapidateurs de la fortune publique autres que ceux compris dans les dispositions de la loi du 7 frimaire (1).

Ceux qui, étant chargés des fonctions publiques, en abusent pour servir les ennemis de la Révolution, pour vexer les patriotes, pour opprimer le peuple ;

Enfin tous ceux qui sont désignés dans les lois précédentes, relatives à la punition des conspirateurs et contre-révolutionnaires, et qui, par quelque moyen que ce soit, et de quelques dehors qu'ils se couvrent, auront attenté à la liberté, à l'unité, à la sûreté de la République, ou travaillé à en empêcher l'affermissement. »

II. — L'une des mesures les plus terroristes fut la création, en vertu de la loi du 23 ventôse, de « six commissions populaires pour juger promptement les ennemis de la Révolution détenus dans les prisons ». Ce décret ne fut heureusement exécuté qu'en partie. Les 24 et 25 floréal, les deux Comités de gouvernement réunis nommèrent deux commissions populaires, à Paris, composées chacune de cinq membres. Il semble qu'une seule fonctionna, celle qui siégea au Muséum. L'arrêté porte :

(1) Cette loi visait les prévenus de malversations dans la garde, régie ou vente des biens appartenant à l'Etat.

La commission fera le recensement de tous les gens suspects à déporter aux termes de la loi des 8 et 13 ventôse et en adressera la liste et une notice motivée des jugements qu'elle rendra aux Comités de salut public et de sûreté générale.

La Commission prendra les renseignements exacts sur les individus détenus dans les prisons de Paris. Si elles renferment des patriotes arrêtés, ils en formeront la liste et l'adresseront aux Comités de salut public et de sûreté générale qui prononceront définitivement sur leur mise en liberté.

Les autres détenus seront envoyés au tribunal révolutionnaire. Les membres de la Commission tiendront une conduite digne du ministère imposant qu'ils ont à remplir. Ils ne perdront jamais de vue le salut de la Patrie ; ils vivront dans cet isolement salutaire qui concilie aux juges le respect et la confiance publique et qui est le plus sûr garant de l'intégrité des jugements. Ils repousseront toutes les sollicitations et fuiront toutes les relations particulières qui peuvent influencer les consciences et affaiblir l'énergie des défenseurs de la liberté (1).

On ne peut pas dire que cette commission « jugea » ; elle a été la pourvoyeuse des Comités de gouvernement et du Tribunal révolutionnaire ; elle se borna à classer les détenus en trois catégories : 1^o ceux à mettre en liberté (ils furent dans la proportion d'environ un sur 80 ; 2^o ceux qui se trouvaient dans le cas d'être déportés ; 3^o ceux à envoyer au Tribunal révolutionnaire. Les deux Comités de gouvernement prenaient ensuite un arrêté approbatif, signaient ces listes, et assumaient ainsi la responsabilité définitive (2). C'est alors que, sans doute, il y eut des signatures données à la légère sans examen ou obtenues par surprise. Quant aux responsabilités personnelles, nulle liste (sauf une du 2 thermidor), ne porte la signature

(1) Arch. nat. AFII* 275. Ont signé au registre : Robespierre, Voulant, Amar, Elie Lacoste, Billaud-Varenne, Dubarran, Louis (du Bas-Rhin), Jagot, Vadier, Barère, Prieur, Couthon, Collot d'Herbois, Lindet. Voir *Moniteur*, réimp. t. XX, p. 517.

(2) Voir *Papiers inédits trouvés chez Robespierre*, t. III, p. 181. (Bibl. nat. Lb 41/38.

de Robespierre : il vivait dans une demi-retraite et ne venait que rarement au Comité de salut public (1).

Il y eût en provinces, outre des tribunaux criminels transformés en tribunaux révolutionnaires, des commissions révolutionnaires sédentaires ou ambulantes, créés par arrêtés de représentants en mission ; telles celles de Bordeaux, de Nîmoutier, d'Orange. Celle-ci établie le 21 floréal an II, sur la proposition de Robespierre, eut des attributions plus étendues que celle de Paris. Mignet, chargé de l'installer, s'adjoignit, dit-on, des égorgeurs, fit dans Avignon « des visites domiciliaires » incarcéra cinq cents individus, et, « dans l'espace d'un mois, plus de trois cents de ces malheureux avaient porté leur tête sur l'échafaud (2) ».

En admettant que ceci soit exagéré, il n'en est pas moins certain que les commissions populaires directement influencées par les deux Comités de gouvernement, commirent des excès criminels. Telle sera plus tard la conclusion de la Commission des 21 qui s'efforcera de rendre clair que, puisque ceux qui les avaient nommées « s'arrogeaient et retenaient devers eux tout le pouvoir », la nomination de ces commissions n'avait été en réalité « qu'une vaine forme ». Les prisons de Paris comptaient au 28 prairial, plus de 7000 détenus : c'est le signe de l'apogée du gouvernement révolutionnaire, c'est l'expression douloureuse d'une terrible dictature, qui, pour subsister, porte la violence à son paroxysme, éteint toute liberté, repousse implacablement la moindre opposition.

Le prétexte de la « défense nationale », du « salut public », à ce moment-là, n'est plus plausible : la responsabilité des Comités de salut public et de sûreté générale est lourde.

III. — J'ai déjà prouvé que, si l'on envisage l'ensemble des

(1) AULARD, *Histoire politique de la Révolution*, p. 363 et suiv.

(2) *Le régime de la Terreur dévoilé*, Bibl. nat. Lb 41/2125, p. 229. Mais cet ouvrage paraît tendancieux.

faits, on trouve qu'il y eut, après thermidor, un véritable renouvellement de la police et de la justice. Il y eut, sans doute, les fureurs et les excès de la Terreur blanche, les insurrections de germinal, de prairial et de vendémiaire ; on ne peut non plus passer sous silence et ne point blâmer la haine outrée que marquèrent les thermidoriens contre les membres des anciens Comités, contre les « complices de la tyrannie decemvirale ». Mais, tout bien considéré, il y eut un mouvement général et progressif vers la modération, la justice et la paix. On peut dire que cette évolution caractérise nettement l'an III (1).

Les excès de la Terreur avaient, sans doute, éclairé les esprits et adouci les cœurs ; car des volontés neuves vont se développer et s'exercer dans le sens de l'ordre, de la justice, de la tolérance et de la clémence. Le Comité de sûreté générale va s'efforcer moins de punir les coupables que de découvrir les innocents (2) ». Laferrière exprime clairement cette idée : « A l'éclat du 9 thermidor, dit-il, les prisons encombrées de personnes de toutes classes s'ouvrirent ; les poitrines, si longtemps opprimées se dilatèrent. La première parole de la

(1) Je citerai à dessein, dans la suite, des chiffres et des exemples, en abondance, afin de fonder solidement mes assertions et de rendre superflu tout autre commentaire. Notons seulement que, dès le 10 thermidor, un décret chargea les Comités de salut public et de sûreté générale, d'épurer les commissions populaires qui, en fait, disparurent.

La célèbre commission d'Orange, établie par Robespierre, fut suspendue par arrêté du Comité de salut public et ne reparut point.

Le Tribunal révolutionnaire fut réorganisé.

La loi du 27 germinal qui interdisait aux ex-nobles le séjour des places militaires et maritimes, fut rapportée le 18 fructidor an II.

Le 3 nivôse an III, le maximum fut aboli. Les girondins furent rappelés, la journée du 31 mai fut désavouée, les mesures prises contre le fédéralisme furent révoquées, par les décrets des 18 et 27 frimaire, 18 ventôse, 22 germinal et 22 prairial an III.

La Convention après la paix de Bâle, déclara non avenue (29 thermidor an III), « tous les jugements rendus révolutionnairement depuis le 10 mars 1793 jusqu'au 8 nivôse de l'an III de la république contre des personnes actuellement vivantes, portant peine afflictive ou infamante, détention ou emprisonnement ». Le gouvernement devint girondin.

(2) Lettre déjà citée du 22 frimaire an III.

Convention aux Français, fut pour annoncer la répression des attentats contre les personnes et les propriétés : « Il faut que la liberté individuelle ne trouve de limites qu'au point où elle commence à blesser la liberté d'autrui, c'est la loi qui doit reconnaître et marquer ces limites. Les propriétés doivent être sacrées. Loin de nous ces systèmes dictés par l'immoralité et la paresse qui atténuent l'horreur du larcin et l'érigent en doctrine ! Que l'action de la loi assure donc le droit de propriété comme elle assure tous les autres droits des citoyens. Tous les actes du gouvernement porteront le caractère de la justice ; mais la justice ne sera plus présentée à la France sortant des cachots, toute couverte de sang, comme l'avaient figurée de vils et hypocrites conspirateurs (1) ».

La Convention reconnaîtra les « forfaits dénoncés tant de fois » des commissions populaires, et chargera son Comité de sûreté générale d'en faire juger les membres (2). Il sera sensible, par exemple, aux lamentations de « cinquante artistes ou agriculteurs, presque tous pères de famille » détenus à Orange et les mettra en liberté (3). Mais ce n'est là qu'un cas particulier entre des milliers plus probants, plus édifiants les uns que les autres.

Et quels membres du Comité se distinguèrent dans cette œuvre réparatrice de justice ?

D'abord des hommes ennemis des violences et soucieux d'être justes ; entre autres : Reyherchon et Rühl : celui-là, qui ne voulait à aucun prix s'écarter de son devoir, visitera les prisons et inspirera au Comité de nombreuses mises en liberté ; celui-ci, vieillard un peu bourru, sera un patriote sincère, bon et paternel à qui « aucun acte de violence ni dans

(1) LAFERRIÈRE, *Essai sur l'Histoire du droit français*, t. II, p. 274.

(2) *Procès-verbal* du 6 prairial an III. Arrêté du 17 thermidor a. II Arch. nat. AFII* 276.

(3) Arch. nat. AFII* 268. La pétition des détenus, datée du 14 frimaire an III, est bien émouvante ; le 28 nivôse, ils obtiennent leur liberté définitive (AFII* 277).

ses missions, ni au Comité de sûreté générale » ne peut être reproché ; à qui, au Comité « tous les malheureux menacés ou poursuivis, s'adressaient, implorant son intervention (1) ».

Et puis, il y eut des hommes à la fois violents, haineux et sensibles, tels Legendre et Bourdon (de l'Oise) dont l'existence mouvementée n'est pas tout au long méprisable, puisque, on le verra, c'est à eux que de nombreux patriotes détenus devront leur liberté. L'un et l'autre ont été beaucoup calomniés, trop sans doute. Robespierre, qui haïssait Bourdon, disait : « Il joint la perfidie à la fureur... Cet homme se promène sans cesse avec l'air d'un assassin qui médite un crime ; il semble poursuivi par l'image de l'échafaud et par les furies (2) ». S'il est exact encore qu'il « se livrait aux excès de la table et que l'ivresse le poussait à de véritables accès de démence », il reste vrai qu'il s'est conduit après thermidor en justicier clément. Quant au boucher Legendre, il a été couvert de boue par Sénar. Ce que nous venons de dire de l'attitude du représentant fait éclater l'exagération des fameuses « révélations » de l'espion bien connu. On se souvient d'ailleurs de la véhémence protestation de Legendre, dans la séance du 15 pluviôse an III. Et la comtesse de Girardin raconte que Collot d'Herbois et ses adhérents étaient mécontents du « système d'indulgence » qui prévalait, et courroucés d'entendre dire à Legendre : « J'ouvrirais mes entrailles, si elles révélaient des prisonniers (4) ».

Je me bornerai à ces citations qui, quoique je ne leur attribue qu'une valeur relative, corroborent mes affirmations. On peut dire, en résumé, que l'activité prodigieuse déployée

(1) *Dictionnaire des Conventionnels*. Il y a aux Archives nationales trois cartons de ces suppliques adressées à Rühl.

(2) *Papiers inédits trouvés chez Robespierre*, t. II, p. 19.

(3) LOUIS BLANC *Histoire de la Révolution*, t. IX, p. 188.

(4) *Les prisons en 1793*, p. 170. L'auteur fait remarquer que Legendre avait voté la mort de Louis XVI.

par le Comité de sûreté générale, depuis thermidor jusqu'à la fin de sa carrière, n'aura plus l'allure décevante et cruelle des sombres jours de la Terreur ; elle revêtira même, si l'on se place au point de vue républicain, une rectitude qui n'est pas sans beauté.

CHAPITRE II

MANDATS D'ARRÊT ET DÉNONCIATIONS

I. Délivrance et exécution des mandats d'arrêt. Registres. Procédure. Frais d'arrestation. Le Comité charge ses commis de missions importantes. — II. Principaux exécuteurs des mandats d'arrêt. — III. Autres exécuteurs. Surveillance du Comité. — IV. Motifs d'arrestations. — V. Les dénonciations. Registres. Loi du 28 mars 1793. Défiance du Comité.

I. — Le Comité nous dévoile sa pensée lorsqu'il écrit, le 13 frimaire an III, à la Commission de police : « ... Les fonctions de la police doivent s'exercer avec la rapidité de l'éclair, et l'administration à laquelle le soin en est confié doit tomber sur les malveillants comme la foudre et chasser perpétuellement devant elle la tourbe mal intentionnée comme le vent pousse devant lui tout ce qui nuit à la salubrité de l'air (1)... »

Il emploie à dessein un langage métaphorique et brutal, même après thermidor, afin de frapper l'esprit de ses inférieurs, afin de les inciter à l'action. Il exige la promptitude dans l'exécution ; d'autres expressions comme : *sur-le-champ*, *avec célérité*, etc., lui sont familières ; ce sont là les mots d'ordre qu'il lance d'ordinaire à ses subordonnés. Ils en entendirent et la lettre et l'esprit si bien, que durant la Terreur, et même en l'an III, à la faveur des troubles, certains abusèrent de leurs pouvoirs et firent incarcérer des innocents.

(1) Arch. nat. AFII* 277.

Voilà donc le Comité qui, pour remplir la mission qu'il a reçue « d'enchaîner les ennemis de l'intérieur » déploie l'appareil d'une police effroyable.

On connaît déjà les articles 3 et 4 du règlement de brumaire touchant la délivrance des divers mandats. Feuilletons l'un des registres prévus par l'arrêté du 20 germinal (1). Il est intitulé :

Registre des mandats d'arrêt et mandats d'amener. Ordre ou invitation à se rendre au Comité (l'an II de la République française une et indivisible).

Voici la première inscription :

N° 1. Du 7^{me} jour du 2^{me} mois de l'an II.

Becquavin, Blondet, Grosmain (département du Finistère).

Le Comité arrête que les citoyens Briquet et Armand se transporteront de suite à Rennes, où ils saisiront les nommés Becquavin, Blondet, Grosmain et autres fabricateurs de faux assignats, ainsi que les planches et pièces convictives de ce délit ; ils visiteront leurs papiers, apposeront les scellés sur iceux et feront dresser procès-verbal du tout ; à l'effet de quoi ils sont autorisés à faire toutes réquisitions civiles et militaires, soit à Rennes ou en tout autre lieu où se pourraient trouver les dits faussaires qui seront à notre Comité.

Signé : Vadier, Louis (du Bas-Rhin), Dubarran, Guffroy, Panis, Lavicomterie.

Voici d'autres copies d'arrêtés :

21 brumaire an II. Le Comité arrête que les nommés Rousseau, président du district de Tonnerre, département de l'Yonne, Fouguat, Royer, Viar, administrateurs, Cherest, procureur-syndic Pitret secrétaire de ladite administration, Cheret fils, Cherest veuve procureur de la Commune, Fleury, greffier du juge de paix du canton de Flagny, Bodeleau, ci-devant procureur au bailage d'Auxerre, la femme de Marcenay, émigré et Beugniot prêtre-nom de Cherest dans une réquisition de vins nationaux, seront tous saisis par les citoyens Sadoas, et Arbeltier, officiers de paix,

(1) Arch. nat. F⁷ 4428.

autorisés pour cet effet à faire toutes réquisitions civiles et militaires ; examen sera fait de leurs papiers et extraction sera faite de ceux trouvés suspects qui seront apportés à notre Comité, tous scellés nécessaires seront apposés, procès-verbaux dressés et les susdits nommés amenés en prison de la Conciergerie de Paris pour être jugés par le Tribunal révolutionnaire ; les citoyens Sadoas et Arbeltier porteurs sont de même autorisés à s'entendre avec les comités révolutionnaires. En vertu du présent ordre de tous les gens suspects compris dans la loi du 17 septembre dernier et pourront à cet effet également toutes réquisitions civiles et militaires :

Signé : Jagot, Amar, Lavicomterie, Louis (du Bas-Rhin), Moyse Bayle, Dubarran, Guffroy. (1) ».

29 pluviose an II.

Le Comité de sûreté générale autorise et charge le citoyen Monville, gendarme de service près le Comité, d'arrêter trois ci-devant religieuses vénérables sœurs venant de Rennes par la diligence, accompagnées d'un individu qu'il mettra en arrestation avec elles ; le charge en cas de besoin de requérir les autorités militaires. Ont signé les représentants du Peuple du Comité de sûreté générale :

Elie Lacoste, Voulland, Lavicomterie, Jagot, Louis (du Bas-Rhin) et Dubarran.

Ce registre fut clos le 21 germinal an II. Il en existe plusieurs autres aux Archives nationales (2) ; ils se ressemblent tous.

D'après le règlement du 28 ventôse an III, toutes les copies de mandats d'arrêt devaient être remises à la 2^e section du Secrétariat dont *Guffroy* fut l'un des membres.

(1) La rédaction de ces arrêtés n'était pas toujours claire.

(2) Voir Arch. nat. AFII* 254-258, AFII* 287. AFII* 289. Ces registres étaient généralement « cotés et paraphés » par première et dernière pages. Celui qui porte la cote AFII* 289 compte 133 pages et a été signé par Guffroy « l'un des membres de la 2^{me} section ».

Les libellés les plus usuels sont : « Le Comité de sûreté générale arrête que... » ou bien : « Le Comité, considérant que... arrête... » ou bien « Le Comité instruit que ... arrête... » ou bien encore... Le Comité par mesure de sûreté générale...arrête.... »

Il existe un grand nombre d'originaux de mandats d'arrêt ou d'amener ; en voici un du 21 fructidor an II (1).

Le Comité, instruit qu'il existe dans quelques sections des hommes qui concourent à établir de fausses maximes, à agiter, les esprits par des motions dangereuses, soit dans des groupes, soit dans des rassemblements particuliers, que le nommé Bodson domicilié dans la section révolutionnaire auparavant Henri-Quatre est notoirement connu pour être un des agitateurs,

Arrête que Bodson sera conduit par mesure de sûreté générale dans la maison du Plessis pour y rester jusqu'à ce qu'autrement soit ordonné, que ses papiers seront apportés au Comité et les scellés apposés sur ses effets ; charge l'un des porteurs d'ordres du Comité de mettre le présent à exécution : à cet effet il requerra les autorités civiles et si besoin est, la force armée.

Les membres du Comité présents à la délibération :

Monmayou, Bourdon (de l'Oise), Mathieu, Barbeau-Dubarran, Bernard, Goupilleau (de Fontenay), Méaulle, Louis (du Bas-Rhin), Levasseur, Amar, Lesage. (2).

Ces diverses citations nous instruisent sur la procédure suivie en matière d'arrestations. En résumé, une arrestation nécessitait les opérations successives que voici : le Comité prenait une délibération qui devait être approuvée par la majorité absolue des membres, conformément à l'article IV du règlement de brumaire (3). L'exécution des mandats d'arrêt et d'amener était confiée à un ou plusieurs citoyens choisis par le Comité. Les porteurs d'ordres, en général, accomplissaient leurs missions de concert avec les comités révolutionnaires. Les scellés étaient apposés sur les effets de l'inculpé en sa présence ; ses papiers étaient saisis et déposés au Comité de sûreté générale. Un procès-verbal était dressé

(1) Arch. nat. F⁷ 4604.

(2) Ces noms figurent en effet sur la liste composée après les scrutins des 15 et 16 fructidor.

(3) Voir également l'article IV de la loi du 17 septembre 1793.

sur-le-champ et l'on conduisait l'inculpé dans la maison d'arrêt désignée par le mandat. En cas de besoin, les porteurs d'ordres requéraient les autorités civiles et militaires.

Les exécuteurs de mandats recevaient une indemnité dont le montant devait être proportionnel à la durée de leur déplacement. A leur retour, ils remettaient au Comité un mémoire de leurs dépenses, lequel était approuvé par un ou plusieurs membres, puis transmis au caissier. Le Comité adjoignait parfois aux gendarmes quelques-uns de ses employés (1).

Le 22 vendémiaire an II, le commis Fenaux recevait d'importants pouvoirs du Comité, par l'arrêté que voici :

« Le Comité arrête que le citoyen Fenaux, l'un de nos commis, porteur de nos ordres, se rendra de Paris à Rouen, y examinera l'opinion publique, y fera arrêter et incarcérer les personnes suspectes et celles dont il aura la certitude de leurs principes contre-révolutionnaires, passera de suite à Quillebœuf, pour y mettre à exécution notre ordre, et y faire les mêmes opérations qu'à Rouen. Il se transportera ensuite à Bayeux, pour y exécuter également notre ordre et y faire aussi les mêmes opérations. Il ira de suite à Saint-Malo où il agira de même en exécutant nos ordres ; de là il s'en reviendra par Dinan, Rennes, Vitré, Laval et autres lieux où il surveillera les comités révolutionnaires et y fera les mêmes opérations

(1) Sur le mémoire ci-après figure Dossonville, collègue du fameux espion Sénar :

Mémoire de dépenses de différents agents du Comité.

En vertu d'un ordre du Comité de sûreté générale.

La nuit du 5 au 6 septembre 1793, pour arrêter les citoyens Poirrier et plusieurs autres, soupçonnés de fabrication de faux assignats, les avoir arrêtés avec des assignats faux, avec les citoyens Voizos et Dossonville chargés de cette mission, les quatre gendarmes qui ont passé la nuit à cette affaire, prient le Comité de vouloir bien leur accorder une indemnité.

Signé : Despierres (et trois signatures illisibles).

Bon à payer la somme de quarante livres, pour indemnité.

Signé : Alquier, membre du Comité.

« Reçu pour acquit. Signé : Despierres » (Arch. nat. F⁷ 4407).

que dans les villes ci-dessus désignées, ainsi que dans tous les endroits où il jugera nécessaire de passer, soit en allant remplir sa mission, soit en revenant à Paris. A l'effet de quoi, nous l'autorisons à faire toutes réquisitions civiles et militaires, pour faire tous examens de papiers, appositions de scellés, arrestations, incarcérations de personnes suspectes, et l'envoi à notre Comité de brigade en brigade, des contre-révolutionnaires qui lui paraîtraient les plus gangrenés et dont l'influence aurait une grande importance ou dont les délits seraient susceptibles du jugement du Tribunal révolutionnaire (1).

Il est bien étonnant qu'un simple commis ait été chargé d'une mission si considérable. Cela donne une idée de la lutte implacable et souvent aveugle, qui était ouverte avant thermidor contre les contre-révolutionnaires, gens « gangrenés », « tourbe mal intentionnée ».

II. — Les commissaires des comités révolutionnaires étaient fréquemment désignés par le Comité pour exécuter ses ordres. Les frais étaient à sa charge. Le 12 septembre de l'an II, le Comité de salut public arrête que la Trésorerie nationale tiendra à sa disposition 20.000 livres pour servir d'indemnité aux commissaires des comités de surveillance de différentes villes (2).

Toutes ces missions devaient s'accomplir avec célérité. Le Comité avait soin d'en avertir à l'avance les maîtres de poste afin que ses mandataires ne fussent point retardés (3). Leur mission terminée, les commissaires dressaient un état récapitulatif de leurs frais (4).

(1) Arch. nat. AFII* 286.

(2) Arch. nat. AFII* 286.

(3) Voir par exemple, Arch. nat. AFII* 275.

(4) Exemple : Etat de la dépense des commissaires du comité révolutionnaire du Luxembourg dans les deux missions dont ils ont été chargés par le Comité de sûreté générale de la Convention nationale :

Les dépenses occasionnées par les arrestations devenaient lourdes lorsque les commissaires s'entouraient d'un grand nombre de citoyens. La pièce ci-dessous est originale et d'autant plus intéressante qu'elle indique la tactique employée par les commissaires.

Etat des dépenses faites par le comité révolutionnaire de la section du Luxembourg dans les journées des 16 et 17 juillet, présent mois, à l'occasion des arrestations faites de cinquante et une personnes dans le séminaire du ci-devant Saint-Sulpice (1).

Premièrement, pour 20 journées de citoyens employés à épier toutes les démarches des personnes allant et venant habituellement chez les ecclésiastiques dudit séminaire : 120 l.

Plus déboursé pour la garde de la réserve qui a passé la nuit : 40 l. Plus pour les citoyens de surveillance de jour et de nuit : 50 l. Plus pour faux-frais d'urgence faits au Comité : 60 l. Plus pour faux-frais faits dans l'affaire de Valady à Gentilly.

Signé : les commissaires de la section du Luxembourg.

Vu bon à payer le 31 juillet an II.

Signé : Amar, Julien (de Touloues), Ingrand.

Pour acquit. Signé : André, président et commissaire.

Un ou plusieurs agents du Comité accompagnaient à l'ordinaire, les commissaires des comités de surveillance chargés d'accomplir une mission importante. C'est que le Comité

Voiture (transport),

Frais de nourriture des commissaires et des gendarmes qui les accompagnaient,

Chevaux de poste pris en cours de route,

Pourboire des cochers.

Signé : Grison, commissaire de la Commission,

Vu par les membres du comité révolutionnaire et de surveillance de la section du Luxembourg et prière au Comité de la Convention de statuer dans le plus bref délai sur l'indemnité à donner aux commissaires qui ont accompli les missions.

Signé : Pigalle, commissaire ; André, président ; Rome, commissaire et secrétaire du comité révolutionnaire. (Arch. nat. F⁷ 4407).

(1) Arch. nat. F⁷ 4407.

même avant thermidor se défiait quelque peu de ces derniers de qui il craignait des excès de pouvoir.

Le 23 frimaire an II, le Comité « par mesure de sûreté générale et pour la conservation de l'intérêt public autorise le citoyen Héron à s'adjoindre tel nombre de membres des comités de surveillance qui se transporteront sans délai dans les maisons sises à Paris et à la campagne, appartenant ou occupées par les ci-devant fermiers généraux ». En conséquence, le 15 nivôse suivant, le comité révolutionnaire de la section du faubourg Montmartre prend la délibération suivante :

« Le comité assemblé, après une heure de délibération pour la nomination de deux membres chargés de l'exécution dudit ordre, a nommé à l'unanimité les citoyens Dufour et Camus pour se transporter dans différents départements où le nommé Douet a des propriétés, notamment à Alegre, district du Puy en Velay, à Chateldon, district de Thiers, à Feniers, et voulant profiter de cette occasion pour fraterniser avec nos frères dans les différents départements qu'ils auront à parcourir, les charge de faire connaître partout quel est le vrai caractère de républicanisme qui nous anime tous et les moyens utiles pour détruire tout esprit de fanatisme, de faction en tout genre, et combien il est intéressant pour le salut de notre mère patrie de vivre unis pour consolider la République une et indivisible ».

Signé : Dufour, commissaire, Collet, commissaire, Le Bas, Vatable, Blot, Le Camus, président (et deux signatures illisibles) (1) ».

III. — Le Comité de sûreté générale adressait des mandats d'arrêt aux différentes autorités qui étaient sous ses ordres : aux représentants du peuple en mission, aux agents-nationaux,

(1) Arch. nat. F⁷ 4407.

à la Commission administrative de police, etc. Il ne manquait pas non plus d'applaudir aux mesures que, de leur propre initiative, ses subordonnés prenaient pour maintenir l'ordre et la tranquillité publique.

Ainsi, le 27 pluviôse an III, il fait parvenir un mandat d'arrêt au représentant du peuple en mission dans le Var et un autre aux représentants en mission dans le Finistère (1).

Le 20 pluviôse an III, la Commission administrative de police en reçoit quatre, qu'elle est priée de faire exécuter sur-le-champ (2).

Le 28 nivôse an III, l'agent-national près le district d'Aurillac est prié d'en faire mettre deux de suite à exécution.

Le 8 pluviôse, le Comité écrit à l'agent-national du district de Saint-Pol : « Nous t'adressons ci-joint, un mandat d'arrêt... Le citoyen Cagin avait été chargé de son exécution ; mais nous avons pensé qu'il était plus convenable de la confier à ton zèle et à tes soins ... » Le même jour, il adresse trois autres mandats d'arrêt : le premier, à l'agent-national du district de Béthune; le deuxième, à l'agent-national du district de Cambrai ; le troisième, à l'agent-national du district de Bapaume (3).

Le 7 prairial an III, l'agent-national de Château-Thierry est chargé de faire arrêter cinq citoyens : « les renseignements que nous avons pris, écrit le Comité, n'ont fait que nous confirmer dans l'idée que leur arrestation était indispensable (4) ».

Le 20 prairial an III, « un citoyen extraordinaire, porteur d'un mandat d'arrêt qu'il faut faire exécuter avec la plus grande célérité », est envoyé par le Comité auprès de l'agent-national du Havre (5).

(1) Arch. nat. AFII* 200.

(2) Arch. nat. AFII* 300 ou F⁷ 4411.

(3) Arch. nat. AFII* 300.

(4) Arch. nat. AFII* 301.

(5) Arch. nat. AFII* 301.

Le 7 nivôse an III, le Comité félicite le représentant Blutel en mission dans le port de la Rochelle, d'avoir décerné un mandat d'arrêt et de s'être montré énergique (1).

Le 19 pluviôse an III, il écrit au comité de surveillance d'Arras : « Le Comité loue votre zèle et celui des officiers municipaux de votre commune : c'est dans le principe qu'il faut arrêter les troubles. Vous avez bien fait de décerner des mandats d'arrêt contre les perturbateurs... (2) ».

On sait que les mandats d'amener émanés des comités révolutionnaires, devaient être signés de trois membres, et les mandats d'arrêt, de sept membres. La loi du 7 fructidor était formelle sur ce point.

Le règlement de brumaire nous a appris également qu'en cas d'extrême urgence, chaque région du Comité de sûreté générale pourrait décerner des mandats d'amener ou d'arrêt signés seulement de deux membres.

Après la conjuration des 12, 13 et 14 vendémiaire an IV, la Convention décréta que ledit Comité serait autorisé à décerner des mandats d'amener et d'arrêt pour faits relatifs à la conjuration : les premiers porteraient trois signatures ; les autres, cinq (3).

Le 23 messidor an III, la Convention avait chargé le Comité de l'exécution des lois de police, « relatives aux gens sans aveu, aux malveillants, et à tous individus qui, prévenus de mandats d'amener ou d'arrêt de justice ou de police, s'y étaient soustraits en se réfugiant à Paris (4) ».

(1) Arch. nat. AFII* 300. Blutel avait été envoyé en mission dans les ports de Rochefort, La Rochelle, Bordeaux et Bayonne, par décret du 18 brumaire an III. « Il y agit dans le sens des thermidoriens, épura partout les autorités constituées, fit fermer la Société populaire de Bordeaux, fit mettre en liberté un grand nombre de prêtres réfractaires condamnés à la déportation et qui attendaient leur départ dans le port de Brouage... » (Voir *Dictionnaire des Conventionnels*).

(2) Arch. nat. AFII* 300.

(3) *Procès-verbal* du 19 vendémiaire an IV.

(4) *Procès-verbal* du 23 messidor an III.

Sitôt qu'un prévenu d'arrestation avait pris la fuite, le Comité lançait son signalement dans plusieurs directions. Ainsi, le 13 ventôse an III, il avise la police de Dijon que le citoyen Allier, « contre lequel il a été décerné un mandat d'amener, vient de partir par le coche et passera vraisemblablement à Dijon ». Voici son signalement : « Dominique Allier, taille de cinq pieds, six pouces, visage plat et long, très gravé de petite vérole, habillé en veste chamois usée et guêtres, un grand chapeau dont l'aile de derrière rabattue, cheveux blonds, sourcils et barbe de même ; en marchant, tenant toujours la main ouverte, les doigts très écartés ». La police est priée de le ramener « de brigade en brigade au Comité de sûreté générale » (1).

De tels cas furent rares parce que le Comité surveillait sévèrement l'exécution des mandats, qui devait toujours avoir lieu sur-le-champ. Lorsqu'un retard se produisait, l'autorité responsable était interrogée. Ainsi le 14 thermidor an III, la Commission des administrations civiles reçut la lettre suivante : « Le Comité, citoyens, est surpris que le mandat d'amener décerné contre le citoyen Lasalle, section du faubourg du Nord, rue du Ponceau, n° 33, qui vous a été adressé le 12 du présent, n'ait pas été mis à exécution. Il vous recommande de le faire exécuter le plus promptement possible » (2).

Le 20 vendémiaire de la même année, le Comité avait adressé une lettre aux douze comités révolutionnaires de Paris, qui les chargeait « de mettre à exécution sur-le-champ » les mandats d'arrêt et d'en rendre compte (3).

On peut dire que le Comité de sûreté générale, pour ac-

(1) Arch. de la Côte-d'Or, LIV^a 47i 2. La lettre du Comité est signée de Vardon et Auguis. Le mandat d'amener, daté du 6 ventôse, est signé de Clauzel, Garnier (de l'Aube), Boudin, Ph. Ch. Ai. Goupilleau, Perrin.

(2) Arch. nat. AFin* 301.

(3) Arch. nat. AFin*276.

complir sa mission, appliqua implacablement le principe qu'on pourrait appeler : principe de célérité de l'exécution. Vraiment, comme il l'annonçait le 13 frimaire an III, la police tomba sur les malveillants comme la foudre.

IV. — La loi après thermidor, obligeait de donner connaissance aux détenus des motifs de leur arrestation. C'est pourquoi, le 16 brumaire an III, le Comité arrêta qu'aucun mandat d'arrêt ne pourrait être scellé que préalablement on y ait joint une feuille contenant les motifs d'arrestation ; qu'il y aurait des imprimés spéciaux « afin d'établir l'ordre et l'uniformité dans ce travail » ; qu'un bureau « accessible au public » serait ouvert dans le local du ci-devant violon ; et que le citoyen Bugniâtre rassemblerait et y déposerait « les motifs de tous les mandats d'arrêt émanés du Comité depuis le 9 thermidor (1) ».

Le Comité de sûreté générale était aussi le depositaire des mandats d'arrêt décernés sur tout le territoire par les différentes autorités. Avant tout, il en voulait connaître les motifs ; car sans cela, comment eût-il été édifié sur la conduite effective des prévenus (2) ? Ces motifs que lui envoyaient les comités révolutionnaires, les agents-nationaux, les accusateurs publics, etc., il les examinait, les pesait, les faisait vérifier ; quelquefois, il envoyait un de ses agents auprès de l'autorité signataire d'un mandat d'arrestation, pour en connaître les véritables raisons (3) ; il les voulait précises et claires ; il n'accueillait point les accusations mal fondées. Ainsi, le 13 frimaire an II, c'est sur son rapport que la Con-

(1) Arch. nat. AF II* 276. Cet arrêté est signé de : Bentabole, Barras, Levasseur, (de la Meurthe), Bourdon (de l'Oise) Reverchon Monmayou, Mathieu, Laignelot.

(2) Voir, par exemple, Arch. nat. AF II* 300, AF II* 301.

(3) Ainsi le 7 messidor an III, le secrétaire-général Jollivet envoya un agent du Comité s'informer des motifs de plusieurs arrestations, auprès du comité de surveillance du 1^{er} arrondissement (Arch. nat. AFI* 301).

vention « casse et annule » l'information faite contre le citoyen Duval, greffier de la municipalité de Rugles, par le citoyen Gosselin, juge de paix du canton ; elle décrète, en conséquence, la main-levée du mandat d'arrêt décerné contre Duval, et ordonne qu'il « sera informé contre les auteurs de la procédure vexatoire instruite contre ce citoyen ». Elle décrète, en outre, que Gosselin, « prévenu d'avoir sollicité plusieurs citoyens à devenir les dénonciateurs de Duval, est suspendu de ses fonctions et sera mis en état d'arrestation (1) »

V. — Le Comité recevait « avec la plus grande impartialité » toutes les dénonciations qui lui étaient faites ; c'est ce qu'assurent « divers opinants » dans la séance de la Convention du 4 novembre 1792 (2).

Les dénonciations étaient consignées dans des registres spéciaux, dont voici quelques extraits (3) : . .

« 13 février 1793, l'an II. — Dénonciation faite par le citoyen Pierre Ferret, capitaine au 4^e régiment de la Dordogne, relative à un dépôt d'or, d'argent et autres effets cachés dans le jardin de Trianon.

« 15 février. — Le Comité de sûreté générale et de surveillance de la Convention nationale, après avoir pris connaissance de la dénonciation faite par des citoyens dignes de foi qu'il existe... etc., etc.

La loi du 28 mars 1793, accordait aux dénonciateurs le dixième des biens des émigrés qui étaient recelés. Conformément à cette loi, la Convention, sur le rapport de son Comité de sûreté générale décrète, le 25 juin 1793, que le Ministre de l'Intérieur est chargé de faire payer au citoyen Salvador, dénonciateur de divers objets précieux cachés dans

(1) Voir *Procès-verbal* du 13 frimaire an II.

(2) *Procès-verbal* du 4 novembre 1792.

(3) Arch. nat. F⁷ 4390. On trouve également de nombreuses dénonciations dans Arch. nat. F⁷ 4445-550 A.

le château de Chantilly, évalués à la somme de 376.030 livres, 13 sols, 3 deniers, la somme de 37.603 livres, un sol, 3 deniers (1).

Le 24 septembre 1793, le Comité rend compte à la Convention des « procédés dignes d'éloges que le comité révolutionnaire de la section Poissonnière a signalés dans les informations relatives à des faits d'accaparement » ; l'Assemblée décrète que le comité révolutionnaire a bien mérité de la patrie, et qu'un tiers des 18.000 livres déposés au Comité de sûreté générale sera distribué aux dénonciateurs (2).

Les dénonciations devaient être rédigées par écrit ; autrement, disait Thuriot, elles se trouveraient facilement oubliées, et il serait impossible à un comité de prendre des mesures décisives d'après des dénonciations verbales, à moins que ce comité n'ait rien autre à faire (3)...

Les dénonciations contenant des indices utiles à la police étaient portées par le Comité à la connaissance des autorités qu'elles pouvaient éclairer.

Le 25 brumaire an III, le Comité écrit au représentant Berlier, en mission dans les départements du Pas-de-Calais et du Nord : « Nous t'adressons, citoyens collègue, une copie de trois dénonciations faites par notre collègue Duquesnoy, contre des individus du district de Béthune, et nous t'invitons à prendre contre les dénoncés, les mesures que tu jugeras nécessaires, après avoir pris des renseignements sur leur conduite et sur les faits qui leur sont imputés. Signé : Reubell, Collombel et Levasseur (4) ».

Le 26 pluviôse, une dénonciation est également adressée au représentant en mission dans la Meurthe. Celui-ci est prié de « vérifier les faits » (5).

(1) *Procès-verbal* du 25 juin 1793.

(2) *Procès-verbal* du 24 septembre 1793.

(3) Voir *Moniteur*, réimp., séance du 12 septembre 1793.

(4) Arch. nat. AFII* 300.

(5) Arch. nat. AFII* 300 ou F⁷ 4411.

Une autre est envoyée, le 8 nivôse, à l'agent-national du district d'Aude. « Si les faits sont vrais, observe le Comité, tu feras mettre en arrestation les individus dénoncés (1) ».

Les dénonciations avaient du bon et du mauvais. Elles pouvaient quelquefois éclairer la police, la mettre sur des pistes intéressantes ; mais bien plus souvent elles furent la cause d'erreurs judiciaires (2). Le Comité avoue qu'il recevait une « multitude de dénonciations ». Il ne les ouvrait qu'avec circonspection ; parce qu'elles couvraient souvent des sentiments inavouables : il voulait des renseignements sérieux. C'est dans ce dessein que le 8 septembre an II, il fait envoyer des commissaires dans les communes qui avoisinent Paris, à trois ou quatre lieues à la ronde (3).

Le 5 pluviôse an III, il est décrété qu'aucun individu dénoncé ne pourra être renvoyé au Tribunal révolutionnaire sans un rapport préalable du Comité de sûreté générale (4).

Celui-ci prenait toujours en considération les dénonciations relatives aux affaires importantes ; elles pouvaient déterminer des poursuites nouvelles pour lesquelles il sacrifiait de ses propres deniers. On lit par exemple à la date du 4 frit maire an II :

« Vu la demande du comité révolutionnaire de la section de l'Unité, en date du jour d'hier,

« Le Comité de sûreté générale considérant combien il importe de suivre une dénonciation faite au comité révolutionnaire, soit au sujet du vol du Garde-Meuble, soit relativement à une émission de faux assignats,

« Considérant que les recherches auxquelles cette affaire va donner lieu entraîneront des dépenses,

(1) Arch. nat. AFII* 300.

(2) Il y avait des détenus qui ne connaissaient même pas les dénonciations portées contre eux. (Voir par exemple : lettre du 15 floréal an III, du détenu Linot au Comité Arch. nat. F⁷ 4411).

(3) Arch. nat. AFII* 286.

(4) *Procès-verbal* du 5 pluviôse an III.

« Arrête que son trésorier comptera au comité révolutionnaire la somme de 1.800 livres, pour subvenir aux avances que ledit comité sera dans le cas de faire, à charge néanmoins par lui de justifier de l'emploi de cette somme (1) ».

Dans les premiers jours de thermidor an III, une dénonciation avait été lancée contre le citoyen Hocquet, commissaire-liquidateur provisoire de la liste civile. L'affaire était grave. Le 9 de ce mois, le Comité de sûreté générale s'adjoignit deux membres du Comité des finances, pour prendre connaissance conjointement avec eux, de la dite dénonciation. Ils arrêterent que le citoyen Hocquet « serait amené au Comité de sûreté générale, que vérification serait faite, en présence et sous la surveillance du citoyen Jolivet, un des secrétaires du Comité, des états de pensions et aumônes de la liste civile, qu'il serait fait comparaison de l'état de 1791 avec celui de 1752, que les changements et substitutions seraient constatés, qu'il en serait dressé procès-verbal, qu'ils seraient apportés au Comité de sûreté générale et que les scellés seraient apposés sur les papiers particuliers (2) ».

Les régions troublées de la France, comme le Midi, où les gens se jalousaient et s'entre-déchiraient, étaient riches en dénonciateurs. Que dit le Comité des dénonciations calomnieuses ? Qu'il les encourage ? Non ; mais qu'il en est affligé ; qu'il déplore les divisions qui agitent les populations, qu'il est l'ennemi des haines individuelles ; qu'il faut que les au-

(1) Arch. nat. F⁷ 4407. Voir aussi Tuetey. *Répertoire général des sources manuscrites de l'histoire de Paris*, t. V n^o 747 : Décret de la Convention nationale, au sujet de la nouvelle découverte de diamants provenant du vol du Garde-Meuble, chargeant le Comité de sûreté générale d'en opérer le dépôt à la Trésorerie nationale et rendant hommage au zèle du comité révolutionnaire de la section de l'Unité qui a concouru avec la plus grande activité à cette découverte ainsi qu'à celle du diamant appelé le *Régent*, déposé depuis plusieurs mois. 1^{er} germinal an II. (Minute de la main d'Elie Lacoste. A. N. C. 296, n^o 1003).

(2) Arch. nat. F⁷ 4390.

torités constituées rappellent aux citoyens les vrais principes, et que la patrie exige des sacrifices ... (1).

Le 8 messidor an III, il écrit au conseil général de la commune de Meulan : « Le Comité, après avoir examiné la dénonciation que vous lui avez adressée contre le citoyen Grobert directeur de l'arsenal de Meulan, a cru prendre des mesures de rigueur contre lui ; nous avons observé qu'un citoyen en activité de service, investi de la confiance d'une partie du gouvernement, ne peut être destitué et incarcéré sans que la dénonciation soit prononcée par écrit ou par témoins ; nous vous invitons, en conséquence, à remplir cette tâche dont votre première démarche vous fait un devoir impérieux ; vous pouvez compter sur l'impartiale justice du Comité et de son imperturbable résolution de maintenir les lois et la liberté à l'ordre du jour (2) ».

Le même jour, il écrit au comité de surveillance du 8^e arrondissement : «... La dénonciation du comité de la section de Popincourt, n'étant que vague et très indéterminée, nous met dans l'impossibilité d'asseoir notre jugement... (3) ».

Ce qu'il écrit, le 20 fructidor an III, aux comités civils des sections du Temple, des Amis de la Patrie, des Gravilliers, des Lombards, de l'Arsenal, de la Fidélité, de la Fraternité, de la Cité, est bien suggestif : « Le Comité, dit-il, voulant abrégier les peines des détenus qui ne sont arrêtés que sur des dénonciations vagues ou mensongères ou pour cause de propos aussi insignifiants qu'égarés, vous invite à lui faire parvenir dans les vingt-quatre heures la liste des citoyens qui gémissent encore dans les fers (4) ».

Dans le même temps, le Comité apprend par plusieurs représentants du peuple qu'une centaine de citoyens de

(1) Arch. nat. AFII* 300. (Voir lettre du 6 nivôse an III au comité révolutionnaire de Beaucaire).

(2) Arch. nat. AFII* 301.

(3) Arch. nat. AFII* 301.

(4) Arch. nat. AFII* 301.

l'Ain ont été emprisonnés « à la suite de quelques dénonciations soupçonnées être le fruit de la vengeance ou de l'erreur ». Il arrête, le 21 fructidor, de surseoir à toutes poursuites... (1)

Il est visible que, quand la Convention et le Comité de sûreté générale récompensaient certains dénonciateurs, ils ne visaient la plupart du temps qu'à punir des citoyens nuisibles à l'intérêt de l'État : accapareurs, fabricateurs de faux assignats (2), agioteurs, etc.

(1) Arch. nat. F⁷ 4411.

(2) Ainsi le 27 mars 1793, sur le rapport du Comité, la Convention déclare comme non-venu le jugement de *mort* prononcé par le tribunal criminel de Paris, contre le citoyen Oriot. Ayant dénoncé ses complices de fabricateurs de faux assignats, l'Assemblée demande sa mise en liberté au Ministre de la Justice. (*Procès-verbal* du 27 mars 1793).

CHAPITRE III

APPOSITION DES SCELLÉS ET VISITES DOMICILIAIRES

I. Procédure. Loi du 7 fructidor an II. — II. Objet de l'apposition des scellés. Lettre du 19 pluviôse an III aux agents nationaux. — III. Les visites domiciliaires.

I. — L'apposition des scellés, qui était l'une des opérations essentielles auxquelles donnait lieu une arrestation, était l'objet de soins particuliers. Dans le dossier du citoyen Bodart, on lit : « Le Comité et les citoyens commissaires de la section des Marchés réunis arrêtent que le citoyen Bodart sera à l'instant traduit par devant les membres composant le Comité de salut public du département de Paris, les pièces y jointes ; ensemble le porte-feuille dudit citoyen, contenant une somme de 2.750 livres en assignats et scellé de deux bandes de papiers croisés sur lesquels sont apposés : 1^o le cachet du comité de surveillance de la section des Gardes françaises ; 2^o celui du citoyen Blussand, membre du Comité de surveillance de la section des Marchés, lequel a été remis en mains du citoyen Bodart pour reconfontation au moment de la levée (1) ».

D'après l'article 22 de la loi du 7 fructidor an II, les membres des comités révolutionnaires pouvaient, au nombre de trois, faire procéder provisoirement à l'apposition des scellés. Dans

(1) Arch. nat. F⁷ 4604. Ce carton renferme la série de dossiers Bo-Boisga.

les registres de correspondances et arrêtés particuliers du Comité de sûreté générale, on trouve fort souvent la formule que voici :

« Sur un certificat du comité révolutionnaire de la section de ..., qui porte que le citoyen ..., a été établi gardien des scellés apposés chez le citoyen ..., rue ..., n°..., il a été pris l'arrêté suivant :

« Renvoyé par le Comité de sûreté générale pour le paiement à la Commission des administrations civiles, police et tribunaux (1) ». Ces arrêtés sont revêtus en général de trois signatures.

Les commissaires des sections n'étaient pas autorisés à apposer les scellés chez les individus arrêtés par ordre des assemblées générales. Or, le 6 prairial an III, il avait été lu à l'assemblée de la section de Guillaume Tell, un arrêté de sûreté générale « portant que les scellés seraient apposés par des commissaires nommés par l'assemblée générale ». Le Comité pensa que l'on avait donné une « fausse interprétation » à l'un de ses arrêtés (2).

L'on choisissait de préférence comme gardiens, des pères de famille (3). Les femmes n'étaient pas exclues ; mais elles ne pouvaient être nommées gardiennes des scellés « apposés sur les effets et meubles appartenant à la Nation (4) ». Le 18 messidor an II, le Comité de sûreté générale observe qu'il n'y a pas d'inconvénient à ce que le comité civil de la section Le Peletier ait établi une femme gardienne des scellés apposés au domicile du représentant Jeanbon Saint-André (5).

(1) Voir, par exemple, Arch. nat. AFII* 276.

(2) Arch. nat. AFII* 301.

(3) Voir loi du 17 septembre 1793, art. 8.

(4) Arch. nat. F⁷ * 2205.

(5) Arch. nat. F⁷* 2205.

Il existe des listes de gardiens de scellés ; voici l'une d'elles où figurent les noms de plusieurs gardiens du domicile de Robespierre :

« 12 fructidor an II. —

N° 15 (Panthéon français, 7 fructidor), Guichard, chez Mercier, député, (a touché acompte 100 l.).

Les frais de garde étaient mis à la charge des détenus. Chaque gardien recevait un salaire égal à la valeur d'une journée et demie de travail (1). Mais les gens pauvres ne pouvaient supporter ces dépenses qu'une longue détention rendait considérables. C'est, semble-t-il, par la Commission des administrations civiles que, dans le cas d'insolvabilité du débiteur, les frais étaient couverts.

Ainsi le 1^{er} nivôse an III, elle est autorisée par le Comité à faire payer provisoirement au citoyen Daumergue, la somme de deux cents livres « à valoir sur ce qui peut lui être dû pour la garde des scellés » chez le citoyen Fontaine, depuis le 2 prairial an II jusqu'au 26 vendémiaire an III (2).

Tout gardien de scellés recevait du comité révolutionnaire qui l'avait nommé un certificat où devait figurer :

1^o la date d'entrée du gardien ;

2^o la date de sa sortie.

Le 14 nivôse an III, le Comité de sûreté générale recommande aux comités révolutionnaires de Paris de ne pas omettre ces deux dates, et de spécifier en outre :

1^o si « ceux chez lesquels sont ou ont été les scellés, sont dans le pouvoir ou dans l'impuissance de payer les frais de gardiens ».

2^o « S'ils sont émigrés ou condamnés (3) ».

N^o 59. Charles André, gardien chez Dabray, député (le 15 fructidor).

N^o 104. Bussard, gardien chez Robespierre, (section des Tuileries, 22 fructidor an II).

N^o 138. Esvasse, gardien chez Robespierre, (ordre du Comité de sûreté générale).

N^o 145. Esvasse, gardien chez Robespierre, (certificat du département, 29 fructidor).

Le registre où sont copiées ces listes porte 235 inscriptions : la première en date du 12 fructidor an II ; la dernière, du 15 vendémiaire an III. Il constituait une pièce importante de comptabilité (Arch. nat. F7 4406).

(1) Voir loi du 17 septembre 1793, art. 8.

(2) Arch. nat. F7 * 2203.

(3) Arch. nat. AF11* 277. Cet arrêté fut aussi envoyé aux agents des domaines nationaux.

D'ordinaire, les comités révolutionnaires s'en tenaient aux dires des gardiens en exercice et aux déclarations des détenus.

Or, il arriva que des gens solvables se déclarèrent insolubles. Mais « l'ordre légal exigeait que les comités soient eux-mêmes les certificateurs », ce qui leur conférait sans doute un droit de contrôle. Ils pouvaient donc ne pas ajouter foi aux allégations des parties intéressées et recourir à des témoins « dignes de foi » et responsables. Ce sont ces considérations qui inspirèrent au Comité de sûreté générale son arrêté du 6 pluviôse an III dont voici l'article 1^{er} :

« Les douze arrondissements seront invités à certifier par eux-mêmes autant que faire se pourra ce qui est réservé à leur compétence (1) ».

Le Comité ne se désintéressait pas des gens que leur indigence rendait insolubles. Il y en avait beaucoup. le 28 floréal an III, par exemple, il écrit au représentant du peuple Delamarre : «... Le citoyen Jacques David demande à être déchargé de ses frais de scellés. Vu la misère où il se trouve, étant sur les lieux, tu seras plus à portée de juger de la validité de sa demande et d'y faire droit si rien ne s'y oppose (2) ». Dans le dossier de l'avocat Jean Boby, on lit : « Avocat Jean Boby et sa femme arrêtés par ordre du Comité de sûreté générale..., en demandant la levée des scellés s'appuie sur son peu de fortune qui ne lui permet pas de payer deux gardiens ». Le 20 thermidor an II, la citoyenne Boby recouvra sa liberté, les deux gardiens furent retirés et les scellés levés (3).

En prairial an III, le citoyen Fanon « étant dans la misère » demande la restitution de ses effets, hardes et linge séquestrés à Mâcon. Le Comité recommande sa pétition au représentant du peuple en mission dans le département de Saône-et-Loire (4)

(1) Arch. nat. AFII * 277.

(2) Arch. nat. AF II* 301 ou F7 4411.

(3) Arch. nat. F⁷ 4604.

(4) Arch. nat. AFII* 301.

II. — L'apposition des scellés chez les individus mis en arrestation, n'avait d'autre objet que la recherche des lettres et papiers suspects ; la durée desdits scellés pouvait devenir préjudiciable aux détenus ou à leurs parents ; les frais de garde auraient vraiment pu être épargnés à ceux qui avaient des parents ou amis dans leur domicile. Voilà ce que pensait le Comité ; voici ce qu'il arrêta en conséquence le 6 messidor an III : « Les comités civils des différentes sections seront invités à procéder le plus promptement possible à l'examen des papiers des détenus pour les délivrer des scellés aussitôt après », et de plus autorisés « à constituer gardiens desdits scellés, les parents ou amis des détenus qui se trouveraient dans leur domicile (1) ».

Quelquefois il était nécessaire d'apposer les scellés universellement sur tous les meubles d'un prévenu et dans toutes les parties de sa maison. Les administrations devaient s'abstenir de toute rigueur inutile. L'équité prescrit, disait le Comité de sûreté générale, de lever ces scellés le plus tôt possible et de laisser la pleine jouissance des meubles aux femmes et aux enfants des détenus « après avoir pris toutefois la précaution d'extraire les papiers suspects en faisant mention de ceux qui peuvent être en faveur des prévenus... Pourquoi ajouter à la détention d'un citoyen la crainte de se voir ruiné, de voir ses enfants et sa femme sans ressources, forcés d'abandonner leur commerce, lorsqu'il est possible que l'époux, ou le père, ou le frère inculpé parvienne à faire triompher son innocence (2) ? ».

Ces idées généreuses furent transmises en une circulaire, le 19 pluviôse an III aux agents-nationaux près les districts du département du Pas-de-Calais. Le brouillon de cette circulaire existe (3) ; en voici un passage : « Par l'effet du mauvais

(1) Arch. nat. AFII* 278.

(2) Arch. nat. AFII* 300. Ont signé : Lomont, Guffroy, Rovère, Bourdon (de l'Oise).

(3) Arch. nat. F⁷ 4414. La signature est illisible.

exemple donné sous le régime de la Terreur, on a mis les scellés sur les meubles et effets..., ce qui est contraire certainement à la justice... ». L'abondance des surcharges rend apparent le désir du rédacteur d'exprimer le fond de sa pensée.

Elle est claire, et confirme ce que j'ai déjà dit maintes fois : avant thermidor, il y eut des abus criants en matière de scellés et de séquestre comme en mille autres endroits.

« Le zèle avait porté un grand nombre d'administrations à mettre le séquestre avant qu'il fût ordonné (1) ». D'où des embarras nombreux pour le Comité de législation, qui était chargés « des réclamations de la part des détenus, et de ceux qui avaient des partages à faire, des intérêts à démêler avec eux... » : d'où aussi des gaspillages, des « dilapidations énormes » d'effets de gens incarcérés. Le séquestre des biens d'un si grand nombre d'hommes surchargeait tellement les administrations qu'il n'était « pas possible de rien surveiller et le séquestre avait, sous ce point de vue, « une grande immoralité ».

Après thermidor, la justice reparut, le Comité de sûreté générale se montra humain et enseigna à ses subordonnés la sagesse et l'humanité.

(1) Rapport du député Oudot, « sur la question de savoir s'il était nécessaire de mettre en séquestre les biens des détenus comme suspects, » proposé au nom des Comités de législation, des finances et de sûreté générale. (Bibl. nat. Le ^{ss} 1008-53).

Le décret du 8 ventôse an II portait : « Les biens des personnes reconnues ennemies de la Révolution sont séquestrés au profit de la République. Ces personnes seront détenues jusqu'à la paix et bannies ensuite à perpétuité ».

Le rapport précité porte : « Il est évident que le rédacteur de ce décret ne connaît pas l'acception qu'on donne au mot séquestre, et qu'il avait pour objet, en se servant de cette expression, non pas seulement de séquestrer, ce qui n'eût été qu'une mesure provisoire ; mais bien de confisquer les biens de ceux qui sont reconnus, jugés ennemis de la Révolution ; mais il est également certain que si telle était l'intention de la Convention, elle ne voulait pas aussi que ceux qui étaient incarcérés comme suspects, qui n'étaient pas encore jugés, et qui pouvaient être des patriotes opprimés, fussent traités comme des ennemis reconnus de la Révolution. »

Oudot dans son fameux rapport de brumaire, dira : « C'est une chose bien remarquable qu'un pareil abus et il est bien temps de mettre en vigueur ce principe, dont il ne faut jamais s'écarter dans la suite que les autorités constituées ne doivent jamais se permettre de faire ce que la loi ne dit pas précisément ».

III. — Il a été reproché au Comité de sûreté générale d'avoir ordonné des visites domiciliaires. Ce reproche doit plutôt toucher Robespierre. On sait bien peu de chose d'ailleurs sur ce point concernant le Comité, et ce qu'on sait est bien imprécis. Les documents sont si rares qu'il y a apparence que les visites, elles aussi, furent rares. Je crois qu'il n'y eut guère que les tripots du Palais-Royal qui en aient été l'objet (1).

Dans la séance de la Convention du 21 janvier 1793, à la suite de l'assassinat de Lepeletier Saint-Fargeau, Danton dit : « Quant aux visites domiciliaires, je m'oppose à cette mesure dans son plein... ». Seulement, il demande que le Comité de sûreté générale puisse « se faire ouvrir les maisons, lorsque les deux tiers des membres de ce Comité tiendront le fil d'un complot ». Comme cela est vague ! Le même jour, Osselin propose que les visites domiciliaires soient faites dans les maisons de jeu, de prostitution, dans celles qui ont appartenu à des émigrés et dans les hôtels garnis. La Convention renvoie ces propositions au Comité de législation et le charge de présenter un mode de visites domiciliaires « qui ne blesse ni la liberté individuelle ni la propriété (2) ».

(1) On a vu que les comités révolutionnaires ordonnaient des visites domiciliaires chez les aubergistes et logeurs.

Le 10 brumaire an II, les délégués des 43 sections avaient arrêtés à l'unanimité qu'il serait fait des visites domiciliaires. Mais les Comités de salut public et de sûreté générale décidèrent que la visite annoncée n'aurait point lieu. MELLÉ, *Les sections de Paris*, p. 216.

(2) *Moniteur*, réimp. séance du 21 janvier 1793. Voir *Journal des Débats et des Décrets*, n° 126.

On se souvient que, dans la séance de la Convention du 28 janvier 1793, Buzot, désirant la chute du Comité de sûreté générale montagnard, fit allusion aux visites domiciliaires qui avaient eu lieu dans la soirée précisément au Palais-Royal (1).

On fêtait l'arbre de la liberté. Il venait d'être planté dans un vif enthousiasme ; et joyeusement « comme par instinct », tous les assistants s'étaient mis à danser au son de la *Car-magnole* et du *Çà ira...* Tout à coup, vers huit heures du soir, « dix mille hommes de troupes, tant infanterie que cavalerie, cernent le ci-devant Palais-Royal ; on n'en laisse sortir que ceux qui sont pourvus de la carte de citoyen ; des officiers civils se font ouvrir les portes des maisons de jeu et de débauche : ce qui est suspect est arrêté. Cette perquisition a duré jusqu'à quatre heures du matin, et l'on assure, ajoute le *Moniteur*, que le Comité de sûreté générale avait reçu depuis peu d'importantes notions. Au reste, cette expédition a été commencée et dirigée avec la plus grande précision ».

Le 27 floréal an II, le Comité de sûreté générale écrit à la Commission de police administrative : « Nous sommes instruits, citoyens, qu'il existe une maison au Palais-Égalité, au café des Canonniers dans laquelle, non seulement on donne à jouer, mais aussi dans laquelle il se fait beaucoup d'escroqueries. Nous vous en donnons avis en vous invitant à surveiller ce tripot et le faire saisir (2) ».

Le 4 prairial an III, le commissaire de police de la section de la Butte des Moulins est prié d'adresser à la section de police du Comité de sûreté générale « le procès-verbal et pièces justificatives, relatives à la visite domiciliaire faite dans la maison de la citoyenne veuve Monclas, pour, sur le tout, être pris telles mesures qu'il appartiendra (3) ».

(1) Voir plus haut, p. 409.

(2) Arch. nat. F⁷ * 2205.

(3) Arch. nat. AFII* 301. Je n'ai trouvé ni le procès-verbal ni les pièces justificatives,

On lit dans le tableau de la situation de Paris du 28 juillet an II (1) : « Rapport de l'agent Dugasse : Dans la nuit de jeudi à vendredi, on a arrêté sur la section du Panthéon français un ancien membre du ci-devant parlement de Paris, qui s'était réfugié dans l'appartement d'une fille du monde. On prétend que beaucoup d'émigrés sont aussi dans des lieux de prostitution, d'où ils demandent et obtiennent des certificats de résidence ».

En dehors des maisons de prostitution, il y avait alors dans Paris un grand nombre de maisons garnies plus ou moins suspectes, qui étaient constamment sous le regard de la Commission de police administrative, de ses inspecteurs ou observateurs. Si l'on considère seulement que ces maisons étaient remplies « d'étrangers dont beaucoup cherchaient à soulever le peuple » — car il y avait « affluence d'étrangers à Paris » (2) — l'on ne s'étonne plus que le Comité de sûreté générale ait ordonné parfois, même après thermidor, des visites domiciliaires.

(1) SCHMIDT, *Tableaux de la Révolution française*, t. II, p. 95.

(2) Voir Arch. nat. : Lettre du 19 thermidor an III, F⁷ * 2207 et circulaire du 11 nivôse an III aux Comités civils, F⁷ * 3203, Voir plus loin chap. sur la police à Paris.

CHAPITRE IV

DÉNONCIATIONS ET ARRESTATIONS DE REPRÉSENTANTS DU PEUPLE

I. Section spéciale. Décrets du 8 brumaire et du 24 floréal an III. — II. Quelques célèbres mandats d'arrêts. — Les dénonciations de Le Cointre. La Commission des 21. Les « crimes » des membres des anciens Comités. Réponses de ces membres, leur défense. Décret du 12 germinal.

I. — Il existait au Comité de sûreté générale une section spéciale chargée d'examiner les dénonciations contre les représentants du peuple (1).

Le 8 brumaire an III, la Convention, après avoir entendu ses Comités de salut public, de sûreté générale et de législation décrète (2) :

« Art. 1^{er}. Toute dénonciation contre un représentant du peuple sera portée ou renvoyée devant les Comités de salut public, de sûreté générale et de législation réunis, et elle lui sera communiquée avant qu'il ne puisse en être rendu compte à la Convention nationale.

« Art. 2. Si les trois Comités pensent qu'il doit être donné suite à la dénonciation, ils déclareront à la Convention nationale qu'ils estiment qu'il y a lieu à examen. Cette déclaration ne sera pas motivée.

« Art. 3. Il sera immédiatement après nommé au sort une

(1) Voir *Procès-verbal* du 28 pluviôse an II, p. 216.

(2) *Procès-verbal* du 8 brumaire an III.

commission de vingt-et-un membres de la Convention nationale, pour lui faire un rapport sur les faits dénoncés, et sur les pièces produites à l'appui.

« Art. 4. Pour parvenir à effectuer cette nomination, il sera fait un appel nominal de tous les membres de la Convention nationale, distinction faite de ceux qui seront en mission ou absents en vertu de décret, ainsi que des membres des trois Comités ci-dessus désignés et du prévenu.

« Art. 5. Chaque membre appelé se présentera à la tribune, il inscrira son nom sur un bulletin disposé à cet effet qu'il remettra ostensiblement au président, etc.

Le 21 brumaire an III, après que Carrier se fût élevé contre ses dénonciateurs, le député Chasles intervint pour demander que toute dénonciation portée contre un représentant du peuple soit rédigée « d'une manière textuelle » et lue ensuite à la tribune.

— « Ceux qui voudraient une dénonciation signée, objecte Merlin (de Douai), ne font pas attention combien ce système est ridicule. Je suppose qu'il arrive au Comité de sûreté générale des pièces de conviction contre moi et que celui qui les aura envoyées ne se fasse pas connaître, eh bien ! parce qu'il n'y aura pas de dénonciateur, on ne pourra donc pas me poursuivre quoi qu'il soit bien constant que j'aie commis un crime ? (*Applaudissements*) En fait d'ordre judiciaire, il faut toujours que les représentants du peuple se rapprochent des citoyens le plus qu'il est possible (*Applaudissements*) Eh bien ! d'après la loi sur l'ordre judiciaire, toutes les fois qu'un homme fait une dénonciation devant un officier public sans vouloir la signer, celui-ci est obligé de poursuivre la dénonciation, parce que ce n'est pas pour l'individu qu'on poursuit, mais pour l'intérêt de la chose publique (*Applaudissements*) ». L'Assemblée écarte les propositions de Chasles et passe à l'ordre du jour (1).

(1) *Moniteur*, réimp. t. XXII, p. 483. La Convention décrète

Le 24 floréal an III, la Convention décrète que le Comité de sûreté générale fera déposer au secrétariat de celui de législation toutes les dénonciations qui existent contre les représentants du peuple (1). Ainsi, par exemple, sont envoyées au Comité de législation, les dénonciations suivantes : le 10 prairial an III, une contre Mallarmé (2) (adressée au Comité de sûreté générale par Blaux (3) en mission dans la Somme) ; le 13 prairial, une contre Pinet (4) ; le 14 prairial, une contre les représentants Monmayou (5), Sevestre (6) et Clédél, etc., etc.

que Carrier restera en arrestation provisoire chez lui, sous la garde de quatre gendarmes, aux frais de la nation.

(1) *Procès-verbal* du 24 floréal an III, p. 92.

(2) Arch. nat. AFII* 301. Membre du Comité des finances, après plusieurs dénonciations où on l'accusait « d'avoir déporté tous les prêtres du département de la Meuse... » d'avoir créé des tribunaux composés d'assassins... », Mallarmé fut décrété d'arrestation le 13 prairial an III.

(3) Blaux signa la protestation contre les journées des 31 mai et 2 juin et fut décrété d'arrestation le 3 octobre. Après avoir subi quatorze mois d'emprisonnement à la Force, puis aux Ecosais, il reprit sa place à la Convention et fut envoyé, le 25 ventôse an III, dans la Somme pour les subsistances. Le 14 germinal, au cours d'une émeute fomentée par les royalistes et les prêtres réfractaires, ce vieillard, qui avait été « traîné dans la boue, foulé aux pieds », faillit perdre la vie. Dans une lettre adressée le 28 germinal au Comité de sûreté générale, il dit : « Les prêtres réfractaires, très nombreux dans la Somme, sont plus dangereux contre-révolutionnaires que les jacobins et les terroristes... » (*Dictionnaire des Conventionnels*).

(4) Arch. nat. AFII* 301. Pinet était accusé « d'avoir dévasté l'Ardèche, (séance du 11 germinal an III) ; or Pinet ne fut jamais dans ce département... Bourdon (de l'Oise) l'accusa d'avoir fait égorger trois militaires qui avaient osé monter dans sa loge. Cette accusation motiva une réponse explicative de Pinet adressée au Comité de sûreté générale, le 3 floréal an III » (*Voir Dictionnaire des Conventionnels*).

(5) Arch. nat. AFII* 301. Membre à trois reprises du Comité de sûreté générale, il prit la défense des anciens membres des Comités et demanda l'exclusion des nobles et des prêtres de toute fonction publique et la mise à mort des émigrés qui seraient saisis sur le territoire de la République ; mais, le 11 frimaire an III, il demanda avec Garnier (de Saintes), le rapport de la loi qui éloignait de Paris les nobles.

(6) Arch. nat. AFII* 301. « Il entra au Comité de sûreté générale le 15 germinal an III, fit le rapport sur la mort du Dauphin et se signala surtout par sa fureur dans les journées de prairial... A la fin de la session, en vendémiaire, il fut à Orléans et le 10 brumaire an IV, en-

Seule, la Convention avait le droit de prononcer s'il y avait lieu à accusation contre un représentant et elle considérait comme inaliénable ce « droit exclusif » (1).

Le 3 octobre 1793, le Comité de sûreté générale avait décidé que « les députés tant ceux décrétés d'accusation que ceux décrétés de simple arrestation », resteraient à la salle de l'État-Major, jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné, et ce, sous la garde de la force armée du poste (2).

En somme, l'exécution des décrets d'arrestation était réglementée par le Comité de sûreté générale. Toute arrestation emportait l'apposition des scellés, et les papiers suspects étaient apportés au Comité. Bien plus, dès le 13 juillet 1793, sur la proposition de Chabot, la Convention avait autorisé le Comité de sûreté générale « à faire mettre les scellés sur les papiers de tous les députés dont les correspondances paraîtraient suspectes (3) ».

III. — Il n'entre pas dans mon dessein de retracer les arrestations des Conventionnels auxquelles prit part le Comité. Le procès des Girondins, par exemple, est trop connu pour que je m'y arrête. Quant aux célèbres mandats d'arrêt lancés l'un contre Danton, Delacroix (4), Camille Desmoulins,

voqué par le Comité de sûreté générale à Tours, pour faire arrêter tous ceux qui avaient crié « Vive le roi ! » dans un spectacle et prendre toutes les mesures pour rétablir le calme ; il avait alors la qualité de commissaire des Comités de gouvernement, » (*Dictionnaire des Conventionnels*).

(1) *Moniteur*, réimp. t. XX, p. 699.

(2) Arch. nat. AFII* 289. On signe : Laviecomterie, Vadier, David.

(3) *Moniteur*, réimp., t. XVII p. 124.

(4) Dans la séance de la Convention du 28 pluviôse an II ; Delacroix obtient la parole et présente un exposé justificatif de sa conduite politique comme représentant du peuple. Son rapport est envoyé à la section du Comité de sûreté générale chargée de l'examen des dénonciations, laquelle est autorisée « à appeler tous les citoyens qui pourraient lui fournir des renseignements et à recevoir leurs déclarations, qui seront communiquées à Delacroix pour y répondre » (*Procès-verbal* du 28 pluviôse an II, p. 216).

Philippeaux; l'autre, contre Hérault-Séchelles, ils ont été signés de membres des deux Comités de gouvernement (1).

Libellé dans la nuit du 10 germinal an II, le premier de ces ordres d'arrestation est de la main d'Amar (2). Il n'y eut donc que deux membres des Comités qui refusèrent de signer : l'alsacien Rühl (3) membre du Comité de sûreté générale et Robert Lindet, membre du Comité de salut public « qui, faisant allusion à ses fautes, particulières dans le Comité, déclara, dit-on, qu'il était là pour nourrir les patriotes et non pour les tuer (4) ». Carnot, que la légende représente comme

(1) On trouve les fac-simile de ces arrêtés dans AULARD, *Etudes et Leçons*, t. I.

(2) D'un caractère sombre et froid, il se montra l'un des plus acharnés ennemis des Girondins. Après l'évasion de Pétion, il proposa de renfermer à l'Abbaye les députés maintenus en arrestation dans leur domicile. Rapporteur du Comité de sûreté générale, il demanda, le 28 août, l'emprisonnement de tous les suspects jusqu'à la paix. Il déposa le 3 octobre le fameux rapport concluant au renvoi devant le Tribunal révolutionnaire de 41 députés et la mise en arrestation des 75 (et non 73 ; voyez la *Révolution française*, t. XXVI, p. 556) signataires de la protestation contre les journées des 31 mai et 2 juin. Attaqué aux Cordeliers par Hébert, qui le traita d'aristocrate, d'ex-trésorier de France, de conspirateur, Amar n'en continua pas moins sa besogne. Le 13 janvier 1794, il vint annoncer l'arrestation de Fabre d'Eglantine, pour avoir falsifié un décret relatif à la Compagnie des Indes, ce qui était faux, et, le 16 mars, il fit le rapport sur les agents de l'étranger... Aux approches du 9 thermidor, Amar se rangea du côté des adversaires de Robespierre et contribua à sa chute. (*Dictionnaire des Conventionnels*.)

(3) Le 16 septembre 1793, il fut chargé de l'exécution de la loi sur la levée en masse dans la Marne et la Haute-Marne. Il fraternisa avec le peuple, les membres des sociétés populaires et les fonctionnaires ; il dénonça l'esprit du département de la Marne « tombé dans la désolante léthargie de l'esclave », mais n'osa destituer qui que ce fût, demandant une réponse formelle du Comité ou un décret de la Convention. Par contre, il fit l'éloge de l'état du département de la Haute-Marne : « L'esprit public y est monté à la hauteur de la Révolution et ce département n'a jamais dévié des vrais principes ». En résumé s'il menaça, il fut bon et paternel.

(*Dictionnaire des Conventionnels*).

(4) AULARD, *Etudes et Leçons*, t. I p. 197. On examinera avec intérêt la reproduction de cet écrit célèbre « qui engagea la Révolution dans l'arbitraire, dans le sang, dans la routine des coups d'Etat et qui, en faisant tomber les têtes pensantes et capables de diriger la France, fraya la route au césarisme ».

étant demeuré étranger aux violences de la Terreur, n'eut point ses scrupules ; « il crut qu'il fallait se débarrasser, même par l'échafaud, de toute opposition gênante, et il signa le troisième ». Il n'avait pas hésité non plus à signer le mandat d'arrestation « de l'aimable et éloquent » Hérault de Séchelles.

Le 15 germinal an II, le président et l'accusateur public du Tribunal révolutionnaire adressent à la Convention une lettre où ils exposent que Danton et ses co-accusés réclament « en forcenés » l'audition de plusieurs députés, témoins à décharge. L'ordre judiciaire ne leur fournissant « aucun moyen de motiver ce refus », il priaient l'Assemblée de leur tracer une ligne de conduite. C'est en réponse à cette demande que Saint-Just fit un rapport au nom des deux Comités de gouvernement, où il disait (1) :

« S'il est des hommes véritablement amis de la liberté, si l'énergie qui convient à ceux qui ont entrepris d'affranchir leur pays est dans leur cœur, vous verrez qu'il n'y a plus de conspirateurs cachés à punir, mais des conspirateurs à front découvert qui, comptant sur l'aristocratie avec laquelle ils ont marché depuis plusieurs années, appellent sur le peuple la vengeance du crime. Non la liberté ne reculera pas devant ses ennemis et leur coalition est découverte. Dillon qui ordonna à son armée de marcher sur Paris, a déclaré que la

(1) On trouve dans le *Moniteur* du 15 germinal an II sous le titre : *Tribunal révolutionnaire*, quelques extraits de l'interrogatoire subi le 13, par les députés * accusés de complicité avec d'Orléans, Dumouriez et autres ennemis de la République, d'avoir trempé dans la conspiration tendant à rétablir la monarchie, détruire la représentation nationale, le gouvernement républicain, etc.»

Camille Desmoulins, interrogé sur son âge, aurait répondu « « J'ai l'âge du sans culotte Jésus, trente-trois ans » »

Danton, interrogé sur son nom et sur sa demeure, aurait répondu : « Ma demeure sera bientôt dans le néant ; quant à mon nom, vous le trouverez dans le panthéon de l'Histoire ».

Hérault de Séchelles, interrogé sur son nom et sur son état avant la Révolution aurait répondu : « Je m'appelle Marie-Jean, noms peu saillants, même parmi les saints. Je siégeais dans cette salle où j'étais détesté des parlementaires ».

femme de Desmoulins avait touché de l'argent pour exciter un mouvement pour assassiner les patriotes et le Tribunal révolutionnaire ».

« Nous vous remercions de nous avoir placés au poste d'honneur : comme vous, nous couvrirons la patrie de nos corps. Mourir n'est rien pourvu que la Révolution triomphe. Voilà le jour de gloire, voilà le jour où le Sénat romain lutte contre Catilina, voilà le jour de consolider pour jamais la liberté publique.

« Vos comités vous répondent d'une surveillance héroïque. Qui peut vous refuser sa vénération dans ce moment terrible où vous combattez pour la dernière fois la faction qui fût indulgente pour vos ennemis et qui aujourd'hui repousse sa fureur pour combattre la liberté.

« Vos Comités estiment peu la vie : ils font cas de l'honneur !... »

Belles paroles, certes ; mais qui laissent intacte l'accablante responsabilité qui pèse sur les auteurs de ces actes odieux. Car, en somme, de quels crimes étaient accusés Danton et les Dantonistes ? D'aucun. C'est seulement parce qu'ils « portaient ombrage au gouvernement et qu'ils offusquaient Robespierre », qu'ils furent envoyés à l'échafaud (2).

Le 16 germinal, le jury se déclara suffisamment éclairé ; néanmoins il hésitait à rendre un verdict de culpabilité. On prétend que les membres du Comité de sûreté générale allèrent l'influencer dans la chambre des délibérations, et qu'ils mirent en avant les motifs politiques, le salut de la République. Le jury fut affirmatif. Les accusés qui protestèrent avec colère, furent mis « hors des débats sur-le-champ » (3), et la

(1) Extrait du procès-verbal de la Convention nationale du quinzième jour de germinal an II.

(2) M. AULARD a prouvé que Robespierre fut l'assassin de Danton quoiqu'en aient dit Louis Blanc, Ernest Hamel et M. Mathiez.

(3) Conformément au décret obtenu par Saint-Just, à la suite du rapport que lui avaient fait Amar, Vadier et Voulland qui suivaient

sentence de mort, prononcée en leur absence (16 germinal), fut exécutée le même jour. S'il n'est pas prouvé que le Comité de sûreté générale ait fait pression sur le jury, il est, du moins, sûr et regrettable que l'un de ses membres, Lasource, s'était livré à des attaques passionnées contre Danton dans la séance du 1^{er} avril 1793, qu'il avait formulé des accusations vagues et sans preuves, tendant à faire passer Danton comme complice de Dumouriez et comme conspirateur. La péroraison de son discours, invitant la Convention à jurer de donner la mort à celui qui tenterait de se faire roi ou dictateur, tout en enlevant l'Assemblée entière, ne pouvait détruire le déplorable effet produit par des accusations sans fondement que Danton qualifia de roman et de mensonge. Lasource, ce jour-là, avait commis une faute irréparable. Il est sans doute également que Vadier, brouillé avec Danton qu'il avait traité de « turbot farci », concourut à la chute de l'illustre conventionnel dont Baudot dit qu'il eut « une mort pleine de hauteur et de fierté insultante à ses bourreaux ». Mais le fait le plus remarquable peut-être, et qui ne peut excuser les Comités de gouvernements, c'est que personne n'osa le défendre, et que, dans la suite, plusieurs de ses amis le renièrent (1).

Comme les dantonistes, mourut la femme de Camille Desmoulins, la « gracieuse et inoffensive Lucile ». Dix huit membres des deux Comités avaient signé le mandat d'arrêt contre Danton, il s'en trouva encore huit pour voter la mort de cette femme. Les insinuations de Saint-Just sont insignifiantes ; la complicité de Lucile avec la prétendue conspiration des prisons est une légende ; cette pauvre épouse a été assassinée pour « avoir pleuré tout haut sur le sort de

le procès. On dit que Danton, les ayant vu quitter la salle des débats, s'écria : « Voyez-vous ces lâches assassins, ils ne nous quitteront qu'à la mort ».

(1) Par exemple Merlin (de Thionville) et Legendre. Voir les *Notes historiques* de Baudot et *Les derniers Montagnards* de Jules Claretie.

son mari » (1) : c'est au plus haut degré odieux et avilissant.

Le 5 vendémiaire an IV, la belle-mère de Camille Desmoulins ayant demandé la restitution des papiers et manuscrits de son gendre, le Comité de sûreté générale autorisa Mme Duplessis « à se faire restituer par tous les détenteurs, les manuscrits et papiers composant le cabinet du représentant du peuple » (2).

III. — Le 7 nivôse an III, en application de la loi du 8 brumaire, la Convention procéda à la nomination d'une commission de vingt-et-un membres, pour lui faire un rapport sur les faits imputés par Laurent Le Cointre aux représentants du peuple Billaud-Varenne, Collot d'Herbois, Barère et Vadier (3).

Je n'ai pas dessein d'étudier en détail cette affaire retentissante ; je vais seulement en retracer les principaux traits.

Les historiens ont montré comment et pourquoi, après le 9 thermidor, les modérés se coalisèrent contre les ex-membres des Comités de gouvernement. Or, le 12 fructidor, le député de Versailles lança sa fameuse dénonciation où il les accusait d'avoir été complices de Robespierre. La Convention déclara tout d'abord cette dénonciation calomnieuse.

Mais, poussée par l'opinion, l'Assemblée désavouait de plus en plus la Terreur. Le 4 frimaire an III, Carrier fut décrété d'accusation ; il fut condamné à mort et exécuté le 26 frimaire.

(1) Est-ce toi, écrivait-elle à Robespierre, qui oses nous accuser de projets contre-révolutionnaires, de trahisons envers la patrie, toi qui as tant profité des efforts que nous avons faits uniquement pour elle ?... » (E. LAIRTULLIER. *Les femmes célèbres de 1789 à 1795*).

(2) Arch. nat. AFII* 279.

(3) *Procès-verbal* du 7 nivôse an III, p. 109.

Le 15 frimaire an III, Le Cointre ayant renouvelé sa dénonciation, la Convention, après discussion avait décrété le renvoi aux trois Comités réunis, de cette dénonciation formelle faite contre Billaud-Varenne, Collot d'Herbois, Barère, Vadier, Voulland, Amar et David. De plus, elle avait décrété l'impression et la distribution de ladite dénonciation et pièces à l'appui.

Fouquier-Tinville fut guillotiné le 18 floréal an III (1). Au commencement de 1795, on fit une guerre sans merci aux bustes de Marat ; le Comité de sûreté générale ordonna de les enlever des théâtres et fit fermer les clubs maratistes. Alors, à la faveur de cette nouvelle terreur, la dénonciation de Le Cointre contre les ex-membres des Comités de gouvernement fut reprise par des hommes autorisés. La Commission des vingt-et-un dénonça, par l'organe de Saladin, quatre d'entre eux, Barère, Billaud-Varenne, Collot d'Herbois, Vadier, et la Convention commença, en germinal an III, à instruire le procès du gouvernement révolutionnaire et, ce faisant, se désavoua elle-même à la grande joie des royalistes (2).

Le Cointre avait fait imprimer sa dénonciation sous le titre : « *Les crimes des sept membres des anciens Comités* » et l'avait répandue à profusion dans Paris.

Que disait-il ?

« Les crimes de ces hommes que vous aviez chargés du bonheur de la France en centralisant dans leurs mains tous les pouvoirs, l'exécution de toutes les lois, le droit même de prendre tous arrêtés provisoires que les circonstances exigeraient, à la charge (conformément au décret de leur institution en date du 6 avril 1793, v. st.) de vous faire chaque semaine un rapport par écrit de toutes leurs opérations et de la situation de la République ; les crimes dont se sont souillés ces hommes sont trop grands pour rester impunis. La France entière les accuse ... »

Considérons quelques-unes des accusations portées contre le Comité de sûreté générale, ainsi que diverses pièces à l'appui

« Les meneurs de ce Comité n'ont pas voulu faire exécuter,

(1) Ce n'est pas le 17 floréal qu'il fut guillotiné, comme on le croit d'ordinaire, mais le lendemain. Le 17, l'accusateur écrivit une lettre au Comité de sûreté générale que celui-ci transmit au Comité de salut public en disant : « Vous verrez qu'il a été impossible que ce jugement fût exécuté ce soir... » (Arch. nat. F⁷ 4411).

(2) Voir AULARD, *Histoire politique*, p. 525 et suiv.

ni exécuter eux-mêmes » l'article 9 de la loi du 17 septembre ; « de là, plus de 50.000 citoyens détenus sans cause ni motifs avoués par la loi. Or ce mépris de la loi est un crime ».

Allusion est faite à une pétition de la société populaire de Versailles, en faveur de plusieurs citoyens « réclamant contre des ordres injustes et arbitraires, dénonçant les atrocités commises par les agents du Comité de sûreté générale. En vain, le renvoi de ces réclamations a été fait au Comité de sûreté générale pour en faire un prompt rapport ; en vain la députation de Seine-et-Oise s'est portée au Comité pour certifier les faits ; les excès ont continué ; jamais le rapport n'a eu lieu. Il a en été de même dans toute l'étendue de la République ».

Allusion est faite également à la démission de Boucher Saint-Sauveur et à celle de Guffroy.

Le Cointre demande que Guffroy, qui a été longtemps secrétaire-général du Comité de sûreté générale, soit entendu, car Guffroy aurait dit : « Je raconterai les scènes que j'ai eues avec tous ces hommes pour soutenir contre eux l'innocence et la justice ».

La Convention nationale avait investi des plus grands pouvoirs le 6 avril 1793, les Comités de salut public et de sûreté générale ; celui-ci devait être renouvelé tous les mois.

« La nomination du Comité de sûreté générale a été faite sur la simple présentation d'une liste par Robespierre d'odieuse mémoire ; les membres des autres comités ont été nommés d'après les mêmes errements.

« A peine les Comités de salut public et de sûreté générale ont-ils été en exercice, que les vexations les plus inouïes ont été exécutées contre les citoyens, sans distinction. Les comités de surveillance, soit des sections de Paris, soit des districts ou départements, qui ont justifié de leur zèle par le plus grand nombre d'actes arbitraires ou de barbarie, ont trouvé des défenseurs, des protecteurs même, dans ces Comités.

Plus ils ont prouvé de violations des lois de la justice, de l'humanité et de la nature, plus ils ont affecté d'anticiper ou même de mépriser les lois qui devaient les régir ; plus, dis-je, ils ont trouvé d'appui dans ces Comités qui les autorisaient même à toutes sortes de violations.

« Les vexations de ces Comités ont été portées à un tel excès, même au bout d'un mois de leur institution, que notre collègue Boucher Saint-Sauveur, alors président de celui de sûreté générale, après avoir employé auprès de ses collègues tout ce que l'amour de la justice, en exécution des lois, peut suggérer, s'est vu forcé de se retirer. Je me réfère, pour cette anecdote, à ce qu'il a fait imprimer et publier pour justifier les motifs de sa démission ; entre autres choses, il vous a dit : « qu'indigné de voir persécuter les patriotes, plus indigné encore de voir que leurs oppresseurs trouvaient des défenseurs dans le Comité de sûreté générale, ne pouvant soutenir plus longtemps le spectacle déchirant des femmes et des enfants, éplorés, qui réclamaient la liberté de leur mari ou de leur père, sacrifiés à des haines particulières, voyant qu'il ne pouvait rien, qu'il luttait en vain pour leur faire rendre justice, qu'il ne pouvait faire réprimer aucune vexation, que c'était en vain qu'il s'élevait contre ces actes d'oppression et de tyrannie, il se retira ».

« Notre autre collègue Guffroy quitta aussi pour les mêmes principes : les vertus de ces deux collègues nous sont connues et ne seront point contredites même par ce Comité.

Le Cointre dit que, sous prétexte de découvrir les conspirateurs, le Comité de sûreté générale devint « l'ancre de tous les crimes » ; que, « réuni aux meneurs de celui de salut public, il conspira à son aise contre la Convention, le peuple français et la liberté générale ... »

Les Montagnards, se sentant menacés, plaidèrent la cause de l'ancien Comité de salut public. « Robert Lindet et Carnot s'expliquèrent en détail sur leur rôle politique, au grand profit

de l'histoire, mais sans réussir à arrêter l'aveugle réaction qui se déchainait contre les hommes de l'an II (1) ».

Il faut lire avec une grande attention les « réponses des membres de l'ancien Comité de salut public dénoncés (2) », on y trouve des renseignements fort intéressants.

Dans leur défense, ils ont voulu prouver que la forme de l'accusation était vicieuse, en ce qu'elle n'embrassait que quelques membres des anciens Comités et que les deux Comités avaient deux objets très distincts (3).

« Il ne suffit pas, disent-ils, de rédiger une accusation... ; il faut qu'elle soit appuyée de preuves positives, de pièces probantes. Il faut démontrer d'abord l'existence des délits reprochés, ensuite que les dénoncés soient réellement ceux qui les ont commis. Depuis six mois nos accusateurs ne nous ont pas autrement désignés dans la Convention et dans leurs libellés que sous la dénomination de grands coupables, sans pourtant avoir jamais cité un seul crime qui pût autoriser leurs déclarations ; et quoi qu'aujourd'hui on ait produit un assez grand nombre de pièces, en vidant tous les cartons des anciens Comités de salut public et de sûreté générale, ces pièces ne servent qu'à démontrer l'impossibilité de justifier l'accusation dirigée nommément contre quatre membres choisis à volonté dans ces deux Comités et contre lesquels il faudrait, par conséquent, des actes personnels pour légitimer cette désagrégation. Mais les pièces fournies sont loin d'être de cette nature, puisqu'il n'en est pas une seule de celles communes, soit aux deux Comités réunis, soit à chacun en particulier, qui se trouve être l'ouvrage personnel de ceux dénoncés. Il n'est pas même une de ces pièces qui ne soit conforme à la loi, et par conséquent nullement propre à caractériser un délit ».

(1) AULARD, *Histoire politique*, p. 526.

(2) Bibl. nat. Le 33/1226-1267.

(3) Voir *Coup d'œil sur le gouvernement de la tyrannie décenvirale*, Bibl. nat. Lb 41/16.

Collot d'Herbois dit dans sa défense, que la dénonciation dirigée contre les membres des anciens Comités ne porte sur aucun fait ; qu'elle est le pénible et long ouvrage de toutes les vengeances ; qu'elle est continuellement vague et indéfinie.

Il serait trop long de faire l'analyse des pièces justificatives qui furent accumulées par les accusés. Elles furent remises à cinq époques différentes par les Comités réunis à la Commission des 21 ; la première remise eut lieu le 10 brumaire et le 30 ventôse an III seulement, la Convention, sur la proposition du Comité de sûreté générale, décréta que la séance du 2 germinal serait entièrement consacrée à la discussion du rapport de la Commission des 21 (1).

Le 12 germinal, la Convention fut envahie par une multitude tumultueuse de pétitionnaires réclamant des subsistances, des mesures contre les royalistes, la fin de la persécution des patriotes. L'Assemblée promit de remédier à la disette, et, après qu'elle eût été délivrée par la garde-nationale, elle décréta la déportation immédiate de Barère, de Billaud-Varenne, de Collot d'Herbois et de Vadier. En exécution de ce décret, le Comité de sûreté générale arrêta qu'ils seraient transportés à l'île d'Oléron (2). Le 3 floréal, les Comités de gouvernement donnèrent des ordres au lieutenant de vaisseau Polony, commandant l'avisio l'*Expédition* pour faire trans-

(1) *Procès-verbal* du 30 ventôse an III, p.201. Voir *Moniteur*, réimp. (séance du 2 germinal an III).

(2) Arch. nat. AFII* 278. Ont signé : Boudin, Perrin, Guffroy, Delecloy, Ysabeau, Gauthier, Clauzel, Rovère, Legendre. La Commission administrative de police fut chargée de l'exécution de cet arrêté du 12 germinal. Le même jour, les scellés furent apposés sur les papiers de ces représentants.

Le 18 floréal, le Comité de sûreté générale charge la Commission des transports, postes et messageries, de faire parvenir à Collo, et à Billaud, une malle. Le 28 floréal, les citoyennes Collot et Billaud, demandent au Comité un passeport pour aller voir leurs maris à l'île d'Oléron. Le Comité renvoie leurs demandes avec avis favorable, à la Commission des relations extérieures.

porter « sous bonne escorte » à la Guyane, Billaud et Collot. Celui-ci fut confié au commandant de l'avis *Le Cerf* ; tandis que Billaud resta sur l'*Expédition*. Là-bas, ils furent éloignés l'un de l'autre, et ne purent se livrer qu'« aux travaux ordinaires de la colonie (1) ».

Le 12 germinal et les jours suivants, d'autres Conventionnels furent décrétés d'arrestation, entre autres Léonard Bourdon, Choudieu, Chasles, Ruamps, Amar, Thuriot, Cambon, Maignet, Levasseur (de la Sarthe). Le Cointre lui aussi, fut décrété d'arrestation. Lui qui, le premier, avait dénoncé les Montagnards, paraissait maintenant trop républicain. « Où est Le Cointre qui sème ici la division parmi nous ? » s'écria Bourdon (de l'Oise) le 12 germinal. Il était absent : on l'accusa de connivence avec les insurgés, malgré tout le soin que mit Legendre à plaider l'indulgence pour son extravagance. C'était bien un extravagant, car le 20 nivôse (15 janvier 1795) sa dénonciation ayant été reprise, il avait demandé l'amnistie pour ceux-là même qu'il avait dénoncés.

Sans culture et sans talents, mais turbulent et orgueilleux, Le Cointre avait débuté dans la carrière parlementaire par des dénonciations, et il termina sa carrière par des dénonciations. « Ce fut chez lui une monomanie, une habitude exempte de tout discernement (2). »

Il fut enfermé à la citadelle du Mont Saint-Michel ; ensuite, bien que décrété d'arrestation, le 2 prairial, il fut transféré dans son domicile de Versailles, en vertu de l'arrêté du Comité de sûreté générale du 15 vendémiaire an IV.

Par le décret du 18 germinal an III, celui-ci devint le dépositaire de toutes les pièces qui avaient été réunies par la Commission des 21.

(1) Arch. nat. AFII* 278.

(2) *Dictionnaire des Conventionnels*.

CHAPITRE V

INTERROGATOIRES ET JUGEMENTS

I. Procédure. Exemples. — II. Autres informations. Art. 9 de la loi des suspects. Tableaux de Comités de surveillance. — III. Les fautes sont « personnelles ». — IV. Le Comité et le Tribunal révolutionnaire. — V. Décrets du 10^e vendémiaire et du 8 nivôse an III. Arrêté du 16 nivôse. — VI. Le Comité et les tribunaux criminels des départements. Délits légers. Le Comité ennemi des injustices.

I. — A huit heures, tous les soirs, le Comité de sûreté générale se réunissait. La séance ouverte, chaque bureau ou région chargeait un de ses commis de se rendre, à tour de rôle, au secrétariat général, pour l'expédition des affaires. La présence de l'un des deux secrétaires généraux était obligatoire. D'ordinaire, les séances finissaient à onze heures ; mais parfois elles se continuaient fort avant dans la nuit ; ainsi, durant toute la dernière semaine de septembre 1793, le Comité était encore assemblé à deux heures du matin (1) ; en pareils cas, la moitié des expéditionnaires restaient alternativement au secrétariat, et le règlement dit qu'il était loisible à ceux qui avaient passé la nuit, de se rendre deux heures plus tard à leur travail du matin. L'accusateur public ou le directeur du jury d'accusation du Tribunal révolutionnaire, assistait parfois à ces séances nocturnes.

(1) Il s'occupait alors du « procès de Brissot et de ses complices ». Voir *Moniteur*, réimp. t. XVIII, p. 19.

A cette heure tardive et silencieuse, le Comité procédait souvent à l'interrogatoire des accusés.

Ainsi, le 28 nivôse an II, ont comparu devant lui les citoyens Dourse, Boyer et la citoyenne Gas (1).

L'interrogatoire de Dourse comporte 47 questions et 47 réponses. En voici le compte rendu :

Du 28 nivôse, 2 heures après minuit, l'an second de la République française une et indivisible.

Nous avons fait conduire par devant nous le citoyen Dourse arrêté en exécution d'ordre du Comité de sûreté générale auquel nous avons fait les demandes et interrogations ci-après...

Lecture faite au citoyen Dourse de l'interrogatoire et des réponses, il a persisté et signé avec Nous.

Avant la signature, nous avons observé au citoyen Dourse que nous ayant déclaré plus haut les chefs du parti protestant auquel il nous a dit que le citoyen Voulland continuait d'être de ce parti ; en conséquence nous lui avons demandé qu'il nous donnât à cet égard les renseignements qui étaient à sa connaissance, a répondu ce qui suit :

Réponse — J'ai dit, il est vrai, que dans le temps de l'Assemblée constituante, Voulland était attaché au parti protestant ; mais je déclare que j'ignore absolument s'il a dans ce moment des relations avec ce parti et que l'abbé Séguier ni Périllier ne m'ont donné à cet égard aucun renseignement sur les derniers troubles suscités à N. par le parti fédéraliste.

Lecture faite de cette dernière observation, il a persisté et signé.

Signé : Jagot, Dubarran, Amar, et Dourse.

Le 2 thermidor an II, a comparu le citoyen Bodart, chef de bureau de la Commission des revenus nationaux, « accusé

(1) Arch. nat. F7 4428. Ce carton renferme un avertissement : les noms des individus pourvus d'un dossier, qui ont sollicité leur mise en liberté ou l'ont obtenue, figurent dans un « répertoire de listes de demandes et de mises en liberté » qui se trouve dans ledit carton. Ce répertoire sera précieux pour calculer le nombre de mises en liberté ; car l'arrêt de mises en liberté ne figure pas toujours dans le dossier.

d'être un chaud partisan de l'aristocratie, n'ayant jamais donné de preuve de civisme, et d'avoir soutenu le fédéralisme ». Dans son dossier, on trouve deux mémoires ; dans l'un d'eux, l'inculpé a reproduit in-extenso un interrogatoire que lui a fait subir le Comité ; en voici quelques passages :

Le Comité — « Pourquoi avez-vous été l'apôtre de l'aristocratie et du fédéralisme dans la section (de la Montagne) avant qu'elle ait été régénérée ? L'inculpé — « Ces inculpations sont fausses et vagues ; j'ai toujours abhorré les deux monstres qui ont déchiré la patrie ». Le Comité « observe que s'il n'avait pas été l'apôtre de l'aristocratie et du fédéralisme, il ne se serait pas déclaré le défenseur de Roflet, partisan de la Commission des Douze ».

On lit encore : « Demandé s'il ne s'est pas opposé au recrutement pour le département de l'Eure ». Réponse : « Non, les personnes qui s'y sont opposées étaient des jeunes gens qui craignaient d'en faire partie ; un des premiers, j'ai fait un don pour concourir à cette expédition, ainsi qu'il résulte d'un registre ouvert dans ma compagnie, pour ces soumissions » — « Demandé s'il n'a pas été président et commissaire ; s'il a un certificat de civisme ; pourquoi il ne l'a pas présenté au visa du comité révolutionnaire ; pourquoi, lors de la régénération de la section, il a insulté en pleine assemblée, le président qui était patriote ». etc. etc.

L'interrogatoire de Charlotte Corday est l'un des plus célèbres de ce temps-là. Dans la séance de la Convention du 14 juillet 1793, Chabot le lut, au nom du Comité de sûreté générale (1). Il lut aussi l'extrait baptistaire de Charlotte et une lettre qu'elle avait écrite à Marat « pour intéresser sa sensibilité à l'entrevue qu'elle demandait ».

« L'assassin a déclaré, dans son interrogatoire, se nommer Marie-Charlotte Corday, née de parents ci-devant nobles, et domiciliée à Caen. Elle venait de cette ville, d'où elle est arrivée à Paris jeudi dernier. Elle a avoué le fait ; sa contenance était calme. Elle a dit qu'elle avait voulu sauver la

(1) *Procès verbal* du 14 juillet 1793.

France ; que tous les principaux députés de la Montagne devaient être poignardés ; que pour elle, sa tâche était remplie (1) ».

Le Comité faisait fréquemment arrêter des citoyens, à seule fin de les confronter avec d'autres. Le 27 vendémiaire an II, par exemple, il ordonne la mise en liberté des citoyens Boutin et Gardin, en spécifiant que s'ils ont été mis en état d'arrestation, par ordre du Comité, ç'a été « pour les confronter et les mettre en présence de C. Cools, anglais, qui avait fait une distribution de faux assignats (2) ». Le 6 floréal an II, le Comité prend connaissance d'une pétition de l'administration des postes tendant à la confrontation de deux citoyens (3).

Généralement, les prisonniers qui arrivaient de province, étaient incarcérés provisoirement au *violon* du Comité, interrogés dans la huitaine, ensuite conduits dans les diverses prisons parisiennes. Ainsi le 31 août 1793, le citoyen Gruyère détenu à Mortagne, a été amené auprès du Comité et, le 2 septembre, après avoir été interrogé, fut transféré à l'*Abbaye* (4).

Les interrogatoires ne se déroulaient pas tous à l'Hôtel de Brionne, au cours des séances du soir du Comité. Il ordonnait parfois à un ou plusieurs de ses membres ou secrétaires, de se transporter auprès des détenus, pour les interroger, recueillir leur déposition et leurs aveux. Le 27 mai 1793, Alquier et Ingrand allèrent à *Sainte-Pélagie* « pour interroger divers détenus sur des faits importants de salut public » (5). Le 30 messidor an III, c'est Pasté, secrétaire-greffier au Comité, qui se rend à *Duplessis* ; c'est aussi le citoyen Lesage qui est envoyé à la *Force* (6), etc.

(1) Voir *Moniteur*, réimp. t. XVII, p. 124. On trouve l'interrogatoire de Jacques Roux relatif à la mort de Marat dans MORTIMER-TERNAUX, *Histoire de la Terreur*, t. VIII, p. 520-521.

(2) Arch. nat. AFII* 289.

(3) Arch. nat. AFII* 275.

(4) Arch. nat. AFII* 286.

(5) Arch. nat. AFII* 289.

(6) Arch. nat. AFII* 287. Ce registre contient beaucoup de délégations analogues.

II. — A elles seules, les informations fournies par les interrogatoires n'eussent point permis au Comité de juger convenablement. Il lui en fallait recueillir ailleurs. Cela nous oblige à concevoir le Comité tel qu'il était en réalité, c'est-à-dire un centre immense de renseignements. Il en reçoit de partout et en abandonne, par l'intermédiaire de ses milliers d'agents et des autorités constituées : tantôt d'un comité révolutionnaire ; tantôt d'un agent-national ; tantôt d'un représentant en mission. Il attend d'eux « des informations impartiales (1) » ; il leur ordonne de faire toutes les recherches nécessaires, « pour mettre le Comité à portée de statuer (2) ». Tour à tour, il convoque au lieu de ses séances, l'accusateur public, son substitut, les juges, le directeur du jury d'accusation du Tribunal révolutionnaire. Le 23 messidor an II, l'accusateur est invité à se rendre, à 11 heures du soir, à la séance du Comité (3). Le 28 pluviôse an III, le Comité lui suggère « qu'il y a des interrogatoires et des renseignements à prendre » sur tel individu (4). Le 5 nivôse an III, le juge Denisot est invité à la séance du Comité ; « pour lui donner des renseignements (5) ». Tel jour, le Comité mande un député, une députation, tel fonctionnaire de marque, tel administrateur, pour témoigner ; tel autre jour, un simple sans-culotte (6).

Rappelons que l'article 9 de la loi des suspects obligeait les comités révolutionnaires à envoyer sans délai au Comité de sûreté générale, les motifs de leurs arrestations et les pièces qu'ils avaient saisies. Au commencement de germinal an II, ils reçurent du Comité un formulaire imprimé, qu'ils durent remplir dans le délai de huit jours. Il était intitulé :

(1) Arch. nat. F⁷ 4411 (lettre du 15 floréal an III).

(2) Arch. nat. AFII* 300 (lettre du 2 frimaire an III).

(3) Arch. nat. AF II* 275.

(4) Arch. nat. AF II* 300.

(5) Arch. nat. AF II* 300.

(6) Voir, par exemple, Arch. nat. AFII* 300 et AFII* 301.

Tableau à remplir par le comité de surveillance de la section de..., sous sa responsabilité, dans le délai de huit jours, à compter du jour de sa réception (1).

Il comprenait sept colonnes dont voici la teneur :

1^o Nom du détenu, son domicile avant sa détention, son âge, le nombre de ses enfants, leur âge, où ils sont ; s'il est veuf, garçon ou marié.

2^o Le lieu où il est détenu ; depuis quand ; à quelle époque ; par quel ordre ; pourquoi.

3^o Sa profession avant et depuis la Révolution.

5^o Ses relations, ses liaisons.

6^o Le caractère et les opinions politiques qu'il a montrés dans les mois de mai, juillet et octobre 1789, au 10 août, à la fuite et à la mort du tyran, au 31 mai et dans les crises de la guerre, s'il a signé des pétitions ou arrêtés liberticides.

7^o Les comités de surveillance donneront les renseignements ci-contre sur les personnes domiciliées dans leur ressort avant leur détention, soit qu'elles soient détenues dans leur ressort, soient qu'elles soient détenues ailleurs.

Les comités de surveillance rempliront ce tableau à l'égard des personnes ordinairement domiciliées dans leur ressort et arrêtées dans d'autre pays, en ajoutant par quel ordre et quels motifs s'ils en ont connaissance.

Les comités de surveillance feront imprimer le présent tableau en nombre qu'ils jugeront nécessaire selon le nombre des détenus de chaque section et les rempliront dans le délai de huit jours. Ils exécuteront la même opération par rapport à ceux qui seront détenus par la suite.

Les comités de surveillance enverront sans délai les tableaux remplis au Comité de sûreté générale de la Convention et contre-signeront l'enveloppe.

Les membres du Comité de sûreté générale. Signé : Lavicomterie, Le Bas, Voulland, Dubarran, Vadier, Amar, David, Rühl-Louis (du bas-Rhin), Jagot, Elie Lacoste, Moyse Bayle.

Pour copie conforme. Paris, le 16 ventôse, l'an II de la République.

(1) Arch. nat. F⁷ 4604, 4700.

Mais les erreurs et la négligence de plusieurs comités de surveillance, obligèrent le Comité de salut public à leur donner une explication de la loi ainsi que de nouveaux renseignements.

Voici ce qu'il écrivit, le 18 germinal an II, aux agents nationaux des districts :

« La loi veut qu'il n'y ait qu'un tableau pour chaque détenu, pour en faciliter le jugement. La loi veut la plus grande impartialité, la plus grande précision.

« Et nous avons vu, d'après plusieurs tableaux, la perfide complaisance de plusieurs comités trompés, séduits ou dirigés par les manœuvres de ceux qui veulent échapper à la vigilance nationale.

« Rappelle à ceux dont nous serons obligés de renvoyer les tableaux, la responsabilité qui pèse sur leurs têtes.

« Qu'ils recueillent toutes les preuves qu'ils pourront trouver contre les détenus ; qu'ils appellent le peuple à ce jugement ; qu'ils fassent afficher pendant trois jours, dans la salle des séances de la commune les tableaux qu'ils devront nous envoyer, avec invitation au peuple de donner des renseignements ignorés du Comité.

« Quand les tableaux te seront parvenus, c'est à toi de les examiner, de les renvoyer, s'ils ne sont pas conformes à la loi, avec la note indicative des défauts qui s'y trouvent. S'ils sont en règle, tu les adresseras sur-le-champ au Comité de salut public, au bureau des détenus, d'après l'arrêté particulier convenu entre lui et le Comité de sûreté générale.

R. Lindet, Carnot, Saint-Just, C. A. Prieur, B. Barère, Collot d'Herbois, Robespierre, Billaud-Varenne.

« P. S. Chacun des tableaux que tu nous feras parvenir ne devant être employé que pour un seul détenu, tu pourras,

en faisant réimprimer le modèle précédent, le réduire au format in-quarto, au lieu du format in-folio (1) ».

De nouveau, le 29 brumaire an III, le Comité adressa la circulaire suivante aux agents-nationaux :

« Il est nécessaire que vous adressiez au Comité l'état de de tous les citoyens qui sont encore en arrestation dans l'étendue des districts auxquels vous êtes attachés, avec le tableau relatif à chacun d'eux, rédigé dans la forme prescrite par l'arrêté du 16 ventôse dernier, en y ajoutant la désignation précise des lieux de leur détention.

« Le Comité désire que ces états et tableaux lui parviennent dans huit jours, à compter de la réception de la présente. Il compte trop sur votre zèle pour craindre que vous différiez davantage à remplir ses intentions (2) ».

Tous ces tableaux et questionnaires marquent manifestement que le Comité, même sous la Terreur, mettait tout son soin à rechercher les différentes circonstances et les véritables motifs des arrestations, afin d'être à même de fixer le degré de responsabilité et de culpabilité des accusés, afin sans doute, de découvrir la vérité.

Or, le nombre des détenus était tel en pleine Terreur, que le temps matériel eût manqué au Comité pour rendre une justice raisonnable, et puis la justice ne peut être bien rendue que dans le calme, loin du tumulte de la rue, loin des rivalités et des influences politiques.

C'est ce qui explique que bien peu de prisonniers aient bénéficié de cette louable procédure.

Au cours de toute grande crise sociale, les passions finissent par obscurcir l'esprit des gens les plus pondérés, les plus énergiques, les plus clairvoyants, et non pas seulement l'esprit de la masse. Les gouvernants, les dictateurs eux-mêmes,

(1) Arch. de la Haute-Saône, 69I.⁸⁻⁷. Il s'agit évidemment des tableaux dont il vient d'être question.

(2) Bibl. nat. Le 37/3, ou Arch. de la Haute-Saône, 61L.⁸.

n'ayant pas un sang-froid sans limites, voient la justice, à travers les événements dont ils subissent, malgré eux, l'influence, ou plutôt à travers l'idée qu'ils s'en font et qui souvent les aveugle. Les plus nobles cœurs sont capables d'erreurs : on a en vue le salut du pays ou la victoire d'une idée, et fatalement l'on en vient à la violence, on arrête, par mesure de sûreté générale, des innocents ; on veut juger, on juge hâtivement, de façon déplorable : il se trouve que des innocents, chose atroce, sont punis de mort, ou bien même on condamne sans juger. Mieux vaudrait alors attendre, pour juger, que la tourmente ait cessé !

C'est ce qui, heureusement, arriva le plus souvent sous la Terreur : ce n'est qu'après le 9 thermidor que la majorité des prisonniers, dont on s'était désintéressé, fut jugée ; c'est alors seulement que la procédure qui vient d'être signalée a été généralisée : le Comité puisa alors aux sources d'informations les plus diverses, l'instruction s'en trouva singulièrement consolidée et la variété même des témoignages lui permit, comme il le dit, « de prononcer avec connaissance de cause (1) ».

On devine aisément que le Comité, lui aussi, envoyait, par mille voies différentes, des renseignements aux quatre coins de la France. Il ne s'écoulait pas de jour qu'un de ses subordonnés ne lui demandât des éclaircissements sur tel prévenu, telle affaire en cours, sur une partie de la procédure, sur l'interprétation d'un décret ou d'un arrêté, etc. Le Comité les en instruisait toujours avec diligence, précision et clarté (2).

Il n'apparaît pas, si l'on considère attentivement ces milliers d'interrogatoires, de questionnaires, de dépositions

(1) Arch. nat. F⁷ 4411 (lettre du 15 floréal an III). Cette expression est fréquente.

(2) Quand il n'y avait, dans ses bureaux, aucune pièce à la charge des accusés mis en cause, il le disait purement et simplement. Voir par exemple, lettre du 24 pluviôse an III, Arch. nat. F⁷ 4411 ou AFII* 300.

de toutes sortes, cette procédure qui consiste à éclairer le plus possible les juges, que le Comité ait marqué la négligence que ceux qui sont aveuglés par la passion *a priori* lui reprochent.

III. — Le Comité considérait alors comme un « principe sacré que les fautes sont *personnelles* (1) ». Cela est bien remarquable. C'est pourquoi il s'efforçait avec tant de zèle et de prudence d'isoler, pour ainsi dire, la personnalité de chacun des accusés, d'en déterminer les caractères, les nuances et l'évolution, de la mettre en pleine lumière devant la justice. C'est pourquoi, surtout après thermidor, il ne prononçait pas sur de vagues dénonciations : il les vérifiait, et recommandait à ses auxiliaires de les vérifier ; il concevait fort bien qu'une dénonciation est souvent inspirée par quelque sentiment condamnable. C'est pourquoi encore il se déclarait « l'ennemi des haines et des vengeances particulières » et bannissait « toute animosité individuelle ».

« Il faut, disait-il encore, laisser aux tribunaux le soin de venger les hommes probes des atteintes des méchants. L'homme probe lui-même deviendrait indigne de cette qualification, s'il ne la méritait par son respect pour les principes sociaux qui ne lui permettent point de se faire justice à lui-même (2) ».

De tels principes en matière de procédure semblaient offrir de sérieuses garanties aux accusés et promettaient de nombreuses mises en liberté. Il est évident que le Comité ne se plaçait pour juger, qu'au seul point de vue révolutionnaire : il accomplissait sa mission qui était de faire triompher la République.

IV. — En déterminant brièvement les rapports du Comité

(1) Arch. nat. AF_{II}* 301. (Lettre aux représentants du peuple en mission, du 7 prairial an III).

(2) Arch. nat. AF_{II}* 300 (Lettre du 6 nivôse an III).

avec le Tribunal révolutionnaire et les tribunaux criminels de départements, toute la procédure va se trouver éclairée d'un jour nouveau. Ces autorités se transmettaient les unes aux autres les dossiers relatifs aux arrestations, à l'instruction et aux jugements ; elles s'instruisaient mutuellement (1).

Le Comité s'entretenait soit par écrit, soit verbalement au cours de ses séances, avec Antoine Quentin Fouquier, accusateur public du Tribunal révolutionnaire, établi à Paris par décret de la Convention du 10 Mars 1793, l'an deuxième de la République. Mais d'ordinaire, le Tribunal et l'accusateur ne se rendaient au Comité qu'autant qu'ils y étaient mandés. En vertu de l'article 2 du décret du 5 avril suivant, l'accusateur pouvait faire arrêter, poursuivre et juger sur la dénonciation des autorités constituées ou des citoyens. Ces mots, qui ornaient les mandements de justice, sonnent douloureusement au fond de nos cœurs (2).

Le 22 prairial an II, la Convention rendit un nouveau décret terroriste sur l'organisation du Tribunal. L'article 4 dit qu'il est institué pour punir les ennemis du peuple ; l'article 5, que nul ne pourra traduire personne audit Tribunal si ce n'est la Convention nationale, le Comité de salut public, le Comité de sûreté générale, les représentants du peuple commissaires de la Convention et l'accusateur lui-même ; l'article 6, que les autorités en général ne pourront exercer ce droit sans en avoir prévenu le Comité de salut public et le Comité de sûreté générale et obtenu leur autorisation (3). Ce décret qui abolissait quasi tous les droits et toutes les formes de la défense, eut de tristes effets : alors qu'il y avait eu avant ce décret, en treize mois, environ 1.220

(1) Voir par exemple Arch. nat. AF 11* 300. Le 25 brumaire an III, le Comité envoie à l'accusateur un dossier de 21 pièces ; le 2 frimaire, un de 24 pièces ; le 7 frimaire un de 3 pièces. Elles étaient soigneusement inventoriées afin de pouvoir les vérifier au besoin. Voir aussi : AF 11* 301.

(2) Arch. nat. W1b 503.

(3) *Procès-verbal* du 22 prairial.

condamnations à mort prononcées par le Tribunal, il y en eut ensuite, en neuf jours seulement, environ 1.376. Ce fut une véritable boucherie, funeste résultat de la dictature de Robespierre.

Le 23 prairial, Bourdon (de l'Oise) intervient. Il demande que les Comités continuent de faire des arrestations provisoires « qui ont été si utiles à la République, et qui le seront encore ». Il demande en outre à la Convention de spécifier qu'elle seule aurait le droit d'envoyer un de ses membres au Tribunal révolutionnaire. Merlin ajoute : « le jury qui doit prononcer, s'il y a lieu à accusation contre un représentant du peuple, c'est la Convention ». L'Assemblée considérant comme inaliénable ce « droit exclusif de la représentation nationale, décrète qu'il n'y avait pas lieu à délibérer (1) ».

Voilà résumés les pouvoirs redoutables que la loi attribua au Tribunal révolutionnaire. Pouvoirs inscrits en des formules troubles et troublantes, qui font songer à celles de la fameuse loi des *suspects*. L'accusateur public va devenir le grand personnage de la Terreur. Le Comité de sûreté générale va apparaître, avant thermidor, comme le pourvoyeur, et après thermidor, comme le modérateur du Tribunal révolutionnaire.

Dès le 22 octobre 1792, le Comité invite le Tribunal criminel à « tirer les plus grands éclaircissements » de deux prisonniers et les recommande à « son humanité, en raison des services qu'ils peuvent avoir rendus (2) ».

Le 27 mars 1793, sur le rapport du Comité, la Convention déclare comme non-venu le jugement de mort prononcé par le Tribunal criminel de Paris, contre le citoyen Oriot « comme contraire à la loi » (3).

(1) *Moniteur*, réimp., t. XX, p. 699.

(2) TUETÉY, *Répertoire général des sources manuscrites de l'Histoire de Paris*, t. V, n° 849. Original signé de Bordas, Ingrand, Claude Fauchet.

(3) *Procès-verbal* du 27 mars 1793.

Le 16 septembre, la Convention sur le rapport de son Comité décrète qu'il sera sursis à l'exécution du jugement du Tribunal criminel de Paris, qui a condamné à mort le citoyen Meivel, « accusé et convaincu d'émission de faux assignats (1) ».

Elu membre du Comité de sûreté générale le 11 septembre 1793, Voulland fait adopter, le 20 octobre, par la Convention, un décret autorisant ledit Comité à renvoyer directement devant le Tribunal révolutionnaire les détenus. Le 16 octobre il fait remettre en liberté Chauveau-Lagarde et Tronçon-Ducoudray, avocats de Marie-Antoinette, « illégalement arrêtés », et le 9 décembre, il annonce l'arrestation du voleur et du récéleur du diamant le *Régent* (2).

Le 3 pluviôse an II, la Convention décrète que les généraux en chef ne pourront être arrêtés et traduits au Tribunal révolutionnaire qu'en vertu d'un décret de la Convention nationale, ou par ordre de ses Comités de salut public et de sûreté générale, ou enfin par un arrêté des représentants du peuple près les armées (3).

Le 16 germinal an II, la Convention après avoir entendu son Comité, décrète « qu'il sera sursis à toute poursuite au Tribunal révolutionnaire », contre les citoyens Corneille, Gaurin, Cantenot et autres, « jusqu'à ce que le Comité de sûreté générale ait examiné et comparé les procédures instruites contre ces prévenus, avec les renseignements ultérieurs que le représentant du peuple Lejeune lui aura transmis (4) ».

Le 2 thermidor an II, le Comité de sûreté générale invite Fouquier à lui remettre tous les dix jours, une liste par ordre alphabétique, des noms et qualités des individus mis en ju-

(1) Procès-verbal du 16 septembre 1793.

(2) Voir *Dictionnaire des Conventionnels*.

(3) *Procès-verbal* du 3 pluviôse an II. Ainsi le 30 brumaire an III, le Comité adresse à l'accusateur public, le dossier du général de brigade Dufresne, qui compte 7 pièces « portant l'empreinte de la griffe du Comité » (Arch. nat. AFin* 300).

(4) *Procès-verbal* du 16 germinal an II.

gement, condamnés ou acquittés (1). Les abus du Tribunal révolutionnaire devenaient de plus en plus abominables.

Dans la séance de la Convention du 11 thermidor, Elie Lacoste demande la suspension du Tribunal révolutionnaire. « Il n'est pas possible, dit-il, que la Convention nationale puisse hésiter un instant ». La suppression est décrétée au milieu des plus vifs applaudissements. Et la Convention décrète qu'une commission provisoire le remplacera (2). « Vous venez de rendre un décret qui sauve la Patrie, dit Lacoste, les membres du Tribunal révolutionnaire, frappés par l'opinion publique, ne pouvaient plus faire le bien ». Et Tallien ajoute : « Vous l'avez supprimé, vous le deviez à votre conscience, à votre devoir, au peuple qui le demandait ». Le 9 thermidor, il avait envoyé à l'échafaud quarante-six condamnés : c'est ce qu'on appelle *la dernière charrette*. Les 10 et 11 thermidor, il fit guillotiner Robespierre et les robespierristes. Son activité allait être suspendue jusqu'à la fin du mois. Avait-on réellement honte de ce tribunal ? Pas précisément. La vérité est qu'il comptait des robespierristes parmi ses membres. Barère le dit explicitement dans son rapport du 11 thermidor. Par le décret du 23 thermidor, il devint un tribunal régulier, excepté qu'il ne connaissait que des affaires politiques et prononçait sans appel ; de nouveaux juges le composèrent. « De sérieuses garanties furent données aux accusés, et c'est ainsi que Carrier et Fouquier-Tinville purent se défendre longuement et librement, ce que n'avaient pu faire ni Vergnaud, ni Danton (3) ».

V. — Dans la séance de la Convention du 10 vendémiaire an III, Bourdon (de l'Oise), se plaint que le Comité de sûreté générale se trouve souvent arrêté par la loi « Beaucoup de

(1) Arch. nat. AFII* 275.

(2) *Moniteur*, réimp., t. XXI, p. 355.

(3) AULARD, *Histoire politique de la Révolution française*, p. 519

citoyens, dit-il, avaient été traduits à l'ancien Tribunal révolutionnaire pour des propos et autres causes, pour lesquels le jury d'alors, quelque mal composé qu'il fût, n'a pas osé les condamner à mort ; mais il les a condamnés à la détention. Le Comité ordonne l'élargissement dans des cas semblables, quand il n'y a pas de jugement, il faut que la mesure soit égale pour tous ».

« Je demande donc que le Comité puisse prononcer l'élargissement nonobstant des jugements portés jusqu'au 10 thermidor, lorsqu'il croira qu'il y a lieu à le faire.

« Qu'on ne craigne pas au reste que ce soit porter atteinte à l'institution sage et sacrée des jurés ; quand les jurés ont prononcé dans leur âme et conscience sur un délit, et que les juges ont appliqué la loi, il y a alors un jugement contre lequel il n'est plus permis de revenir ; mais ici les citoyens dont je parle n'ont pas été condamnés à la détention d'après une déclaration des jurés, mais simplement sur un réquisitoire de l'accusateur public ou d'un de ses substituts, d'après lequel les juges ont ordonné la détention.

« La mesure que j'é propose est donc juste, humaine et ne porte pas atteinte à l'institution des jurés. »

Bodin demande que cette mesure soit étendue à toute la République. Bourdon soutient cet amendement, et sa proposition ainsi que l'amendement de Bodin sont décrétés comme il suit :

« La Convention nationale autorise son Comité de sûreté générale à statuer sur toutes les détentions jusqu'à la paix, prononcées par jugements des différents tribunaux pour motifs de suspicion seulement jusqu'au 10 thermidor (1) ».

En vérité la mesure que fit adopter Bourdon (de l'Oise) était juste et humaine. On a dit beaucoup de mal — trop

(1) *Moniteur*, réimp., t. XXII, p 128. Voir aussi *Procès-verbal* du 10 vendémiaire an III.

peut-être — de ce fougueux ennemi de Robespierre. Il essaya d'ailleurs de se justifier dans une sorte de profession de foi de ce député, qui semble bien refléter sa personnalité et ses véritables sentiments.

Les dénonciateurs eux-mêmes comparaissaient à l'audience du Tribunal révolutionnaire, pour formuler des explications sur leurs dénonciations. Elles étaient examinées et parfois communiquées au Comité de sûreté générale. A propos d'une audience de l'Égalité, voici ce qu'il écrit, le 5 brumaire an III, aux membres du Tribunal révolutionnaire de service : « Le Comité ne veut influencer en rien votre opinion ni votre jugement, et il laisse à votre conscience ce qui reste à déterminer en définitive (1) ».

Le Comité faisant appel à la conscience des juges, qu'il savait sévères, n'est-ce point significatif ?

Le 8 nivôse an III, un nouveau décret modifia l'organisation du Tribunal révolutionnaire. L'article 21 (titre IV) dit : « Nul ne pourra être traduit au Tribunal révolutionnaire que par un décret de la Convention nationale ou par un arrêté du Comité de sûreté générale, ou par un mandat d'arrêt, soit du Tribunal, soit de l'accusateur public, dans les cas déterminés par les articles 22, 23 et 66 ci-après (2) ».

Le Comité entretenait alors de fréquentes relations avec ce « Tribunal terrible, où, disait-il, la justice seule doit siéger », relations plus étroites et moins équivoques qu'avant thermidor. Depuis qu'il avait la police générale de la République, son regard embrassait tout : il exerçait sa surveillance sur les

(1) Arch. nat. AF11* 300.

(2) Voir *Procès-verbal* du 8 nivôse an III. Voir aussi WALLON, *Histoire du Tribunal révolutionnaire de Paris*. Ce décret comporte 7 titres : 1° Compétence du Tribunal révolutionnaire ; 2° Composition ; 3° Ordre du service ; 4° Traduction des prévenus devant le Tribunal révolutionnaire ; 5° De la procédure devant le Tribunal révolutionnaire ; 6° De l'examen et de la conviction ; 7° Du jugement.

plus hautes juridictions ; il s'inquiétait notamment de la moralité des jurés (1).

Tantôt il écrivait à l'accusateur, tantôt au secrétaire général, tantôt au greffier en chef, tantôt « au parquet de l'accusateur (2) ».

Le 16 nivôse an III, il prit l'arrêté suivant :

« 1^o Les scellés seront apposés sur les dépôts et armoires du greffe du Tribunal révolutionnaire, renfermant les effets, bijoux, numéraire et assignats pris sur les prisonniers et condamnés (3).

« 2^o Cette mesure sera exécutée par la Commission de police de la section du Pont-Neuf en présence du citoyen Almain, l'un des secrétaires de Comité de sûreté générale.

« 3^o Lesdits scellés seront levés par lesdits commissaires en présence d'un agent du Comité de sûreté générale, d'un commissaire de la Trésorerie nationale et d'un agent de la Commission des revenus nationaux qui y seront appelés à cet effet.

« 4^o Les effets, assignats, le numéraire et les bijoux qui se trouveront dans lesdits dépôts seront remis sur inventaire et récépissé au commissaire de la Trésorerie nationale.

« 5^o Les papiers, renseignements et autres objets qui paraissent suspects seront apportés au Comité de sûreté générale.

« 6^o La section de police du Comité est chargée de surveiller l'exécution du présent arrêté et d'en rendre compte au Comité.

Boudin, Harmand, Ph. Ch. Ai. Goupilleau, Vardon, Reubell, Reverchon, Legendre, Lomont, Guffroy (4) ».

Depuis la loi du 8 nivôse, les autorités constituées n'adres-

(1) Lettre à l'agent-national du district de Metz, 4 pluviôse an III Arch. nat. AFII* 300.

(2) Voir Arch. nat. AFII* 300 (Lettres des 11, 13, 22, nivôse an III, 8 pluviôse an III etc.).

(3) Le 13 nivôse an III, le Comité avait autorisé le greffier du Tribunal à restituer à la veuve Paquotte, la montre en or de son mari guillotiné (Arch. nat. AFII* 300).

(4) Arch. nat. AFII* 277.

saient plus à l'accusateur public les pièces relatives aux prévenus de délits contre-révolutionnaires. Dorénavant, disait l'article 25, elles les adresseront au Comité de sûreté générale, ce qui voulait dire qu'un prévenu d'avoir tenu des « discours inciviques » par exemple, serait jugé dorénavant par le Comité de sûreté générale et non par le Tribunal révolutionnaire (1).

Légalement, le Tribunal devait se diviser en deux sections « pour accélérer les opérations » qui lui étaient confiées. Il ne le fit pas toujours ; car, le 3 floréal an III, le Comité qui était l'ennemi des lenteurs, lui rappela son devoir (2). D'ailleurs, le Comité insistait sans cesse pour que les affaires en instance devant le Tribunal soient instruites avec diligence et précision. Il faut, disait-il à l'accusateur public, qu'un citoyen soit jugé sans délai s'il est coupable et renvoyé en liberté à ses fonctions s'il est innocent... Il est important que des prévenus ne soient point détenus arbitrairement ; ils doivent être promptement jugés... (3)

Le Tribunal révolutionnaire que l'Europe considérait comme le signe et le principal-instrument de la Terreur, fut définitivement supprimé le 12 prairial an III (4), après que la Convention eut traité avec une partie de l'Europe.

VI. — La correspondance entre le Comité et les tribunaux

(1) Arch. nat. F⁷ 4411 (Voir lettre du 18 pluviôse an III, de la Commission des administrations civiles, police et tribunaux.

(2) Arch. nat. AFII* 301, ou F⁷ 4411.

(3) Arch. nat. AFII* 301 ou F⁷ 4411 (Voir deux lettres du 19 floréal an III, à l'accusateur public du département de Paris.

(4) Le 12 prairial, le Comité recommande à l'accusateur public du tribunal criminel du département de Paris, « de faire faire la recherche la plus exacte de tous les papiers, à charge et à décharge, des citoyens Pache, Audouin, son gendre, Bouchotte, ex-ministre, Héron, etc... et de les envoyer sans délai au tribunal criminel du département d'Eure-et-Loir, chargé de juger ces individus par décret de la Convention du 4 de ce mois ». (Arch. nat. AFII* 301). Le 4^e jour complémentaire an III, le Comité recommande à l'accusateur d'Eure-et-Loir de « poursuivre avec célérité l'instruction et le jugement de cette affaire ».

(Arch. nat. AFII* 301).

criminels des départements est de même ordre que celle qui vient d'être étudiée.

L'esprit du Comité n'a pas varié. Avant thermidor, l'autorité centrale de la police exprime une indifférence marquée à l'égard des policiers et des juges ; elle pratique une méthode qu'on pourrait nommer de « laisser-faire » qui conduit directement policiers et juges abandonnés à leur zèle et à leur caprice, à l'arbitraire. Après thermidor, et surtout en l'an III, le Comité s'intéresse aux jugements aussi bien qu'aux arrestations et il témoigne d'un esprit de sagesse, d'ordre et de justice.

Ses lettres contiennent des conseils de prudence, de probité, de précision, d'humanité. Le 20 pluviôse an III, il écrit à l'accusateur public près le tribunal criminel du Jura : « La justice nationale commande de réparer autant que possible les torts et les crimes de la dernière tyrannie. Avant de prononcer, il faut connaître les faits. Le Comité vous adresse les mémoires ci-joints. Vérifiez et faites vérifier les faits avec le plus grand scrupule, et mettez en marge de ces mémoires les notes que vous aurez recueillies (1) ».

Le 5 nivôse an III, il adresse cent huit pièces à l'accusateur public près le tribunal criminel du Pas-de-Calais (2) ; le 3 messidor, un mandat d'arrêt à l'accusateur des Ardennes (3) ; le 11 messidor, il demande des motifs d'arrestation à l'accusateur d'Ille-et-Vilaine (4) ; le 24 fructidor an III, il écrit à l'accusateur de la Nièvre : « Nous avons reçu la lettre par laquelle vous nous donnez connaissance des motifs de la réincarcération du citoyen Bompois. Vous nous annoncez que *six cents* témoins ont déjà été entendus, qu'il en reste

(1) Arch. nat. F⁷ 4411.

(2) Arch. nat. AFII* 300.

(3) Arch. nat. AFII* 301.

(4) Arch. nat. AF II* 301. Il s'agissait du citoyen Defienne, accusateur public de la Commission militaire de Rennes, arrêté en messidor an II, sur l'ordre de l'accusateur près le tribunal criminel.

encore beaucoup à entendre. Quelque volumineuse que soit cette affaire, nous attendons de votre zèle que vous ferez tout ce qui dépendra de vous pour que les innocents soient bientôt rendus à la liberté et à la société et pour que les coupables soient pris (1) ».

Le 20 vendémiaire an IV, il écrit à l'accusateur public de Châlons : « Comment se fait-il que la famille Vauthier soit toujours livrée aux inquiétudes, tandis que les collègues de ce citoyen sont acquittés ? Le Comité vous charge expressément de faire cesser tous les retards dans les décisions de cette affaire... ; il vous charge spécialement de l'informer de suite si quelqu'un abusant des fonctions qui lui sont confiées par la loi, n'a pas servi quelques passions particulières en prolongeant inutilement la procédure... (2) »

C'est avec le Comité de sûreté générale que les accusateurs publics de la province devaient correspondre « pour les objets de détails relatifs à l'instruction (3) ». Il centralisait les pièces devant servir de « base » à l'acte d'accusation, les leur transmettait, accompagnées de questionnaires et les invitait, en outre, à demander des éclaircissements complémentaires aux Comités de législation et de salut public. Mais d'ordinaire, une cause de quelque importance occasionnait l'intervention de plusieurs autres autorités : d'un représentant du peuple en mission par exemple, d'un comité révolutionnaire, d'une société populaire, de la Commission des administrations civiles, police et tribunaux, etc. (4).

(1) Arch. nat. AF II* 301.

(2) Arch. nat. AF II* 301.

(3) Arch. nat. AF II* 301. (Voir lettre à l'accusateur du département d'Eure-et-Loir)

(4) Par exemple la lettre du 19 pluviôse an III adressée par le Comité à l'accusateur des Côtes-du-Nord, montre que la même affaire avait mis en rapport le Comité avec la Commission des administrations civiles et les représentants du peuple en mission dans ce département (Arch. nat. AF II* 300). Remarquons, en outre, que les représentants chargeaient d'informations les accusateurs publics. Ainsi, le 5 nivôse an III, Calès autorise celui de la Côte-d'Or à ouvrir une information,

Les délits qui n'offraient pas « un caractère *suffisant* » de gravité, n'étaient point suivis d'une procédure judiciaire. Cela eût entraîné des frais inutiles, retardé les poursuites importantes, entravé la justice. Les auteurs de tels délits devaient être mis en liberté. Malheureusement le mot délit n'était pas défini par la loi. Ainsi l'article premier de la *loi des suspects* est d'un vague effrayant : de même l'article 8 de la fameuse délibération du Conseil général de Paris (20 vendémiaire an II) qui déclare suspects « ceux qui n'ayant rien fait contre la liberté n'ont aussi rien fait pour elle (1) ». Plus vague encore est l'article 4 de la loi du 22 prairial qui charge le Tribunal révolutionnaire de « punir les ennemis du peuple ». De sorte que le mot délit s'appliquait aux infractions les plus légères. Là est la raison de tant d'arrestations et de détentions arbitraires.

La conscience des juges devait, il est vrai, discerner les délits légers des autres : le Comité le disait explicitement ; sans cesse il répétait que les innocents devaient recouvrer leur liberté. Mais il y avait des juges sans scrupules, sans cœur, qui, ne suivant pas les conseils du Comité, attendaient parfois des mois avant d'examiner une affaire et laissaient ainsi en prison de pauvres citoyens arrêtés comme suspects. Le Comité déplorait ces sortes d'injustices ; c'est pourquoi le 15 messidor an III, par exemple, il prie l'accusateur du département de la Marne de mettre le citoyen Lefèvre « à portée d'obtenir la justice qui lui est due » et d'avoir « surtout égard à sa longue détention (2) ».

On peut généraliser en disant que des milliers de cas de même nature que celui-ci caractérisent, de façon éclatante, l'activité du Comité après thermidor : toutes ses manifes,

et le 22, l'accusateur informe le Comité qu'il est chargé par Calès de « mettre en jugement » plusieurs citoyens (Arch. de la Côte-d'Or, L. IVⁿ 47 i 3).

(1) Voir plus haut p. 68.

(2) Arch. nat. AFIⁿ* 301.

tations (arrestations, instructions, jugements, etc.) accusent un effort constant en vue d'accélérer et d'accroître la justice.

La vraie pensée du Comité de l'an III rayonne de ses paroles, de sa correspondance. Hardie, humaine, elle paraît composée de fermeté et de prudence, de compassion et parfois de clémence. Elle n'est point comparable à la pensée pleine de desseins sanguinaires, d'un Fouquier stigmatisé par l'Histoire (1). Elle apparaîtra, plus clairement encore, dans la suite.

(1) Relativement au procès et au jugement de Fouquier-Tinville, on trouve dans Arch. nat. AF 11* 278, une pièce émanant du Comité de sûreté générale datée du 4 floréal an III ; dans Arch. nat. AF 11* 301, ou dans F⁷ 4411, une pièce datée du 17 floréal.

CHAPITRE VI

LES MISES EN LIBERTÉ DÉFINITIVES

I. Pétitions et mémoires justificatifs. — II. Multiples témoignages en faveur de détenus. — III. Appui des sociétés populaires. — IV. Les pétitionnaires admis à la barre de la Convention. Séance et décret du 30 frimaire an II. Discours de Robespierre. — V. Les visites des prisons ; heureuses conséquences. Bourdon (de l'Oise) et Legendre. — VI. Décret du 8 ventôse an II. — VII. Registres des mises en liberté. Procédure. — VIII. Influence des représentants du peuple en mission. — IX. Tableaux de renseignement. Quelques chiffres. — X. Décret du 21 messidor an II : mise en liberté des laboureurs détenus comme suspects. Arrêté du 28 fructidor : mise en liberté des sans-culottes. Mise en liberté des prêtres constitutionnels. — XI. Exécution des arrêtés d'élargissement.

I. — Les élargissements furent si rares, avant thermidor, auprès des arrestations, qu'ils ne peuvent faire l'objet d'un chapitre spécial. Certes, avant que la Terreur ne fût à l'ordre du jour, quelques détenus recouvrèrent leur liberté, après « l'examen le plus sévère », par le Comité, des « preuves » qu'ils fournirent, « par écrit et verbalement » ; après qu'ils eurent démontré « par un grand nombre de faits authentiques » la fausseté des accusations dont ils avaient été victimes ; exemple : l'officier de dragons Giraud, le 8 juillet 1793 (1).

(1) Arch. nat. F⁹ 4407. Cet arrêté est signé de Basire, Julien (de Toulouse), Laignelot, Amar, Maure l'aîné.

On trouve, aux Archives nationales, des mémoires fort intéressants. Il a été question, au cours de cette étude, de celui de l'agent Héron. Grandpré, chef de la 4^e division à la Commission des administrations

Cette rareté a ses raisons : nous savons qu'en ce temps-là, le Comité dont l'instabilité est remarquable, était fort absorbé par le problème de son organisation intérieure ; et puis il était distrait, par ses ambitions politiques, de sa véritable mission : il se souciait moins d'examiner les dossiers des détenus, que de déjouer les intrigues et de préparer l'échec de ses adversaires.

On peut dire, sans exagération, que les prisons demeurèrent closes même pour les innocents, aussi longtemps que dura la Terreur. Il y eut une police effroyable ; mais peu de justice.

En revanche, la multiplicité et la variété des mises en liberté après thermidor forment un tel contraste avec ce qui existait avant, qu'il m'a paru indispensable de varier et de multiplier mes citations, afin, mieux que par des anecdotes, peu ou point véridiques, de révéler l'œuvre de justice qui a été accomplie.

Bernard, de Saintes affirmera à Barère, dans la séance du 8 germinal an III, que le Comité, après thermidor, était occupé, du matin au soir, à signer des mises en liberté (1). C'était la vérité.

Mais le Comité avait mis de la discipline dans la manière de discerner les coupables des innocents. Cela était bien délicat. Il ne prononçait point qu'il n'ait été en possession des dossiers impartialement composés. Il attendait, pour ne point juger à la légère, d'avoir reçu des accusés leurs pétitions, leurs mémoires justificatifs, où ils exposaient eux-mêmes, en détails, leurs doléances, leur conduite, leurs sentiments, leurs opinions. Voilà des documents souvent émouvants, souvent originaux et suggestifs, qui, par leurs accents de sincérité, méritent la plus sérieuse attention. Ils témoignent que les

civiles, ayant été traduit au Tribunal révolutionnaire par arrêté du 6 floréal an II, a laissé un important mémoire intitulé : *Réponse aux calomnies dirigées contre moi, relativement à l'évasion des prisonniers de Bicêtre*. (F⁷ 4604).

(1) *Moniteur*, réimp. t XXIV, p. 89.

détenus avaient alors le droit de se faire entendre, de se défendre, de se justifier. En examinant, comme il faisait, les mémoires, en rapprochant les allégations des accusés de celles des dénonciateurs de qui il se défiait, le Comité arrivait à découvrir la vérité. Et il traitait sévèrement les autorités qui, soit par négligence, soit par passion, soit par abus de pouvoir s'éloignaient de la loi et de la justice.

Il y avait au Comité de sûreté générale un « département » des pétitions. C'est le représentant Delecloy qui, en floréal an III, en était chargé.

La Convention renvoyait au Comité de sûreté générale les pétitions qu'elle recevait des détenus. Ainsi, elle fit le 8 pluviôse an III, pour celle du citoyen Couston, instituteur à Arles, par laquelle il demandait sa liberté (1).

A son tour, le Comité soumettait les pétitions aux autorités intéressées qui pouvaient lui fournir des éclaircissements : comités de surveillance, représentants en mission, accusateurs publics, administrateurs de département, municipalités, commission de police, etc. Elles étaient invitées à « prendre tous renseignements nécessaires sur la conduite civile, morale et politique » des pétitionnaires, pour que le Comité puisse « prononcer avec connaissance de cause » et « rendre une justice impartiale » (2). Etant sur les lieux, ces autorités étaient plus à portée que le Comité de « juger de la validité des demandes ». Aussi elles étaient autorisées à y faire droit, sans délai, « si rien ne s'y opposait ». Dans le cas contraire, les pétitions et mémoires revêtus de leurs observations, étaient retournés au représentant du département des pétitions qui en présentait un rapport au Comité.

Le 25 floréal an III, le Comité adresse au représentant du

(1) *Procès-verbal* du 8 pluviôse an III. Voir aussi celui du 20 brumaire an III, p. 108.

(2) Voir, par exemple, Arch. nat. AFII* 301 (Lettre du Comité au comité de surveillance du 9^e arrond.).

peuple Delamarre, « une pétition et des pièces à l'appui (1) ». Le même jour, il écrit au représentant Saladin : « Nous te faisons passer, citoyen-collègue, une pétition adressée au Comité par quatre défenseurs de la patrie qui réclament leur père (2) ».

Le 29 prairial an III, le comité civil de la section du Museum est informé que le citoyen Milliard réclame la liberté de son épouse « mère de cinq enfants, enceinte du sixième, qui est depuis plusieurs jours en arrestation (3) ».

Le 30 prairial an III, il envoie au comité de la section du Nord la réclamation d'un détenu accompagnée de plusieurs copies de pièces « certifiées conformes aux originaux (4) ».

Le 27 thermidor an III, la pétition du citoyen Vauthier, membre du comité révolutionnaire de Sainte-Menehould, est transmise à l'accusateur public près le tribunal criminel de la Marne (5).

Le 14 fructidor an III, une liste de vingt-six pétitionnaires castrais est transmise aux administrateurs du département du Tarn. « Nous avons cru, dit le Comité, devoir prendre de vous les renseignements que vous pourrez nous donner sur la moralité de ces individus et les dangers qu'il y aurait à prononcer leur liberté (6) ».

Le 26 de ce mois, le Comité fait passer aux officiers municipaux de Toulouse la pétition du citoyen Labro qui prétend ne connaître d'autre motif de son incarcération « que celui d'avoir été dans une commune voisine sans passeport ». S'il n'existe d'autres raisons, observe le Comité, le pétitionnaire doit être mis en liberté (7).

(1) Arch. nat. AFII* 301.

(2) Arch. nat. AFII* 301.

(3) Arch. nat. AFII* 301.

(4) Arch. nat. AFII* 301.

(5) Arch. nat. AFII* 301.

(6) Arch. nat. AFII* 301.

(7) Arch. nat. AFII* 301.

Le 3^e jour complémentaire an III, la lettre suivante est adressée au représentant du peuple Duval en mission dans l'Eure : « Nous t'adressons, citoyen-collègue, la pétition et autres pièces du citoyen Guillaume de Nonancourt ; tu verras qu'il se plaint des mesures sévères qui ont été prises contre lui et contre sa femme. L'enlèvement des papiers qui lui a été fait mérite particulièrement ton attention. Nous t'invitons à te faire rendre compte de cette affaire et à concourir à ce que justice lui soit rendue en prenant en considération les objets de sa réclamation (1) ».

Le 1^{er} brumaire an IV, le Comité écrit à la Commission de police : « Nous vous envoyons, citoyens, une pétition qui intéresse un enfant de treize ans ; nous vous prions de vouloir bien y faire attention et de lui rendre la justice que la faiblesse de son âge réclame (2) ».

Les pétitions qui étaient déposées au Comité ne sortaient pas exclusivement des prisons.

Certaines d'entre elles, importantes et spéciales, émanées de citoyens libres, étaient examinées par les Comités de salut public et de sûreté générale réunis ; d'autres étaient renvoyées au Comité de législation ou au ministre compétent.

Ainsi, le 9 brumaire an IV, plusieurs artistes de l'horlogerie nationale ayant été chassés des assemblées primaires, les Comités réunis ordonnèrent aux officiers municipaux de Besançon, de « faire jouir les citoyens artistes de la plénitude de leurs droits dans l'assemblée prochaine (3) ».

Le 20 floréal an III, la pétition de la citoyenne Jolivet, dont le mari avait été condamné à douze années de fer, est adressée au Comité de législation (4).

(1) Arch. nat. AF II* 301. Ont signé : Pémartin, Lomont, Rovère, Calès, Delaunay.

(2) Arch. nat. AF II* 301. Signé : Collombel.

(3) Arch. nat. AF II* 301. Ces artistes avaient été reconnus citoyens français par arrêté du Comité de salut public et par décret de la Convention nationale.

(4) Arch. nat. AF II* 301.

Le 11 septembre an II, le Comité de sûreté générale invite le ministre de la justice à entendre plusieurs citoyens porteurs d'une pétition. Il dit que leur temps est précieux, qu'ils attendent depuis plusieurs jours et que, sans doute, le ministre ne voudra pas les tenir plus longtemps éloignés de leurs travaux (1).

A la séance de la Convention du 22 frimaire an III, un membre du Comité de sûreté générale demande la parole, pour instruire l'Assemblée de l'objet qui avait déterminé une réunion des Comités de salut public, de sûreté générale et de législation. Ils venaient d'être instruits « qu'un grand nombre d'ouvriers que quelques renseignements portaient les uns à six, les autres à dix, et d'autres à quinze mille, étaient réunis pour faire une pétition à la Convention nationale ». Les Comités réunis, dit le rapporteur, sont dans l'intention de leur envoyer trois de leurs membres pour les engager à nommer vingt d'entre eux pour porter leurs vœux à la Convention. Cette proposition est approuvée (2). Il est bien remarquable qu'en des temps aussi troublés, les trois Comités aient pris l'initiative d'une tentative de conciliation. Il est également remarquable que la Convention ait regardé comme sacré le droit de pétition. « Je ne crois pas, disait Chasles, qu'il puisse être susceptible de restrictions (3) ».

II. — Aux dépositions écrites et verbales des prisonniers s'ajoutaient pour leur défense les témoignages de leurs parents, de leurs amis, des autorités constituées, des députés (individuellement ou en députation) des citoyens indépendants, etc. Ainsi soutenus, les accusés n'élevaient pas en vain la voix.

(1) Arch. nat. AF II * 286. Il s'agissait d'une affaire indéterminée que le ministre était chargé de poursuivre. L'arrêt porte les signatures de Julien (de Toulouse) et d'Alquier.

(2) *Procès-verbal* du 22 frimaire an III.

(3) *Moniteur*, réimp. (séance du 1^{er} germinal an III),

Considérons attentivement ces documents précieux qui susciterent de nombreuses mises en liberté.

Le 10 septembre an II, le Comité met en liberté le citoyen Perrée, chef de légion de la garde nationale de Granville, après avoir pris connaissance des témoignages du Conseil général de la Commune, de la garde nationale, de la société populaire de Saint-Malo, ainsi que des représentants du peuple Romme, Prieur et Carrier (1).

Le 24 vendémiaire an III, cinq habitants du Pas-de-Calais avaient été arrêtés, puis conduits au Comité sur l'ordre du représentant Berlier, en mission. Comme aucune pièce ne constatait les délits dont ils avaient pu se rendre coupables, le Comité demanda des éclaircissements à Berlier, le 24 brumaire suivant, en observant que deux des inculpés étaient « fortement réclamés par les habitants de leur commune (2) ».

Le 5 nivôse an III, le Comité écrit au représentant Génisieu, au sujet du citoyen Villiers : «... D'après les témoignages rendus en sa faveur par la commune qu'il habite, le Comité ne voit aucun inconvénient à ce que tu le rendes à la liberté (3).

Quelques jours plus tard, c'est la famille Bournonville qui présente à la Convention une pétition tendant à obtenir la mise en liberté du capitaine d'infanterie Théodore Bournonville, arrêté par ordre du représentant Lacoste, lors de sa mission à l'armée du Bas-Rhin. Le 15 nivôse, le Comité examine cette pétition (4).

Le 15 floréal an III, il écrit au comité de surveillance du 9^e arrondissement qu'il ne peut prononcer sur la pétition du citoyen Couzière, « sans connaître l'opinion publique sur la conduite morale, civile et politique » du détenu, et le charge en conséquence, de « faire les informations les plus exactes (5) ».

(1) Arch. nat. AFin* 286.

(2) Arch. nat. AFin* 300.

(3) Arch. nat. AFin* 300.

(4) Arch. nat. AFin* 300.

(5) Arch. nat. AFin* 301 ou F⁷ 4411.

Dans le même mois, la députation entière de la Haute-Saône est venue au Comité pour réclamer la liberté de trois citoyens de la Commune de Gray, arrêtés sur l'ordre du représentant Saladin (1). Le Comité, après avoir entendu les pétitionnaires qui prétendaient que les détenus avaient été victimes de calomnies, demande à Saladin des explications ; le 27 floréal il lui écrit : « ... Le Comité a vu avec agrément, qu'après avoir pris toi-même des renseignements sur les lieux, tu as reconnu l'innocence de neuf de ces citoyens aussitôt rendus à la liberté... La députation de la Haute-Saône a donné les meilleurs témoignages du civisme et de la moralité des trois individus qui restent arrêtés, témoignages qui, sans doute, t'auront frappé et déterminé à prononcer aussi la mise en liberté de ceux-ci avec d'autant plus de raison d'ailleurs que l'émeute dénoncée n'est pas prouvée par l'information et que la punition subie expierait les fautes commises... (2) »

Le 28 floréal, les administrateurs du district de Château-Thierry sont instruits que le cultivateur Daure détenu, est réclamé par les habitants de sa commune et priés de renseigner le Comité sur la « conduite et la moralité de ce citoyen (3).

III. — Les citoyens injustement détenus trouvèrent dans les sociétés populaires de puissants soutiens, d'ardents défenseurs. Elles favorisèrent, avec zèle, l'éclosion des belles idées consacrées par la Déclaration des Droits de l'Homme et du citoyen ; elles les défendirent, les propagèrent courageusement. Surtout, elles ne voulurent point que la liberté individuelle fût violée, ni même menacée. Elles plaidèrent hardiment la cause des innocents devant le Comité de sûreté

(1) Voir Arch. nat. AF^{II}* 263 : réclamation de la députation des Hautes-Pyrénées, 3 brumaire an III.

(2) Arch. nat. AF^{II}* 301 ou F⁷ 4411. Voir autre exemple dans *Procès-verbal* du 14 octobre 1793, p. 48.

(3) Arch. nat. F⁷ 4411.

générale ; on peut dire que leur influence fut grande, souvent déterminante, en matière de justice.

Le 19 germinal an II, l'administration du district de Carpentras, écrit au citoyen Lefevre (1) : « Au moment de ton arrestation, citoyen, la société populaire de cette commune, a fait une adresse pour toi, qu'elle a communiquée à l'administration qui l'a appuyée. La municipalité de cette commune en a fait de même. Nous avons rendu de toi le témoignage que nous croyons devoir aux sentiments civiques, dont tu nous a paru animé ; et toujours nous dirons que ta conduite n'a jamais été en ce pays celle d'un homme qui, pour faire réussir des desseins liberticides, cherchât à se faire des prosélytes, et à accaparer l'opinion publique ». L'original de cette pièce a été envoyé au Comité de sûreté générale. On voit que c'est la société populaire qui avait pris l'initiative de cette démarche. Elle avait rédigé une adresse que le 12 germinal, dans sa séance publique, l'administration du district avait adoptée en ces termes : « L'administration adhère avec empressement aux sentiments exprimés dans cette adresse... Elle arrête en conséquence, oui l'agent-national, de consigner son adhésion à la suite de l'adresse de la société populaire de Carpentras ».

Le 10 vendémiaire an III, la société populaire de Vannes (Morbihan) envoie au Comité de sûreté générale une pétition en faveur de plusieurs fonctionnaires publics.

Le lendemain, celui-ci transmet au Comité de salut public une pétition de la société populaire de Rochefort, qui réclame la liberté de vingt-huit citoyens « embarqués sur la frégate l'*Embuscade* (2) ».

On trouve à la date du 8 brumaire an III, une réclamation de la société populaire de Moulins (3).

(1) Ci-devant commissaire du conseil exécutif dans ces contrées « pour les travaux publics et l'amélioration des arts » (Arch. nat. F⁷ 4428).

(2) Arch. nat. AFII* 276. — (3) Arch. nat. AFII* 263.

Généralement les pétitions des autorités constituées étaient rédigées en séances extraordinaires. Une telle solennité donnait à l'acte plus d'importance, plus d'efficacité. On lit par exemple (1) :

« Nous, membres composant le comité de surveillance et maire et officiers municipaux, procureur et membre du conseil général de la commune de Marigny, extraordinairement assemblés pour délibérer sur l'arrestation du citoyen Benoist-Louis-Leduc, domicilié en cette commune depuis quatorze mois, sans interruption ; il a été dit par procès-verbal du 15 octobre 1793, que ledit citoyen avait toujours prouvé son civisme. En conséquence, par ledit procès-verbal, il avait été demandé à l'administration du district de Château-Thierry et au Comité de sûreté générale de la Convention, l'élargissement dudit citoyen. L'administration n'ayant pas fait suite à notre demande, elle a au contraire fait transférer ledit citoyen Leduc à Soissons.

« Instruits de nouveau que plusieurs communes ont réclamé des citoyens sous leur responsabilité, à la charge que le détenu sera gardé dans sa commune par un garde, aux frais dudit détenu.

« Pourquoi réitérant la demande faite en élargissement dudit citoyen Leduc, et sous la responsabilité de ladite commune.

« Il a été arrêté que le présent serait envoyé au Comité de sûreté générale de la Convention, pour l'inviter à remettre en liberté le citoyen Benoist-Louis-Leduc, pour être par lui en arrestation dans la commune de Marigny, lieu de son domicile, à la charge par lui de se donner un garde et sous la responsabilité de nous, membres du comité de surveillance de ladite commune et encore des maire et officiers municipaux, procureur et membre du conseil général de la commune. Soussigné

(1) Arch. nat. F⁷ 4428.

ce 23 brumaire l'an second de la République française une et indivisible.

« Botrelle, maire, Le Roy, président du comité de surveillance » (et vingt-six autres signatures).

IV. — Il était bien difficile que le Comité de sûreté générale, éclairé par ces innombrables déclarations authentiques qu'il avait coutume d'examiner avec prudence et clairvoyance, surtout en l'an III, ne rendit une « justice impartiale ». Pourtant, si véridiques et si touchants que fussent tous ces témoignages, ils n'eussent point suffi aux juges pour rendre pleine justice. Le Comité ne voulut pas mettre sans réserve sa confiance en ces milliers de voix venues des endroits les plus divers pour l'émouvoir. Le nombre des solliciteurs grandissant sans cesse et gênant ses mouvements, il lui fallut resserrer la discipline et recourir à une procédure nouvelle.

Le 30 frimaire an II, (20 décembre 1793) un grand nombre de citoyennes furent admises à la barre de la Convention, où elles réclamèrent la mise en liberté de leurs parents et de leurs époux (1).

Le président de l'Assemblée répondit aux pétitionnaires :

« Le salut du peuple est ce qui a déterminé les arrestations qui affectent votre sensibilité ; vous les trouvez trop fortes, mais les législateurs des anciennes républiques ont été bien plus sévères dans les moments de crise.

« A Athènes, une loi du plus sage des sénateurs, le vertueux

(1) *Moniteur*, réimp. t XIX, p. 7.

« Elles rappellent à la Convention, dit le *Procès-verbal*, qu'elle a décrété que son Comité de sûreté générale lui ferait sous trois jours un rapport sur la pétition qu'elles ont faite ; que déjà plus de huit jours se sont écoulés sans que ce rapport ait paru. Elles attribuent ce retard aux travaux immenses dont le Comité de sûreté générale est surchargé. En conséquence, elles demandent que la Convention nomme, pour s'occuper de cet objet, une commission dans son sein ». La Convention passa à l'ordre du jour sur cette pétition, puis Robespierre fit rendre le décret qu'on va lire. (*Procès-verbal* t. XXVII, p. 364-366 et *Journal des Débats et des Décrets*, n° 458, p. 414-418).

Solon, condamnait à la peine de mort tous les citoyens, qui, dans les événements révolutionnaires, n'auraient pris aucun parti (1). Cicéron qui défendit si bien la liberté de Rome par ses écrits, a vanté cette loi salutaire ; mais, pour avoir négligé de la suivre, il devint la victime d'un ambitieux qui finit par asservir sa patrie et l'indulgence de l'orateur romain fut plus funeste à son pays que l'ambition de l'usurpateur qu'il avait trop ménagé. Malgré les leçons de l'expérience et les exemples fournis par l'histoire des républiques anciennes, la Convention nationale, après quatre ans de lutte entre son indulgence et les grandes mesures de salut public, après quatre ans d'une révolution sans cesse entravée par les gens suspects, s'est contentée de les mettre en état d'arrestation... »

Robespierre prenant ensuite la parole :

« Des femmes ! ce nom rappelle les idées chères et sacrées. Des épouses ! ce nom rappelle des sentiments bien doux pour tous les amis de la société. Mais les épouses ne sont-elles pas républicaines et ce titre n'impose-t-il pas des devoirs ? Des républicaines doivent-elles renoncer à la qualité de citoyennes pour se rappeler qu'elles sont épouses ?

« Qu'ils se trompent les intrigants, les contre-révolutionnaires, qui se persuadent d'amener la Convention à modérer le mouvement révolutionnaire ! Son énergie ne l'abandonnera pas. Elle regardera la pétition avec la sévérité que des législateurs doivent apporter lorsqu'ils pèsent les intérêts de la patrie. Il importe que la République soit convaincue que la Convention ne souffrira jamais l'oppression du patriotisme, qu'elle défendra les patriotes avec la même énergie qu'elle écrasera l'aristocratie insolente et le perfide modérantisme.

« Il y a une mesure à prendre pour que le patriote ne soit

(1) Cette mesure ressemble à celle prise par le conseil général de la Commune de Paris, le 20 septembre 1793. Voir plus haut, p. 67.

plus confondu avec le contre-révolutionnaire : elle est délicate, car il est à craindre que ceux que vous chargerez de son exécution n'oublient leurs devoirs et n'écoulent les sollicitudes qui viendront les importuner. Ils ne s'occuperont pas à lire les pétitions qui leur seront présentées, ni à prêter l'oreille aux sollicitations. Leurs fonctions seront de rechercher dans quels lieux gémissent les patriotes ».

Ces discours si pleins d'énergie et de circonspection caractérisent l'œuvre et la conduite des révolutionnaires ; ils traduisent l'esprit de justice et le patriotisme qui, au fond, les animaient et aident à comprendre la Révolution.

Robespierre veut « débarrasser les antichambres du Comité de sûreté générale des intrigants qui l'assiègent » et propose le décret suivant qui est adopté au milieu des applaudissements :

« Art. 1^{er}. Les Comités de salut public et de sûreté générale nommeront des commissaires pour rechercher les moyens de mettre en liberté les patriotes qui auraient pu être incarcérés.

« Art. 2. Les commissaires apporteront dans l'exercice de leurs fonctions la sévérité nécessaire pour ne point entraver l'énergie des mesures révolutionnaires commandées par le salut de la patrie.

« Art. 3. Les noms de ces commissaires demeureront inconnus du public pour éviter les dangers des sollicitations.

« Art. 4. Ils ne pourront mettre personne en liberté de leur propre autorité. Ils proposeront seulement le résultat de leurs recherches aux deux Comités qui statueront définitivement sur la mise en liberté des personnes qui leur apparaîtront injustement arrêtées. »

D'où venait donc cette détente de la Terreur ? C'est Camille Desmoulins qui, dans le n° 3 de son *Vieux Cordelier*, avait provoqué ce mouvement antiterroriste. Dans ce célèbre pamphlet qui eut un succès inouï, il traçait un tableau éloquent

des iniquités de la Terreur ; il criblait d'épigrammes le gouvernement, étourdiment d'ailleurs, car il fit la joie des ennemis de la Révolution. Par le décret ainsi suscité, le Comité de salut public (et en même temps le Comité de sûreté générale), devenait un *Comité de justice*, en attendant le *Comité de clémence* réclamé par le *Vieux Cordelier*.

V. — Déjà, par le décret du 8 octobre 1792, le Comité de sûreté générale devait se diviser « à l'effet de faire la visite de toutes les prisons et maisons » de détention de Paris, et renseigner la Convention sur le nombre des détenus, la cause de leur détention et les actes en vertu desquels ils avaient été arrêtés (1).

Les commissaires des sections parisiennes visitaient aussi les prisons, notamment le Châtelet, la Conciergerie et la Force, où se fabriquaient alors tous les faux assignats mis en circulation à Paris (2).

On sait, en outre, que le Comité nommait des inspecteurs pour l'instruire des besoins matériels des détenus, de l'état sanitaire et de la sécurité des prisons ; que ces commissaires devaient veiller à ce que les prisonniers fussent traités avec égards et humanité (3). Mais les observations rapportées avaient moins pour objet de susciter des décisions de justice, que d'assurer une bonne administration des prisons et une parfaite discipline. Quant au décret du 30 frimaire an II, il vise directement le sort des prisonniers ; il est juste, humain ; grâce à lui, dans la suite, les prisons vont s'ouvrir pour les innocents, pour une foule de suspects injustement incarcérés.

Le Comité de sûreté générale rendit des milliers d'arrêtés

(1) *Procès-verbal* du 8 octobre 1792.

(2) Voir Tuetey, *Répertoire général des sources manuscrites de l'histoire de Paris*, t. V, préface.

(3) Voir par exemple, Arch. nat. AF II* 276 (arrêté du Comité de sûreté générale du 30 thermidor an II).

Voir plus haut, p. 177.

de mises en liberté. On peut les recueillir aux Archives nationales (1). Le Comité désignait d'ordinaire deux de ses membres pour visiter périodiquement les prisons. Ils s'approchaient des détenus, les interrogeaient, écoutaient attentivement leurs doléances, puis rédigeaient un rapport qu'ils soumettaient au Comité. Celui-ci délibérait et statuait conformément au décret précédent et à l'article 4 du règlement de germinal an II. Presque toujours il approuvait sans réserve les propositions de ses commissaires (2).

Voici quelques chiffres intéressants :

Visite du 17 vendémiaire an III, (maison du Luxembourg), par Bourdon et Legendre (3) : 44 mises en liberté.

Visite du 24 vendémiaire, (maison du Plessis, dite Égalité), par Bourdon et Legendre : 51 mises en liberté, plus 23 individus « à y mettre ». On lit sur cette liste :

« 1. Jean François Louis Lépinay, rubanier, a trois enfants en bas âge, section des Gravilliers.

« 2. Etienne Caria, cannier, a deux enfants aux frontières, section de Bonne nouvelle.

(1) Voir, par exemple, Arch. nat. F⁷ 4428.

(2) Voici le libellé des rapports composés par les commissaires :

Visite du... an...

Maison de...

N^o d'ordre... ; noms, prénoms, et âge... ; profession... ; domicile...

« Arrêté la présente liste à... détenus à mettre en liberté.

Le... an... de la République française une et indivisible ».

Signature

Le Comité de sûreté générale rédigeait ses arrêtés comme il suit :

Le ... an... de la République.

Où le rapport des représentants du peuple... et..., sur l'interrogatoire qu'ils ont fait subir aux détenus de la maison d'arrêt de..., le Comité de sûreté générale arrête que les dénommés ci-après seront mis en liberté sur-le-champ et les scellés levés » Chaque rapport avait la forme d'un tableau partagé en quatre colonnes. Voir (Registre des mises en liberté commencé le 26 vendémiaire an III. (Arch. nat. AF II* 263).

(3) Cette visite avait été ordonnée par arrêté du Comité de sûreté générale, le 14 vendémiaire. Les commissaires devaient « examiner les motifs des détenus et faire un rapport au Comité pour y statuer » (Arch. nat. AF II* 276).

Visite du 27 vendémiaire, (maison du Plessis), par Bourdon et Legendre : 65 mises en liberté.

L'arrêté du Comité de sûreté générale date du même jour et porte les signatures suivantes : Dumont, Bourdon (de l'Oise), Clauzel, Reverchon, Reubell, Lesage-Senault, Goupilleau (de Fontenay).

Visite du 13 brumaire, (maison d'arrêt du Luxembourg) par Bourdon et Reverchon : 52 mises en liberté, plus 27 autres par arrêtés particuliers.

Visite du 18 brumaire, (maison d'arrêt Égalité), par Bourdon et Reverchon : 97 mises en liberté (1).

Visite du 24 brumaire, (maison d'arrêt de l'Hospice national), par Bourdon et Reverchon : 39 mises en liberté.

L'arrêté du 18 brumaire a été signé par : Reverchon, Meaulle, Laignelot, Reubell, Baras, Bentabole.

Bourdon (de l'Oise) et Legendre visitèrent assidûment les prisons. On les vit encore, le 30 vendémiaire aux maisons d'arrêt de Vaugirard et des Carmes ; le 3 brumaire, aux Madeonnettes ; le lendemain, aux maisons des Anglaises et à la maison de santé de la rue Notre-Dame des Champs, de la barrière de Sèvres (2), le 5 brumaire, à la maison Lazare (3).

Le 22 pluviôse an III, le Comité de sûreté générale choisit également les représentants Vardon et Lomont, « pour visiter les prisonniers, écouter leurs plaintes et rendre compte de leurs observations au Comité (4) ».

Observons le rapport du 24 vendémiaire (5) : il paraît être entièrement de la main de Legendre. Il contient 74 noms ; en regard de certains se trouvent des notes comme celles-ci : « arrêté particulier » (6), « rejoindra son bataillon »,

(1) Arch. nat. AF II* 266. Ce jour-là, il y eut 3 fournées : deux de 40 et une de 17.

(2) Arch. nat. AF II* 263.

(3) Arch. nat. AF II* 267.

(4) Arch. nat. AF II* 277.

(5) Arch. nat. F⁷ 4428, n° 2905, 31.

(6) Ces détenus étaient l'objet d'arrêtés particuliers.

« rejoindra son corps » etc. Il porte de nombreuses ratures qui sont comme les marques de la réflexion, d'un travail sérieux. Il y a tout lieu de croire que les deux commissaires échangeaient leurs avis, examinaient les explications des détenus, discutaient, interrogeaient leur conscience, puis prenaient de concert leurs décisions.

On trouve dans le même dossier qui contient trois pièces (sous le n° 31), la lettre ci-après, lettre fort suggestive signée Beauchamp et datée du 24 vendémiaire :

« Vous ferez fort bien de vous présenter tous à Bourdon et Legendre et de leur faire connaître votre situation. Comme je sais que vous avez été opprimés sous un régime qui n'existe plus, et que c'est la passion et la haine qui vous tiennent dans les fers, comme la députation le sait aussi bien que moi, je pense que vous obtiendrez justice des représentants du peuple ».

Qui est ce Beauchamp ? Il s'adressait, semble-t-il, aux prisonniers de la maison du Plessis. Sa lettre ne donne-t-elle pas l'assurance que la députation était clémente ? Elle se montrait prudente en même temps ; elle écrit le 3-brumaire an III : « Dans le cours des visites que nous sommes chargés de faire dans les maisons de détention de Paris, nous avons rencontré aujourd'hui dans celle des Madelonnettes, un nommé Jean-Baptiste Soyer, serrurier..., détenu comme étant prévenu d'avoir fabriqué de fausses clefs ; nous n'avons pas cru devoir prononcer sur son sort, sans avoir demandé des renseignements relativement au fait qui lui est imputé... Signé : Bourdon et Legendre » (1).

Donc on ne peut nier que les visites des prisons aient eu d'heureuses conséquences. Les rapports des commissaires inspirèrent au Comité de sûreté générale d'innombrables décisions qui méritent notre plus vive attention ; elles sont

(1) Arch. nat. AF II* 300 (Lettre écrite à la « Police régénérée »).

revêtues des signatures variées ; et cette variété traduit l'unanimité des sentiments et des volontés, la solidarité, l'unité de vues des membres du Comité.

VI. — Dans sa séance du 6 nivôse an II, (26 décembre 1793), la Convention rapporta son décret du 30 frimaire an II, portant établissement d'une commission, pour s'occuper uniquement de la mise en liberté des gens suspects (1). Cela n'empêcha que, dans la suite, les prisons fussent consciencieusement visitées. L'Assemblée, d'ailleurs, intervint, à maintes reprises, en faveur des innocents ; leur élargissement nécessita diverses modalités que nous allons successivement envisager.

Le 8 ventôse an II, sur le rapport des Comités de salut public et de sûreté générale réunis, le décret suivant est adopté au milieu des applaudissements unanimes :

« Art. 1^{er}. Le Comité de sûreté générale est investi du pouvoir de mettre en liberté les patriotes détenus. Toute personne qui réclamera sa liberté rendra compte de sa conduite depuis le 1^{er} mai 1789.

« Art. 2. Les propriétés des patriotes seront inviolables et sacrées. Les biens des personnes qui seront reconnues ennemies de la Révolution, seront séquestrés au profit de la République, elles seront détenues jusqu'à la paix et bannies ensuite à perpétuité (2) ».

Le rapport ainsi que le présent décret, ajoute le *Procès-verbal*, seront imprimés et envoyés sur-le-champ, par des courriers extraordinaires, aux départements, aux armées et aux sociétés populaires.

(1) Le décret qui supprima cette commission fut rendu après un vif et important débat où se marque un dissentiment très net entre Robespierre et plusieurs de ses collègues du Comité de salut public. Ce débat est trop long pour que nous puissions le reproduire ici. On en trouvera un compte-rendu détaillé dans le *Moniteur*, t. XIX, p. 59 et suiv.

(2) *Moniteur*, réimp. t. XIX, p. 569.

Les citoyennes avaient conservé le droit de paraître à la barre pour demander l'élargissement de leurs parents ou de leurs époux. Ainsi, le 1^{er} ventôse an II, la citoyenne Nicolau réclame le mise en liberté de son mari « arrêté par ordre du Comité de sûreté générale sur la dénonciation du comité révolutionnaire de la section du Bonnet-Rouge ». La citoyenne expose que la conduite politique de son mari n'a mérité que des éloges et que, dans l'exercice de ses fonctions, il ne peut pas y avoir de reproches à lui faire. « Plusieurs membres protestent que le civisme de Nicolau n'est pas douteux : l'un des orateurs paraît accuser le Comité de sûreté générale de se laisser circonvenir par des agents qui le trompent « Il faut, dit-il, que ces vexations finissent ; il faut que l'on sache qu'il y a dans le Comité des hommes qui ne méritent pas notre confiance (1) ». Comme la discussion allait dégénérer en personnalités, la pétition a été renvoyée au Comité de sûreté générale. Il en fut de même pour celle présentée par d'autres citoyennes, en faveur du cordonnier Blache.

D'une manière générale, ce n'est qu'après thermidor que les pétitionnaires obtiendront satisfaction du Comité. Il suivra une ligne nouvelle de conduite que l'on découvre clairement si l'on ouvre les registres des mises en liberté. On doit leur donner une grande attention. Précédemment, j'ai remarqué, mais de manière insuffisante, pour justifier une conclusion, l'influence considérable qu'eurent les témoignages des autorités constituées. J'ai dit qu'il y eut des milliers de mises en liberté. Ceci va être confirmé par des chiffres et des exemples édifiants.

VII. — Le Comité de sûreté générale tenait un répertoire important intitulé :

« Répertoire des listes de demandes de mises en liberté et

(1) *Procès-verbal* du 1^{er} ventôse an II, p. 29.

d'arrêtés contenant quantité de mises en liberté ordonnées par le Comité de sûreté générale (1) ».

Les inscriptions étaient faites par ordre alphabétique. On lit sur le premier feuillet :

« Répertoire des mises en liberté collectives ou demandes d'icelles », puis, au-dessous de la lettre A, une liste de noms numérotés Exemples : Abraham (Jean)... 57 ; Acher (Jean-Baptiste-Pierre)... 28 bis. En regard de ces noms, se trouvent d'autres numéros correspondant à ceux qui distinguent les dossiers des détenus. De sorte que l'on peut connaître le sort des citoyens dont les dossiers ont été analysés. Ainsi les noms des citoyens Dourse, Boyer et la citoyenne Gas (2) tous trois interrogés le 28 nivôse an II, figurent sur le répertoire N° 16 ; or, leur dossier portait aussi le N° 16.

Le libellé le plus simple des arrêtés de mises en liberté est celui-ci :

« Le Comité arrête que le citoyen... (sa fonction) détenu en arrestation à... (commune ou section), sera mis sur-le-champ en liberté, et que les scellés apposés chez lui seront levés ». (Signatures). —

Voici des libellés plus explicites :

Du 21 thermidor an II : « Vu le certificat du représentant du peuple Louis Maribon-Montaut, en faveur du citoyen Guirault, détenu par mesure de sûreté, le Comité arrête que ce citoyen sera mis sur-le-champ en liberté, et que les scellés, s'ils sont apposés, seront levés par le comité révolutionnaire de sa section ».

Un autre, du même jour, commence ainsi : « Vu les pièces produites en faveur des citoyens... »

Un autre du 20 thermidor : « Vu la pétition des citoyens... et l'attestation du comité révolutionnaire de la section de... »

(1) Arch. nat. F⁷ 4428. En réalité, il y a 2 répertoires semblables : l'un qui est couvert de surcharges, était sans doute le brouillon.

(2) Voir plus haut, p. 428.

Un autre du 21 thermidor : « d'après la déclaration du représentant du peuple... »

Le 22, trois arrêtés ont été rendus qui portent : le premier « Vu les attestations de partie des députations de Lot-et-Garonne et les pièces produites en faveur des citoyens... » ; le second : « Vu les attestations du comité révolutionnaire de la section du Contrat social... » ; le troisième : « Vu la déclaration du citoyen..., député... »

Deux arrêtés du 28 reposent : l'un sur la réclamation d'une société populaire ; l'autre sur les « réclamations et renseignements » d'un comité de surveillance (1).

Un arrêté du 4 pluviôse an III, repose sur « les pièces, les comptes décadaires, adressés par l'agent-national... (2) ».

Le 29 messidor an III, le Comité « vu la faiblesse des griefs imputés au citoyen Lestage » lui rend sa liberté (3).

Quelquefois, le Comité s'en tenait aux arguments des détenus, quand ils étaient suffisamment probantes. Ainsi, le 5 vendémiaire an III, « vu les réclamations fondées du citoyen Cousin, ancien contrôleur des rentes, le Comité ordonne sa mise en liberté (4) ».

D'autres fois, l'état de santé était un motif plausible ; on lit, par exemple, le 16 vendémiaire an III : « Vu les attestations de civisme données au citoyen Pajot cultivateur ; vu aussi les certificats des officiers de santé qui constatent l'état de maladie du citoyen Pajot... (5) ».

VIII. — L'influence des représentants du peuple semble

(1) Voir, par exemple, Arch. nat. AFII* 259 : *Registre des mises en liberté commencé le 21 thermidor an II* (registre n° 1).

(2) Arch. nat. AFII* 270.

(3) Arch. nat. AFII* 271 : *Registre des mises en liberté commence le 23 pluviôse an III* (suivi d'un répertoire alphabétique). Je m'efforce de citer les exemples, en observant l'ordre chronologique.

(4) Arch. nat. AFII* 262. *Registre des mises en liberté commencé le 2 vendémiaire an III*.

(5) Arch. nat. AFII* 262.

avoir été considérable, souvent décisive, comme celle des sociétés populaires.

Le 25 fructidor an II, les représentants Charbonnier et Barras, réclament en faveur du tailleur Baralier ; le lendemain, Chamborre intervient en faveur de Daudelot, membre du comité révolutionnaire de Mâcon (1).

Un arrêté de mise en liberté du 29 fructidor an II, est fondé sur « le rapport de Bernard, représentant du peuple en mission dans le Doubs (2) ».

Le 1^{er} vendémiaire an III, le Comité de sûreté générale, « sur les observations des représentants du peuple Servières et Boué » arrête la mise en liberté de 18 citoyens détenus dans la maison d'arrêt de Florac. Le 24 fructidor la société populaire de cette ville avait écrit au Comité en leur faveur (3).

Le 23 vendémiaire, « d'après les renseignements donnés par les représentants du peuple Reynaud et Faure, de la Haute-Loire, le Comité met en liberté un nombre considérable de prisonniers (4).

Le 2 brumaire, le Comité arrête plusieurs mises en liberté « sur la pétition de citoyens du district de Sarre-libre (Moselle) et sur la demande du représentant du peuple Couturier (5) ».

Les 3 et 4 brumaire, la réclamation des représentants du peuple du département de l'Aisne, aboutit à de nombreuses mises en liberté (6). Un arrêté du 8 brumaire porte encore la formule : « Vu la réclamation des représentants du peuple du département de Morbihan et du Finistère (7). » Et un autre du 23 brumaire : « Vu la recommandation des citoyens Pinot,

(1) Arch. nat. AFII* 259.

(2) Arch. nat. AFII* 259.

(3) Arch. nat. AFII* 260.

(4) Arch. nat. AFII* 262.

(5) Arch. nat. AFII* 265.

(6) Arch. nat. AFII* 263.

(7) Arch. nat. AFII* 263.

Précý et Hérard, tous trois représentants du peuple... (1) ».

Le 29 brumaire, « vu les tableaux et les réclamations des représentants du peuple du département de la Haute-Saône, le Comité de sûreté générale arrête que 57 détenus seront mis en liberté (2) ».

Le 7 frimaire, le Comité de sûreté générale met en liberté soixante-deux détenus à Rouen. Il avait, au préalable, entendu « plusieurs députés de la Seine-Inférieure et les représentants en mission : Legendre, Louchet, Guimberteau, Siblot et Haquemer, qui s'accordaient tous à faire les plus grands éloges des détenus (3) ».

Le 18 ventôse, le représentant du peuple Personne intervient en faveur de cinq prisonniers de Rouen, âgés de : 63, 64, 74, 68 et 70 ans. Le même jour, le représentant Duboé réclame en faveur de 10 autres détenus de la même ville et âgés de : 61, 43, 64, 66, 65, 73, 68, 71, 59 et 63 ans (4).

Le 27 du même mois, le Comité rend un arrêté de mise en liberté fondé sur « la réclamation du représentant Petet ».

C'est notamment en Vendée que l'influence des représentants, après thermidor, est bienfaisante. « Pénétrés de l'horreur des tableaux que leur ont offerts des malheureux combattant contre la mort, couchés dans la fange, abandonnés sans secours », ils firent établir à Fontenay dans l'une des maisons de détention, un hospice, dont les infirmiers devaient être les détenus valides. L'un des officiers municipaux de la police fut obligé à une visite quotidienne des maisons d'arrêt, et la municipalité à un rapport décadaire sur ces visites. Du comité de surveillance furent exigés des renseignements précis sur chacun des prisonniers ; la liberté étant accordée « à tous

(1) Arch. nat. AFII* 266.

(2) Arch. nat. AFII* 267.

(3) Arch. nat. AFII* 266.

(4) Arch. nat. AF II* 269. Ce registre se termine par un répertoire alphabétique : il n'y a pas de registre spécial comme répertoire.

(5) Arch. nat. AFII* 272

ceux contre lesquels il n'y avait pas de preuves suffisantes (1) ».

La loi du 17 vendémiaire an IV autorisa le Comité de sûreté générale « à statuer sur le sort des détenus, autres que les prévenus de vol, concussion, dilapidations, assassinat ou de délits portés au code pénal ». En conséquence, il arrêta, le lendemain, que les représentants Guyomar, Roberjot et Collobel, se transporteraient dans les diverses maisons d'arrêt de Paris « pour procéder à l'élargissement des citoyens contre lesquels ils ne se trouveraient aucun délit caractérisé (2) ».

Ils s'y rendirent immédiatement, car le 20, ils firent leur rapport au Comité. Le même jour, douze citoyens, détenus depuis quatorze mois, furent mis en liberté. C'étaient Reverchon et Dupuis qui, dans le cours de leur mission, les avaient fait mettre en état d'arrestation. Le Comité avoue que ces citoyens « ont suffisamment expié » leurs fautes (3). Il s'empres sera enfin, dans les derniers jours de sa carrière, d'exécuter la loi d'amnistie du 4 brumaire an IV (4).

IX. — Les tableaux de renseignements (tableaux politiques ou « de conduite civique ») les listes motivées de détenus, les comptes décadaires, que les autorités constituées, notamment les comités révolutionnaires et les agents nationaux, établissaient selon des instructions sévères et envoyaient périodiquement au Comité, servirent de base à de nombreux arrêtés d'élargissement. Il saute aux yeux que ces autorités, par leurs observations souvent favorables, sauvèrent beaucoup d'innocents.

(1) Voir B. Fillon, *Recherches sur Fontenay*, t. I p. 483 et suiv. ; CHASSIN, *La Vendée patriote*, p. 574 et suiv.

(2) Arch. nat. AFI^r* 279. Les événements de vendémiaire avaient occasionné un grand nombre de détentions.

(3) Arch. nat. AFI^r* 274.

(4) Voir, par exemple, arrêté du 13 brumaire an IV, Arch. nat. AFI^r* 273.

Voici l'un de ces nombreux arrêtés : il est daté du 25 fructidor an II et bien significatif (1) :

« Vu les tableaux de renseignements produits en faveur des citoyens ci-après nommés, cultivateurs, marchands et artisans du district de Weissembourg, détenus dans diverses maisons d'arrêt, presque tous par les ordres de Saint-Just et Le Bas, *sans motif d'arrestation*.

« Considérant que le patriotisme de ces citoyens est attesté par les autorités constituées qui ont rédigé lesdits tableaux, le Comité de sûreté générale arrête que... (suivent les noms de 93 détenus appartenant à 10 communes, et, selon l'aveu du Comité, arrêtés « injustement »), seront mis sur-le-champ en liberté et que les scellés apposés chez eux seront levés. Charge l'agent-national du district de Weissembourg de faire promptement exécuter le présent et d'en rendre compte au Comité de sûreté générale.

« Les représentants du peuple, membres du Comité de sûreté générale ; signé : A. Dumont, Clauzel, Amar, Monmayou, Meaule, Bourdon (de l'Oise), Mathieu, Legendre, Lesage-Senault, Bernard, Collombel (de la Meurthe) ».

On lit à la date du 29 thermidor : « Vu les tableaux produits par le comité de surveillance de la commune de Marvejols (Lozère) (2)... » ; et à la date du 3 sans-culottides an II : « Vu les motifs d'arrestation des citoyens... ; vu aussi la réclamation des officiers municipaux de... ».

Le 4 vendémiaire an III, le Comité met en liberté plusieurs citoyens du district de Chatillon-sur-Seine, après avoir examiné « les motifs » de leur arrestation et « ouï le rapport de Bernard » (3).

Plusieurs arrêtés du même jour débutent ainsi : « Vu les tableaux du comité de surveillance de la commune de... »

(1) Arch. nat. AFII* 259.

(2) Arch. nat. AFII* 259.

(3) Arch. nat. AFII* 262.

Le 7 vendémiaire, « vu les motifs par lesquels le citoyen Debray a été traduit au Tribunal révolutionnaire par la Commission populaire, considérant que les motifs ne lui sont point personnels... » le Comité arrête que ce citoyen, de la section du Muséum, détenu à Lazare, sera de suite mis en liberté (1).

Le 25 vendémiaire, 350 citoyens, appartenant à 14 communes des départements de Sarthe et Mayenne, recouvrent leur liberté, après examen, par le Comité, de « leurs tableaux politiques (2) ».

En brumaire an III, maints tableaux furent examinés par le Comité ; le 4, celui du comité de surveillance de Tulle et celui du comité de Brive ; le 6, celui du comité de Strasbourg ; le 7, celui du comité de Seynes (district de Digne) ; le 8, ceux des districts de Provins, Melun, Meaux, Nemours, et Digne ; le 15 ; ceux de plusieurs districts de la Manche (3) ; le 4 frimaire ceux de Tulle et de Marvejols ; le 12, ceux de Compiègne, de Cassel, de Lille, de Douai et de Cambrai (4).

Cet examen fut suivi de nombreuses mises en liberté : ainsi le 15 brumaire, il y en eut 68 à Avranches, 59 à Coutances et 70 à Pontivy (5).

Par arrêté du Comité du 29 brumaire, un nombre considérable de détenus de la maison d'arrêt de Carbaix (Finistère), obtinrent leur liberté. On distingue deux listes : l'une, composée de laboureurs, d'artisans et de commerçants. On en compte 28 ; l'autre composée de citoyens « ex-nobles, non suspects ». On en compte 13, dont 11 sont au moins septuagénaires.

(1) Arch. nat. AFII* 262. Deux lettres suspectes avaient été trouvées chez ce citoyen ; mais elles avaient été écrites par d'autres individus.

(2) Arch. nat. AFII* 260.

(3) Arch. nat. AFII* 263.

(4) Arch. nat. AFII* 266.

(5) Arch. nat. AFII* 263.

Des listes analogues furent établies le même jour pour les maisons d'arrêt de Quimper, Brest, Pont-Croix (Finistère) Quimperlé, Landernau et Morlaix. Les détenus mis en liberté étaient ainsi répartis :

Quimper : 11 de la première liste ; 9 de la seconde, dont 7 au moins septuagénaires.

Brest : 23 de la première liste ; 2 de la seconde, septuagénaires.

Pont-Croix : 30 de la première liste.

Landernau : 9 de la première liste ; 6 de la seconde, dont 2 septuagénaires.

Quant aux détenus des prisons de Quimperlé et de Morlaix, ils étaient répartis de la manière suivante :

Quimperlé : 1^o gens vivant de leur travail : 11 ; 2^o ex-nobles non suspects : 6, dont 4 plus que septuagénaires ; 3^o ex-religieuses septuagénaires : 4.

Morlaix : 1^o cultivateurs, artisans, marchands : 75 ; 2^o ex-nobles : 24, dont 15 au moins septuagénaires, 3^o ex-religieuses au moins septuagénaires : 10 (1).

Le 8 nivôse an III, le Comité de sûreté générale examina les tableaux de plusieurs districts du Gers et du district du Clermont (Meuse) ; le 30, ceux de plusieurs districts du Pas-de-Calais et du Nord ; (2) le 14 nivôse, ceux du district de Valence ; le 24, plusieurs des Vosges ; le 5 pluviôse, plusieurs de Clermont Ferrand (3).

Le 11 pluviôse « vu les tableaux » le Comité arrête que 94

(1) Arch. nat. AFII* 267.

(2) Arch. nat. AFII* 268. Sur ces listes, on trouve des cultivateurs, des menuisiers, des charrons, des tailleurs, des tisserands, des marchands, d'anciens militaires ; on y remarque aussi des femmes : des « couturières en linge, comme Eulalie Compy et Rose Lebreton ; de pauvres vieilles, comme Françoise Hercé, âgée de 71 ans. (Arch. nat. AF II* 269, arrêté du 18 frimaire an III). La veuve Mauclerc et ses trois filles, 23 frimaire an III, Arch. nat. AF II* 300. Il est sans doute que tous ces gens-là n'étaient pas des criminels.

(3) Arch. nat. AFII* 269.

ex-religieuses détenues à Auch (Gers) seront mises en liberté⁽¹⁾. Le 21, il rend encore la liberté à 79 ex-religieuses, (41 détenues à Coutances et 38 à Saint-Sever).

Les répertoires des registres des mises en liberté, permettent de calculer rapidement le nombre des élargissements, dans un temps donné. Ainsi, dans un espace de moins de deux mois, (1^{er} brumaire-18 frimaire) (2), il y eut 1.064 mises en liberté, dont 204 correspondant à l'initiale A et 860 correspondant à l'initiale B.

X. — Le Comité de sûreté générale frappa implacablement les ennemis de la Révolution : royalistes, prêtres réfractaires, émigrés, nobles, etc. C'était son rôle, sa mission ; des lois sévères le lui ordonnaient. Mais aussi bien il s'empressa d'appliquer les lois douces que la Convention vota en faveur des sans-culottes, notamment des laboureurs.

A la séance du 21 messidor an II, Vadier, au nom du Comité de sûreté générale, prend leur défense avec véhémence. Il voudrait qu'on mit en liberté ceux que des mesures générales ont enveloppés injustement. « Cette mesure, dit-il, ne peut avoir d'inconvénients. Il s'agit ici d'hommes qui pratiquent les vertus républicaines, la frugalité, la tempérance, l'amour du travail et qui, lorsqu'ils sont trompés, le sont par des voies indirectes, par des aristocrates, des fanatiques et des chercheurs de places ; car le peuple est toujours bon (3) ».

(1) Arch. nat. AFII* 270. L'arrêté a été signé par : Clauzel, Vardon, Legendre Reubell, Rovère et Reverchon.

(2) Arch. nat. AFII* 261 : *Répertoire des registres des mises en liberté* (n° 5, 6, et 7, par ordre alphabétique).

(3) Vadier continue : « Nous n'entendons pas par là, les cultivateurs portant l'épée ; c'est des laboureurs qu'il s'agit ici, des manouvriers, de ceux qui portent sur leurs mains l'empreinte du travail, qui cultivent eux-mêmes la terre et nous ouvrent des trésors ; de ceux enfin pour qui nous sommes déterminés à verser jusqu'à la dernière goutte de notre sang, pour assurer leur bonheur. (*On applaudit*).

« Nous avons pensé que vous voudriez cependant excepter de cette mesure favorable ceux qui se seraient rendus capables de haute tra-

La Convention, dit le *Procès-verbal*, après avoir entendu le rapport de ses Comités de salut public et de sûreté générale réunis décrète :

« Art. 1^{er}. Les laboureurs, manouvriers, moissonneurs, brassiers et artisans de profession, des campagnes, bourgs et communes dont la population est au-dessous de 1200 habitants et qui se trouvent détenus comme suspects, seront mis provisoirement en liberté à l'instant de la promulgation du présent décret.

« Art. 2. Sont exceptés ceux qui se trouveraient prévenus d'avoir porté les armes contre la République, d'avoir favorisé l'entrée des ennemis sur son territoire ou d'avoir participé à tout autre crime de haute-trahison.

« Art. 3. L'exécution du présent décret est confiée aux comités révolutionnaires de chaque chef-lieu de district, qui se concerteront avec les comités révolutionnaires des communes où les détenus faisaient leur résidence.

« Art. 4. Les comités des chefs-lieux de district sont tenus d'adresser sans délai au Comité de sûreté générale, le tableau des citoyens mis en liberté en exécution du présent décret, avec leurs noms et qualités, et les motifs de l'arrestation.

Art. 5. La Convention autorise l'un et l'autre de ses Comités de salut public et de sûreté générale à mettre en liberté les détenus qui auraient été traduits devant les tribunaux révolutionnaires antérieurement à la loi du 22 prairial dernier par les autorités constituées (1) ».

hison, soit en favorisant des émigrations, l'invasion du territoire français, la livraison des places, etc ; cela s'entend naturellement ; ainsi nous ne vous parlons que de ceux qui, influencés par un ennemi du bien public, un curé ou un vicaire, par exemple, pour une messe, aurait été mis en prison. Les travaux de l'agriculture en souffrent sans doute ; mais l'humanité en souffre encore plus ». (*Moniteur* du 23 messidor an II).

(1) En vertu de l'art. 31 de la loi du 7 fructidor an II, l'application de la loi ci-dessus sera confiée aux comités révolutionnaires renouvelés ; « ils procéderont séparément et sans le concours d'aucun autre comité, à l'exécution de la dite loi chacun dans l'arrondissement qui lui est déterminé ».

Le 10 thermidor, le Comité de sûreté générale renseigne les administrateurs de police de la Commune de Paris, sur « la manière d'exécuter » la loi précédente (1) ».

Le 28 fructidor, il charge Bourdon (de l'Oise) et Collombel, deux de ses membres, de se rendre à la maison d'arrêt du Luxembourg, « pour prendre des renseignements et indications sur la qualité des détenus. » Ces délégués feront un rapport et le Comité s'occupera « exclusivement des sans-culottes, cultivateurs, artisans et autres du même genre, s'il y a lieu (2) ».

Le 4^e jour des sans-culottides de l'an II, la Convention charge le Comité de sûreté générale et les représentants du peuple dans les départements « de s'occuper sans délai, des l'examen des réclamations des pères et mères des défenseurs de la patrie, de tous les citoyens agriculteurs, artistes et commerçants mis en état d'arrestation (3) ».

A la séance de la Convention du 14 brumaire an III, un membre observe que la loi du 21 messidor « n'est point exécutée par les comités révolutionnaires, dans beaucoup de départements, notamment dans celui des Bouches-du-Rhône (4) ».

Cependant les réclamations adressées par les autorités constituées en faveur des cultivateurs sont fort nombreuses.

Ainsi, le 2 fructidor an II, « les maire, officiers municipaux et tous les habitants composant la commune de Fouilley » réclament l'exécution de la loi du 21 messidor, en faveur du citoyen Dary, de sa femme et de ses deux filles, cultivateurs, « détenus depuis le 28 septembre dernier, par mesure de sûreté générale (5) ».

(1) Arch. nat. AFII* 276.

(2) Arch. nat. AFII* 276.

(3) *Procès-verbal* du 4^e jour des sans-cul. an II, p. 353.

(4) *Procès-verbal* du 14 brumaire an III, p. 191.

(5) Arch. nat. F⁷ 4428. On lit sur la délibération : « ... Nous demandons leur mise en liberté..., non seulement pour venir faire leurs travaux de culture, qui sont pressants et considérables, faisant valoir environ 60 journaux de terre à la solle, non compris d'autres labours

De même le 19 fructidor, les membres du Conseil général de la commune de Maure (Ille-et-Vilaine) réclament la liberté du laboureur Lechauff. « Nous ignorons absolument, disent-ils, les motifs qui ont pu déterminer l'arrestation du citoyen Lechauff qui, depuis plus de quarante ans, est habitant cultivateur de notre commune, sans en avoir jamais sorti et est père de six enfants dans le plus bas âge (1)... »

Préoccupé de rendre la liberté « à la classe infortunée des citoyens, à celle des sans-culottes », le Comité de sûreté générale avait arrêté, le 25 thermidor an II, que « toutes les réclamations relatives aux ci-devant nobles ou ex-prêtres « seraient ajournées « jusqu'à ce que les premières aient obtenu satisfaction (2) ».

Mais, à la séance de la Convention du 23 brumaire, un membre ayant exposé « qu'il y avait une grande différence à faire, pour les mises en liberté, entre ce qu'on appelle prêtres constitutionnels, qui ont tout fait, tout souffert pour la Révolution, et les prêtres non-constitutionnels », la Convention chargea son Comité de sûreté générale de prendre cette différence en « grande considération » (3).

Par son arrêté du 27 frimaire, le Comité suspend les mises en liberté des ci-devant prêtres « jusqu'à ce que les fêtes décadaires soient décrétées et organisées ». Sans doute craignait-il que certains prêtres ne cherchassent à entraver l'organisation de ces fêtes ; car il écrit le 24 nivôse au citoyen Teiller, représentant du peuple à Lyon ; « l'arrêté que le

pour ses voisins et beaucoup de charrois que sa maison est dans l'usage de faire ; mais pour vivre et fraterniser avec nous, et soulager les pauvres, comme ils ont toujours fait ; vous leur rendrez justice et à nous de grands services... »

(1) Arch. nat. F⁷ 4428.

(2) Arch. nat. AFII* 276. Arrêté signé par : Dumont, Louis (du Bas-Rhin), Amar, Bernard, E. Lacoste, Legendre. On le trouve également dans le *Journal de Perlet* du 29 thermidor an II, et dans Le 373, Bibl. nat.

(3) *Procès-verbal* du 23 brumaire an III.

Comité a pris contre les prêtres pour leur mise en liberté a été occasionné par l'abus que quelques-uns qui ont été mis en liberté, ont fait en cherchant à réveiller le fanatisme (1) ».

XI. — Les autorités constituées étaient chargées sous leur responsabilité, de l'exécution des arrêtés du Comité de sûreté générale; mais nous savons que « dans les cas extraordinaires, et pour des mesures secrètes et actives », le Comité recourait à des « agents d'exécution particuliers ». Ainsi l'on comprend que l'exécution des arrêtés de mise en liberté ait été confiée, à Paris, tantôt à un employé du Comité de sûreté générale, tantôt à l'un des membres de ce Comité, tantôt à des commissaires des sections, ou bien encore à des gendarmes. Dans les départements, le « chargé d'exécution », était généralement soit l'agent-national, soit le procureur-syndic du district des détenus (2). Ainsi, le 14 nivôse an III, le Comité écrit à l'agent-national du district de Toulouse : « Nous t'envoyons, citoyen, la mise en liberté par duplicata du citoyen Groussac, ci-devant maire ; nous t'invitons à le mettre à exécution, sans délai et à en instruire de suite le Comité » (3). Le 8 pluviôse, l'agent-national du district de Nantes est chargé de faire mettre en liberté, la générale Galbaud (4). Le 18 fructidor an III, le procureur-syndic du

(1) Arch. nat. AFII* 300. Le Comité ajoute : « Mais, étant sur les lieux, tu dois rendre justice particulièrement aux vieillards et infirmes qui auront des certificats de civisme... »

L'article de l'arrêté du 27 frimaire, porte que le Comité n'accordera de mise en liberté sur la demande des représentants du peuple, que lorsque les pièces auront été remises au membre du Comité rapporteur de l'affaire, d'après la division du travail.

(2) Voir les registres des arrêtés de mise en liberté, par exemple AF II* 262.

Dans le registre AFII* 259, il existe un tableau alphabétique où figurent, dans la deuxième colonne, les « noms des chargés d'exécution ».

(3) Arch. nat. AFII* 300.

(4) Arch. nat. AFII* 300.

district de Vesoul est également chargé de faire exécuter sur-le-champ, un arrêté de mise en liberté (1).

D'après l'article 4 du règlement de brumaire an II, les mandats d'élargissement n'étaient exécutoires que s'ils avaient été délivrés « à la pluralité de six voix » (2).

Le 29 thermidor an II, la Convention décrète de nouveau que le Comité de sûreté générale pourra prononcer « au nombre de six membres, la mise en liberté des citoyens arrêtés antérieurement au 9 thermidor » (3).

La loi du 7 fructidor an II (art. 3, titre II) porte que les « mandats d'arrêt de mise en liberté ou en jugement », devront être décernés par au moins neuf membres.

Il y eut, à ce sujet, quelques erreurs d'interprétation que le Comité s'empressa de corriger. Ainsi l'agent national près le district de Clermont (Meuse) s'étant refusé à faire exécuter un arrêté du 11 brumaire an III, sous prétexte qu'il n'a été signé que par six membres, le Comité surpris lui écrit le 23 frimaire suivant (4) :

« La loi du 29 thermidor qui est rapportée dans le n° 40 du Bulletin des lois et dans le n° 681 du feuilleton, dispose formellement que le Comité de sûreté générale pourra prononcer au nombre de six membres... L'article 3 du titre II de la loi du 7 fructidor n'y a point dérogé, parce qu'il ne s'applique qu'aux mises en liberté en faveur des citoyens arrêtés après le 10 thermidor.

« Pour concilier ces deux lois, il suffit de remarquer que, quoique celle sur l'organisation des comités n'ait été définitivement décrétée que le 7 fructidor, elle fut cependant soumise à la discussion dès le 26 thermidor et les premiers

(1) Arch. nat. AFII* 301.

(2) Voir plus haut p. 77. Les arrêtés de mises en liberté qui ont été transcrits dans les registres sont revêtus les uns de six signatures, les autres de sept, d'autres de neuf. (Voir par exemple AF II* 259).

(3) *Procès-verbal* du 29 thermidor an II, p. 265.

(4) Arch. nat. AFII* 300.

articles furent décrétés dans les séances des 28, 29 et 30 du même mois, en sorte que la loi du 29 thermidor, ci-dessus citée, n'est qu'un amendement, une modification à l'article 3 du titre II de celle du 7 fructidor, délibérée dans la même séance.

Le Comité de sûreté générale tient le même raisonnement à l'agent national du district de Bar-sur-Ornain, le 26 frimaire an III (1).

Ainsi donc, pour qu'un mandat d'élargissement décerné postérieurement au 7 fructidor an II, par six membres seulement, fût valable, il suffisait que le bénéficiaire ait été arrêté antérieurement au 9 thermidor.

Le 28 nivôse an III, le Comité décide « qu'il ne sera délibéré qu'à huis clos, sur les mises en liberté des détenus depuis le 9 thermidor (2).

Par l'arrêté du Comité de sûreté générale de la 1^{re} sans-culottides an II les citoyens mis en liberté étaient autorisés à retirer les certificats de résidence, de civisme, les passeports les billets de garde, les quittances de contributions et autres titres qu'ils avaient pu fournir. Le 12 brumaire an III, le Comité arrêta qu'au moment du retrait, il serait fait des copies exactes des dites pièces, qui seraient certifiées véritables par les personnes intéressées, puis jointes aux copies de mises en liberté. Et il chargea tous ses secrétaires « d'exécution ponctuellement » ledit arrêté (3).

Le 14 brumaire suivant, il arrêta que la copie des mises en liberté serait signée par trois de ses membres et fit défense à ses secrétaires généraux d'en signer à l'avenir (4).

C'est que, malgré la sévérité des règlements il se commettait

(1) Arch. nat. AFII* 300.

(2) Arch. nat. AFII* 277. Cet arrêté a été signé par Barras, président, J. Rovère, Reverchon, Boudin, Vardon, Legendre, Lomont.

(3) Arch. nat. AFII* 276. Ici encore, apparaît le souci de l'ordre, de la discipline, de la bonne administration.

(4) Arch. nat. AFII* 276.

des abus, des fraudes ; il y avait des fabricateurs de faux arrêtés.

Ainsi, le 24 nivôse an III, le Comité écrit à l'agent national du district de Cahors : « On nous instruit qu'il a été surpris à la religion du Comité, la mise en liberté du nommé..., ci-devant prêtre réfractaire. Nous t'invitons à en arrêter l'exécution et à nous donner des renseignements sur cet individu (1) ».

Le 5 messidor an III, « voulant déjouer les manœuvres des intrigants et mettre les concierges des maisons d'arrêt à l'abri des surprises et des falsifications » le Comité rend l'arrêté suivant (2) :

« 1^o Tout arrêté de mise en liberté dans l'arrondissement du département de Paris, sera à l'avenir, expédié directement du secrétariat du Comité de sûreté générale, première section, sous enveloppe, à l'adresse des concierges des maisons d'arrêt ; le paquet sera porté par un homme d'ordonnance.

« 2^o Il est expressément défendu aux secrétaires et aux timbreurs de remettre à qui que ce soit les originaux de mise en liberté ; il est également défendu aux concierges des maisons d'arrêt d'avoir égard à ceux qui leur seraient présentés sans être expédiés dans les formes prescrites par le présent arrêté.

« 3^o Il sera imprimé un tableau semblable au modèle ci-joint (3) ; ce tableau contiendra la date de la mise en liberté et le nom du détenu ; il sera certifié par *un des secrétaires généraux*, et sera envoyé avec les originaux de mises en liberté.

« 4^o Pour éviter tout retard dans l'exécution, les concierges des maisons d'arrêt seront tenus de certifier au bas du tableau qu'ils ont exécuté les arrêtés en présence du porteur. Ces tableaux ainsi certifiés, seront rapportés par l'ordonnance, en liasse, et conservés dans le Bureau des mises en liberté.

(1) Arch. nat. AFII* 300.

(2) Arch. nat. AFII* 278.

(3) Je n'ai pas trouvé ce modèle.

« 5^o Les arrêtés de mise en liberté dans les autres départements de la République, continueront à être expédiés du secrétariat du Comité de sûreté générale, première section, à l'adresse des autorités constituées sur les lieux ».

Dans les premiers jours de vendémiaire an III, le Comité a connaissance que, dans plusieurs communes de la République, quelques citoyens ont été mis en liberté « sous le cautionnement personnel d'autres citoyens ». Le 5 vendémiaire, « considérant que la suspension d'un individu ne peut être transportée sur la tête d'un autre et que, d'ailleurs, cette mesure ne se trouve pas dans les lois », le Comité arrête que les personnes qui se sont rendues caution « sont et demeureront déchargées de leur cautionnement personnel (1) ».

(1) Arch. nat. AFII* 276 ou Bibl. nat. Le 37/3.

CHAPITRE VII

MISES EN LIBERTÉ PROVISOIRES ET LEVÉE DES SCELLÉS

I. Quels détenus bénéficiaient de cette faveur ? Conséquences. —

II. La levée des scellés : procédure. Arrêté du 2 fructidor an

**II. Arrêté du 23 prairial an III. — III. Levée des scellés
apposés chez les représentants du peuple.**

I. — Tout ce que je viens de dire ne concerne que les mises en liberté définitives. En dehors de celles-ci, il y eut des élargissements provisoires que sollicitèrent, à juste titre, certains détenus, des vieillards, des malades, des coupables de délits légers et aussi des innocents. Ici encore, le discernement était bien délicat. A vouloir réparer rapidement des injustices, le Comité de sûreté générale ne risquait-il pas d'ouvrir la porte des prisons trop tôt ? C'est en prévision de ce risque, qu'il gardait à vue les détenus libérés provisoirement, jusqu'au jour de leur élargissement définitif. Mais presque toujours la liberté provisoire n'était que le prélude de l'autre.

Le 2 septembre an II, le citoyen Barthélemy, âgé de quarante-quatre ans, détenu aux Madelonnettes, est mis en liberté, « pour demeurer chez lui sous la surveillance de sa section (1) ».

Le 27 floréal an II, la liberté provisoire qui a été accordée au notaire Silley par le Comité est prorogée jusqu'au 20 prairial (2).

(1) Arch. nat. AFII* 286.

(2) Arch. nat. AFII* 275. Arrêté signé par : Louis (du Bas-Rhin) Amar et Jagot.

Le 26 nivôse an III, l'agent-national de Bourges s'étonnant de ce que le représentant Cherrier ait accordé 40 sols par jour « comme s'ils étaient détenus », à des ci-devant prêtres infirmes et libérés provisoirement, le Comité lui répond que ces prêtres devant être « à portée » de recevoir les soulagements que leur état exige » le représentant n'a point excédé ses pouvoirs (1).

Le 20 frimaire an III, le Comité déclare définitive la liberté provisoire accordée à 54 citoyens du district de Sens (Yonne) (2).

Le 22, sur le rapport favorable du représentant du peuple Jourdan (11 frimaire) le Comité rend définitive la liberté provisoire accordée à 13 détenus du district de Clamecy (Nièvre) (3).

Le 10 messidor, le citoyen Fourcade est mis en liberté provisoire et renvoyé à Pau sous la surveillance de la municipalité (4).

Un arrêté du 19 fructidor met définitivement en liberté le citoyen Lacombe qui sera réarmé (5).

Le 21 vendémiaire an IV, « vu qu'il n'a été rapporté aucune preuve positive à l'appui de la dénonciation faite contre le citoyen Champion », le Comité arrête que ce citoyen « jouira provisoirement de sa liberté, que les scellés seront levés et qu'il demeurera néanmoins sous la surveillance des autorités constituées de sa section » (6).

Ainsi donc, la liberté provisoire qui entraînait la levée du séquestre, permettait aux citoyens de jouir de leurs biens, mais non de leurs droits civiques que seule la liberté définitive leur rendait. De plus, les citoyens acquittés étaient réarmés (7).

(1) Arch. nat. AFII* 300.

(2) Arch. nat. FII* 268.

(3) Arch. nat. AFII* 268. Avis favorable avait d'abord été donné par la société populaire.

(4) Arch. nat. AFII* 300.

(5) Arch. nat. AFII* 274.

(6) Arch. nat. AFII* 274.

(7) Arch. nat. AFII* 301 (Lettre du 4 vendémiaire an IV).

Il fallait qu'ils fussent l'objet de dénonciations extrêmement graves, pour que le Comité ouvrit contre eux une nouvelle procédure. Les citoyens élargis provisoirement ne pouvaient se dérober aux exigences des poursuites en cours ; ils restaient à la merci des tribunaux ; ainsi le 27 vendémiaire an IV, le Comité de sûreté générale arrête que le représentant du peuple Massieu demeurera provisoirement en liberté « à la charge de se présenter s'il en est requis » (1).

II. — Les scellés étaient levés d'ordinaire par les commissaires qui les avaient apposés. En cas d'absence de ceux-ci, la municipalité et le comité de surveillance de la commune de l'intéressé, en nommaient d'autres, sur l'autorisation du Comité de sûreté générale (2). Un procès-verbal était dressé au domicile et en présence de l'intéressé. Quelquefois le Comité de sûreté générale se faisait représenter par l'un de ses membres ; ainsi, le 27 octobre 1792, il délégua Thuriot pour assister à la levée des scellés apposés chez le citoyen Cottet (3).

Le Comité chargeait ses divers auxiliaires de l'exécution des levées de scellés.

Le 28 frimaire an III, le représentant du peuple Ludot est chargé « de pourvoir à la prompte exécution » d'un arrêté de main-levée (4).

De même, le 19 nivôse an III, l'agent-national du district de Sancoins (Cher) (5).

(1) Arch. nat. AFII* 273.

(2) Arch. nat. AFII* 275 (Par exemple arrêté du 29 floréal an II). On remarque souvent la présence du juge de paix. (Par exemple, arrêté du 16 floréal an III relatif à Catherine Théot. Arch. nat. AFII* 278.

(3) TUETÉY, *Répertoire général de l'Histoire de Paris*, t. V, n° 852.

(4) Arch. nat. AFII* 300. L'opération eut lieu chez un citoyen de Dunkerque. Ludot avait été chargé, par décret du 18 brumaire an III, de surveiller la gestion des magasins nationaux dans les ports de Dunkerque, Calais, Dieppe et Le Havre. Il y resta jusqu'en floréal an III. (*Dictionnaire des Conventionnels*).

(5) Arch. nat. AFII* 300.

De même, le 3 pluviôse an III, les administrateurs du district de Jussey (1).

De même, le 29 messidor an III, la Commission administrative de police (2).

La levée des scellés devait-elle s'étendre aux objets « dont la confiscation pouvait être acquise à la nation ? ». Le Comité de sûreté générale ne le pensait pas ; en rendant à des citoyens la liberté, son intention n'était point « de les soustraire aux lois » qui leur était applicables. « Il faut, disait-il, que ces lois reçoivent leur pleine et entière exécution (3) ». Aussi lit-on dans la lettre précédente :

« Comme nous apprenons qu'il existe sous les scellés des sommes considérables appartenant à la République, vous voudrez bien nous envoyer l'original pour y faire les changements qui seront trouvés convenables. »

La main levée accordée à une veuve ne pouvait s'étendre qu'à ses biens propres et non à ceux de son mari, lesquels étaient « consignés au profit de la République » (4).

Les diverses opérations consécutives à une mort par condamnation d'un détenu : inventaire, vente de ses meubles et effets, etc., étaient entravées par l'existence des scellés qui, de plus, entraînaient des frais de garde inutile. La Commission des revenus nationaux ayant présenté ces remarques au Comité de sûreté générale, il ordonna, le 12 prairial an II, la levée de tous les scellés apposés par ses ordres sur les appartements des citoyens arrêtés également par ses ordres, et qui ont « péri sous le glaive de la loi ». L'exécution de cette

(1) Arch. de la Haute-Saône, 64 L⁵. Lettre du Comité de législation. Le 21 nivôse, il avait rendu un arrêté en faveur de la veuve Beaufremont, par lequel il ordonnait « la main-levée du séquestre apposé sur les biens d'Alexandre Emmanuel Louis Beaufremont Listenois ».

(2) Arch. nat. AFII* 301.

(3) Arch. nat. F⁷ 4411 ou AFII* 300 (Lettre du 19 pluviôse an III aux administrateurs du district d'Amiens).

(4) Arch. nat. AFII* 300 (Lettre du 23 vendémiaire an III à l'agent membre du district de Noyon).

mesure générale était confiée « aux agents nationaux des districts, conjointement avec deux membres des comités révolutionnaires du domicile, où à défaut de ceux-ci, deux officiers municipaux (1) ».

Le 27 fructidor an II, après inventaire, (2) le Comité arrête que les effets en or et argent monnayé et ouvré, ainsi que les diamants ayant appartenu aux personnes « jugées et condamnées par le Tribunal révolutionnaire », seront apportés, en conformité de la loi, à la Trésorerie nationale, et « reconnus par les citoyens qui en sont administrateurs ».

Les meubles, linges et autres effets desdites personnes condamnées seront vérifiés par la Commission des domaines nationaux sur l'inventaire et « remis à sa disposition ».

Les livres, remis à la Commission de l'instruction publique.

Les effets, « généralement quelconques » appartenant aux détenus élargis, leur seront rendus par l'administration de police, sur la présentation « des arrêtés du Comité qui les autorisent à réclamer lesdits effets ».

Quant aux effets appartenant aux détenus, ils resteront provisoirement sous la surveillance de l'administration de police « qui prendra les mesures nécessaires pour leur conservation ».

Dès le 9 septembre 1793, le Comité de sûreté générale avait fait décréter que les scellés qui avaient été mis sur les papiers et effets des banquiers, agents de change, négociants et gens d'affaires, seraient levés et que les commissaires des sections feraient l'inventaire des papiers découverts (3).

C'est que le Comité de sûreté générale comprenait que l'apposition des scellés prolongée offrait de sérieux inconvénients. Il s'efforça d'y remédier. Les comités révolutionnaires

(1) Arch. nat. AFII* 275.

(2) En suite des arrêtés des Comités de salut public et de sûreté générale des 20 et 22 thermidor an II (Bibl. nat. Le 37/3).

(3) *Procès-verbal* du 9 sept. 1793.

et autres autorités constituées se refusaient parfois à lever les scellés, sous prétexte que certains arrêtés d'élargissement du Comité de sûreté générale ne spécifiaient point cette levée. Il y eut des plaintes, et, le 2 fructidor an II, le Comité arrêta que « tous les arrêtés de mises en liberté emporteront de droit la levée des scellés » (1).

Ce même jour, il décida la suppression de « tous les gardiens des individus mis seulement en arrestation chez eux » (2) ; mais sans rien dire concernant les scellés. Fallait-il les lever ? Plusieurs comités révolutionnaires, voulant des ordres formels, s'y refusèrent. Le 29 fructidor, le Comité arrêta que les scellés seront levés « chez tous ceux dont les gardiens ont dû se retirer en vertu de son arrêté, à l'exception de ceux qui ont pour héritiers présomptifs, des émigrés ou des personnes dont les biens sont dans le cas d'être séquestrés au profit de la République (3) ».

L'insurrection de prairial an III suscita de multiples arrestations de suspects et par conséquent, de multiples appositions de scellés. Cela était fort gênant, ainsi qu'en témoigne un « référé du comité civil de la place Vendôme ».

Or, la loi du 12 brumaire an III (art. 9) défendait expressément à tous les administrateurs de mettre le séquestre « sur les biens des détenus comme suspects ou autres individus prévenus de crimes ordinaires », excepté dans les cas prévus par les lois (4). Ce texte ainsi que le référé précédent inspirèrent au Comité de sûreté générale l'arrêté suivant du 23 prairial an III :

« Art. 1^{er}. Les scellés apposés sur les meubles des personnes

(1) Bibl. nat. Le 37/3. Voir Arch. nat. AF II* 300 (Lettre du 7 pluviôse an III, à l'agent-national du district de Darney).

(2) V. plus loin chap. des Prisons.

(3) Arch. nat. AF II* 276, ou Bibl. nat. Le 37/3.

(4) Collection Duvergier. B. t. XLVIII p. 62 ; *Moniteur* des 13 et 14 brumaire an III, rap. Oudot.

arrêtées en exécution du décret du 1^{er} prairial (1) sont incessamment levés ; les détenus ou leurs fondés de pouvoirs seront rétablis dans la pleine jouissance des effets leur appartenant.

« Art. 2. Lorsque le détenu n'aura laissé personne dans son domicile, les scellés ne seront levés qu'en présence du fondé de pouvoirs auquel les effets seront remis.

« Art. 3. Si, à la levée des scellés, il s'y trouve des papiers renfermant des preuves ou indices de délits, ces papiers, après avoir rempli les formalités prescrites par l'article 3 de la loi du 12 brumaire, seront déposés provisoirement au comité civil de la section (2) ».

D'ordinaire, lorsqu'un détenu avait un besoin urgent d'objets ou de pièces importantes mis sous scellés, il en informait le Comité de sûreté générale qui ordonnait la levée desdits scellés en présence d'un fondé de pouvoirs de l'intéressé. Distraction était faite seulement des papiers paraissant suspects qui étaient apportés au Comité ; les autres pouvaient être remis au prisonnier : ainsi, des « papiers de famille », des « papiers nécessaires à sa justification (3) ».

Les détenus mis en liberté définitive, réclamaient, outre la levée des scellés apposés en leur domicile, la restitution des effets qui leur avaient été saisis. Tout à l'heure, il a été mentionné que, selon l'arrêté du 27 fructidor an II, la « conservation » de ces effets était confiée à l'administration de police. Mais les pétitions étaient adressées au Comité de sûreté générale, et c'est en vertu de ses arrêtés que se faisaient les restitutions : ainsi celle du 27 brumaire an III, au citoyen

(1) Il s'agit sans doute du décret portant que « tous les séditieux qu'on arrêtera seront conduits directement au Comité de sûreté générale ».

(2) Arch. nat. AFII* 278.

(3) Arch. nat. AFII* 287 (Arrêtés du 9 vendémiaire et du 30 thermidor an III)

Lambert (restitution d'effets) (1) et celle du 30 frimaire an III, au citoyen Lenoir (restitution d'une montre) (2).

Cependant, le Comité de sûreté générale avait cru devoir « associer à ses décisions » en cette matière, le Comité des finances. Mais, la restitution des effets devenant « tous les jours plus embarrassante » à cause du « concours du Comité des finances », il fut arrêté, le 14 nivôse an III, que, dorénavant, les restitutions se feraient « sur les seuls arrêtés du Comité de sûreté générale ». Il est évident qu'il y avait des divergences de vues entre les deux Comités, et ne semble-t-il pas que le Comité de sûreté générale, en ce temps-là tout puissant (3), ait voulu affirmer hautement son autorité, sa supériorité ? Pourtant, sa décision du 14 nivôse, qui avait sans doute froissé le Comité des finances, il la rapporta le 16 nivôse, et arrêta que deux de ses membres se concerteraient avec le Comité des finances « pour aviser aux mesures les plus conformes aux principes de la justice qui dirigent les représentants du peuple et aux intérêts de la République (4) ».

Il est bien manifeste que des mesures justes, en matière de séquestre, ont été appliquées après thermidor.

III. — Puisque le Comité était chargé de l'exécution des décrets d'arrestation et des décrets de mises en liberté (5), il était naturel qu'il fût compétent pour la levée des scellés apposés chez les représentants du peuple. Il pratiqua, pour cela, la procédure ordinaire. Mais, même sans qu'il y eût mise en liberté, quand des effets ou des papiers lui étaient réclamés

(1) Arch. nat. AFII* 277.

(2) Arch. nat. F⁷ * 2203.

(3) Après le décret du 7 fructidor an II.

(4) Arch. nat. AFII* 277.

(5) Lorsque le 17 vendémiaire an IV, un membre demanda que le Comité de sûreté générale fût autorisé à prononcer la mise en liberté des représentants du peuple en état d'arrestation, la Convention passa à l'ordre du jour, motivé sur ce qu'un décret existant autorisait le dit Comité. (*Procès-verbal* p. 14).

le Comité autorisait des levées partielles : ce qui n'était point suspect était mis à la disposition du détenu ou de sa femme, ou de son fondé de pouvoirs, et le reste était remis sous scellés.

Ainsi, le 3 septembre an II, le Comité autorise le juge de paix de la section des Tuileries à lever les scellés apposés sur un des appartements du député Chasset (1) ; le 6 brumaire an III, la Convention renvoie au Comité « pour y statuer », la demande de levée des scellés du représentant Fayolle, détenu chez lui (2) ; le 6 nivôse, les Comités réunis de salut public, de sûreté générale et de législation arrêtent la levée des scellés apposés au domicile du député Vallée (de l'Eure) (3) ; le 2 floréal, le Comité de sûreté générale, arrête que les représentants du peuple Ruamps, Maribon-Montaut et Levasseur (de la Sarthe) sont autorisés à « prendre et retirer de sous les scellés dans leur appartement, les meubles et linges qui leur sont nécessaires (4) » ; le 25 floréal, la Commission

(1) Arch. nat. AFII* 286. Après avoir protesté contre la journée du 31 mai, il parvint à s'échapper de Paris, à gagner Lyon où il se mit à la tête du mouvement. Sur la demande de Couthon, il fut décrété d'arrestation le 11 juillet, déclaré traître à la patrie le 28 juillet et mis hors la loi. Ses biens furent confisqués et sa femme, Louise Duchamp, jetée en prison. (*Dictionnaire des Conventionnels*,)

(2) *Procès-verbal* du 6 brumaire an III, p. 77.

(3) « Vallée avait signé la protestation contre les journées des 31 mai et 2 juin, mais cette protestation était encore ignorée du Comité de sûreté générale, lorsqu'on apprit que, déguisé en gendarme, il allait chercher à la prison de Sainte-Pélagie, les feuillets des mémoires de M^{me} Roland. Que ce fait fût vrai ou faux, le Comité de sûreté générale demanda et obtint, le 30 juillet, un décret d'arrestation contre lui, comme étant de connivence avec les députés décrétés d'arrestation. Il se réfugia à Evreux, où il trouva un asile sûr chez un ami. Le 3 octobre, il fut décrété d'accusation. Le 21 frimaire an III, il adressa d'Evreux, à la Convention, une demande de réadmission qui fut renvoyée à l'examen des Comités ». Toutefois, nous trouvons, à la date du 6 nivôse an III, un arrêté des trois Comités ordonnant la restitution des deux années de loyer de sa maison à Evreux, perçu par le receveur des domaines nationaux de l'Eure, la levée des scellés apposés sur les deux appartements qu'il occupait à Paris et le paiement de son indemnité de député à compter du dernier paiement perçu.

(4) Arch. nat. AFII* 278.

des transports est priée de faire parvenir une malle à l'adresse de Laurent Le Cointre, détenu au Mont Saint-Michel (1).

L'apposition universelle des scellés constituait une sûreté aussi bien pour les personnes elles-mêmes que pour la police, en ce qu'elle empêchait toute distraction d'effets, et cela surtout lorsque le domicile était inhabité. C'est ce que, dans une lettre du 18 prairial an III, le Comité fit remarquer au député Ricord, qui s'était plaint que les scellés eussent été mis jusque sur sa cave (2). En pareil cas, pour que la levée fût autorisée, il fallait que l'intéressé désignât, par procuration, un fondé de pouvoirs.

En général, l'officier public exécutait la levée en présence d'un membre du Comité de sûreté générale ; mais il semble bien que, jusqu'en floréal an III, cette présence n'ait pas été obligatoire. Ainsi, le 3 septembre an II, le Comité désigna un de ses secrétaires pour assister à la levée des scellés apposés chez le député Chasset ; tandis que le 20 septembre il autorise Voulland, un de ses membres, à lever les scellés apposés sur deux portes de l'appartement de Julien (de Toulouse) (3). Mais, à partir du 15 floréal, le citoyen Ysabeau, membre du Comité de sûreté générale, assiste obligatoirement l'officier public. Il a été nommé par le Comité de sûreté générale, pour « procéder à la reconnaissance et à la levée des scellés apposés chez les représentants du peuple déportés et en arrestation ». Ainsi, le 16 floréal an III, il exécuta de concert avec le commissaire de police de la section des Tuileries, la levée des

(1) Arch. nat. AFII* 278. Le 16 germinal, le Comité de sûreté générale avait ordonné l'apposition des scellés.

(2) Arch. nat. AFII* 301.

(3) Arch. nat. AFII* 286. Julien (de Toulouse) était sorti du Comité de sûreté générale, le 14 septembre 1793, et après sa sortie, une perquisition avait eu lieu chez lui, suivie d'une saisie de tous ses papiers. On le suspectait d'avoir trempé dans l'affaire de la Compagnie des Indes. Le 1^{er} frimaire an II, il fut décrété d'arrestation et le 26 ventôse, décrété d'accusation (Voir *Dictionnaire des Conventionnels*).

scellés apposés chez Collot d'Herbois (1) ; de même le 20 floréal chez le député Hentz (2), (Chaussée d'Antin, n° 21).

Le 24 messidor an III, le Comité invite le représentant Ysabeau, « à activer la levée des scellés chez les représentants détenus » et à lui rendre compte le plus tôt possible de ses opérations (3). En conséquence, le 19 thermidor, Ysabeau écrit au commissaire de police de la section des Tuileries : « Je suis très surpris, citoyen, que deux fois différentes, vous ayez manqué de vous rendre au domicile du citoyen Thirion (4), pour la reconnaissance des scellés posés chez le représentant du peuple ; quoique le citoyen Chevrillon vous ait prévenu à chaque fois du jour que je devais y aller ; je n'ai pas voulu lever ces scellés en votre absence ; et, pour que cette opération ne soit pas retardée plus longtemps, vous voudrez bien vous y trouver primidi prochain, à onze heures du matin. Je m'y rendrai ; si vous manquez pour cette troisième fois, de vous y trouver, je sais ce qu'alors j'aurai à faire » (5).

Le 3 nivôse an III, le Comité de sûreté générale arrête que les députés ci-devant détenus et rentrés par décret dans le sein de la Convention nationale « soient indemnisés et déchargés de tous les frais de gardiens qui ont pu être exigés d'eux » (6). Et le 20 nivôse, la Convention décréta que les trois Comités de salut public, de sûreté générale et de législation seraient autorisés à « statuer sur les réclamations des re-

(1) Arch. nat. AFII* 301 ou F⁷ 4411.

(2) Arch. nat. AFII* 301 ou F⁷ 4411.

(3) Arch. nat. AFII* 301.

(4) Après l'insurrection du 1^{er} prairial, dénoncé par Pierret, il avait été décrété d'arrestation. Il publia pendant sa détention, une justification de sa conduite sous le titre : *Didier Thirion à ses collègues de la Convention*, suivie d'une autre : *Mon dernier mot à mes anciens collègues*, (Metz, brumaire an IV). Dans cette dernière pièce, on trouve des détails fort intéressants sur divers incidents de la journée du 1^{er} prairial (*Dictionnaire des Conventionnels*).

(5) Arch. nat. AFII* 301.

(6) Arch. nat. AFII* 277.

présentants du peuple décrétés d'accusation ou mis hors la loi ».

C'est en vertu de ce décret que les deux arrêtés suivants furent pris :

Le 30 messidor an III, les trois Comités de gouvernement arrêtent « le remboursement de la somme de 162.069 livres pour indemniser le représentant Kervélégan, tant de la perte de ses meubles, linges, capitaux de bestiaux, qui ont été vendus ou enlevés dans les deux maisons qu'il possède à Quimper... et le remboursement de sommes que son épouse a été contrainte de payer aux gendarmes qui l'ont arrêté et traduit dans différentes maisons d'arrêt, sans préjudice des dégradations qui ont été commises dans son bâtiment. Le Comité arrête, en outre, que les dégradations commises auxdites maisons, pendant le temps qu'a duré l'injuste proscription qui a pesé sur la tête du représentant Kervélégan, seront réparées et lesdites maisons rétablies en l'état où elles étaient au mois d'octobre 1793, époque de l'arrestation de son épouse, aux frais de la République » (1).

De même le 9 fructidor an III, les trois Comités réunis arrêtent le paiement à Julien (de Toulouse) de la somme de 50.000 livres, montant de la valeur des effets qui lui ont été saisis et vendus par les administrateurs du district de Toulouse. Ils lui allouent, en outre, 7.945 livres « en remplacement des effets qui lui ont été soustraits » (2).

(1) Arch. nat. AFII* 278. Lié avec les Girondins, Kervélégan avait été nommé membre de la *Commission des Douze*, et, comme tel, décrété d'arrestation le 2 juin. Mais le 20 juin, il s'était enfui et réfugié en Bretagne. Le 28 juillet, il fut déclaré traître à la patrie ; « sa tête fut mise à prix ; il échappa grâce à la loyauté de ses électeurs, mais sa femme et ses enfants furent mis en prison. » Il ne revint à la Convention que le 18 ventôse an III (8 mars 1795). Le 26 vendémiaire an IV, il se fit donner par le Comité des inspecteurs de la salle, la somme de 800 livres pour frais de son retour à la Convention. (*Dictionnaires des Conventionnels*).

(2) Arch. nat. AFII* 279.

SEPTIÈME PARTIE

LA POLICE A PARIS

CHAPITRE PREMIER

LA POLICE AVANT LE 9 THERMIDOR

I. Défaut d'unité. Rapports du Comité avec le maire ; la Commission des administrations civiles, police et tribunaux, et les sections. — II. Comités civils et comités révolutionnaires ; leur véritable physionomie. La garde nationale, instrument de la dictature.

En ce temps-là, Paris avait déjà une vitalité prodigieuse et l'âme que l'on y sent vibrer aujourd'hui. C'est véritablement, comme le dit M^{me} de Girardin, « un séjour où les événements publics et particuliers occupent constamment la vie ; on y ressent une fièvre d'exaltation qui mène souvent au délire ». De là, la nécessité pour la Convention d'adapter à ce caractère éternel de la grande cité, un mécanisme révolutionnaire spécial, une police diligente et disciplinée.

Ce mécanisme bien connu, était conçu « de façon à imprimer une force et une unité irrésistible à l'action de Paris considéré comme le brûlant foyer des idées nouvelles, comme le point d'où la France ramassée sur elle-même, devait prendre son élan ». On pourrait ajouter à cette image éloquente de Louis Blanc que la police était conçue de façon à protéger cet élan et à le régler en sorte que les régions les plus éloignées de Paris en ressentissent la portée et l'ampleur. Mais en réalité, ce n'est guère qu'après le 9 thermidor que le Comité de sûreté générale s'emploiera avec un zèle remarquable à déterminer cet élan parisien et national.

Avant thermidor, la police subissait la quadruple impulsion

du ministère de l'Intérieur, de la Commune de Paris, du Comité de salut public et du Comité de sûreté générale. Lorsque la Commission des administrations civiles, police et tribunaux succéda, le 1^{er} floréal, au ministère de l'Intérieur, la liquidation du fameux « système d'observation » était achevée (1). La police, dès lors, allait peu à peu être asservie à la dictature. C'en sera l'outil. C'est un fait que les decemvirs exercèrent « une action immédiate » non seulement sur la police, mais sur la force armée de Paris. « Vous le savez, dira Daunou le 15 floréal an III, s'ils s'en étaient servis, le 9 thermidor, avec plus de concert et d'adresse, ce jour eût été le dernier de la liberté au lieu d'être celui du triomphe ».

I. — Le défaut d'unité de la police parisienne lui ôtait sa force et engendrait des rivalités. C'est ainsi que les agents observateurs du pouvoir exécutif, dont la mission n'était pas très exactement définie, avaient de bonne heure porté ombrage aux Comités de gouvernement (2); c'est ainsi que des haines profondes devaient à jamais séparer les Comités eux-mêmes. Et cette coexistence d'éléments similaires et rivaux est cause de l'obscurité qui enveloppe l'activité du Comité de sûreté générale à Paris, avant thermidor.

De temps en temps il correspond avec le maire de Paris, le convoque même à ses séances pour l'instruire de mesures à prendre, de rassemblements à faire surveiller; mais il a affaire bien plus souvent à l'administration de la police de la Commune: il l'invite, de manière pressante, à s'intéresser aux détenus des maisons d'arrêt, et, fréquemment, à venir conférer dans ses bureaux (3). Elle adresse des rapports à la Convention nationale.

(1) P. CARON, *Paris pendant la Terreur*, p. 182 et suiv. Le système de l'observation a cessé de fonctionner dans les départements à la fin de ventôse an II.

(2) Voir le rapport de Saint-Just du 11 germinal an II.

(3) Voir par exemple: *Correspondances et arrêtés particuliers depuis le 1^{er} floréal jusqu'au 4 thermidor an II*. Arch. nat. AFII* 275.

La Commission des administrations civiles, police et tribunaux est l'un des principaux auxiliaires du Comité. Comme son nom l'indique, elle a l'administration de la police; elle sera toujours un organe de liaison entre le Comité et les accusateurs publics, son rôle ressortira plus clairement après thermidor.

Il nous importe bien plus de considérer le Comité dans l'exercice même de sa mission, c'est-à-dire dans sa lutte à Paris, d'abord contre les ennemis de la Révolution, et par conséquent, dans ses rapports avec les sections, centres de vie populaire intense

Il s'était ému, dès son entrée en fonctions, de l'excessive puissance des assemblées de sections. A la séance de la Convention du 24 octobre 1792, Buzot dit « qu'une section ne peut pas s'arroger l'exercice de la souveraineté et faire des lois (1) ». Boucher Saint-Sauveur dénoncera, un peu plus tard, les excès de certaines sections. Mais leur autorité ira en décroissant à mesure que s'accroîtra la puissance des Comités de gouvernement, et l'on peut dire avec Michelet que quatre ou cinq mois avant le 9 thermidor, les assemblées étaient mortes, et que tout le pouvoir était passé à leurs comités.

II. — Ces comités étaient de deux sortes : les comités civils et les comités révolutionnaires. Nous n'en refterons pas l'histoire (2). Les premiers, élus par les sections, étaient à la fois des surveillants et des agents exécutifs des arrêtés administratifs, des auxiliaires des commissaires de police et des correspondants éclairés de la municipalité qu'ils devaient renseigner sur toute question relative à leur quartier. Ils étaient par dessus tout des subordonnés zélés du Comité de

(1) A propos d'un arrêté de la section des *Sans-culottes* portant que les prêtres réfractaires devaient être considérés comme émigrés. *Journal de Perlet*.

(2) Voir MELLÉ : *Les sections de Paris*.

sûreté générale. A la fin de 1793, les comités révolutionnaires étaient si puissants que les comités civils n'eurent plus jusqu'au 7 fructidor que des fonctions subalternes.

On sait avec quel zèle les comités révolutionnaires s'empressèrent, et à Paris plus qu'ailleurs, d'appliquer la loi du 17 septembre 1793 ; on sait les excès qui en résultèrent. Collot d'Herbois (1), dit Michelet, accusa aux Jacobins (26 septembre 1793) la « furieuse étourderie » de ces comités, qui furent aussi dénoncés à la Convention par Léonard Bourdon, le 9 octobre 1793, et par Le Cointre (de Versailles) le 18 octobre, comme sujets « à frapper leurs ennemis personnels, parfois à emprisonner leurs créanciers » ; l'Assemblée adopta la motion de Le Cointre, 27 vendémiaire an II (18 octobre 1793) : les comités de surveillance étaient tenus de délivrer, au moment de l'arrestation à chaque citoyen incarcéré, copie du procès-verbal et des motifs pour lesquels il était arrêté : mêmes mentions étaient inscrites sur les registres d'écrou. Dans le délai de trois jours, les procès-verbaux des arrestations déjà effectuées, avec la cause de ces arrestations, devaient être transmis au Comité de sûreté générale.

Les comités révolutionnaires de Paris refusèrent de se soumettre à cette règle et protestèrent aussitôt (2) (30 vendémiaire an II) (2) ; on renvoya leur pétition au Comité de sûreté générale qui chargea Louis (du Bas-Rhin) de la défendre. Robespierre intervint dans le débat et la Convention rapporta son décret (3 brumaire an II). Ce succès accrut encore l'audace des comités révolutionnaires. Jusqu'alors, dit M. Mellié, ils avaient reçu leurs inspirations, leurs mots d'ordre soit des assemblées générales, soit du comité de salut public du département, soit de la Commune ; mais à cette date, nous les voyons s'affranchir de toute tutelle et agir par

(1) MICHELET, *Histoire de France*, t. VIII, p. 183.

(2) Voir *Moniteur*, séance du 21 octobre 1793.

eux-mêmes ». Il y a là quelque exagération : ils ne sont pas, à eux seuls « les maîtres de Paris ». S'ils échappent à la surveillance de la Commune, ils sont subordonnés au Comité de sûreté générale qui les observe et les surveille. Il leur rappelle dans sa lettre du 11 brumaire an II que certains d'entre eux ont « de leur plein mouvement, procuré l'élargissement à des détenus » et il ajoute : « En se permettant de prononcer également l'arrestation et l'élargissement, c'est porter atteinte à une autorité que la Convention nationale a réservée à son Comité de sûreté générale et présenter dans la réunion de deux pouvoirs des conséquences qui pourraient devenir excessivement dangereuses... Remplissons donc avec exactitude, citoyens, la tâche qui nous est imposée ; évitons également dans les opérations que prescrivent les circonstances actuelles, toutes les lenteurs et toutes confusions, et prouvons aux ennemis de la liberté combien les lois qui doivent en accélérer le triomphe sont respectées par les républicains eux-mêmes (1) ».

Depuis le 17 septembre 1793, les comités révolutionnaires correspondaient directement avec le Comité de sûreté générale, ce qui déplaisait à la Commune qui, avant cette date, leur servait d'intermédiaire (2). Le 27 brumaire an II, Pache écrivit à leurs présidents que le Conseil général avait aperçu dans différentes occasions, un manque de relations entre eux et la Commune. Celle-ci sentait, en effet, l'influence lui échapper. Le 22 frimaire, le maire se plaignit du cumul des attributions pratiqué par certains commissaires. Le Comité, lui aussi, intervint à ce sujet en ventôse an II (3). Une telle accumulation de fonctions, selon lui, « ne pouvait tendre qu'à affaiblir

1) Arch. nat. AFII* 289.

(2) Par exemple, 8 août 1793, comité révolutionnaire de la section des Piques. Arch. nat. F⁷ 2475.

(3) Comité révolutionnaire de la section du Panthéon. Arch. nat. F⁷ 2524 (18 ventôse an II), de celle du Marais, F⁷ 2496 (29 ventôse an II). Circulaire aux comités de surveillance de Paris du 24 ventôse an II. AF II* 286.

ou paralyser les moyens de surveillance que les lois révolutionnaires leur avaient confiés, et qu'à ce moment où les ennemis de la liberté osaient encore lutter contre elle, ils devaient lui dévouer toute leur attention, tous leurs instants ». Il les invitait, en même temps, à lui adresser chaque jour, un résultat sommaire de tout ce qui leur paraissait intéressant de lui faire connaître sur le nombre des arrestations, les approvisionnements des comestibles, les mouvements des agioteurs et des ennemis de la République.

Les comités révolutionnaires auraient dû être, avant tout, les éclaireurs du Comité de sûreté générale et ses agents d'exécution. Or, on sait que plusieurs d'entre eux se permirent de franchir les limites de leur pouvoir, notamment celui de la section de l'Unité et celui de la section des Tuileries. Ils virent des coupables partout, incités qu'ils étaient « par le sentiment de leur puissance, par le désir d'être utiles à la patrie, et, il faut bien le reconnaître, encouragés par les ordres mêmes de la Commune qui, les employant à toute besogne, les invitait à s'immiscer dans tout (1) ». Ils devinrent parfois plus terribles que le Comité de sûreté générale qui, maintes fois, fit élargir des citoyens qu'ils s'obstinaient à détenir comme « suspects » (2). Qu'on se garde, toutefois, de juger avec exagération les comités révolutionnaires de Paris ; car, quand on regarde au détail de l'activité des plus coupables, on remarque qu'ils n'eurent pas l'idée préconçue de faire le mal, et qu'ils ne se montrèrent pas toujours insoumis à l'autorité supérieure. On voit par exemple celui des Tuileries transmettre régulièrement les motifs de ses arrestations au Comité et à l'administration de la police (3) ; il écrivit le 8 octobre 1793 au Comité, à propos d'un détenu blessé dans sa prison :

(1) MELLÉ, *Les sections de Paris*, p. 201 et suiv.

(2) Ainsi fut fait les 23 et 25 septembre 1793, pour Fauvelet et Lhéritier. Arch. nat. F⁷ 2471.

(3) Arch. nat. F⁷ 2471 et AFII* 275.

« L'humanité souffrante réclame la plus prompte décision (1)... » et le 4 brumaire an II : « Vous pouvez compter sur notre exactitude et la plus grande impartialité (2) ». Il croyait « avantageux au bien public » d'entretenir des rapports étroits avec le Comité de sûreté générale : « Souvent, dit-il, faute d'une communication prompte avec vous, nous nous trouvons empêchés de faire autant de bien que nous le voudrions. Une heure employée à de pareilles communications deux ou trois fois la semaine, ne serait assurément pas un temps perdu (3) ».

Il recevait souvent du Comité « tout pouvoir nécessaire » pour régler une affaire en cours. Il lui proposait des arrestations, mais souvent aussi des élargissements et avec une insistance qu'il importe de faire ressortir. Ainsi le 17 brumaire an II, il plaide en faveur du citoyen Marant et le 9 pluviôse, en faveur de la femme Beauregard (4) ; le 3 frimaire, il arrête qu'une députation de deux de ses membres se transportera au Comité de sûreté générale pour y demander la liberté du capitaine Machard « et que ladite députation ne dessemperera pas qu'elle n'ait obtenu la liberté de ce citoyen (5) » ; le 11 nivôse, il propose la mise en liberté du sexagénaire Dulys dont l'épouse avait été « femme de chambre de la Polignac » mais plus de huit ans avant la Révolution (6).

Ces quelques citations, qui témoignent d'une obstination qu'on peut juger peut-être excessive, n'en attestent pas moins que le Comité des Tuileries, de si fort mauvaise réputation, entendait rester docile, exact, impartial et, sans doute, humain.

(1) *Ibid.*

(2) Arch. nat. I⁷ 2471.

(3) *Ibid.*

(4) « Le comité, dit-il, regrette que le Comité de sûreté générale n'ait pas mis en liberté la femme Beauregard : c'est sans doute que le rapport n'a pas été sous vos yeux. Vous y auriez vu, citoyens, que les propos imputés à la femme Beauregard, sont le résultat de la calomnie et d'une vengeance personnelle ». (*Ibid.*)

(5) *Ibid.*

(6) *Ibid.*

« Vous ne devez pas douter de notre zèle à seconder vos vues patriotiques (1) », écrivait-il le 21 nivôse, au Comité de sûreté générale. Or, ces vues, sous la Terreur, pouvaient se résumer dans une lutte à mort contre les ennemis de la Révolution considérés comme les ennemis de la Patrie. Il s'ensuivait alors que les comités avaient le « devoir sacré de concourir par tous les moyens » en leur pouvoir « à l'exécution des mesures de salut public » (2), et que, poussés sans cesse par les « instances les plus pressantes » des Comités de gouvernement, c'est-à-dire de la dictature, ils devaient forcément commettre des excès.

Cette dictature en est pour une grande part responsable, puisqu'elle donnait l'exemple de la violence et de l'arbitraire. Ses subordonnés suivaient sa voie. Elle avait trouvé un instrument très précieux dans la garde-nationale dont le citoyen Hanriot, son chef, se montra docile et dévoué à Robespierre ainsi qu'au Comité de sûreté générale qui, dans les moments de crise, le convoquait souvent et le commandait avec fermeté.

(1) *Ibid.*

(2) Arch. nat. AF II* 286. Circulaire aux comités de surveillance de Paris, 4 germinal an II.

CHAPITRE II

LA POLICE APRÈS LE 9 THERMIDOR

I. Son unité. La commission de police administrative. Arrêtés du 9 thermidor et du 27 thermidor an II. Décrets du 26 vendémiaire et du 28 thermidor an III. Lettre du Comité du 30 thermidor an III. Les rapports de police de la commission. Autres attributions. Importance de son rôle. — II. L'agent national près la commission de police administrative. La commission des administrations civiles, police et tribunaux. Décret du 14 fructidor an II. — III. Les comités civils, les comités révolutionnaires, et les assemblées des sections. Délégations.

I. — Les multiples difficultés surgies du tumulte de la Terreur n'eussent peut-être pas suffi à rendre inefficaces les efforts des deux Comités de gouvernement pour faire régner l'ordre dans la cité, si ceux-ci, de leur côté, s'étaient montrés moins préoccupés d'affermir la dictature ou de la combattre. L'ambitieux projet de Robespierre de réaliser un « pontificat dictatorial » devait, on l'a dit, introduire la discorde dans les Comités, y susciter des jalousies, des envies de vengeance, des mesures d'espionnage réciproque, et, par conséquent, les détourner pour un temps, des soins de leurs fonctions, de l'intérêt général, en particulier de l'ordre public. Il s'ensuivit que la police subalterne, livrée en quelque sorte à son bon plaisir, devint tour à tour excessivement cruelle et indolente.

Aussi le Comité, après thermidor, pourra dire : « Trop longtemps, la police à Paris n'a été qu'un organe émoussé ;

il faut l'aiguiser et le fortifier ; il faut que le voleur et le malfaiteur la craignent partout et que le républicain paisible reconnaisse son action bienfaisante au repos dont il jouit » (1).

Il posera en principe que « la sûreté est le commencement de la liberté individuelle et de la liberté politique que les lois doivent assurer ». Ordonner et discipliner les forces de police, assigner à chacune un rôle clair, coordonner leurs efforts, afin de réaliser à Paris « l'harmonieux accord des pouvoirs », afin d'assurer « par le maintien des lois tous les fruits de la concorde et de la tranquillité publique (2) » ; voilà sa méthode et son but.

Quels furent ses auxiliaires ?

Après thermidor, la police se compose essentiellement de la Commission de police administrative, de l'agent national près le département de Paris, de la Commission des administrations civiles, police et tribunaux, des comités civils, des comités révolutionnaires et de la force armée.

C'était un organisme nouveau et provisoire que la Commission de police administrative. Le 9 thermidor, la Convention n'avait pas seulement renversé Robespierre ; elle avait guillotiné la municipalité existante, qui avait fait cause commune avec lui.

L'Assemblée et les Comités de gouvernement suppléèrent à cette absence en restaurant tout d'abord la police municipale. Dès le 9 thermidor, les Comités de salut public et de sûreté générale prirent deux arrêtés à cet effet : le premier, qui était un mandat d'arrestation contre « tous les membres composant l'administration de police » ; le second, qui pourvoyait au remplacement de ces membres (3).

Furent nommés les citoyens : Albert, Ballay, Martineau,

(1) A l'agent national de Paris, 22 brumaire an III. Arch. nat. AF 11* 300.

(2) Au même, 27 pluviôse an III. *Ibid.*

(3) Ces deux arrêtés sont de la main de Dubarran. On en trouve les originaux dans Arch. nat. AF 11* 47.

Gérôme, Freté, Trial, Hivert, Thibonot et Le Camus ; et comme adjoints : Barisson et Loys d'Arles.

De nouveaux membres furent adjoints à ces administrateurs par arrêté des comités du 27 thermidor, à savoir : Bodson, Viard, Ollivier, Christophe, Gillet, Boissière, Mérey et Mettrier (1).

Ils étaient pour la plupart membres des divers comités révolutionnaires des sections parisiennes.

C'est ainsi que les Comités de Gouvernement renouvelèrent la police municipale de Paris, renouvellement qui lui valut sans doute cette dénomination d'*administration de police régénérée*. Il semble bien que, pour les autres branches de l'administration municipale, ils en prirent le soin eux-mêmes jusqu'au 14 fructidor an II. La Convention, ce jour-là, tout en attribuant au pouvoir central la majeure partie de l'administration municipale, reconstitua un embryon de municipalité sous la forme de deux commissions, l'une de police, l'autre de subsistances. Bornons-nous à considérer les vicissitudes de cette commission de police à laquelle s'intéressa assidûment le Comité de sûreté générale.

Le décret qui l'organisa est daté du 26 vendémiaire an III :

Furent nommés : Le Roux, Duret, Alletz, Jacot, Vidouene, Gauthier, Desétangs, Potrelle, Roucha sjeune, Beurlier, Champenois, Bocquet-Destournelles, Théroutenne, Pasté, Barbarin, Decamps, Potron, Hornin, Gosset et Babille (2).

Léger fut nommé agent-national près ladite commission.

Le 23 frimaire an III, la Convention, sur le rapport de ses Comités de salut public, de sûreté générale et de législation, nomme, pour compléter la commission de police : Hannocque, Guérin, Delahaye, Fauconnier et Duchaufour (3).

Le 30 germinal an III, la Convention, après avoir ouï le

(1) Arch. nat. AF II* 57.

(2) AULARD, *Paris sous la réaction thermidorienne*, préface.

(3) Arch. nat. AF II* 277.

rapport de son Comité de sûreté générale, décrète que les citoyens Carbonier, Bois de Loury, Le Roy, Courtois et Doillot fils seront nommés membres de la Commission administrative, aux lieu et place des citoyens Delahaye, Babilie, Desétangs, Potrelle et Jacot, qui ont été nommés à d'autres fonctions publiques (1).

« On trouva que cette commission était composée de trop de membres. Le 24 thermidor an III, la Convention décréta qu'elle serait réduite à trois membres, et, le 28, elle rendit le décret suivant :

« La Convention nationale, en exécution du décret du 20 (sic) thermidor, et sur la présentation des Comités de salut public et de sûreté générale, décrète que les citoyens Houdeyer, secrétaire en chef du Comité de sûreté générale, Léger, procureur-général syndic, et Guérin, administrateur du département de Paris, composeront la Commission administrative de police pour la Commune de Paris. »

Le 30 thermidor, le Comité de sûreté générale envoya aux anciens administrateurs une expédition de ce nouveau décret, accompagnée d'une lettre fort élogieuse où il dit qu'ils s'acquittaient « dignement » de leurs fonctions. Il ajoute encore : «... Nous nous serions fait un devoir et même un plaisir de vous conserver, si nous n'avions pas senti la nécessité de centraliser davantage l'action de la police. Nous vous invitons à vous trouver tous à votre poste pour installer des successeurs que nous croyons dignes de vous, et aux choix desquels nous ne doutons pas que vous applaudissiez. Si une chose peut nous rendre votre perte moins sensible, c'est l'assurance que nous avons qu'en vous donnant de tels successeurs, nous retrouverons soit dans nos conférences, soit dans notre correspondance avec eux, ce zèle et cette intelligence dont vous nous avez donné des preuves si multipliées ; aussi saisissons-

(1) *Procès-verbal*, p. 290.

nous avec empressement toutes les occasions qui s'offrirent de donner à chacun de vous des preuves non équivoques de notre satisfaction (1) ».

Voilà un témoignage inédit qui dément formellement l'insiduité qu'on avait coutume de reprocher à ces administrateurs. La vérité, c'est qu'ils conféraient et correspondaient utilement avec le Comité ; c'est que, pouvant directement les surveiller, il leur inculquait ses propres vues et sa discipline, en sorte qu'ils lui furent d'excellents collaborateurs. Ce sont leurs subordonnés, officiers de paix, commissaires et inspecteurs de police qui témoignèrent parfois quelque négligence dans l'exercice de leurs fonctions, « négligence répréhensible » d'ailleurs promptement relevée par le Comité lui-même. Il voulait une bonne administration de la ville, et non qu'on en vint à regretter « l'ancienne police. » Le 20 pluviôse an III, il écrit à la Commission : « Il faut que toutes les autorités qui vous sont coordonnées et subordonnées, soient par vous sans cesse mises en mouvement, dirigées et surveillées dans leur action, et que vos observations sur le tout, c'est-à-dire relativement aux personnes, aux choses et à l'organisation soient par vous exactement transmises au Comité de sûreté générale (2) ». Il y a une correspondance abondante et édifiante dont je m'inspirerai pour définir les rapports de la Commission avec le Comité (3).

On dit d'ordinaire, qu'elle n'eut guère d'autres fonctions que de faire des rapports sur l'esprit public, parce que c'était le Comité qui exerçait les fonctions de préfet de police. C'était là, il est vrai, son rôle essentiel dont je parlerai en premier lieu, et assurément elle n'eut pas le pouvoir de l'ancienne

(1) Arch. nat. F⁷ * 2207.

(2) Arch. nat. F⁷ * 2206.

(3) Voir par exemple : *Extraits des correspondances et arrêtés particuliers depuis le 4 thermidor an II jusqu'au 24 brumaire an III*, Arch. nat. AF II* 276 ; Arch. nat. AF II* 300, AF II* 301, F⁷ 4411.

municipalité élue, puisque ce furent les Comités de gouvernement qui, en fait, administrèrent directement Paris, mais j'établirai ensuite que le Comité de sûreté générale fit de cette Commission un de ses meilleurs organes d'exécution.

C'était une véritable agence de renseignements que la Commission de police administrative, ayant à sa disposition pour surveiller et sonder l'esprit public 4 « officiers de paix » et au moins 25 « inspecteurs » ou observateurs. Ils rédigeaient quotidiennement des rapports en double expédition qu'ils adressaient l'une à la Commission des administrations civiles, police et tribunaux ; l'autre au Comité de salut public, par l'intermédiaire de l'agent-national près le département de Paris. Mais très souvent, une copie de ces rapports était envoyée au Comité de sûreté générale.

Ainsi le rapport du 8 ventôse an III porte : « La surveillance de la Commission vient de découvrir des rassemblements secrets en certains endroits du faubourg Antoine... Copie de ce rapport est envoyé au Comité de sûreté générale dont l'attention est appelée sur les individus dont parle ce rapport (1) ».

De même le rapport du 11 ventôse : « Un chaudronnier du faubourg Antoine disait que, si la disette du pain continuait, 50.000 hommes du faubourg se lèveraient, ramasseraient sur leur passage tout ce qu'ils rencontreraient et qu'ils ne ménageraient que les petits ouvriers et les petits marchands... Il a été conduit au Comité... rapport envoyé au Comité de sûreté générale (2) ».

Bornons-là notre énumération. Les rapports révèlent aussi que souvent les perturbateurs étaient conduits directement au Comité ; que parfois même les bons citoyens secondaient la police. C'est ainsi que le 19 ventôse, les habitués du café des Canonniers « mécontents d'une chanson intitulée : « La

1) SCHMIDT, *Tableaux de la Révolution*, t. II, p. 290.

(2) *Ibid.*

nouvelle régence », qu'ils jugeaient « incendiaire », l'ont envoyée « par députation au Comité de sûreté générale » (1). Le 23 ventôse, Legrand rapporte que « nombre de jeunes gens du café de Chartres firent la proposition de se répandre dans tous les groupes, à l'effet d'y arrêter les Jacobins et de chasser les alarmistes sur les subsistances, ce qu'ils exécutèrent ; et ils arrêterent un particulier qu'ils conduisirent au Comité de sûreté générale et chassèrent plusieurs femmes qui tenaient de mauvais propos dans les groupes (2). » Le même jour, « au café des Canonniers et au Palais-Égalité, il a été dénoncé qu'il y avait dans les faubourgs des affiches contre-révolutionnaires, qu'il a été fait la motion d'aller au Comité de sûreté générale pour les dénoncer et avoir la permission de les arracher (3) ».

Certains rapports fort suggestifs ont une portée plus générale, par exemple celui du 13 ventôse qui dit que « le décret d'arrestation provisoire contre les 4 membres des Comités de gouvernement (4) a été fort applaudi et reçu (dans les groupes) au cri répété de « vive la Convention ».

Ou encore celui du 11 prairial an III qui porte : « Nous pensons, d'après le vœu bien prononcé des bons citoyens dont nous ne sommes ici que l'écho fidèle, que les Comités de gouvernement doivent constamment employer les mesures de répression les plus actives contre les malfaiteurs, et les moyens de persuasion sur cette partie du peuple ignorant et crédule, pour la prémunir contre les insinuations perfides de ces hommes dangereux toujours attentifs à irriter les esprits de la multitude ».

Outre ces rapports, le Comité de sûreté générale recevait

(1) *Ibid.*

(2) *Ibid.*

(3) *Ibid.*

(4) Billaud-Varenne, Barère, Collot d'Herbois et Vadier, sur le rapport de la Commission des 21.

de la Commission des avis innombrables et variés qui témoignent d'une activité et d'un zèle remarquables.

Disons d'abord que *l'administration de police régénérée*, avait reçu du Comité de véritables attributions municipales. Elle soumettait à son approbation des mémoires d'ordre purement administratif — par exemple, relatifs au régime des eaux (1) — ce qui prouve que le Comité avait réellement pris en main l'administration de Paris. Il lui confiait le soin de viser les passeports (2); la mandait fréquemment pour conférer avec elle sur l'état des prisons et des maisons d'arrêt (3). Elle s'était concertée, d'ailleurs, avec l'agent national près le département de Paris pour procéder à l'inventaire sommaire des objets en dépôt dans les bureaux de la Mairie (4).

Quant à la Commission de police administrative proprement dite, ce n'est que le 12 vendémiaire an III que, par arrêté du Comité, elle devint dépositaire de « tous les papiers, recueils de lois et règlements nécessaires à son activité journalière », qui avaient été mis sous scellés (5). Elle devient, à partir de cette époque, l'un des plus précieux auxiliaires du Comité.

Il la charge de l'exécution des décrets et des mandats d'arrestation, de l'apposition et de la levée des scellés (6), du transfert des détenus de prison à prison, de l'examen de leurs réclamations. Elle doit lui fournir aussi des « tableaux de leur vie politique », et des « renseignements positifs (7) ». Il lui facilite ses recherches en lui adressant tantôt des signalements de gens suspects, tantôt des indices concernant des voyageurs,

(1) Du 15 thermidor an II. Arch. nat. AF 11* 276.

(2) « Attendu qu'il ne se trouve plus de municipalité en activité » Arrêté du 12 thermidor an II. *Ibid.* Voir aussi Arch. nat. F⁷ 4412.

(3) Par exemple le 18 fructidor. *Ibid.*

(4) Lettre de l'agent-national au Comité du 22 fructidor an II. *Ibid.*

(5) Arch. nat. AF 11* 276.

(6) Ainsi le 21 thermidor an III, elle reçut l'ordre d'arrêter les représentants Lanot, Lequino, et Lefiot et de faire apposer les scellés sur leurs papiers. Arch. nat. AF 11* 301.

(7) Voir par exemple arrêté du 15 vendémiaire an III. *Ibid.*

des étrangers de passage à Paris. La police secrète paraissait alors aussi merveilleusement développée que du temps de Paré où il y avait 24 observateurs attachés au Ministère de l'Intérieur. Des fonds secrets étaient mis à la disposition de la Commission de police administrative (1). Il y avait un véritable déploiement de volonté et de vigilance dont le Comité, le premier, donnait l'exemple en vue de maintenir l'ordre dans la cité. C'était parfois « toutes les deux heures », et « plus souvent » même si les circonstances l'exigeaient, que lui arrivaient de la Commission « des informations exactes sur l'état de Paris » (2) ; c'était de ses avis qu'il s'inspirait (3). Il voulait que rien ne s'opposât « à la marche rapide de ses opérations » ; à cet effet, il l'isola, en rendant libres les lieux qui l'entouraient et qui lui étaient nécessaires (4) ; il recommanda la demande qu'elle fit au Comité militaire, en thermidor an III, tendant à obtenir « l'exemption du service personnel pour ses chefs, sous-chefs et premiers commis (5) ». Elle avait continuellement à sa disposition, un cheval de selle et, en cas de nécessité, la commission des transports devait lui fournir « la voiture la plus commode » et deux chevaux supplémentaires.

Le Comité s'intéressait spécialement au sort des membres et du personnel subalterne de la Commission de police qui, évidemment, lui rendaient d'appréciables services. Elle lui soumettait des propositions pour la nomination des commissaires de police dont le décret du 24 ventôse le chargeait. Il recevait de ces fonctionnaires des listes détaillées de détenus, et des agents comptables, des états périodiques de leur budget.

(1) SCHMIDT. Voir *Tableaux de la Révolution*, t. II, p. 121 et arrêté du Comité du 22 brumaire an III. Arch. nat. AFII* 276.

(2) Par exemple, le 21 brumaire an III. Arch. nat. AFII* 300.

(3) Voir Arch. nat. AFII* 301, AFII* 300, F⁷ 4411.

(4) Arrêté du 13 frimaire an III.

(5) Arch. nat. F⁷* 2207, 19 thermidor an III. Il eut soin d'ajouter : « en tant toutefois qu'elle puisse se concilier avec les décrets de la Convention qui n'en exceptent que les chefs ».

On voit, par exemple, qu'à un total de recettes de 295.556 livres, correspondait, pour un espace de 6 mois, un total de dépenses de 286.705 livres (1). Cela témoignait d'une bonne administration. Aussi le Comité soutint-il les revendications de ses économes serviteurs. S'il n'hésitait pas à destituer les employés qui n'offraient pas « toutes garanties », il récompensait le « zèle » et « l'exactitude » des autres, en leur accordant des indemnités. Ainsi, le 20 messidor, 20.000 livres furent distribuées, à ce titre, aux officiers de paix (2). Il tenait en si haute estime la Commission de police administrative qu'il demanda au Comité des finances d'en vouloir bien traiter les employés sur le même pied que ceux des Commissions exécutives : « C'est que, dit-il, ceux de la Commission de police travaillent soir et matin et font alternativement et très fréquemment un service de nuit » (3).

On ne peut pas douter de l'importance et de l'efficacité du rôle joué au point de vue de l'ordre public, à Paris, par la Commission de police administrative. On est enclin, de prime-abord, à suspecter la véracité et l'impartialité de ses milliers de témoignages policiers. Le Comité de sûreté générale reconnaît lui-même, le 11 nivôse an III, que les rapports des inspecteurs de police sont « souvent mensongers » (4) ; mais il remédia à ces inconvénients, en créant des « surveillants » qui se tenaient en étroite liaison avec les comités révolutionnaires et l'instruisaient chaque jour, à midi, et par écrit, des résultats « de leurs observations et de leurs découvertes » (5). Ces nouveaux agents, payés par le Comité, devaient lui servir à « diriger, avec connaissance, l'activité de la Commission de police ». Ainsi redressée et directement inspirée par le Comité,

(1) Arch. nat. AFII* 287.

(2) *Ibid.*

(3) Arch. nat. F⁷ 2205, 20 prairial an III. Ils recevaient, à cet effet, 5 livres de chandelles par mois : *Ibid* F⁷ * 2207.

(4) Aux comités révolutionnaires, Arch. nat. F⁷ * 2203.

(5) *Ibid.*

cette Commission restera jusqu'au bout un organisme très utile. C'est ainsi que nous devons la considérer, et c'est minutieusement qu'il faut examiner ses rapports. On a alors l'impression qu'ils méritent une large créance. (1)

II. — Parmi les autorités harmonieusement reliées à la Commission, citons en premier lieu, l'agent national institué auprès d'elle par le décret du 14 fructidor. Le 22 brumaire an III, le Comité lui écrit : « Lis et médite la loi du 14 fructidor, et tu y verras tes obligations dans les rapports pour lesquels cette loi t'unit à l'administration de la police de cette grande ville. La célérité souvent nécessaire des communications immédiates de la Commission nouvelle avec le Comité, ne doit ni altérer, ni suspendre, ni empêcher les relations constantes avec cette même Commission : c'est sous ta surveillance, c'est sous ton inspection qu'elle agit ; tu dois observer cette action, la diriger si elle s'écarte de la loi et porter dans cette observation ce coup d'œil plus calme, plus fécond, plus prévoyant, plus généralisateur que donne le degré le plus élevé que tu occupes dans la hiérarchie administrative. Dégagé des détails, tu es plus à portée de suivre et de surveiller l'ensemble ; saisissant l'ensemble, tu es aussi plus à portée d'apercevoir les défauts des détails. De là, sans doute, les considérations que tu nous a déjà présentées sur la négligence avec laquelle quelques-uns des agents et inspecteurs de la police remplissent leurs devoirs. Il importe de donner à la police toute la force dont elle a besoin pour le maintien de la liberté et des lois ; il faut que la police favorise tout ce qui est bon, tout ce qui est permis, surveille tout ce qui est dangereux et saisisse tout ce qui enfreint les lois : aucun crime, aucun délit, aucun désordre public, aucun principe de trouble ne doit échapper à son œil attentif et vigilant... »

(1) Voir AULARD : *Paris pendant la réaction thermidorienne ; Etudes et leçons*, t V. p. 1 et suiv.

« Quatre objets principaux, sous l'aspect de la police doivent fixer ton attention : 1^o les subsistances et leur mode de distribution ; 2^o les établissements publics de diverses natures ou ce qui concerne leur sûreté et les dispositions plus ou moins patriotiques des agents plus ou moins nombreux qu'ils renferment ; 3^o la force armée sous le rapport de l'exactitude du service, la gendarmerie comprise également sous cet énoncé ; 4^o l'esprit public, les causes de ses variations et les moyens employés pour le fixer à la hauteur des vertus républicaines.

« Le Comité de sûreté générale, citoyen, te demande, aux termes de la loi, des comptes décadaires qui embrassent tous les objets sans préjudice de la correspondance journalière que tes fonctions rendent indispensables. Ton patriotisme doit te faire chérir dans tes nouveaux devoirs, de grands moyens de servir la République (1) ».

Comme cet agent-national, la Commission des administrations civiles, police et tribunaux occupait un degré de la hiérarchie d'où elle embrassait plus l'ensemble que les détails de l'Administration. Elle correspondait activement avec le Comité qui la tenait sous sa discipline quoiqu'elle fût un organisme indépendant de lui par nature. Elle adressait les lois aux autorités constituées et en surveillait l'exécution (2). Le décret du 14 fructidor an II la chargea de la surveillance, de l'administration et de la police des maisons d'arrêt de justice et de détention. C'est ce nouveau rôle que nous éclaircirons dans le chapitre des prisons.

III. — La réaction consécutive à la chute de Robespierre atteignit tout d'abord les comités révolutionnaires et, en attribuant leur nomination au Comité de sûreté générale, ne

(1) Arch. nat. AFII* 300.

(2) Voir Arch. nat. F⁷ 4411, AF II* 276, AFII* 300, AF II* 301. Sa correspondance est disséminée dans de nombreux cartons.

fit que régulariser ce qui, on l'a vu, se pratiquait déjà (1). Ils vont lui être étroitement subordonnés, surtout à partir du décret du 7 fructidor qui réduisit leur nombre à douze et, en même temps, restitua aux comités civils leurs anciennes prérogatives. Ils n'en resteront pas moins d'excellents auxiliaires du Comité ; mais assagis, plus modérés, plus disciplinés qu'avant thermidor. Voici brièvement le programme que leur traça le Comité : « Point de terrorisme, point de royalisme, zèle et amour pour la République digne de tous nos hommages (2) ».

Si le Comité s'intéressa plus particulièrement à l'activité renaissante des comités civils, c'est qu'elle portait essentiellement sur la question brûlante des subsistances et de l'approvisionnement de Paris qui le captivait. Leurs registres journaliers en font foi ; ils contiennent, là-dessus, de nombreuses délibérations. Si l'on ajoute à cela que l'article 1^{er} de la loi du 14 vendémiaire an III les chargeait de la délivrance des certificats de civisme et l'arrêté du Comité du 3 prairial an III, de l'examen des pétitions des individus désarmés, on conçoit aisément l'importance de leur rôle.

Ils s'appliquaient quotidiennement à rédiger, pour le Comité, les listes détaillées des individus qui entraient à Paris. Ils avaient dû lui fournir préalablement les noms, la qualité et la résidence de ceux arrivés depuis le 1^{er} thermidor (3). L'insurrection de prairial leur fut une occasion de se distinguer. Le 3, ils reçurent du Comité une adresse élogieuse où l'on lit : « Le Comité de sûreté générale reçoit avec satisfaction de la presque totalité les comités civils de Paris, des témoignages de leur zèle et de leur surveillance... Répandez surtout des paroles de paix... (4) ». Présidents des sections et comités

(1) Voir MELLÉ, *Les sections de Paris*, p. 221.

(2) Au comité révolutionnaire du 6^e arrondis. 28 pluviôse an III. Arch. nat. AF II* 300. Consulter AF II* 301, F⁷ 4411.

(3) Arrêté du 29 fructidor an II. Bibl. nat. Le 37/3.

(4) Arch. nat. AF II* 301.

civils se livrèrent au travail délicat du désarmement ; il dut être achevé le 10 prairial, et le Comité leur réclama les états motivés des arrestations et des désarmements (1). Cela se fit avec diligence ; les comités civils devaient demander aux comités révolutionnaires des éclaircissements sur les arrestations, quelquefois injustes, opérées en temps d'insurrection. Ces autorités étaient tenues pour « responsables envers leurs concitoyens » de tout retard qui « forçait le Comité de sûreté générale d'ajourner la justice ». Il y eut d'innombrables réclamations à examiner. Il demanda aux comités civils de montrer du « zèle » et de « l'impartialité » (2).

C'est parce que leurs travaux étaient « pénibles et variés », que le Comité réclama en leur faveur une indemnité plus forte que 3 livres et égale à celle attribuée aux membres des comités révolutionnaires (3). C'est pour la même raison qu'il les invitait à recruter un personnel digne de la « confiance et de l'estime publique ».

D'une main ferme, après thermidor, le Comité ramena dans l'ordre les sections, fit surveiller leurs assemblées, en rendit publiques toutes les délibérations, se dressa contre tout abus de pouvoir (4). « Car c'est de la violation des principes, disait-il, que naît la tyrannie ; c'est de l'abus du pouvoir que les terroristes ont tiré leur désastreuse influence ; suivre la marche qu'ils ont tenue, ce serait vouloir les imiter... C'est sur votre zèle ordinaire à le seconder qu'il se repose, c'est par vous qu'il frappera le crime plus sûrement et vengera l'innocence... (5) ».

(1) *Procès-verbal* du 9 prairial p. 175 et Arch. nat. AFII* 300.

(2) 2 lettres du 11 messidor an III. Arch. nat. AF II* 301.

(3) Lettre au Comité des finances, 5^e jour des sans-culottides an II. Arch. nat. AF II* 276.

(4) Voir lettre du 8 pluviôse an III au président de la section du fg. Montmartre. Arch. nat. F⁷ 2206 ; décret du 5 germinal an III ; *Procès-verbal* p. 40 ; arrêté du 2 prairial an III. Arch. nat. AFII* 278.

(5) Arch. nat. AFII* 301.

En dehors de tous les rouages à mouvement prévu et régulier qui viennent d'être examinés, le Comité recourait quelquefois au moyen direct et prompt de la délégation. Un ou plusieurs de ses membres, adjoints d'ordinaire à des représentants du Comité militaire, recevaient mission de parcourir la ville, vêtus du costume national, avec pouvoir de pratiquer toutes réquisitions jugées par eux nécessaires (1).

Il est constant que le Comité, après la Terreur, sentit la nécessité de bander les ressorts de l'autorité et qu'à cela tendirent tous ses efforts en présence des difficultés où se jouait le salut de la République.

(1) Ainsi Bourdon (de l'Oise) et Le Tourneur, le 19 brumaire an III. Arch. nat. AFII* 276.

CHAPITRE III

LE COMITÉ ET LES GRANDES INSURRECTIONS PARISIENNES

- I. Rapports ordinaires du Comité à la Convention sur l'état de Paris. Utilisation de la force armée. — II. Insurrection de germinal an III. — III. Insurrection de prairial an III. Les Comités de gouvernement se substituent momentanément à la Convention. Zèle de la police. Proclamation du 2 prairial. Création d'une Commission militaire. Conséquences des journées de prairial. Suppression de la Commission militaire. — IV. Insurrection de vendémiaire an IV.**

I. — La Convention, avant comme après thermidor, chargeait souvent son Comité de lui rendre compte, en des rapports circonstanciés, de l'état de Paris. L'Assemblée se plaçait essentiellement au point de vue de la sécurité publique. Très précaire sous la Terreur, elle resta menacée durant la période *thermidorienne*, en dépit des efforts incessants du Comité pour l'assurer. Il est autorisé par le décret du 7 fructidor an II à requérir la force armée « pour l'exécution de ses arrêtés ». Et celui du 12 frimaire an III porte : « Dans toutes les circonstances où l'état-major général recevra directement des ordres ou réquisitions du Comité de sûreté générale de la Convention, ledit état-major sera tenu d'en prévenir à l'instant le Comité militaire ».

Le Comité peut donc utiliser tous les éléments capables de l'aider à maintenir l'ordre public. Mais de pouvoir ainsi à lui tout seul mettre en mouvement la force armée, n'était-ce

point dangereux ? Il ne semble point ; car il ne représentait pas une dictature. Il était le chef de la police générale et rien de plus. Il était donc nécessaire, dans l'intérêt du public, qu'il disposât de tous les moyens d'action. La Convention avait d'ailleurs pris des mesures pour empêcher que la garde nationale pût redevenir l'instrument d'une politique personnelle. Elle avait détruit, par le décret du 19 thermidor an II, l'unité de commandement : il n'y avait plus de commandant général ni de chef de légion de garde nationale de Paris ; l'état-major était composé de cinq membres en exercice pendant dix jours.

Les relations du Comité avec cet état-major furent très étroites. A la moindre alarme, il lui ordonnait de faire grossir tous les postes militaires de la ville, et des patrouilles nombreuses circulaient nuit et jour (1). Les rassemblements devaient être dissipés par « des moyens de prudence et de sagesse » (2).

Les édifices nationaux, et en premier lieu la Convention, étaient surveillés. Ainsi le 27 ventôse an III, le Comité ordonne d'en faire évacuer le péristyle et les avant-salles (3). Le 1^{er} germinal an III, il est décrété : « Dans le cas où la garde qui est autour de la Convention serait attaquée ou simplement menacée par des forces qui paraissent supérieures, le Comité militaire ou celui de sûreté générale fera sonner le tocsin du pavillon de l'Unité, le seul qui doit être à Paris. A ce signal, toutes les sections enverront sur-le-champ une force armée autour de la Convention et de ses Comités et augmenteront celle qu'elles ont auprès des établissements nationaux de leur arrondissement ».

II. — Des bruits d'insurrection couraient alors dans Paris. On

(1) Voir Arch. nat. AFII* 276, 277, 278, 300.

(2) Lettre du 2 frimaire an III au commandant de la force armée. Arch. nat. AFII* 277.

(3) Arch. nat. AF II* 278,

réclamait du pain et la mise en vigueur de la constitution de 1793 (1). Le Comité rassura la Convention en disant que les chefs de l'agitation étaient connus ; néanmoins le même jour l'Assemblée vota une loi très sévère de grande police (2). Le 2 germinal, le Comité invita la Commission des administrations civiles à faire exécuter cette loi « avec célérité » (3). L'état-major fut requis de faire battre le rappel dans chaque section et de faire mettre sur pied toute la force armée nécessaire (4). Le Comité redouble de vigilance, resserre sa discipline, s'immisce partout avec diligence et autorité. Le 6, la loi de grande police est envoyée, par courriers extraordinaires, dans toutes les parties du territoire (5). Le 7, le Comité déclare avoir reçu du Comité des inspecteurs du Palais-national, les clefs du tocsin du Pavillon de l'Unité ; de nouveau, il donne l'ordre à l'état-major de faire battre la générale, de mobiliser sur-le-champ, toute la force armée des sections et de prendre toutes les dispositions « pour maintenir le respect des propriétés du gouvernement républicain et de la représentation nationale ». Il assure la Convention « que les mesures les plus sages ont été prises par les Comités pour déjouer et faire avorter toutes les intrigues contre-révolutionnaires ». Les sections des Gravilliers, des Amis de la Patrie et du Temple sont particulièrement menacées. Le 8, des forces sont massées dans la section du Panthéon, tandis que les citoyens requis la veille pour garder celle des Gravilliers se retirent dans leurs foyers. Il est décrété que les assemblées générales des sections se tiendront, à dater du 10, depuis une heure jusqu'à quatre heures. L'audition des prévenus aura lieu tous les jours impairs (6).

Mais le 12, la situation est très grave. Le tocsin sonne, on bat

(1) Voir AULARD, *Histoire politique de la Révolution*, p. 527 et suiv.

(2) Voir notamment, art. 1, 7 et 11, t. II.

(3) Arch. nat. AFII* 278.

(4) *Ibid.*

(5) *Ibid.*

(6) *Procès-verbal* du 9 germinal p. 73.

pour la troisième fois la générale, toute la troupe est debout ; toutes les sections sont en armes. Le Comité « pleinement convaincu de la compression de la Convention nationale par une force étrangère qui s'est emparée de vive force de l'extérieur de la salle », arrête l'évacuation instantanée de ce lieu et, dans ce dessein, autorise la force armée « à employer tous les moyens de force nécessaire pour rendre à la Convention nationale sa dignité et ses droits ». On improvise un poste armé de canons à l'entrée de la rue de la Convention ; ces pièces sont rangées de façon à livrer passage aux voitures de la police. Dans la journée, un membre du Comité fait part à l'Assemblée frémissante « des dangers qu'a courus la liberté » (1). Il raconte qu'Auguis parcourant la ville pour y répandre « des paroles de paix » vient d'être blessé et arrêté sur la place du Panthéon. Sur ce rapport, l'Assemblée indignée décrète :

« Art. 1^{er}. La Convention nationale déclare au peuple français qu'il y a aujourd'hui attentat contre la liberté de ses délibérations.

« Art. 2. Le Comité de sûreté générale fera rechercher et traduire devant le Tribunal criminel du département de Paris les instigateurs de cet attentat ».

Lorsque paraît Auguis, sain et sauf, au milieu des cris de « vive la République ! ». Il conte, en la grossissant, son aventure, il est aussitôt adjoint avec Barras et Merlin (de Thionville) au général Pichegru nommé provisoirement général en chef de la garde-nationale.

Sur ces entrefaites est arrivée la nouvelle d'un attentat contre Pénier-Delzors. Il est prisonnier des factieux. Les Comités de gouvernement prennent des mesures pour qu'il soit sur-le-champ délivré. D'autre part, les conjurés, dit-on, ont fermé les barrières afin d'empêcher le ravitaillement de Paris. L'Assemblée irritée vote des décrets rigoureux : l'arres-

(1) Voir *Procès-verbal* du 12 germinal, p. 126, 127, 129.

tation et le transfert au château de Ham de Ruamps, dénoncé comme auteur de propos incendiaires ; la déportation de Collot d'Herbois, Billaud-Varenne, Barère et Vadier, membres des anciens Comités de gouvernement, etc. (1).

Le Comité de sûreté générale se tient en étroite liaison avec le chef de la garde nationale et ses trois adjoints. A la fin de la journée, il fait approuver par la Convention un projet d'adresse au peuple français dont voici quelques fragments : « Oui, citoyens, le 12 germinal a failli éclairer le tombeau de la représentation nationale et de la République... Et dans cet instant, citoyens, où vingt-cinq millions d'hommes auraient vainement cherché dans cette enceinte les traces de leur représentation, les Comités de gouvernement chargés de surveiller l'exécution des lois, ont su remplir leurs devoirs et donner aux bons citoyens de Paris, un signal auquel leur patriotisme s'est empressé de répondre. La générale a battu dans toutes les sections, le tocsin a sonné ; Paris s'est levé en armes ; la représentation nationale, si scandaleusement opprimée, a relevé un front libre et ses délibérations ont repris le caractère de calme, de sagesse et d'énergie qui convenait à des circonstances aussi graves.

« Plus d'une fois, citoyens, votre voix nous accusa de ne pas déployer contre les ennemis intérieurs qui paraissaient nous cerner de plus près, cette énergie nationale qui a poussé nos conquêtes sur le territoire étranger ; nous répondons à ce reproche en cessant de le mériter. Les chefs de tant de complots seront arrêtés et il ne reste plus à leurs obscurs complices que le désespoir et l'impuissance (2).

La capitale a recouvré son calme. Les sections de la Cité et du Panthéon, qui s'étaient déclarées en permanence, viennent de se dissoudre. Cependant les factieux occupent encore

(1) *Ibid.*

(2) *Procès-verbal* du 12 germinal.

certaines postes et s'avertissent de l'un à l'autre à coups de sifflets, chaque fois qu'une personne passe. Mais le Comité a pris des « mesures suffisantes » et la Convention « peut être tranquille ». Le 13, il rend un « compte très rassurant » à l'Assemblée de l'état de Paris. Le 16, un de ses membres fait un rapport sur les événements du 12. Plusieurs représentants inculpés cherchent à se justifier ; on demande l'arrestation de ceux désignés dans ce rapport. La proposition mise aux voix est adoptée. Sont décrétés d'arrestation entre autres : Moyse Bayle, Thuriot, Cambon, Granet, Hentz, Maignet, Levasseur (de la Sarthe), Crassous (de Medeuil), Le Cointre (de Versailles).

Dans les départements, certains représentants, tel Lozéau à Caen, rédigèrent des proclamations patriotiques sur les événements parisiens et les commentèrent dans les sociétés populaires, ce qui toucha beaucoup le Comité (1).

Le 28 germinal, il charge la Commission des administrations civiles, dans un but de sécurité publique, de faire partir sous trois jours, tous les individus condamnés à la peine des fers détenus à Paris (2).

Le 29, il informe la Convention que la sûreté des personnes est de nouveau menacée. Il est bruit d'une nouvelle conspiration ; on parle d'ouvrir les prisons, d'armer les terroristes délivrés et d'égorger une partie de la Convention... L'Assemblée est invitée à se réunir le soir même pour entendre le rapport des Comités de gouvernement (3). Ils découvrent cette conspiration et le Comité de sûreté générale annonce le lendemain qu'il paraît qu'elle était connue dans les prisons et maisons d'arrêt, même de Fouquier-Tinville et que quatorze prévenus sont arrêtés (4).

(1) Lettre du Comité à Lozéau du 22 germinal. (Arch. nat. F⁷ * 2208).

(2) Arch. nat. AFII* 278.

(3) *Procès-verbal*, p. 283, 285.

(4) *Ibid*, p. 297.

III. — Paris demeure en état de siège sous le commandement de Pichegru, mais en fait, du Comité de sûreté générale. Malgré tout, le pain n'arrive pas, les convois sont pillés, les représentants menacés de mort. Des factieux, dans la rue, prêchent ouvertement la dissolution de la Convention. Le 7 floréal l'état-major est requis de faire avancer des patrouilles à travers les divers quartiers de la ville et de faire conduire au Comité tous les orateurs des rassemblements (1). Le 29 floréal, la ration de pain n'est que de deux onces par personne ; le lendemain, elle est encore diminuée. Une insurrection populaire est annoncée par un manifeste affiché à profusion dans la nuit du 30 floréal au 1^{er} prairial. On y demande : 1^o du pain ; 2^o la mise en activité de la constitution de 1793 ; 3^o la destitution du gouvernement ; 4^o la liberté des patriotes détenus. Le 1^{er} prairial, le Comité en instruit l'Assemblée. La très grande majorité de l'Assemblée, se levant spontanément, exprime « la ferme résolution d'écraser les ennemis du peuple ou de périr ». Le Comité a ordonné une mobilisation totale de la police. Tandis que la révolte s'organise dans quelques sections, une multitude menaçante où les femmes sont nombreuses, envahit la Convention en criant : « Du pain. Du pain !. Le représentant Féraud est tué d'un coup de pistolet ; on promène sa tête sur une pique (2)... La force armée se porte autour de la Convention et aux postes principaux de la ville tandis que les Comités de gouvernement font déclarer devant l'Assemblée « qu'il n'y a pas de liberté dans les délibérations ou plutôt qu'il n'y a pas de représentation nationale là où elle n'est pas libre de ses délibérations ». Ils reconnaissent que les directeurs du mouvement n'ont d'autre but « que d'anéantir la liberté ; que, pour y parvenir plus sûrement, ils veulent prescrire leurs volontés à la Convention qu'ils tiennent

(1) Arch. nat. AF II* 278.

(2) Voir *Dictionnaire des Conventionnels*.

dans l'oppression et lui arracher des décrets qui détruisent la République et le gouvernement ». Ils arrêtent, en conséquence : d'une part, de ne reconnaître « aucun décret qu'on leur présenterait au nom de l'Assemblée, jusqu'au moment où ils pourront communiquer librement avec elle et où elle pourra délibérer en liberté » : d'autre part, que les membres des Comités ne quitteront leur poste « qu'autant qu'ils seront chargés de suivre l'exécution de quelque arrêté des Comités, jusqu'à ce que la liberté de la Convention soit rétablie (1) ».

Ils se substituent, somme toute, à la Convention momentanément. C'est pour les mêmes raisons que le Comité de sûreté générale ordonne aux commandants des forts de l'île d'Oléron, de Besançon, de Sedan, de Ham et du Château Saint-Michel, de surseoir l'exécution des ordres qui émaneraient de l'Assemblée. Car « au milieu de cet affreux désordre dit-il, la violence a arraché quelques décrets que la Convention libre s'empressera de rapporter (2) ».

Le Comité a fait évacuer l'enceinte et le corridor de la Convention. Plusieurs de ses membres dirigent eux-mêmes les bataillons des sections contre les insurgés : Delecloy et Biergeing, à la tête du bataillon de la Butte des Moulins, composé en grande partie de muscadins royalistes ; Auguis, à la tête du bataillon de la section Le Peletier, et Kervélégan, à la tête « des bataillons bien pensants » (3). Il est décrété que les représentants délibéreront en costume armé (4). Delmas, sur la proposition du Comité, est chargé de la direction de la force armée « jusqu'à ce que la tranquillité publique soit parfaitement rétablie ». Un détachement de troupes à cheval est arrivée de Versailles pour grossir la garde nationale. Les rassemblements sont particulièrement redoutables dans les

(1) Bibl. nat. Le 373 ou Arch. nat. AFII* 278.

(2) Arch. nat. AF II* 301.

(3) *Dictionnaire des Conventionnels*.

(4) Décret ajourné le 2 prairial.

sections de Popincourt, des Quinze-Vingts et de Montreuil ; les femmes s'attourent aux Tuileries. La Commission de police est diligente et en étroite liaison avec le Comité. Les comités d'insurrection sont cassés et dispersés. Le Comité militaire agit promptement. Le calme se fait peu à peu dans la ville.

La police s'est montrée à la hauteur de sa tâche. C'est l'aveu du Comité que les comités révolutionnaires ont « puissamment concouru au maintien de la tranquillité publique ». « Par vous, déclare-t-il, le feu sacré s'est conservé ; votre correspondance et vos communications avec les Comités de gouvernement ont attesté votre patriotisme. Continuez votre surveillance avec plus d'activité que jamais ; tenez-vous informés de tout et transmettez vous-mêmes aux sections de votre arrondissement les résultats dont nous vous faisons part. La Convention est à son poste ; les Comités de gouvernement sont au leur ; vous serez au vôtre (1) ».

Les comités civils sont également félicités. « Nous attendons de votre zèle persuasif, leur écrit-il, que vous ne négligerez aucun moyen pour seconder une pacification intérieure, pour goûter les fruits de la paix du dehors et préparer le retour de l'abondance (2) ».

Et non seulement les Comités, mais les « bons citoyens de Paris » et les « militaires républicains qui ont été appelés à leur secours » (3).

A la fin de la journée, la Convention décrète que les Comités de gouvernement feront parvenir par des courriers extraordinaires une proclamation aux départements et aux armées « sur l'heureuse issue des événements ». Le lendemain, 2 prairial, le Comité de sûreté générale en lit une où il fait appel à « tous les hommes du 14 juillet, du 10 août, du 9 thermidor », à « tous

(1) Arch. nat. AF* 301. 4^{er} prairial.

(2) *Ibid*, 2 prairial.

(3) Aux administrateurs de district, 2 prairial, Arch. nat. AFII*301.

ceux qui ne veulent pas qu'on déshonore par le pillage et l'assassinat la plus belle des révolutions », et il leur parle ainsi : « Bons citoyens, vous, dont la masse imposante fit toujours trembler le despotisme, vous tous à qui vos propriétés, vos enfants, vos femmes, la patrie sont chers, venez à vos représentants. Fermez à votre poste, maintenez-vous libres dans le nôtre ; et par un dernier effort, nous assurerons aux satellites du brigandage, aux amis de la terreur, aux secrets partisans de la royauté, leur châtement, et à vous le maintien de vos propriétés, la sûreté de vos personnes et la liberté... On vous trompe lorsqu'on vous dit que la Convention a fait fusiller des femmes qui se sont présentées à la barre. La vérité est que, si le sang a coulé dans la journée d'hier, c'est celui d'un représentant du peuple qui a été assassiné (1) ».

Comme les troubles de Paris pourraient influencer sur la province, le Comité se fait aussi un devoir d'instruire et d'encourager les administrateurs de districts à qui les factieux de Paris, ennemis de la République, prêchent la révolte. « Eclairez, leur dit-il, les citoyens sur les événements qui viennent de se passer et maintenez-les constamment dans l'amour de la liberté, de la justice et des lois, dans l'attachement à la République et dans la confiance qu'ils doivent à la représentation nationale (2) ».

Le 2 prairial, la Convention « a repris son attitude fière et majestueuse » (3). Néanmoins, le Comité prévoyant maintient la police mobilisée ; excite la vigilance de la Commission de police, requiert les citoyens de toutes les sections de se trouver à leurs postes sous les enseignes de leurs officiers respectifs, révoque tous les arrêtés antérieurs qui auraient déterminé des dispositions contraires ; ordonne l'arrestation des *embaucheurs* qui « cherchent à atténuer la fidélité des bons citoyens et des

(1) *Procès-verbal* du 1^{er} prairial p. 33-37.

(2) Arch. nat. AFII* 301.

(3) *Ibid.*

troupes » ; révoque les mauvais fonctionnaires ; enfin il demande au Comité de salut public qu'il y ait « une exactitude scrupuleuse dans le paiement des troupes stationnées à Paris ou dans les environs ».

Le 4 prairial, le ciel de Paris s'est éclairci. L'Assemblée et ses Comités se ressaisissent. Les femmes sont exclues des assemblées politiques (1). Tous les individus qui porteront sur leurs chapeaux les mots de ralliement des factieux seront arrêtés. Une commission militaire est instituée « pour juger les provocateurs et complices de la rébellion ». C'est elle et non le Comité qui est chargée de prendre sous sa responsabilité toutes les mesures pour la sûreté des détenus (2). Le Comité met à sa disposition l'ancien local des Jacobins où il fait installer des lits, et quelques jours plus tard, un local dans la maison d'arrêt des Quatre Nations (3). C'est elle qui va condamner à mort la femme Aspasia Carle Migelli, l'assassin de Féraud. Elle va correspondre, à ce sujet, avec le Comité qui composera le dossier de cette femme ; celui de Luc Boucher qui avait jeté à la foule la tête de Féraud ; celui du serrurier Tinel qui l'avait portée au bout d'une pique ; et ceux des représentants Rühl, Romme, Du Roy, Goujon, Forestier, Albitte aîné, Bourbotte, Duquesnoy, Soubrany, Prieur (de la Marne) et Peyssard, victimes de la réaction consécutive aux journées de prairial (4). On connaît le malheureux destin de ces républicains qu'on a appelés *les derniers montagnards*. Bourdon (de l'Oise) se signala comme l'un des plus acharnés dénonciateurs de ses collègues. S'il nia d'avoir dit qu'il fallait

(1) *Procès-verbal* du 4 prairial.

(2) Arch. nat. AFII* 278.

(3) *Ibid.* AF II* 287 et lettres du 24 prairial AFII* 301.

(4) Voir Arch. nat. AF II* 301. Voir aussi *Journal de Perlet* du 28 prairial ; *Jugement de la Commission militaire...* Bibl. nat. Lb41.1862. *Réflexions adressées à la Convention nationale sur la question de savoir si elle doit laisser juger par la Commission militaire, les représentants du peuple arrêtés le 1^{er} prairial*. Bibl. nat. Lb41 1829.

guillotiner Carnot, il avoua avoir eu l'intention de le dénoncer. C'est le royaliste Henry-Larivière qui osa demander son arrestation. Mais l'Assemblée, prise de honte, passa à l'ordre du jour.

Le Comité de sûreté générale alors en exercice, reste responsable pour une part de ces crimes. C'est Pierret, réacteur ardent et fougueux, qui, le 9 prairial, avait demandé l'arrestation de l'irréprochable républicain Jeanbon Saint-André en disant : « Le Comité de salut public a contre Jeanbon une dénonciation signée de 1500 personnes ». Le 1^{er} prairial, il avait déjà pris à partie Du Roy qui se promenait, disait-il, avec une petite guillotine ; il avait fait décréter d'arrestation Pautrizel, Laignelot et Thirion ; mais il avait pris la défense de Charlier, de Louis (du Bas-Rhin) et de Robert Lindet. C'est Delecloy qui avait proposé de transférer immédiatement dans des maisons d'arrêt les députés décrétés d'arrestation. Et quand plus tard, cité par Goujon pour déposer en sa faveur devant la Commission militaire, il déclarera « n'avoir rien à dire ».

C'est Auguis qui avait fait décréter d'arrestation Pañis et Laignelot. C'est encore lui, avec Kervélégan qui avait fait arrêter Duquesnoy, Bourbotte, Prieur (de la Marne) et Du Roy, lesquels selon le *Moniteur*, venaient d'être nommés membres d'une commission extraordinaire en remplacement du Comité de sûreté générale (1). Sevestre et Ysabeau s'étaient signalés également parmi les proscriptionnaires des montagnards.

En revanche, Guyomar, entre autres membres, s'était opposé au jugement des députés par une commission militaire extraordinaire « vu, disait-il, que les juges sont tous vendus à la cause de la royauté » (2).

Comme toutes ces tristesses ne s'accordaient guère avec

(1) Voir : *Moniteur* du 1^{er} prairial t. XXIV, p. 507 ; *Dictionnaire des Conventionnels. Procès-verbal* du 23 prairial, p. 154.

(2) Ces citations sont empruntées au *Dictionnaire des Conventionnels*.

le beau rêve si cher au Comité de pacifier la France ! Il s'y efforçait pourtant, ce semble et avec énergie, avec patriotisme, mais hélas ! avec une haine farouche et funeste qui l'aveuglait.

Il avait dit aux comités civils le 2 prairial : « Répandez partout des paroles de paix ; ramenez les citoyens égarés et faites envisager la justice nationale à ceux qui sont mal intentionnés » (1).

Et il avait déclaré le 4 prairial : « La victoire se prononce en faveur de la loi ; l'ordre triomphe de l'anarchie, et la loi du canon. Il ne faut pas que la patrie soit chaque jour exposée à des convulsions qui atténuent toutes ses ressources et la mettent aux portes du tombeau... (2) Passionné dans son ensemble pour l'idée républicaine, il en était venu à vouloir fièvreusement vaincre toute résistance ; il devint injuste, criminel. Et cela ne l'empêchait pas, après avoir fait couler du sang de démocrates, de prêcher la justice et de dire à ses subordonnés : « Achevons de concert le salut de la France » (3).

IV. — Les journées de germinal et de prairial avaient été un grave échec pour les démocrates. Ils furent remplacés aux assemblées des sections par des modérés et des royalistes qui préparèrent le coup de force du 13 vendémiaire an IV.

Dans l'intervalle, le Comité de sûreté générale avait fait décréter la suppression de la Commission militaire (4) ; les scellés apposés sur les meubles des personnes arrêtées en exécution de la loi du 1^{er} prairial, avaient été sur son ordre, levés ; il avait épuré la gendarmerie établie près les tribunaux ; rétabli entre Paris et la province une correspondance normale (5) ; poursuivi impitoyablement l'agiotage, véritable

(1) Arch. nat. AFII* 301.

(2) Lettre du 4 prairial. Arch. nat. AFII* 301.

(3) *Ibid.* A propos des insurrections de germinal et de prairial, voir AULARD, *Etudes et Leçons*, t. V.

(4) Sur un rapport de Delaunay (le jeune). Voir *Procès-verbal* du 16 thermidor an III, p. 3.

(5) Lettre du 25 prairial. Arch. nat. AFII* 301.

source de la disette fictive. Le 21 messidor, il avait en ces termes proclamé hautement aux Parisiens sa haine contre les malveillants :

« Le Comité de sûreté générale est instruit que les ennemis de la République veulent encore agiter cette grande commune, et que les partisans de l'anarchie et du pillage renouvellent leurs discours séditieux. Ces hommes coupables cherchent à semer l'esprit de révolte ; des étrangers circulent dans plusieurs quartiers de Paris ; ils ont distribué des assignats à quelques citoyens que leur situation présente et le malheur des circonstances peuvent rendre faciles à égarer. Des femmes ont voulu persuader aux hommes de se porter aux prisons dans les intentions les plus criminelles. Le Comité de sûreté générale avertit les bons citoyens de se méfier des pièges qu'on ne cesse de leur tendre. Il les invite à signaler courageusement les factions. Il déclare en même temps, que, fort de son devoir, de son courage et des principes de la Convention, il a pris des mesures rigoureuses pour maintenir la sûreté des personnes et des propriétés, pour comprimer les anarchistes de toutes espèces ; qu'il est temps que la loi règne seule et que tous ceux qui oseront la violer, seront sévèrement punis (1) ».

Sur la fin de fructidor, c'est journallement que le Comité se concertait avec le représentant chargé de la direction de la force armée parisienne, pour convenir de toutes les mesures militaires que les circonstances pouvaient exiger.

Le 13 vendémiaire, une véritable armée cerna la Convention. Que voulait-on ? « L'assassinat de la représentation nationale, renverser la constitution, et rétablir la royauté (2) ». La Convention arma les « patriotes de 89 ». Bergoeing fut adjoint à Barras nommé commandant de la force armée. On sait le

(1) Arch. nat. AFII* 278.

(2) *Procès-verbal* du 13 vendémiaire an III.

dénouement. Il n'y eut guère du Comité que Lomont qui se joignit aux sectionnaires révoltés. La grande majorité de ses membres se prononça ouvertement contre les insurgés, notamment Hardy qui dénonça Lomont comme chef du parti royaliste ; Bailleul, Quirot et aussi Ysabeau qui, antérieurement, s'était montré si fougueux proscripteur des montagnards (1).

Après l'insurrection, le Comité prit des mesures pour empêcher que les événements ne fussent dénaturés par les malveillants dans les départements (2). Sur le rapport de Delaunay (le jeune), l'un de ses membres, la Convention décréta le 15 vendémiaire, l'établissement de trois conseils militaires « pour juger les auteurs et principaux instigateurs de la conspiration ». Le Comité fut chargé de les poursuivre. Ils furent transférés par les soins de la section de police dans les différentes maisons d'arrêt (3). Il dut faire un rapport à l'Assemblée sur l'exécution de ces mesures répressives (4). Le 24 vendémiaire, il reçut en même temps que le droit de faire des arrestations, le droit de mettre en liberté tous ceux qui ne pouvaient être considérés « comme assassins des républicains, de la représentation nationale, meneurs, chefs, officiers et commandants de la rébellion ». Le décret d'amnistie du 4 brumaire an IV ne s'appliquait pas à ces derniers. Le Comité avait fait proroger les conseils militaires jusqu'au lendemain 5 brumaire (5).

(1) *Dictionnaire des Conventionnels*.

(2) 13 vendémiaire. Arch. nat. AFII* 301.

(3) 19 vendémiaire. Arch. nat. AFII* 279.

(4) *Procès-verbal* du 20 vendémiaire.

(5) *Procès-verbal* du 28 vendémiaire, p. 179.

CHAPITRE IV

ENTRETIEN ET SÉCURITÉ DE PARIS

I. Assainissement des rues. Mesures d'hygiène. Application du décret du 20 pluviôse an III. Eclairage de la ville. Le corps des pompiers. Surveillance des édifices publics. La garde des barrières. — **II.** La police des tripots, des cafés. Rôle de l'agent national près le tribunal de police correctionnelle. La police des maisons garnies. La police des théâtres. La police de la rue ; le port de la cocarde tricolore avant et après le 9 thermidor. — **III.** Le problème de la vie chère : efforts du Comité après le 9 thermidor. Rationnement et distribution des vivres. Lutte contre l'agiotage : arrêté du 19 prairial an III. Secours aux indigents. Interdiction de la mendicité. Ravitaillement en farines, riz, viande et comestibles. Arrêté du 12 fructidor an III.

I. — Le Comité, en s'immisçant dans les divers domaines de l'administration, donnait un rythme à la cité et lui composait une physionomie dont nous allons retrouver quelques traits en suivant la police dans les lieux qui l'attiraient le plus, tels : la rue, les établissements publics, les maisons garnies, les maisons de jeux, les cafés, les marchés, etc.

C'est un fait bien connu qu'au temps de la Révolution et notamment de la Terreur, Paris était une ville sale, mal éclairée, insuffisamment surveillée, mal administrée par conséquent. Aussi le premier soin du Comité, après thermidor, fut-il de l'assainir et d'en faire un séjour plus aimable, afin d'échapper aux reproches qui touchaient la municipalité déchue. C'était une entreprise malaisée qui nécessitait la

collaboration sérieuse de toutes les autorités administratives et aussi du public.

Au commencement de l'an III, certaines rues étaient encore « d'une malpropreté extrême » ; les locataires des immeubles en bordure jetaient par les fenêtres, leurs ordures ménagères ; les passants en étaient « souvent inondés ». De vives plaintes s'élevèrent alors ; on en vint à regretter « la tenue de l'ancienne police », ce qui déplut fort au Comité. Un tel mécontentement lui parut de nature à « compromettre les autorités chargées de maintenir le bon ordre et la sûreté publique » (1). Il donna, en conséquence, des ordres sévères à la Commission administrative, aux commissaires de police, aux officiers de paix. Il exigea des propriétaires « tous aisés » qu'ils fissent poser le long de leurs maisons, des tuyaux de descente. Les amas de boue et d'immondices qu'on remarquait encore dans certains quartiers, furent enlevés ; de même les chevaux morts qui d'ordinaire gisaient aux environs de l'école vétérinaire et que les citoyens mangeaient ; de même les peaux déposées dans la chapelle des Orfèvres qui infectaient l'air de leur forte odeur. Des fosses d'aisance furent creusées dans le jardin et dans les cours malpropres du Palais-national. L'augmentation du prix de la main d'œuvre et des transports déterminèrent le Comité à accorder une indemnité aux entrepreneurs chargés du nettoyage de la ville (2). Il s'intéressait aussi beaucoup à la qualité des subsistances à cause de son influence sur la santé publique. La consommation au temps des grandes chaleurs, du sang des animaux de boucherie fut interdite ; les bêtes suspectes étaient abattues. Le 10 thermidor an III, il nomma un commissaire inspecteur payé 3.000 livres par an, pour l'arrestation des chevaux morveux ou atteints de maladies

(1) Correspondances de brumaire, de pluviôse an III. Arch. nat. F⁷ * 2206.

(2) 3 germinal an III. Arch. nat. AFII* 278. Voir pour l'ensemble, F⁷ * 2205, 2206, 2207.

contagieuses (1). En un mot, le Comité cherchait par tous les moyens à assurer à Paris sa salubrité.

Mais il s'efforçait avant tout — et c'était son rôle — d'y entretenir le maximum de sécurité. Dans les rues d'abord, où rien ne devait entraver la circulation, où nul animal ne devait errer. Il fit supprimer les tables et les échoppes dressées au long de certaines rues par des vendeurs de pain et de bois (2) et les expositions de pain ne purent se faire que dans les lieux suivants : Marché du faubourg Saint-Antoine, rue Antoine, place des ci-devant Jésuites, marché saint Jean, marché neuf, place Maubert, quai de la Vallée, place Michel, marché de l'Abbaye Saint-Germain, marché des anciens mousquetaires (rue du Bac), marché d'Aguesseau, place de la Maison Egalité (côté du café de la Régence); et les piliers des Halles (3). En vue de « la conservation des propriétés publiques et particulières », il autorisa également la suppression des baraques que l'on voyait alors sur le quai de la Mégisserie, à proximité de l'usine à forer les canons (4).

L'aspect des places de Paris subit quelque changement après le décret du 20 pluviôse an III, en vertu duquel le buste d'un citoyen ne pouvait être placé dans les lieux publics que dix ans après sa mort. Le Comité fit exécuter ce décret immédiatement. Pour éviter des troubles, l'opération avait lieu à la pointe du jour; ainsi pour la pyramide de la place du Carroussel; ainsi pour les statues de Marat, ce qui n'empêcha pas de soulever dans certaines sections quelques résistances (5).

L'éclairage des rues qui laissait tant à désirer, lui parut une nécessité très urgente. Les irrégularités dont souffrait ce service si important, venaient surtout de ce que les al-

(1) Arch. nat. AFII*287.

(2) 23 thermidor an III. Arch. nat. F7 * 2207.

(3) Arrêté de... thermidor. Arch. nat. AFII* 287.

(4) Arch. nat. F7 * 2203.

(5) Voir Arch. nat. AFII* 277, AFII* 300, F7 4411 et AULARD, *Histoire politique*, p. 526.

lumeurs, ayant uné paye insuffisante, montraient peu ou point de zèle. Ils demandaient une augmentation de quatre sous par lanterne ; le Comité recommanda leur pétition au Comité des finances le 23 pluviôse an III, en disant : « Un refus ou le moindre retard dans votre décision pourrait nuire à la sûreté publique (1) ». Pressés par l'excessive cherté de la vie, ils sollicitèrent une nouvelle augmentation au début de prairial en menaçant, s'ils n'obtenaient satisfaction, de se retirer. De nouveau, ils eurent l'appui du Comité qui ne voyait que l'intérêt public. Il considérait que le service de l'illumination ne pouvait, sans de graves dangers, souffrir d'interruption. Il le réglementa le 28 prairial. A partir de ce jour, chaque allumeur ne put être chargé de desservir plus de vingt-sept lanternes. L'extinction se fit à 5 heures du matin en été et à 7 heures en hiver. Les lanternes et les réverbères étaient nettoyés « à fond », les réservoirs et les mèches, changés régulièrement. Tous les soirs, à la chute du jour, les allumeurs se rendaient accompagnés d'un aide, dans les rues de leur arrondissement pour y allumer les lanternes. Ils procédaient promptement en ayant soin « de mettre le feu aux deux côtés des mèches et de faire arriver l'huile du réservoir jusqu'au bec de la lampe ». Ils devaient visiter minutieusement toutes les lanternes et remédier sur-le-champ à leurs défauts. La Commission de police administrative, était chargée de les surveiller : ils ne pouvaient abandonner leur service qu'en l'avertissant un mois d'avance ; ils encouraient des sanctions sévères (2).

L'éclairage et par suite la sécurité de Paris furent encore accrus par la construction dans les rues dangereuses de nouveaux réverbères (3).

Le Comité s'occupa également de l'organisation du corps

(1) *Ibid.*

(2) Arch. nat. AFII* 287.

(3) Exemple le 2 fructidor an III. Arch. nat. F⁷ * 2207.

des pompiers qui était placé sous sa surveillance. En ventôse an III, il comptait 376 hommes choisis « parmi les citoyens exerçant ou ayant exercé pendant quatre ans la profession de maçon, charpentier, couvreur ou plombier (1).

On a déjà vu que les édifices publics étaient l'objet d'une constante surveillance. Outre la Convention et les Comités, il y avait le Tribunal révolutionnaire « où le Comité de sûreté générale jugeait que la force armée devait être sans cesse sous les armes » (2). Un marchand de vin avait ouvert une buvette dans l'enceinte de ce tribunal. Comme il s'y faisait des rassemblements et du bruit, le Comité la fit fermer le 12 fructidor an II (3). Il avait les yeux également sur les champs Elysées et le Palais-Royal, lieux fort fréquentés des factieux et réputés pour les « brigandages » qui s'y commettaient. Quant à la Halle, elle était le refuge des agioteurs, notamment des brocanteurs et des courtiers qui se livraient au trafic des bijoux de toute espèce. C'était le rôle de la Commission de police de les poursuivre (4).

Le Comité, de concert avec l'autorité militaire garnissait la ceinture de la ville, notamment aux barrières, de corps de garde qui devaient surtout arrêter les déserteurs et favoriser l'arrivage des subsistances. Cette surveillance redoubla à la suite des troubles de prairial ; elle dut se relâcher ensuite, car à la fin de l'an III, on vit dans Paris où ils tenaient une « conduite déplorable », de nombreux chasseurs de ligne déserteurs. Ils fréquentaient le Palais-Égalité et, le soir, ils insultaient les femmes, leur arrachaient leurs mouchoirs, leurs boucles d'oreilles, pour ensuite les revendre (5).

(1) Arrêté du comité du 28 prairial. Arch. nat. AFII* 287, et *Procès-verbal* du 9 ventôse an III.

(2) Voir Arch. nat. F⁷* 2207 (du 26 vendémaire an III au 14 brumaire an IV).

(3) Arch. nat. AF II* 276.

(4) Voir Arch. nat. F⁷* 2205 et 2206, ainsi que les rapports de la Commission de police.

(5) Lettre à Barras. Arch. nat. AFII* 301.

II. — Les établissements publics où il se commettait le plus de délits étaient les cafés, les maisons de jeux, les maisons garnies et aussi les spectacles. Le Comité autorisa l'agent-national près le tribunal de police correctionnelle à se présenter dans ces lieux « aussi souvent qu'il le jugerait convenable ». Les directeurs de ces divers établissements devaient en faciliter l'accès à cet agent chargé de juger « le degré de l'esprit public (1) ». Il pouvait, en cas de besoin, requérir la force armée (2).

On a vu que les visites domiciliaires avaient presque toujours pour objet d'assainir certains quartiers de Paris, tel le Palais-Égalité, remarquables par leurs tripots et leurs maisons suspectes. On jouait dans ces tripots, il s'y faisait de l'agiotage et, de l'aveu du Comité, « beaucoup d'escroqueries ». Le café des Canonniers était un de ces tripots ; de même le café de Chartres. Le 27 floréal an II, le Comité fit saisir le premier (3) et le 30 messidor an III, il fit fermer l'autre (4). Les cafés des faubourgs Saint-Germain, Saint-Antoine, Marceau et Saint-Denis, refuges des étrangers, furent également surveillés (5).

Le 25 frimaire an III, le Comité lança un mandat d'amener contre le citoyen Lacroix tenancier d'une maison garnie, rue Louis. Le 9 nivôse an III, il arrêta que la Commission de police aurait à lui fournir un « état exact » de tous les individus non domiciliés à Paris et logés en maisons garnies. Dès lors celles-ci devinrent l'un des sujets de ses rapports journaliers (6). Dans l'hiver très froid 1794-1795, la vigilance de la police à

(1) 4 nivôse an III. Arch. nat. F7 * 2203.

(2) 20 ventôse an III. Arch. nat. AFII* 278.

(3) Arch. nat. F7* 2205.

(4) Arch. nat. AFII* 278.

(5) Arch. nat. F7 * 2207. Voir TUETEX, *Répertoire général des sources manuscrites de l'Histoire de Paris*, t. V, préface.

(6) Arch. nat. AFII* 277. Voir AULARD, *Paris sous la réaction thermidorienne* et SCHMIDT, *Tableaux de la Révolution*.

l'égard des maisons garnies où s'étaient retirés de nombreux étrangers, redoubla. Car « les trames des méchants s'ourdissent dans les ténèbres », disait le Comité, en invitant les comités civils à veiller à la bonne tenue desdites maisons (1).

Mais c'est surtout après les événements de prairial et de vendémiaire que le Comité se montra sévère. « Considérant qu'il importe plus que jamais à la tranquillité publique que les maisons garnies et pensions dites bourgeoises soient surveillées », il crée le 9 prairial, au-dessus des inspecteurs existants, deux inspecteurs contrôleurs des maisons garnies (2). Après le 13 vendémiaire an IV, il fit fermer plusieurs cafés où se rassemblaient les royalistes.

Le 18 messidor, il avait pris un arrêté contre les maisons de jeux dont beaucoup étaient clandestines et où se tenaient des jeux de hasard formellement prohibés par la loi. Il avait annulé les pouvoirs de surveillance qui avaient pu être accordés en son nom à des agents particuliers « exposés à toutes les tentatives de la subornation ». Il désirait une « surveillance positive et rigoureuse », celle qui « convient aux bonnes mœurs qu'exige impérativement le gouvernement républicain ». C'est encore au zèle de la Commission de police qu'il fit appel (3).

Quant aux théâtres de Paris, ils ont toujours attiré fort l'attention du Comité. On sait qu'il en mandait volontiers les directeurs avant thermidor, pour leur recommander la « décence » (4), et qu'après thermidor, ils n'échappaient point totalement à son regard. Ainsi le 13 pluviôse an III, il rapporte en ces termes ce qui s'est passé la veille au théâtre de la rue Feydeau : « Des jeunes gens conduits par la malveillance ont abattu le buste de Marat. Le Comité de sûreté générale

(1) 11 nivôse, Arch. nat. F⁷* 2203.

(2) Arch. nat. AFII* 287.

(3) Voir lettre du 4 thermidor an III, *Ibid.* F⁷* 2207.

(4) Par exemple le 12 pluviôse an II. *Moniteur*, réimp. t. XIX, p. 347.

a vu dans cette affaire un avilissement de la Convention nationale ; les jeunes gens l'ont désavouée, les mesures ont été prises, l'image a été redressée et on recherche les instigateurs » (1).

A l'ordinaire, la police était massée aux abords des théâtres et, dans chacun d'eux, avant la levée du rideau, un officier de police lisait le plus récent arrêté du Comité concernant les spectacles (2).

La suspicion se glissait jusque dans les écoles. Ainsi le 26 ventôse an III, le jeune normalien Saladin fut amené au Comité qui l'interrogea et examina ses papiers (3).

Il va sans dire enfin que la rue était continuellement surveillée. La police avait mission d'y dissoudre tous les rassemblements et, avant thermidor, d'arrêter toutes les personnes qui seraient trouvées « sans avoir la cocarde tricolore » (4). Le port en était alors obligatoire dans tous les lieux publics. Cette cocarde devint la cause de troubles, notamment le 7 brumaire an II, entre des femmes de la section des Marchés. Elles s'étaient réunies à la Pointe Sainte-Eustache où celles coiffées du bonnet rouge, qui se disaient « révolutionnaires jacobines », provoquèrent brutalement celles qui ne le portaient pas. Le Comité chargea Amar de rapporter ces faits à la Convention qui décréta le 9 brumaire :

« Art. 1^{er}. Les clubs et les sociétés populaires de femmes sous quelque dénomination que ce soit, sont défendus.

« Art. 2. Toutes les séances des sociétés populaires doivent être publiques ».

Mais le Comité ne permettait en aucun cas et sous aucun prétexte d'altérer « par des signes distinctifs, la cocarde

(1) *Procès-verbal* p. 210, 211.

(2) Ainsi le 30 messidor an III. Arch. nat. AFII* 278. Voir AFII* 277.

(3) Arch. nat. F⁷ * 2203.

(4) Décret du 3 avril 1793. Voir aussi circulaire du Comité de salut public aux agents-nationaux. Bibl. nat. Ib 41/2.

tricolore. Elle avait à ses yeux un « caractère sacré pour tous les citoyens ». Il défendit toute confection de cocarde irrégulière (1).

Le port de la cocarde était resté obligatoire sous la réaction thermidorienne, mais les femmes surtout, la ridiculisèrent, de sorte que l'usage n'en fut plus général. Elles s'attroupèrent notamment le 7 prairial an III, arrachèrent et foulèrent aux pieds la cocarde nationale. Le Comité en instruisit l'Assemblée qui décréta :

« Art. 1^{er}. Tout individu de l'un et de l'autre sexe qui aura arraché ou tenté d'arracher la cocarde tricolore aux citoyens ou citoyennes sera à l'instant arrêté et traduit à la Commission militaire pour y être jugé comme ennemi de la liberté.

« Art. 2. Le présent décret sera envoyé aux Comités de gouvernement pour qu'il soit sur-le-champ proclamé dans Paris » (2).

III. — Le problème de la sécurité, surtout dans une ville comme Paris, était en étroite connexité avec le problème de la vie chère. On peut dire que le Comité, après thermidor, se passionna pour l'un et pour l'autre. Comme il s'agissait de remédier à une disette factice qui risquait à tout moment de pousser le peuple à des excès, il essaya d'en démêler les causes. Il s'aperçut bientôt que la véritable source du mal, c'était l'agiotage. Alors il s'efforça de réprimer l'agiotage. Ce n'était point chose facile : les agioteurs étaient légion, cachés et quelquefois des gens de l'administration ou de la police qui s'ingéniaient à neutraliser l'action des Comités de gouvernement.

Les désordres de la Terreur avaient favorisé la spéculation et le Comité de sûreté générale (ni le Comité de salut public) plus préoccupé, en ce temps-là, de la question politique que

(1) 9 prairial an II. Arch. nat. AFin* 275.

(2) *Procès-verbal*, p. 115.

de la question sociale, ne s'était guère intéressé au problème des subsistances (1). Au contraire, après thermidor, l'approvisionnement de Paris lui devint une vraie obsession ; il l'envisagea sans cesse comme une chose vitale, primordiale, urgente ; car il prévoyait les troubles qui devaient naître de la pénurie de pain.

Les rapports de police qu'il recevait sur la fin de l'an II reflétaient une inquiétude générale « sur toutes espèces de subsistances » (2). On y voit que les vivres et les transports atteignaient à Paris des prix « exorbitants » et que l'accaparement y était pratiqué à l'excès. Dans l'un de ces rapports on lit : « On a arrêté deux citoyens portant 146 livres de viande ; ils ont été conduits chez le commissaire de police de la section de la Réunion (3) ». Le Comité s'opposa à ce que les denrées de première nécessité, déjà si rares à Paris, en sortissent. Il en surveilla rigoureusement la répartition entre les sections, laquelle devait se faire au prorata de la population (4).

Si, comme cela arriva, les habitants d'une section arrêtaient les farines destinées à une autre section, le Comité leur en imposait la restitution (5). Il y avait des distributions de pain, de viande, de bois, de charbon, d'huile, de chandelle, etc., qui se faisaient sous les yeux d'agents de la Commission de police. Le Comité ordonna d'arrêter tous les citoyens ou citoyennes qui se présenteraient à une distribution non munies d'un bon du comité civil de leur section (6). Il y eut des distributions houleuses. On vit, le 24 floréal an III, les femmes se porter chez les boulangers pour empêcher toute distribution, et le Comité recourir à des patrouilles conduites par

(1) Voir Arch. nat. AFII* 286 et AFII* 275.

(2) Par exemple, rapport du 1^e jour des sans-culottides an II. Arch. nat. AFII* 276.

(3) *Ibid.*

(4) Voir Arch. nat. AFII* 276.

(5) 6 floréal an III. Arch. nat. AFII* 278.

(6) 24 vendémiaire an III. Arch. nat. AF II* 276.

des « chefs prudents et fermes » (1). Les boulangers qui enfreignaient les règlements étaient passibles de peines correctionnelles (2), et leurs ouvriers ne pouvaient se mettre en grève. La Commission de police avait le devoir de dissoudre tous rassemblements de garçons boulangers : mais aussi de les ramener au travail par la persuasion (3).

Le Comité, de concert avec celui de salut public, réglementa l'exploitation des coupes de bois faite en 1795, extraordinairement, dans les environs de Paris. Il chargea la Commission des approvisionnements et la Commission des transports d'enlever et de conduire ce bois aux boulangers de la ville.

Chacun eut droit à « 3 voyes » d'une longueur de 27 à 30 pouces et au prix de 22 livres 6 sols la « voye ». Les distributions qui se faisaient sur les grands chantiers nécessitaient une police nombreuse, parfois même la présence de la force armée, sans quoi le bois destiné aux constructions eût été volé (4).

En ventôse an III, la pénurie des subsistances et la cherté de la vie excitent de vives alarmes. Le 3 ventôse, un membre demande à la Convention que le Comité de sûreté générale chargé de surveiller les agioteurs, se concerte avec les Comités de commerce et des finances, pour faire dans un bref délai un rapport sur les moyens d'anéantir l'agiotage et de restituer au véritable commerce les moyens de prospérité que des hommes totalement étrangers au commerce et au négoce cherchent à lui enlever (5).

L'agiotage, c'était bien, en effet, le nœud du problème, mais qu'il était impossible de rompre d'un coup. Les tentatives du Comité demeuraient en partie vaines. Il avait

(1) Arch. nat. AF II* 301.

(2) 26 nivôse an III. Arch. nat. AF II* 277.

(3) Par exemple, le 11 pluviôse an III. Arch. nat. AF II* 300.

(4) Par exemple, le 6 pluviôse an III. Arch. nat. F⁷ * 2203.

(5) *Procès-verbal*, p. 63.

découvert jusque dans le sein de l'Agence des approvisionnements, des prévaricateurs. Ils devaient être punis « suivant la rigueur des lois » (1).

En floréal, la Commission des subsistances était tenue d'instruire régulièrement et exactement le Comité des arrivages journaliers (2). Il arrivait quelquefois que, dans la banlieue ou aux barrières, ils étaient interceptés. On convoitait surtout le pain et les denrées rares ou introuvables à Paris que les campagnards envoyaient à leurs parents ou amis (3). Les agents-nationaux des communes de la banlieue étaient convoqués au Comité pour y rendre compte des faits. Le 1^{er} prairial, il fit protéger le transport des grains par la force armée.

Après l'insurrection, l'agiotage qui engendrait une misère intolérable (4), fut plus que jamais l'objectif du Comité. Il arrêta le 19 prairial :

« 1^o Tous rassemblements d'agioteurs ou autres proscrits par les lois et qui ont lieu notamment dans le Palais-Égalité, seront divisés et dissipés par de fréquentes patrouilles ;

« 2^o Lesdits agioteurs et autres contrevenants seront conduits devant les commissaires de police de l'arrondissement, lesquels constateront leurs délits et les traduiront devant les tribunaux compétents ;

« 3^o La Commission de police fera surveiller exactement tous ces rassemblements et donnera les ordres convenables à tous officiers de paix, inspecteurs de police et autres préposés, de conduire lesdits agioteurs contrevenant aux lois devant les commissaires de police » (5).

Le Comité renforça le service de surveillance de la Halle

(1) *Procès-verbal* du 17 ventôse an III, p. 24.

(2) Arch. nat. F⁷ 4411.

(3) 28 floréal. Arch. nat. AFin* 301.

(4) Voir article de M. AULARD, *Revue de Paris* du 15 décembre 1889.

(5) Arch. nat. AFin* 278.

aux bleds, où des enfants venaient avec des couteaux et des ciseaux pour percer les sacs et voler du grain (1).

A cette époque-là, la ration de pain n'atteignait pas une demi-livre par personne ; on y suppléait par du riz. Le 21 prairial, le Comité arrêta que les 48 sections recevraient « en sus des fournitures journalières », 48 quintaux de riz et deux fois le mois, 48 sacs de farine blanche de 217 livres chacun pour servir à « secourir les indigents et à la nourriture des enfants à la mamelle » ; enfin 500 livres de chandelle par jour. Le Comité central de bienfaisance et l'agence des subsistances étaient chargés de réaliser ces distributions. En outre, tous les citoyens aisés étaient invités à venir remettre audit Comité leurs cartes de viande, en vue de secourir les indigents (2).

Dans le même temps, le Comité de sûreté générale invitait le Comité des secours « à trouver dans sa sagesse les moyens de faire incessamment cesser la mendicité ». Elle était un nouveau moyen aux malveillants, de troubler l'ordre public. Des contre-révolutionnaires se grimaient en mendiants. « Il est juste, disait le Comité, que les pauvres individus soient secourus, et que les fainéants valides qui mendient, soient arrêtés et occupés d'une manière quelconque qui puisse contribuer à la dépense de leur entretien et de leur nourriture » (3).

Un peu plus tard, le Comité de sûreté générale découvrit en divers quartiers, des magasins de farine considérables. Il désira en connaître la provenance, les propriétaires, la destination, et les « utiliser au profit de la chose publique ». Il nomma un commissaire et deux inspecteurs de police pour

(1) 14 prairial. Arch. nat. AFII* 301, 13 prairial AF II* 278.

(2) Arch. nat. AF II* 278.

(3) Lettre à la Commission administrative et arrêté du 2 messidor an III. Arch. nat. AFII* 301 et AFII* 278. Lettres des 4 et 5 thermidor an III. Arch. nat. F⁷ * 2207.

requérir l'ouverture de ces magasins sis notamment rue du Puits et rue Notre-Dame des Champs. A la fin de messidor, la ration de pain n'était encore que de 6 onces et celle de riz, de 2 onces; les distributions se faisaient inégalement dans les différentes sections et « presque toujours au préjudice des citoyens ». De nouveau, le Comité visa les prévaricateurs dans un arrêté du 25 messidor qui porte :

« L'Agence des subsistances de Paris fera parvenir, chaque jour, à la Commission de police administrative, l'état de la distribution faite aux sections en farine et riz.

« 2^o La Commission de police administrative fera parvenir au comité de bienfaisance de chaque section cet état de distribution, lequel sera affiché par ledit comité à la porte de chaque section, ainsi qu'à celle des boulangers » (1),

Le 7 fructidor an III, le Comité adressa une dénonciation contre les meuniers à la Commission des subsistances (2).

La viande constituait, avec le pain, une denrée de première nécessité; aussi les deux Comités de gouvernement s'appliquèrent-ils à régler le service de la boucherie. Celui-là, le 28 frimaire an III, avait interdit aux employés de la boucherie de quitter leur poste, prescription que celui-ci confirma le 15 messidor suivant en stipulant en outre :

« Art. 2. Ceux qui contreviendront à cet arrêté seront punis de trois mois de détention et ensuite envoyés de brigade en brigade aux armées, pour le service de la boucherie militaire d'où pareil nombre sera retiré pour les remplacer.

« Art. 3. Il est expressément défendu à qui que ce soit de chercher à séduire les ouvriers de la boucherie de Paris sous tel prétexte que ce puisse être, à peine d'être traité comme fauteur d'embauchage (3) ».

(1) Arch. nat. AFII* 287.

(2) Arch. nat. F⁷ * 2207.

(3) Arch. nat. AFII* 278.

Il s'occupa beaucoup aussi du ravitaillement de Paris en comestibles. Les légumes, le beurre, les œufs étaient l'objet des « tendres sollicitudes de la police ». C'est l'aveu d'un contemporain qui ajoute : « Ces comestibles arrivent dans des charrettes ou sur des ânes conduits par les propriétaires qui viennent au marché pour les vendre. Or, si ces derniers n'y trouvent que leurs chalands ordinaires, les fruitiers ou regrattiers, ils leur vendront leurs denrées au prix ordinaire; mais s'ils se voient entourés de quelques milliers de consommateurs, tous empressés à acheter, la vue seule de cette concurrence les engagera à hausser le prix (1) ». Souvent même les denrées avant d'arriver sur le carreau des Halles et marchés avaient déjà passé en plusieurs mains. Le Comité s'efforça de réagir contre cet agiotage nuisible « à l'intérêt du consommateur ». Le 12 fructidor an III, il prit l'arrêté suivant :

« Art. 1^{er}. Les marchands forains, ou demeurant hors de Paris, qui apportent en charrettes, sur des bêtes de somme ou à dos d'hommes, du fromage, des œufs, du fruit, des légumes, des herbes, des fleurs et du poisson d'eau douce, sont les maîtres de se rendre sur celui des marchés qu'ils croiront le plus convenables.

« Art. 2. Ils seront tenus : 1^o de s'établir sur le carreau spécialement affecté à l'espèce de denrées qu'ils veulent débiter; 2^o de la vendre à des poids et des mesures étalonnés, qu'ils devront avoir ou au compte.

« Art. 3. Les marchands forains de marée seront tenus d'amener leurs marchandises sur le terrain du marché des Halles appelé le carreau de la marée, et qui leur est particulièrement destiné. Les marchands, après avoir déchargé leurs denrées, disposeront leurs voitures et chevaux de ma-

(1) Saint-AUBIN, *Marchands d'oignons devraient se connaître en ciboules*. Bibl. nat. Lb 41. 2022. *Application de cette maxime à plusieurs arrêtés du Comité de sûreté générale...*

nière que les marchés ne soient pas embarrassés, ni le passage gêné ou obstrué. Le commissaire de police ou l'inspecteur des marchés réglera les emplacements où les voitures et chevaux pourront être mis.

« Art. 4. Nulle voiture autre que celles chargées de denrées destinées aux marchés, ne pourra les traverser pendant les heures de leur ouverture.

« Art. 5. Tout marchand forain qui viendra dans les rues ou sur les routes en contravention au présent arrêté, sera puni d'une amende de 1.000 livres et de confiscation des denrées et comestibles qu'il aura vendues.

Tout acheteur en pareil cas sera puni de pareille amende et en outre de la valeur des denrées et comestibles confisqués.

« Art. 6. Les marchands seront ouverts au son de la cloche et aux heures fixées par les derniers règlements. Les consommateurs seuls pourront acheter pendant les quatre premières heures ; après ce temps expiré, il sera libre aux regrattiers et revendeurs de s'approvisionner ; en contravention à l'article précédent, seront punis d'une amende de 1000 livres et de la confiscation des denrées et comestibles par eux achetés.

« Art. 7. Tous regrattiers et revendeurs, tous détaillants ne pourront sous peine d'une amende de 1.000 livres et confiscation, aller ni envoyer hors les marchés et sur les routes au devant des denrées et comestibles, pour les arrêter ou acheter (1) ».

Les acheteurs se serraient en longues queues qu'il fallait que la police surveillât. Il s'en formait jusqu'autour des charrettes de navets et des paniers de beurre ; elles étaient bruyantes ces cohues et « favorables à l'impudence, à l'effronterie et à l'audace ».

Ainsi, jusqu'à la fin de sa carrière, le Comité travailla sans y parvenir, à résoudre le problème de la vie chère à

(1) Arch. nat. AFII* 279.

Paris ; il y travailla de concert avec le Comité de salut public et secondé surtout par la Commission de police administrative. Il collabora aussi avec le Comité des finances en vue de remédier à la hausse excessive des grains, à la crise financière, à la pénurie de la petite monnaie « funeste à la tranquillité publique », et en général à la situation économique (1).

(1) Voir, par exemple, Arch. nat. AFin* 301, (8 fructidor an III) ; AFin* 276 (13 brumaire an III) ; AFin* 278 (18 prairial an III) ; *Procès-verbal* du 13 fructidor an III.

HUITIÈME PARTIE .

LE COMITÉ ET LES PRISONS

CHAPITRE PREMIER

ADMINISTRATION ET POLICE DES MAISONS D'ARRÊT, DE JUSTICE ET DE DÉTENTION

I. Rapports avec la Commission des administrations civiles, police et tribunaux et avec la Commission de police administrative. Surveillance sévère des prisons. — II. Les prisons de Paris. — III. Entretien des maisons d'arrêt, de justice et de détention. — IV. Service intérieur : gardiens, concierges ; importance de leur rôle, registres d'écrou. Arrêté du 1^{er} germinal an III : les concierges sont « officiers de santé et sentinelles en faction ».

I. — L'administration et la police des prisons et maisons d'arrêt mirent en rapports très étroits le Comité de sûreté générale avec d'une part la Commission des administrations civiles, police et tribunaux ; d'autre part, avec la Commission, de police administrative de la commune de Paris.

Chacune d'elles fut pour le Comité une source abondante de renseignements. La première lui adressait régulièrement le *Bulletin des Lois*. Le 24 messidor an II, elle est priée de continuer ses envois très exactement (1) ; chacun était de dix exemplaires qui étaient distribués dans les divers bureaux. On sait qu'elle recevait chaque jour de l'autre commission, une expédition de ses fameux rapports de police.

Le Comité stimulait le zèle de ces deux commissions, surtout à l'approche de troubles. Le 1^{er} germinal an III, il écrit

(1) Arch. nat. AFII* 275.

à celle des administrations civiles, police et tribunaux : « Le Comité, citoyens, provoque de votre part la plus active surveillance sur la sûreté des prisons, maisons de justice et d'arrêt. La loi du 14 fructidor vous trace vos devoirs, et les circonstances nous prescrivent l'impérieuse obligation de vous les rappeler et avoir à les accomplir » (1). En temps normal, un poste de garde protégeait chaque prison. Aux jours d'insurrection, les postes étaient grossis suivant les nécessités. Le Comité de sûreté générale se concertait avec le Comité militaire et l'état-major de la force armée de Paris pour convenir de toutes les mesures militaires nécessaires. Des patrouilles circulaient autour des maisons d'arrêt et de tous les établissements publics. Cà et là, des piquets de cavalerie s'opposaient aux rassemblements. Le 22 germinal an III, le Comité « requiert le Commandant de la garde nationale parisienne, de placer autour des prisons de la Grande-Force, du Plessis et Port-Libre, la moitié en sus des forces qui y sont pour la garde des prisons » (2). Le 1^{er} prairial an III, la Commission des administrations civiles, police et tribunaux est autorisée par un arrêté des Comités de salut public et de sûreté générale, à « requérir la force armée dans chaque section, pour assurer la fermeture des prisons (3) ». Le même jour, le Comité de sûreté générale ordonne à la Commission de l'organisation des mouvements des armées de prendre « toutes les mesures nécessaires pour retenir les prisonniers de guerre et les tenir étroitement renfermés ». Il ajoute : « Concéder à cet égard tous les moyens de discipline la plus sévère, le tout jusqu'à nouvel ordre et sous la responsabilité de la dite Commission ». Quand la cité avait retrouvé son calme, les gardes supplémentaires s'en allaient, et l'on voyait comme à l'ordinaire, aux abords de chaque

(1) Arch. nat. AFII* 278.

(2) Arch. nat. AFII* 278.

(3) Arch. nat. AFII* 278.

prison, devant une guérite, se promener quelques factionnaires. Parfois, l'enceinte au lieu d'être placée extérieurement, la garde se tenait à l'intérieur de la prison. Il en fut ainsi, à partir du 29 frimaire an III, en vertu d'un arrêté du Comité, pour la maison d'arrêt dite la Caserne des Carmes, rue de Vaugirard.

II. — Le département de Paris comptait une trentaine de maisons de justice, d'arrêt et de détention. Voici une nomenclature de ces établissements en l'an II (2) :

« Maison de justice du département ; Petite Force ; Pélagie ; Madelonnettes ; Abbaye (3) ; La Salpêtrière ; Chambre d'arrêt à la Mairie ; Luxembourg (4) ; Maison de Suspicion (rue de la Bourbe) ; Picques (faubourg Antoine) ; Les Carmes (rue de Vaugirard) ; les Anglaises (rue Victor) ; Les Anglaises (rue de l'Oursine) ; les Anglaises (faubourg Antoine) ; Ecossais (rue des fossés Victor) ; Lazare (faubourg Lazare) ; Belhomme (rue Charonne n° 70) ; Bénédictins anglais (rue de l'Observatoire) ; Maison du Plessis ; Maison de répression (rue Victor) ; Maison de Coignard (à Picpus) ; Montprin ; Fermes ; Caserne des Petits-Pères ; Caserne (rue de Sèvres) ; Caserne des Carmes (5) (rue de Vaugirard) ; Vincennes ».

Il y en eût d'autres, par exemple : Port-Libre, la Maison de sûreté de la rue des Orties, etc ; mais c'est sans doute plus

(1) Arch. nat. AFII* 289.

(2) Extrait du *Matin*, journal rédigé par Jacquin, neuvième mois, prairial, nonodi 29, an II de la République.

(3) On lit dans TUTEY, *Inventaire de la série C*, 333 /1528, : Lettre du représentant Duhem, envoyé à l'Abbaye, où l'on reçoit plus de prisonniers, demandant la désignation d'un autre local, avec arrêté du Comité de sûreté générale (pluviôse an III - 1d).

(4) Le 1^{er} nivôse an III, le Comité arrêta que les détenus du *Luxembourg* seraient transférés à *Port-Libre*, « afin de rendre au public la jouissance de la promenade du jardin ». (Arch. nat. F⁷ * 2203).

(5) La Caserne des Carmes et les Carmes de la rue de Vaugirard étaient, sans doute, deux établissements différents.

tard qu'elles reçurent cette destination. Il y en eut aussi qui furent désaffectées.

Le 4 floréal an II, le Comité de sûreté générale invite celui de salut public à mettre à la disposition de l'administration de police les maisons dites des Petits-Pères, des Quatre-Nations et de Saint-Joseph « pour être converties en maisons d'arrêt » (1). Au contraire, le 6 ventôse an III, le Comité arrête que les maisons d'arrêt de Belhomme, des Anglaises, Desmos, Madelonnettes, La Mairie, et Pélagie « seront supprimées et évacuées par les soins de l'administration civile de la police, sur celles qui seront conservées ».

En dehors de cette nomenclature, rappelons qu'il existait le violon du Comité central et le violon de la Police (sans doute de la section de Police) ; le nombre des détenus qui y séjournaient était très variable (2) ; c'étaient des établissements qu'on pourrait appeler de transition.

Enfin il y avait la Conciergerie et le Temple.

Le 21 thermidor an II, le Comité autorise l'administration de police, « jusqu'à ce que le Tribunal révolutionnaire ait été mis en activité », à prendre la police de la maison du Plessis et celle de la Conciergerie. L'accusateur public dudit Tribunal en deviendra l'administrateur et le surveillant (3). Le 5 fructidor an II, le Comité arrête que « la partie intérieure de la Conciergerie de la Maison dite de l'Égalité, de celle de l'Hospice et autres qui pourraient être spécialement destinées au Tribunal, continuera d'être exercée par les président et accusateur public » (4).

M. Appert, dans son *Journal des prisons* n° 2, a retracé

(1) Arch. nat. AFII* 275.

(2) Voir arrêté du Comité de sûreté générale du 18 prairial an III, Arch. nat. AFII* 278. Dans un arrêté du 26 brumaire an III, Arch. nat. AFII* 277, il est question de la « maison de sûreté du Comité de sûreté générale ». Il s'agit, sans doute, de l'un des violons.

(3) Arch. nat. AFII* 276.

(4) Arch. nat. AFII* 276.

l'architecture de la Conciergerie. « Au-dessus des chambres, dit-il, est situé l'un des corps des bâtiments du Palais de Justice (le corridor de la section des requêtes de la Cour de Cassation) ; le plancher qui le sépare de la prison a si peu d'épaisseur, que de l'intérieur on entend distinctement le pied des passants. Aussi les évasions effectuées au moyen de percées au plafond, ont déterminé à poser un factionnaire dans la galerie publique qui passe au-dessus des chambres de la pistole. Des factionnaires placés à la porte intérieure, en dehors, au pied du mur qui donne sur le quai, et dans l'intérieur de la cour, durant la nuit, complètent le système de sécurité de la Conciergerie, qui sans ces précautions et malgré l'appareil formidable de ses tours, de ses cachots, des grilles, barres de fer, chevaux de frise, etc., qui l'enveloppent de tous côtés, serait peut-être la moins sûre des prisons de Paris ».

Il y eût un temps en effet où la Conciergerie, à cause du mauvais état où elle se trouvait, fut fermée (1). Le 28 floréal an III, le Comité reconnaît qu'elle est « en état de recevoir des prisonniers ».

Considérant en outre « qu'il y aura tout ensemble économie de temps et d'argent et cessation de tous les inconvénients attachés au transfèrement des prisonniers mis en jugement en rétablissant la Conciergerie comme maison d'arrêt de justice du Tribunal criminel du département », il arrête :

Art. 1^{er}. « Tous les prévenus décrétés d'accusation, ainsi que ceux en mandat d'arrêt, pour émission ou fabrication de faux assignats, et les détenus qui seraient nécessaires comme témoins au Tribunal criminel du département de Paris, seront à l'avenir conduits à la Conciergerie du Palais, laquelle sera dorénavant la maison d'arrêt de justice de ce Tribunal.

Art. 2. « A l'égard des détenus qui seront déposés comme

(1) Voir arrêté du 6 germinal an III, Arch. nat. F⁷ * 2203.

témoins, ils ne resteront à la Conciergerie que le temps nécessaire à l'instruction, passé lequel ils seront reconduits immédiatement à la maison d'arrêt d'où ils auront été extraits uniquement à cause de cette instruction.

Art. 3. « Les condamnés seront conduits dans les vingt-quatre heures de leur jugement, à savoir : les hommes à la Maison de la Force, au bâtiment neuf ; et les femmes, à la Maison de Lazare.

Art. 4. « Quand il s'agira de procéder à l'exécution de leur jugement, les condamnés seront amenés la veille à la Conciergerie, d'où ils partiront pour être conduits au lieu de l'exécution (1). »

Quant au Temple, on sait qu'il fut assigné comme prison aux anciens hôtes de Versailles, de Fontainebleau et des Tuileries. Plus précisément, c'est dans le tour du Temple que furent détenus Louis XVI, sa femme et ses deux enfants.

« Afin de les y recevoir, dit Saint-Edme, on abattit une partie du palais et tous les bâtiments qui se réunissaient à la tour, de sorte que celle-ci resta isolée. La portion du jardin qui devait d'abord servir de promenade aux prisonniers fut enfermée par une enceinte de murs excessivement élevés. Louis occupait le premier étage et sa famille, le second. On garnit toutes les croisées de barreaux de fer très épais. Les fenêtres, en outre, furent masquées en dehors, par des espèces d'abat-jour en planches, machines qu'on appelle soufflets et au moyen desquels les prisonniers ne pouvaient voir de la chambre ce qui se passait au dehors ; ils ne recevaient l'air et le jour que par l'ouverture que ces soufflets présentaient au haut des croisées... La première porte de l'appartement de Louis était de fer. Pour parvenir jusqu'à lui, il fallait se faire ouvrir huit portes. Une garde d'environ trois cents

(1) Arch. nat. AFII* 278. On trouve ce même arrêté dans AFII* 287.

hommes veillaient jour et nuit autour de cette prison (1) ».

Le Comité de sûreté générale s'occupa tout particulièrement d'assurer le service d'ordre du Temple. Il choisissait dans son sein des inspecteurs, qui, le jour comme la nuit, s'en allaient visiter les cachots. Le 9 brumaire an III, Goupilleau (de Fontenay) et Reverchon sont désignés. « Ils y recueilleront, dit l'arrêté du Comité, tous renseignements et notes sur la manière dont le service sera fait et la détention des prisonniers assurée ; en rendront compte au Comité de sûreté générale, et lui présenteront de concert avec deux membres du Comité militaire, section de la force armée de Paris, les meilleurs moyens d'assurer le service du Temple et les dispositions militaires et réglementaires à ce sujet (2) ».

III. — L'entretien des maisons d'arrêt, de justice et de détention relevait de la Commission des administrations civiles, police et tribunaux (3). Mais le Comité de sûreté générale intervenait souvent en cette matière. Voici un extrait des délibérations de l'Assemblée générale des administrateurs de police daté du 27 floréal an II : « Appert l'Assemblée a nommé les citoyens Grappin, Dupaumier et Souquoi, à l'effet de se transporter au Comité de sûreté générale, pour l'inviter à faire verser demain une somme de 200.000 livres du trésor public dans la caisse de la Commune, pour pourvoir à la

(1) Saint-Edme, *Lès prisons de Paris*, p. 28 et suiv. L'auteur dit qu'on trouve « dans un livre devenu assez rare des détails peu connus sur le séjour de la famille de Louis XVI au Temple ». Voici le titre de ce livre : *Eloge historique et funèbre de Louis XVI du nom*, un vol, in-8 de 392 pages, Neufchâtel, de l'imprimerie royale, 1796. On trouve dans le livre de Saint-Edme, des notices sur les Carmes, l'Abbaye, Bicêtre, la Préfecture de police, le Châtelet, la Conciergerie.

(2) La surveillance de Bicêtre fut confiée pendant quelque temps au commissaire de la police militaire. Le 13 messidor an III, (Arch. nat. AFII* 287), le Comité arrête que cette surveillance appartiendra, comme par le passé, à la Commission des administrations civiles, police et tribunaux.

(3) Arch. nat. AFII* 275,

subsistance des détenus ». En marge de cette pièce, figure l'arrêté des Comités de salut public et de sûreté générale, par lequel la Commission obtenait la somme demandée, « à charge d'en rendre compte chaque décade ». Cet arrêté porte les signatures de Couthon, Vadier, Barère, Louis (du bas-Rhin), Amar et Jagot. Le 28 prairial an II, le Comité de sûreté générale envoyait au Comité de salut public le compte des administrateurs de police (1). Non seulement la somme de 200.000 livres avait été absorbée, mais les frais d'entretien des détenus depuis le premier germinal, l'excédaient de 36.160 livres, 10 sols. Le Comité de sûreté générale demanda un secours de 200.000 livres en faveur de ladite Commission. Le 19 messidor an II, il visa une autre demande de 300.000 livres (2), pour subvenir à la nourriture des détenus. Ces dépenses étaient peut-être excessives. Si l'on en croit l'auteur inconnu d'un opuscule intitulé : *Coup d'œil rapide sur la marche de la Convention nationale et de ses Comités depuis la révolution du 9 thermidor* (3), plusieurs Commissions exécutives auraient, en effet, englouti beaucoup d'argent.

Les détenus recevaient leurs vêtements de l'agence des Domaines. Le 1^{er} nivôse an III, elle fut autorisée par le Comité de sûreté générale à faire délivrer douze chemises à la maison d'arrêt de la rue des Orties (4).

Le chauffage des prisons était assuré par la commission de Commerce, qui s'entendait, pour le transport du combustible, avec la commission des Charrois. Le 11 pluviôse an III, le Comité de sûreté générale ordonne le transport au Temple de trois cordes de bois de chauffage (5).

C'est la commission des Subsistances qui était chargée de

(1) Arch. nat. AFin* 275.

(2) Arch. nat. A⁷ II* 275.

(3) Bibl. nat. Lb 41/1657.

(4) Arch. nat. F⁷ * 2203.

(5) Arch. nat. AFin* 277.

pourvoir à la nourriture des détenus. Le 26 ventôse an III, le Comité arrête qu'elle devra fournir, chaque décade, à la maison d'arrêt de la rue des Orties, un sac de farine pesant 325 livres (1). Les prisonniers ne reçurent pas toujours une nourriture saine et suffisante. Ils s'en plaignaient au Comité de sûreté générale qui intervenait aussitôt. Le 2 thermidor an II, l'administration de police fut prévenue qu'elle aurait à remédier à « la mauvaise qualité du vin, l'insalubrité des aliments destinés aux reclus dans les maisons d'arrêt de la commune de Paris, l'insuffisance d'un repas par jour (2) ». Le soir même, à 9 heures, elle dut apporter son rapport au Comité de sûreté générale. En l'an III, celui-ci consentit à accorder aux détenus, outre le pain et l'eau, « quelques douceurs en vin et comestibles » (3).

La salubrité des prisons retint constamment l'attention du Comité. Le procès-verbal de la Convention du 28 janvier 1793, porte qu'un membre se plaignit de la « tenue pitoyable » de la maison de l'Abbaye. Les détenus, dit-il, n'ont pas même de paille pour coucher. Le Comité de sûreté générale dut s'en instruire et rendre compte à l'Assemblée. Le 11 nivôse an III, il écrit à la Commission des administrations civiles, police et tribunaux, relativement à la salubrité des maisons de santé de Belhomme et de Montprin : « ...le Comité a décidé pour la conservation de la première ; en conséquence, il vous invite à y faire transporter le plus tôt possible, les détenus de la maison de Montprin (4) ».

Il s'intéressait également aux prisons de province. Le 12 floréal an III, s'adressant à l'accusateur public près le tribunal de Mézières : « Il a été exposé au Comité, dit-il, que le

(1) Arch. nat. AFII* 278.

(2) Arch. nat. AFII* 275.

(3) Arch. nat. AFII* 301, (18 messidor, lettre à l'accusateur public d'Eure-et-Loir).

(4) Arch. nat. AFII* 300.

citoyen Crin a été jeté dans un cachot souterrain où l'eau découle de toute part ; le Comité, citoyen, te charge de vérifier le fait, de ne pas souffrir que la loi et l'humanité soient ainsi violées à l'égard des détenus, de faire sur-le-champ transférer cet individu dans un lieu sain et d'en rendre compte (1) ». Cette lettre fut signée par : Guffroy, Rovère, Courtois, Perrin, Delecloy, et Clauzel.

IV. — Le service intérieur des maisons d'arrêt était très important ; il exigeait la plus scrupuleuse exactitude. Le Comité pensait que ceux qui y étaient employés, n'en pouvaient être distraits par aucun motif. Le 5 prairial an II, il engage la Commission des secours publics à « faire délivrer à tous les employés leur ration de pain, pour qu'ils ne puissent abandonner leurs postes sous le prétexte d'en aller chercher (2). Le même jour, il prie le Comité de législation de se concerter avec le Comité militaire « pour exempter du service personnel les concierges et guichetiers des maisons d'arrêt » (3).

Le 1^{er} floréal an II, il invite, de manière pressante, la Commission de police administrative à surveiller les détenus des maisons d'arrêt (4). Il en convoque les membres ; ils discutent de vive voix sur les mesures répressives à prendre. Le 17 thermidor an II, la Commission est priée d'envoyer une députation auprès du Comité, au sujet de la surveillance des détenus de la maison d'arrêt dite Égalité (5).

Les citoyens préposés à la garde des prisonniers étaient tenus d'avoir une bonne moralité et une conduite révolutionnaire irréprochable. Le 19 thermidor an III, la Commission de police est chargée par le Comité de prendre des rensei-

(1) Arch. nat. AFII* 301.

(2) Arch. nat. F⁷* 2205.

(3) Arch. nat. F⁷* 2205.

(4) Arch. nat. AFII* 275.

(5) Arch. nat. AFII* 276.

gnements sur les gardiens de *Bicêtre* (1), dont plusieurs étaient dénoncés comme « agents de la tyrannie décemvirale ».

Le 18 thermidor an II, Voulland est chargé par les deux Comités de gouvernement de se rendre dans les diverses maisons d'arrêt avec Laloy, « pour y prendre les renseignements sur la conspiration de Robespierre et la conduite des gardiens et concierges de ces maisons » (2).

Le 3 fructidor, le Comité de sûreté générale arrête que celui de correspondance sera chargé de faire passer tous les jours dans chaque maison d'arrêt six exemplaires du *Bulletin* de la Convention.

Le Comité de sûreté générale soutint, avec beaucoup de discernement, les revendications des gardiens de prisons. Ce lui fut un moyen d'obtenir de bons services. Le 27 thermidor an III, il est informé que les gardiens de la Force veulent se retirer, « à raison de l'insuffisance de leur traitement (3) ». Aussitôt il invite la Commission des administrations de police à prendre leur demande en considération. Le 24 ventôse an III, il écrit au Comité des finances que les gardiens du district de Carentan sont malheureux et « qu'il est instant de pourvoir à leur paiement (4) ». Il faut rendre cette justice au Comité de sûreté générale qu'il chercha toujours à n'employer que des citoyens honnêtes et dévoués et qu'il sut en reconnaître le mérite.

Il semble qu'en ce temps-là, la condition de concierge de maison d'arrêt ait été assez importante. Les concierges étaient nommés par l'administration de police de la commune de Paris. Le 15 thermidor an II, le Comité la charge de pourvoir au remplacement du concierge de la maison du Luxembourg, lequel a été mis en état d'arrestation (5).

(1) Arch. nat. F⁷* 2207.

(2) *Dictionnaire des Conventionnels*.

(3) Arch. nat. F⁷* 2207.

(4) Arch. nat. F⁷* 2208.

(5) Arch. nat. AF II* 276.

Ils étaient les dépositaires de pièces utiles au Comité. Tantôt il les mande au lieu de ses séances, pour leur demander des renseignements ; tantôt il leur envoie un porteur. Le 30 fructidor an III, il prie le concierge de la maison de la Bourbe de lui apporter, à 9 heures du soir, l'original d'un arrêté de mise en liberté (1). Le 16 floréal an III, le concierge de la maison d'arrêt Duplessis dut remettre au porteur du Comité un autre original (2). De telles allées et venues étaient fréquentes (3).

On trouvait dans chaque prison un *registre d'écrou* ou *livre d'écrou*, dont la tenue était confiée au concierge (4).

Le Comité de sûreté générale eut souvent besoin de consulter les *registres d'écrou*. Le 25 pluviôse an III, il écrit au Comité de salut public : « Le citoyen Soulaire, détenu depuis très longtemps au Luxembourg réclame sa liberté. Aucune pièce qui puisse établir les motifs de la détention reste dans nos bureaux. Il paraît seulement par son *écrou* que c'est en vertu des ordres du Comité de salut public qu'il est détenu » (5). Le 18 vendémiaire an IV, le concierge de la maison Duplessis est prié d'inscrire sur son *registre d'écrou* un ordre du Comité, d'y « porter la plus grande attention (6) ».

Dans une adresse à la section du Bonnet-Rouge, sans

(1) Arch. nat. AF_{II}* 301.

(2) Arch. nat. AF_{II}* 301.

(3) Voir Arch. nat. AF_{II}* 301, F7 4411, AF_{II}* 275.

(4) M. Wallon, dans son *Histoire du Tribunal révolutionnaire*, a reproduit l'écrou du député girondin Sillery ; il l'a extrait du livre d'écrou du *Luxembourg*, qui est en dépôt aux archives de la Préfecture de police (t. I, p. 374). J'ai trouvé dans les archives de la Haute-Saône, le *registre d'écrou* de la prison de Champlitte (19 février 1791 à 21 germinal an IV) (52 L 23*). Voici un extrait des *registres d'écrous* de la maison d'arrêt de Dijon : « 25 brumaire an II. En vertu d'un arrêté du directoire du département de la Côte-d'Or, le gardien de la maison d'arrêt de Dijon..., a écroué en présence de lui et d'un ou de plusieurs gendarmes, porteurs du mandat d'arrêt, un inconnu d'allure suspecte ». (LIV a 47 11).

(5) Arch. nat. AF_{II}* 300.

(6) Arch. nat. AF_{II}* 031.

date, le citoyen Turpin disait du décret qui ordonnait de communiquer les *écrous* : « Il a dévoilé tout le mystère d'iniquité ; on y trouve l'apologie la plus triomphante de nos détenus... (1) »

Il arrivait que des malveillants, falsifiant des ordres du Comité, réussissaient à faire sortir des prisonniers. Ces abus furent sévèrement réprimés. Pour y remédier, le Comité prit, le 17 prairial an III, l'arrêté suivant : « Les concierges et autres chargés de l'administration des maisons d'arrêt ne pourront mettre en liberté des citoyens détenus en vertu de mandats d'arrêt émanés, soit des accusateurs publics près les tribunaux criminels de département, soit des directeurs de jurés, soit de toute autre autorité que la loi a investi du droit d'en délivrer, sans en voir par lesdits concierges et autres préalablement référer au Comité de sûreté générale (2) ». Chaque maison d'arrêt avait un cachet spécial dont devaient être revêtus tous les actes que les concierges délivraient.

Le 30 fructidor an III, le Comité adressait aux concierges la circulaire que voici : « Vous voudrez bien faire remettre dans le plus bref délai au 3^e bureau, section de la police, un état détaillé contenant les noms, prénoms, qualités, professions, demeures, dates et motifs des arrestations des citoyens détenus dans votre maison par ordre du Comité, afin de le mettre en état de statuer sur leur sort (3) ». En dehors de ces tableaux, les concierges faisaient parvenir au Comité des feuilles journalières renfermant l'état des prisons de Paris. Le 8 floréal an III, le Comité arrête que ces feuilles ne seront, à l'avenir, envoyées que les quintidi et décadi de chaque décade (4).

Les arrestations exécutées dans le cours d'une insurrection

(1) Bibl. nat. Lb⁴¹/1204.

(2) Arch. nat. AF II* 287.

(3) Arch. nat. F⁷* 2207.

(4) Arch. nat. AFII* 278.

faisaient l'objet d'un état spécial. Par exemple, le 29 vendémiaire an IV, le concierge de la Conciergerie est prié de fournir au Comité l'état des détenus arrêtés par suite de la révolte des 12 et 13 vendémiaire (1).

Le 1^{er} germinal an III, le Comité arrête que les concierges sont « officiers de santé et sentinelles en faction » et les dispense, en conséquence, du service de la garde nationale (2).

(1) Arch. nat. AFII*279.

(2) Arch. nat. AFII* 278.

CHAPITRE II

RAPPORTS DU COMITÉ AVEC LES PRISONNIERS

I. Art. 6 de la loi du 17 septembre 1793. Les détenus du « violon » Transferts de prisons à prisons. Les détentions à domicile. — II. Transferts à Paris des prisonniers des départements. Décret du 12 fructidor an III ; arrêté du 16 fructidor. Les convois importants. Transferts de prisonniers de Paris dans les départements. Arrêté du Comité de salut public du 18 floréal an II. — III. Les prisons débordent sous la Terreur. Etats numératifs des détenus et comparaisons. — IV. Les évasions. — V. Les prisons, surtout avant thermidor, sont malsaines : prisonniers malades ; maisons de santé. Décès de prisonniers. — VI. La mort de Louis XVII.

I. — Après ce que je viens de dire de l'administration et de la police des prisons, il est naturel que je précise les rapports du Comité avec les prisonniers.

En vertu de l'article 6 de la loi du 17 septembre 1793, les individus arrêtés comme suspects étaient transférés dans les bâtiments nationaux, dans la huitaine qui suivait leur arrestation. Chaque entrée était certifiée au Comité de sûreté générale par le Directeur de l'établissement destinataire ; voici un de ces certificats : « Je soussigné économe de l'Hopital général de Paris, en la maison de la Salpêtrière, certifie que le citoyen Lagnel, gendarme près les tribunaux, a ce jourd'hui conduit en ladite maison la citoyenne Marie Jeanne Normand, en vertu d'un ordre du Comité de sûreté générale et de surveillance de la Convention nationale de ce jour. Fait en ladite maison le 29 août, l'an deuxième (1) ».

(1) Arch. nat. F⁷ 4407.

On sait que les détenus du *violon* du Comité, ne restaient incarcérés là que provisoirement, en général jusqu'à leur interrogatoire ; après quoi, ils étaient déposés dans l'une des prisons parisiennes. Inversement, les détenus des prisons étaient conduits auprès du Comité, afin d'y être interrogés. Ainsi le 6 septembre 1793, « a été amené ès prisons de l'Hôtel de la Force par le citoyen Levrain, gendarme de la garde nationale de service au Comité de sûreté générale, le nommé Alexandre Sechers (1) ». Le 29 frimaire an III, les détenus de la maison de la rue des Orties, qui ont été interrogés, sont transférés dans la maison d'arrêt du Luxembourg (2). La liste nominative des détenus interrogés était transmise d'ordinaire au commandant de la gendarmerie de service près le Comité, qui était chargé de faire exécuter les transferts.

Le Comité convoquait les citoyens ou citoyennes libres de qui il désirait recevoir des témoignages, ainsi que les personnes suspectes qui étaient « gardées à vue dans leurs demeures respectives » conformément à l'article 5 de la loi du 17 septembre 1793.

Le 19 août an II, il arrête que Thérèse Daintoville, demeurant rue Traversière, n° 9, « sera conduite sur-le-champ au lieu de ses séances par le gendarme Lamy... » (3). (Le « bon à payer » porte que les frais de transport s'élevèrent à 35 livres). Le 8 nivôse an III, il arrête que « Marthe Rachel Collombel, ex-religieuse, détenue à Rouen, sera transférée dans la maison de ses parents, où elle restera sous la surveillance et celle de la municipalité (4) ».

Les détentions à domicile furent nombreuses (5) et déterminèrent des abus. Ce sont des « considérations particulières

(1) Arch. nat. F⁷ 4407.

(2) Arch. nat. F⁷* 2203.

(3) Arch. nat. F⁷ 4407.

(4) Arch. nat. AFII* 277.

(5) On s'en rendra compte en consultant les registres de mises en liberté, par exemple, Arch. nat. AFII* 271.

de justice et d'humanité » qui avaient décidé le Comité de sûreté générale à instituer ce mode de détention ; il avait été spécifié que les frais de garde seraient payés par les détenus et non par l'État. Il y eut des mécontents, des récalcitrants ; ils furent cause de l'arrêté du Comité du 4 octobre an II, où il est dit : «... le plus sûr est d'incarcérer sur-le-champ tous les détenus qui sont à la garde des gendarmes, lorsqu'ils n'en payeront pas le salaire ». Établir une justice égale et sévère et « délivrer le Trésor de dépenses aussi ruineuses que déplacées », voilà le dessein du Comité. C'est le même dessein qui lui inspirera l'arrêté suivant du 2 fructidor an II (2) :

« Le Comité instruit que plusieurs comités révolutionnaires de la République ont cru, par mesure de sûreté générale, devoir faire retenir chez eux, par des gardes, des individus des deux sexes, qui ne paraissent pas assez coupables pour être mis dans une maison de détention,

« Considérant que ces gardiens à qui on accorde une rétribution exorbitante, surchargent considérablement les individus et ôtent des bras à la société,

« Arrête qu'à compter du jour de la publication du présent arrêté dans le Bulletin de la Convention nationale, tous les gardiens des individus mis seulement en arrestation chez eux, cesseront de suite leurs fonctions.

« Sont exceptés du présent arrêté, les gardiens de scellés et des individus mis provisoirement hors des maisons de détention, soit pour des affaires publiques ou particulières, ou pour cause de maladie et sous la condition d'être accompagnés de gardiens.

« Les comités révolutionnaires de la République, municipalités et autorités constituées sont chargés de tenir la main à l'exécution du présent arrêté.

(1) Arch. nat. AF II* 286.

(2) Arch. nat. AFII* 276. On trouve ce même arrêté dans : Bibl. nat. L3 37/3.

E. Lacoste, Dumont, Bernard, Legendre, Vadier, Louis (du Bas-Rhin) ».

II. — En dehors des transferts de détenus de prison à prison parisienne, il y eut fréquemment des transferts de la province à Paris. Ils se faisaient par étape, de brigade en brigade de gendarmerie. Le 24 nivôse an II, le Comité de sûreté générale arrête que le comité révolutionnaire de Dijon « fera *transmarcher* à Paris le citoyen François Rousset... (1) ». Six membres : M. Bayle, Louis (du Bas-Rhin), Elie Lacoste, Guffroy, Vadier et Jagot ont signé cet arrêté. A chaque arrêté de ce genre est joint également une lettre d'envoi signée de trois membres du Comité. Le 6 floréal an II, le Comité examine le mémoire des dépenses faites par le lieutenant de gendarmerie Mourain, qui a conduit des prisonniers de Nantes à Paris (2). Le 18 thermidor an II, le comité réclame à l'administration de police, les pièces relatives à 138 Nantais détenus à Paris (3). Par un arrêté du 28 floréal an III, le Comité ordonne que Joseph Le Bon, incarcéré à Meaux, sera transféré à Paris, maison Duplessis (4). Le 23 frimaire an III, l'agent-national du district d'Avignon écrit au Comité qu'il serait à désirer que plusieurs prisonniers robespierristes qui sont cause de troubles, fussent traduits à Paris (5). Le 14 nivôse an III, le Comité ordonne à l'agent-national du district de Rochefort, de faire transporter à la maison ci-devant Notre-Dame de Saintes, 366 prêtres condamnés à la déportation (6). Aux administrateurs du département de la Charente-Inférieure, il recommande de prendre, à ce sujet, les mesures « que l'hu-

(1) Arch. de la Côte-d'Or L IVⁿ 47 11.

(2) Arch. nat. AFII* 275.

(3) Arch. nat. AFII* 276.

(4) Arch. nat. AFII* 301. On trouve le même arrêté dans F7 4411.

(5) (Arch. nat. AFII* 300. (Voir lettre du Comité datée du 5 nivôse an III).

(6) Arch. nat. AFII* 300.

manité et la justice commandent ». Le 10 prairial an III, le Comité charge la Commission administrative de faire transférer dans une des maisons d'arrêt de Paris, le représentant du peuple Prieur (de la Marne) « détenu dans son appartement, rue Helvétius, n° 11, sous la surveillance de deux gendarmes (1) ».

Le 12 fructidor an III, la Convention décrète que tous les détenus en vertu d'ordres autres que ceux des officiers de police ordinaires, seront mis en jugement sans délai (2). Conformément à ce décret, le Comité de sûreté générale arrête, le 16 fructidor « que tous les citoyens détenus de son ordre et de celui de toute autre autorité que de celle des officiers de police dont il a ordonné le transfèrement à Cambrai, Orléans, et ailleurs par mesure de sûreté, autres néanmoins que les représentants du peuple et ceux qui, comme Pache, Bouchotte et autres, sont déjà mis en jugement, seront extraits sans délai des prisons où ils sont en ce moment, et conduits tous à Paris sous bonne et sûre garde, pour être déposés dans les diverses maisons d'arrêt de cette commune et mis ensuite en jugement... (3) ».

Lorsqu'un convoi de prisonniers était considérable, les gendarmes s'adjoignaient des citoyens civils. Le 15 ventôse an III, un commandant de gendarmerie, deux gendarmes et huit citoyens dont le tripier Belnet père, accompagnèrent dix-sept prisonniers de Dijon à Paris. On lit sur le mémoire : « Les détenus ont payé toutes leurs dépenses en route, jusqu'aux cadenas et aux cordes avec lesquels ils étaient attachés (4) ».

Plus rares furent, semble-t-il, les transferts de prisonniers de Paris dans les départements. En voici un exemple assez original : Le 27 floréal an III, le Comité apprend que le

(1) Arch. nat. AFII* 301.

(2) Voir *Procès-verbal* du 12 fructidor an III.

(3) Arch. nat. AFII* 287.

(4) Arch. de Côte-d'Or L IV^a 47 i 3.

nommé Bouglet vient de partir « à pied » pour être transféré dans les prisons de Nièvre. A l'instant même, la Commission des administrations civiles, police et tribunaux est chargée de prendre « les mesures les plus promptes et les plus efficaces pour que le particulier ne traverse point la commune de Caen et qu'il soit conduit à Nièvre par toute autre route (1) ».

Le 1^{er} thermidor an III, le Comité fait savoir à l'administration de police que la situation où se trouve le Midi, ne permet pas que les détenus y soient transférés (2).

Tous ces transferts de prisonniers, dont certains devaient durer des semaines, devinrent très onéreux et entraînèrent beaucoup d'abus. Le Comité de salut public s'en émut et le 18 floréal an II prit l'arrêté que voici (3) :

Art. 1^{er}. A l'avenir, les gendarmes qui seront chargés de conduire à Paris des contre-révolutionnaires ou autres gens suspects seront tenus de les déposer, aussitôt leur arrivée, dans les maisons désignées dans l'ordre dont ils seront porteurs.

Art. 2. Les autorités constituées, ou officiers supérieurs qui chargeront les gendarmes d'amener à Paris des personnes quelconques, seront tenus d'instruire la Commission de l'organisation des armées de terre du jour du départ et de celui qu'ils devront arriver à Paris.

Art. 3. Les gendarmes recevront, pour frais de route, 30 sols, par lieue, tant en venant qu'en retournant ; ils recevront à Paris l'étape pour un jour seulement, à moins qu'ils ne soient retenus par des ordres, dont ils seront obligés de justifier.

Art. 4. Les gendarmes envoyés à Paris, par les Comités de salut public et de sûreté générale, par les autorités constituées ou officiers supérieurs, recevront également 30 sols par lieue, et l'étape, pour un jour à Paris.

Art. 5. Les gendarmes employés à Paris, et qui seront envoyés par le Comité de salut public et de sûreté générale, près les corps constitués, ou en mission quelconque, recevront le même traite-

(1) Arch. nat. AFII* 301.

(2) Arch. nat. AFII* 301.

(3) Arch. de la Haute-Saône 69L⁵.

ment, en allant et venant, et l'étape, à l'endroit où ils seront envoyés, pour un jour seulement.

Art. 6. Conformément à la loi du 17 pluviôse, les communes ou districts qui nommeront des commissaires pour la translation des prisonniers, au lieu de les faire arriver de brigade en brigade, seront tenus de payer les frais de route.

Art. 7. Les voitures qui auront été fournies pour la conduite des prisonniers, seront remises par les gendarmes à la 7^{me} Commission, qui leur en donnera décharge ; la commission sera tenue de les faire reconduire à destination.

Signé au registre : Carnot, Robespierre, Couthon, Collot d'Herbois, Saint-Just, Billaud-Varenne, C. A. Prieur, R. Lindet.

La Commission de police administrative ne pouvait faire exécuter un transfert qu'elle n'y ait été autorisée par le Comité de sûreté générale. Cette formalité qui avait le gros inconvénient d'occasionner des retards, fut supprimée par l'arrêté du Comité du 9 vendémiaire (an III ou IV) (1).

III. — La *loi des suspects* du 17 septembre 1793 avait eu pour résultat de remplir les prisons de Paris, ainsi que celles de province. Les arrestations furent si nombreuses, à de certains moments, que quelques-unes des maisons d'arrêt de justice et de détention débordèrent. Le Comité de sûreté générale se trouva devant de grandes difficultés. En thermidor an II, les admissions deviennent difficiles parce que plusieurs prisons « sont remplies ». Le 8 du même mois il prie les administrateurs de police de lui indiquer quels sont les établissements qui peuvent encore recevoir des détenus (2). Cette pléthore de prévenus explique qu'il y ait eu un si grand nombre de gens tenus en arrestation dans leur propre domicile.

Le 30 prairial an II, le Comité, informé que le nombre des détenus croît sans cesse dans les maisons d'arrêt de Strasbourg,

(1) Arch. nat. AF II* 287. Le classement des arrêtés de ce registre étant alphabétique et non chronologique, la date est indéterminable.

(2) Arch. nat. AFII* 275.

décide leur évacuation, sans délai, sur celles des départements de l'intérieur (1).

Le 19 vendémiaire an III, il demande au Comité de salut public, le transfert dans la maison d'arrêt de Vincennes, d'une partie des femmes « amoncelées à la Salpêtrière, et dont le trop grand nombre, dit-il, y occasionne un engorgement qui révolte l'humanité (2) ».

Nous sommes au début de l'an III, peu à peu s'ouvrent les prisons ; un souffle d'humanité se fait sentir, les cœurs s'adoucissent. Avant thermidor, seule la sûreté des prisons semble préoccuper le Comité ; après thermidor il délègue souvent plusieurs de ses membres pour les visiter toutes « sans discontinuer » ; « y prendre l'état de tous les détenus et recevoir toutes déclarations et renseignements », afin d'arrêter des mesures d'hygiène et de « pourvoir à la réformation des abus (3) ».

La Commission des administrations civiles, police et tribunaux adressait régulièrement à la Convention l'état numératif des détenus dans les maisons d'arrêt, de justice et de détention. Un membre en faisait lecture au commencement de la séance, puis ces renseignements étaient transmis au Comité de sûreté générale (4). On sait que les concierges envoyaient également au Comité des feuilles journalières qui devinrent bi-décadaires à partir du 8-floréal an III.

On lit dans le *Bulletin des Prisons* reproduit dans le *Point du Jour* du 19 avril 1793 :

« Abbaye. — Il restait hier 42 prisonniers ; il en est sorti 1 ; mais il en est entré un autre ; par conséquent le nombre est le même ; il y a 20 militaires. En tout 62.

(1) Arch. nat. AFII* 275.

(2) Arch. nat. F7* 2206.

(3) Arrêtés des 30 thermidor, 3 fructidor et 18 fructidor an II (Arch. nat. AFII* 276) ; arrêté du 23 ventôse an III (AFII* 278)

(4) Voir par exemple, le *Procès-verbal* du 28 germinal an III.

Le 9 septembre 1793, dit le *Moniteur* (1), l'administration de la police adresse à la Convention l'état des prisonniers détenus dans les maisons d'arrêt de Paris. Le nombre est de : 1794.

On lit dans le numéro du 13 septembre : « Conciergerie : 249 prisonniers, y compris la veuve Capet (2) ; Grande Force : 38, dont 5 militaires ; Petite-Force, 143 ; Sainte-Pélagie, 131 ; Madelonnettes : 195 ; Abbaye : 92, dont 12 militaires et 5 otages ; Bicêtre : 851 ; Salpêtrière : 108 ; Chambres d'arrêt à la Mairie : 62 ; Luxembourg : 3. Total : 1877 ». Le *Moniteur* du 4 germinal an II, en porte 6511.

L'état des détenus du 11 germinal an II, lu à la Convention le 13, en accuse 6881 (3) ; le *Moniteur* du 28 germinal : 7541.

Voici maintenant quelques chiffres touchant la période postérieure au 9 thermidor. L'état des détenus au 26 ventôse an III en compte 2200 ; au 28 ventôse : 2211 ; au 4 germinal : 2266 ; au 10 germinal : 2313 ; au 27 germinal : 2366 ; au 18 floréal : 2152 (4).

La comparaison entre ceux-ci et ceux-là, est édifiante. Elle confirme nettement la distinction établie précédemment.

Mais on peut se faire une idée plus exacte de l'état des prisons, en examinant les nombreux états nominatifs qui étaient expédiés périodiquement au Comité de sûreté générale par les comités de surveillance, les agents-nationaux, les commissaires de police, etc. Maints détails y sont relatés : noms et prénoms, profession, domiciles, motifs d'arrestation,

(1) *Moniteur*, réimp. t. XVII, p. 608.

(2) Ce même jour, ajoute le *Moniteur*, l'administration de police annonce au Conseil général de la Commune de Paris « qu'en vertu de l'incorporation qui lui a été faite hier par le Comité de sûreté générale de la Convention, elle a retiré à la veuve Capet, enfermée à la Conciergerie, ses bagues et ses bijoux, parmi lesquels était une bague à talisman, que l'on soupçonne être empoisonnée, et dont elle ne s'est dé faite qu'avec bien de la peine ».

(3) Voir *procès-verbal* du 13 germinal an II.

(4) D'après le *Procès verbal*.

écrous, revenus etc. (1). C'est en parcourant ces documents et parallèlement les milliers d'arrêtés de mises en liberté, que l'on arrive à se représenter le vaste mouvement des prisons, ce va-et-vient de prévenus et de condamnés dont beaucoup étaient voués à la mort.

IV. — Une telle surabondance de prisonniers rendait fort malaisée la tâche des gardiens. Par contre, les évasions devinrent si aisées et si nombreuses que le Comité de sûreté générale dut prendre des mesures préventives et répressives rigoureuses.

Dès le 2 brumaire an II, il rendit l'administration de la police de Paris responsable des évasions (2).

Le 16 floréal, il fit saisir « toutes les sommes en numéraires, les armes et munitions de poudre et plomb, les instruments et les outils meurtriers » qui trainaient imprudemment dans les prisons.

Le 11 prairial an II, il avertit l'administration de police que « dans la nuit du 6 au 7 prairial, il s'est fait entendre des bruits sourds qui semblaient partir de la maison de la Force (3). Le 25, il l'instruit que des malveillants ont introduit dans ladite maison d'arrêt « quantité de petites limes dont les détenus ont projet de se servir pour s'évader (4) ».

Le 11 messidor an II, le Comité ayant appris qu'un mur du cabanon de la prison de Bicêtre a été percé en vue d'une évasion, prie la Commission de police de s'entendre à ce sujet, avec la Commission des travaux publics (5). Quelques mois plus tard, le 4 floréal an III, une évasion se réalise.

(1) On trouve, par exemple : *Tableau des individus reclus dans les maisons d'arrêt de la commune de Luxeuil et l'état de leurs revenus*. (Arch. de la Haute-Saône, 69 L⁸.)

(2) Arch. nat. AFII* 286.

(3) Arch. nat. AFII* 275.

(4) Arch. nat. AFII* 275.

(5) Arch. nat. F⁷ * 2205.

Avisé, le Comité arrête le lendemain : « 1^o que le Comité militaire est invité d'augmenter les piquets de gendarmerie à pied et à cheval qui servent à la garde habituelle de la maison de Bicêtre ; 2^o d'y faire placer une ou deux pièces de canons avec les hommes nécessaires pour leur service ; 3^o de prendre toutes les mesures qu'il croira nécessaires pour le maintien de l'ordre et de la tranquillité, tant dans l'intérieur que dans l'extérieur et de donner en conséquence tous ordres et consignes nécessaires, jusqu'au départ de 300 individus qui ont été condamnés à la peine des fers et dont le transfèrement est ordonné (1).

On lit dans un rapport de police du 17 thermidor an II (2) : « A la maison des Petits-Pères, les prisonniers avaient pratiqué un trou dessous le parquet, par lequel ils auraient entrés dans une cave, d'où ils auraient pu se sauver à l'aise. On a trouvé, dans ce trou, des cordes qui devaient servir à leur évasion ».

« Les détenus de Lazare ont sommé le concierge de leur procurer du vin, de l'eau-de-vie, des liqueurs, de leur donner des commissionnaires dans l'intérieur de la maison, et ils menacent de l'égorger s'il ne fait pas droit à leur demande.

« Les signaux recommencent de nouveau au pourtour des maisons d'arrêt des Carmes et rue de Vaugirard et caserne

(1) Arch. nat. AFII* 278.

(2) AULARD, *Paris pendant la réaction thermidorienne*, t. I, p. 16.
 « A ce rapport est joint le brouillon d'une lettre de la Commission nationale des administrations civiles, police et tribunaux où on demande aux administrateurs s'ils ont pris des mesures convenables, pour la sûreté des maisons d'arrêt dont ils parlent et s'ils ont fait part de ces faits au Comité de sûreté générale. Ils y répondirent le 18 thermidor par la lettre suivante : « Citoyens, nous vous informons que, d'après les mesures que nous avons prises, l'ordre et le calme ont été rétablis dans les différentes maisons d'arrêt indiquées dans notre rapport d'hier, dont nous avons adressé copie au Comité de sûreté générale et au Comité de salut public ; que nous faisons surveiller les maisons d'arrêt avec le plus grand soin, afin d'empêcher toute intelligence de la part des détenus avec les personnes qui pourraient rôder au-dehors pour faire des signaux. La partie des maisons d'arrêt est l'un des objets qui fixera toujours notre sollicitude et nous ne négligerons aucun des moyens qui sont en notre pouvoir, pour y maintenir la tranquillité... »

rue de Sèvres. Les détenus sont quelquefois montés sur les croisées et font des signaux ».

Le 11 prairial an III, le Comité prévient la Commission de police administrative que le représentant Prieur (de la Marne) s'est évadé « par la négligence de ses gardes (1) ». On sait qu'en vertu d'un arrêté du Comité de sûreté générale du 2 prairial, Prieur devait rester « dans sa maison en état d'arrestation... jusqu'à nouvel ordre, sous la garde de deux gendarmes ». C'est précisément le 10 prairial, le jour où son transfert avait été ordonné, que Prieur « attachant son écharpe à la fenêtre de son logement, se laissa glisser dans la rue et disparut (2) ».

Le 13 prairial an III, le Comité de sûreté générale signale l'évasion de trois prisonniers des *Madelonnettes*, au procureur syndic du département du Calvados, ainsi qu'à l'accusateur public près le tribunal criminel dudit département. Le 16 prairial, il en avise aussi l'agent-national de la commune de Rouen ; le 11 messidor, des instructions sont encore adressées à ce sujet, à l'agent-national de Lyon, et à celui des Bouches-du-Rhône (3). Ces détenus s'étaient évadés à l'aide d'une fausse mise en liberté.

En province, c'était comme à Paris, peut-être pis. Dans les archives de la Haute-Saône, par exemple, on trouve de nombreux cas d'évasions (4). On y voit que le signalement des évadés était mis non seulement à la connaissance des autorités constituées, mais aussi à celle de « tous les bons citoyens », qui pouvaient faciliter les recherches de la police.

Le 24 nivôse an II, l'accusateur public près le tribunal criminel du département de la Haute-Vienne, demande copie au Comité de sûreté générale, de l'interrogatoire subi par le

(1) Arch. nat. AFII* 301.

(2) Voir *Dictionnaire des Conventionnels*.

(3) Arch. nat. AFII* 301.

(4) Voir Archives de la Haute-Saône 69 L 9-7.

nommé Robert, « qui s'est évadé de la maison d'arrêt de Limoges, grâce à la connivence du concierge (1) ».

Le 6 pluviôse an III, la Commission des administrations civiles, police et tribunaux recommande aux administrateurs du district de Jussey (Haute-Saône) « d'avoir l'œil à ce que les prisons soient dans un état convenable ; d'exiger des concierges une surveillance propre à déjouer tous les efforts des détenus, pour prévenir les évasions multipliées... (2) ». La Commission ajoute que ces évasions proviennent non seulement de la négligence des concierges, mais encore de l'insouciance des autorités constituées chargées de la police immédiate des prisons.

Le 24 floréal an III, le Comité de salut public informe celui de sûreté générale que soixante prisonniers se sont échappés de la citadelle d'Arras (3). Le Comité de sûreté générale répond, le même jour, qu'en ayant été instruit, « par voie indirecte », il a averti les départements voisins (4).

V. — Il était inévitable que les prisons ainsi remplies, ne devinssent malsaines et propices à toutes sortes de maladies. Dans la séance de la Convention du 28 janvier 1793, Delbret demande que le Comité de sûreté générale visite les prisons de Paris et qu'il en rende compte à la Convention. « Il m'a été rapporté, dit-il, que les prisonniers sont entassés les uns sur les autres ; ils sont sans paille ; ils respirent un air infecté et ne peuvent se coucher (5) ». Mais gardons-nous de prendre à la lettre les déclarations de ce député, parce que ses paroles couvraient en réalité, une manœuvre politique girondine

(1) TUETÉY. *Répertoire général des sources manuscrites de l'histoire de Paris*, t. V, n° 789.

(2) Arch. de la Haute-Saône 60 L 11, folio 177.

(3) Arch. nat. F⁷ 4411.

(4) Arch. nat. AFII* 301.

(5) *Moniteur*, réimp. t. XV, p. 300.

dont nous nous souvenons que Buzot était le principal animateur (1).

Le 2 nivôse an II, le Comité de sûreté générale arrête que les administrateurs du département de police sont autorisés à faire exécuter les translations dans les maisons de santé des citoyens détenus, en vertu de la loi, dans les diverses maisons d'arrêt, et dont l'état de maladie peut avoir des influences dangereuses (2).

Le 5 pluviôse an II, la Convention, après avoir entendu son Comité de sûreté générale, décrète que le ministre de l'Intérieur fera préparer, dans trois jours, pour tout délai, une partie de la maison dite Épiscopale de Paris « pour en former une infirmerie provisoire uniquement destinée aux prisonniers de la Conciergerie (3) ». Les maisons de Belhomme et de Desnot étaient des maisons de santé. Le 11 nivôse an III, le Comité ordonne le transfert de tous les détenus malades de la maison de Desnot dans celle de Belhomme. Mais le 15 nivôse il surseoit à l'exécution de son arrêté et décide « que ces deux maisons subsisteront dans l'état où elles sont, jusqu'à ce que les individus qu'elles contiennent puissent être réunis dans les infirmeries que la Commission des administrations civiles, police et tribunaux, fait préparer dans la maison d'arrêt de Port-Libre (4) ».

Le 21 vendémiaire an IV, le Comité demande aux administrateurs de l'Hospice de Santé, ci-devant Hôtel-Dieu, s'il est d'usage que les aliénés y soient hospitalisés (5).

On ne peut pas dire que le Comité, même en pleine Terreur, ait marqué une complète indifférence à l'égard des prisonniers malades. Mais ces quelques documents, s'ils ne donnent pas

(1) Voir plus haut, p. 36.

(2) Arch. nat. AFII* 289.

(3) *Procès-verbal* du 5 pluviôse an II.

(4) Arch. nat. AFII* 277.

(5) Arch. nat. AFII* 301.

l'impression que les malades aient été abandonnés à eux-mêmes, qu'on les ait laissé mourir sans soins, ne suffisent pas non plus à nous convaincre qu'ils aient été soignés toujours avec humanité. « Le nombre des malades s'augmentait journellement, ces malheureux périssaient sans être soignés, sans être secourus ; on ne l'essayait même pas. Les gardiens les jetaient dans une salle basse, plaçant près de ces moribonds une cruche d'eau froide : la nature en disposait... (1) ». Voilà ce que conte une prisonnière de la noblesse, M^{me} la Comtesse de Girardin, grande admiratrice de Rousseau, dame sensible, qui s'est peut-être laissée aller à quelque exagération.

Maintenant une question se pose : lorsqu'un prisonnier venait à mourir, quelles étaient les formalités requises ? D'ordinaire, on mandait le commissaire civil, qui constatait le décès et l'officier de santé, qui dressait un procès-verbal(2). M^{me} de Girardin dit que, quand Catherine Théot fut morte, « les geôliers la portèrent avec égard dans une salle basse, la placèrent sur une espèce de lit de parade, allumèrent autour d'elle un grand nombre de bougies, la veillèrent en commun, attendant ainsi une résurrection qu'elle avait annoncée mais qui n'arriva pas ».

Le décès d'un député n'entraînait nulle formalité extraordinaire. Ainsi le 29 prairial an III, comme il s'agissait de faire donner la sépulture à plusieurs députés, le Comité chargea la Commission militaire de donner des ordres « pour que cette cérémonie s'accomplisse dans les formes ordinaires (3) ».

VI. — On sait que la mort de Louis XVII a fait couler beaucoup d'encre. Longtemps on a disputé s'il était réellement

(1) *Les prisons en 1793*.

(2) Voir Arch. nat. AFII* 301, lettre du Comité, du 29 prairial an III.

(3) Arch. nat. AFII* 301.

décédé dans la prison du Temple. Aujourd'hui il semble bien que la lumière soit faite sur ce point d'histoire (1). Voici néanmoins plusieurs pièces d'archives qui, si elles ne sont pas inédites, auront au moins l'avantage de faire ressortir le rôle du Comité de sûreté générale à propos de cette mort.

Le 17 floréal an III, le Comité, « instruit par les rapports des gardiens de l'enfant Capet, qu'il éprouve une indisposition et des infirmités qui paraissent prendre un caractère grave, arrête que le premier officier de santé de l'hospice, d'humanité se transportera auprès du malade pour le visiter et lui administrer les remèdes nécessaires ; il ne pourra faire sa visite qu'en présence de ses gardiens. Signé : Pémartin, Auguis, Mathieu, Monmayou, Kervélégan, Guyomar, Sevestre, Perrin et Calès ». Ce seul document n'incline-t-il pas à penser et à croire comme Louis Blanc qui dit : « Qu'il y ait eu parti de le torturer, de le faire mourir à petit feu et que des hommes dont la forte main ébranlait la terre jusqu'en ses fondements, aient été les auteurs d'une lâche et infernale conspiration contre la vie d'une faible créature sans défense, c'est là une de ces fables atroces dont ceux qui l'inventèrent auraient dû s'étudier au moins à mieux couvrir l'invéraisemblance. Citons un exemple entre mille. On a raconté, à propos de la visite de Drouet au Temple (3), qu'entre Simon et les

(1) Voir D^r CABANÈS, *Légendes et curiosités de l'Histoire* (5^{me} série).

(2) Arch. nat. AFin* 278.

(3) *Histoire de la Révolution française*, t. IX, p.383. Drouet avait été chargé avec Maure, Dumont et Chabot, dit Louis Blanc, de constater la présence des détenus au Temple. Car le bruit avait couru que le jeune prisonnier « avait été vu sur le boulevard ». Drouet disait dans son rapport : « Nous sommes montés à l'appartement des femmes et nous y avons trouvé Marie-Antoinette, sa fille et sa sœur jouissant d'une parfaite santé. On se plaît à répandre chez les nations étrangères qu'elles sont maltraitées, et, de leur aveu, fait en présence des commissaires de la Commune, rien ne manque à leur commodité » Drouet, Maure, Dumont et Chabot avaient d'abord visité le fils de Louis XVI. Au moment où ils entrèrent, « il jouait tranquillement aux dames avec son mentor » (Rapport de Drouet, *Moniteur*, du 9 juillet 1793).

commissaires de l'Assemblée, le dialogue suivant s'engagea : « Citoyen, que décidez-vous à l'égard du louveteau ? Veut-on le déporter ? — Non ! — Le tuer ? — Non ! — L'empoisonner ? — Non ! — Mais quoi donc ? — S'en défaire ! » Or, sur quelle autorité repose cette accusation monstrueuse ? Sur l'autorité d'un témoignage qui, vérification faite, se trouve... ne pas exister ! »

Le 21 prairial an III, un membre du Comité de sûreté générale vient faire un rapport à la Convention sur la mort du fils de Louis Capet. L'Assemblée décide que ce rapport sera inséré au Bulletin, et que toutes les pièces seront déposées aux Archives (1).

Le même jour, le Comité arrête « que les représentants Kervélégan et Bergoeing, deux de ses membres, se transporteront à l'instant au Temple, pour s'assurer de l'exécution des différents arrêtés pris par le Comité concernant Capet fils et rendre compte au Comité des résultats de leur vérification. Délibéré par les membres du Comité de sûreté générale, en séance, à dix heures du soir (2) ». On aimerait à connaître ces « différents arrêtés ».

Enfin le 22 prairial, le Comité de sûreté générale arrête « que le comité civil de la section du Temple, se concertera avec les commissaires de garde au Temple, pour faire donner la sépulture au fils de Louis Capet, dans le lieu suivant les formés ordinaires, en présence du nombre de témoins déterminés par la loi, et encore de deux membres du comité civil de ladite section du Temple. Signé : Boudin, Pémartin, Courtois, Ysabeau, Pierret, Rovère, Gauthier, Bergoeing, Guyomar, Sevestre, Genevois ».

On lit à la suite : « Copie de reçu du commissaire de la Tour. Reçu du citoyen Chevrillon, huissier du Comité de sûreté

(1) *Procès-verbal* du 21 prairial an III.

(2) Arch. nat. AFR* 278.

générale de la Convention nationale, copie d'un arrêté dudit Comité, adressé au commissaire de la Tour du Temple, ce 22 prairial an III de la République une et indivisible, à 4 h. 1/2. Ledit arrêté concernant l'inhumation du fils de Capet.

« Copie du reçu du commissaire civil de la section. Reçu du citoyen Chevrillon, huissier du Comité de sûreté générale, un arrêté dudit Comité en date du 22 prairial an III, concernant la sépulture du fils de Louis Capet, remise à 4 h. 3/4. Fait au Comité le 22 prairial, de l'an III de la République française. Signé : Lebepe, commissaire (1) ».

Quelques jours plus tard, le 28 prairial, on pouvait lire dans le *Journal de Perlet* : « On assure que la fille de Louis Capet détenue encore au Temple, et qui survit au reste de sa famille, y est malade. Que ce bruit soit vrai ou faux, la position de cette jeune orpheline ne peut manquer d'exciter l'intérêt des amis de l'humanité... Dès que son frère est mort, la raison d'État a cessé de parler... Nulle illusion ne repose sur la tête d'une fille... Nous n'avons pas à craindre de voir ressusciter autour d'elle le fantôme de la royauté à jamais détruite parmi nous... Il serait indigne de nous de vouloir la garder pour otage. Nos otages, ce sont nos victoires, ce sont nos quatorze armées. Nous n'en avons pas besoin d'autres. Que la fille du dernier de nos rois aille chercher des consolations au sein de sa famille... On ne serait plus obligé d'entretenir à grands frais autour du Temple une garde nombreuse et fatigante pour les citoyens de Paris... » Or, on verra que cette garde sera supprimée par l'arrêté du Comité de sûreté générale du 3 messidor suivant.

(1) Arch. nat. AFII* 278.

Un livre royaliste intitulé : *Le règne de la Terreur dévoilé*. (Bibl. nat. Lb 41 2125), reproduit le « procès-verbal de l'ouverture du corps du fils du défunt Louis Capet, dressé à la Tour du peuple, onze heures du matin, ce 21 prairial ». Il parle également du départ de Marie-Charlotte pour l'Autriche.

CHAPITRE III

LA VIE DES PRISONNIERS

I. Réflexions. Arrêté du 5 fructidor an II. Détention provisoire. Examen de dossiers. — **II. Détenus au secret.** Libertés laissées aux détenus. L'intérieur des prisons. Excès. Inégalités. — **III. Visites aux détenus ; décret du 19 octobre 1793, message de protestation de la section de l'Indivisibilité.** Arrêtés des 2 brumaire an II et du 20 germinal an III. — **IV. Représentants du peuple en arrestation dans leur propre domicile.** Décrets du 8 et du 10 prairial an III. Arrêté du 3 nivôse an III. Représentants détenus dans des maisons d'arrêt. Questionnaire. Leur correspondance est sévèrement contrôlée. Décès de députés détenus. — **V. Le Comité et les enfants de Louis Capet.**

I. — La vie des prisonniers, leurs occupations, leurs souffrances, ont été l'objet de maints mémoires, maints récits, maintes anecdotes, qui sont plus ou moins véridiques. Certains de ces documents trahissent des rancunes, des jalousies, des colères personnelles, ou un mépris préconçu pour la Révolution, qui leur ôtent une bonne part de leur valeur historique. Qui a lu, par exemple, les mémoires de Sénar, a senti quelle haine s'était allumée dans le cœur de ce mauvais employé. M. Hamel dans son *Histoire de Robespierre*, l'a jugé sévèrement. Qu'un mémorialiste qui a été détenu, ait été réellement coupable ? Il est bien rare qu'il dise du bien de ses juges. Qu'il ait été innocent ? Alors il n'aura pas assez de voix pour exprimer sa colère et couvrir d'anathèmes ses bourreaux.

Ce qui est certain, c'est que la violence et les passions voilèrent tellement la vérité, en cet endroit, comme en tant d'autres, qu'il est bien difficile aujourd'hui de la découvrir.

Je vais essayer cependant de faire pénétrer quelques rayons de lumière dans l'intérieur des maisons d'arrêt et de détention, au moyen de quelques pièces d'archives inédites et de fragments d'ouvrages connus.

Le 5 fructidor an II, le Comité arrêta que le règlement suivant serait appliqué dans les maisons de la Conciergerie, de l'Égalité et de l'Hospice : 1^o « Les citoyens conduits dans les dites maisons d'arrêt ou de justice seront visités et il ne leur sera point laissé d'armes ni autres instruments ; 2^o On leur retirera également les sommes dont ils seront nantis ; elles seront déposées au greffe, et il leur en sera délivré *cinquante livres* par décade ; après le jugement, il sera fait décompte des sommes perçues par ces citoyens, le résidu leur en sera remis, s'ils sont mis en liberté, et en cas de confiscation prononcée, il en sera fait compte à la République ; 3^o Il est expressément défendu aux concierges et autres employés dans les maisons d'arrêt de mettre à contribution les détenus soit pendant leur séjour, soit à leur sortie ; en cas de contravention, ils seront destitués et dénoncés même aux tribunaux (1) ».

Ce devait être, à peu de chose près, le même régime qui était en vigueur dans les autres prisons. Ajoutons que certains prévenus se voyaient, sitôt emprisonnés, dessaisis de leurs effets. On dressait un procès-verbal de saisie et les effets n'étaient restitués qu'aux détenus mis en liberté. Ainsi, le 23 thermidor an III, le citoyen Vermondaus réclame les siens au Comité qui renvoie sa demande à la Commission de police (2).

(1) Arch. nat. AFII* 276.

(2) Arch. nat. F⁷ * 2207.

Il importe de remarquer que beaucoup de citoyens n'étaient détenus que provisoirement. Ce sont surtout les comités révolutionnaires des départements qui pratiquèrent ce mode de détention. Le 15 pluviôse an III, le comité du district de Chalon-sur-Saône écrit au Comité : « Citoyens, nous vous donnons avis que nous avons été obligés de prendre des mesures de sûreté contre les citoyens ci-après nommés, prévenus d'avoir souffert chez eux des rassemblements fanatiques, dans différentes communes du canton de Buxy, et d'y avoir coopéré. Nous les avons mis en état d'arrestation correctionnellement et provisoirement en attendant votre décision.

« Nous avons cru devoir limiter le temps de leur détention provisoire, parce que ces citoyens sont utiles aux travaux de la campagne, et qu'une détention momentanée nous a paru suffisante pour déraciner le fanatisme dans ce canton.

« Depuis ces mesures sévères, que nous avons été obligés de prendre, nous apprenons, par les comptes décadaires des agents-nationaux, que les rassemblements fanatiques sont plus rares et moins nombreux (1) ».

Quels étaient les motifs et la durée de ces arrestations ? L'état qui accompagne la lettre nous renseigne :

Philippe Gourlat, propriétaire, « pour avoir souffert chez lui un rassemblement fanatique où on a chanté les vêpres et la messe », fut condamné à une « détention provisoire de huit jours » ; Antoine Pigneret, vigneron « ayant refusé de prêter le serment de dire la vérité ; de ce requis convaincu d'avoir souffert chez lui un rassemblement fanatique », fut condamné à dix jours de détention, etc., etc...

Le 24 pluviôse an III, le Comité prie le représentant du peuple près le département de Saône-et-Loire, de prendre des instructions convenables à l'égard des arrestations provisoires. « Votre sévérité, dit-il, ne doit frapper que les agitateurs et les malveillants (2) ».

(1) Arch. nat. F⁷ 4411. — (2) Arch. nat. F⁷ 4411.

Ce sont surtout, semble-t-il, les menaces, même les menaces en l'air, des contre-révolutionnaires, qui furent la cause de ces arrestations provisoires qui eurent pour résultat d'exciter les haines et les vengeances. Mais les circonstances commandaient-elles de telles sévérités ? On ne le pense pas.

Tous les comités de surveillance ou révolutionnaires de la République étaient tenus de donner aux détenus, ou à leurs parents et amis, copie des motifs de leur arrestation. De même les motifs des mandats d'arrêt décernés par les représentants du peuple et par les Comités de salut public et de sûreté générale, seront également communiqués aux détenus ou à leurs parents et amis (1).

Le Comité insistait pour que les comités civils et révolutionnaires lui fissent parvenir régulièrement les motifs de leurs arrestations. Que de lettres à ce sujet, et que de motifs insignifiants ! Les dossiers des détenus sont lourds de calomnies de dénonciations grossières et d'injustices (2). Jetons un coup d'œil, par exemple, sur celui du citoyen Egasse. Ex-secrétaire principal du Comité de sûreté générale, et prévenu de complicité dans une commission de faux assignats, il écrit à Legendre : « Je prie le Comité de vouloir bien m'entendre, et les anciens membres de se rappeler de mes services, de mes peines et de mon travail dans l'organisation de ses bureaux... Je gémis sous l'oppression de la calomnie la plus injuste (3) ». Le 17 messidor an II, le Tribunal criminel du département de Paris acquitte Egasse. Le 29 fructidor an II, le Comité « vu cet acquittement et attendu qu'il n'a aucun reproche à lui faire sur sa conduite pendant le temps qu'il a été occupé dans ses bureaux, arrête que ledit citoyen est définitivement mis en liberté ». Enfin, le 27 fructidor, Egasse

(1) Voir *Procès-verbal* du 18 thermidor an II.

(2) Voir, par exemple, Arch. nat. F⁷ 4700.

(3) Arch. nat. F⁷ 4700.

est réintégré dans sa place. N'apparaît-il pas clairement que ce citoyen avait été la victime de calomnies ?

II. — Il est certain que, dans les prisons, beaucoup de bons citoyens et de mauvais se coudoyaient, et que la vertu et le vice y étaient voisins. Parmi les détenus, il y en avait qui étaient au secret. Le Comité de sûreté générale ne s'en désintéressait pas. Le 12 floréal an II, il invite l'administration de police à donner l'ordre au concierge de Sainte-Pélagie « de préparer trente-deux chambres, pour y détenir pareil nombre d'individus au secret (1) ». On raconte que les patriotes détenus au secret à *Sainte-Pélagie*, formaient entre eux une espèce de club qu'ils ouvraient à huit heures du soir. D'un bout du corridor à l'autre, ils correspondaient en criant un peu haut. Tout nouveau détenu était candidat au club. Pour y être admis, il fallait qu'il ne fût ni faux témoin ni fabricant de faux-assignats. Une fois qu'il avait déclaré au président de la société son nom, sa qualité, sa demeure et un motif d'arrestation politique, le président lui envoyait l'accolade fraternelle à travers le mur.

Le 29 thermidor an II, informé que divers détenus dans les maisons d'arrêt de Paris, y sont au secret, il arrête que « le citoyen Voulland, l'un de ses membres, se rendra dans toutes les maisons de détention, y prendre connaissance de tous les incarcérés détenus au secret, et les fera jouir de la même liberté que tous les autres individus » (2). Le 12 frimaire an III, le Comité écrit au concierge de la maison Égalité qu'il n'y a aucun inconvénient à ce que les détenus au secret, après avoir été interrogés, puissent communiquer, par écrit avec leurs parents et amis, relativement à leurs affaires parti-

(1) Arch. nat. AFI^r* 275.

(2) Arch. nat. AFI^r* 276.

culières, « pourvu que leurs lettres ou billets fussent examinés (1) ».

De quelle liberté jouissaient donc les détenus ordinaires, quels droits la loi leur accordait-elle ?

Selon l'article 7 de la loi des suspects, les détenus pouvaient faire transporter dans leurs prisons, les meubles qui leur étaient d'une absolue nécessité. Le Comité de sûreté générale permettait à certains artisans détenus d'exercer leur métier. Ainsi, le 13 thermidor an III, le Comité fait droit à la réclamation des cordonniers de la maison des Quatre-Nations. Ils se placeront, dit-il « dans un corridor séparé où ils pourront travailler tranquillement (2) ».

Le Comité laissait aux prisonniers le droit de lire des journaux. Le 25 floréal an II, il écrit au concierge de la maison de *Lazare* « Tu demandes si l'entrée des journaux peut-être permise ; nous t'observons que le sort des détenus est assez malheureux, pour ne pas leur ôter cette unique consolation et que les derniers tyrans seuls pouvaient leur dérober la connaissance des lois et des opérations de la Convention (3) ».

Ce serait une erreur de s'imaginer qu'une tristesse sombre régnait continuellement dans l'intérieur des prisons. Souvent une gaité bruyante, les rires et l'ironie, s'unissaient aux larmes des prisonniers brisés par de grands chagrins. « Les prisons ! disent Ed. et J. de Goncourt, quel animé petit tableau ! quel coin intime ! quelle confession des instincts, des caractères, des courages ! Que de gens mêlés, — amitiés d'un jour ! que de cœurs hâtés de vivre ! que de femmes debout devant la mort ! Et que de sourires entre deux larmes, et que de gaité nerveuse ! que de joies prises en courant ! Du Luxembourg, de Port-Libre, des Carmes, des Bénédictins anglais de Saint-Lazare, des Anglaises du faubourg Saint-

(1) Arch. nat. F⁷ * 2206.

(2) Arch. nat. F⁷ * 2207.

(3) Arch. nat. F⁷ * 2205.

Antoine, ne montent chaque soir que chansons, pots-pourris, *Voyages à Provins*, fredonnés par des Nicolas Montjourdain qui composent la moitié d'une romance avant leur condamnation et l'autre, au sortir du tribunal sur l'air : *C'est aujourd'hui mon jour de barbe !* D'où s'échappe ce quatuor de Pleyel ? Des Madelonettes ; — cet air de viole ? de Port-Libre ; — Qui chante, aux répons de tous les verres :

Trinquiez, retringuez encore,
Et les verres bien unis,
Chantez d'une voix sonore
Le destin de vos amis !
Nos reconnaissantes ombres,
Planant au milieu de vous,
Remplirent ces voûtes sombres
De frémissements bien doux ?

Un condamné ».

Il est vrai, la loi ni le Comité de sûreté générale n'avaient interdit les divertissements, mais les avait réglementés. Le 11 ventôse an III, le Comité de sûreté générale écrit au commandant du Château de Ham : « Citoyen, le Comité apprend avec étonnement que les détenus jouent publiquement la comédie ; il vous invite à ne point permettre que ces détenus s'écartent de ce que prescrit la loi ». Des étrangers et des habitants de la commune, attirés par le spectacle, entraient au château et causaient du désordre. « Nous sommes éloignés, ajoute le Comité, de nous opposer à ce que les prisonniers prennent entre eux tous les genres de récréation que la loi ne défend pas ; mais les habitants et autres citoyens ne peuvent y participer et y être admis (2) ».

Le 25 floréal an II, le concierge de la maison de Lazare, prévient le Comité que les détenus « ont la dangereuse facilité

(1) Voir *La Société française pendant la Révolution*, p. 317 et suiv.

(2) Arch. nat. F7* 2208.

de communiquer au dehors ». — « Il a été donné des ordres, répond le Comité, c'est à toi de veiller à leur exécution (1) ».

Malheureusement les mauvais citoyens se livraient à des excès de toute espèce, dans les prisons. Le 28 prairial an II, le Comité de sûreté générale informe l'administration de police qu'il se commet, dans la prison de la Force, « avec toute l'impudence possible, le crime de pédérastie (2) ». Les malveillants abusaient des libertés qu'ils avaient et ils en perdirent quelques-unes. Comme la lecture des journaux leur était souvent une occasion et un prétexte pour s'agiter, le Comité de sûreté générale arrêta le 16 thermidor an II, « qu'aucune feuille publique » n'entrerait plus dans les maisons d'arrêt (3).

« Où trouver dans l'histoire des peuples, continuent M.M. de Goncourt, de pareils et de si poignants contrastes, tant de douleurs, d'héroïsmes, d'insouciances, de désespoirs, un achèvement au supplice si varié, un régime de prisons si divers, des compagnonnages si étranges, des fortunes, des misères, des ironies, des fatalités, des agonies, tant de comédies, dans une si grande, si terrible, une si épouvantable tragédie ? »

Il régnait entre les détenus une inégalité criante qui éclate dans une pétition rédigée le 25 juillet 1793, par la section de Bon-Conseil. Il est étonnant, dit-elle « que l'on souffre dans les prisons de Paris, des privilèges pour certains prisonniers en leur accordant des aisances que le malheureux a peine à trouver dans son triste réduit avec sa famille... Il insulte aux droits de l'homme que des prévenus de trahison soient retenus chez eux, sur une simple garde, tandis qu'un malheureux qui aura, par vivacité, provoqué une rixe, sera jeté sur le fumier, dans une prison obscure (4) ».

(1) Arch. nat. F⁷*2205.

(2) Arch. nat. AF¹¹* 275.

(3) Arch. nat. AF¹¹* 275.

(4) Voir Bibl. nat. Lb. 41 1730. Cette pétition devait être présentée à la Convention nationale, après avoir été communiquée aux 47 sections.

M^{me} la comtesse de Girardin peint en traits saisissants l'existence et le régime des détenus si plein d'inégalités. « Les prisonniers pauvres, écrit-elle, manquaient de tout, couchaient sur un amas de paille pourrie, souvent sur le parquet, huit ou dix pêle-mêle dans des casemates dont les croisées ne s'ouvraient pas. Les riches réglèrent leur petit ménage, distribuèrent leur temps, leurs occupations, sortirent peu à peu de leur gîte ; des visites furent rendues, reçues, exigées régulièrement. On joua aux barres, aux cartes, au ballon, aux échecs ; on dina en pique-nique, on prit du thé, on fit de la musique ; enfin les mœurs, les habitudes, les usages, les exigences, les ridicules de la haute société se montrèrent ouvertement. Les toilettes furent recherchées. On vit même flotter sur certaines têtes, des fleurs, des plumes, des rubans ; les toupets frisés, bouclés, poudrés à blanc, parurent au grand jour... (1) ».

De là, on peut tirer que les chemises que le Comité avait commandées le 1^{er} nivôse, pour la maison des *Ortès*, étaient destinées à des sans-culottes...

Pourtant, le 13 thermidor an III il invite la Commission de police « à veiller à ce que les citoyens privés des avantages de la liberté ne le soient pas au moins de ceux de l'égalité ». Il voulait que l'on ne manquât pas d'égards envers ceux « qui n'ont pas le moyen de payer » (2).

III. — Le Comité fut attentif à réglementer le droit de visite aux détenus qui entraînait trop d'abus. Il voulait « allier le principe d'une forte justice avec les lois de l'humanité ». Le 9 septembre an II, il enjoint aux concierges des différentes maisons de détention parisiennes « de laisser entrer toute personne qui se présenterait avec un

(1) Voir *Les prisons en 1793*, p. 33 et suiv.

(2) Arch. nat. F⁷* 2207.

permis du Comité (1) ». Seulement chacune ne pouvait rester qu'une demi-heure et il était interdit de laisser entrer plus de dix personnes à la fois.

Dans la séance de la Convention du 19 octobre 1793, un membre, au nom du Comité de sûreté générale, dit : « Les prisons, vous le savez, se remplissent chaque jour, de personnes suspectes ; elles ne sont pas plus tôt en détention qu'elles demandent à communiquer avec leurs amis et leurs parents ». Et il est décrété que le Comité de sûreté générale, les comités de surveillance et toutes les autorités constituées « ne pourront délivrer aucune permission de voir les personnes détenues, lesquelles, pendant tout le temps que durera leur détention, auront seulement la faculté de correspondre, par écrit, pour la direction de leurs affaires domestiques et pourvoir à leurs besoins dans le lieu de leur détention ». En outre, que « toutes les permissions accordées jusqu'à ce jour, sont révoquées », et que les concierges ne laisseront communiquer les détenus qu'avec les membres du Comité de sûreté générale, « lorsqu'ils se présenteront, munis d'un arrêté du Comité, et au nombre de deux, pour prendre des interrogatoires ou autres éclaircissements (2) ».

Voici ce que disait, dans un message de protestation à la Convention, la section de l'*Indivisibilité* : « Représentants, du haut de cette Montagne, où siège la vertu, jetez un regard pénétrant, vous verrez ce concours prodigieux d'esclaves affidés, de maris, de femmes, d'enfants, d'amis, d'agents enfin, qui assiègent, même avec des voitures, la porte de ces lieux, dont le seuil devrait être inaccessible ; tous, à la faveur d'une permission donnée par un administrateur de police trop facile et trop complaisant, pénètrent dans ces lieux de perversité, de débauches, et, je puis le dire, de tra-

(1) Arch. nat. AFII* 286.

(2) *Moniteur*, réimp. t. XVIII, p. 94.

hison ; avec ces permissions, on entre non seulement entre les guichets, mais aussi dans l'intérieur de la maison et des cellules ; on y demeure tout le jour, sans être visité, on en sort de même... » Cette section demandait à la Convention de décréter « l'inaccessibilité des maisons de réclusion (1) ». Et elle dénonçait certains détenus riches à qui leurs moyens permettaient de convertir leur prison « en un palais voluptueux et sensuel ». Peut-être ce message sans date inspira-t-il le décret du 19 octobre.

Le 2 brumaire an II, le Comité de sûreté générale arrête que l'administration de police « tiendra sévèrement la main » à l'exécution du décret précédent (2). Les prévenus de conspiration étaient surveillés plus sévèrement que les autres.

Mais il semble que ces mesures qui, d'ailleurs n'étaient que provisoires, aient été vaines. Sitôt que les permissions étaient rétablies, une nouvelle affluence de visiteurs et de nouveaux abus se produisaient. Ainsi le 18 messidor an II, le Comité ordonne à l'administration de police de diminuer le nombre des permissions, en raison du trop grand nombre de visiteurs (3).

Le Comité s'aperçut enfin qu'en permettant ainsi aux parents, aux femmes et aux amis de pénétrer jusque dans les cellules, il favorisait les évasions. Le 20 germinal an III, il arrêta que les visites aux détenus ne seraient tolérées « que dans le parloir établi à cet effet (4) ». Le 13 prairial, il arrêta que des permissions ne seraient accordées « qu'une fois par décade ou deux fois au plus (5) ». Le 20 prairial, il supprima provisoirement toutes permissions de voir les prisonniers des Quatre-Nations (6). Le 26 prairial, il permit aux enfants

(1) Bibl. nat. Lb ⁴⁰ 1891.

(2) Arch. nat. AFII* 286.

(3) Arch. nat. F⁷* 2205.

(4) Arch. nat. F⁷*2203.

(5) Arch. nat. AFII* 301.

(6) Arch. nat. AFII* 278.

du représentant du peuple Bernard (de Saintes) détenu dans cette prison, de voir leur père, en se conformant aux règlements de police (1). Le 17 thermidor an III, il écrira au comité civil de la section des Champs Elysées : « Nous vous invitons à éclairer de vos lumières, la Commission de police qui craint de donner des permissions à des personnes capables d'en abuser (2) ».

A distribuer des permissions, la section de police du Comité perdait beaucoup de temps, et ses bureaux étaient trop souvent encombrés de solliciteurs. Aussi, en floréal an III, elle avait chargé de ce soin la Commission des administrations civiles, police et tribunaux (3). Il semble bien que cette décision ait été mal accueillie par la Commission ; car elle n'annonça pas, comme de coutume, les ordres nouveaux au public qui continuait d'affluer à la section de police. Il fallut une nouvelle intervention du Comité. Le 7 messidor an III, il rappela que ceux qui voudraient des permissions devraient s'adresser, conformément à ses précédents arrêtés, à la Commission (4).

IV. — Voici moins une étude qu'un ensemble de considérations touchant la détention des représentants du peuple.

Comme les simples citoyens, les députés pouvaient être tenus en arrestation dans leur propre domicile. Nous savons que ce mode de détention devint une source de désordres et d'abus qui aboutirent aux mesures répressives les plus rigoureuses. Ainsi, le 24 juin 1793, un membre du Comité de sûreté générale rend compte de l'évasion des citoyens Pétion, Lanjuinais, et Bertrand, mis en état d'arrestation chez eux, ainsi que de l'inexécution du décret qui ordonnait

(1) Arch. nat. AFII* 287.

(2) Arch. nat. F7* 2207.

(3) Voir lettre du 21 floréal an III (Arch. nat. F7 4411 ou AFII* 301.

(4) Arch. nat. AFII* 287.

qu'il serait préposé à leur garde un second gendarme. Sur quoi, la Convention décrète « que les députés mis en état d'arrestation, seront transférés dans des maisons nationales qui seront désignées par le ministre de l'Intérieur, autres que les prisons publiques où ils seront gardés séparément à vue, et ne pourront communiquer avec personne (1) ». Ces mesures furent appliquées. On lit, par exemple, dans le *Moniteur* du 13 septembre 1793 : « Les députés à la Convention, détenus dans le château du Luxembourg, ont été transférés à la Conciergerie ».

Le 8 prairial an III, la Convention décide que le Comité de sûreté générale fera partir dans vingt-quatre heures, les femmes des députés décrétés d'arrestation, d'accusation ou mis hors la loi, pour se rendre dans leurs communes respectives et y demeurer sous la surveillance de leurs municipalités (2). Le même jour, le Comité communique ce décret à la Commission de police administrative (3).

Le 10 prairial, l'Assemblée décrète à nouveau que les représentants du peuple décrétés d'accusation ou d'arrestation, seront détenus dans des maisons d'arrêt (4). Le même jour, le Comité charge la Commission de faire transférer sur-le-champ, plusieurs députés détenus dans l'une des salles du Comité de sûreté générale. Il lui recommande de « choisir dans les maisons d'arrêt un local où les députés puissent être commodément et séparés des autres détenus (5) ».

Le 22 thermidor an III, le représentant Leflot, enfermé depuis la veille aux Quatre-Nations, demande à être détenu dans sa maison d'habitation. La Convention renvoie sa lettre au Comité de sûreté générale et décrète que ce Comité est

(1) Voir le *procès-verbal* du 24 juin 1793.

(2) Voir le *procès-verbal* du 8 prairial an III.

(3) Arch. nat. AF II* 301.

(4) *Procès-verbal* du 10 prairial an III.

(5) Arch. nat. AFII* 301.

autorisé à prononcer définitivement sur ladite demande (1). J'ignore ce qu'il décida. Mais on sait que ce député, qui, le 12 germinal, avait signé la demande des Montagnards pour l'appel nominal sur la déportation des anciens membres des Comités recouvra sa liberté (2).

Le 3 nivôse an III, le Comité de sûreté générale arrêta que les députés ci-devant détenus, et rentrés, par décret, dans le sein de la Convention, seraient indemnisés et déchargés de tous les frais de gardiens qui auraient pu être exigés d'eux (3).

Le 13 prairial an III, le Comité reçut de la Commission des secours publics le questionnaire que voici :

« 1^o Les représentants détenus en ce moment à la maison des Quatre-Nations, sollicitent qu'il soit placé un poêle, et qu'il leur soit fourni du bois dans une pièce attendant à leur chambre à coucher qu'ils destinent pour leur salle-à-manger. La Commission leur fournira-t-elle ?

« 2^o Ils sollicitent pareillement qu'il leur soit donné de la chandelle. Leur sera-t-elle fournie ?

« 3^o Les députés en arrestation et décrétés d'arrestation, qui paraissent continuer de toucher leur traitement, doivent-ils être nourris, et dans ce cas, quelle est la nourriture que la Commission devra leur fournir ? Consistera-t-elle en un potage, un bouilli et une entrée, un plat de légumes et une bouteille de vin par jour (4) ? »

Le Comité répondit affirmativement aux trois questions.

(1) *Procès-verbal* du 22 thermidor an III. Il paraît singulier que la Convention n'ait pas appliqué purement et simplement son décret du 10 prairial. Il est probable que le Comité refusa la demande de Lefiot, attendu que le 18 prairial, il avait refusé celle du représentant Lacoste tout en l'assurant que le Comité lui procurerait « toutes les commodités possibles... » (Arch. nat. AFII* 301.)

(2) *Dictionnaire des Conventionnels*.

(3) Bibl. nat. Le 373. Le représentant Dugué d'Assé, par exemple, avait dû payer 655 livres 9 sols, pendant 12 mois et 20 jours de détention (Arch. nat. AFII* 277).

(4) Arch. nat. AFII* 278.

La Commission n'affirme pas que les députés détenus continuaient de toucher leur traitement. Ils n'en avaient pas le droit, en vertu du décret du 6 brumaire an II. Mais le 17 fructidor an III, la fille du représentant Levasseur (de la Sarthe) mis en état d'arrestation, envoya à la Convention une pétition tendant à ce que son père soit transféré et détenu chez lui et que ses indemnités lui soient payées. Un membre observa qu'il était injuste et contraire à tous les principes, qu'un député arrêté ne touchât pas son traitement. Sur quoi, la Convention rapporta le décret du 6 brumaire et décréta que tous les députés mis en état d'arrestation, continueraient de toucher leurs indemnités, suivant les formes réglées, jusqu'au jugement définitif (1).

Jusqu'à ce jugement, quelle existence menaient-ils ? On sait maintes anecdotes à ce sujet : Camille Desmoulins, dit-on, lisait les *Nuits d'Young* et les *Mémoires d'Hervey* ; Dusaulx, Hérault de Séchelles, jouaient à la galoche ; Danton, dans ses quatre pieds carrés, à la Conciergerie, parlait des arbres, de la campagne, de la nature ; Fabré d'Eglantine s'entretenait de la comédie qu'il avait laissée entre les mains du Comité de salut public et de ses craintes que Billaud-Varenne ne la lui volât ; Philippeaux lisait Helvétius ; Vergniaud citait des vers plaisants (2) etc.

Le Comité de sûreté générale contrôlait sévèrement la correspondance des députés détenus. Les commissaires de la Poste aux lettres avaient mission de la lui transmettre directement. Ainsi, le 26 vendémiaire an IV, ils sont priés d'envoyer au Comité celle des représentants Rovère et Saladin (3). De nouveau, le 13 brumaire, le citoyen Soulet,

(1) Voir *procès-verbal* du 17 fructidor an III.

(2) Voir ED. et J. de GONCOURT. *La Société française pendant la Révolution*.

(3) Arch. nat. AFII* 279.

agent du Comité, est envoyé chez le concierge de Rovère, pour y saisir les lettres et paquets adressés au député (1).

Les représentants incarcérés étaient totalement désarmés. Par son arrêté du 10 prairial an III, le Comité enjoignit aux gardiens « de ne leur laisser sur eux aucune arme tranchante (2) ». C'était, sans doute, dans le dessein d'empêcher les suicides.

Les divers décrets qui interdirent les détentions à domicile ne s'appliquèrent peut-être pas aux députés malades ; car, le 4 fructidor an III, la Convention décréta que toutes les demandes de translation à domicile pour cause de maladie, seraient transmises au Comité de sûreté générale, chargé de statuer (3).

V. — Avant de clore cet exposé touchant les détentions en général, je voudrais préciser les rapports du Comité avec les enfants de Louis Capet, notamment son fils, de qui on a tant parlé.

« De l'aveu des écrivains royalistes, dit Louis Blanc, le « jeune roi » était l'objet de toutes les espérances contre-révolutionnaires, et sa légitimité comme maître de la France, fournissait un prétexte à tous les complots (4) ».

Ainsi, le 24 septembre 1793 (v. s.), le Conseil général de Toulon avait eu « la lâcheté » d'adhérer à un emprunt d'un million de piastres au nom de Louis XVII, sous l'hypothèque des domaines nationaux, publics et royaux, de l'arsenal et des vaisseaux ; ledit emprunt était garanti par les amiraux des puissances anglaises et espagnoles. Le 4 messidor an III, le Comité de sûreté générale, décida l'arrestation des quarante-deux signataires membres du Conseil général (5). Les repré-

(1) Arch. nat. AFII* 279.

(2) Arch. nat. AFII* 278.

(3) *Procès-verbal* du 4 fructidor an III.

(4) *Histoire de la Révolution française*, t. IX, p. 378.

(5) Arch. nat. AFII* 301.

sentants en mission dans le Var furent chargés de l'exécution.

« Après l'exécution de Louis XVI, dit encore Louis Blanc, la surveillance au Temple avait paru se relâcher à ce point que les gardes se crurent à la veille de voir les portes de la prison s'ouvrir ; mais la trahison de Dumouriez était venue tout changer. La proclamation dans laquelle il déclarait Louis XVII seul souverain légitime de la France ramena fatalement les pensées vers le Temple comme vers le centre où s'attachait l'espoir des conspirateurs ; on redoubla de précautions... (1) » Le Comité de sûreté générale ne doutait pas de la nécessité d'une sévère surveillance au Temple, surtout après thermidor, alors que les royalistes ne cachaient même pas leurs intentions. « A la section des Arcis, une femme avait crié : Vive Louis XVII ! et, dans la salle, on avait placardé : « A bas les Jacobins, les révolutionnaires ! Vive Louis XVII ! Plusieurs citoyens disaient qu'il était temps que cela finit, qu'on était mieux quand on avait un roi et qu'il en fallait un (2) ».

Le 7 brumaire an III, il charge deux de ses membres, Reverchon et Goupilleau (de Fontenay) de se rendre au Temple sur-le-champ « pour vérifier et constater la présence des deux prisonniers (3) ». Le même jour, il arrête :

« Art. 1^{er}. Le Commandant de la force armée parisienne est requis de donner les ordres les plus sévères pour prévenir même l'apparence de possibilité de l'évasion des prisonniers gardés au Temple.

« Art. 2. La Commission de police administrative fera choix d'un citoyen d'un républicanisme éprouvé, qu'elle présentera au Comité de sûreté générale, pour être adjoint à la garde du Temple et ce, dans le délai de deux jours.

« Art. 3. La Commission administrative de Paris appellera chaque jour un des membres des comités civils, par chacune

(1) *Histoire de la Révolution française*, t. IX, p. 378.

(2) MELLIE, *Les sections de Paris* p. 155.

(3) Arch. nat. AFII* 276.

des 48 sections, pour être adjoint à la garde du Temple l'espace de 24 heures.

« Art. 4. Le service des comités civils commencera au reçu du présent arrêté, de manière qu'un membre ne puisse faire le service plus d'une fois dans l'année (1) ».

Le Comité de sûreté générale nourrissait une haine profonde contre le royalisme. Le 7 frimaire an III, un de ses membres rapporta qu'un portrait du second fils de Capet avait été pris par Héron à Saint-Cloud et déposé au Comité, et que, par leur lettre du 26 brumaire, les commissaires chargés de la vente du mobilier de Saint-Cloud, en demandaient une décharge. Il fut arrêté que ledit portrait serait, sur-le-champ, brûlé en présence du Comité (2). Qui fut dit, fut fait ; car au bas de l'arrêté, on lit : « Ce qui a été exécuté à l'endroit même ».

En ce mois de frimaire, plusieurs journaux insinuèrent que le Comité avait confié le fils de Capet à des instituteurs. Le 12, un rapporteur du Comité parut à la Tribune de la Convention « pour démentir formellement » les bruits répandus à ce sujet. « La Convention et ses comités, dit-il, savent bien comment on fait tomber la tête des rois ; mais ils ignorent comment on élève leurs enfants (3) ». Soulignons cette vigoureuse déclaration, car nous aurons, tout à l'heure, une surprise.

En temps d'insurrection, le Temple était l'objet d'une ample surveillance. Le 12 germinal, par exemple, le Comité requiert l'état-major de la garde-nationale, d'ordonner l'envoi de 1.000 hommes autour de cette prison, « où sont les enfants Capet, et d'en défendre l'entrée à qui que ce soit (4) ». Ce dépôt, ajoute-t-il, est confié au patriotisme des habitants de cette section.

(1) Arch. nat. AFII* 276, ou Bibl. nat. Le 323.

(2) Arch. nat. AFII* 277.

(3) Voir *Procès-verbal* du 12 frimaire an III.

(4) Arch. nat. AFII* 278.

Le 25 prairial an III, le Comité arrête :

« 1^o qu'il sera placé auprès de la fille de Louis Capet, une femme pour lui servir de compagne ;

« 2^o que la Commission administrative de police lui présentera, sous 24 heures, le nom de trois femmes recommandables par leurs vertus morales et républicaines, pour être par le Comité choisi une d'elles ;

« 3^o enfin, qu'après cette désignation, les commissaires attachés à la garde du Temple, recevront cette citoyenne dans ladite maison, et lui procureront un libre accès auprès de la fille de Louis Capet.

« Signé : Gauthier, Boudin, Kervélégan, Ysabeau, Chénier, Pémartin, Monmayou, Pierret, Bergoeing, Guyomar (1) ».

Le même jour, le Comité arrête « que les commissaires préposés à la garde des enfants de Louis Capet, lui feront passer incessamment l'état de tous les objets qui pourraient être nécessaires à la fille de Louis Capet, pour son vêtement et son entretien ; ainsi que leurs observations sur la nourriture qui lui est fournie, pour y être ensuite pourvu s'il y a lieu (2) ».

Quelle singulière et étonnante contradiction, et quel sens faut-il lui attribuer ? Il semble bien, si l'on rapproche ces actes des paroles de tribune du 12 frimaire, que le Comité ait voulu seulement voiler au public ses véritables desseins. Ils eussent peut-être été faussement interprétés. Le Comité agissait selon son cœur, et il ne voulait point, par prudence,

(1) Voir Arch. nat. AF 11* 278.

(2) Arch. nat. AF 11* 278.

Dans le *Catalogue* Charavay, on trouve, sous le titre : Louis XVII et la duchesse d'Angoulême : Lettre du Comité de sûreté générale au Comité de salut public, sig. Boudin et Gauthier, 25 fructidor, 1 p. in-4 Envoi d'une lettre de la citoyenne Chantereine, qui témoigne le désir de rester auprès de la jeune détenue du Temple, *quelle que puisse être sa destinée*. « Il nous a paru que cette demande était de la nature de celle qui vous sont attribuées. Nous nous en rapportons donc à ce que vous croirez devoir décider dans votre sagesse. » (La Convention venait de ratifier, le 12 messidor, l'échange de la duchesse ; mais elle ne sortit du Temple que le 28 frimaire an IV).

qu'on le sût. Il n'était pas royaliste, il était humain, voilà tout. Et j'incline de plus en plus à croire que ce Comité comptait dans son sein, notamment après thermidor, des gens de grand cœur. Il me souvient des paroles de la comtesse de Girardin, évoquant ses souvenirs : « Le hasard, dit-elle, me fit rencontrer deux hommes excellents, M.M. d'Armançe et Arnaud, chefs de division aux Comités de gouvernement... Le 14 fructidor, au matin, le greffier m'apporta un mandat de sortie, signé de trois membres du Comité de sûreté générale. Quel fut l'être obligeant qui me le fit obtenir ? Jamais, malgré toutes mes recherches, je n'ai pu le connaître, qu'il reçoive ici l'hommage de ma reconnaissance... (1) ».

Après le décès de Louis XVII, le Comité réduisit le service du Temple. Outre qu'il était fort onéreux, ce service détournait les membres des sections de leurs occupations. Le 3 messidor an III, les articles 3 et 4 de l'arrêté du 7 brumaire furent rapportés (2).

(1) Voir *Les prisons en 1793*, p. 171 et suiv.

(2) Arch. nat. AFIⁿ* 278 ou AFIⁿ* 287.

CONCLUSION

On a vu poindre la conclusion de cette étude à travers de multiples documents la plupart inédits, qui relatent les actes du Comité, son langage courant, ses témoignages, ses rapports, sa correspondance, son esprit, sa vie. On a vu se dérouler d'un bout à l'autre sa longue carrière bouleversée et coupée en deux périodes bien distinctes par l'événement capital du 9 thermidor. On a senti les oscillations de ses passions et de sa puissance. Néanmoins, il ne paraît pas inutile ni fastidieux de résumer les traits les plus caractéristiques de son histoire, en me plaçant successivement au point de vue *technique, politique, social et moral*.

Tout ce qui a été dit au point de vue *technique* tend à rendre l'effort constant du Comité en vue de consolider et de perfectionner son organisation, de se stabiliser et d'affermir sa puissance. L'abondance même des textes témoigne de son extrême activité et de son influence progressive. Activité de plus en plus harmonieuse, influence de plus en plus décisive, à mesure que s'accroît légalement son autorité. Il crée, en l'an III, une judicieuse ordonnance dans l'administration de la police, place tous ses subordonnés directement sous une forte discipline, coordonne leurs énergies ; centralise, hiérarchise, restreint le champ d'action de chaque autorité constituée, pour donner plus d'éclat à l'autorité centrale ; se fait l'ennemi « de l'anarchie » et des abus. Tout cela, en vue de hâter le triomphe de la République.

Voilà bien son unique dessein politique ; mais qui ne se manifeste d'une façon éclatante qu'après le 9 thermidor. Jusque-là, il est associé ou plutôt asservi à la dictature du Comité de salut public. C'est le règne des deux Comités de gouvernement dont Collot d'Herbois dit, le 16 ventôse an II, qu'ils sont « composés de vrais amis de la liberté » ; qu'ils « remplissent leur mission avec énergie et s'exposent à beaucoup de dangers pour la chose publique (1) ».

Vient le temps des lois terroristes et des tentatives intéressées de Robespierre. Le Comité mis dans une dépendance illégale, relégué, humilié, aigri, se tourne contre le « tyran », contre la « tyrannie ». Il nourrit en secret, à l'égard de Robespierre, une haine implacable ; il prépare le drame du 9 thermidor.

Cette date marque un tournant dans l'histoire du Comité, dont jusqu'ici les traits étaient comme effacés par la présence de la dictature qui le dominait. Un jour nouveau l'éclaire. Il va seul maintenant, librement, et sa volonté croît à mesure que s'accroissent ses attributions. Le décret du 7 fructidor le porte à un haut degré de puissance. Toute son activité gravite autour de l'idée révolutionnaire et républicaine. Châtier les ennemis de la Révolution, c'est le premier point de son programme ; ainsi il reste fidèle à la lettre de sa mission. Instituer autrement que dans les formes politiques, la République ; en répandre l'idée, et la faire fructifier autant que possible par la persuasion et l'instruction, dans les âmes et jusque dans la masse, c'est le second point de son programme.

Pour réussir, il « implore le secours des vrais républicains (2) ». Mais il s'adresse aussi à « tous ceux qui aiment sincèrement leur patrie (3) ». Car son idéalisme républicain s'appuie sur

(1) AULARD, *Société des Jacobins*, t V. (séance du 16 ventôse an II).

(2) Au représentant Florent-Guyot, 3 pluviôse an III. Arch. nat. AFII* 300.

(3) *Ibid.*

un ardent patriotisme. L'idée politique, en lui, est inséparable de l'idée nationale. Il n'envisage pas la République sans la France qu'il veut prospère et grande aux yeux de l'étranger. Il a conscience que de l'accomplissement scrupuleux de sa mission, dépend le sort de nos armées à l'extérieur, la victoire. Aussi avec quelle âpreté il se montre hostile aux Anglais, tendant la main à la « tourbe » des contre-révolutionnaires. On le voit, au contraire, prouver aux États-Unis, « nation amie, son sincère attachement (1) ».

Mortimer-Ternaux n'a pas saisi l'immense portée du rôle qui incombait au Comité. Il dit : « A la différence du Comité de salut public où la nature et la gravité des questions débattues entretenaient une ampleur de vues qui n'étaient pas sans grandeur, la mission du Comité de sûreté générale restreinte aux questions de personnes, ne pouvait développer que les instincts bas et cruels de l'humanité. Occupés chaque jour à recevoir les dénonciations, vivant dans l'atmosphère des prisons, commandant au Tribunal révolutionnaire, investis de pouvoirs sans contrôle et sans limites, ses membres ne tardèrent pas à couvrir leurs préventions et leurs excès du manteau commode de la raison d'État ».

Ce que dit cet historien m'a paru exagéré même pour la période dite *terroriste*, durant laquelle les deux Comités de gouvernement furent amenés à pratiquer une politique de contrainte pour sauver la Patrie et la République. Ai-je besoin de rappeler que les prisons étaient alors remplies d'innocents ; la sûreté des personnes et des propriétés, inexistante ; la procédure, vexatoire ; tous les sinistres effets des lois du 17 septembre, du 23 ventôse et du 22 prairial an II ; toute cette ère d'arbitraire où, malgré tant de rigueur la dictature, avant tout soucieuse de son destin, n'arrivait point à assurer

(1) Au ministre des États-Unis d'Amérique, 27 prairial an III. Arch. nat. AFII* 301.

l'ordre public, mais annihilait les volontés, ralentissait le travail et la vitalité du pays ? Le Comité, subordonné à la dictature, était sans initiative, sans prestige, parfois même corrompu, composé de quelques parlementaires pourris (1), et la police en général, que le manque d'unité affaiblissait, était tantôt timorée et mollè, tantôt effrontée et oppressive. « Il semble, dit Mme de Staël, faisant allusion à ces temps pleins d'horreur, qu'on descende, comme le Dante, de cercle en cercle, toujours plus bas dans les Enfers... »

Mais ces traits sombres ne représentent qu'un côté de la carrière du Comité. Après thermidor, son influence au point de vue social est considérable. A la mort du « tyran », les cœurs désespérés se remplissent d'une immense espérance. A Paris en province, partout, c'est le signe annonciateur de jours meilleurs. Le Comité qui exalte une haine terrible à l'égard des Robespierriistes, le dit, le prouve, en ouvrant les prisons aux victimes de la « tyrannie », et en poursuivant énergiquement une politique d'ordre, de tolérance, de justice. J'ai multiplié, à dessein, les statistiques de mises en liberté qui sont innombrables. Elles sont plus démonstratives que tout autre témoignage ; elles recommandent à notre attention la plus vive la vie nouvelle du Comité.

Il est comme hanté par le désir de voir triompher la République ; mais une République florissante. Aussi ne se borne-t-il pas à en poursuivre les ennemis non désarmés. Il déploie ses forces à l'enrichir, loyalement et avec tout le zèle que réclame l'intérêt général. On le voit s'intéresser à tout ce dont dépend la vitalité de la France : au prix des denrées, au ravitaillement, aux finances. Il rend des bras à l'agriculture, au commerce et à l'industrie. Le 26 messidor an III, informé « que la perception des impositions se fait très lentement, malgré la bonne volonté des citoyens », il propose

(1) Voir MATHIEZ, *La corruption parlementaire sous la Terreur*, p. 11.

au Comité des finances d'accorder une prolongation... (1) ». Il fait une guerre sans merci aux gens qui se sont enrichis des malheurs de la patrie, aux agioteurs, aux accapareurs, à tous les profiteurs de la guerre et de la révolution. Il se dit l'ami « des arts et des artistes » et jaloux de laisser à la patrie « des établissements utiles et florissants (2) ». Il épure les administrations, favorise les revendications des fonctionnaires qui se plaignent de la vie chère, s'entoure d'employés consciencieux, de fervents républicains, de préférence sans-culottes, qu'il encourage par des indemnités et des éloges. Il compte sur le zèle de tous ses auxiliaires « en faveur de la chose publique ». Il veut qu'on « puisse transmettre à la postérité son amour de la liberté et des lois » (3). Et, en effet, sa puissance ne devient grande et imposante que parce qu'elle repose sur les lois, sur plus de liberté, et non sur l'arbitraire. La loi recouvre, par lui, tout son prestige et la Convention est honorée.

On objectera les troubles de la réaction thermidorienne. On ne peut nier, il est vrai, les excès commis après thermidor ; le Comité a conservé la conception que le supplice doit imposer « une crainte salutaire (4) » ; mais si l'on envisage l'ensemble des faits comparativement à la période écoulée, on a l'impression très vive d'un grand changement moral. Le Comité manifeste un esprit nouveau, des vues nouvelles. Il a surtout une âme, un cœur qui vibre, patriote et républicain, qu'il souhaite être le reflet des aspirations nationales. Mais il s'abuse : ses ennemis veillent toujours. La méthode persuasive qu'il préconise ne réussit pas avec des ennemis irréconciliables. Ses paroles d'union sacrée sont vaines. Il

(1) Au Comité des finances, Arch. nat. F⁷ * 2207.

(2) Lettre du 2 messidor an III. Arch. nat. AFIII* 301.

(3) *Ibid.*

(4) A la Commission des administrations civiles, 14 thermidor an III. Arch. nat. F⁷ * 2207.

prêche dans le désert. Le désir passionné qui l'anime de remplir à tout prix sa mission républicaine, forcément n'exclut pas de sa politique toute violence. Il est, dans le fond, anti-terroriste ; mais non sans haine : il est demeuré antirobespierriste, antiroyaliste, anticatholique, ce qui fait qu'en certains cas, il a encore recours à la rigueur. Toutefois sa haine est plus modérée, moins aveugle, et cela par sagesse, par principe et aussi par sensibilité. Il est enclin à beaucoup de clémence ; il fait des concessions, mais on en abuse. « La générosité, écrit-il le 12 frimaire an III, qui se place si volontiers à côté de la victoire, a fermé les yeux sur des torts expiés par une longue détention et l'espoir d'un amendement désiré et du retour aux principes de la part de ceux qui avaient paru les méconnaître. Il reste des abus à réprimer, des dilapidations à punir ; le gouvernement s'occupe de cette dernière tâche ; il l'achèvera... C'est à la Convention à statuer sur le mode, mais il n'est rien dont on n'abuse... (1) ».

Les visites qu'il ordonne dans les prisons, le grand nombre et la diversité des élargissements qu'il signe, le vif intérêt qu'il porte à la « classe infortunée (2) », suffisent à caractériser son évolution morale. Il fait parmi les détenus, un juste discernement de tous ceux qui ont pu être victimes d'erreurs inévitables dans l'exécution de mesures de sûreté générales. Ses commissaires rendent à la liberté, c'est-à-dire à la vie, des milliers de citoyens et de citoyennes arrêtés comme suspects : ici, un cultivateur qui avait chargé des voitures de blé sans acquit-à-caution ; là, un pauvre paysan qui avait osé chanter des psaumes. Le 22 thermidor an III, c'est une enfant de six ans qui est rendue à sa maman (3). Comme elles sont édifiantes ces listes interminables de mises en liberté !

(1) Circulaire aux agents-nationaux des districts. Arch. de la Haute-Saône, 61 L⁵.

(2) Arrêté du 25 thermidor an II. Bibl. nat. Le 37/3.

(3) A la Commission des administrations civiles, police et tribunaux, Arch. nat. AFII* 276.

Le Comité distingue les meneurs de « ceux qui n'ont été que dans l'erreur (1) », s'intéresse aux détenus, à leur entretien et aussi à leurs familles (2), dit que « l'humanité doit passer jusque dans les cachots (3) », et aussi l'égalité (4). D'une manière générale, il ne souffre plus « que la loi et l'humanité soient violées à l'égard des détenus (5) ».

La justice est mieux rendue. Le Comité prend garde aux haines individuelles, aux dénonciations calomnieuses ; il exige des faits vérifiés « avec le plus grand scrupule (6) ». La procédure est plus prompte, moins onéreuse ; le prévenu dispose de garanties. Toute raison « qui ne peut valoir devant la justice » est écartée. Il fait casser et annuler par la Convention les jugements entachés d'irrégularité et d'injustice (7). L'inertie des tribunaux doit cesser. Le Comité ne peut concevoir la cause « de délais interminables dont les détenus ont raison de se plaindre ». Le retard dans l'exécution d'un arrêté de mise en liberté lui paraît « aussi tyrannique qu'attentatoire aux principes (8) ».

Ce que traduisent clairement ces quelques traits qu'on pourrait multiplier, ce sont précisément ces « principes » nouveaux qui inspirent au Comité une conduite plus digne,

(1) Au comité civil de la section des Droits de l'homme, 24 fructidor an III. Arch. nat. AFII* 301.

(2) Au représentant Tellier à Lyon, 24 nivôse an III. Arch. nat. AFII* 300.

(3) Au procureur syndic du district de Bar-sur-Ornain, 1^{er} messidor an III. Arch. nat. AFII* 301.

(4) A la commission de police administrative, 13 thermidor an III. Arch. nat. F7* 2207.

(5) A l'accusateur public près le Tribunal criminel de Mézières; 12 floréal an III. Arch. nat. F7 4411. Voir aussi lettre au procureur de la Commune de Nevers, 24 fructidor an III. Arch. nat. AFII* 301.

(6) A l'accusateur, près le Tribunal criminel du Jura, 20 pluviôse an III. Arch. nat. F7 4411.

(7) Au directoire du département du-Jura, 2^e jour complémentaire an III. Arch. nat. AFII* 301, et *Procès-verbal* du 16 prairial an III, p. 10.

(8) Au procureur syndic du district d'Orléans, 27 fructidor an III, au substitut de l'accusateur public près le Tribunal criminel du département de Paris, 28 thermidor an III. *Ibid.*

plus juste, plus morale, et capable de faire aimer le gouvernement républicain.

Cela le distingue des Comités de la Terreur dont Buonarroti dit que « s'ils ont fait du mal, c'est par ignorance, par faiblesse, par jalousie ou par défaut de bons principes (1) ». Toutes ces raisons ne peuvent excuser le mal qu'ils ont fait ; ils sont inexcusables d'avoir commis des crimes. Et pourtant cette période horrible a quelque chose de sublime ; certains de ces hommes sanguinaires nous apparaissent comme des professeurs d'énergie. Collot d'Herbois ajoutait aux Jacobins le 16 ventôse an II : « Ces hommes courageux sont au niveau de la Révolution ; ils se disputent le poste le plus périlleux. Vous avez vu le Comité de sûreté générale se charger d'une grande responsabilité. Vous avez vu le Comité de salut public se démembrer ; Billaud-Varenne, Jeanbon Saint-André sont absents ; Robespierre et Couthon sont malades ; nous restons en petit nombre pour combattre les ennemis du bien public ». Il importe en effet, dans l'intérêt de la justice, de ne point perdre de vue qu'il s'agit non d'une révolte, mais d'une révolution profonde, décisive, qui ébranle non seulement la France, mais l'Europe, mais le monde ; d'une révolution dont aujourd'hui les traits flamboient encore, et qu'il était impossible qu'un mouvement de si grande envergure s'accomplît sans que du sang coulât. Les Girondins, à coup sûr, s'ils eussent triomphé, n'eussent pas été moins implacables envers le parti adverse que celui-ci ne le fut envers eux (2). De même, s'ils avaient été les maîtres, les royalistes auraient porté la terreur contre les républicains (3). Toute autre dictature eût été sanglante.

Si l'on médite l'événement révolutionnaire en soi et les

(1) MATHIEZ, *La politique de Robespierre et le 9 thermidor expliqués par Buonarroti*, p. 25.

(2) En douter, « ce serait, dit Louis Blanc, bien peu connaître le cœur humain et bien mal comprendre les orages de la Révolution française ».

(3) Voir MATHIEZ, *La Victoire de l'an II*, p. 25.

circonstances fatales qui en découlent, on arrive à se refaire l'atmosphère où s'exerçait la prodigieuse activité du Comité, à pénétrer les difficultés de sa tâche, et l'on s'étonne moins de tant de gestes empreints presque toujours de passion ; mais d'une passion qui n'avait pas le temps de sommeiller, d'une passion avant tout active. Si sa mission primitive ne le portait pas nécessairement à commettre des crimes, il ne faut pas oublier que, mis par une dictature ambitieuse et oppressive dans l'impuissance de remplir toutes ses attributions légales, et ne jouissant plus de sa pleine indépendance, il devait devenir l'expression même de cette dictature qu'il renversa, en suivre les voies sanglantes, en avoir le ton, l'allure brutale, tous les caractères. On peut aimer la République qui était la fin dernière que cherchaient les Conventionnels des deux Comités de gouvernement ; mais comment ne point réproucher les procédés dictatoriaux dont ils abusèrent sous la Terreur ?

J'ai montré néanmoins, que Le Cointre, de Versailles, Boucher Saint-Sauveur, l'espion Sénar et d'autres encore exagéraient quand ils représentaient le Comité de ce temps-là, comme « l'antre du crime ».

Dussaulx, un contemporain, en peint les « hommes impitoyables » de la manière suivante : « Leur teint et leur physionomie étaient flétris sans doute par le genre de travaux pénibles et nocturnes auxquels ils se livraient. L'habitude et la nécessité du secret avaient imprimé sur leur visage un sombre caractère de dissimulation. Leurs yeux caves, ensanglantés, avaient quelque chose de sinistre. Le long exercice du pouvoir avait laissé sur leur front et dans leurs manières, je ne sais quoi d'altier et de dédaigneux. On avait tremblé devant eux, pendant l'exercice de leur redoutable dictature ; on tremblait encore à leur vue, quand ils comparurent devant le Tribunal révolutionnaire (1) ».

(1) *Fragments pour servir à l'histoire de la Convention nationale.*

Il me semble sage de regarder ce portrait avec de grandes réserves et de se garder de dire, comme Mortimer-Ternaux, qu'il a été fait « de main de maître » ; car, en général, les portraits de cette époque passionnée, ont été inspirés par la jalousie, la haine, la rancune. Comment, par exemple, accorder une créance absolue aux allégations de Boucher Saint-Sauveur, quand, dans la séance du 3 fructidor an II, il fut prouvé qu'au Comité de sûreté générale, il avait fait élargir un certain nombre de nobles et de prêtres réfractaires (1) ! Mieux vaut voir l'ensemble des événements, les vastes mouvements d'idées qu'ils révèlent et penser comme le Comité de l'an III, que la Révolution « ne fut qu'une mer orageuse » qui devait amener le peuple « au port de l'égalité et au règne des lois (2) ».

Alors, on prête une oreille plus attentive à tant d'orages. On est enclin à méditer les réponses des membres des anciens Comités dont le seul crime, dit Collot d'Herbois, « est d'avoir fait exécuter des lois sévères pour comprimer ces cruels et nombreux ennemis de la Révolution » ; mais qui « avaient reconnu que ces lois, nécessaires dans le temps des dangers, devaient être adoucies alors qu'ils auraient disparu... (3) ». On écoute plus volontiers le citoyen Héron qui, dans sa défense, fait allusion aux « bonnes opérations » du Comité et ajoute : «... Qu'est ce qui a sauvé la France, fondé la République et rendu partout nos armées victorieuses sur nos ennemis extérieurs ? Qu'est-ce qui a fait trembler les ennemis du dedans, détruit l'agiotage visible, fait pâlir l'audace de tous les brigands et donné l'élan au courage et au patriotisme des vrais défenseurs de la liberté, si ce n'est les mesures révolutionnaires de ce temps, bien prises, bien appliquées,

(1) Moyse Bayle déclara qu'au Comité il avait toujours soutenu les aristocrates.

(2) 12 frimaire an III. Arch. nat. AFII* 300.

(3) Bibl. nat. Le 38 / 1226-1267.

bien exécutées, sans intrigues, sans passions, sans injustices ; car celles exagérées et toujours contraires à dessein, ne sont pas l'ouvrage des patriotes que nous avouons (1) ». On comprend que Robespierre ait pu dire un jour : « Il semble que nous soyons emportés par une main invisible au delà de nos volontés... (2) ». On conçoit que, même après le 9 thermidor, le Comité de sûreté générale ait encore recouru à la rigueur ; qu'il ait, après les troubles de prairial, institué une commission militaire, dont Delaunay (le jeune) disait pour qu'on la supprimât : «... Si la force des circonstances et le salut de la patrie ont exigé l'établissement d'une semblable commission, le législateur doit la supprimer dès que l'objet de son attribution cesse ». On ne s'étonne point que le Comité ait écrit le 8 fructidor an III à celui de salut public : « La fougue des passions et la multiplicité des affaires du Comité le mettent souvent dans le cas de commettre des erreurs (3) ». On n'est pas tout à fait insensible, si hostile qu'on soit à la Révolution, aux volontés superbes, aux convictions sincères, aux enthousiasmes et à l'éloquence si souvent sublime des Conventionnels qui, pour la plupart, ne semblaient respirer que pour sauver la République. On ne s'étonne plus qu'il y ait eu, dans le sein des Comités, des hommes comme Carnot qui, tout en n'étant pas modérés, ont rendu service à la Révolution et à la patrie : des républicains dont on disait qu'ils n'étaient pas à l'eau de rose ; des hommes que l'aversion passionnée pour l'ancien régime et l'amour d'un Droit idéal, élevaient, à travers leurs inhumanités, vers des hauteurs où ils n'avaient pas peur de mourir. « Comme on vivait vite en ce temps-là ! », dit Louis Blanc, en songeant au beau vers du Dante : « Nel mezzo camino del nostra vita ». Quoi de plus émouvant !

(1) Arch. nat. F⁷ 4403. Il fait allusion à la « portion plébicide et concussionnaire » du Comité de la Terreur.

(2) *Mémoires de Mallet du Pan*, t. II, p. 69.

(3) Arch. nat. AFII* 301.

On est touché de tant d'abnégation et de ce mépris de la mort inspiré par de nobles idées. On se sent l'âme encline, en faveur de ces dirigeants chargés de crimes, à la même indulgence que le Comité de l'an III témoignait à l'égard de certains coupables. On en arrive à discerner que même sous la Terreur, et au milieu des pires violences, régnait constamment un esprit de légalité (1).

Le Comité de sûreté générale, lui-même, résume excellemment ses propres vues en même temps que l'œuvre des Conventionnels, lorsqu'il écrit, le 12 frimaire an III aux agents-nationaux des districts : « L'établissement de la République sur les débris d'une vieille monarchie, le salut du peuple au milieu de ses nombreux ennemis, la conservation de la France à travers les trahisons, les perfidies et les guerres civiles, commandèrent au gouvernement des mesures extraordinaires et violentes ; elles atteignirent un grand nombre d'individus, elles froissèrent bien des intérêts, elles emportèrent des fortunes, elles enveloppèrent quelques innocents ; mais enfin les esclaves furent chassés du territoire français ; les royalistes, les fanatiques, les traîtres furent anéantis, l'aristocratie fut réduite au silence, et l'on a vu sortir, après une lutte terrible, la République grande et triomphante (2) ».

Vu, le Doyen de la Faculté des Lettres,

F. BRUNOT

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris

APPELL

(1) Voir : *La théorie de la violence et la Révolution française*, discours prononcé par M. Aulard au 56^e congrès des sociétés savantes, *Journal officiel*, du 7 avril 1923, p. 3518, et suiv.

(2) Arch. nat. AFII* 300.

TABLE DES MATIÈRES

PRÉFACE.	v
------------------	---

PREMIÈRE PARTIE

LES ORIGINES DU COMITÉ

CHAPITRE PREMIER

Le Comité des recherches de l'Assemblée constituante

I. Le Comité jusqu'au 21 juin 1791 : la confusion des pouvoirs ; le décret du 28 juillet 1789 ; le Comité du 30 juillet ; renouvellements mensuels ; ses principaux auxiliaires ; renouvellements par moitié ; le Comité est plus parlementaire que policier, 2. — II. Le 21 juin 1791. Accroissement de ses pouvoirs. Les comités réunis. Zèle de la municipalité de Paris et « de la société des Amis de la Constitution ». Après le retour du roi. Après la promulgation de la Constitution : suppression des comités réunis, 8.

CHAPITRE II

Le Comité de surveillance de l'Assemblée législative

I. Jusqu'au décret du 25 novembre 1791. Composition du premier comité, 11. — II. Le rôle du Comité avant et après le 10 août 1792. — Le procès des « septembriseurs », 13.

DEUXIÈME PARTIE

COMPOSITION, ORGANISATION INTÉRIEURE ET
FONCTIONNEMENT DU COMITÉ

CHAPITRE PREMIER

Le Comité jusqu'au 17 septembre 1793

I. Considérations générales, 19. — II. Comité provisoire, 23. — III. Décret du 2 octobre 1792 : importance de la mission du Comité de sûreté générale, 24. — IV. Scrutin du 17 octobre ; victoire montagnarde, 26. — V. Décrets du 25 octobre et du 22 décembre. Scrutin du 9 janvier 1793 : victoire girondine, 28. — VI. Assassinat de Lepeletier Saint-Fargeau. Le Comité réduit à douze membres. Scrutin du 21 janvier : victoire montagnarde, 33. — VII. Discours de Buzot du 28 janvier. Adjonction de six membres au Comité, le 25 mars. Avertissements à la Gironde. Adjonction de six suppléants le 9 avril, 36. — VIII. La Commission des Douze. Journées du 31 mai et du 2 juin. Scrutin du 16 juin, 40. — IX. Adjonction de six membres, le 13 août. Dénonciations de Dronet et de Maure à la séance du 9 septembre. Le Comité réduit à neuf membres. Scrutin du 10 septembre, 46. — X. Décret du 13 septembre. Scrutin du 14 septembre : douze membres, 49. — XI. Organisation intérieure du Comité : arrêtés du 17 septembre, 52. — XII. Travaux du Comité. Comptabilité, 56. — XIII. *Loi des suspects* : détentions arbitraires. Délibération du Conseil général de la Commune de Paris, 61. — XIV. Les intentions du Comité. Proclamation aux sociétés populaires, 68.

CHAPITRE II

Le Comité en l'an II

I. Scrutin du 13 octobre. Le Comité de l'an II. Règlement de brumaire. Activité intense du Comité. Décret du 14 frimaire, 73. — II. Règlement du 20 germinal. Personnel des bureaux. Composition du Comité le 9 thermidor, 82. — III. Décret du 11 thermidor. Scrutin du 14 thermidor : treize membres, 92. — IV. Décret du 7 fructidor. Scrutin du 15 fructidor : seize membres, leur répartition. Arrêtés du 18 fructidor, 93. — V. La section de police du Comité, 95.

CHAPITRE III

Le Comité en l'an III et en l'an IV

- I. Fonctionnement de la section de police : ses bureaux, ses membres, 98.
 — II. Scrutin du 15 vendémiaire an III. Arrêté du 16 vendémiaire. Scrutin du 15 brumaire. Arrêté du 16 brumaire, 102. — III. Décret du 8 frimaire. Scrutin du 15 frimaire. Arrêté du 16 frimaire. Scrutin du 15 nivôse. Scrutin du 15 pluviôse. Scrutin du 15 ventôse. Arrêté du 16 ventôse. Scrutin du 15 germinal ; arrêté du même jour, 104. — IV. Décret du 15 floréal ; scrutin du même jour. Arrêté du 16 floréal. Scrutin du 15 prairial. Arrêté du 16 prairial. Scrutin du 15 messidor. Arrêté du 16 messidor. Scrutin du 15 thermidor. Arrêté du 16 thermidor. Scrutin du 15 fructidor, 108. — V. Scrutin du 15 vendémiaire an IV. Décret du 30 vendémiaire, 113. — VI. Organisation intérieure simplifiée : esprit d'économie. Epuration des bureaux. Plan d'organisation du 24 pluviôse an III, 114. — VII. Règlement du 28 ventôse an III, 120. — VIII. Le bureau de désarmement. Arrêté du 2 floréal an III. Arrêts des 14, 17 et 30 prairial. La sûreté des républicains est compromise. Réarmements, 128. — IX. La Commission des six. Arrêté du 19 vendémiaire an IV. Décrets des 3 et 4 brumaire an IV, 133.

CHAPITRE IV

Les employés du Comité

- I. Décret du 18 brumaire an II. Arrêté du 5 pluviôse an III. Le Comité favorise les sans culottes, 136. — II. Les « révélations de Sénar ». Sénar, espion. Le citoyen Héron. Son important mémoire. L'opinion de Berryer, l'opinion de Couthon. La vérité sur Héron : ce que disent Hamel, Michelet, Moïse Bayle, Robespierre, 138. — III. Le caissier Pijaud. L'affaire Pijaud-Héron. Décret du 22 vendémiaire an III. L'inventaire. Déclarations de Pijaud. Arrêté du 19 fructidor, 142. — IV. Le Comité encourage ses bons employés, 146.
-

TROISIÈME PARTIE

ACTIVITÉ DU COMITÉ EN GÉNÉRAL

CHAPITRE PREMIER

Les locaux du Comité

- I. L'Hôtel de Brionne et la maison de l'Imprimerie nationale : le corps de garde, le « violon », le « citoyen-traiteur », la maison Mique, 153. — II. Cartes d'entrée. Arrêté du 28 vendémiaire an III. Consignes sévères. Nécessité de la discipline, 159.

CHAPITRE II

La correspondance du Comité

- I. Arrêté du 20 ventôse an III. Réglementation de cette correspondance. Registres. La poste aux lettres. Le secret des lettres est « inviolable ». Courriers extraordinaires. Les maîtres de poste, 164. — II. Variété de la correspondance. Quelques calculs. Répartition des travaux par départements et sections, 169. — III. Importance des conversations 175.

CHAPITRE III

La Comptabilité

- I. Chiffres de recettes et comparaisons, 179. — II. Chiffres de dépenses. Variété des dépenses. Conclusion, 182.

CHAPITRE IV

Les passeports

- I. Registres ; délivrance et visas. Réglementation, 186. — II. Durée des passeports. Loi du 3^e jour des sans-culottides an II. Surveillance des

étrangers. Arrêté du 30 thermidor an III. Décret du 5 thermidor an III. Arrêté du 5^e jour complémentaire an III, 193. — III. Les cartes de sûreté, 197.

CHAPITRE V

Rapports avec les autres Comités de la Convention

- I. Rapports en général, 199. — II. Rapports avec le Comité de salut public. Empiètements du Comité de salut public. La politique personnelle de Robespierre. Le bureau de police générale. Conséquences. La conspiration contre Robespierre. Journée du 9 thermidor, 202.

CHAPITRE VI

Attitude du Comité après thermidor

- I. Enquête générale sur la « conspiration robespierriste ». Nombreuses condamnations. Décret du 14 frimaire an III. Haine outrée des thermidoriens. Rapport Courtois, 214. — II. La politique du Comité en l'an III. Discours de Barère du 14 thermidor an II. Décret du 7 fructidor an II. La puissance du Comité est à son apogée. Les trois Comités de gouvernement. Persistance de la confusion des pouvoirs. Discours de Fréron et décret du 21 floréal an III. Collaboration courtoise avec le Comité de salut public. Unité de la police, 218. — III. Prééminence de la Convention. Le Comité enseigne la soumission aux lois. Ses rapports avec l'Assemblée, 224.

CHAPITRE VII

La censure, moyen de gouvernement

- I. La liberté de la parole et la liberté de la presse avant le 9 thermidor, 229. — II. Après le 9 thermidor. Feuilles royalistes censurées. Affair Lefortier. Décret du 21 thermidor an III. Le Comité favorise la presse républicaine, 232.

QUATRIÈME PARTIE

ACTIVITÉ DU COMITÉ CONTRE LES ENNEMIS INTÉRIEURS

CHAPITRE PREMIER

Les émigrés

- I. Avant le 9 thermidor. Lasource proteste contre l'injustice de la loi Décret du 28 mars 1793, 244. — II. Après le 9 thermidor. Le bureau « contre les émigrés » Loi du 22 nivôse an III, 247.

CHAPITRE II

Les royalistes

- I. Avant le 9 thermidor, 251. — II. Après le 9 thermidor. Législation et justice implacables. Circulaires du 20 prairial et du 20 messidor an III. Insurrection de vendémiaire an IV. Politique républicaine du Comité, 254.

CHAPITRE III

Les chouans

- I. Informations des comptes-décadaires. Efforts des autorités constituées. Décret d'amnistie du 12 brumaire an III, 261. — II. Conséquences de la mort de Louis XVII. Décrets du 14 thermidor an III et du 22 vendémiaire an IV, 265.

CHAPITRE IV

La politique religieuse du Comité

- I. La « déchristianisation » avant le 9 thermidor Le Comité est impitoyable à l'égard des prêtres réfractaires, 267. — II. La « déchristiani-

sation » après le 9 thermidor. Loi du 3 ventôse an III. Le Comité devient tolérant, 275.

CHAPITRE V

Les profiteurs de la guerre

- I. Les accapareurs. Visites domiciliaires. Loi du *maximum*. Sa suppression, 287. — II. Les fabricants de faux assignats, 292. — III. Les dilapideurs de la fortune publique. Les fermiers-généraux, 295. — IV. Les déserteurs et les espions. La discipline dans l'armée, 297.
-

CINQUIÈME PARTIE

LES PRINCIPAUX AUXILIAIRES DU COMITÉ

CHAPITRE PREMIER

Les comités révolutionnaires

- I. Décrets du 21 mars et du 17 septembre 1793, 303. — II. Activité des comités sous la Terreur. Décret du 14 frimaire an II, 305. — III. Activité des comités après le 9 thermidor. Décret du 7 fructidor an II. Responsabilité des Comités, 313.

CHAPITRE II

Les représentants en mission

- I. Mode de nomination avant et après thermidor. Arrêté du 9 frimaire an III. Liste des missions inspirées par le Comité, 323. — II. Instructions, 328. — III. Organisation des autorités constituées, 332. — IV. Activité des représentants. Ils ont la confiance du Comité, 336. — V. L'esprit qui les anime, 339.

CHAPITRE III

Les agents nationaux

- I. Décrets du 14 frimaire et du 7 fructidor an II. Leur double rôle. Comptes décadaires, 346.

CHAPITRE IV

Les administrateurs, les procureurs-syndics, les sociétés populaires, les municipalités

- I. Activité et grande responsabilité des administrateurs, 356. — II. Rôle des procureurs-syndics avant et après le décret du 27 germinal an III, 358. — III. Autorité croissante des sociétés populaires jusqu'au 9 thermidor. Autorité décroissante après thermidor, 361. — IV. Rapports étroits du Comité avec la population rurale. Influence considérable des municipalités, 366.
-

SIXIÈME PARTIE

ARRESTATIONS ET MISES EN LIBERTÉ

CHAPITRE PREMIER

/ Attitude du Comité pendant et après la Terreur.

- I. Séance du 5 septembre 1793. Les principales lois terroristes, 375. — II. Les commissions populaires. Responsabilité des deux Comités de gouvernement, 378. — III. Après le 9 thermidor. Politique de justice, de clémence. Quelques figures, 380.

CHAPITRE II

Mandats d'arrêt et dénonciations

- I. Délivrance et exécution des mandats d'arrêt. Registres. Procédure. Frais d'arrestation. Le Comité charge ses commis de missions impor-

tantes, 385. — II. Principaux exécuteurs des mandats d'arrêt, 390 — III. Autres exécuteurs. Surveillance du Comité, 392. — IV. Motifs d'arrestations, 396. — V. Les dénonciations. Registres. Loi du 28 mars 1793. Défiance du Comité, 397.

CHAPITRE III

Apposition des scellés et visites domiciliaires

- I. Procédure. Loi du 7 fructidor an II. Frais, 403. — II. Objet de l'apposition des scellés. Lettre du 19 pluviôse an III aux agents nationaux, 407. — III. Les visites domiciliaires, 409.

CHAPITRE IV

Dénonciations et arrestations de représentants du peuple

- I. Section spéciale. Décret du 8 brumaire et du 24 floréal an III, 412. — II. Quelques célèbres mandats d'arrêt, 415. — III. Les dénonciations de Le Cointre. La Commission des 21. Les « crimes » des membres des anciens Comités. Réponse de ces membres, leur défense. Décret du 12 germinal, 420.

CHAPITRE V

Interrogatoires et jugements

- I. Procédure. Exemple, 427. — II. Autres informations. Art. 9 de la *loi des suspects*. Tableaux des comités, 431. — III. Les fautes sont « personnelles », 436. — IV. Le Comité et le tribunal révolutionnaire, 437. — V. Décrets du 10 vendémiaire et du 8 nivôse an III. Arrêté du 16 nivôse, 440. — VI. Le Comité et les tribunaux criminels des départements. Délits légers. Le Comité ennemi des injustices, 444.

CHAPITRE VI

Les mises en liberté définitives

- I. Pétitions et mémoires justificatifs, 449. — II. Multiples témoignages en faveur des détenus, 454. — III. Appui des sociétés populaires, 456. — IV. Les pétitionnaires admis à la barre de la Convention. Séance et

décret du 30 frimaire an II : discours de Robespierre, 459. — V. Les visites des prisons ; heureuses conséquences. Bourdon (de l'Oise) et Legendre, 462. — VI. Décret du 8 ventôse an II, 466. — VII. Registres de mises en liberté. Procédure, 467. — VIII. Influence des représentants en mission, 469. — IX. Tableaux de renseignements. Quelques chiffres, 472. — X. Décret du 21 messidor an II : mise en liberté des laboureurs détenus comme suspects. Arrêté du 28 fructidor : mise en liberté des sans-culottes. Mise en liberté des prêtres constitutionnels, 476. — XI. Exécution des arrêtés d'élargissements, 480.

CHAPITRE VII

Mises en liberté provisoire et levée des scellés

- I. Quels détenus bénéficiaient de cette faveur ? Conséquences, 485. — II. La levée des scellés ; procédure. Arrêté du 2 fructidor an II. Arrêté du 23 prairial an III, 487. — III. Levée des scellés apposés chez les représentants du peuple, 492.
-

SEPTIÈME PARTIE

LA POLICE A PARIS

CHAPITRE PREMIER

La police avant le 9 thermidor

- I. Défaut d'unité. Rapports du Comité avec le maire, la Commission des administrations civiles, police et tribunaux et les sections, 500. — II. Comités civils et comités révolutionnaires, leur véritable physiognomie. La garde nationale, instrument de la dictature, 501.

CHAPITRE II

La police après le 9 thermidor

- I. Son unité. La Commission de police administrative. Arrêtés du 9 thermidor et du 27 thermidor an II. Décrets du 26 vendémiaire et du 28 thermidor an III. Lettre du Comité du 30 thermidor an III. Les rapports de police de la Commission. Autres attributions. Importance de son rôle, 507. — II. L'agent-national près la Commission de police administrative. La Commission des administrations civiles,

police et tribunaux. Décret du 14 fructidor an II, 517. — III. Les comités civils, les comités révolutionnaires et les assemblées des sections. Délégations, 518.

CHAPITRE III

Le Comité et les grandes insurrections parisiennes

- I. Rapports ordinaires du Comité à la Convention sur l'état de Paris. Utilisation de la force armée, 522. — II. Insurrection de germinal an III, 523. — III. Insurrection de prairial an III. Les Comités de gouvernement se substituent momentanément à la Convention. Zèle de la police. Proclamation du 2 prairial. Création d'une Commission militaire. Conséquences des journées de prairial. Suppression de la Commission militaire, 528. — IV. Insurrection de vendémiaire an IV, 534.

CHAPITRE IV

Entretien et sécurité de Paris

- I. Assainissement des rues. Mesures d'hygiène. Application du décret du 20 pluviôse an III. Eclairage de la ville. Le corps des pompiers. Surveillance des édifices publics. La garde des barrières, 537. — II. La police des tripots et des cafés. Rôle de l'agent national près le tribunal de police correctionnelle. La police des maisons garnies. La police des théâtres. La police de la rue ; le port de la cocarde tricolore avant et après le 9 thermidor, 542. — III. Le problème de la vie chère : efforts du Comité après le 9 thermidor : rationnement et distributions de vivres. Lutte contre l'agiotage, arrêté du 19 prairial an III. Secours aux indigents. Interdiction de la mendicité. Ravitaillement en farines, riz, viande et comestibles. Arrêté du 12 fructidor an III, 545.

HUITIÈME PARTIE

LE COMITÉ ET LES PRISONS

CHAPITRE PREMIER

Administration et police des maisons d'arrêt, de justice et de détention

1. Rapports avec la Commission des administrations, civiles, police et tribunaux et avec la Commission de police administrative. Surveillance

sévère des prisons, 557. — II. Les prisons de Paris, 559. — III. Entretien des maisons d'arrêt, de justice et de détention, 563. — IV. Service intérieur : gardiens, concierges : importance de leur rôle, registres d'écrou. Arrêté du 1^{er} germinal an III : les concierges sont « officiers de santé et sentinelles en faction », 566.

CHAPITRE II

Rapports du Comité avec les prisonniers

I. Art. 6 de la loi du 17 septembre 1793. Les détenus du « violon ». Transferts de prison à prison. Les détentions à domicile, 571. — II. Transferts à Paris des prisonniers des départements. Décret du 12 fructidor an III ; arrêté du 16 fructidor. Les convois importants. Transfert des prisonniers de Paris dans les départements. Arrêté du Comité de salut public du 18 floréal an II, 574. — III. Les prisons débordent sous la Terreur. Etats numériques des détenus et comparaisons, 577. — IV. Les évasions, 580. — V. Les prisons surtout avant thermidor sont malsaines : prisonniers malades ; maisons de santé. Décès de prisonniers, 583. — VI. La mort de Louis XVII, 585.

CHAPITRE III

La vie des prisonniers

I. Réflexions. Arrêté du 5 fructidor an II. Détentions provisoires. Examen de dossiers, 589. — II. Détenus au secret. Libertés laissées aux détenus. L'intérieur des prisons. Excès, Inégalités, 593. — III. Visites aux détenus : décret du 19 octobre 1793, message de protestation de la section de l'Indivisibilité. Arrêts du 2 brumaire an II et du 20 germinal an III, 597. — IV. Représentants du peuple en arrestation dans leur propre domicile. Décrets du 8 et du 10 prairial an III. Arrêté du 3 nivôse an III. Représentants détenus dans des maisons d'arrêt. Questionnaire. Leur correspondance est sévèrement contrôlée, 600. — V. Le Comité et les enfants de Louis Capet, 604.

Conclusion 609



